



HAL
open science

(Re)penser la communication des associations de solidarité internationale françaises : d'un état des lieux à des pistes théoriques et opérationnelles

Florine Garlot

► To cite this version:

Florine Garlot. (Re)penser la communication des associations de solidarité internationale françaises : d'un état des lieux à des pistes théoriques et opérationnelles. Sciences de l'information et de la communication. Université Clermont Auvergne [2017-2020], 2020. Français. NNT : 2020CLFAL007 . tel-02880650

HAL Id: tel-02880650

<https://theses.hal.science/tel-02880650>

Submitted on 25 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Université Clermont Auvergne

École doctorale Lettres, Sciences humaines et sociales (ED 370)

UFR Langues, Cultures et Communication

Laboratoire Communication et Sociétés

**(Re)penser la communication des associations de
solidarité internationale françaises**

*D'un état des lieux à des pistes théoriques et
opérationnelles*

Florine GARLOT

Sciences de l'Information et de la Communication

Directeur de thèse : Professeur Éric Dacheux

Soutenue publiquement le 14 février 2020

Membres du jury :

Bertrand Cabedoche, Professeur des universités en sciences de l'information et de la communication, Université Grenoble Alpes, *Rapporteur*

Tourya Guaaybess, Maîtresse de conférences H.D.R en sciences de l'information et de la communication, Université de Lorraine, *Rapporteuse*

Jean-Louis Laville, Professeur des universités en sociologie, CNAM, *Examineur*

Anne Lehmans, Maîtresse de conférences H.D.R en sciences de l'information et de la communication, Université de Bordeaux, *Examinatrice*

Ana Maria Oliveira, Chargée de mission formation et expertise, CIEDEL, *Examinatrice*

Éric Dacheux, Professeur des universités en sciences de l'information et de la communication, *Directeur de thèse*

Résumé

La recherche doctorale, dont il est ici rendu compte, fait l'objet d'une **CIFRE**, au sein du réseau Auvergne-Rhône-Alpes d'appui à la coopération internationale (**RESACOOOP**). Elle vise à comprendre le sens construit sur la solidarité internationale – par son histoire, les représentations sociales qui ont cours et la communication externe des associations de solidarité internationale (**ASI**) – ainsi qu'à proposer et expérimenter des pistes de communication de solidarité internationale (**CSI**) démocratique. La solidarité internationale est plurielle. Pour les associations du domaine (**ASI**), elle se réfère à trois activités principales : l'action humanitaire, le développement et l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (**ECSI**). Or, s'il existe bien des travaux portant sur la communication des **ONG** humanitaires (Carion, 2010 ; Dauvin, 2010), la **CSI** dans toute sa diversité ne fait pas l'objet de recherche. L'enjeu de cette thèse est d'essayer de combler cette lacune.

D'un point de vue épistémologique, cette recherche s'inscrit en sciences de l'information et de la communication (SIC). Les SIC pensent les liens, elles se tiennent dans l'inter (Bougnoux, 1993) : ce sont les relations qui donnent sens au monde. Elles trouvent alors leur place dans le relationnalisme méthodologique, paradigme selon lequel les individus et les formes collectives sont une « *crystallisation spécifique de relations sociales prises dans des contextes sociohistoriques variés* » (Corcuff, 2017, p. 111). Le langage de « *ce programme relationniste* » (Corcuff, 2017, p. 111) est le constructivisme. Dans cette vision constructiviste, la communication participe à la définition des identités et du monde commun (Mucchielli, 2000). À l'inverse, la communication entre individus est fruit de la construction sociale de la réalité. D'où l'intérêt, et c'est l'un des enjeux de cette recherche, de faire dialoguer représentations sociales et communication et, plus particulièrement, représentations sociales de la solidarité internationale et communication de ses acteur·rices associatif·ves.

Sur le plan théorique, cette thèse s'inspire de l'approche pragmatique de la communication proposée par John Dewey. Selon lui, l'une des visées instrumentales de la communication est de construire une Grande communauté (Dewey [1927], 2010, p. 236) qui est l'idéal de la démocratie. Tendre vers cet idéal implique que chacun·e ait la capacité de former des jugements publics, par la participation. Dans le développement de cette compétence démocratique, les **ASI** devraient jouer un rôle majeur. Pourtant, l'hypothèse qui a conduit à ce travail doctoral est que tel n'est pas le cas.

En effet, cette thèse est née d'un trouble lié à ma pratique professionnelle : il existe un décalage entre la fin (l'aspiration à une solidarité internationale) et les moyens (une communication invitant les « *citoyen·nes du Nord* » à « *aider les victimes du Sud* »). Pour confirmer ce trouble et tenter de le résoudre, cette recherche-action adopte un plan en trois parties. La première dresse le cadre théorique et méthodologique de ce que John Dewey ([1938], 1993) nomme une « *enquête sociale* » et présente un historique de la solidarité internationale. La seconde confronte production des **ASI** et réception par des publics. Elle met en avant l'échec de la **CSI** qui ne parvient ni à faire évoluer les représentations sociales ni à atteindre les objectifs opérationnels fixés par les communicant·es rencontré·es. Partant de ce constat, la troisième partie s'efforce de proposer des pistes permettant de penser une nouvelle manière d'envisager et de pratiquer la **CSI**. Elle s'appuie sur des apports théoriques (la pensée décoloniale, la sociologie économique, le modèle de l'incommunication), mais aussi sur des expérimentations conduites tout au long de ces quatre années de recherche.

Mots-clefs :

Communication des associations ; communication politique ; solidarité internationale ; recherche-action ; représentations sociales ; production ; réception ; enquête sociale ; démocratie ; expérimentation

Abstract

The doctoral research, which is reported here, was carried out within the Auvergne-Rhône-Alpes network in support of international cooperation (**RESACCOOP**). It aims to understand the meaning built on international solidarity - through its history, the social representations that prevail and the external communication of international solidarity associations - as well as to propose and experiment with ways of communicating democratic international solidarity. International solidarity is plural. For associations in the field, it refers to three main activities: humanitarian action, development and education for citizenship and international solidarity. However, while there is much work on the communication of humanitarian NGOs (Carion, 2010; Dauvin, 2010), international solidarity in all its diversity is not the subject of research. The challenge of this thesis is to try to fill this gap.

From an epistemological point of view, this research is part of the information and communication sciences. This discipline thinks of links, it is held in the inter (Bougnoux, 1993): it is relationships that give meaning to the world. It then finds its place in methodological relationalism, a paradigm according to which individuals and collective forms are a "*specific crystallization of social relations taken in various socio-historical contexts*" (Corcuff, 2017, p. 111). The language of "*this relational program*" (Corcuff, 2017, p. 111) is constructivism. In this constructivist vision, communication contributes to the definition of identities and the common world (Mucchielli, 2000). Conversely, communication between individuals is the result of the social construction of reality. Hence the interest, and this is one of the challenges of this research, in bringing together social representations and communication and, more particularly, social representations of international solidarity and communication of its associative actors.

On the theoretical level, this thesis is inspired by the pragmatic approach of the communication proposed by John Dewey. According to him, one of the instrumental aims of communication is to build a Great Community (Dewey [1927], 2010, p. 236) which is the ideal of democracy. To strive towards this ideal implies that everyone has the ability to make public judgments, through participation. In the development of this democratic competence, associations should play a major role. However, the hypothesis that led to this doctoral work is that this is not the case.

Indeed, this thesis was born from a disorder related to my professional practice: there is a gap between the end (the aspiration for international solidarity) and the means (a communication inviting "*citizens of the North*" to "*help the victims of the South*"). To confirm this disorder and attempt to resolve it, this action research adopts a three-part plan. The first provides the theoretical and methodological framework for what John Dewey ([1938], 1993) calls a "*social inquiry*" and presents a history of international solidarity. The second confronts the production of associations and reception by audiences. It highlights the failure of communication, which fails to change social representations or achieve the operational objectives set by the communicators met. Based on this observation, the third part tries to propose ways of thinking about a new way of considering and practising communication. It is based on theoretical contributions (decolonial thinking, economic sociology, the incommunication model), but also on experiments conducted throughout these four years of research.

Keywords:

Communication of associations; political communication; international solidarity; research-action; social representations; production; reception; social inquiry; democracy; experimentation

Le soutien que j'ai reçu tout au long de ce processus de recherche est rare et précieux. Cette aventure intellectuelle et militante a été enrichie de nombreuses rencontres. Je remercie les participant·es à cette recherche pour leur disponibilité et leurs apports. Merci à mes collègues de l'Université Clermont Auvergne et de RESACOOOP, mes relecteur·rices (en particulier à Chloé), ainsi que mes proches pour leur confiance, leur soutien et, surtout, leur patience. Grâce à eux, j'ai pu mener la thèse dans un cadre privilégié.

Trois personnes m'ont particulièrement accompagnée, stimulée, inspirée, soutenue tout au long de cette recherche. Un grand merci à Marie Aimard qui a permis mon recrutement en CIFRE et a toujours été impliquée dans ces travaux. Je remercie Éric Dacheux, pour ses encouragements, son écoute et son aide à toute épreuve. Et enfin, merci à Matthieu Poinot, pour les expérimentations que nous avons menées ensemble et nos nombreux échanges.

Sommaire

INTRODUCTION GENERALE	7
PREMIERE PARTIE. MENER L'ENQUETE : CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE.....	35
CHAPITRE I. UNE HISTOIRE AMBIVALENTE DE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE	38
1. <i>Entre réciprocité et philanthropie</i>	39
2. <i>Trois branches de la solidarité internationale.....</i>	58
CHAPITRE II. UNE APPROCHE COMMUNICATIONNELLE DE L'ENQUETE	73
1. <i>Étudier la communication dans l'espace public français par le prisme des représentations sociales</i>	74
2. <i>Articuler deux disciplines qui tentent de réhabiliter l'individu-acteur sans nier les ancrages sociaux</i>	84
CHAPITRE III. LA MISE EN ŒUVRE DE L'ENQUETE.....	96
1. <i>Les méthodologies pour identifier le trouble et mener des expérimentations</i>	97
2. <i>Les outils mobilisés pour mener l'enquête.....</i>	110
DEUXIEME PARTIE. LA CONFIRMATION DU TROUBLE DE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE ET DE SA COMMUNICATION.....	128
CHAPITRE IV. LA COMMUNICATION DE SOLIDARITE INTERNATIONALE : LA PRODUCTION	132
1. <i>Les aspirations et représentations sociales de la solidarité internationale</i>	133
2. <i>Les pratiques de communication externe</i>	165
CHAPITRE V. LA COMMUNICATION DE SOLIDARITE INTERNATIONALE : LA RECEPTION	189
1. <i>Les représentations sociales du point de vue de la réception</i>	190
2. <i>L'interprétation de produits communicationnels par les publics militants et citoyens.. ..</i>	202
CHAPITRE VI. LES DECALAGES ET SIMILITUDES ENTRE PRODUCTION ET RECEPTION.....	230
1. <i>Les représentations sociales, convergences et divergences entre production et réception</i>	231
2. <i>Les produits communicationnels : écarts entre les intentions de la production et la réception</i>	240
TROISIEME PARTIE. LES PISTES : SUGGESTIONS DE SOLUTIONS, EXPERIMENTATIONS ET PREMIERES EVALUATIONS.....	262
CHAPITRE VII. VERS UNE SOLIDARITE INTERNATIONALE MUTUELLE ET PLURIVERSELLE.....	265
1. <i>Une solidarité internationale réciprocaire ?</i>	266
2. <i>Une solidarité mutuelle pluriverselle et acoloniale</i>	282
CHAPITRE VIII. VERS UNE COMMUNICATION DE SOLIDARITE INTERNATIONALE DEMOCRATIQUE DANS L'ESPACE PUBLIC FRANÇAIS.....	305
1. <i>Communiquer pour développer la démocratie.....</i>	306
2. <i>Partir du principe que l'incompréhension est toujours présente.....</i>	316
CHAPITRE IX. DES PISTES OPERATIONNELLES POUR UNE COMMUNICATION POLITIQUE ET UNE SOLIDARITE INTERNATIONALE SANS DOMINATION	329
1. <i>Questionner les représentations sociales, construire les désaccords et partager les savoirs</i>	331
2. <i>Penser la communication comme une recherche-action (collective).....</i>	351
CONCLUSION GENERALE	365

Introduction générale

La recherche dont il est rendu compte dans ce document s'inscrit dans la discipline des Sciences de l'information et de la communication. Elle vise à comprendre le sens construit sur la solidarité internationale et à expérimenter des pistes de communication de solidarité internationale démocratique. Ces pistes sont appréhendées comme des leviers d'action pour une solidarité internationale, elle-même démocratique. La solidarité internationale fait ici référence à la définition qu'en donnent les têtes de réseau de ce secteur¹. Elle est plurielle. Dans le monde des associations de solidarité internationale, elle se réfère à trois activités principales : l'action humanitaire qui tente, en situation d'urgence, de limiter les conséquences d'une situation désastreuse. Le développement qui a pour but d'améliorer, sur un temps long, les conditions de vie des populations sur le plan économique, culturel, social, politique, etc. L'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (**ECSI**²), qui est une démarche pédagogique destinée à informer, sensibiliser, responsabiliser les citoyen·nes sur les interdépendances économiques, politiques et sociales à l'échelle mondiale.

Cette communication de solidarité internationale présente des spécificités. D'abord, bien qu'elle soit très présente dans l'espace public, elle est peu étudiée. Les travaux en communication portent effectivement majoritairement sur la seule communication humanitaire (Carion, 2010 ; Dauvin, 2010). C'est l'objet de cette recherche que d'essayer de combler cette lacune. Ensuite, alors même que cette communication a une vocation internationale et possède une dimension

¹ Ces définitions sont proposées par le CRID : Centre de Recherche et d'Information pour le Développement. Ce réseau, créé en 1976 par 8 associations de solidarité internationale, regroupe, en 2016, une cinquantaine de membres (<http://www.CRID.asso.fr/>, consulté le 07/09/2016). Ces définitions sont également reprises par RESACOOOP où je fais ma thèse CIFRE. De son côté, Coordination Sud, la plateforme nationale des associations de solidarité internationale, utilise cette classification, mais y rajoute le volontariat.

² Dans cette thèse, les sigles sont développés au moins une fois. Ils sont également mis en gras et renvoient alors à la liste des sigles qui en donne à nouveau la signification.

interculturelle³, la notion de « *solidarité internationale* » semble, de manière paradoxale, peu répandue en dehors de la francophonie : par exemple, en langue anglaise, on fait référence à l'*international aid* et bien plus rarement à l'*international solidarity*. D'ailleurs, les associations du domaine sont nommées *charities* alors même que la solidarité internationale vise à rompre avec l'aide unilatérale⁴. Enfin, dernière spécificité de la communication de solidarité internationale, bien qu'internationale, c'est dans l'espace public d'origine des associations que ces dernières interpellent le grand public et les institutions⁵. On retrouve là une illustration concrète des propos de Bertrand Cabedoche (2016) rappelant les difficultés à cerner scientifiquement le domaine, peu développé en France, de la communication internationale. Pour échapper à l'aspect « *insaisissable*⁶ » de la communication internationale, cette recherche doctorale est ancrée en France où la solidarité internationale a une histoire singulière. Je m'intéresse donc à la communication des **ASI** françaises qui se déploie dans l'espace public français. Dernière précision, cette recherche fait l'objet d'une **CIFRE**⁷, elle est inscrite au sein du **RESeau Auvergne-Rhône-Alpes d'appui à la COOPération internationale (RESACOOOP)**.

Comme en dénotent ces premières lignes, la première personne du singulier sera d'usage dans cette thèse, bien que le « *nous* » traditionnel ait des intérêts certains. Tout d'abord, le « *nous* » permet de se positionner en tant que chercheuse opérant une distanciation vis-à-vis de son sujet de recherche, revers de l'engagement qui est le mien. Ensuite, « *nous* » inclut la communauté scientifique sur laquelle l'ensemble de ces travaux prend appui. Cela dénote qu'ils sont aussi le fruit de collaborations, notamment avec le directeur de thèse et les salarié·es de la structure qui recrute pour mener à bien cette recherche. Malgré ces points en faveur du « *nous* », celui-ci sonne aussi

³ Pour Farrah Bérubé, Caroline Bouchard et Catherine Bourassa-Dansereau, « *la communication interculturelle s'intéresse aux phénomènes de communication entendus comme "une rencontre, une relation de coprésence culturelle entre individus ou groupes, acteurs de la communication"* (Hsab et Stoiciu, 2011, p. 10). *La communication internationale, quant à elle, s'intéresse aux « situation[s] de communication, qui à différents niveaux, met[tent] en contact des cadres étatiques distincts, des relations entre nations »* (Hsab et Stoiciu, 2011, p. 11) (Hsab et Stoiciu, 2011, p.11) ». Elles rajoutent que « *les communications internationales servent [...] de contextes pour comprendre les enjeux d'interculturalité, alors que les communications interculturelles servent de contextes pour comprendre les enjeux d'internationalité* » (Hsab et Stoiciu, 2011, p. 10).

⁴ En France, le terme de développement est délaissé au profit de celui de solidarité internationale depuis les années 80.

⁵ Si l'espace public français est un espace dans lequel se déploie la communication des associations françaises de solidarité internationale, ce n'est pas le seul. D'une part, cette communication se déploie aussi dans l'espace européen, voire mondial. D'autre part, elle est aussi présente dans les pays du Sud. Les objectifs n'en sont cependant pas les mêmes.

⁶ « *Entreprendre d'éclairer scientifiquement l'envergure et le déploiement de la Communication Internationale et considérer l'ensemble de ses enjeux, constitue une gageure : l'objet de connaissance, comme ses acteurs, se présentent volubiles, donc insaisissables* » (Cabedoche, 2016, p. 55).

⁷ Convention Industrielle de Formation par la REcherche. La CIFRE est un dispositif gouvernemental français de financement de structures afin qu'elles emploient un salarié-doctorant durant, au minimum, la durée standard de la thèse (3 ans).

comme un « nous » de généralisation ou d'évidence. Aussi, il m'apparaît comme un nous qui engage le lecteur dans la démonstration faite. Or, tout l'enjeu de cette recherche est de questionner les évidences, les relations de domination implicites et de faciliter l'esprit critique – dans le domaine de la solidarité internationale. Pour une question d'éthique, au sens d'une cohérence entre les moyens et les fins (Morin, 2004), je fais donc le choix d'abandonner ce « nous » généralisant au profit d'un « je » en interaction avec d'autres « je ».

Cependant, j'ai bien conscience des critiques que peut générer ce « je ». Pour l'anthropologue Jean-Pierre Olivier de Sardan, le « je » est plus un « *style narratif* » qu'un choix épistémologique, puisque la communauté scientifique, en sciences humaines et sociales, est aujourd'hui loin du positivisme : la subjectivité des chercheur·ses est largement reconnue (Olivier de Sardan, 2000). Par ailleurs, celle-ci peut s'exprimer de diverses manières. Par exemple, par l'explicitation du cadre théorique, mais aussi par l'entrelacement de l'histoire biographique et de sa posture scientifique ou encore par le « je » (Alphandéry, Bobbé, 2014). L'usage du « je » se justifie pour replacer la chercheuse au cœur de sa recherche (Alphandéry, Bobbé, 2014) ou encore pour signifier l'implication de la chercheuse dans la recherche et son engagement dans la société. Cependant, ne serait-ce pas l'objet de la recherche qui devrait être au centre plutôt que la chercheuse ? Par conséquent, l'usage du « je » implique des points de vigilance afin de ne pas tomber dans une forme « *d'exhibitionnisme* » (Olivier de Sardan, 2000). C'est bien l'objet de la recherche le personnage principal de ce document, cependant, je prends le parti de sortir d'un dualisme sujet/objet, en cohérence avec l'épistémologie de la complexité. L'objet de la recherche existe par le regard que le ou les sujets lui porte(nt). La chercheuse est constitutive de l'objet de recherche. Le « je » sera alors réflexif.

En se référant aux anthropologues⁸ qui firent entrer le « je » dans l'écriture académique, j'aurais pu aussi faire le choix, à l'image de René Lourau, de séparer le texte « *scientifique* » du hors texte « *le journal de bord* » comme il a pu le faire dans son ouvrage de 1988, ***Le journal de recherche. Matériaux pour une théorie de l'implication*** (Lourau, 2015). Le « nous » et le « je » seraient alors alternativement utilisés. Cependant, cela revient à s'inscrire dans un autre dualisme, celui de la chercheuse et de l'actrice. Or, comme la suite de cette introduction le montre, actrice et chercheuse font bien partie d'une même identité. Le « nous » pourra cependant être utilisé dans le cas d'un « nous collectif » incluant d'autres chercheur·ses et acteurs sociaux clairement identifiés, plutôt qu'un « nous

⁸ En particulier Bronislaw Malinowski (1922) ou encore Raymond Firth (1936).

vague » - cela sera spécifié en note de bas de page. L'emploi, restreint du « nous » pour désigner un collectif m'incluant signale que j'ai, peu à peu, pris conscience d'un risque, celui que mon « je » gomme les individualités des autres « je » en jeu dans cette recherche. Le (« je ») dérobe, en effet, alors les autres identités qui ne s'expriment que par mon intermédiaire dans ce document⁹. Or, pour reprendre la maxime d'ATD Quart-monde, tout ce qui ne se fait pas avec autrui, se fait contre¹⁰. Dans une approche radicalement démocratique de la recherche-action, la rédaction du document aurait donc dû être collective (Barbier, 1996a). Il m'aura fallu ce temps de thèse pour m'en rendre compte. Néanmoins, une écriture collective aurait réclamé une durée incompatible avec les exigences académiques imposées par les écoles doctorales. J'ai cependant tenté de tendre vers une recherche-action participative, en partageant - au-delà du « faire ensemble » qui a pu parfois avoir cours - mes analyses aux participant·es à cette recherche. Au-delà de cet usage du « je », ma subjectivité est explicitée dans la première section de cette introduction, à travers la posture choisie : la recherche-action. Dans une deuxième section, il s'agira de rendre compte de l'inscription dans les sciences de l'information et de la communication de cette recherche-action.

I. Une recherche-action...

La démarche doctorale mise en œuvre répond aux quatre caractéristiques de la recherche-action telle que définie par Pierre Paillé (Paillé, 2004) dans le dictionnaire des méthodes qualitatives dirigé par Alex Mucchielli (Mucchielli, 2004) : une recherche appliquée, impliquée, imbriquée et engagée.

Bien que les définitions de la recherche-action soient nombreuses - Georges Adamczewski en a d'ailleurs regroupé une quinzaine (Adamczewski, 1988) – le cadre proposé par Pierre Paillé permet d'éviter de céder à un effet de mode et de considérer toute recherche ne s'inscrivant pas dans la sociologie critique comme une recherche-action. Cela à condition que les quatre caractéristiques présentées par le chercheur en sciences de l'éducation ne soient pas considérées comme des niveaux, mais comme un ensemble d'éléments devant être réunis. Sinon, toutes recherches appliquées (la plupart !) deviendraient alors des recherches-actions, comme le dénonce notamment Jean Dubost – « *le fait de recourir à l'action dans une stratégie de recherche s'observe déjà dans toute activité d'expérimentation et le fait de recourir aux études pour armer une stratégie d'action dans toute recherche*

⁹ Merci à Pierre Couturier, membre du groupe CISESS (Communication Innovation Sociale Economie Sociale et Solidaire), pour ses réflexions sur ce sujet.

¹⁰ Tiré d'une maxime du mouvement ATD-Quart-monde : faire pour les pauvres sans les pauvres c'est faire contre.

appliquée ». Je m'appliquerai donc, dans un premier chapitre, à expliquer en quoi la recherche menée correspond à chacune des quatre caractéristiques identifiées par Pierre Paillé. Il est à préciser qu'un ouvrage cité dans les nombreux travaux sur la recherche-action, part de la définition suivante : « *Il s'agit de recherches dans lesquelles il y a une action délibérée de transformation de la réalité ; recherches ayant un double objectif : transformer la réalité et produire des connaissances concernant ces transformations* » (Hugon et Seibel, 1988, p.13 cité par Mesnier, Missotte, 2003, p. 9). Cette définition également reprise par René Barbier (Barbier, 1996a, p. 7) ne doit pas laisser penser, selon lui, que la recherche-action n'est qu'une méthodologie parmi tant d'autres en sciences sociales. Au contraire - et c'est l'objet d'un deuxième chapitre - celle-ci vient questionner « *l'inscription du chercheur dans la société* » (Barbier, 1996a, p. 7). Cette posture de recherche et le paradigme scientifique dans lequel elle s'inscrit sont évoqués par la définition de référence pour ces travaux, en particulier quand il est question d'implication et d'engagement (Paillé, 2004).

1. De l'action à la recherche-action

Il s'agit, dans cette section de préciser le contexte de cette recherche-action. Cet effort réflexif sur ce qui a motivé cette thèse (1.1) me permettra de préciser en quoi cette recherche-action réunit les quatre éléments distingués par Pierre Paillé (1.2) : l'application, l'imbrication, l'implication et l'engagement (Paillé, 2004).

1.1 Une recherche qui émerge de remises en question

Tout a commencé par un questionnement sur l'action. En effet la solidarité internationale n'est pas un secteur que je découvre par le biais de cette recherche. Au contraire, ce sont mes propres expériences qui m'ont amenée à débiter ce travail.

J'ai commencé à pratiquer ce qu'on appelle communément « *la solidarité internationale* » à 19 ans, par des engagements bénévoles. Le besoin de sens et d'utilité sociale se frottait à celui des débouchés professionnels. Après une année de droit qui m'a conduite à quitter l'université généraliste, j'ai suivi une formation commerciale (DUT Techniques de commercialisation) puis managériale (École supérieure de commerce - ESC Clermont). J'étais alors vice-présidente d'une association étudiante dont l'un des axes soutenait un programme éducatif au Sénégal, en collaboration avec l'association Terre d'Afrique. Association avec laquelle j'avais effectué un voyage solidaire, au Sénégal, l'été précédent. Mon élan de départ était celui de la découverte interculturelle, mais cela était insuffisant. Je considérais que je ne pouvais pas aller dans un pays qualifié « *en*

développement » sans apporter mon aide. Comme si, moi, je pouvais faire quelque chose de plus que ceux qui vivaient là-bas. À cet instant, je souhaitais agir sur des symptômes d'un désordre bien plus global. Involontairement, je reproduisais des rapports de domination. Plus tard, la lecture de l'ouvrage d'Amina Yala m'a permis de mettre des mots sur mes ressentis (Yala, 2005). En étudiant les motivations, attentes et images projetées des volontaires, l'historienne a montré qu'ils étaient plus souvent à la recherche d'une quête de sens plutôt que de la rencontre avec l'autre. Alors que les volontaires pourraient être vecteurs de compréhension et de dialogue entre deux cultures, le fait qu'ils subissent les clichés qui ont cours dans la société avant leur départ et à leur retour est un frein à une véritable rencontre avec l'autre. Sur ce sujet, Amina Yala n'épargne pas les **ONG** : en représentant les populations comme des personnes ayant besoin d'être aidées, elles enferment les pays du Nord et du Sud dans des relations de dépendance et de hiérarchisation¹¹. Les entretiens que mène la chercheuse au retour des volontaires montrent que ces derniers, pour la plupart, veulent changer les choses, mais cela en référence à leur modèle de société. Cependant, une minorité revient aussi avec des incertitudes et des remises en question. Ce sont, en partie, ces remises en question, qui m'ont conduite à m'engager pour une autre solidarité internationale.

Trois ans après cet engagement bénévole, j'intègre, cette fois-ci en tant que professionnelle, le milieu de la solidarité internationale. J'ai 22 ans, je suis alors en année de césure entre le Master 1 et le Master 2¹². Je rejoins Médecins du monde Canada, à Montréal, où j'étais en charge de « *l'engagement du public* » autour de Montréal et d'Ottawa. Il s'agissait de mener des projets de sensibilisation (grand public et étudiants) aux grandes missions de l'association – en particulier la lutte contre la pauvreté et les maladies sexuellement transmissibles. Je soutenais également le directeur général pour la communication institutionnelle et de crise. En janvier 2010, le tremblement de terre à Haïti fut une crise majeure pour Médecins du monde Canada du fait de la proximité géographique et du lien migratoire unissant le Québec et Haïti. La communication de crise pour Haïti se traduisait par de l'information via des communiqués de presse et des appels aux dons. C'est lors de cette expérience que j'ai pris conscience de l'ambiguïté de la communication de solidarité internationale, car celle-ci était appréhendée de deux façons différentes quand il s'agissait de communication institutionnelle ou de communication de sensibilisation. Pour la communication institutionnelle, il s'agissait de faire appel à l'émotion. Un collègue, Pierre, psychologue pour le projet local Montréal, m'avait d'ailleurs mise en garde contre les dérives vers le pathos que

¹¹ À l'inverse, Amina Yala rappelle que si l'image du bénéficiaire est caricaturale, celle du héros l'est aussi : exploiteur et intéressé à travers ses différentes figures, celles du missionnaire, du militaire, du marchand, du coopérant.

¹² Cette année de césure n'était pas obligatoire, mais fortement conseillée par l'ESC Clermont.

pouvaient connaître l'association. J'ai tenté d'éviter cet écueil et de tenir cette position. Concernant maintenant la communication dite de sensibilisation, elle faisait plutôt appel à la réflexion et était basée sur l'explication. Elle se rapprochait, en ce sens, de ce qui est appelé dans la première partie de cette thèse « *Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale* ».

Toujours durant cette année de césure, je rejoins le mouvement états-unien d'ATD Quart-monde, en tant qu'*intern*, c'est-à-dire volontaire de courte durée (4 mois environ). J'ai pu voir comment la crise haïtienne était appréhendée par cette autre organisation. Celle-ci déplorait la grande hâte avec laquelle les **ONG** d'urgence s'étaient déployées, sans prendre en compte l'auto-organisation haïtienne. Au temps court de l'urgence était opposé le temps long du changement. C'est à ATD Quart-Monde, parce que les autres volontaires historiques prenaient le temps des questions de fond, que j'ai mieux identifié le malaise que je ressentais concernant la solidarité internationale. Les notes suivantes figurent dans mon carnet de bord de l'époque : « *notre présence n'est pas supportable longtemps pour les opprimés, si nous demeurons ceux qui savent, ceux qui peuvent, ceux qui donnent* »¹³ ; « *le don est une humiliation, un appauvrissement* ». Mes missions m'ont amenée à m'intéresser au sens des actions d'ATD Quart-monde, auxquelles les volontaires se référaient au quotidien. Je suis allée à la rencontre des équipes de la côte Est afin de comprendre les projets menés, les contextualiser et les budgétiser afin d'argumenter et d'anticiper les besoins de fonds. À La Nouvelle-Orléans et à New York (Brooklyn), avec les autres volontaires, nous avons aussi animé des ateliers créatifs et des bibliothèques de rue à destination d'enfants et d'adolescents.

Plusieurs enseignements se sont dégagés de ces expériences : le souci du sens, du temps long, d'une certaine cohérence entre les valeurs défendues et l'art et la manière de les défendre et le rejet d'une communication manipulation. À cette même période, je me suis aussi rapprochée du mouvement altermondialiste en participant au Forum social québécois à Montréal (en individuel) puis à l'*US Social forum* à Détroit (avec ATD Quart-Monde et une centaine de militants de La Nouvelle-Orléans, pour la *New-Orleans round table*)¹⁴.

De retour en France en août 2010, je poursuis dès septembre mon master 2, toujours à l'ESC Clermont. Pour continuer à être professionnellement active et financièrement autonome, j'ai

¹³ Phrase d'un volontaire, Charles, de Washington, inspirée de Joseph Wresinski, fondateur du mouvement ATD Quart-Monde.

¹⁴ Plus tard, en 2016, j'ai participé au Forum social mondial à Montréal suite à la proposition de l'association CCFD-Terre solidaire. C'est à cette occasion que je me suis familiarisée avec le concept de colonialité auquel cette recherche fait référence de manière récurrente, en assistant à un atelier animé par le sociologue Boaventura de Sousa Santos et la Présidente de la fondation Frantz Fanon, Mireille Fanon Mendès France.

mené cette dernière année d'étude en apprentissage¹⁵ au sein d'ERDF¹⁶. J'avais en charge la communication interne concernant le développement durable et les relations humaines. Cette expérience a été difficile pour plusieurs raisons. Premièrement, mes semaines au bureau et à l'école s'alternaient, ce qui était peu confortable en termes d'organisation pour la responsable du service. Deuxièmement, mon mémoire portait sur le climat social dans l'organisation. Sujet sensible dont le contenu a été mal accueilli par le service communication. Troisièmement, je revenais tout juste d'une immersion dans un milieu militant au fonctionnement proche de l'horizontalité. J'ai refusé de mener une mission en particulier : une campagne de communication sur le développement durable (orientée environnement), peu de temps après la catastrophe nucléaire de Fukushima. À la fin de mon contrat, en septembre 2011, j'ai voulu reprendre ma place dans le milieu associatif et plus particulièrement celui de la solidarité. Pressée, j'ai pris le parti de saisir les opportunités d'emploi dans ce domaine. En octobre 2011, j'intégrais la fédération Handicap International à Lyon (CDD) puis, en 2012, l'ONG Action contre la Faim à Paris¹⁷ (CDI) au sein du service communication pour la première et du service communication et développement pour la seconde. Malgré mes doutes sur la nature caritative de leurs pratiques, j'ai choisi de me consacrer pleinement à mes activités, mais toujours avec un regard critique¹⁸, en me disant que j'en ferai autre chose à un moment donné. Ces deux expériences m'ont apporté des éléments critiques complémentaires sur la communication de solidarité internationale. Par exemple, à Handicap International, je voulais mettre mes compétences communicationnelles au service d'une cause. C'est peu à peu que j'ai perçu que ces compétences acquises étaient plus adaptées aux organisations marchandes qu'au monde associatif. Autre exemple, à Action contre la Faim j'ai pu voir que les salarié·es remettaient énormément en question leurs pratiques et qu'ils étaient critiques vis-à-vis de la communication marketing de solidarité internationale¹⁹. Quand le décalage entre mes aspirations et mes pratiques est devenu trop important, que ma marge de manœuvre ainsi que mon temps de réflexion se sont trouvés limités, j'ai choisi de prendre du recul²⁰. L'action est un outil de connaissance dans la

¹⁵ L'année d'école m'était alors financée et j'étais payée mensuellement l'équivalent d'un SMIC.

¹⁶ J'ai suivi le master 2 en apprentissage, au service communication d'ERDF, siège Auvergne Centre Limousin, à Clermont également. Mon souhait était de rejoindre une structure d'intérêt général, mais il ne m'a pas été possible d'y trouver un apprentissage, faute de moyens de leur part. Ma distance géographique à ce moment-là (Nouvelle-Orléans) n'a pas facilité cette recherche.

¹⁷ Mon poste de chargée de projets jeunesse Grand Est m'a amenée à être localisée à la fois à Paris (le siège) et à Strasbourg.

¹⁸ De nombreux carnets ont ainsi été remplis, comme j'en avais pris l'habitude auprès d'ATD Quart-Monde.

¹⁹ En 2012, à mon arrivée dans l'ONG, les salarié·es dénonçaient le renouvellement de la campagne « *bonne nouvelle* » mettant en scène un enfant souffrant de la faim.

²⁰ Cette prise de recul a aussi été alimentée par un souhait de quitter Paris et Strasbourg pour des raisons autres que professionnelles.

littérature de la recherche-action (Minary, 2012), mais elle ne peut se passer de sa dimension réflexive. Or cette réflexivité implique du temps, que je n'avais pas.

Mon questionnement à la suite de ces expériences professionnelles était donc double : il portait à la fois sur la solidarité internationale en tant que telle et notamment sur les relations de domination qu'elle semblait induire, et à la fois sur la communication des associations françaises de solidarité internationale et des stéréotypes qu'elle pouvait entretenir. Après avoir pris contact avec Éric Dacheux, sur les conseils de Patrick Bourgne²¹, membre du laboratoire Communication et solidarité, une recherche doctorale s'est dessinée. Je la voulais financée, non pas par une **ONG**, mais par une tête de réseau, dans un souci d'indépendance. J'ai donc fait le choix d'une recherche **CIFRE** intégrée au monde de la solidarité internationale. Cela aussi et surtout pour avoir les pieds sur le terrain et la tête dans la recherche. Mon pied à terre (structure d'accueil et laboratoire) devint Clermont-Ferrand. J'ai dû refaire un master 2, car diplômée de master 2 depuis trois ans, je n'étais pas éligible au contrat **CIFRE**. Après un mois et demi de télétravail pour Action contre la faim et d'allers-retours Clermont-Paris, ma démission a été effective en septembre 2014. Dans la foulée, j'effectue ma rentrée au sein du Master 2 communication des associations (dirigé par Éric Dacheux), rattaché au laboratoire Communication et solidarité. Je suis alors au chômage et en recherche active d'un contrat **CIFRE**. Début 2015, je rencontre à Clermont les salariées de la structure associative **CERAPCOOP**²² : un Réseau Régional Multi-Acteurs d'appui à la coopération et à la solidarité internationale fédérant les acteur·rices du territoire auvergnat (collectivités locales, associations, établissements scolaires...) impliqués dans ce domaine. On part ensemble pour un projet de recherche, d'abord dans le cadre d'un mémoire sur les représentations sociales de la solidarité internationale et ensuite d'une thèse. Pour cela, nous créons mon poste.

L'une de mes motivations quant à la **CIFRE**²³ était de continuer à mener des activités opérationnelles. Cela m'a permis d'être en relation avec les acteur·rices de la solidarité internationale du territoire afin de présenter et discuter mes travaux, de partager les réflexions avec mes collègues et enfin d'expérimenter des pratiques, avec les acteur·rices du réseau. Les activités de recherche furent intégrées aux missions principales de l'association **CERAPCOOP**. Mes activités

²¹ Patrick Bourgne était enseignant en marketing au sein du DUT que j'ai suivi. Il est également membre du laboratoire Communication et solidarité.

²² Centre de Ressources et d'Appui pour la Coopération internationale. L'association CERAPCOOP est présentée en annexe 6.

²³ Dans une CIFRE, la totalité du temps chercheuse-salariée est dédiée à la recherche, en réalité un·e chercheur·se est souvent recruté·e pour participer aux activités opérationnelles de la structure sans qu'il y ait de lien direct avec sa recherche (Morillon 2008).

opérationnelles²⁴, surtout liées au développement de l'Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale ont été construites en collaboration avec **CERAPCOOP** en cohérence avec mes axes de recherche.

La confiance que m'ont octroyée tant le bureau de l'association que mes collègues, notre fonctionnement collégial, ainsi que nos aspirations communes « *d'amélioration qualitative des pratiques de solidarité internationale* » m'ont permis une grande liberté d'action. Au sein de **CERAPCOOP**, comme de **RESACOOP**²⁵, je fais partie intégrante de l'équipe. En 2017, **CERAPCOOP** est devenu **RESACOOP**. La fusion des régions Auvergne et Rhône-Alpes a amené les deux réseaux à se rapprocher et à ne faire plus qu'un. En rejoignant **RESACOOP**, la structure **CERAPCOOP** a quitté son identité associative au profit du statut de Groupement d'Intérêt Public. Cela a eu des conséquences directes sur mes missions : tout d'abord, une grande partie de mes activités, regroupées autour du projet Grin²⁶, n'étaient pas considérées comme prioritaires pour **RESACOOP**²⁷. Ensuite, le territoire de relations et d'actions s'est largement agrandi (Auvergne-Rhône-Alpes). Dans un même temps, le déménagement de notre site et son accessibilité moindre ainsi que le changement d'échelle des activités a pesé sur les relations conviviales avec les acteurs locaux. Enfin, j'ai eu l'opportunité de travailler sur deux projets européens en lien direct avec mes préoccupations scientifiques²⁸. Comme le souligne Laurent Morillon (Morillon, 2008), les activités opérationnelles et donc de recherche sont sensibles à l'environnement de travail et aux changements structurels.

Il est important de préciser que la structure d'accueil **CIFRE – CERAPCOOP** puis **RESACOOP** - n'est pas une actrice directe de solidarité internationale, mais un réseau d'acteurs

²⁴ Exemples d'activités : accompagnement de porteurs de projets, proposition et animation de formation sur l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale, mise en visibilité des savoirs sur la solidarité internationale, expérimentation de nouvelles formes de CSI.

²⁵ Groupement d'Intérêt Public, initialement Rhône-Alpes, dont la Présidence appartient au Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes. L'acronyme RESACOOP signifie Réseau d'appui à la coopération et à la solidarité internationale.

²⁶ Le projet Grin fait partie des pratiques expérimentées dans le cadre de mes travaux de recherche. Voir partie 3.

²⁷ Ces activités, appartenant au domaine de l'ECSI, au cœur des missions de RESACOOP apparaissaient comme trop militantes dans un contexte de changement de majorité au Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes (présidence de RESACOOP).

²⁸ Le projet ACTECIM regroupe des structures (dont RESACOOP) et des institutions de trois régions, l'une roumaine, une autre italienne et la dernière française. L'objectif du projet est de coconstruire des modules de formation à destination des enseignants sur l'éducation au développement durable et à la solidarité internationale. Le projet Frame Voice Report ! permet à des structures issues de régions de 6 pays européens (France, Espagne, Italie, Danemark, Pays-Bas et Finlande) de distribuer des fonds pour financer des projets issus d'organisations de la société civile ayant pour objectif de renforcer les connaissances et l'engagement des citoyen·nes sur les Objectifs de développement durable.

de solidarité internationale. Il ne s'agissait donc pas d'appliquer la recherche à **RESACOOP**²⁹ mais plutôt à une partie des acteur·rices qu'elles fédèrent : les associations de solidarité internationale. En étant recrutée à **RESACOOP**, j'ai donc pu continuer à être plongée dans le milieu de la solidarité internationale pour rester en lien avec les problématiques du milieu sans me cantonner à la problématique d'une seule **ONG**. En effet, c'est aux associations françaises de solidarité internationale, et plus particulièrement à leur projet social – la solidarité internationale – et à leur communication, que je m'intéresse.

Ce premier point montre, d'une part, que la recherche doctorale menée fait suite à plusieurs expériences dans les services communication d'association de solidarité internationale – Médecins du Monde Canada, Handicap International, Action contre la Faim - au sein desquelles j'ai été confrontée, comme d'autres de mes collègues, à des décalages entre communication dans les espaces publics et les causes défendues. D'autre part, il précise également la relation que j'entretiens avec mon objet de recherche. Ce détour est alors nécessaire à une démarche réflexive (cf. infra). Plus que cela, il permet de rendre compte de l'inscription de cette recherche dans une démarche de recherche-action, au sens de Pierre Paillé (Paillé, 2004). Ce qu'il s'agit dès lors de clarifier dans le point suivant.

1.2 Une recherche appliquée, imbriquée, impliquée et engagée

Le retour biographique précédent indique mes implications en tant que chercheuse-actrice. Il montre également que la recherche est menée avec des acteur·rices de la solidarité internationale à propos de la communication de solidarité internationale (recherche appliquée). Pour cela, l'actrice est aussi devenue chercheuse qui tente de travailler avec d'autres acteur·rices et chercheur·ses, sur un territoire (recherche imbriquée), dans le sens d'idéaux communs (recherche engagée). Il s'agit donc, ici, de détailler en quoi ma recherche réunit les caractéristiques de la recherche-action proposées par Pierre Paillé (Paillé, 2004).

La recherche *appliquée* se fait recherche *sur* l'action puisqu'elle se traduit par une démarche compréhensive visant à interroger le sens de la solidarité internationale à travers son histoire, les représentations sociales de ces acteur·rices et la communication des associations de solidarité internationale (discours et réception). Cette étape de recherche sur l'action (littérature et enquêtes) s'est avérée nécessaire pour appréhender le sujet de recherche par un autre prisme que celui de la

²⁹ Les thèses en CIFRE ont généralement pour objectif d'étudier les problématiques rencontrées par une organisation (Rasolofodistler, Zawadzki, 2011). La thèse se situe en communication politique et non en communication des organisations.

praxis seule. En effet, si tout comme John Dewey, je considère que l'action et l'expérimentation sont des voies de découverte (Dewey [1938], 1993), elles restent cependant conditionnées par la réflexivité de l'actrice. La recherche sur l'action, d'une part, a nourri cette réflexivité nécessaire pour mener mes activités à **RESACOOP**, notamment pour accompagner des porteurs de projets. D'autre part, cette recherche sur l'action a été le socle d'une recherche *par* l'action, *imbriquée*, puisqu'il s'agit avec des acteur·rices et chercheur·ses d'un territoire donné, de mener des expérimentations pour penser une autre solidarité internationale et une autre communication de solidarité internationale, toutes deux plus démocratiques³⁰. En effet, changer la communication de solidarité internationale n'a pas de sens sans penser la solidarité internationale elle-même. C'est pourquoi nous³¹ nous sommes appliqués à penser ensemble solidarité internationale et communication de solidarité internationale, ce qui m'a amenée à me demander si ces associations de solidarité internationale étaient ou non en accord, de par leur façon de communiquer, avec l'utopie qu'elles portent. La relation entretenue avec l'objet de recherche fait état d'une recherche *impliquée* : je ne suis ni une observatrice neutre ni extérieure au sujet de recherche. Les idéaux poursuivis (une communication de solidarité internationale démocratique, reflet d'une solidarité internationale elle-même démocratique) montrent que cette recherche est aussi *pour* l'action ou autrement dit *engagée* pour une transformation sociale.

Avec René Barbier et son approche de l'implication, je vais maintenant tenter d'aller plus loin dans la clarification de ma posture de chercheuse impliquée. « *Être impliqué signifie qu'un ensemble de valeurs, de symboles, de mythes, de représentations, de sensations, venant de moi-même et du monde, qui font sens dans ma vie, sont repliés en moi-même. S'impliquer veut dire que nous acceptons de les déplier dans une situation donnée, d'une manière explicite ou implicite. Impliquer est le résultat de ce processus : autrui est toujours concerné par mon existence comme je suis moi-même toujours concernée par la sienne propre* » (Barbier 2007, p. 5). Pour le dire autrement, lorsque la chercheuse ne prend pas en compte son influence « *sur le cours des événements par sa seule présence* » (Paillé 2004, p. 224), elle n'est qu'impliquée (puisque cela est inévitable), mais on ne peut pas dire qu'elle « *s'implique* ». Il est alors tenté de s'inscrire dans une observation neutre et externe des phénomènes sociaux propre au positivisme. En reconnaissant son implication, c'est-à-dire en s'impliquant, elle devient un outil de connaissance (Defraigne Tardieu 2009). Je fais le choix de reconnaître que je suis impliquée. D'une part, parce que je porte un regard singulier, du fait de mon parcours (I.1), sur mes thématiques de recherche. D'autre part,

³⁰ L'idée d'une communication démocratique miroir d'une solidarité internationale démocratique sera développée tout au long de cette thèse.

³¹ Le « *nous* » désigne ici les acteurs associatifs avec lesquels j'ai travaillé sur ces questions. La dimension souvent collective de la recherche menée est précisée dans les sections et chapitres méthodologiques de la thèse.

parce que ma thèse est financée (**CIFRE**) et donc liée à mon recrutement dans une structure dans laquelle je suis, forcément, impliquée. Au-delà de cette implication de fait, je m'implique en faisant de mon engagement dans et pour une solidarité démocratique une ressource cognitive. Enfin, tout l'objet de cette thèse est d'impliquer autrui dans un questionnement sur la solidarité internationale. En reconnaissant mes implications, je reconnais également que mon engagement pour une solidarité internationale et une communication de solidarité internationale démocratiques guide ma recherche. Ce vers quoi je m'engage reste à préciser pour des questions méthodologiques.

En effet, cette recherche est guidée par un idéal démocratique qui est aussi inscrit dans les gènes de la recherche-action. En effet, celle-ci s'est développée en réponse à la prolifération des dictatures en Europe, dans les années 30, lorsque des chercheurs se sont posé la question suivante : « *la société doit-elle être structurée hiérarchiquement, ou peut-elle être organisée selon des principes démocratiques ?* » (Liu, 2012, p. 160). Des chercheurs, Kurt Lewin en particulier, ont alors expérimenté d'autres formes d'organisation dans lesquelles les individus seraient co-responsables plutôt que dans l'obéissance aveugle à une hiérarchie. Cette dimension démocratique de la recherche-action est aussi le propre de l'enquête sociale de Dewey sur laquelle je reviendrai à de nombreuses reprises dans cette thèse (Dewey [1938], 1993). Enfin, en participant au décloisonnement de la recherche et de l'action, en faisant de chacun des savoirs autant de ressources cognitives, la recherche-action est également démocratique. L'idéal qui anime cette recherche est donc celui d'une communication de solidarité internationale démocratique favorisant le vivre ensemble dans ses différences. Au fil de la recherche-action, cet idéal est défini comme reflet d'une solidarité internationale elle-même démocratique au sens de réciprocaire (Laville 2010), dépassant la pensée coloniale (Quijano 1994) et s'inscrivant dans un horizon pluriversel (Glissant 1997).

2. La scientificité de la recherche

Dans cette recherche, être chercheuse ne s'envisage pas sans être praticienne et, à l'inverse, être praticienne ne s'envisage pas sans être chercheuse. D'ailleurs, pour Alain Touraine, il n'est pas scientifique de « *parler de* » sans être « *dans* » (Touraine, 1982, p. 19)³². Quant à John Dewey, son idéal est que chaque citoyen devienne chercheur et mène l'enquête (Dewey 2010). Cette conception unifiée de la recherche-action semble s'opposer à une vision plus fragmentée de la recherche et de l'action. Par exemple, les recherches-actions d'inspiration Lewinienne (Bernard, 2007) dans

³² Comme le rappelle Alain Touraine, « [...] ceux qui parlent d'un mouvement social sans entrer dans les idées et les sentiments de ceux qui l'animent manquent d'objectivité, car ils n'aperçoivent même pas ce dont ils prétendent parler » (Touraine, 1982, p. 19).

lesquelles chercheurs et acteurs sont distincts : les premiers offrent une expertise afin de mettre en place une méthodologie scientifique pour trouver une solution à un problème que rencontrent les seconds (Barbier, 1996a). Mais la conception que je défends dans ce travail de thèse s’oppose aussi à une conception moins clivée des rôles ou la chercheuse-actrice peut être tour à tour actrice puis chercheuse, mais sans jamais vraiment être les deux en même temps. Par exemple, dans un récent texte (Jacquet, Reuchamps, 2016), les chercheurs-acteurs identifient les moments où ils portent leur casquette de chercheur et les autres moments où ils portent celle de l’acteur. Du point de vue de Henri Desroches, les logiques sont irréductibles voire contradictoires (Bataille, 2003). Cependant, pour paraphraser Michel Bataille, cette apparente contradiction peut être dépassée, car les deux logiques peuvent être articulées, mise en tension (Bataille, 2003). Pour ce psychosociologue « *ce qui est nouveau dans le paradigme de la recherche-action, c’est le projet préalable d’articulation, supposant la disjonction, mais ne se résignant pas à l’idée (fausse) que deux éléments distincts, voire contradictoires, sont des éléments non communicables* » (Bataille cité par Adamczewski, 1988, p. 114). L’objet de ce chapitre est alors de mieux définir le cadre théorique et méthodologique de cette conception unifiée de la recherche-action, selon laquelle la chercheuse est aussi actrice et vice versa.

2.1 Un autre paradigme scientifique ?

Faut-il parler de changement de paradigme quand Michael Burawoy, alors président de l’association américaine de sociologie, considère que les chercheurs sont aussi citoyen·nes, « *un militant de l’humanité* » ? En effet, pour le sociologue, « *la sociologie – et tout particulièrement son côté sociologie publique – défend les intérêts de l’humanité* » (Burawoy, 2006, p. 12). Les chercheurs en sciences sociales sont donc, de par leur discipline, engagé·es. D’ailleurs, il qualifie la sociologie de science et de « *force politique et morale* » (Burawoy, 2006, p. 3). La « *neutralité axiologique* » est ainsi remise en question. Le terme initial utilisé par Max Weber (Wertfreiheit) a été traduit de deux manières : « *neutralité axiologique* » et « *non-imposition de valeurs* ». La première traduction provient de Julien Freund, dans les années 50. Le terme est défini comme « *une mise à distance par le chercheur de ses valeurs ou préférences politiques afin qu’elles ne contaminent pas son analyse* » (Mathieu, 2015, p. 5). Dans la traduction d’Isabelle Kalinowski, elle fait référence à « *une certaine rigueur d’exposition des analyses par le savant, qui tient à éviter toute “suggestion” sur son lectorat* » (Mathieu, 2015, p. 5) afin de limiter toute imposition de ses propres valeurs aux étudiants. Il s’agirait donc plus, dans cette optique de clarifier le registre du propos « *jugement de fait* » ou « *jugement de valeur* » qu’à faire de l’engagement de la chercheuse un obstacle à la connaissance.

Cette première traduction de mise à l'écart des implications des chercheur·ses peut interpeller de par l'engagement politique de Max Weber et de son assertion, citée ci-dessous, selon laquelle le sens émerge de notre propre rapport à la réalité. Elle interpelle, mais elle peut aussi s'expliquer par son contexte d'apparition. En effet, le marxisme – science engagée – est alors à son apogée. Des intellectuel·les, parmi lesquels Raymond Aron, remettent en cause les sciences sociales influencées par le marxisme en invoquant la neutralité et l'objectivité (Blondiaux et al., 2016 ; Mathieu, 2015). Or dans l'approche de Max Weber, traduite par Isabelle Kalinowski, ce serait donc plus une autonomie de la science vis-à-vis du politique qui est recherchée qu'une indépendance, puisque tous·tes les chercheur·ses font partie du monde social qu'ils et elles étudient. Cette neutralité des chercheur·ses, telle que définie dans la première traduction, connaît donc des remises en cause, bien qu'elle soit toujours d'actualité (Heinich, 2002 ; 2004).

Il faut ici rappeler que Max Weber lui-même combat la thèse d'une science sociale « *sans présuppositions* », car « *une portion seulement de la réalité singulière prend de l'intérêt et de la signification à nos yeux, parce que seule cette portion est en rapport avec les idées de valeurs culturelles avec lesquelles nous abordons la réalité concrète* » (Weber, 1965, p. 163 cité par Corcuff, 2011a ; Mathieu, 2015 ; Blondiaux et al., 2016). Cela revient à reconnaître que la chercheuse voit la réalité par le prisme de ses implications. Cette neutralité est donc inatteignable, voire elle est dangereuse³³ : « *la figure du savant "pure"* » détachée de toute relation affective du politique à son terrain est moins un horizon régulateur de la recherche qu'un « *mythe* » qui peut conduire « *à s'aveugler sur ses propres attachements* » (Blondiaux et al., 2016, p. 9). C'est pourquoi la réflexivité – au sens de réflexion de la chercheuse sur sa relation à l'objet – est essentielle. Cependant, expliciter ses implications est aussi une forme d'autofragilisation (Le Grand, 2006 ; Corcuff, 2012). En effet, si cela permet de faciliter la critique c'est aussi, de façon concomitante, un moyen de mettre la lumière sur des éléments présupposés qui pourraient invalider une démarche au nom du mythe de l'objectivité. Nombre de chercheur·ses ont pu avoir un lien étroit avec leur sujet d'étude, mais peu d'entre eux explicitaient le rapport entretenu avec celui-ci : « *Et pourtant, force est de constater que, sans cette interaction étroite, la recherche se serait enlisée dans les méandres de l'insondable distance qui ne permet ni d'avoir des éléments fiables d'informations, ni a fortiori de comprendre* » (Le Grand, 2006, p. 4). Cette déconnexion du sujet cherchant et de son sujet d'étude qui avait notamment cours dans les années 80 (Le Grand, 2006), tend à s'amoindrir avec la méthode

³³ Cette approche est fortement contestée par Nathalie Heinich qui propose une « *neutralité engagée* » : « *la neutralité du chercheur (c'est-à-dire du savant – sociologue, historien, économiste, etc. – en tant qu'il se positionne comme chercheur et non comme expert ou penseur, dans un contexte adéquat) est, paradoxalement, ce qui permet à son discours d'avoir une action sur le monde, même si ce n'en est pas le but ni la visée première* » (Heinich, 2004, p. 149-160)

complexe développée par Edgar Morin (Morin, 1986) et le relationnalisme méthodologique développé par Philippe Corcuff (Corcuff, 2012). En effet, « *Reconnaître et prendre en compte l'implication revient à appréhender la recherche en sciences sociales par la complexité* » (Defraigne Tardieu, 2009, p. 28) puisqu'il n'est ici pas question de séparer l'objet de recherche du ou des sujets. D'autre part, dans les nouvelles sociologies, Philippe Corcuff dénonce les oppositions traditionnelles en philosophie dont les sciences sociales héritent, notamment en ce qui concerne le rapport sujet/objet³⁴.

La recherche-action s'inscrit historiquement dans cette approche renouvelée des sciences sociales : « *la recherche-action est la révolte contre la séparation des faits et des valeurs qui donne sa saveur particulière à la notion d'objectivité dans les sciences sociales. C'est une protestation contre la séparation de la pensée et de l'action qui est un héritage du laisser-faire du XIXe siècle. C'est une tentative désespérée de transcender la stérile spécialisation des sciences sociales avec sa répudiation implicite de la responsabilité humaine pour les événements sociaux* » (Blum cité par Barbier, 1996a, p. 23). En plus de reconnaître l'implication de la chercheuse (sa non-neutralité), la recherche-action reconnaît les savoirs issus des méthodes scientifiques ainsi que de l'expérience. Cela est également le cas de la sociologie publique défendue par Michael Burawoy. Il plaide pour le dépassement d'une discipline fermée sur elle-même sans conversation avec la société (« *des publics extra-universitaires* »), propre, selon lui, à la « *sociologie savante et à la sociologique critique* ». C'est pourquoi l'auteur défend une sociologie publique qui traite des finalités de la société débattues, tant avec la communauté savante, qu'avec des publics extra-universitaires. Pour autant, les sociologies se basant sur des « *savoirs instrumentaux* »³⁵ (les sociologies savante et appliquée) ne s'opposent pas à celles reposant sur la connaissance réflexive (les sociologies critique et publique)³⁶. De même que celles repliées sur le monde universitaire (savante et critique) et celles ouvertes à d'autres publics (appliquée et publique). En effet, Michael Burawoy soumet la thèse que « *la sociologie publique constitue l'une des parties d'une division du travail sociologique, qui inclut également la sociologie appliquée (policy sociology), la sociologie savante universitaire (professional sociology) et la sociologie critique. Le rôle de la sociologie appliquée est de trouver des solutions à des problèmes présentés au chercheur. La sociologie savante élabore "des méthodes rigoureuses et éprouvées, des savoirs cumulatifs, une façon de redéfinir sociologiquement*

³⁴ Concernant le rapport sujet/objet, le sociologue propose d'une part « *[d']établir des passages entre le point de vue extérieur de l'observateur, adossé aux concepts et aux méthodes du laboratoire des sciences sociales, et les façons dont les acteurs perçoivent et vivent ce qu'ils font dans le cours de leurs actions* » (Corcuff 2017, p. 10). Je souscris qu'en partie à cette proposition dans la mesure où je considère que cette extériorité est impossible lorsqu'on appartient au monde social. En revanche, il s'agira bien de prendre du recul avec les méthodes et techniques dites de laboratoire.

³⁵ Ce type de connaissance traite des moyens d'atteindre les finalités de la société par « *la résolution d'énigme par la sociologie savante ou la résolution de problèmes concrets par la sociologie appliquée* » (Burawoy, 2006, p. 11).

³⁶ La sociologie basée sur les savoirs instrumentaux est plutôt défendue par Nathalie Heinich (Heinich, 2004 ; 2002) alors que la sociologie basée sur la connaissance réflexive est plutôt défendue par Philippe Corcuff (Corcuff, 2012 ; 2011b ; 2011a)

les problèmes, et des cadres conceptuels» (Burawoy, 2006, p. 9). La sociologie critique est celle qui pose la question de la sociologie pour qui et de la sociologie pour quoi faire. Quant à la sociologie publique, elle génère « *une relation dialogique entre un sociologue et un public* » (Burawoy, 2006, p. 9). Plus précisément, le projet de la sociologie publique est de retraduire la connaissance scientifique (issue du sens commun) afin de « *rendre les savoirs à celles et ceux qui en sont à l'origine* » et de « *faire des problèmes privés des questions publiques, régénérant ainsi la fibre morale de la sociologie* » (Burawoy, 2006, p. 3). Les distinctions faites par le sociologue : communauté scientifique/espace social, savants/publics sont vivement critiquées par Geoffroy de Lagasnerie (Lagasnerie, 2011). Selon ce dernier, « *il [M. Burawoy] fait passer la frontière purement institutionnelle entre l'Université et son extérieur pour une frontière qui séparerait les "scientifiques" d'un côté et de l'autre, les "profanes" [...]* ». Plutôt que de poser la question de la pertinence de cette frontière, Michael Burawoy l'entretient en s'intéressant au moyen de la franchir. Du même coup, « *le monopole du droit à la parole légitime* » de la communauté académique est renforcé (Lagasnerie, 2011). « *L'ensemble des valeurs qui participent de la construction de cette communauté [académique] comme d'une profession à part entière³⁷, et qui se fondent sur l'exclusion du droit à la parole et de l'espace de la discussion légitime de celles et ceux qui ne sont pas universitaires* » (Lagasnerie, 2011, p. 4) serait alors réaffirmé.

Reste que Michael Burawoy reconnaît l'engagement des sciences sociales³⁸ et que sa sociologie publique porte l'idée d'espaces de discussion dialogique sur les enjeux de société. Cela peut être étendu à l'ensemble des sciences sociales. Cette recherche souscrit donc à l'idée une science sociale publique, mais refuse cette frontière entre chercheur·ses académiques et citoyen·nes critiquée par Geoffroy Lagasnerie. En effet, les travaux d'ATD Quart-monde sur le croisement des savoirs (Defraigne Tardieu, 2009 ; Brun, 2017) montrent bien que les savoirs des personnes en situation de pauvreté sont tout aussi essentiels que ceux des praticien·nes du secteur social que ceux des chercheur·ses sur le domaine, bien que ces types de savoirs se distinguent.

Il s'agit dès lors de dépasser cette frontière. Pour cela, cette thèse s'inscrit dans la définition suivante de la recherche-action³⁹ : « *ni de la recherche, ni de l'action, ni l'intersection des deux, ni l'entre-deux, mais la boucle récursive entre recherche et action : se situer dans la complexité, c'est d'abord se situer dans cette boucle*

³⁷ Cette profession à part entière est aussi un enjeu d'autonomie vis-à-vis des pouvoirs politiques et économiques.

³⁸ Cet engagement est ancré dans les gènes des sciences sociales, C Wright Mills voulait transformer toute sociologie en sociologie publique en revenant « *aux pères fondateurs de la sociologie (19e) pour lesquels les objectifs de connaissance et les objectifs moraux étaient indissociables* » (Burawoy, 2006, p. 8).

³⁹ Mon approche, qui récuse la dichotomie chercheuse-actrice, se retrouve également dans les propos de Lorenza Mondada, linguiste : « *le chercheur-acteur n'existe donc pas en tant que tel, en tant que personnage unique, mais dans une alternance, parfois très rapide, entre la posture du chercheur et la posture de l'acteur. Ainsi est donc reposée la question du type de regard que l'on va adopter selon qu'on est chercheur ou participant engagé dans l'action* (Renaud et al., 2003, p. 218).

et non dans l'un et l'autre des termes qu'elle boucle » (Bataille cité par Adamczewski, 1988, p. 112). Cette définition est particulièrement heuristique dans cette recherche où l'auteure est à la fois chercheuse et actrice. Mais aussi dans le cadre des relations avec les autres acteur·rices qui ne sont pas seulement témoins, mais participant·es à la recherche, à différents degrés. Appréhender la science par la recherche-action revient à donner un statut à l'action dans la recherche : on découvre en expérimentant (Dewey [1938], 1993) : « *La recherche -action se fonde sur une critique de l'action, laquelle ne vient pas de l'extérieur, mais est exercée par ceux qui font l'action* » (Courtois, Labbé, 2015, p. 26). C'est aussi reconnaître de fait une recherche engagée dans la mesure où elle porte le principe fort de transformation de situations.

2.2 Des conséquences méthodologiques

Une part des implications est inévitable dans la mesure où tout·e chercheur·se (en sciences humaines et sociales) appartient au monde social étudié. Reconnaître ses implications revient à faire œuvre d'honnêteté intellectuelle, à situer le contexte de la recherche d'autre part, et enfin à faciliter la critique par les pairs : comment critiquer une recherche sans ses recettes de fabrication ? (Le Grand, 2006). Néanmoins, l'engagement des chercheur·ses est particulièrement critiqué. Les chercheur·ses sont accusé·es de faire de la politique⁴⁰(Heinich, 2004). Pourtant, cet engagement, tout comme les implications, ne remet pas en cause la rigueur scientifique, à condition de proposer une méthodologie cohérente avec le paradigme scientifique préalablement défini (Blondiaux et al., 2016). C'est l'objet de ce point que de définir les conséquences méthodologiques de mon positionnement épistémologique.

Parce que cette recherche vise à développer des compétences démocratiques sur la solidarité internationale, par la communication, elle s'inscrit dans le cadre de l'enquête de John Dewey (Dewey [1938], 1993). Elle peut être définie comme « *l'investigation, la mise à l'épreuve des représentations et des faits tenus pour valables* » (Dewey in Thievenaz, 2017, p. 90). L'enquête est une expérimentation, une recherche-action, visant, par la création de connaissances nouvelles, la transformation d'une situation initialement troublée : la solidarité internationale et plus particulièrement la communication de solidarité internationale. Le trouble se révèle par une remise en question du cadre normatif (approche philanthropique) d'une situation, du fait d'une activité réflexive en cours, conduisant au blocage de l'action. Ce blocage s'explique, pour John Dewey, par un surplus d'incertitudes quant à l'issue de l'action. Les différentes étapes de l'enquête – l'étonnement,

⁴⁰ Le titre de l'article parle de lui-même : ***Pour en finir avec l'engagement des intellectuels.***

l'identification des problèmes, les suggestions de solutions, le test des hypothèses (appelé dans cette thèse expérimentation), l'évaluation - permettront de recréer une expérience esthétique (Dewey, 1993, 2014), c'est-à-dire un tout unifié, une situation cohérente où la continuité de l'action et le pouvoir d'agir sont rétablis, simplement parce que l'action est dès lors guidée par un but, un idéal. Il s'agit là d'un processus récursif qui ne sépare pas la fin (l'idéal) des moyens (la praxis), une recherche-action qui place au cœur de son déroulement une auto-évaluation continue.

Cette approche de la recherche-action est cohérente avec l'idéal démocratique visé (cf. 1.2). L'enquête de Dewey est une recherche en actes. Cette recherche en actes par le citoyen-chercheur, appelle son implication et son engagement, mais aussi l'évaluation des pratiques. Pour Michael Burawoy, la connaissance réflexive et les implications sont les deux faces d'une même médaille. La réflexivité revient à interroger les orientations normatives de la société, des sciences sociales, mais aussi de la chercheuse (Burawoy, 2006). En cela, il est rejoint par Bertrand Cabedoche, pour la communication internationale⁴¹ et par Philippe Corcuff pour l'ensemble des sciences sociales. Ce dernier invite, en effet, les chercheur·ses à une réflexivité de deux ordres : premièrement, sur ses propres présupposés en précisant sa relation à l'objet ; deuxièmement sur les hypothèses anthropologiques des modèles sociologiques utilisés (Corcuff, 2011b, p. 195).

Concernant la réflexivité de premier ordre, le but de cette première section de cette introduction générale est, justement, de faire part de ma relation à l'objet de recherche. Au-delà des présupposés des chercheur·ses, il s'agit également de revenir sur ce vers quoi il s'engage, autrement dit ses orientations normatives (Burawoy, 2006 ; Mathieu, 2015). Cette démarche réflexive peut pallier les trois risques générés par les implications identifiés par Frédéric Wacheux (1996) : « *la prééminence du rôle d'acteur sur celui de chercheur, les aléas du regard entraînant une sélection des faits, ainsi qu'une interaction et une participation impliquées risquant de déformer les perceptions du chercheur* » (Wacheux 1996 cité par Rasolofo-Distler, Zawadzki, 2011, p. 6). Je ne souscris pas à ces risques⁴² qui semblent s'inscrire dans un paradigme scientifique plus positiviste que constructiviste. Il est, malgré tout, à retenir de cette mise en garde que la chercheuse a pour rôle de maintenir une distance critique vis-à-vis de son terrain : « *cette distance du chercheur, qui n'est pas un salarié lambda, permet[tant] d'enlever aux phénomènes observés le caractère d'évidence qu'ils ont aux yeux des acteurs* » (Crozier et Friedberg 1977 cité par Rasolofo-

⁴¹ « [...] les auteurs de la discipline sont ainsi évalués à partir de leur observation d'une exigence scientifique imposée dès la fin des années soixante-dix : assortir leur démarche de l'explicitation des présupposés de celle-ci » (Cabedoche, 2016, p. 77).

⁴² On peut, en effet, opposer aux risques de l'implication un certain nombre d'avantages : une appréhension plus complexe des discours et des pratiques des acteur·rices du fait d'une immersion sur le long cours, un regard plus nuancé du fait de la multiplicité des situations vécues et des rencontres. Mais aussi, une plus grande conscience de sa subjectivité puisque la chercheuse CIFRE en sciences humaines est, de fait, impliquée. En assumant la spécificité de son point de vue, elle peut donc faire état de ses présupposés pour être lue et critiquée en connaissance de cause.

Distler, Zawadzki, 2011, p. 7). La distanciation, terme régulièrement emprunté à Norbert Elias (Elias, 2009), peut être appréhendée comme une prise de recul vis-à-vis de ses préjugés d'acteurs sociaux⁴³. Ces préjugés peuvent être du fait « *des “adhésions” volontaires et conscientes (comme le militantisme)* » ou « *des adhésions* » implicites et non conscientes, renvoyant à des implications qui « *ne se connaissent pas elles-mêmes* »⁴⁴(Corcuff, 2012, p. 205). La prise de recul va plus de soi quand les implications sont des adhésions, c'est-à-dire qu'elles sont suffisamment conscientes pour y prêter attention. Revenir sur son récit de vie (cf. 1.1) est un moyen de conscientiser un certain nombre d'implications. Il est conseillé aussi de confronter ses travaux à d'autres chercheur·ses et d'autres acteur·rices (Rasolofo-Distler, Zawadzki, 2011, p. 7). D'autre part, la recherche est d'autant plus fiable si la chercheuse respecte « *le principe de triangulation méthodologique (Coutelle, 2005) c'est-à-dire le recours à plusieurs techniques de recueil de données afin d'obtenir des formes d'expression et des discours variés ainsi que la triangulation des données recueillies : le comportement des acteurs (par une observation directe), l'information officielle et subjective (par des entretiens formels, informels ou des commentaires des différents acteurs de l'entreprise), et l'information officielle (par l'étude des documents officiels)* » (Rasolofo-Distler, Zawadzki, 2011, p. 7).

Quant à la réflexivité de deuxième ordre, elle sera mise en œuvre tout au long de la thèse par une mise en perspective des méthodes utilisées. Ces méthodes ont pour objet, en cohérence avec l'idéal recherché, de respecter une éthique, notamment en rééquilibrant la relation enquêteur/enquêté en invitant ces derniers à commenter les analyses faites, pour une science plus participative (Alphandéry, Bobbé, 2014).

Le projet de recherche-action qui découle de ce parcours est le « *projet de se faire chercheur, de devenir chercheur, mais par une démarche de réflexivité, de mise en œuvre et de contestation et de critique [...]* » (Berger 2003, p. 17). Cependant, cette réflexivité ne suffit pas à constituer de la recherche. Elle s'accompagne d'une intention de recherche : celle de produire des connaissances nouvelles et d'une intention praxéologique⁴⁵ : celle de questionner et d'améliorer les pratiques, mais aussi

⁴³ Cette distanciation ne signifie pas « se tenir à l'extérieur », mais plutôt faire preuve de réflexivité : « *le retour réflexif sur les présupposés des chercheurs, sur les conditions sociohistoriques de l'enquête, sur le rapport enquêteurs/enquêtés, etc.* »(Corcuff, 2011a, p. 4).

⁴⁴ Philippe Corcuff fait ici référence à Bourdieu, dans des cours de 1989-1992.

⁴⁵ Cette intention praxéologique est formulée par Ardoino comme « *l'optimisation de l'action et l'aide à la décision* » (Ardoino 2003, p. 46). Or l'intention praxéologique propre à la recherche-action est surtout le changement social (Barbier, 1996a). Un ouvrage cité dans les nombreux travaux sur la recherche-action, part de la définition suivante : « *Il s'agit de recherches dans lesquelles il y a une action délibérée de transformation de la réalité ; recherches ayant un double objectif : transformer la réalité et produire des connaissances concernant ces transformations* » (Hugon et Seibel, 1988, p.13 cité par Mesnier, Missotte, 2003, p. 9).

d'expérimenter en vue d'un changement social (Ardoino, 2003). Ce projet de réflexivité concerne ce dont j'ai été témoin et ce que j'ai pratiqué en matière de communication de solidarité internationale (logique inductive) duquel découle un certain nombre de présupposés ou d'hypothèses. Le projet s'inscrit aussi dans une logique hypothético-déductive ou de vérification, passant par une recherche sur et par l'action. Enfin, c'est aussi une recherche pour l'action qui implique des points de vigilances quant à la cohérence entre la posture de la chercheuse, le paradigme scientifique et la méthodologie mise en œuvre. Après l'explicitation de la démarche de recherche, le second enjeu de cette introduction est de revenir sur son inscription au sein des Sciences de l'information et de la communication.

II. ... en Sciences de l'information et de la communication

Cette recherche tend à s'éloigner du positivisme d'Émile Durkheim pour s'inscrire dans une épistémologie de la complexité (Morin, 2004). Elle s'inscrit dans les sciences de l'information et de la communication qui sont des sciences empiriques ayant une tonalité critique (Wolton, 2005 ; Mattelart, 2013 ; Sedda, 2017). C'est dans cette double perspective (empirique et critique) que cette recherche s'inscrit. D'autre part, elles offrent un cadre méthodologique aux sciences humaines et sociales en pensant les liens plutôt que les faits, elles se tiennent alors dans l'inter (Bougnoux, 1993) : ce sont les relations qui donnent sens au monde. Elles peuvent alors trouver particulièrement leur place dans le relationnalisme méthodologique qui s'extrait de l'opposition entre holisme et individualisme méthodologique, en plaçant les relations au premier plan. Les individus et les formes collectives sont une « *crystallisation spécifique de relations sociales prises dans des contextes sociobistoriques variés* » (Corcuff, 2017, p. 111). Le langage de « *ce programme relationniste* » (Corcuff, 2017, p. 111) peut être le constructivisme, c'est-à-dire la construction de la réalité quotidienne et historique et la construction d'acteur·rices individuel·les et collectif·ves (Berger et Luckmann 2008). La société est alors une construction sociale fruit de la communication entre individus (Dacheux 2009) ou dit autrement : dans une vision constructiviste, la communication participe à la définition des identités et du monde commun de référence (Mucchielli, 2000). À l'inverse, la communication entre individus est fruit de la construction sociale de la réalité. D'où l'intérêt, et c'est l'un des enjeux de cette recherche, de faire dialoguer représentations sociales et communication (Bernard, 2015 ; Fourquet-Courbet, Courbet, 2009).

Ces précisions théoriques posées, je vais maintenant préciser en quoi cette recherche-action s'inscrit dans la discipline, en revenant sur l'objet et l'approche communicationnelle (1) et sur les problèmes communicationnels auxquels elles tentent de répondre (2).

1. Un objet et une approche communicationnelle

Cette recherche s'inscrit en sciences de l'information et de la communication pour plusieurs raisons. D'abord, elle est rattachée au laboratoire Communication et solidarités⁴⁶, fondé par Éric Dacheux, lui-même spécialiste de communication associative. Ensuite parce qu'elle est interdisciplinaire : elle fait appel à un cadre théorique et méthodologique issu de la sociologie (Corcuff, 2012), de la philosophie (Dewey [1927], 2010), des sciences de l'éducation (Barbier, 1996a), de la psychologie sociale (Moscovici, 2014) et bien sûr des sciences de l'information et de la communication. Enfin, parce qu'elle propose une approche communicationnelle tout en mettant la communication au centre de l'analyse (Perret 2009). Ce regard communicationnel se traduit par le cadre épistémologique choisi - la complexité et le relationnalisme méthodologique identifiés dans le paragraphe précédent - et par l'approche méthodologique : les enquêtes menées sont appréhendées par le prisme de l'incommunication (Wolton, 1997 ; Robert, 2005) – comme cela sera détaillé dans les parties méthodologiques de ce document. Quant à l'objet communicationnel, il s'agit bien d'une recherche portant sur la communication des associations de solidarité internationale.

La communication de solidarité internationale est appréhendée comme étant politique. Pour trois raisons. Tout d'abord, parce que la communication internationale est historiquement marquée par les sciences politiques (les relations internationales) comme le rappelle Bertrand Cabedoche (2016). Ensuite, parce que les associations de solidarité internationale sont, comme toutes les associations d'intérêt général, des actrices politiques (Laville, 2010). Elles sont créées par et pour des citoyen·nes en vue de mener un projet collectif d'intérêt général, leur communication dans l'espace public est donc politique. Enfin, parce qu'en démocratie, communication et politique sont indissociables (Arendt, 1988). Pierre Zémor explicite ce lien consubstantiel : la communication est le lien qui rapproche les gens et « *la politique est née des nécessités de se grouper, d'organiser le collectif, de bâtir la cité en un lieu de rencontre, puis de faire société. Ces constructions humaines reposent sur des partages et des échanges d'informations. Accords et désaccords mis en commun* » (Zémor, 2017, p. 10). La solidarité internationale est effectivement une manière de faire société (politique), mais à une échelle

⁴⁶ Le laboratoire a changé de nom : Communication et Sociétés.

dépassant les États (internationale et interculturelle). Cette dimension mondiale est une opportunité pour l'humain d'être à l'unité du monde en même temps qu'à sa pluralité (Glissant, 1997). Au contraire, elle peut aussi être une uniformisation par le bas. Cette ambivalence est également soulignée par Edgar Morin et Anne-Brigitte Kern : la mondialisation est le meilleur pour l'humanité en même temps qu'elle est le pire. Le meilleur, parce qu'elle est la voie de la prise de conscience d'une communauté de destin. Elle peut être le pire lorsqu'elle est appréhendée comme une universalisation d'une modernité incontrôlée, au détriment des cultures et de la diversité des façons d'être au monde⁴⁷(Morin, Kern, 2010). Parce que la solidarité internationale est interculturelle, il s'agirait donc de mettre en œuvre une traduction reposant sur « *l'impossibilité d'une théorie générale* » (Santos 2016, p. 331) ou d'un universalisme. Autrement dit, de faire émerger un « *pluriversalisme* » ou « *un universalisme riche de toutes les particularités* » (Césaire cité par Rougier et Grosfoguel 2016). Cette traduction implique de mettre en dialogue les singularités des représentations et des pratiques et, plus généralement, de partager les savoirs afin que chacun ait sa place. C'est pourquoi j'appréhende la solidarité internationale par le prisme communicationnel : la co-construction conflictuelle d'un savoir pluriversel. Cependant, c'est bien l'objet « *communication des associations de solidarité internationale en France* » qui est au cœur de cette recherche. Cette communication-là, contrairement à la relation de solidarité internationale, a la particularité d'être faite par des personnes du Nord pour des gens du Nord à propos des personnes du Sud (David, 2010). C'est pourquoi, pour des raisons démocratiques, la communication politique « *ici* » ne peut se penser indépendamment de la communication politique entre peuples.

Si John Dewey est convoqué pour dessiner la méthodologie de la recherche-action, je fais de nouveau appel à lui pour m'inspirer de son approche pragmatique de la communication. En effet, pour ce dernier, la communication est à la fois instrumentale – elle impacte les perceptions voire les comportements de chacun - et finale – on l'apprécie pour ce qu'elle est (par exemple la poésie). Dans sa visée instrumentale, on communique pour obtenir la coopération, pour modifier l'activité sociale s'il y a accord des différentes parties. Surtout, on communique pour construire une Grande communauté (Dewey [1927], 2010, p. 236) ou, autrement dit, pour partager une expérience. Or pour le philosophe et pédagogue, la démocratie est l'idée même de cette Grande communauté, elle est son idéal. Tendre vers cet idéal implique que chacun ait une compétence démocratique, la communication en est un prérequis dans la mesure où la connaissance est l'une de ses fonctions.

⁴⁷ Notons également que Edgar Morin voit le « *développement de vastes secteurs de laïcisation et rationalité où ne jouent plus les interdits et malédictions religieuses* » (Morin et Kern 2010, p. 46) comme le meilleur de la mondialisation, tout comme le fait qu'il y a plus de points communs entre les peuples permettant ainsi une meilleure compréhension. Je rejoins ici Dominique Wolton : l'enjeu est plutôt la compréhension d'une incompréhension permettant une cohabitation culturelle.

Dans le développement de cette compétence démocratique essentielle, les associations de solidarité internationale devraient jouer un rôle majeur. Or, tel n'est pas encore le cas. C'est ce que je démontrerai ici, en revenant sur les problèmes empiriques et théoriques posés par la communication de solidarité internationale.

2. Les problèmes posés par la communication de solidarité internationale

« *Aujourd'hui, le problème principal de la communication humanitaire, c'est la politique communicationnelle mise en œuvre par les ONG occidentales* » (Dacheux 1998, p. 129). Vingt ans plus tard, ces propos sont toujours d'actualité. D'ailleurs, ils peuvent être étendus à l'ensemble de la communication de solidarité internationale. En effet, outre l'humanitaire, la solidarité internationale comprend également le « *développement* » et « *l'Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale* » (ECSI). C'est de cette manière, en tout cas, que les associations de solidarité internationale, elles-mêmes, la définissent. Les associations de solidarité internationale, malgré leurs différences, tendent, pourtant, à avoir les mêmes habitudes communicationnelles et à s'inscrire dans les mêmes modèles⁴⁸. Les trois courants de la solidarité internationale – humanitaire, développement, ECSI – communiquent, par exemple, pour développer leur notoriété, défendre des causes, éduquer et sensibiliser, informer les institutions voire faire pression, ou encore collecter des fonds. Bien que les buts recherchés par ces différentes formes de communication soient divers, elles ont en commun des incohérences tant empiriques que théoriques.

Plusieurs problèmes empiriques concernant la communication de solidarité internationale sont identifiés dans la littérature. Le premier est le fait que la solidarité internationale soit souvent confondue avec l'humanitaire, pratique portant un rapport à l'autre lointain et une communication dans l'espace public français bien spécifiques : le marketing humanitaire. Alors que le marketing est parfois jugé utilisable par toutes les organisations⁴⁹, Philippe Mesnard en note les dérives avec son ouvrage au titre évocateur : *La victime-écran*. Il qualifie les campagnes de marketing humanitaire de « *spectacle* » : les associations font de la victime une image pour vendre (Mesnard, 2002), allant à l'encontre du respect de la dignité humaine et de l'intérêt général. Elle est jugée « *déficiente* », car elle ne combat pas « *la représentation du "bon expatrié européen" venu sauver des victimes naturellement* »

⁴⁸ J'émetts une nuance pour les associations de l'ECSI quand celle-ci est l'activité principale.

⁴⁹ Certaines considèrent que même pour les associations, il s'agit bien de vendre « *des idées, des projets ou des changements de comportements* » (Carion, 2010, p. 3).

reconnaissantes » (Ryfman, 2008, p. 7). Pourtant, elle est récurrente. À tel point que le comité de la charte a dû expliciter que les associations ne devaient pas « *exploiter abusivement la détresse humaine* » (article III.1.4 de la charte du don en confiance). Ce marketing humanitaire, du fait des fonds qu'il semble permettre de collecter et la notoriété qu'il génère, tente nombre d'autres associations de solidarité internationale (**ASI**) qui utilisent les mêmes codes visuels et les mêmes techniques. Or, deuxième problème, ces techniques marketing renforcent les stéréotypes alors que les **ASI** sont censées les combattre. Cette contradiction est malheureusement peu surprenante : parce que les associations s'inscrivent dans le paradigme communicationnel dans lequel la norme est l'intercompréhension, elles visent l'adhésion en simplifiant le message et en se basant sur des évidences sociales. En d'autres termes, la communication « *ça marche parce que ça ne marche pas et ça ne marche pas parce que ça marche* » (Robert, 2005, p. 10). Elle fonctionne précisément parce qu'il n'y a pas besoin de communiquer : on ne sort pas des stéréotypes ou de certaines évidences. Au-delà d'être une stratégie communicationnelle, l'usage des stéréotypes ou d'évidences non questionnées interrogent les représentations sociales des membres et salariées des associations de solidarité internationale. En effet, le stéréotype est, dans cette thèse, en accord avec Vincent Liquète et Anne Lehmans, vu comme une forme de représentation sociale : « [...] *le stéréotype n'apparaît plus seulement comme une grossière essentialisation d'un trait caractéristique d'un groupe social à connotation négative, mais comme une représentation sociale* » (Lehmans, Liquète, 2019, p. 11).

Le troisième problème concerne, effectivement les représentations sociales de la **CSI**, plus précisément le décalage entre l'utopie qui semble être portée par les associations et les discours publics. Ces utopies portées⁵⁰ par les associations sont de l'ordre du combat contre un certain nombre de maux, par exemple : « *la faim* » (Action contre la faim), « *les armes* » (Handicap International), « *la pauvreté et les inégalités* » (**CFSI**). Par ailleurs, s'identifier comme association de « *solidarité internationale* » n'est pas anodin : il s'agit de s'inscrire dans une relation d'interdépendance et d'égalité. Pourtant, dans leurs discours publics, les **ASI** s'éloignent de ces utopies, les communications diffusées dans l'espace public mettent en avant une dichotomie nette : le Nord est aidant ; le Sud est aidé (Boltanski, 2007 ; David, 2018). Or l'aide (unilatérale) s'éloigne de la solidarité qui implique la réciprocité.

À côté de ses trois problèmes empiriques reconnus par les acteur·rices et chercheur·ses du secteur, la communication de solidarité internationale pose également des problèmes théoriques.

⁵⁰ Analyse du discours de neuf associations de solidarité internationale sur leur site internet, dans leur rubrique « *qui sommes-nous* ».

Tout d'abord, la solidarité internationale est réduite à une dimension philanthropique (Freyss, 2004 ; Laville, 2010), semblant elle-même propre à une pensée coloniale et universaliste (Glissant, 1997 ; Quijano, 1994). Le schéma de l'aide est, en effet, central dans la façon d'appréhender la solidarité internationale. Si l'approche philanthropique est problématique, c'est avant tout parce que, par la hiérarchisation sociale et culturelle qu'elle implique, semble s'inscrire dans une pensée coloniale. En effet, en ne respectant pas la triple obligation du don (Mauss, 2002), elle serait source de domination ou de hiérarchisation sociale (Laville, 2010). Les penseurs de la colonialité (Grosfoguel, 2006 ; Quijano, 1994) vont plus loin : cette hiérarchisation n'est pas seulement sociale, elle peut aussi être raciale, sexuelle, pédagogique. Autant de hiérarchies, qui s'enchevêtrent pour former un système-monde (Wallerstein, 2008). En étant intériorisées et transmises, elles participeraient à la structuration de nos façons de percevoir le monde. Cette colonialité est la conséquence logique de l'universalisme : c'est parce qu'une pensée particulière (occidentale) a pour dessein de s'appliquer au monde que des connaissances, considérées comme particularistes, sont niées.

Ensuite, la communication de solidarité internationale semble se référer à une double doxa communicationnelle. D'abord, elle se situe dans un schème communicationnel basé sur la transmission d'une part, et la persuasion d'autre part. Si les associations de solidarité internationale ont le désir, voire se donnent comme mission, de changer les représentations et les comportements, l'usage d'une communication persuasive est problématique, pour plusieurs raisons. D'abord, parce que persuader c'est amener l'autre à penser comme soi et revient à nier la différence. Pour Nicolas Moinet, cela dénote une forme d'arrogance : « *en ignorant la possibilité même du dialogue, l'arrogant ne reconnaît pas l'existence de l'Autre et nie de ce fait son droit à la différence* » (Moinet, 2012, p. 182). L'arrogance résulterait d'une méprise sur soi avant d'être méprise d'autrui. Elle serait « *épistémique : un excès de confiance en soi que donne l'impression d'en savoir toujours assez* » (Moinet, 2012, p. 179). Or, au contraire, communiquer c'est reconnaître l'autre dans son altérité. Par ailleurs, persuader c'est vouloir limiter les interprétations possibles et donc l'esprit critique. Aussi, parce que, comme le démontre Pascal Robert à travers sa lecture d'Œdipe-Roi, plus on cherche à s'éloigner de l'incompréhension, plus on s'en rapproche (Robert, 2005) : plus on cherche à persuader, plus on attise la méfiance. Finalement, la communication persuasive est un oxymore, puisqu'à aucun moment ses auteurs ne communiquent : d'abord, parce que l'interlocuteur n'est jamais abordé dans la multi dimensionnalité de son être (on cible une tranche d'âge par exemple) et donc de fait « *c'est manquer l'interlocution authentique qu'on prétend tisser avec elle* » (Brune, 2004, p. 53). Ensuite, parce que ces auteurs n'écoutent pas les interlocuteurs « *ils ne s'adressent qu'aux représentations mentales qu'ils se font des gens. Ils ne s'adressent jamais aux gens* » (Brune, 2004, p. 57).

Enfin, les associations de solidarité internationale tendent à présupposer que la communication, au sens d'intercompréhension, est la norme : « *l'horizon normal de la communication est la réussite. La communication permet de diffuser de l'information ou de persuader le chaland (modèle épistémologique), de parvenir à un consensus (modèle habermassien), de coordonner l'action (modèle praxéologique). Or le modèle de l'incommunication, en cours de construction, part du postulat inverse : l'échec est la norme* » (Dacheux et Duracka 2017, p. 219). En voulant être comprises du plus grand nombre, les associations de solidarité internationale en viennent à user de moyens contradictoires avec les fins recherchées : promouvoir la dignité humaine en diffusant des images dégradantes, valoriser le respect et diffuser des images sans le consentement des personnes, etc. En cherchant à lutter contre l'incompréhension, les associations de solidarité internationale semblent donc l'accentuer (Robert 2005).

Au final, la communication de solidarité internationale ne semble donc pas toujours aller dans le sens d'un développement des compétences démocratiques. Cela, à cause de problèmes théoriques - un horizon philanthropique, un modèle communicationnel basé sur la transmission et la persuasion, un paradigme de l'intercompréhension – et empiriques – un réductionnisme humanitaire, l'entretien de stéréotypes, des représentations sociales et des discours publics contradictoires avec l'utopie portée. Ainsi, l'enjeu de cette thèse est de confirmer le trouble que connaît la communication de solidarité internationale et de proposer des pistes de solutions, suivant en cela les préceptes de l'enquête de John Dewey (1993). Ce trouble, à l'origine de mon engagement dans cette thèse, sert de fil conducteur à l'architecture de ce travail. Dans une première partie, il s'agit de le contextualiser. Plus précisément, je décris l'histoire de la solidarité internationale en soulignant qu'elle est tiraillée entre une solidarité philanthropique et une solidarité démocratique (Laville, 2010) (chapitre I). Puis, je dresse de façon plus complète le cadre théorique de ce travail interdisciplinaire qui articule, dans un cadre d'intelligibilité qui se veut cohérent, des notions venues de la psychosociologie (représentation sociale), des SIC (incommunication), de la socio économie (solidarité démocratique), des sciences de l'éducation (partage des savoirs), de la philosophie critique (décolonialité) et de la philosophie pragmatique (enquête sociale) (chapitre II). Enfin, je décris les méthodes utilisées pour mener cette enquête placée sous le patronage de John Dewey : études de site internet, cartes mentales, entretiens auprès des communicants, études en réception, etc. (chapitre III). Le trouble ici identifié par la littérature sera confirmé, dans la deuxième partie de cette thèse, par une étude empirique. Celle-ci est menée auprès des communicants de neuf **ASI** (trois par branche), afin de connaître leurs représentations sociales, les aspirations sociales que leurs associations souhaitent mettre en avant et les objectifs opérationnels qu'ils souhaitent atteindre (chapitre IV). Cette analyse de la production est complétée par une analyse de la réception : étude

des représentations sociales des publics (quarante personnes en entretiens collectifs), recueil des réactions, évaluation des objectifs communicationnels, etc. (chapitre V). Dans le dernier chapitre de cette deuxième partie, je confronte production et réception, ce qui permet de mesurer l'écart entre les deux, mais aussi de commencer à entrevoir des solutions possibles (chapitre VI). À la suite de cette étude en réception, tout l'enjeu de la troisième partie est, toujours dans le cadre de l'enquête sociale (Dewey, 1993), de suggérer un ensemble de pistes pour développer une communication plus démocratique de la solidarité internationale. La première piste est de veiller à la congruence entre fin et moyen, pour ce faire il s'agit de concevoir une solidarité internationale décoloniale, pluriverselle et réciprocaire (chapitre VII). Une telle conception démocratique et non plus caritative de la solidarité internationale réclame une vision de la communication qui ne soit plus instrumentale, mais délibérative et participative. Il s'agit d'abandonner le modèle épistémologique de la communication (Quéré, 1991), au profit d'un modèle délibératif et participatif conjuguant incommunication et construction des désaccords (chapitre VIII). Ces deux premières pistes peuvent paraître très théoriques et peu opérationnelles. Pourtant, je me suis efforcée de les expérimenter à travers plusieurs dispositifs. La description et l'évaluation de ces expérimentations débouchent sur des préconisations opérationnelles qui clôturent ce travail de thèse (chapitre IX).

**Première partie. Mener
l'enquête : cadre théorique et
méthodologique**

Introduction de la première partie

La démarche de recherche-action en sciences de l'information et de la communication a été décrite dans l'introduction générale : elle ne repose pas seulement sur un objet de recherche communicationnel – ici la communication des associations de solidarité internationale (**ASI**) – mais aussi sur une approche communicationnelle. D'un point de vue épistémologique, cette dernière s'inscrit dans le relationnalisme méthodologique (Corcuff, 2012 ; 2017), paradigme dépassant l'opposition traditionnelle entre holisme et individualisme méthodologique⁵¹. De même, cette approche communicationnelle se marque dans ma posture même, dans la volonté de mettre en relation mon statut d'actrice et celui de chercheuse en revendiquant le statut de chercheuse-actrice ou d'actrice-chercheuse (cf. introduction générale). En effet, cette recherche est une enquête⁵², au sens de John Dewey (Dewey [1938], 1993), puisqu'elle tente d'identifier et de dépasser, avec une méthodologie précise, le trouble d'une situation. Ce trouble se révèle, selon le philosophe, par l'incohérence entre les pratiques et l'idéal poursuivi. Ces incohérences en matière de solidarité internationale et de communication de solidarité internationale ont été perçues lors de mes expériences professionnelles dans des **ASI**⁵³. Il s'agit, par l'enquête, de mettre à distance ces impressions, c'est-à-dire de faire preuve de réflexivité (Corcuff, 2011a, p. 4). En outre, les outils méthodologiques utilisés dans cette enquête ne sont pas neutres : ils découlent de concepts épistémologiquement et théoriquement marqués. Ces derniers sont issus de disciplines différentes⁵⁴ - en particulier la psychologie sociale – et seront, dans cette première partie, mis en dialogue et en perspective. Cela me permet de m'inscrire dans une réflexivité de second ordre (Corcuff, 2011b), consistant à rendre compte des modèles et concepts auxquels le dispositif d'enquête se réfère. Pour le dire autrement, tout l'enjeu de cette première partie est de montrer que mon approche communicationnelle s'incarne sur trois plans : épistémologique donc (cf. introduction générale), mais aussi théorique (chapitre II) et méthodologique (chapitre III).

⁵¹ Dans cette conception, ils ne sont ni seulement déterminés par le social, ni les uniques générateurs de la société. Cette approche communicationnelle trouve aussi des traductions théoriques et méthodologiques.

⁵² Comme indiqué en introduction générale, l'enquête regroupe : l'étonnement, l'identification des problèmes, les suggestions de solutions, le test des hypothèses, l'évaluation (Dewey [1938], 1993).

⁵³ Ces expériences et les problèmes rencontrés sont décrits dans l'introduction générale.

⁵⁴ Ce qui est traditionnellement le cas dans les sciences de l'information et de la communication qui se définissent comme interdisciplinaires : « *Le champ de la section [71ème] est résolument interdisciplinaire. Les méthodes mises en œuvre par les études qui en relèvent peuvent être diverses mais chaque étude doit reposer sur une (des) méthodologie(s) bien identifiée(s)* » (CNU 71ème section [1993], 2005).

Outre le cadrage théorique et méthodologique de l'enquête, cette partie revient plus précisément sur le domaine au cœur de cette recherche : la solidarité internationale. Celle-ci peut être l'idéal poursuivi en même temps qu'une éthique de l'action. Il convient donc de clarifier ce qui est entendu par l'usage de cette expression. C'est pourquoi j'en propose plusieurs niveaux de définition ainsi qu'un historique (chapitre I). Cela semble nécessaire afin de compléter les seuls historiques humanitaires (Ryfman, 2016 ; Brauman, 2009) et, d'autre part, pour combler un déficit : les ouvrages académiques sur la solidarité internationale sont presque inexistants⁵⁵ tandis que les productions des acteurs·rices du domaine sont relativement rares — la solidarité internationale n'en est d'ailleurs pas le sujet majeur (Faucon, 1999 ; Massiah, 2013 ; COOP DEC Conseil, 2010 ; Devreporter Network, 2016). Cette recherche documentaire sur la solidarité internationale permet de retracer son cheminement, ce qu'elle combat et les aspirations de celles et ceux qui ont mis au jour cette expression. De plus, elle montre que le trouble ne concerne pas seulement la communication de solidarité internationale dans l'espace public français, mais la solidarité internationale dans son ensemble, en tout cas celle des **ASI** françaises. Elle fait donc complètement partie de l'enquête, elle apparaît néanmoins dans cette première partie (chapitre I) et devance les chapitres théorique (chapitre II) et méthodologique (chapitre III) afin de permettre au lectorat de rentrer sans détour dans le vif du sujet.

⁵⁵ Un ouvrage est bien titré « *Les solidarités internationales* », mais la solidarité internationale y est définie, dans l'introduction, comme la réponse « *aux appels à l'aide ou à des situations d'urgence que vivaient des groupes ou des peuples, proches ou lointains, mais "autres" et "ailleurs"* » (Gotovitch et Morelli 2003, p. 5). Cependant, cet ouvrage a le mérite de rappeler les sources internationalistes de la solidarité internationale.

Chapitre I. Une histoire ambivalente de la solidarité internationale

Ce chapitre a l'ambition de préciser davantage la notion au cœur de cette recherche : la solidarité internationale, en revenant sur ses racines et l'histoire des concepts qui lui sont liés. Comme effleuré en introduction générale, la solidarité internationale, si l'on reprend les propos des têtes de réseau de ce secteur⁵⁶, recouvre au moins trois approches : premièrement, l'action humanitaire qui tente, en situation d'urgence, de limiter les conséquences d'une situation désastreuse. Deuxièmement, le développement qui a pour but d'améliorer, sur un temps long, les conditions de vie des populations sur les plans économiques, culturels, sociaux, politiques, etc. Troisièmement, l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (**ECSI**) qui est une démarche pédagogique destinée à informer, sensibiliser, responsabiliser les citoyen.nes sur les interdépendances économiques, politiques et sociales à l'échelle mondiale. La solidarité internationale est donc une expression chapeau. Celle-ci, comme le signale un rapport européen piloté par des organismes de solidarité internationale (dont **RESACCOOP**), est porteuse d'une valeur forte, la réciprocité : *« Le terme de "solidarité internationale", plus récent [que l'humanitaire], est davantage l'expression d'un engagement mutuel, qui implique un sentiment de responsabilité réciproque. [...] Dans un monde où la pauvreté augmente et dans lequel la mondialisation accentue l'interdépendance entre les pays, il s'agit de construire ensemble, pays du "Nord" et pays du "Sud", des projets solidaires visant à réduire ces inégalités et à garantir l'accès aux droits fondamentaux (éducation, alimentation, santé, accès à l'eau, etc.). La solidarité internationale est aussi un état d'esprit : c'est avoir conscience que l'on fait partie d'un tout et que travailler ensemble est essentiel »* (Devreporter Network, 2016, p. 3). Cette réciprocité revendiquée peut interpeller dans la mesure où les actions de développement et humanitaires des **ASI** françaises semblent davantage s'inscrire dans une relation d'aide avec les pays jugés en besoins, en particulier avec les anciennes colonies⁵⁷. Quant aux actions d'**ECSI**, elles sont ancrées dans le territoire d'origine des **ASI**. Afin

⁵⁶ Comme tout essai de classification, celui-ci — humanitaire, développement et ECSI — s'avère réducteur. Pour deux raisons, d'une part, certains acteurs, comme la Cité de la solidarité internationale et RESACCOP ajoutent la coopération internationale pour le premier et la coopération décentralisée pour le second (que j'exclus parce qu'elle est l'œuvre des pouvoirs publics et non des associations). D'autre part, ces trois activités ne sont pas scindées dans la pratique : le continuum « humanitaire » et « développement » est revendiqué, par exemple par Handicap international. Les activités humanitaires et de développement peuvent donner lieu à des activités d'ECSI, par exemple par le CCFD-Terre solidaire — association de développement très active en matière d'ECSI. Les associations historiquement d'ECSI peuvent fédérer des acteurs de développement, par exemple RITIMO. Cependant, les neuf ONG étudiées (partie 2) continuent à les utiliser et se revendiquent d'une ou plusieurs de ces catégories.

⁵⁷ Ces informations sont issues de l'étude de 2010 menée par l'agence COOP DEC Conseil intitulée « *La solidarité internationale : un secteur associatif dynamique* » (COOP DEC Conseil, 2010).

de comprendre davantage le sens construit jusqu'à lors⁵⁸ sur la solidarité internationale, je pars du dictionnaire et m'appuie sur Jean-Louis Laville et Jean Freyss pour identifier deux courants majeurs de la solidarité internationale (1). Ensuite, à partir de la catégorisation des réseaux d'ASI, je reviens sur les historiques des trois branches de la solidarité internationale qu'ils identifient (2).

1. Entre réciprocité et philanthropie

Il est utile de rappeler que je traite de la solidarité internationale portée par des associations françaises. Il aurait bien sûr été passionnant de comprendre le concept de solidarité internationale vue d'ailleurs, notamment des pays auxquels font référence les associations de solidarité internationale dans leurs communications. Surtout, il serait pertinent d'avoir un terrain international quand on parle d'un tel objet. Cependant, ma posture de chercheuse reconnaît que mon point de vue est situé, ainsi, avant de regarder la solidarité internationale d'ailleurs il me faut déjà clarifier son ancrage là où je suis. J'interroge donc maintenant la solidarité internationale à travers les définitions qui en sont données par le dictionnaire (1.1), à la suite de celles des réseaux d'ASI, mais aussi en revenant sur ses sources philanthropiques (1.2) et réciprocitaires (1.3).

1.1 La solidarité internationale, une définition d'abord réciprocitaires

L'expression « *solidarité internationale* » ne possède pas d'entrée dans le dictionnaire. C'est pourquoi je définis d'abord le terme « *solidarité* » qui sera ensuite articulé à l'international. Le terme solidaire a deux racines latines. La première *In solidum* signifie « *pour le tout* ». La seconde *Solidus* est ce qui est solide, massif, compact. D'après le dictionnaire⁵⁹, le terme solidaire, et par extension celui de solidarité, se réfère au droit du 16^e siècle (*In solidum*). C'est ce qui « *unit les personnes tenues par une obligation solidaire* ». La solidarité désigne alors un « *lien contracté par des personnes répondant en commun d'une obligation solidaire* ». C'est en 1737 que le terme va au-delà du droit pour désigner, de façon plus large, le « *rapport de dépendance réciproque entre des personnes* ». Selon l'interprétation d'un texte de Henri Bergson (Bergson 1932, p. 97), la solidarité est la « *dépendance mutuelle entre les êtres humains, existant à*

⁵⁸ Dans la deuxième partie de cette thèse, au-delà d'un sens institué, je m'intéresse à la fois à ce qu'en disent des représentants d'ASI (communicants/direction), ce que révèlent des contenus produits — par le prisme de mon interprétation —, et ce qu'en pensent des militants et des citoyens.

⁵⁹ Centre national de ressources textuelles et lexicales, solidarité : définition de solidarité. In : [en ligne]. [Consulté le 27 avril 2017]. Disponible à l'adresse : <http://www.cnrtl.fr/definition/solidarité>.

l'état naturel et due au besoin qu'ils ont les uns des autres ». Comme pour Élie Faure (Faure 1927, p.13), la solidarité ne se choisit pas : « *qu'on le sente ou non, qu'on le veuille ou non, une solidarité universelle unit tous les gestes et toutes les images des hommes, non seulement dans l'espace, mais aussi et surtout dans le temps* ». Ainsi, que nous en ayons conscience ou non, une solidarité universelle existe du fait de l'appartenance à une même humanité. Au contraire, une autre définition du même dictionnaire indique que cette solidarité n'est pas inhérente à tout être humain, mais qu'elle résulte d'une prise de conscience d'une interdépendance sociale, voire d'une responsabilité mutuelle qui existe entre les membres d'un groupe. Elle peut alors être considérée comme un devoir moral qui « *incite les hommes à s'unir, à se porter entraide et assistance réciproque et à coopérer entre eux, en tant que membres d'un même corps social* ». Outre la manifestation de ce lien biologique puis social, la solidarité dans le dictionnaire historique d'Alain Rey, est « *une valeur* » qui a été théorisée au 19^e siècle⁶⁰. Selon lui, « *elle est devenue dans le vocabulaire sociopolitique un substitut prudent à "égalité" sur le plan économique, d'où "impôt de solidarité" et tous les emplois hypocrites où la solidarité sert de prétexte à l'exercice de l'autorité des classes dirigeantes* ». La généralisation de l'emploi du terme solidarité, dans la deuxième moitié du 20^e siècle, dénote, selon lui, « *un besoin absolu de lien social, en réponse à l'évidence subie des conflits d'égoïsme que le triomphe du libéralisme capitaliste rend inévitable* » alors que les valeurs d'égalité, de fraternité et de liberté sont jugées, dans ce contexte, inatteignables. Ainsi il semblerait qu'à défaut de liberté, d'égalité et de fraternité, il s'agirait d'être solidaires face au « *libéralisme capitaliste* ». La solidarité est dans cette acception le reflet de l'échec de la démocratie, en même temps qu'elle est au service de l'idéal démocratique.

Dans ces définitions, la solidarité semble être une relation humaine répondant à une communauté d'intérêts tantôt biologiques tantôt sociaux et politiques, c'est un agir ensemble. D'après le Petit Robert, « *in solidum* » est lui-même issu de « *solidus* » signifiant « *solide, massif, compact* » et également « *pièce d'or* » (sou). En d'autres mots, la solidarité des éléments confère au tout sa solidité. Cela fait écho à des proverbes tels que « *Un pour tous et tous pour un* » ou encore « *l'union fait la force* », reflétés par les 13 synonymes ci-dessous.

⁶⁰ Il est ici fait référence au solidarisme, théorisé par Léon Bourgeois (1896).

Synonymes du substantif "solidarité"

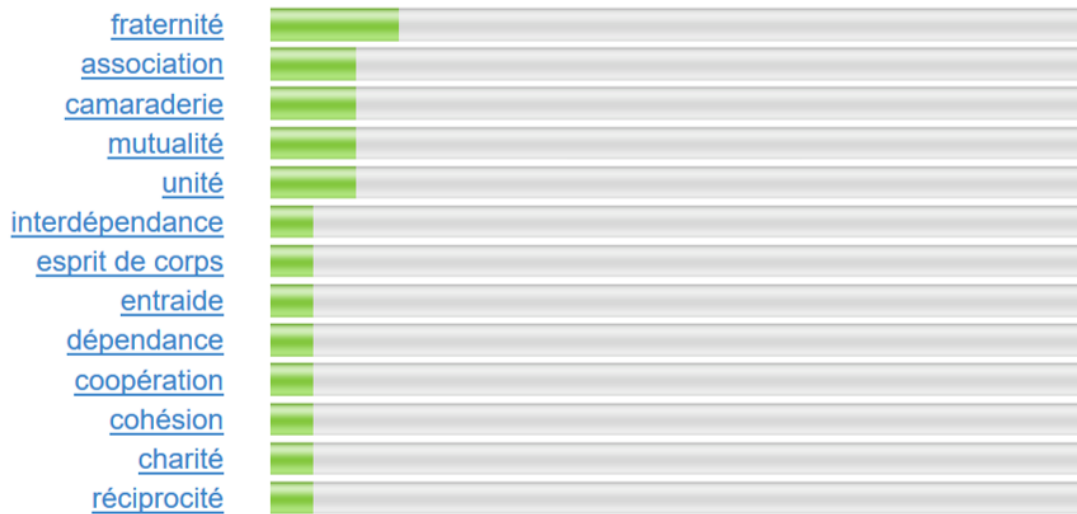


Figure 1 - Synonymes « solidarité ». Source : CNRTL

Alors que tous les termes font référence à un tout « *unité* » ou montrent la réciprocité des relations « *entraide* », ce n'est pas le cas des termes « *dépendance* » et « *charité* » qui se démarquent aussi des définitions préalablement données. En effet, ils évoquent des relations unilatérales de pouvoir (dépendance) ou basées sur la compassion (charité). Pourtant, Pierre Leroux (1840) a introduit la notion de solidarité, en philosophie politique, justement pour rompre avec la charité. La solidarité, pour le socialiste, désigne un lien social démocratique : c'est une relation de réciprocité entre les individus, contrairement à la charité⁶¹. D'ailleurs, le psychosociologue Raymond Chappuis rappelle que la solidarité est une éthique et note une différence fondamentale entre les notions de solidarité et d'aide : dans la première, les rôles du donneur et du receveur ne sont pas statiques, contrairement à la seconde. La solidarité est alors une relation de réciprocité où il est question « *d'être et d'agir ensemble* » (Chappuis, 1999, p. 121). Cette double vision de la solidarité transparissant dans ses synonymes, l'une plutôt réciprocaire et l'autre plutôt caritative a été conceptualisée par le sociologue Jean-Louis Laville (Laville, 2010 ; Chaniel, Laville, 2002) qui emploie les termes de solidarité philanthropique et de solidarité démocratique. Ces notions sont utilisées pour caractériser les pratiques d'économie sociale et solidaire. À partir d'Émile Durkheim (1893), qui avait identifié

⁶¹ Pour Pierre Leroux, inventeur du mot « *socialisme* », la solidarité est une philosophie pensant de front la vie en commun et l'individualité, la liberté et l'égalité. Selon lui la philosophie doit devenir une religion laïque pour guider les individus. Tout ce qui unit les êtres humains est considéré comme religion. Cela répondrait à sa quête d'unité. La solidarité est universelle, d'après son projet de constitution, elle « *réunit tous les hommes dans la même Humanité, comme s'ils étaient le même être, parce qu'ils sont en effet de la même espèce* » (Blais, 2007). Si les êtres humains se réunissent c'est non pas par charité ou par fraternité mais parce qu'on a besoin de l'autre, en tant que sujet, pour être soi-même sujet. L'égoïsme est donc ici sain et assumé contrairement à la charité où l'amour humain est basé sur l'altruisme mais reste à la vue de Dieu.

deux formes de solidarité « *héritées* » et créatrice de lien social — la solidarité mécanique et la solidarité organique⁶², Philippe Chaniel — rédacteur en chef de la Revue du Mauss — et Jean-Louis Laville identifient deux formes modernes de solidarité « *construites* », présentes dès le début des mouvements associationnistes européens — regroupés sous le vocable d'économie solidaire. La première est celle que je critique dans cette thèse : la solidarité philanthropique, reposant sur le principe de charité. Au Royaume-Uni, par exemple, la charité avait valeur de principe démocratique puisqu'elle était synonyme de la prise en charge de la société par elle-même, à un niveau local, dans le cadre de règles édictées par l'État. À défaut de l'État, ce sont les associations qui portent une mission sociale. La solidarité philanthropique se caractérise par un engagement volontaire de citoyen·nes et son regroupement en association, en vue d'aider autrui : « *Focalisée sur la "question de l'urgence" et la préservation de la paix sociale, elle se donne pour objet le soulagement des pauvres et leur moralisation par la mise en œuvre d'actions philanthropiques palliatives* » (Chaniel, Laville, 2002, p. 12). L'éthique de cette solidarité repose sur la conscience de « *la charge citoyenne* » (Laville, Cattani, 2008, p. 617) des personnes qui ont vis-à-vis de celles qui n'ont pas. Cette solidarité, construite et choisie, l'est cependant par les donateur·rices. Les donataires n'ont pas voix au chapitre. Cette aide bienveillante, ce don citoyen porte alors « *la menace d'un don sans réciprocité, ne permettant comme seul retour qu'une gratitude sans limites et créant une dette qui ne peut jamais être honorée par les bénéficiaires. Les liens de dépendance personnelle qu'elle favorise risquent d'enfermer les donataires dans leur situation d'infériorité* » (Chaniel, Laville, 2002, p. 12). Dans la solidarité internationale, le don est souvent matériel, malgré ses effets néfastes largement démontrés (Chastang, 2008). Avec la démocratisation de la philanthropie, nombre de citoyen·nes soutiennent dorénavant des associations sans nécessairement participer à leur vie démocratique. Ainsi des associations, dont celles de solidarité internationale, ont un rôle d'intermédiaire : elles transforment le don monétaire en projets au bénéfice de population tierce. Dès lors, les donateur·rices ne participent guère plus à la vie associative pour construire collectivement les projets qui deviennent une affaire technique. La deuxième forme de solidarité définie est la solidarité dite démocratique : « *Axée sur l'entraide mutuelle autant que sur l'expression revendicative, elle relève à la fois de l'auto-organisation et du mouvement social. Cette seconde version suppose une égalité de droit entre les personnes qui s'y engagent. Partant de la liberté d'accès à l'espace public pour tous les citoyens, elle s'efforce d'approfondir la démocratie politique par une démocratie économique et sociale* » (Laville, Cattani, 2008, p. 610). La solidarité démocratique se caractérise par une action collective visant l'entraide

⁶² La division du travail social, génère des liens de solidarité organiques lorsqu'elle est source de cohésion et d'égalité sociale et n'enferme pas les individus (Durkheim, 1893). Elle diffère de la solidarité mécanique qui constitue une communauté à laquelle appartiennent des individus qui se ressemblent et dont leur individualité propre n'est pas reconnue. La conscience collective prime.

mutuelle et des revendications communes : les inégalités, les injustices doivent être visibles dans l'espace public et des solutions doivent y être collectivement trouvées. Les personnes agissent donc collectivement et sont égales en droit. L'éthique de la solidarité n'est plus déléguée aux classes dominantes — comme c'est le cas dans la solidarité philanthropique — mais est l'objet « *d'une délibération et d'une négociation collective* » (Laville, Cattani, 2008, p. 617). La solidarité démocratique repose sur deux piliers : la redistribution — « *les normes et prestations établies par l'État pour corriger les inégalités* »⁶³ (Laville, 2010, p. 90) et la réciprocité — « *le lien volontaire entre citoyens libres et égaux* », qui ont parfois été opposés (décret d'Allarde et loi Le Chapelier)⁶⁴. Cette thèse porte sur les associations de solidarité internationale. Elle concerne donc la dimension réciprocaire de la solidarité démocratique — puisque le monde n'est pas régulé par une autorité centrale redistributive⁶⁵. C'est pourquoi, sauf indication contraire, j'emploierai le terme de solidarité réciprocaire comme synonyme de solidarité démocratique.

Ainsi, malgré des définitions de dictionnaire montrant que la solidarité est un agir ensemble en vue d'intérêts communs, le détour par les synonymes sont révélateurs d'un flou déjà identifié dans la définition des réseaux d'**ASI**. La solidarité peut être appréhendée selon deux axes différents, voire contradictoires : l'un philanthropique, l'autre réciprocaire. Il s'agit maintenant d'interroger le qualificatif « *internationale* » de la solidarité.

⁶³ Cette forme de solidarité « *le solidarisme* » a été développé Léon Bourgeois (1851-1925), homme politique français, prix Nobel de la paix et premier président de la Société des Nations (ONU). Le solidarisme va à l'encontre de l'idéologie libérale selon laquelle l'État-providence (les services publics, le droit du travail) n'est qu'un obstacle à la liberté d'entreprendre et à la croissance, au nom de l'égalité. Par ailleurs, la philanthropie ne suffit pas à résoudre le problème des inégalités et le prolonge comme le montrent les révoltes du 19^e siècle. Si le politicien prône néanmoins le devoir d'assistance des plus favorisés envers les plus démunis, ce n'est pas par compassion, mais du fait d'une solidarité légale. « *L'homme vivant dans la société, et ne pouvant vivre sans elle, est à toute heure un débiteur envers elle. Là est la base de ses devoirs, la charge de sa liberté. [...] L'obéissance au devoir social n'est que l'acceptation d'une charge en échange d'un profit. C'est la reconnaissance d'une dette* » (Bourgeois 1896 cité par Mièvre, 2001, p. 6). Cette approche fait écho à la communauté d'intérêts et aux intérêts collectifs sur lesquels la solidarité s'appuie, en opposition à la générosité. J'ajoute que Léon Bourgeois, en tant que Président de la Société des Nations, a aussi pensé une forme de solidarité internationale reposant sur l'intégration sociale internationale. Il s'inspire d'Émile Durkheim (1892) : le jeu social est fondé sur l'intégration et non sur la puissance et la contrainte comme le décrit Max Weber (1919). C'est à cause de l'émergence d'une opinion publique internationale que Bourgeois applique à plus grande échelle la théorie du jeu social. Du fait de cette internationalisation, il imagine que les États vont être dépassés par les sociétés. La Société des Nations est la matérialisation d'une institution internationale. Cette solidarité sociale internationale dérive, avant tout des besoins, sociaux internationaux (sécurité alimentaire, économique, environnementale).

⁶⁴ Réciprocité et redistribution sont, selon Marcel Mauss et Karl Polanyi, des prolongements de l'esprit du don, c'est-à-dire « *un jeu d'obligations et de sacrifices réciproques, un espace de dons mutuels* » (Chanial cité par Laville, Yvergnaux, 2009). Numéro de page non indiqué. Disponible à l'adresse : <http://institutpolanyi.fr/balises-pour-un-projet-de-gauche-solidarite-democratique-developpement-durable-economie-plurielle/>.

⁶⁵ Les ONG peuvent paraître avoir ce rôle : elles collectent des dons monétaires redistribués sous forme de projets. Elles n'ont cependant pas la légitimité d'être une instance internationale régulatrice, tout comme les multinationales.

Selon le dictionnaire⁶⁶, l'international est ce « *qui a lieu, qui se fait entre deux ou plusieurs nations ; qui concerne plusieurs nations* » ou encore « *placé sous le contrôle d'une autorité internationale* ». Le terme a aussi une connotation politique puisqu'il se réfère aux Internationales, c'est-à-dire aux « *associations internationales des travailleurs, dont le but est l'union de tous les travailleurs, sans distinction de nationalité, pour la défense de leurs revendications communes* ». Comme pour le vocable solidarité, les synonymes d'*international* permettent de préciser la pluralité de ses sens.

Synonymes de l'adjectif "international"

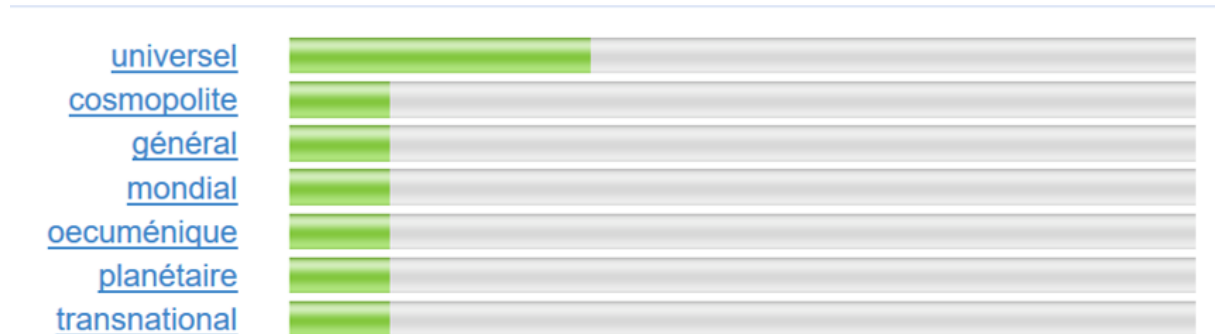


Figure 2 - Synonymes « international ». Source : CNRTL.

Le premier synonyme du terme « *international* » est « *universel* ». Celui-ci et les suivants « *cosmopolite* », « *mondial* », etc. ne font plus référence aux frontières (hormis « *transnational* »), pourtant bien présentes dans l'idée de nation. Ainsi, le terme « *international* » peut recouvrir les liens entre des communautés telles que les nations ou désigner un tout : les habitant·es de la planète. Tantôt l'accent est mis sur le différent, tantôt sur ce qu'il y a de commun. C'est par ailleurs la distinction que fait Paul Rasse entre universalisme — qui est fondé sur le « *plus petit dénominateur commun abstrait (l'être humain)* » (Rasse, 2013, p. 197) — et cosmopolitisme, qui, toujours selon le chercheur en communication, prend en compte la pluralité qui caractérise l'humanité.

L'expression « *solidarité internationale* » n'a pas d'entrée dans le dictionnaire et ne semble pas conceptualisée⁶⁷. Il apparaît que, dans la définition de chacun de ses termes et ses synonymes, sont présents des éléments pouvant paraître contradictoires : biologique et sociale, volontaire et involontaire, philanthropique et réciproitaire, entre nations et en vue de revendications supplantant les frontières, mettant en relation le même et le différent. Les définitions permettent, néanmoins, de dégager que la solidarité internationale se caractérise par des relations humaines en

⁶⁶ Centre national de ressources textuelles et lexicales, [sans date]. International : définition de international. In : [en ligne]. [Consulté le 28 avril 2017]. Disponible à l'adresse : <https://www.cnrtl.fr/definition/international>.

⁶⁷ La recherche académique se saisit également peu de l'expression, alors que de nombreuses ressources existent sur l'humanitaire et sur le développement.

vue de former un tout, en adéquation avec une communauté d'intérêts — voire d'un intérêt général : la démocratie à en croire Alain Reynaud (cf. infra) - à une échelle dépassant la seule nation. Il est à préciser que l'expression solidarité internationale est relativement tardive, puisqu'elle est particulièrement utilisée dans les années 1980 par les associations alors appelées *de développement* avant de devenir *associations de solidarité internationale (ASI)*⁶⁸. Il est question à cette époque, comme je le montrerai dans la suite de ce chapitre, de mettre davantage l'accent sur la dimension partenariale de la solidarité internationale. Ces définitions et constats posés, des retours historiques s'imposent pour comprendre, de façon plus précise, ce qu'est la solidarité. En effet, l'origine des actions solidaires est souvent ramenée aux premières missions caritatives des ordres religieux ou à la naissance de la philanthropie (Ryfman, 2016 ; Brauman, 2009 ; Beudet, 2009 ; Gotovitch, Morelli, 2003), cela même par des organismes de la solidarité internationale (Bioforce, 2012)⁶⁹. Gustave Massiah⁷⁰, par exemple, même s'il insiste sur la pluralité des mouvements dont est issue la solidarité internationale, il revient surtout sur les origines caritatives de la solidarité internationale que les anti-impérialistes, les éducatrices à la solidarité internationale et les altermondialistes⁷¹ ont souvent souhaité dépasser (Massiah, 2013). Pourtant, la solidarité internationale puise aussi ses sources dans une approche plus transformatrice (Freyss, 2004) issue, notamment, de l'associationnisme ouvrier. Les deux prochains points (1.2 et 1.3) consistent donc à préciser les sources caritatives et philanthropiques de la solidarité internationale d'une part, et les sources réciprocaires d'autre part, invitant par la même, à faire le parallèle entre solidarité internationale et l'ensemble du mouvement de l'économie solidaire. En effet, économie solidaire et solidarité internationale ont en commun cette dimension solidaire, se situant entre philanthropie et solidarité réciprocaire. Les premiers mouvements ouvriers — à l'origine de l'économie solidaire — partagent d'ailleurs avec des associations de solidarité internationale la même volonté de construire une solidarité sans domination. Cependant, alors que les premiers s'inscrivent dans des réflexions sur la domination de classe, les secondes interrogent diverses formes de domination qui s'articulent et dont il s'agit de s'émanciper : les classes, le genre, la race.

1.2 Un courant philanthropique couramment convoqué...

⁶⁸ Néanmoins, dès les années 20, des solidarités internationalistes se sont mises en œuvre (cf. 1.3).

⁶⁹ Bioforce est un Institut de formation aux métiers de l'humanitaire situé à Lyon. Un article signé Bioforce et reprenant les origines des actions solidaires figure sur le site Internet de RITIMO.

⁷⁰ Gustave Massiah est économiste et membre du conseil international du Forum social mondial. Il est aussi l'ancien président du CRID.

⁷¹ Gustave Massiah cite les mouvements émancipateurs, tels que les mouvements ouvriers, pour poser les fondements de l'altermondialisme.

Dans sa dimension religieuse⁷², la solidarité philanthropique fait référence à la charité. Platon distingue trois formes d'amour : l'amour physique (éros), l'amour de l'esprit de l'autre (*philia*) et l'amour divin inconditionnel (*agapè*). La charité est cette forme d'amour divin inconditionnel qui se répercute parmi les êtres humains. Ce qu'on appelle charité est donc de l'ordre de la foi. Elle est présente dans les trois grandes religions du Livre. Le judaïsme avec la notion de « *tsedaka* » signifiant charité, justice, vertu. L'islam avec l'assistance aux plus démunis et le droit des pauvres, le christianisme avec le « *bon samaritain* ». (Ryfman, 2016). Ce dernier a fortement marqué l'histoire des associations françaises de solidarité internationale. Dans la tradition chrétienne, l'amour de Dieu et l'amour des humains sont imbriqués. La charité c'est « *dire à tout homme qu'il est aimé de Dieu et lui rendre perceptible cet amour* » selon Mgr Jean Vilnet (Fondation Jean Rhodain, 2003, p. 8). L'amour pour Dieu s'exprime dans l'altruisme. C'est un devoir, vis-à-vis de Dieu, par charité, de venir en aide à l'Autre. L'Autre a ici la figure du « *pauvre* ». Comme le souligne Alain Caillé (Caillé, 2005), la charité est régie par un principe d'asymétrie. Il est du devoir de chaque personne « *qui a* » de donner à celle « *qui n'a pas* », à l'image de Dieu. Les donateur·rices sont alors les plus proche de Dieu en comparaison aux donataires. « *Si tu veux être parfait, lui dit Jésus, va, vends ce que tu possèdes, donne-le aux pauvres et tu auras un trésor aux cieux ; puis viens, suis-moi* » (Évangile selon saint Matthieu 19, 21). Alors que la charité est qualifiée de désintéressée, la récompense reste présente dans les textes. Pour le prêtre Jean-Yves Calvez, il y a de multiples formes de spiritualités auxquelles sont corrélées de multiples formes de charité (Fondation Jean Rhodain, 2003). Néanmoins, le terme de charité est souvent péjoratif à tel point que les mouvements caritatifs chrétiens l'utilisent peu : « *le mot a déserté notre vocabulaire quotidien, car nous savons trop qu'il a pu correspondre à des pratiques d'assistanat oubliées du souci de la justice ou prises dans des rapports de pouvoir où le souci charitable ne s'est pas toujours démêlé de préoccupations de contrôle et de surveillance* » (Sœur Geneviève Medevielle in Fondation Jean Rhodain, 2003, p. 46). C'est depuis le 19^e siècle que la charité a une connotation particulièrement négative. D'une part, parce que le devoir envers autrui est synonyme d'aumône et de paternalisme. D'autre part, parce qu'on s'intéressait à son prochain uniquement dans un intérêt instrumental⁷³ : on a intérêt pour l'amour de Dieu d'être altruiste. Or, selon J-Y Calvez qui s'inscrit dans la doctrine sociale de l'Église, cela est le reflet d'une approche réductrice. La charité ne se limite pas à l'aumône, premièrement, parce que charité et justice sont un tout. L'approche de Jean Calvez est dans la droite

⁷² Il ne s'agit pas ici de réduire toute forme de religion à une approche caritative. Le catholicisme social et la théologie de la libération, par exemple, sont autant de propositions pour un autre ordre social.

⁷³ L'intérêt instrumental se reconnaît à l'intérêt que l'on a à faire quelque chose pour obtenir autre chose (Caillé, 2005).

ligne d'Émile Durkheim : la charité est le prérequis à la justice⁷⁴ (Durkheim, 1893), mais aussi à toute forme de sociabilité et de droit. La justice n'existe donc pas sans charité, car les humains doivent, tout d'abord, tenir les uns aux autres avant de développer une forme de justice et se reconnaître des droits (Durkheim, 1893). Ce serait donc l'amour humain qui fonde la société. Deuxièmement, la charité peut être à la fois réformatrice et réparatrice. Dans une acception religieuse, l'humanité est unie par un lien spirituel. C'est une vertu, un devoir implicite, de faire la charité. Le souci de l'autre, du pauvre est porté par l'amour humain. Néanmoins, Sœur Geneviève Medevielle précise que « *l'engagement caritatif et humanitaire n'est pas la chasse gardée des "chrétiens" [qu'] il peut être "humaniste et séculier"* » (Fondation Jean Rhodain, 2003, p. 43). Elle considère, cependant, que ce lien spirituel pourrait éviter certaines dérives que connaissent et qu'ont connus les actes charitables comme le pauvre en tant que « *fonds de commerce humanitaire* » (Ibid.).

La charité a également des sources philosophiques. Elle porte alors le nom de philanthropie signifiant littéralement « *amour de l'homme* ». Dès l'antiquité, Aristote et Cicéron affirment le devoir de chacun des uns envers les autres, inhérent à la communauté du genre humain (Ryfman, 2016). Ce devoir se retrouve dans le concept de droit naturel développé par des philosophes des Lumières et se légitime par la commune humanité : « *L'égalité naturelle ou morale est donc fondée sur la constitution de la nature humaine commune à tous les hommes, il est clair que, selon le droit naturel, chacun doit estimer et traiter les autres comme autant d'êtres qui lui sont naturellement égaux, c'est-à-dire qui sont hommes aussi bien que lui* » (De Jaucourt (Encyclopédie) cité par Estève, 2002, p. 17). En effet, au 18^e siècle, dans un contexte de révolution industrielle et d'une importante paupérisation, émerge une définition de la charité laïque : la philanthropie. Dans l'Encyclopédie, en 1766, l'humanité est définie comme « *un sentiment de bienveillance pour tous les hommes, qui ne s'enflamme guère que dans une âme grande et sensible. Ce noble et sublime enthousiasme se tourmente des peines des autres et du besoin de les soulager ; il voudrait parcourir l'univers pour abolir l'esclavage, la superstition, le vice, et le malheur. Il nous cache les fautes de nos semblables, ou nous empêche de les sentir ; mais il nous rend sévères pour les crimes. Il arrache des mains du scélérat l'arme qui serait funeste à l'homme de bien ; il ne nous porte pas à nous dégager des chaînes particulières, il nous rend au contraire meilleurs amis, meilleurs citoyens, meilleurs époux ; il se plaît à s'épancher par la bienfaisance sur les êtres que la nature a placés près de nous. J'ai vu cette vertu, source de tant d'autres, dans beaucoup de têtes et dans fort peu de cœurs* » (Estève, 2002, p. 17). La philanthropie fait donc référence à un devoir, à un droit et à l'affect. Elle est de l'ordre de la raison et de la compassion. « *Le mouvement philanthropique, né à la veille de la Révolution française dans le sillage de la pensée des Lumières, est porté non par des prêtres, mais par des hauts*

⁷⁴ La notion de justice signifie que « *les hommes se reconnaissent et se garantissent mutuellement des droits* » (Durkheim, 1893).

*fonctionnaires, des industriels, des banquiers*⁷⁵. Il se situe dans le contexte de la révolution industrielle dans les pays européens et du paupérisme qu'elle entraîne, non pour en combattre le cours, mais pour remédier aux dégâts du progrès qui en résultent » (Freyss, 2004, p. 743). La philanthropie, qui émerge sous le vocabulaire de « la bienveillance et de la sollicitude » (Laville, 2010, p. 45), intervient donc aussi pour répondre aux failles d'un système tout en s'assurant de ne pas en changer les règles. Elle est alors doublée d'un projet politique. Ce projet politique se justifie par le devoir de chacun envers lui-même et envers la société de mener des actions vertueuses puisque, selon l'économiste libéral Frédéric Bastiat (1801-1850), il y a récursivité entre progrès individuel et collectif (Laville, 2010). Or ce progrès, pour l'économiste du dix-neuvième siècle, passe par l'économie de marché et l'entreprise capitaliste⁷⁶. La pauvreté, dans cette approche philanthropique, est une faute qui relève d'un manque d'autodiscipline et de vertu. « *Les citoyens éclairés* » ont le devoir de raisonner les fautifs et de leur proposer des « *actions de redressement* ». Puisque la pauvreté relève de dysfonctionnement privé, cela doit être résolu, dans la sphère privée, par la rédemption des déviants (Laville, 2010, p. 45) et donc, ne pas être institutionnalisée. En effet, une aide systématique institutionnalisée, dans cette conception, serait nuisible, car elle entretiendrait les inégalités : elle ne pousse pas à la responsabilisation individuelle des personnes qui en sont victimes et peut conduire à l'oisiveté⁷⁷. Dans une perspective rationaliste, la philanthropie ne vise donc pas des transformations sociales structurelles, considérées comme condamnables, mais la responsabilisation des déviants. Libéralisme et philanthropie vont donc, ici, de pair.

Le vocable, proposé par J-L. Laville (2010), « *la solidarité philanthropique* », réunit donc deux éléments : une vision religieuse de la solidarité (la charité) et une vision laïque (la philanthropie). Ces deux visions sont qualifiées d'individualistes et libérales (Freyss, 2004 ; Gotovitch, Morelli, 2003). Il s'agit de se préoccuper des conséquences des « *détresses sociales* » sur l'individu et non de ses causes sociétales (Freyss, 2004, p. 744). Il n'est pas particulièrement question de définir un intérêt commun à poursuivre (Gotovitch, Morelli, 2003). Les causes de la pauvreté sont individuelles, pour la résoudre il faut agir sur la personne qui en souffre. La société n'est ainsi pas remise en question : chacun est responsable de son sort. La pauvreté résulte alors des individus qui n'ont pas su saisir

⁷⁵ La sécularisation de la bienfaisance est en marche et est encouragée par l'Église qui s'appauvrit à l'époque des Réformes.

⁷⁶ « *Ce qui a été soustrait à la mémoire, c'est que ce progrès a été dû en partie à "l'annexion extérieure" de ressources économiques s'exerçant aux dépens du Sud, puis à "l'annexion intérieure" d'un secteur populaire qui a subsisté jusqu'au milieu du XXe siècle, mais qui a été négligé bien avant.* » (Laville, 2010, p. 40). En note de bas de page, le sociologue précise que ces deux annexions sont comparables.

⁷⁷ Cette perception résulte de la vision la plus pessimiste de l'idéologie libérale défendue par Malthus et Ricardo. Gide et Rist parlent de libéralisme des pessimistes (Laville 2010).

les opportunités du système (Laville, 2010). Pour Jean Freyss (2004) et Jean-Louis Laville (2010), la solidarité philanthropique a accompagné le libéralisme puisqu'elle a permis de répondre aux failles du système sans le remettre en question : il ne s'agit pas de réduire les inégalités, mais de lutter contre la pauvreté. Les associations sont alors identifiées à l'humanitaire et au caritatif. Les *« tenants de la philanthropie sont des libéraux modernes et conservateurs adeptes d'Adam Smith⁷⁸, qui s'opposent à toute obligation qui pourrait freiner le libre jeu des marchés »* (Freyss, 2004, p. 743). C'est donc l'intérêt économique qui prime⁷⁹. Le don (asymétrique) est la principale forme de la solidarité philanthropique et implique un rapport à l'autre vertical. Une hiérarchie sociale est instaurée du fait de l'absence de la triple obligation du don que l'on retrouve dans les sociétés traditionnelles (Mauss, 2002) et dans la société naturelle inspirée d'Aristote⁸⁰ (Caillé 2007). C'est en respectant cette loi que les personnes stabilisent leur rapport et peuvent vivre ensemble, tel que l'a montré Marcel Mauss dans son Essai sur le don en 1923. Le don sans contrepartie est humiliant pour celui qui le reçoit *« le don non rendu rend inférieur celui qui l'a accepté, surtout quand il est reçu sans esprit de retour. [...] La charité est encore blessante pour celui qui l'accepte, et tout effort de notre morale tend à supprimer le patronage inconscient et injurieux du riche "aumônier" »* (Mauss, 2002, p. 90). D'ailleurs, l'aumône ou la charité sont définies, par Marcel Mauss, comme *« le fruit d'une notion morale du don et de la fortune [...] et du sacrifice de l'autre »* (Mauss, 2002, p. 24). Le terme de don est au cœur de la notion de charité et de philanthropie, cette solidarité *philanthropique est alors « porteuse d'un dispositif de hiérarchisation sociale et de maintien des inégalités adossé sur les réseaux sociaux de proximité »* (Laville, 2010, p. 2). Le don⁸¹ tel que l'entend Mauss y est donc perverti (Caillé, 2005), car il repose sur le désintéressement. Or, il n'est pas désintéressé *« il donne le privilège aux intérêts d'amitié (d'alliance, d'aimance, de solidarité, etc.) et de plaisir et/ou de créativité sur les intérêts instrumentaux et sur l'obligation ou la compulsion. L'acharnement des religions*

⁷⁸ Cependant, Adam Smith ne nie pas l'altruisme : même si l'individu est égoïste, son bonheur dépend aussi du bonheur des autres et donc de la compassion et de la pitié dont il peut faire preuve (Smith, 1759).

⁷⁹ Nous serions alors des *homos oeconomicus* : *« l'homme qui agit selon les préceptes de l'utilitarisme économique, c'est-à-dire adoptant un comportement guidé par le calcul en vue de maximiser son utilité (pour les consommations) ou son profit (pour les entreprises) »* [...] *« L'homo oeconomicus (le terme, semble-t-il, a été utilisé pour la première fois par Vilfredo Pareto dans son Cours d'économie politique) est évidemment une caricature, mais elle a été souvent utilisée — associée à Robinson Crusoé — pour expliquer que, puisque tel était son intérêt, l'humanité devait se comporter de telle manière. C'est oublier que l'intérêt économique n'est, ni le seul mobile, ni le seul moteur de l'action humaine, et que bien d'autres facteurs — émotionnels, émotifs, sociaux, de compassion, de mimétisme... — entrent dans la détermination des actes humains »* (Alternatives Economiques, 2010). Numéro de page non indiqué. Disponible à l'adresse : http://www.alternatives-economiques.fr/Dictionnaire_fr_52_def805.html.

⁸⁰ La société est considérée comme un ensemble d'associations naturelles à travers les mécanismes de dons et de contre-dons (Caillé 2007, p. 245).

⁸¹ Le don de Mauss n'a pas la même signification que dans la tradition chrétienne. Il se comprend dans sa triple obligation *« donner, recevoir, rendre »*. Si on se réfère au don agonistique, il est une façon de continuer la guerre par d'autres moyens, en rivalisant de générosité. Le don est symbole et politique. C'est une autre façon de penser l'autre et donc soi-même. Alors que l'individualisme méthodologique considère l'autre comme un individu froid et calculateur et que l'holisme écrase l'individu sous la totalité de la société, le paradigme du don, selon Alain Caillé, c'est faire le pari de la confiance mutuelle. Le don en est un symbole (Caillé, 2007).

ou de nombreux philosophes à chercher un don pleinement désintéressé est donc sans objet » (Caillé 2007, p. 127). Alain Caillé fait également référence au « *don radicalement asymétrique [qui] crée et reproduit un abîme entre le donateur et le récepteur* » (Caillé, 2005, p. 16). La solidarité internationale peut reposer sur ce don asymétrique générant dès lors des inégalités : premièrement, lorsque le receveur n'a pas la capacité à « *relever le défi de la générosité et donner à son tour plus ou moins l'équivalent* »⁸² (Caillé, 2005, p. 48). Deuxièmement, lorsqu'il ne s'agit pas de faire un don dont le récepteur est libre d'en faire ce qu'il veut, mais d'en conduire la mise en œuvre voire l'usage : c'est donner en niant l'autre et en restant propriétaire de son don (Godelier repris par Caillé, 2005). Toutefois, la solidarité internationale ne s'inscrit pas uniquement dans cette approche unilatérale, source de domination, elle s'inscrit aussi dans une conception réciprocaire.

1.3 mais aussi un courant réciprocaire issu de l'associationnisme

La solidarité internationale puise aussi ses sources dans une approche plus transformatrice (Freyss, 2004). En effet, elle est issue d'un mouvement de lutte pour un autre ordre : l'associationnisme ouvrier. Ce mouvement transformateur vise à contrecarrer les effets de la misère engendrés par l'industrialisation et l'organisation du travail. Ce courant répond aux inégalités engendrées d'une tout autre manière que la charité-philanthropie. Il est éminemment politique : il vise plus à agir sur l'ordre établi qu'à corriger ses effets et est porteur d'un questionnement politique de l'économie (Laville, 2010). Deux formes d'associationnisme sont revendiquées par les socialistes : l'associationnisme réformiste et l'associationnisme révolutionnaire, respectivement nommés par Marx socialisme utopique et socialisme scientifique.

⁸² Il s'agit ici du concept de parité d'Alain Caillé (Caillé, 2007).

1.3.1 L'associationnisme, un concept clé du 19^e siècle

Ce dernier est un mouvement de classe au-delà des nations : « *prolétaires de tous les pays, unissez-vous* »⁸³. En France, des organismes, sous l'égide de l'Internationale communiste, tentent de porter un projet politique à travers la solidarité internationale qui s'étend à tous les peuples opprimés en lutte contre l'impérialisme. Les peuples des pays colonisés sont alors considérés comme des alliés pour une révolution sociale. Cette solidarité porte également le nom de solidarité internationaliste. L'internationalisme, selon le Trésor de la langue française, est une « *doctrine préconisant que les divers intérêts nationaux doivent être subordonnés à un intérêt général supranational* »⁸⁴. La solidarité internationaliste visait à soutenir des activistes politiques par-delà le monde. Dans cette conception, dans les années 20 à 40, les militants socialistes et syndicalistes des démocraties sociales avaient pour devoir de venir en aide aux militants vivant sous un régime non démocratique voire fasciste. À titre d'exemple, lors de la révolte rifaine⁸⁵ entre 1925 et 1926, les communistes français organisent des grèves, des manifestations et des meetings pour l'évacuation du Maroc et de toutes les colonies. Cette approche politique rejette l'idéologie de la charité : il est question de construire un intérêt commun. Cependant, cela ne signifie pas qu'il n'y ait aucune dimension philanthropique ou caritative au mouvement. Les organes français⁸⁶ du Secours rouge international, de la Ligue contre l'impérialisme et l'oppression coloniale⁸⁷, des Amis de l'Union soviétique, du Rassemblement universel pour la paix, du Secours ouvrier international, sont amenés à mener des activités caritatives, mais intégrées à « *une stratégie de changement social et politique* » (Gotovitch, Morelli, 2003, p. 8). L'objectif premier était politique. Le volet caritatif était un moyen pour les personnes qui s'impliquaient d'aller vers un engagement plus politique⁸⁸. Après avoir vu comment l'associationnisme ouvrier révolutionnaire est une des sources oubliées de la solidarité internationale d'avant-guerre, je vais présenter l'associationnisme réformiste qui connaît toujours des prolongements actuels dans la solidarité internationale.

⁸³ Phrase culte du Manifeste du parti communiste écrit par Marx et Engels en 1847.

⁸⁴ Lien Internet de la définition d'internationalisme : <http://www.cnrtl.fr/definition/internationalisme>.

⁸⁵ Des guerres coloniales ont opposé les tribus rifaines (chaîne de montagnes au nord du Maroc) aux armées espagnoles (1921-1926) et françaises (1925-1926).

⁸⁶ Les organisations de masse nationales sont des émanations de l'Internationale communiste. On les retrouve dans d'autres pays.

⁸⁷ En 1927, Albert Einstein fonde à Bruxelles la *Ligue contre l'oppression coloniale et l'impérialisme* rassemblant des intellectuels, des associations et des syndicats (Hardy, 1929).

⁸⁸ L'idéologie compassionnelle n'est pas le propre des mouvements désignés comme caritatifs et philanthropiques plus haut. Les actions de solidarité internationale caritatives ont été une forme d'implication de la part des membres du parti ou un moyen, avec l'utilisation de l'émotion et des bons sentiments, de renflouer les partis (Gotovitch, Morelli, 2003).

Cet associationnisme révolutionnaire a éclipsé l'associationnisme réformiste qui l'a pourtant précédé. Cependant, cet associationnisme réformiste inspire toujours fortement de nombreuses structures de la solidarité internationale. Il trouve son origine dans la première moitié du 19^e siècle et s'illustre notamment par les « *sociétés de secours mutuels* ». Cette auto organisation égalitaire est une réponse ouvrière qui s'oppose aux rapports inégalitaires aidants-aidés portés par la solidarité philanthropique. Elle vise, de plus, à concilier liberté individuelle et protection collective. En effet, pour les premiers socialistes⁸⁹, « *le principe d'association devait permettre de concilier bonheur individuel et bonheur collectif* » (Chanial, 2010)⁹⁰. Cette association est synonyme de « *coopération libre et volontaire* » et permettrait de lutter à la fois contre « *l'égoïsme individuel* » et le « *despotisme collectif* » (*Ibid.*). Les inégalités ont des causes identifiées. Il s'agit de construire une nouvelle société et pour cela le peuple doit s'associer. Cet associationnisme réformiste est porteur de communautés idéales à l'intérieur même d'une société capitaliste. Ce serait la multiplication de ces sociétés idéales qui agirait en tant que contre-pouvoir jusqu'à faire disparaître la norme capitaliste. La « *solidarité* »⁹¹, qui unit les membres de la communauté, est une philosophie pensant de front liberté et égalité, elle fait lien entre les humains. Le terme de solidarité, introduit par Leroux, est un moyen de rompre avec la charité et la philanthropie. Elle désigne le lien social démocratique : c'est une relation de réciprocité entre les individus. La communauté, permise par la solidarité, se traduit dans une forme nouvelle et singulière l'association.

L'association, au 19^e siècle, est un concept qui connaît un certain succès intellectuel. Il est en effet, développé par le très libéral Alexis de Tocqueville et sera repris, dans une tout autre perspective, par trois penseurs clés de l'associationnisme réformiste : Claude-Henri de Saint-Simon (1760-1825), Charles Fourier (1772-1837) et Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865). Je vais rappeler brièvement la conception associationniste de Tocqueville avant d'aborder celle de ceux que Marx a nommés les « *socialistes utopiques* ». Tocqueville promeut le principe d'association, non pas pour lutter contre une morale du capitalisme⁹² naissant, qui irait de pair avec l'égoïsme, mais pour préserver ou instaurer un équilibre entre liberté et égalité (de Tocqueville 1840). Parce que l'égalité des conditions humaines conduit à l'individualisme, les êtres humains doivent s'associer pour préserver

⁸⁹ Le terme « *socialisme* » est inventé en 1840 par Pierre Leroux. « *Toute théorie d'économie politique dont la tendance ou la conclusion sera soit l'individualisme actuel, qui écrase et nie l'individualité des masses au profit de quelques-uns, soit un socialisme aveugle, qui, sous prétexte de dévouement, écraserait et nierait l'individualité de tous et de chacun au profit de je ne sais quelle chimère de société, ne saurait être vraie.* » (Pierre Leroux, *Économie politique* cité par Blais, 2007).

⁹⁰ Numéro de page non indiqué. Disponible à l'adresse : <http://www.journaldumauss.net/?Au-dela-du-regne-de-l-interet-la>.

⁹¹ Terme utilisé par Leroux (1841).

⁹² La morale du capitalisme est, selon Philippe Chanial, la morale de l'intérêt (2010).

la liberté d'agir. C'est parce que Tocqueville cherche à dépasser la tension entre liberté et égalité qu'il défend l'association. En effet, en démocratie, les individus sont, selon lui⁹³, obnubilés par l'égalité des conditions sociales au détriment de la liberté jusqu'à conduire au despotisme : « *ils veulent l'égalité dans la liberté, et, s'ils ne peuvent l'obtenir, ils la veulent encore dans l'esclavage. Ils souffriront la pauvreté, l'asservissement, la barbarie, mais ils ne souffriront pas l'aristocratie* » (de Tocqueville, 1840, p. 96). Cette égalité conduit à la recherche continuelle de son propre intérêt ou, autrement dit, à l'individualisme. En étant égaux, on cherche individuellement à se distinguer. L'égalité est alors le ferment de la concurrence. En étant égaux, on n'a plus besoin du secours d'autrui, dès lors, les liens humains sont rompus. L'égalité nuit donc à la liberté dans la mesure où elle affaiblit le pouvoir d'agir ensemble, c'est-à-dire la liberté d'agir. L'individu en démocratie, puisque centré sur lui-même, désinvestit les affaires publiques. Sans liens avec les autres, il est faible. C'est en cela que la démocratie conduit au despotisme. Pour Tocqueville, il est alors nécessaire de réfléchir à une science politique pour contrer l'horizon de la démocratie : « *pour combattre les maux que l'égalité peut produire, il n'y a qu'un remède efficace : c'est la liberté politique* » (de Tocqueville, 1840, p. 105). La liberté politique évolue dans l'association⁹⁴ : on s'associe alors pour défendre des intérêts ou des causes communes, car l'individu désolidarisé de la société est faible. Cependant, pour que les citoyen·nes se sentent concernés et que du lien se crée entre les individus, il ne s'agit pas de leur déléguer le gouvernement des grandes affaires, mais celles de petits espaces. Les individus se rendent ainsi compte du lien étroit entre intérêt particulier et général ; « *qu'on leur fait voir le besoin qu'ils ont sans cesse les uns des autres pour (le) produire [le bien public]* » (*Ibid.*, p. 104). La vitalité politique est maintenue dans une société où les individus obnubilés par leur propre intérêt désinvestissent la vie politique. Les associations et les droits politiques rappellent à chacun qu'il vit en société et que l'intérêt général domine.

Les socialistes utopiques ou associationnistes réformistes vont, dans une autre perspective, revendiquer le concept d'association. Il ne s'agit pas de lutter contre la passion égalitariste, mais de constituer un ordre nouveau, dans une société en pleine mutation. Avant même que Pierre Leroux ait forgé le terme de solidarité, saint-simoniens et fouriéristes constatent, effectivement, que la

⁹³ Cette conception se comprend par le contexte d'alors : tout d'abord, la déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen de 1789, puisque les hommes naissent désormais égaux et ont des droits individuels équivalents ; la Révolution de juillet 1830, durant laquelle l'opinion publique lutte notamment contre la réduction du droit de vote ; la progression de la société industrielle, conduisant au choix de baisser des coûts de production, pour que le plus grand nombre ait accès à presque tout (allant dans le sens d'une égalité matérielle) ; le capitalisme naissant, prônant la recherche de l'intérêt et de la liberté individuelles, etc.

⁹⁴ Tocqueville définit l'association comme « *l'art de poursuivre en commun l'objet de leurs communs désirs* » (de Tocqueville, 1840, p. 106).

société connaît un « *désordre social, économique, moral, mais aussi intellectuel* » (Chanial, 2010)⁹⁵. Il n'y a plus de liens⁹⁶. La société se matérialise par la concurrence économique. Il s'agit d'une vraie critique du libéralisme économique, mais aussi, indirectement, de la Révolution française : « *ce n'est qu'en 1789 que les marchands furent tout à coup "transformés en demi-dieux", abandonnant le siècle suivant tout entier à l'agiotage et au culte du Veau d'or* » (Fourier, 1835 cité dans Chanial, 2010). C'est bien l'égoïsme qui est sous-jacent au capitalisme et à la concurrence. L'économie telle qu'elle est pratiquée est alors un cocon duquel est exclue la solidarité humaine, elle exclut également la démocratie et toute valeur non monétaire. Il est donc question, pour les trois socialistes, de penser l'association en dehors d'un paradigme utilitaire. Le cœur de la réflexion de Saint-Simon, la morale de la sympathie ou l'altruisme sentimental, « *ne vise (donc) pas à résorber l'intérêt dans la sympathie, mais à forger une synthèse nouvelle entre amour de soi et amour des autres, égoïsme et altruisme, liberté personnelle et solidarité sociale* ». Les êtres humains doivent donc « *s'entraider puisque leurs destinées sont enchaînées, puisqu'ils sont solidaires des souffrances, des joies des uns des autres, et qu'ils ne peuvent s'avancer dans les joies de l'amour, de la science, de la puissance, qu'en étendant sans cesse cette solidarité* » (Chanial, 2010)⁹⁷. Le progrès de l'humanité n'est donc plus l'émancipation de l'individu de la société (récit libéral de la Révolution française), mais le progrès de l'association (famille-cité-nation-monde), dans laquelle l'individu ne s'opposerait plus à la société. Quant à Fourier, il inscrit l'association dans une morale de l'harmonie. L'association est un moyen d'atteindre le bonheur social. Puisque l'individu se développe et s'épanouit en collectivité, c'est en collectivité qu'il développera ses passions qui le rendent heureux et définissent sa personnalité individuelle⁹⁸. Associer les individus revient à associer les passions afin qu'ils s'entraident pour les satisfaire. Pour s'associer librement, ils doivent être émancipés. Proudhon, comme Fourier, n'est pas proche de l'altruisme social saint-simoniens « *me contraindre au dévouement c'est m'assassiner* »⁹⁹ (Proudhon, 1846 cité par Chanial, 2010). Proudhon propose une morale de la réciprocité, c'est-à-dire que la société soit construite sur le principe de justice « *le respect, spontanément éprouvé et réciproquement garanti, de la dignité humaine* »¹⁰⁰ (*Ibid.*). Les relations sociales se nouent alors « *sous la forme de contrats volontaires et mutuels* » (*Ibid.*). Ces contrats seraient justes et respectés, car non uniquement guidés par l'intérêt personnel. « *Exigeant des autres le respect de sa propre dignité et le devoir*

⁹⁵ Numéro de page non indiqué. Disponible à l'adresse : <http://www.journaldumauss.net/?Au-dela-du-regne-de-l-interet-la>.

⁹⁶ Leroux parle dans ses œuvres (1850) de désassociation pour caractériser les ruptures de liens (Blais, 2007).

⁹⁷ Numéro de page non indiqué. Disponible à l'adresse : <http://www.journaldumauss.net/?Au-dela-du-regne-de-l-interet-la>.

⁹⁸ Approche décrite dans la Théorie des 4 mouvements, 1808.

⁹⁹ Contradictions économiques, 1846.

¹⁰⁰ De la justice, 1858.

de respecter cette dignité en autrui, cette fidélité au pacte, quel qu'en soit le prix et au besoin contre son propre intérêt, résume ainsi la loi de la justice. » (*Ibid.*). Proudhon va dans le sens d'une république des associations qui se constitueraient en fédération. Chaque association réunirait librement ce que le marché divise : prêts et emprunts, production et consommation. Ces trois morales sont des façons de mettre en actes la solidarité et dépassent donc la doctrine de l'utilitarisme propre au rationalisme économique. On voit que la solidarité se déploie dans l'association en unissant intérêt individuel et intérêt social. L'intérêt social dépasse l'intérêt collectif puisque ce dernier ne serait que la somme des intérêts individuels. La solidarité ou l'harmonisation coopérative des intérêts ne peut pas faire société dans l'État ou le marché, mais dans l'association.

Cet associationnisme pionnier aspire à un rôle politique parce qu'il institue des rapports sociaux égalitaires et qu'il soumet les activités économiques à des objectifs de solidarité démocratique (Laville 2010). Il développe, en outre, une idéologie sociale et égalitaire. Sociale, parce que le traitement individuel de la misère par la charité-philanthropie est contesté, le mouvement associationniste socialiste ne voit plus en l'autre le pauvre, mais l'exploité. Ce changement de vocabulaire n'est pas anodin. Alors que la pauvreté est un état de fait incombant à celui qui en souffre, l'exploitation est, au contraire, un processus impliquant une responsabilité dépassant l'individu, c'est le système sociétal qui est alors mis en cause. Égalitaire, parce qu'elle désigne un mouvement social autoorganisé regroupant des personnes égales en droit. Ces mouvements ouvriers et ceux de solidarité internationale ont aussi une histoire commune. La matérialisation la plus courante de la solidarité internationale — l'aide au développement — a été particulièrement portée par des grandes figures du mouvement ouvrier chrétien qui étaient aussi anticolonialistes : le dominicain Louis-Joseph Lebret, créateur d'Économie et Humanisme en 1942 et de l'IRFED (Institut international de recherche et de formation-éducation au développement) en 1958 ; Henri Desroches, fondateur du Collège coopératif et figure du coopératisme (Freyss, 2004). Le vingtième siècle voit, en effet, émerger des intellectuels et des militants tiers-mondistes¹⁰¹ : « *le secteur né au*

¹⁰¹ Le mouvement tiers-mondiste n'est pas homogène. Le tiers-mondisme marxiste ou anti-impérialiste fait référence à l'implication de « *coopérants, militants de gauche ou d'extrême gauche souvent trotskistes, investis dans les luttes anticoloniales, qui exportent leur savoir-faire pour contribuer à l'émancipation des ex-colonies de l'ex-empire français.* » (Agrikoliansky, 2005, p. 58). Il milite pour des transformations radicales. En cela, il est critique de l'aide au développement des années 60 et 70 proposée par les tiers-mondistes chrétiens et les autres collectifs. Le CEDETIM les appelle notamment « *localistes-basistes* » du fait qu'ils se concentrent sur de petits projets locaux. Dans les années 80, en même temps que l'humanitaire monopolise l'attention en étant très critique vis-à-vis du tiers-mondisme, jugé anachronique et marginal, les deux formes de tiers-mondisme se rapprochent et inventent le champ de la solidarité internationale. Alors que les humanitaires sont des urgentistes, les développeurs des années 80 se soucient de facteurs globaux et de longue durée. L'intérêt autour de la dette du tiers-monde comme réflexion sur les causes de la misère fédère les deux courants (anti-impérialistes et chrétiens) puisqu'il s'agit de s'intéresser aux origines de la misère pour y répondre durablement.

moment de la décolonisation et qui se reconfigure au cours de la décennie 1980 sous un nouveau label, celui de la solidarité internationale » (Agrikoliansky, 2005, p. 58).

1.3.2 Une approche sociale et égalitaire qui se prolonge dans l'altermondialisme

Au 20^e siècle, des mouvements contestataires se développent : les mouvements ouvriers bien sûr, mais aussi écologiques, des peuples pour la décolonisation, des femmes, des paysans, des syndicats dissidents qui s'opposent aux syndicats nationaux, des mouvements des « sans » (sans-terre, sans papier). Dans les années 70, ces mouvements tendent à converger vers la primauté de la solidarité, de la justice, du droit et de la démocratie et la nécessité d'un nouvel ordre économique global, passant par une autre vision du développement ne reposant ni sur le consensus de Washington ni sur le néolibéralisme ni sur l'équivalence entre croissance et développement (Fougier, 2006). C'est le début de l'altermondialisme : *« L'altermondialisme est la nébuleuse des mouvements appartenant principalement à la société civile, qui dénonce le caractère néolibéral de l'actuel processus de mondialisation et la politique de ses principaux protagonistes, et de façon de plus en plus fréquente le caractère hégémonique ou "impérial" de la politique menée par les États-Unis et les autres puissances occidentales, du fait des conséquences auxquelles cela conduirait sur les plans économique, social, environnemental, culturel, démocratique et pacifique, qui prônent une alternative sous la forme d'une autre mondialisation, et qui lient cette critique et cette aspiration à un autre monde à leurs luttes spécifiques menées à une échelle locale ainsi qu'à des mobilisations à une échelle supranationale »* (Fougier 2006, p. 10). Gustave Massiah définit la mondialisation néolibérale comme la financiarisation et la régulation par le marché mondial des capitaux, l'ajustement forcé de chaque société au marché mondial par les politiques néolibérales et les programmes d'ajustement structurel, mais aussi par la marchandisation du monde (Massiah, 2010, p. 60). Dans cette conception, la mondialisation néolibérale impose un dumping social, fiscal, environnemental et monétaire¹⁰². Ce terme d'altermondialisme vient remplacer, en 2002, celui d'*antimondialisation*. Antimondialisation, était la dénomination que les médias attribuaient au mouvement du 30 novembre 1999 à Seattle. 1200 groupes, allant des églises aux féministes, se mobilisent contre la 3^e conférence de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) *« réunie pour lancer le Millenium Round, un nouveau cycle de négociations visant à poursuivre la libéralisation du marché, en particulier celles des investissements et des services publics »* (Porta, 2008, p. 13). Ils dénoncent *« chacun dans sa spécialité (syndicale, consumériste, écologiste, humanitaire, droits de l'homme, etc.) les effets humains, sociaux et environnementaux de la*

¹⁰² Au sein du mouvement, le débat reste entier quant au positionnement vis-à-vis du capitalisme, entre refondation et dépassement.

mondialisation des flux économiques et financiers » (Sommier, 2006, p. 42). Depuis la fin de la première décennie des années 2000, alors que le socle idéologique néolibéral est installé, le monde est confronté à un changement profond de la situation économique et financière¹⁰³. En 2011, des mouvements dans plus de trente pays revendiquent leur refus du néolibéralisme. Ces mouvements reflètent une nouvelle culture politique citoyenne, non institutionnalisée telle que *Indignados* (2011), *Occupy movement* (2011), Carrés rouges (2012), Nuit debout (2016). Pour Fougier, l'altermondialisme s'inscrit aussi dans un contexte plus global : « *la fin de l'histoire* »¹⁰⁴. Fukuyama (1989) fait ici référence à la fin des grands conflits historiques sur la définition du meilleur système (politique, économique, social) du fait du triomphe de l'économie de marché et de la démocratie représentative. Suite à la chute du communisme, il n'y aurait plus d'alternative à la démocratie de marché (Fougier, 2006). L'engouement vis-à-vis de l'altermondialisme pourrait alors aussi se comprendre par ce vide idéologique.

Comme les mouvements associationnistes réformistes qu'il prolonge, l'altermondialisme revendique la démocratie, c'est-à-dire la liberté et l'égalité. C'est avant tout un mouvement historique d'émancipation pour la justice sociale et contre l'hégémonie culturelle¹⁰⁵. Les mouvements doivent s'associer pour défendre ce qu'ils ont de commun. Les mouvements réunis ne considèrent pas « *la civilisation occidentale comme un point d'arrivée et comme la référence du progrès et de l'avenir commun, mais [qui] retiennent l'universalisme comme un projet restant à construire* » (Massiah, 2010, p. 7). Les actions altermondialistes sont politiques puisqu'elles cherchent à répondre aux détresses sociales en agissant sur les « *structures sociales et économiques dominantes qui engendrent les souffrances collectives et vont aujourd'hui jusqu'à mettre en péril la vie sur la Terre. L'altermondialisme englobe ces actions qui s'attaquent à des mécanismes et à des institutions de dimension mondiale, comme résultat de la mondialisation de l'économie* » (Witaker cité par Sommier, 2006, p. 57). Le mouvement tente d'articuler des résistances d'échelles locales, régionales et mondiales. L'altermondialisme se focalise donc sur les causes structurelles des détresses sociales et en appelle à l'action individuelle autant que collective, sur les structures, mais aussi sur les comportements. Il a un fort impact sur la solidarité internationale. Tout un pan se revendique de ce mouvement : le **CRID** et ses réseaux adhérents.

Au terme de ce premier rappel historique, il est clair que la solidarité internationale ne relève pas uniquement de la solidarité philanthropique. Elle plonge, certes ces racines dans la charité et la

¹⁰³ Par exemple, la crise des subprimes avec l'endettement des plus pauvres et des étudiants.

¹⁰⁴ La fin de l'histoire est théorisée par Francis Fukuyama en 1989.

¹⁰⁵ Dominique Plihon définit l'altermondialisme comme « *un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action* » (Plihon, 2008, p. 31), Patrick Viveret comme « *une lutte globale contre toutes les formes de domination et d'oppression* » (Viveret cité par Fougier, 2006, p. 6).

philanthropie, mais aussi dans l'associationnisme ouvrier marxiste et, surtout, réformiste. S'il y a autant de formes de solidarité internationale que de nuances dans la combinaison de ses axes idéologiques, trois pans sont cependant identifiés par les acteurs. Ce sont ces derniers que je reprends dans la section suivante.

2. Trois branches de la solidarité internationale

Après un retour aux sources de la solidarité (internationale) suite à l'ébauche de ses influences, je vais maintenant revenir sur les pans de la solidarité internationale identifiés par les **ASI** : l'humanitaire (1.1), le développement (2.2) et enfin l'**ECSI** (2.3). L'enjeu des lignes qui suivent est de rendre compte de ce que recouvrent plus précisément ces termes et de la façon dont est couramment appréhendée la solidarité internationale par les organismes désignés ou autodéfinis comme tels.

2.1 L'humanitaire, une assistance médicale

L'idée de l'humanitaire s'exprime historiquement par le biais de démarches d'aide internationale en situation d'urgence¹⁰⁶, d'abord par l'intermédiaire de l'action étatique puis par la création d'associations. La première opération internationale de secours recensée se déroule en 1812 lorsque des associations américaines font pression sur le gouvernement pour que soit assurée une aide, par voie maritime, aux habitants de Caracas durant la guerre d'indépendance du Venezuela (Mourre, 1996). En Europe, c'est en 1821, lors de la guerre d'indépendance grecque, qu'un grand élan de soutien se matérialise par la collecte de fonds et de vêtements. Ces opérations se font par l'intermédiaire de l'action étatique. Plus tard, des opérations émanant de la société civile voit le jour en Europe, notamment sous la coordination de Florence Nightingale lors de la guerre de Crimée en 1854 et d'Henri Dunant lors de la bataille de Solferino en 1859. Cette dernière bataille marque les débuts de la Croix rouge internationale. Elle est considérée comme la naissance de l'humanitaire au sens qu'on lui donne actuellement : l'assistance, en particulier médicale, en situation d'urgence. L'action humanitaire se situait d'abord dans un contexte de conflit armé, puis s'est élargie à tous contextes dits d'urgence. Au XX^e siècle. En 1919, naît l'**ONG** Fight the famine qui prendra le nom de Save the children du fait du souci commun de la survie et du bien-être des enfants. Selon le politologue Philippe Ryfman (2016), ils étaient déjà perçus comme l'incarnation

¹⁰⁶ Les catastrophes naturelles mais surtout les nombreux conflits de portée internationale ont conduit au développement de l'aide internationale.

de la victime innocente dans un conflit. Avec la Seconde Guerre mondiale, de nouvelles structures émergent comme Care, créée pour faire parvenir des denrées alimentaires à la France. En 1942, l'association **OXFAM** se constitue pour lutter contre les famines en Grèce, transgressant le blocus ordonné par l'État britannique. Alors que, selon Ryfman, le concept d'humanitaire est dépassé pendant les années développement (1960), qui voit l'émergence des **ONG** de première génération telles que le Comité catholique contre la faim et pour le développement (**CCFD-TS**), Terre des hommes, Frères des hommes, il revient en force avec la naissance du mouvement sans-frontiériste¹⁰⁷. Des médecins envoyés par le Comité International de la Croix Rouge (CICR) changent de stratégie : « *on peut agir sur le monde sans passer par la médiation du pouvoir politique et des institutions, mais avec le secours des médias et des opinions publiques* » (Pech, Padis, 2004, p. 13). Ils choisissent le soulagement direct des souffrances. L'humanitaire prend alors un nouvel élan marqué par l'arrivée des *French doctors* menés par Bernard Kouchner et matérialisée par la création de Médecins sans frontières (1971)¹⁰⁸. L'**ONG** se différencie de la Croix rouge par le devoir et le droit d'ingérence : la souveraineté des États passe au second plan, derrière le respect des victimes. Elle se distingue aussi par son autonomie étatique. Cette autonomie vis-à-vis des États les amène à dépendre financièrement des dons privés, conduisant au développement du marketing humanitaire (cf. partie III). Ses alliés sont les médias et l'opinion. Cette deuxième génération d'**ONG** allie action humanitaire et témoignage (dénonciation). De fortes divergences au sein de Médecins sans frontières, notamment entre Bernard Kouchner et Rony Brauman, au sujet du degré d'implication des médias — pouvant parfois amener à rentrer dans le jeu propagandiste de puissances — amènent à la création d'une autre **ONG**, par Bernard Kouchner, misant particulièrement sur le témoignage : Médecins du monde (1979). L'action humanitaire est dorénavant faite de trois piliers : « *les droits de l'homme* », la victime et l'ingérence. Dans la continuité des Lumières, l'humanitaire porte l'universalité des droits aujourd'hui davantage appelés droits humains. Ces droits humains ne sont pas les droits du citoyen comme entendu par les Lumières, mais les droits de l'espèce, pour la dignité. Ces droits semblent être en corrélation avec l'approche des besoins fondamentaux et donc, quelque part, dépolitisés. « *Le sujet des droits est finalement devenu un objet de soins (care), c'est-à-dire d'attention, certes bienveillante, mais sans aucune place pour une quelconque forme de réciprocité, condition pourtant*

¹⁰⁷ Les frontières internationales n'arrêtent pas les actions. On parle de droit d'ingérence humanitaire.

¹⁰⁸ « *L'appel aux médecins* » - Journal Tonus N°493, décembre 1971 : « *Médecins Sans Frontières est aujourd'hui un fait : il aura suffi que se lèvent, parmi les médecins français, quelques centaines d'hommes et de femmes de cœur, décidés à apaiser les cris de souffrance et de désespoir, dont, après la Jordanie et le Pérou, le sous-continent indien retentit encore. Le 22 décembre 1971, on votera donc cette mobilisation de volontés déterminées à faire tomber tous les barrages, toutes les frontières qui se dressent encore entre ceux qui ont vocation de sauver, de soigner, et les victimes de la barbarie humaine ou de ces dérèglements de la nature, raz-de-marée, tremblements de terre et autres catastrophes qui endeuillent les pays souvent les moins préparés à y faire face* ».

d'une vraie relation. Devenu victime, le sujet est d'abord un corps vivant ou survivant [...] » (Hours, 2016, p. 3). L'approche des besoins fondamentaux¹⁰⁹ vise à « *se préoccuper davantage des besoins humains plus essentiels, c'est-à-dire à améliorer la nutrition, la santé, l'éducation et l'emploi de leurs populations* » (McNamara cité par Rist, p.266). Si l'humanitaire repose sur le droit, ses racines religieuses sont évidentes¹¹⁰. Dans les années 80, une forte demande humanitaire émerge conduisant à la création de nouvelles **ONG** d'urgence en rupture avec les développeurs et le chemin qu'ils ont parcouru (de l'assistance au partenariat). On revient à une logique de générosité et d'urgence, oubliant le partenariat : on aide sans que les pays aidés soient réellement parties prenantes. En s'inscrivant dans la compassion (Dachy in Gotovitch, Morelli, 2003), il est l'une des émanations des sources philanthropiques de la solidarité. Sa dimension individuelle et caritative connaît les mêmes effets de dépendances (Giorgi, 2018) évoqués dans le courant philanthropique de la solidarité. Surtout, l'humanitaire est considéré comme le reflet de l'abandon politique et de la critique (Boltanski, Chiapello, 1999, p. 429). En effet, l'humanitaire revendique le fait de ne pas porter de revendications politiques et de ne voir en l'autre que sa position de victime. Les *french doctors* défendent la liberté et les droits humains : il ne s'agit plus de changer des systèmes, mais de sauver des victimes : « *sauver une seule vie, c'est sauver l'humanité toute entière* » (*Ibid.*). Il émerge avec la montée du libéralisme critiquant fortement le tiers-mondisme. Le sans frontiérisme et l'humanitaire seraient alors « *une percée du libéralisme dans le champ de la solidarité* » (Freyss, 2004, p. 752) en même temps que le reflet d'une innovation technique et organisationnelle : l'introduction des techniques d'urgence dans l'aide face aux catastrophes.

Le mot humanitaire s'est imposé à l'opinion publique du fait des grandes campagnes de communication des sans-frontiéristes dans un contexte où la télévision s'est démocratisée. L'humanitaire tend¹¹¹ alors à être considéré comme recouvrant toute action de solidarité internationale. En désignant les associations humanitaires comme de solidarité internationale, les têtes de réseaux, mais aussi les associations humanitaires elles-mêmes (par exemple Handicap international) mettent l'accent sur une dimension philanthropique de la solidarité internationale, pourtant éloignée de la définition et de l'étymologie du vocable solidarité.

¹⁰⁹ L'expression des besoins fondamentaux a été utilisée lors du discours du président de la Banque mondiale, Robert McNamara, devant le conseil des gouverneurs en 1972 (Rist, 2001, p. 265).

¹¹⁰ Le premier président de la Croix rouge, Gustave Moynier est l'auteur de ces mots « *la race blanche* doit lui faire bénéficier des moyens dont dispose la civilisation moderne pour améliorer son sort de manière conforme aux vœux de la providence' » (Yala in Blanchard, Bancel, 2011, p. 204).

¹¹¹ Ma relation quotidienne avec des porteur·ses de projets me permet d'affirmer que le terme humanitaire est étendu au-delà de son acception actuelle par les associations de solidarité internationale plus expérimentées.

2.2 Le développement, de l'aide au partenariat

Le développement, également appelé *aide au développement*, puise ses racines dans l'histoire coloniale. Premièrement, avec les colonialistes, dès le 16^e siècle. Ce sont les premières actions de développement alors considérées comme « *civilisatrices* ». Les 3 M (missionnaires, marchands, militaires) sont porteurs de dispositifs sanitaires et sociaux en même temps que d'une forme d'universalisme d'abord religieux puis issu des Lumières¹¹². Le devoir de civilisation se poursuit : « *Refaire l'Afrique, rendre la vieille Afrique maniable à la civilisation, tel est le problème ; l'Europe le résoudra* » (Hugo 1879 cité par Freyss, 2004, p. 744). Pour François Partant, le développement est « *un projet inspiré par les mêmes idées que la conquête et la domination coloniales* » (Partant, 1982, p. 27). « *Et les sauvages d'hier étant les sous-développés d'aujourd'hui, ceux qui hier les civilisaient, aujourd'hui les développent* » (*Ibid.*, p. 25). Deuxièmement, une autre vision du développement naît avec les militants anticolonialistes qui s'impliquent dans les indépendances au lendemain de la Seconde Guerre mondiale¹¹³. Cela se traduit par l'expatriation de coopérants, d'ingénieurs-agronomes et d'enseignants qui amèneraient les savoirs et donc une potentialité de développement et de progrès aux pays considérés comme *sous-développés* (Cordellier 2003, p. 195). Le développement était alors synonyme de progrès, de décollage économique et de rattrapage de l'occident.

En effet, conceptuellement, le développement est d'abord corrélé au progrès, cœur des Lumières, que l'on retrouve dans la dimension philanthropique déjà étudiée. « *Ainsi au cœur du dispositif occidental, se trouve l'idée qu'il existe une histoire naturelle de l'humanité, c'est-à-dire que le "développement" des sociétés, des connaissances et de la richesse correspond à un principe "naturel", autodynamique, qui fonde la possibilité d'un grand récit* » (Rist, 2001, p. 69). La voie est ouverte au courant de l'évolutionnisme social, auquel des auteurs aussi différents que Karl Marx (1818-1883), Auguste Comte (1798-1857) et Jean Baptiste Say (1767-1832) appartiennent. Trois thèses sont partagées : le progrès va dans le sens de l'histoire (1), tous les peuples suivent le même chemin (2), « *tous, n'avancent pas au même rythme, la société occidentale jouant en la matière un rôle d'éclairer* » (3) (Jean-Paul Maréchal,

¹¹² Le progrès, indissociable du rationalisme scientifique, est au centre des Lumières. Pour Kant, ce progrès est cumulatif (accroissement quantitatif), la raison seule est porteuse de progrès, ce progrès est linéaire. C'est grâce à la raison que l'homme peut se diriger lui-même, tout est alors une question de volonté. Ce que l'on nomme universalisme peut faire référence à l'histoire universelle c'est-à-dire le devenir de l'espèce humaine fruit d'un développement ou d'un progrès continu en adéquation avec le dessein de la nature (Kant [1784], 2001).

¹¹³ D'abord, l'Indochine arrache son indépendance à la France (1946-1954), puis la Tunisie, le Maroc (1953-1956) et l'Algérie (1954-1962). Les 14 pays de l'Afrique subsaharienne (Le Cameroun, le Togo, Madagascar, le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Centrafrique, le Congo-Brazzaville, le Gabon, le Sénégal, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Tchad) colonisés par la France sont indépendants en 1960.

2008, p. 154). François List (1861) puis Walt Whitman Rostow (1963) participent à construire l'idée que toutes les sociétés passent par des stades équivalents pour atteindre le développement. Les cinq stades développés par François List en 1861 sont les suivants : « *l'état sauvage, pastoral, agricole, agricole-manufacturier, et agricole-manufacturier-commercial* » (List cité par Bouquet, 2007, p. 187). Walt Whitman Rostow (1963), dans sa théorie du parcours obligé, formule l'idée que le stade suprême du développement (la cinquième étape) est « *la société de consommation* ». Celle-ci passe par l'industrialisation qui en est l'étape de décollage¹¹⁴. La catégorisation de pays « *sous-développés* » (pour non industrialisés) et « *développés* » (pour industrialisés) émane d'Harry Truman (1949)¹¹⁵, et avec elle l'idée d'aide au développement. À cette époque : « *les colonies remuent fort. Partout les populations exigent l'indépendance et le démantèlement du colonialisme. En substance, elles disent aux puissances coloniales : "nous avons participé à votre guerre contre Hitler sur la base des principes d'égalité et de fraternité promus par les pays alliés. Mais maintenant où est l'égalité pour nous ?"* » (Beudel, 2009, p. 38). Les indépendances sont un enjeu de l'après-guerre dont s'emparent les pouvoirs institutionnels qui développent une relation paternaliste avec les anciennes colonies, dans un contexte de guerre froide. Les pays « *en développement* », selon la catégorisation des Nations Unies¹¹⁶, pour la plupart en cours de décolonisation, sont vus comme devant rattraper leur retard vis-à-vis des pays « *développés* ». On considère, dans cette idéologie, que la division internationale du travail et l'utilisation de techniques plus productives permettront une croissance accélérée qui éradiquera la pauvreté. Tout comme le courant de la charité philanthropie, on ne se demande pas quelles sont les raisons de cette pauvreté ou on ne s'y intéresse guère. Un seul mode de développement, synonyme de croissance, qui passerait donc par l'industrialisation, prévaut alors. Cette conception conduit à des projets d'aide financière et technique à destination des pays considérés comme pauvres également appelés projet de développement. En juin 1950, l'*Act for International Development* (AID, Programme pour le

¹¹⁴ « On peut dire de toutes les sociétés qu'elles passent par l'une des cinq phases suivantes : la société traditionnelle, les conditions préalables du démarrage, le démarrage, le progrès vers la maturité et l'ère de la consommation de masse » (Rostow cité par Rist 2001, p. 155).

¹¹⁵ Le 20 janvier 1949, le président des États-Unis, Harry Truman, prononce le discours d'investiture de son deuxième mandat à la Maison Blanche. À cette occasion, il déclare dans son 4^e point :

« Quatrièmement, il nous faut lancer un nouveau programme qui soit audacieux et qui mette les avantages de notre avance scientifique et de notre progrès industriel au service de l'amélioration et de la croissance des régions sous-développées. Plus de la moitié des gens de ce monde vivent dans des conditions voisines de la misère. [...]

Je crois que nous devrions mettre à la disposition des peuples pacifiques les avantages de notre réserve de connaissances techniques afin de les aider à réaliser la vie meilleure à laquelle ils aspirent. Et, en collaboration avec d'autres nations, nous devrions encourager l'investissement de capitaux dans les régions où le développement fait défaut. [...]

Notre but devrait être d'aider les peuples libres du monde à produire, par leurs propres efforts, plus de nourriture, plus de vêtements, plus de matériaux de construction, plus d'énergie mécanique afin d'alléger leurs fardeaux.

L'ancien impérialisme — l'exploitation au service du profit étranger — n'a rien à voir avec nos intentions. Ce que nous envisageons, c'est un programme de développement fondé sur les concepts d'une négociation équitable et démocratique. »

¹¹⁶ Cette terminologie devenant celle de référence.

Développement International) est adopté par le Congrès et se matérialisera par le programme élargi d'assistance technique au sein des Nations Unies. Ainsi, des institutions sont créées pour enrayer ce sous-développement : le FMI¹¹⁷ et la Banque mondiale (1945), les branches de l'ONU : **FAO**¹¹⁸, UNICEF¹¹⁹ (1945), PAM¹²⁰ (1961), puis les **ONG**. Des voix dissidentes du monde entier émergent et se positionnent dans une autre vision des pays qualifiés de sous-développés. Selon la théorie de la dépendance — développée en Amérique du Sud dans les années 60 —, le sous-développement n'est pas dû à un retard de croissance, mais aux termes de l'échange avec les pays développés, considérés comme inéquitables (Cordellier, 2003). Plutôt que de s'associer aux économies du marché mondial comme en appelle le modernisme, cette conception propose plutôt de s'en tenir à l'écart, de ne pas rentrer dans le système. Si le Sud s'appauvrit (la périphérie), c'est parce que le Nord s'enrichit à ses dépens (le centre) : le centre profite à bas prix des matières premières de la périphérie qu'il transforme pour les consommer voir leur revendre (Lafrance et al., 2006). Le problème du sous-développement s'explique donc, dans cette conception, par la domination culturelle, politique et économique du Nord vers le Sud. L'opposition entre développementisme et théorie de la dépendance s'est illustrée lors de la conférence de Bandoeng. La conférence de Bandoeng, en Indonésie, à l'initiative de la Birmanie, de l'Inde, du Ceylan (Sri Lanka), de l'Indonésie et du Pakistan, s'est tenue du 18 au 24 avril 1955 a rassemblé 29 États¹²¹ d'Afrique et d'Asie dans un but coopératif pour la lutte contre le colonialisme (Cordellier, 2003). Dans un contexte de mouvements pour l'indépendance, les pays participants revendiquent l'altérité culturelle et leur appui au Maghreb et à la Palestine. Ce rassemblement est le symbole de l'émergence des peuples du Tiers-monde sur la scène mondiale (Mourre, 1996). « *Ces pays vont faire entendre leur voix dans les institutions internationales où ils s'opposeront souvent aux pays industrialisés [...]* » (Chesneaux in Rousselet, 1996, p. 20). Les grands leaders du Tiers-Monde : Mao Zedong (Chine), Nehru (Inde), Nasser (Égypte) ou Nkrumah (Ghana) semblent solidaires pour défendre la même cause, celle des pays jugés trop longtemps exploités et dominés (Rousselet 1996). Deux grands principes pour la paix mondiale sont posés : la reconnaissance de l'égalité de toutes les races et nations et le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale (Mourre, 1996). Les membres de la conférence se positionnent pour la stabilisation des prix des matières premières, pour un développement économique, pour la

¹¹⁷ Fonds Monétaire International.

¹¹⁸ Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture.

¹¹⁹ Fonds des Nations Unies pour l'Enfance.

¹²⁰ Organisation des Nations Unies : Programme Alimentaire Mondial.

¹²¹ Les pays participants à la conférence de Bandoeng sont : Afghanistan, Népal, Siam (Thaïlande), Laos, Cambodge, les 2 Vietnam, Chine, Japon, Philippines, Égypte, Soudan, Iran, Turquie, Irak, Syrie, Jordanie, Liban, Arabie Saoudite, Yémen, Éthiopie, Libéria, Côte d'Or (Ghana).

condamnation des ségrégations raciales et pour l'interdiction de « *la colonisation sous toutes ses formes* » (Cordellier, 2003). L'événement est également à l'origine du neutralisme, en pleine guerre froide, des pays du Tiers-monde. La conférence de Belgrade, en 1961, fonde le mouvement des non-alignés (Cordellier, 2003)¹²². Dans la théorie de la dépendance, la notion de développement n'est pas fondamentalement remise en cause¹²³. Cette percée du développement conduit des économistes à l'international tels que François Perroux (1966) à distinguer croissance et développement : « [*Le développement est] la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître cumulativement et durablement son produit réel et global* » (Perroux, 1966, p. 240) alors que la croissance, purement quantitative, est « *l'accroissement durable de la dimension d'une unité économique, simple ou complexe, réalisé dans des changements de structures et éventuellement de système et accompagné de progrès économiques variables* » (*Ibid.*, p. 239). Le développement, au fil des nombreux travaux, intègre davantage la notion de bien-être et d'amélioration qualitative des conditions de vie (Jean-Paul Maréchal, 2008).

Néanmoins, jusque dans les années 70, le développement est considéré comme synonyme de modernisation¹²⁴, c'est-à-dire d'industrialisation et de croissance économique. De jeunes diplômés dans des domaines aussi diversifiés que l'économie et l'agronomie vont « *apporter leur expertise pour aider les jeunes États à construire leur indépendance économique, une fois reconnue leur indépendance politique* » (Freyss, 2004, p. 747). On entre alors dans une dimension forte de l'aide internationale : les besoins techniques pour le développement. Plus généralement, les citoyen·nes ont estimé qu'il fallait faire quelque chose pour se porter au secours des personnes touchées par les famines ou les conséquences dramatiques des conflits. Cela se traduit par des transferts de nourriture ou de matériels. Ces pratiques sont très proches de celles du mouvement caritatif. Les précurseurs du développement (en dehors de l'État) sont d'ailleurs confessionnels. En France, la CIMADE¹²⁵ (Comité intermouvements auprès des évacués) s'engage dans les années 60 dans des projets de coopération et de développement dans les pays dits du sud. Plusieurs associations se forment en réponse à des appels des Nations unies et notamment de la **FAO** par exemple, en 1961, l'association

¹²² Certains pays participants à l'une et à l'autre des conférences défendaient plutôt le courant moderniste et d'autres plutôt le courant de la dépendance.

¹²³ « *Voici un peu plus de trente ans est née une espérance. Une espérance aussi grande pour les peuples du tiers-monde que le socialisme l'avait été pour les prolétariats des pays occidentaux. Une espérance peut-être plus suspecte dans ses origines et dans ses fondements, puisque les Blancs l'avaient apportée avec eux avant de quitter les pays qu'ils avaient pourtant durement colonisés. Mais enfin, les responsables, les dirigeants et les élites des pays nouvellement indépendants présentaient à leur peuple le développement comme la solution de tous leurs problèmes* » (Latouche, 2001, p. 1).

¹²⁴ Paradigme de la modernisation appelé également développementiste.

¹²⁵ La CIMADE est d'abord créée en 1939 pour apporter une aide aux personnes dans des camps en France. La Cimade est une association protestante.

CCFD-Terre solidaire¹²⁶ et le Comité français pour la campagne mondiale contre la Faim appelé maintenant **CFSI** (Comité français pour la solidarité internationale). Alors que leurs premières actions consistaient à répondre aux besoins des populations, à soulager la misère par une action directe, leur approche, dans certains cas, a pu se transformer. **La Cimade**, par exemple, est très explicite sur son site : « *Les processus de décolonisation ont eu un impact sur les missions que se donne **La Cimade**. Celle-ci s'engage politiquement, travaille aux côtés de ceux qui édifient les jeunes nations, mais vient aussi en aide à ceux qui en font les frais, aux laissés pour compte de l'histoire... Cette façon d'être "des deux côtés" marque, aujourd'hui encore, l'esprit du mouvement* ». L'approche caritative, sous l'effet de la décolonisation, semble alors devenir plus transformatrice. Mais cela reste encore très marginal. Des associations en France (les associations **CCFD**, Frères des hommes), en Angleterre (l'association **OXFAM**) se donnent plutôt pour objectifs de collecter des fonds et de mettre en œuvre des projets de développement, notamment en Éthiopie et au Pakistan.

En parallèle à ce mouvement, tout un courant anticolonialiste coexiste. Il se décline en comité de soutien et de lutte (Massiah, 2013) : par exemple, le mouvement pour la paix en Algérie, les comités Vietnam... Gustave Massiah précise « *à partir de 1965, le **cedetim** (aujourd'hui, centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale) en appuiera plusieurs, parmi lesquels les comités anti-outsplan qui deviendront le **MAA** (mouvement antiapartheid) et les comités de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien. Le **cedetim** regroupera un grand nombre de coopérants progressistes, qu'on appellera les "pieds-rouges" qui voudront appuyer les indépendances* » (Massiah, 2013)¹²⁷. Ce mouvement anti-impérialiste est assez critique vis-à-vis d'autres tiers-mondistes de développement jugés trop localistes. Ces derniers jugent par ailleurs les anti-impérialistes trop politiques. Fin des années 60, les associations tiers-mondistes de développement changent leur approche de terrain : elles soutiennent désormais des organisations locales et créent des partenariats plutôt que de tenter de transmettre un modèle de développement (Faucon, 1999, p. 3). Cette notion de partenariat naît de la volonté de sortir d'une forme de paternalisme et d'une logique d'assistance. Les associations deviennent alors des accompagnatrices. Cette approche partenariale est aussi, selon la charte du **CRID**, la résultante « *d'une baisse des financements publics français et européens transitant par les associations de développement* ». Le paradigme dominant est alors l'aide sur le long terme dans une perspective d'autonomisation des sociétés plutôt que l'assistance directe (aide alimentaire) risquant de déboucher sur une relation d'assistance

¹²⁶ Originellement, le CCFD porté le nom de CCCF (Comité catholique contre la faim).

¹²⁷ Numéro de page non indiqué. Disponible à l'adresse : <http://www.graine.org/Education-populaire-et-solidarite>. Massiah Gustave, 2013, Éducation populaire et solidarité internationale - GRAINE Poitou-Charentes, <http://www.graine.org/Education-populaire-et-solidarite>, 2013, consulté le 14 août 2018.

permanente (Rouillé d'Orfeuil, 1984 cité par Ryfman, 2013). Il s'agit donc, non plus d'assister, mais de rendre autonome autrui - ce qui pose tout autant question quant à la hiérarchie sociale induite. Le partenariat « s'est érigé en rempart contre ce qui la met [la solidarité internationale] en cause, notamment l'inefficacité de l'aide ou le défaut de participation de ses bénéficiaires » (Leener, 2013, p. 79). Dès lors, le partenariat ne semble pas être le signe d'une approche mutuelle de la solidarité internationale (cf. partie 3). Dans les années 80, une autre terminologie s'impose : la notion de développement est remise en question par les associations « de développement » elles-mêmes. D'une part, car ce terme tend à faire penser que les pays développés ont la recette du développement et donc que « la situation des autres pays n'avait trouvé pour se caractériser que des préfixes (sous-, mal-, en voie de, etc.) » (Faucon, 1999, p. 3). D'autre part, on commence à s'accorder sur le fait que notre mode de développement est un mal développement problématique pour la planète. Les associations d'aide au développement et anti-impérialistes changent d'appellation et se dénomment associations de solidarité internationale.

Pourtant, le développement tend à réinvestir le champ de la solidarité internationale avec le développement durable. Le développement durable vise à créer une solidarité horizontale, entre des individus partageant une même temporalité, et une solidarité verticale, entre les générations actuelles et à venir. Comme le soulignent Jean-Louis Laville et Alain Yvergnaux (2009), le développement durable, sous couvert d'un apparent consensus, perpétue, en fait, les deux formes de solidarité antagonistes, déjà identifiées (philanthropique et démocratique). Dans sa version philanthropique, les contradictions entre les dimensions économique (orthodoxe) et socioécologique se résolvent par des mécanismes issus de l'économie marchande : par exemple en fixant des équivalents monétaires pour compenser les externalités sociales et écologiques négatives. En opposition avec cette version libérale, expliquent les auteurs, il y a une approche démocratique proposant une autre approche de l'économie qui prend en compte « les interactions avec la nature et le social » (Laville, Yvergnaux, 2009, p. 13). En 2015, les Nations-Unies mettent au point 17 objectifs de développement durable (**ODD**) à atteindre d'ici 2030. Ceux-ci font suite aux Objectifs du millénaire pour le développement (année-année). Pourtant, Pierre Jacquemot, chercheur à l'**IRIS**, est nuancé quant à leur pertinence : si les résultats sont positifs dans certains domaines (amélioration de la santé et de l'alimentation par exemple), deux phénomènes sont significatifs des années 2000 : l'augmentation des inégalités de salaires et du patrimoine financier et immobilier amenant la multiplication des personnes en situation d'extrême richesse et en situation d'extrême pauvreté. Au-delà de cette relative réussite, il est à préciser que les **ODD** se sont plus intéressés à des symptômes qu'aux causes profondes, faisant écho à la dimension réparatrice de la solidarité philanthropique. D'ailleurs, précise le chercheur, il a été reproché aux **ODD** « de perpétuer le paternalisme traditionnel des relations d'assistance entre les pays du "Nord" et ceux du "Sud" » (Jacquemot,

2015, p. 1). Alors que les **OMD** reposent sur l'aide aux pays tombés dans « *la trappe de la pauvreté* », les **ODD** semblent aller plus loin avec des objectifs économiques, sociaux, écologiques et institutionnels. Tous comme les **OMD**, ils visent à éliminer les inégalités, mais sans une analyse de leur origine, c'est-à-dire sans prendre en compte « *le commerce inégal, la financiarisation échevelée, les pertes en biodiversité* ». Il rajoute « *il n'y a pas véritablement d'interrogation sur les mécanismes du modèle d'accumulation et de régulation dominant qui pourtant ont conduit les hommes à subir tant d'inégalités, et la planète à supporter tant de risques systémiques* », pour conclure que « *les ODD sont politiquement compatibles avec une mondialisation inégalitaire, sous réserve d'en corriger certains excès et certaines déviances* » (Jacquemot, 2015, p. 4). Il en est de même pour l'économiste Philippe Hugon « *les ODD auront une pertinence accrue lorsque seront abordées les questions qui divisent, celles de la régulation du capitalisme mondial et celles des modèles alternatifs ou complémentaires, telles l'économie verte, l'économie circulaire, l'économie sociale et solidaire, la croissance inclusive qui sont autant de référents permettant de rendre compte de la soutenabilité ou de la durabilité du développement* » (Hugon, 2016, p. 30). Ainsi en faisant le parallèle avec les propos de Jean-Louis Laville et Alain Yvergnaux, les **ODD** semblent plus être le reflet d'une solidarité philanthropique que démocratique. Néanmoins quelques nuances peuvent être apportées. Premièrement, les **ODD** concernent les 193 pays des Nations unies qui sont tous considérés comme étant en voie de développement durable. En effet, le mode de développement des pays industriels est remis en question : imité par le reste du monde, il est jugé insoutenable à l'échelle planétaire (Hugon, 2016). Le lexique habituel pays développés et pays en voie de développement semble alors être dépassé. Il y a donc une rupture avec les objectifs du millénaire pour le développement précédents qui ne semblaient pas prendre en compte les pays occidentaux. Deuxièmement, les **ODD** sont issus d'une négociation de trois années entre 70 pays et des résultats d'une enquête à laquelle huit millions de personnes ont participé. Ce dispositif a conduit à l'élaboration d'une synthèse reprenant six points « *universels* » devant caractériser les **ODD** : « *la dignité, l'humain, la prospérité, la planète, la justice et les partenariats* » (Jacquemot, 2015, p. 1). Cette universalité est somme toute questionnée dans la mesure où les singularités locales ne sont pas prises en compte (Hugon, 2016). J'y reviendrai dans la troisième partie de cette thèse.

Il reste à noter qu'en dehors de ces modèles hégémoniques, les sociétés civiles se mobilisent : « *au Nord comme au Sud, les populations aspirent [...] à définir elles-mêmes les projets économiques les mieux adaptés à leurs besoins et à leur territoire* » (Dacheux, Goujon, 2011, p. 174). En effet, des initiatives reposant sur des principes de coopération et de solidarité existent partout dans le monde, et sont regroupées sous le vocable d'économie sociale et solidaire (France), autrement appelée économie populaire en Amérique du Sud, économie communautaire aux États-Unis (etc.). La dimension substantive de l'économie est essentielle au concept d'économie sociale et solidaire (économie de

bonne vie). Il en est de même de la participation des parties prenantes (démocratie substantive). Cette démocratie participative vise à « *l'amélioration du cadre de vie de chacun par la participation de tous* » (Dacheux, Goujon, 2011, p. 180). Le rôle des acteurs de la solidarité internationale pourrait justement contribuer à la mise en dialogue de ces initiatives territorialisées (cf. partie 3).

Sur le plan international, du développement au développement durable, l'approche développementaliste tend, encore une fois, malgré des évolutions récentes, à s'inscrire dans une relation unilatérale d'aide. La dimension réciprocaire est effacée alors qu'elle est à l'origine de l'adoption du vocable de solidarité internationale.

2.3 L'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale, entre promotion et esprit critique

Le terme d'Éducation à la citoyenneté¹²⁸ et à la solidarité internationale (**ECSI**) est né en 2013 et vient remplacer celui d'Éducation au développement et à la solidarité internationale, suite à une concertation entre les membres de la plateforme française d'**ECSI Educasol**. Pour **Educasol**, « *L'ECSI contribue à donner à tous des clés pour développer un esprit critique face à un modèle de développement dominant producteur d'inégalités et d'exclusions. Elle vise à une transformation sociale et à la construction collective d'autres modes de développement, respectueux des droits humains et de l'environnement. Elle valorise des alternatives en cours partout dans le monde. Elle favorise le vivre ensemble et l'épanouissement personnel* » (EDUCASOL, 2015, p. 1). Au-delà de cette formalisation, l'**ECSI** a pourtant, dans les pratiques, plusieurs visages qu'on retrouve dans l'histoire de cette notion.

L'**ECSI** se développe, dans les années 60, sous le nom d'Éducation au développement (EAD). En effet, des associations ont voulu montrer une autre réalité des pays du « *tiers-monde* » que celle véhiculée par les médias ou d'autres associations (humanitaires ou de développement). Il s'agissait, d'une part, d'apporter un autre regard en rupture avec les images misérabilistes et paternalistes qui cherchaient à provoquer l'aide ; d'autre part, de dénoncer les causes de ce qu'on appelait alors le sous-développement. L'aide n'était donc plus la seule réponse à apporter. Cette initiative d'associations, liée aux luttes pour la libération nationale de plusieurs pays dits du tiers-monde, ainsi que la contribution d'experts en sciences sociales, ont contribué à l'émergence de l'éducation au développement. Dans les années 70, les associations d'EAD, critiques vis-à-vis de leurs propres pratiques éducatives, s'inspirent alors de courants de rénovation pédagogique. Ce

¹²⁸ Une partie de ce texte est issu d'un document que j'ai rédigé pour RESACOOP, dans le cadre du projet ACTECIM (ACTECIM, 2019).

courant pédagogique, notamment porté par Élise Freinet (1974), Ivan Illich (1971) et Paulo Freire (1974) prend en compte la liberté de pensée, l'expression libre, la construction de l'autonomie ou encore l'autoformation et la conscientisation. C'est à ce moment que le terme d'éducation au développement se généralise. Dans les années 80, l'éducation au développement devient l'éducation au développement et à la solidarité internationale. Cette notion d'EAD-SI s'attache à faire comprendre les réalités des pays du Sud, à remettre en question le mode de développement des pays du Nord, et à prendre conscience de l'interdépendance des pays. C'est en 2013 qu'**Educasol** propose de supprimer la notion de développement au profit de celle de citoyenneté. Selon Faucon, « *la question principale n'est plus comment être solidaire avec les pays du Sud, mais comment contribuer, par la sensibilisation et l'éducation, à la construction d'une société plus juste qui intègre de manière articulée sa dimension internationale et ses spécificités locales* » (Faucon, 1999, p. 5).

Pourtant, l'**ECSI** est parfois appréhendée comme la seule promotion d'actions de terrain dans les pays considérés comme « *en besoin* ». En effet, d'après l'Agence des microprojets, 86 % des petites associations dites de solidarité internationale considèrent qu'elles font de l'**ECSI** (Laval, Leyle, 2015). Ce taux montre que l'**ECSI** est souvent confondue avec la sensibilisation, la valorisation ou la justification des initiatives des associations, pouvant parfois se doubler d'une collecte de fonds. Ce fut le cas lors de mon expérience à Action contre la faim où il s'agissait de sensibiliser des jeunes au fléau de la faim. Une forme de mobilisation y était proposée : se faire sponsoriser, lors d'une course pédestre. Le service « *jeunesse et solidarité* » dont je dépendais était intégré au département Communication et développement. Par développement était entendu le développement de ressources. La finalité était bien de collecter de fonds auprès des jeunes. Or les leviers pour faire comprendre ne peuvent être les mêmes que ceux utilisés pour collecter des fonds. Dans le second cas, il s'agit plus d'insister sur « *ils ont besoin de vous* » que d'essayer de comprendre et d'agir sur une situation globale. Il arrive également que des associations considèrent comme de l'**ECSI** la simple présentation de ses actions et de ses missions. L'approche est questionnable d'autant qu'un certain nombre de stéréotypes négatifs peuvent être diffusés du fait de l'élan du cœur sur lequel se base nombre de créations d'associations : « *Implicitement ou non, le message éducatif que véhiculent de telles organisations [...] insistera sur le "dénouement" des populations "bénéficiaires", sur l'urgence et la nécessité de l'intervention afin de combler le "retard" qu'elles subissent* » (Faucon, 1999, p. 5). Dans ce cas, également décrit par Manuel Mesa Peinado (Peinado, 2011), elles visent à informer sur des situations dites d'urgence ou de sous-développement. Le message semble être que la solution aux problèmes du Sud dépend de l'aide du Nord, et s'envisage à un niveau individuel. L'empathie et l'altruisme sont alors ses principaux leitmotivs. Pour Johannes Krause, auteur d'une étude

européenne sur l'**ECSI** (Krause, 2010), il s'agit là plutôt d'une démarche commerciale qualifiée de relations publiques : on cherche à faire adhérer le public, l'approche n'est donc pas pédagogique.

Cependant, d'autres associations construisent, elles, une démarche pédagogique visant à construire, pour paraphraser Noam Chomsky (1999), des cours d'autodéfense intellectuelle. Pour Gustave Massiah (Massiah, 2013), cette **ECSI** (qu'il appelle ESI) est alors au croisement de l'éducation populaire et de la solidarité internationale. Les pratiques d'éducation populaire permettent de partager une conception de la solidarité internationale basée sur la coopération de société à société. L'**ECSI** peut alors être considérée comme la voie d'une reconquête de la pensée critique, propre à une approche politique de l'éducation populaire. Cette dernière peut être appréhendée comme « *un ensemble de moyens culturels, de processus d'apprentissages mutuels et d'influence, qui visent à entretenir dialectiquement l'esprit critique sur la réalité sociale et les pratiques d'émancipation pour la transformation sociale* » (Morvan, 2011, p. 9). Cette éducation semble donc être la condition de la participation citoyenne dans les différentes sphères de la société : il s'agit de comprendre le monde pour le transformer. Ce croisement entre éducation populaire et solidarité internationale semble refléter l'un des champs de l'**ECSI** selon Johannes Krause : l'amélioration des *life skills* (traduites « *compétences personnelles* » par Cécile Imberechts, de l'association belge ITECO). Ce champ porte sur « *l'articulation entre global et local et les questions d'éthique sociale dans une société-monde. Son but est la transformation sociale. L'approche éducative promeut le soutien des initiatives et le renforcement du pouvoir d'agir : elle est fondamentalement ascendante, constructiviste, systémique et dynamique. Les résultats de l'action sont ouverts. [...] Du coup, il englobe aussi les projets de proximité, de création de collectifs, de recherche d'auto-organisation et de participation démocratique, d'innovation environnementale et sociale* » (Imberecht, 2014). Toutefois, cette approche radicale de l'**ECSI**, croisée à l'éducation populaire, ne semble pas être la plus courante. En effet, elle semble encore en être à ses prémises : un tout récent projet, réunissant diverses structures européennes (dont **RESACOOOP**), ont identifié et définis les compétences qui s'agirait de développer, et donc d'évaluer, dans une démarche d'**ECSI** : l'engagement citoyen, l'approche critique, l'appréhension de la complexité, l'approche interculturelle (ACTECIM, 2019).

En plus de l'approche par les compétences, Johannes Krause identifie deux autres champs de l'**ECSI**, plus éloignés de l'éducation populaire, mais tout de même en rupture avec l'approche « *relations publiques* » qu'il exclut de l'**ECSI**. Premièrement, la sensibilisation, qui revient à une diffusion d'informations sur les thèmes clés de l'**ECSI** (développement durable, droits de l'homme, paix, commerce équitable) de façon descendante. Deuxièmement, l'éducation globale qui insiste, par une pédagogie participative, sur les interdépendances mondiales et vise à un changement des comportements et des attitudes et à un engagement pour la justice sociale et environnementale. Cette seconde approche est alors normative et individuelle. Ainsi l'**ECSI** ne se résume pas à une

seule pratique, elle comprend plusieurs formes, plus ou moins proche de l'éducation populaire. En fonction, la posture éducative est tout à fait différente : une approche descendante ou participative, questionner ou vouloir changer les comportements, informer ou accompagner, etc. Elle peut être, tantôt considérée comme résultant des actions de terrain mises en œuvre, tantôt envisagée comme un troisième pan de solidarité internationale qui accompagne de nouvelles pratiques de solidarité. En France, l'**ECSI**¹²⁹ est principalement appréhendée par le prisme de l'éducation globale, mais aussi par celui des « *relations publiques* » (Krause, 2010) : les chiffres de l'agence des microprojets (86 % des associations de solidarité internationale considèrent faire de l'**ECSI**) amènent à penser que le fait même de mener des projets de solidarité internationale et d'en parler est souvent considéré comme de l'**ECSI**, elle devient alors un simple prolongement promotionnel ou justifiant des actions de terrain de développement et humanitaire ».

L'**ECSI** semble être le reflet de la façon d'appréhender la solidarité internationale : entre prolongement de l'humanitaire et du développement et construction de relations plus réciproques par l'éveil de l'esprit critique. Les trois pans de la solidarité internationale identifiés par les réseaux d'**ASI**, l'humanitaire, le développement et dans une moindre mesure l'**ECSI**, semblent être plus proches d'une relation unilatérale que d'un réel « *engagement mutuel* », pourtant au cœur de la définition donnée par ces mêmes réseaux.

Conclusion du chapitre I

La solidarité internationale a une histoire ambivalente, tantôt de l'ordre de la philanthropie et de la réparation, tantôt de l'ordre de la réciprocité et de la transformation. Les deux formes de solidarité ne sont pas contradictoires quand elles sont menées en complémentarité. Mais, quand l'ordre philanthropique prend le pas, il peut étouffer la conscience politique citoyenne tout comme le pouvoir d'agir. Il tend à prolonger les inégalités plutôt qu'à les combattre. Or, ce sont bien les racines philanthropiques de la solidarité internationale qui sont couramment mobilisées dans la littérature, et des pratiques, elles aussi plutôt philanthropiques, qui constituent les pans de cette solidarité internationale. Pourtant, l'expression même de solidarité internationale est définie dans sa dimension réciproque, tant par des **ASI** que dans le dictionnaire. La solidarité internationale a aussi des racines résolument associationnistes et réciproques qui pourraient être davantage réaffirmées. Plus que cela, le terme de solidarité a été inventé pour supplanter la charité, comme l'expression solidarité internationale a été proposée par les **ASI** pour dépasser le développement.

¹²⁹ ECSI telle que reconnue par Johannes Krause, c'est-à-dire excluant l'approche « *relations publiques* » (Krause, 2010).

Ainsi, la solidarité internationale, même si elle semble réduite à une dimension humanitaire, est pourtant bien plurielle de par ses définitions conceptuelles et pragmatiques, ses racines, ses histoires et ses pratiques.

Le domaine de la recherche précisé, il convient maintenant de développer le cadre théorique et méthodologique de l'enquête menée. En effet, cette recherche a vocation à proposer des pistes communicationnelles dans l'espace public français pour une solidarité internationale plus réciprocaire. Cela induit que la solidarité internationale ne m'apparaît pas comme réciprocaire dans les pratiques communicationnelles des **ASI**. Ce chapitre montre, par ailleurs, que les définitions des pratiques de solidarité internationale sont elles-mêmes peu réciprocaires, contrairement à l'expression même de solidarité internationale. On le voit, la communication des **ASI** ne pourra être pensée sans la solidarité internationale. Mener l'enquête consiste donc à identifier les problèmes de communication des **ASI** — dont, de fait, les contradictions de la solidarité internationale — de mener des expérimentations et enfin de proposer des pistes. Si l'enquête semble linéaire, elle ne l'est pas. Identification des problèmes et expérimentations sont liées, voire parallèles ; l'évaluation des expérimentations conduit à de nouvelles expérimentations ; les pistes s'étoffent progressivement. Cette thèse est donc le fruit d'une recherche-action en cours et un support, qui prendra d'autres formes, soumis et discuté à une échelle plus large dans le milieu de la solidarité internationale.

Chapitre II. Une approche communicationnelle de l'enquête

Dans le chapitre précédent, j'ai tenté d'explicitier davantage l'expression « *solidarité internationale* ». Dans son histoire et les actions menées, la solidarité internationale est ambivalente, entre réciprocité et philanthropie — plus exactement entre des valeurs revendiquées réciprocatrices et des pratiques plus philanthropiques. Cette ambivalence de la solidarité internationale semble se refléter dans la communication de ses associations (**ASI**) dans l'espace public français, sans doute parce que l'idéal poursuivi n'est pas clair (Dewey [1938], 1993). C'est d'ailleurs ce dont témoigne l'histoire de la solidarité internationale (chapitre I) et par la suite, l'étude des productions médiatiques (chapitre V). Dès l'Introduction générale, j'ai, en effet, abordé le décalage perçu, dans ma pratique professionnelle, entre les moyens communicationnels mis en œuvre et les finalités de solidarité internationale recherchées. Cette contradiction a été confirmée sur le plan humanitaire, du point de vue de la production et des contenus, par la littérature (Dacheux, 1998 ; Dauvin, 2010 ; David, 2018). Il importe donc d'approfondir l'enquête — en interrogeant davantage la réception — et de l'élargir aux autres pans de la solidarité internationale couramment évoqués par les réseaux d'**ASI** — le développement et l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (**ECSI**). Le but est double : identifier plus précisément les problèmes de communication des **ASI** et proposer des pistes d'actions au regard des expérimentations menées pour une autre communication de solidarité internationale. Pour mener cette enquête, je mobilise, en particulier, le concept de représentations sociales dans la mesure où j'ai pu constater que les pratiques en matière de solidarité internationale sont fréquemment associées à une aide unilatérale vers des pays estimés dans le besoin. Cette recherche repose donc sur l'hypothèse, confirmée par la psychologie sociale (Moscovici, 1993 ; Jodelet, 1993), que la manière d'appréhender la solidarité internationale n'est pas sans effet sur les pratiques communicationnelles et les actions de terrain. Dans ce chapitre, je reviens donc sur les deux concepts théoriques — les représentations sociales et la communication — qui vont nourrir la méthodologie employée (chapitre III). Ces concepts sont mobilisés, d'une part, pour développer une critique et, d'autre part, pour envisager d'autres approches de la solidarité internationale et de la communication des **ASI** dans l'espace public français. Cependant, leurs articulations ne vont pas de soi, car ils sont issus de disciplines différentes : les sciences de

l'information et de la communication et la psychologie sociale¹³⁰. Néanmoins, les théories des représentations sociales ont recours à la communication (Moscovici, 2014) et, comme le rappellent Anne Lehmann et Vincent Liquète (2019), « *les activités symboliques, les représentations sociales et les stéréotypes* » sont considérés, en particulier dans la Revue Hermès, comme « *des phénomènes sociaux de communication* ». Ainsi, je rappelle, dans ce chapitre, que les représentations sociales et la communication font l'objet d'une « *boucle récursive* » (1) (Morin, 2004) si bien que, même si les deux concepts appartiennent originellement à des disciplines différentes, ils s'inscrivent dans un même processus de construction de sens (2).

1. Étudier la communication dans l'espace public français par le prisme des représentations sociales

Comme le soulignent Marie-Pierre Fourquet et Didier Courbet : « *Les chercheurs en sciences de communication s'accordent sur le fait qu'une étude communicationnelle portant sur la globalité d'un phénomène médiatique s'intéresse à trois pôles : la production, le contenu médiatique lui-même et sa réception. Force est de constater que la réception demeure le pôle le moins investi des trois par la recherche française. Elle est cependant fondamentale* » (Fourquet-Courbet, Courbet, 2009, p. 1). La recherche que je mène intègre de ce fait, la globalité du processus communicationnel lié à la solidarité internationale avec l'étude du pôle réception (1.1). Toutefois, dans la perspective esquissée par Umberto Eco dans *Lector in Fabula* (1979) et Michel de Certeau dans *L'invention du quotidien, arts de faire* ([1980] 1990) reprise et radicalisée par René Jean Ravault (2006 ; 2016) dans sa théorie de la réception active¹³¹, je considère qu'il n'y a, en réalité, que deux pôles : celui de la production et celui de la réception. La communication n'est pas la production d'un message qu'il suffit de bien coder et décoder pour que le sens, unique et intangible, se transmette, mais la rencontre imparfaite entre production élaborant un contenu à partir de ses contraintes, intentions, perceptions, etc., et une réception élaborant un autre contenu à partir de ses propres contraintes, intentions, perceptions, etc. Comme le souligne Michel de Certeau, « *Qu'il s'agisse du journal ou de Proust, le texte n'a de signification que par ses lecteurs ; il*

¹³⁰ Penser, comme le rappelle Edgar Morin, c'est aussi mettre en dialogue des antagonismes (Morin, 2004).

¹³¹ « *Par réception "active", on entend non seulement l'acte même de création du sens du produit communicationnel par le destinataire, mais d'abord et avant tout le fait que le destinataire ait un projet d'intervention, un plan d'action à partir duquel il recherche des données, des produits communicationnels, les sélectionne et les décode, les transformant ainsi en "messages" pertinents pour les décisions liées à l'élaboration de son action* » (Ravault, 2006, p. X).

change avec eux ; il s'ordonne selon les codes de perception qui échappent [au producteur]. Il ne devient texte que dans sa relation à l'extériorité du lecteur [...] » (Certeau [1980], 1990, p. 247). Ainsi, c'est bien parce qu'il n'y a pas un message intangible que la communication est complexe et que le sens n'est pas donné, d'où l'usage de l'expression « *production médiatique* » (Rodriguez, 2006 ; Ravault, 2006) pour désigner d'une part la production médiatique des auteurs du produit communicationnel et, d'autre part, la production médiatique des récepteurs. Ainsi, la réception « *passive* » n'existe pas. Quant au « *message* », il se dissout donc dans la production et dans la réception et n'est pas une entité autonome, dont le sens irait de soi. Il s'agira néanmoins de montrer, d'une part, que production et réception ne sont appréhendées ni de façon linéaire, ni de façon isolée, mais en interrelation et, d'autre part, que les représentations sociales apportent des clés de compréhension à l'étude de chacun des deux pôles communicationnels (1.2). Ainsi, le recours aux représentations sociales participe à l'étude communicationnelle puisque les productions médiatiques sont nourries par les représentations, en même temps que ces dernières participent à produire les premières.

1.1 Deux pôles communicationnels en interaction

La production reflète à la fois les publics (ou l'idée que les associations peuvent s'en faire), mais aussi les institutions (par exemple les bailleurs de fonds tels que l'Union européenne) et les entreprises (par exemple les agences de communication). La production ne dépend pas seulement de contraintes économiques qui seraient « *toutes-puissantes* » : la sociologie des professions et des identités artistiques montre en effet que « *les projets culturels travaillent en retours les industries créatives* » (Maigret, 2007, p. 237). Si on étend cette analyse au domaine de la solidarité internationale, on peut dire que les **ASI** sont, certes, confrontées à un certain nombre de contraintes, mais sur lesquelles les projets qu'elles portent agissent. Un travail sur la production en communication politique, et plus spécifiquement en communication associative¹³², pourrait justement aller au-delà des contraintes perçues pour s'intéresser aussi, et peut-être avant tout, aux aspirations sociales des **ASI**. En effet, ce sont ces aspirations qui amènent des individus à s'associer autour d'un projet non lucratif d'intérêt général. C'est dans cette optique que dans la partie de cette thèse (la deuxième) confrontant production et réception, je fais le choix de m'intéresser au projet social des actrices étudiées. Afin d'identifier les aspirations sociales portées par les neuf **ONG** (chapitre V), j'analyse la façon dont elles se définissent elles-mêmes sur leur site Internet et prend en compte les entretiens

¹³² Dans cette recherche doctorale, j'appréhende la communication associative comme une communication politique, c'est-à-dire « *un processus symbolique complexe et ambivalent qui vise, par des moyens rationnels et non rationnels, à faciliter la confrontation d'opinions contradictoires dans l'espace public* » (Dacheux 2016, p. 104).

menés avec les communicant·es. Ces discours permettent aussi de faire émerger des représentations sociales : ils peuvent être « *le creuset et le vecteur* » de représentations (Chalvon-Demersay, 1994)¹³³. Concernant les expérimentations de pistes (chapitre IX), elles découlent du nouveau cadre théorique proposé pour une autre solidarité internationale et une autre communication des **ASI** et le nourrissent (chapitre VII et VIII) et pour le cas d'un projet (Frame Voice Report !) de son cahier des charges (chapitre IX). Les aspirations sociales sont de ce fait davantage lisibles. Au final, les contenus étudiés ont vocation à mieux comprendre les aspirations des **ASI** et leurs représentations sociales. Il ne s'agit donc pas d'une analyse communicationnelle réduite « *au seul décodage formel du matériau par le chercheur* », mais de prendre en compte « *en amont les acteurs qui ont contribué à la production du matériau et, en aval, les publics et groupes sociaux qui participent de sa définition* » (Maigret, 2007, p. 239). Les contenus, dans cette acception, comme le rappelle le sociologue, n'ont pas de vérité authentique autonome. C'est pourquoi je privilégie, comme René-Jean Ravault et Sandra Rodriguez (2006), le terme de productions médiatiques. Celles-ci n'ont alors du sens qu'au regard de la production et de la réception. Cette approche me permet d'être cohérente avec ma posture de chercheuse : sans céder au relativisme, j'abandonne « *le principe de supériorité interprétative absolue du chercheur* » (Maigret, 2007, p. 239). Cette analyse de la production élargie, axée sur les aspirations sociales, m'a amenée à conduire une recherche historique (cf. chapitre I) sur les concepts clés de la solidarité internationale. Puis, à mettre en œuvre une étude des représentations sociales de la solidarité internationale d'acteur·rices diversifié·es (chapitre VI) — en plus des analyses des aspirations sociales (chapitre V) des associations et des représentations sociales des communicant·es (chapitre IV). La recherche historique, tout comme l'étude des représentations sociales¹³⁴, sont des façons de comprendre le contexte que nourrissent les productions médiatiques de la production et de la réception.

La réception semble particulièrement importante concernant la communication associative afin de vérifier si les **ASI** sont en cohérence avec les causes et les valeurs qu'elles défendent ou si au contraire elles sont contre-productives. Par exemple, rien n'indique — hormis l'étude de réception — si une association, dont c'est l'objet social, diffuse une production communicationnelle qui lutte contre le racisme ou au contraire le promeut involontairement. L'étude de réception permet, en particulier, de mettre en avant les convergences et contradictions entre les aspirations de solidarité internationale des **ASI**, leurs objectifs communicationnels et ce

¹³³ Sabine Chalvon-Demersay (1994) a montré dans son ouvrage *Mille scénarios* que l'espace public médiatique pouvait être « *le creuset et le vecteur* » de représentations sociales, à travers l'étude de scénarios proposés par des amateurs et des professionnels à la télévision.

¹³⁴ Étude auprès des citoyen·nes et des membres d'**ASI**, en plus des communicant·es (cf. chapitre IV, VI pour la partie critique (2) et IX pour l'évaluation des expérimentations (partie 3)).

que comprennent des publics de la solidarité internationale. Dans une posture de recherche-action, la réception est alors une manière d'évaluer le sens construit. La réception, comme l'étude de la production, amène à s'intéresser aux représentations sociales. D'une part, parce que les représentations sociales participent à la façon dont sont perçues et comprises les productions médiatiques. D'autre part, l'interrogation des représentations sociales est aussi une façon d'étudier la réception. En effet, elles peuvent être vues comme autant de réceptions différées, au regard du vécu de citoyen·nes ancrés dans une société. En cohérence avec les propos de Sandra Rodriguez, je considère « *le public comme un ensemble d'individus pouvant interpréter les "messages" à leur façon, selon leurs propres habitus et selon leurs conceptions du monde. En ce sens, il n'est pas tout à fait juste de craindre "l'impact des médias" sur le public, chaque personne qui le compose étant en mesure de porter un jugement sur le contenu présenté et, par conséquent, de le percevoir et d'y réagir à sa guise* » (Rodriguez 2006, p. 108). Ainsi, l'étude menée s'inscrit en contrepoint d'une approche de la communication transmissive et persuasive. D'ailleurs, le choix de mener des études de réception indique un parti pris : la communication est souvent imparfaite, la production et la réception ne coïncident pas complètement. Néanmoins, il me faut préciser que production et réception ne s'opposent pas nécessairement. En effet, un support peut être compris dans le sens voulu par la production, cette réception est alors hégémonique (Hall, 1994). Selon le sociologue Stuart Hall, elle peut également être décodée d'une autre façon que celle prévue par la production, voire de manière oppositionnelle (j'y reviendrai dans la section suivante). René-Jean Ravault a par ailleurs montré dans sa thèse (1980¹³⁵) que la réception pouvait aussi être une opération stratégique visant à récolter des informations pertinentes pour agir (s'émanciper ou dominer)¹³⁶. C'est dans ce cas que la réception est particulièrement active. Ainsi, ni la linéarité entre production et réception, ni la passivité de la réception ni encore l'intercompréhension ne vont de soi. D'ailleurs, la réception est une approche historiquement critique (cf. II.2) puisqu'elle tend à « *réhabilite[r] les publics, en considérant les expériences et les situations de classe, la diversité des vécus, des trajectoires et des ressources cognitives et culturelles* »¹³⁷ (Sedda, 2017, p. 5). La linéarité de la communication et l'intercompréhension mécanique sont remises en cause dès les

¹³⁵ Some Possible Economic Dysfunctions of the Anglo-American Practice of International Communications (A Theoretical Approach) (Iowa City, août 1980).

¹³⁶ « *Dans les anciennes colonies, comme l'Algérie où l'on parle berbère et arabe, le français, encore très pratiqué et compris par beaucoup s'avère être, lorsqu'il est utilisé dans les médias, un révélateur de ce que pense le néo-colonisateur. Ces médias deviennent des sources d'information sur leurs auteurs mais aussi sur les lecteurs qu'ils sont censés viser. Les lecteurs algériens, non visés, croient que les médias d'expression française reflètent la pensée des Français et de l'élite locale soupçonnée d'appuyer ces derniers. Eux-mêmes s'en distancient et s'en méfient. Parfois, ils les scrutent pour mieux comprendre les motivations de l'adversaire et anticiper ses gestes. De telles informations lui permettent de contrer les projets de l'autre. L'impact recherché se métamorphose alors en effet boomerang !* » (Ravault, 2016, p. 5).

¹³⁷ Paola Sedda fait référence, en particulier, aux *cultural studies* britanniques. Il ne s'agit pas de nier les rapports de dominations, mais affirmer qu'il peut être possible de s'en émanciper.

théories constitutives des sciences de l'information et de la communication. Claude Shannon et Warren Weaver (1949), en tentant d'optimiser la transmission de messages par télégraphe, proposent un schéma reliant un émetteur et un récepteur. Dans ce schéma, la transmission peut être altérée par « *des bruits* », empêchant le décodage. Même si ce schéma, selon Warren Weaver, est insuffisant, car « *il n'a rien à voir avec la signification* » (cité par Maigret, 2007, p. 82). Ici, Warren Weaver met en avant que la communication ne va pas de soi. C'est aussi parce que la communication est humaine, que les intentions de communication sont plurielles (Jakobson 1963 ; 1973) tout comme les sens des messages, qu'elle ne peut être linéaire. Umberto Eco (1975) en propose donc une complexification en ajoutant qu'émetteur et récepteur ont leurs propres codes et points de vue idéologiques déterminant l'encodage et le décodage. Par ailleurs, le message est interprété par le récepteur en fonction de ces codes, mais aussi des circonstances et du milieu. Ainsi, la construction de sens par le récepteur peut être éloignée du message intentionnel. Un éloignement qui sera d'autant plus grand que l'expression de l'émetteur et le contenu du message seront ambigus, ce qui conduira le récepteur à commettre « *des erreurs interprétatives* » (Ollivier, 2007). Ces difficultés de la communication linguistiques sont complétées par les travaux de l'École de Palo-alto qui montrent que la communication est multicanale : verbale, mais aussi kinésique (corps, geste, poses) et paraverbale (Winkin, 1981). Or, ces trois canaux fournissent chacun des informations qu'il est difficile de traiter surtout quand ceux-ci ne concordent pas (Bougnoux, 1998). De plus, la communication est plus qu'une activité cognitive de traitement des informations diffusées par des canaux. On communique par les sens et c'est par les sens, donc par le corps, que l'on construit du sens (Boutaud, 2016). Enfin, l'existence de différences culturelles conscientes et inconscientes (Hall, 1994), rendent improbable une parfaite compréhension communicationnelle. Les difficultés de la communication ont donc été prises en compte dès les premières théories de la communication. Cependant, des tenants de l'incommunication vont plus loin (cf. partie 3) : les difficultés communicationnelles et les incompréhensions ne sont pas seulement des échecs de la communication, elles peuvent aussi en être la source : c'est parce qu'on ne se comprend pas tout à fait qu'on communique davantage (Robert, 2005 ; Dacheux, 2015).

Ainsi, je commence à montrer que l'étude de la production et de la réception sont en adéquation avec une approche communicationnelle qui rompt avec ce que le sociologue Louis Quéré (1991) nomme « *le modèle épistémologique de la communication* » (cf. infra II.2.1), en plus d'être cohérente avec le concept de représentations sociales. Étudier la communication c'est donc penser les deux pôles communicationnels, non pas de façon isolée — comme en appelle René-Jean Ravault

(2006)¹³⁸ — mais en interrelation. Ce qui les relie, c'est leur ancrage social (Olivesi, 2015) : les deux pôles s'appuient sur des représentations socialement construites, en même temps que ces dernières les nourrissent.

1.2 Étudier les représentations sociales pour étudier la communication

Les recherches en communication reconnaissent l'importance des représentations sociales (Robert, 2017 ; Frame, 2013 ; Wolton, 2011). Par exemple, Dominique Wolton rappelle que la communication recouvre quatre phénomènes : premièrement, l'idéal d'expression et d'échange, deuxièmement, les médias de masse, troisièmement, les techniques de communication et quatrièmement, « *les valeurs, symboles et représentations qui organisent le fonctionnement de l'espace public des démocraties de masse et plus généralement de la communauté internationale* » (Wolton, 2009). Les représentations sociales semblent particulièrement pertinentes pour les sciences de l'information et de la communication : « *il n'existe pas de communication sans représentation de l'Autre* » ni de « *communication avec l'Autre sans stéréotype* » (Wolton, 2011, p. 255). Ainsi, le stéréotype n'est pas toujours à combattre, il est d'ailleurs défini par la chercheuse Ruth Amossi (1991) comme un « *outil cognitif complexe d'appréhension du monde ; car il est aussi un moyen de connaissance (de soi et de l'autre) et de reconnaissance par le partage d'un sens commun, dans les processus d'apprentissage ou d'acculturation* » (Lehmans, Liqueste, 2019, p. 10). Pour Dominique Wolton (2019), le stéréotype est paradoxal : condition de l'accès à l'autre, il empêche en même temps de voir sa complexité. En effet, le propre du stéréotype est qu'il est réducteur au profit d'un « *confort identitaire et communicationnel des membres d'un groupe ou d'une communauté* » (Boyer, 2019, p. 70). Le stéréotype est aussi mobile, c'est-à-dire qu'il s'adapte au contexte : par exemple, l'enfant africain décharné de la solidarité internationale est de moins en moins triste et devient, depuis quelques années, souriant. Malgré ce caractère mobile, il est le produit du figement d'une représentation sociale — il reste que l'enfant africain a besoin de notre aide, ce qui semble contradictoire avec la définition réciprocaire de la solidarité internationale (chapitre I). Moins nuancé et plus compact que la représentation sociale, c'est « *comme si le noyau avait absorbé le système périphérique* »¹³⁹ (Boyer, 2019, p. 71). Les médias tendent à user de stéréotypes,

¹³⁸ En effet, pour le communicologue « *il n'y a pas co-construction d'un sens commun comme le pensait Sartre, mais bien élaboration de significations différentes chez l'émetteur et le récepteur et, ensuite, que cette différence aboutit à l'incommunicabilité puisqu'il y a des secrets protégés par des frontières dignes de la muraille de Chine et qu'à la fidélité au texte originnaire de l'un s'oppose l'infidélité, voire l'hérésie de l'autre [...]* » (Ravault 2019 cité par Dacheux, 2019, p. 43).

¹³⁹ Il est ici fait référence au noyau central des représentations sociales (Abric, 2003a), théorie sur laquelle je m'appuie et qui est explicitée ci-après.

parce qu'ils sont plus « *économe[s], stable[s], consensuel[s]* » et « *communicationnellement rentable[s]* » et que toute communication repose sur des représentations partagées. Cependant, « *des représentations complexifiantes* » ont parfois aussi été mobilisées par les médias (Boyer, 2019, p. 71). Les constructions stéréotypiques ne sont donc pas une fatalité, d'autant qu'elles peuvent être rejetées par les publics. En effet, c'est lors de la crise des banlieues, en 1990, face aux critiques quant à sa mise en scène, que les médias ont eu recours à des « *représentations complexifiantes sur la base d'un discours problématisant et d'une autocritique "expiatoire"* » (Boyer et Lochard, 1988, p.119-127) » (Boyer, 2019, p. 71).

Mais, complexifiante ou simplificatrice qu'est-ce qu'une représentation sociale ? Pour le savoir, il convient de revenir rapidement sur l'historique de ce concept qui est né de la sociologie et a été utilisé en anthropologie avant d'intégrer la psychologie du développement, puis la psychologie sociale (Roussiau, Bonardi, 2001). En effet, Émile Durkheim est considéré comme l'inventeur du concept. Selon le sociologue, les représentations sont légitimes pour expliquer divers phénomènes sociétaux. Il scinde, pour cela, le concept en représentations individuelles (propres à chaque individu) et en représentations collectives. Pour lui, « *celles-ci [les représentations collectives] ne sont pas le dénominateur commun de celles-là [les représentations individuelles], mais plutôt leur origine, correspondant à cette manière dont cet être spécial qu'est la société pense les choses de son expérience propre* » (Durkheim, 1968 [1898] cité par Moscovici, 1993, p. 81). La représentation collective de Durkheim a pour fonction de préserver le lien social, « *de préparer [les hommes] à penser et agir de manière uniforme* » (*Ibid.*). Elle se transmet à travers les générations et, comme tous les faits sociaux, exerce une contrainte sur les individus. Les représentations collectives désignent tous les savoirs communs : la science, la religion, les mythes, les opinions... Elles sont fixes puisqu'elles se transmettent et, objectives puisqu'elles sont « *partagées et reproduites de manière collective* » (Moscovici, 1993, p. 82). La représentation collective s'impose du dehors aux individus, elle repose sur le substrat de la société. À l'inverse, les représentations individuelles sont variables et ne perdurent pas, elles reposent sur le substrat de la conscience individuelle. Les représentations collectives seraient une intelligence unique homogène et autonome, au-dessus des intelligences particulières. Cette intelligence unique, une fois formée, s'éloigne de la raison, car les individus y projettent leurs « *sentiments et impressions des choses* » (Moscovici, 1993, p. 82). Cette conception permet d'expliquer des phénomènes à partir des représentations. Elle a, notamment, été utilisée pour comprendre les sociétés dites primitives. En 1951, Lévy-Bruhl étudie les comportements en se focalisant non pas sur les actes individuels en les comparant avec ceux de l'Occident, comme il était coutume de le faire, mais plutôt sur l'ensemble des croyances et des idées. Il rompt alors avec la dichotomie entre représentations individuelles et collectives. Si ces dernières contraignent les premières, les représentations individuelles (les mentalités) construisent les représentations collectives. Psychisme et social sont

alors mêlés. Quant à Weber (1921), parce que les représentations sont toujours représentations de quelque chose à la fois « *de l'étant* » et du « *devant-être* », les individus peuvent alors orienter leur comportement. Ces représentations sont un savoir commun permettant d'anticiper et de prescrire le comportement des individus. En 1972, Jean Piaget critique la notion de contrainte des représentations collectives sur les individus, exprimée par Émile Durkheim, à travers l'exemple des enfants. Ces derniers créent une société spontanée, qui leur est propre. En grandissant, leur socialisation les conduit à intégrer les représentations collectives. Ces représentations collectives se transforment par le biais des interactions qu'ils ont avec d'autres individus. Il s'agirait d'une coopération et non d'une contrainte. D'ailleurs, en 1908, Sigmund Freud disait déjà que les représentations (sexuelles de l'enfant) sont issues d'un processus de transformation des savoirs puis d'une intériorisation (Freud, 1908 cité par Moscovici, 1993, p. 92). Cela va à l'encontre du présupposé d'Émile Durkheim et de Lucien Lévy-Bruhl selon lequel il y a homogénéité des représentations transmises. Les interactions concourent alors à la construction des représentations individuelles et collectives. Cette approche interactionniste piagétienne va être complétée et enrichie par la psychologie sociale contemporaine. Aujourd'hui, cette dernière semble s'entendre sur la définition suivante de la représentation sociale : une « *forme de connaissance, socialement élaborée et partagée, ayant une visée pratique et concourant à la construction d'une réalité commune à un ensemble social* » (Jodelet, 1993, p. 53). On s'accorde également sur le fait qu'elles régissent « *notre relation au monde et aux autres oriente et organise les conduites et les communications sociales* » (*Ibid.*). Elles sont à la fois un processus, c'est-à-dire l'acte de pensée par lequel la relation s'établit entre un sujet et un objet, et un produit, c'est-à-dire l'acte de pensée par lequel un sujet se rapporte à un objet. Les représentations sociales sont toujours représentations de quelque chose, d'un objet et de quelqu'un, un sujet. Les représentations sont dites sociales pour plusieurs raisons. Tout d'abord, elles sont socialement construites, premièrement, par la vie en société qui implique le besoin de matérialiser des significations pour avoir des repères et, deuxièmement, par les valeurs en présence lors de la genèse des représentations. Ensuite, les représentations sociales sont des constructions et des reconstructions de sens (du fait de la communication) entre individus, qui sont partagées à l'intérieur d'un groupe social. Elles favorisent alors une identité collective et la communication. Enfin, elles ont une fonction sociale en servant de repère à l'attitude ou à l'action ; en servant de médiation entre l'individu et son milieu et entre les membres d'un même groupe ; en générant du savoir et en le communiquant. C'est en 1961 que le psychosociologue Serge Moscovici reprend le concept de représentations défini par Émile Durkheim. Il remplace le terme de représentations collectives par celui de représentations sociales afin de montrer la diversité des représentations en fonction des groupes, mais aussi pour mettre l'accent sur le fait que si la chose sociale peut devenir individuelle, la chose individuelle par

la communication devient sociale. Pour Serge Moscovici (et contrairement à Durkheim), ce sont les interactions qui comptent et non les substrats : les représentations sociales sont élaborées lors des processus d'échanges et d'interactions. Le psychosociologue considère en effet les représentations comme générées et acquises. Elles permettent de comprendre une vie sociale en train de se construire et non déjà faite. Autrement dit, les représentations sociales sont des produits socialement constitués et réélaborent continuellement le social qui les constitue. Les représentations modifient donc également le sujet. Ainsi, selon Serge Moscovici, les représentations sont une constante construction et reconstruction de sens par les individus du fait de la communication (Moscovici, 1993).

Trois modèles (Rateau, Monaco, 2013) complémentaires ont été proposés par les psychosociologues pour étudier les représentations sociales. Premièrement, le modèle sociogénétique (Moscovici, 1961 ; 1993 ; Jodelet, 1984 ; 1989 ; 1993) qui vise à identifier la genèse et le développement des représentations sociales à travers l'analyse de discours, l'analyse historique, ethnographique, etc. Deuxièmement, le modèle structural¹⁴⁰ (Abric, 1993 ; 2003), qui prolonge le premier modèle sociogénétique et a pour objet d'identifier les contenus et la structuration des représentations sociales. Troisièmement, le modèle sociodynamique (Doise, 1986 ; 1992) : il s'agit de concilier la complexité des structures des représentations et leur insertion dans des contextes sociaux et idéologiques pluriels. Dans la démarche de recherche menée, je souhaite comprendre quel est le contenu des représentations sociales de la solidarité internationale et avoir des indications sur leur genèse. C'est pourquoi je me réfère au modèle structural puisqu'il prolonge et actualise le premier (le modèle sociogénétique) et qu'il a fait l'objet d'un ouvrage méthodologique complet. Pour Jean-Claude Abric, « *la représentation sociale est un ensemble organisé d'informations, d'opinions, d'attitudes et de croyances à propos d'un objet donné. Socialement produite, elle est fortement marquée par des valeurs correspondant au système socio-idéologique et à l'histoire du groupe qui la véhicule pour lequel elle constitue un élément essentiel de sa vision du monde* » (Abric, 2003, p 60). Le psychosociologue s'inscrit dans le même cadre théorique que Serge Moscovici en portant un intérêt particulier à la genèse des représentations sociales. À partir de sa théorie, il propose un cadre d'étude des représentations sociales. Étudier une représentation sociale pour Jean-Claude Abric, c'est identifier ce qui constitue son noyau. Pour cela, il propose une approche structurale : le contenu d'une représentation ne suffit pas à donner du sens, il faut également comprendre l'organisation des contenus afin de détecter les univers

¹⁴⁰ Cette approche structurale, est bien constructiviste et non structuraliste. J-C Abric reprend à Serge Moscovici l'idée que les représentations sociales sont issues de processus sociaux. Simplement il s'intéresse à l'organisation du contenu des représentations sociales dont certaines parties (la périphérie) évoluent plus rapidement que d'autres (le noyau).

symboliques dans lesquels évoluent les individus. Les représentations sociales sont organisées dans un système cognitif comprenant deux sous-systèmes : un système central et un système périphérique qui sont en interaction. Les contenus des représentations d'un objet pour deux groupes peuvent être les mêmes, mais avoir des sens différents si des éléments diversifiés sont dans le noyau central de la représentation. Une représentation sociale est donc jugée différente si les éléments du noyau central le sont. Selon J-C. Abric, le système central, aussi appelé noyau central, est déterminé par des conditions historiques, sociologiques et idéologiques qu'a en commun un groupe social. Il est marqué par la mémoire collective et le système de valeurs de référence. Pour ces raisons, on dit que le noyau central est normatif. En revanche, il est indépendant du contexte social immédiat. Ce noyau est stable et cohérent, c'est lui qui apporte son sens à la représentation (Abric, 1993). Ce concept de noyau central est lié au processus d'objectivation de Serge Moscovici décrit dans la deuxième section de cette thèse (2.2). Le système périphérique est complémentaire au système central duquel il dépend. Il permet l'ancrage des représentations du noyau central dans le système de valeurs en présence, au regard de la réalité en cours. Le système périphérique permet aussi la concrétisation du noyau central, la représentation pourra ainsi servir de repère à l'attitude ou à l'action. Le système périphérique est plus fluctuant, il dépend du contexte immédiat. En s'y adaptant, il permet de réguler les incohérences entre la réalité et les représentations centrales, afin de les préserver. Dans ce cadre, il sert d'interface entre le noyau central et la réalité concrète. C'est lui qui déterminera particulièrement les comportements. Si les représentations sociales se modifient, c'est d'abord les éléments périphériques qui se transforment, rendant ainsi plus stable dans le temps le noyau central. Claude Flament (1989) utilise la métaphore du « *pare-chocs* » pour expliquer que le système périphérique absorbe les conflits entre la représentation et la réalité. Le système périphérique permet l'intégration des expériences individuelles au système global (Abric, 1993). Le système périphérique reflète le processus d'ancrage de la représentation décrit par Serge Moscovici (cf. section 2.2). Cette théorie à l'intérêt d'appréhender le sens des représentations sociales de deux manières : par son contenu, mais aussi par sa structure, permettant d'avoir une image à un instant T d'une représentation plus précise. C'est aussi rendre compte, théoriquement, que les représentations sociales sont en mouvement et que leurs contenus ne sont pas homogènes. Ainsi, cette théorie semble en adéquation avec la complexité humaine, en en révélant les contradictions. En revanche, elle ne pourra pas trouver d'application méthodologique en toute circonstance. En effet, les représentations sociales - rendues visibles par les dictionnaires, les analyses historiques, la participation à des activités - pourront être analysées par leur contenu, mais pas par leur structure, comme cela sera expliqué dans le chapitre III.

Les représentations sociales confirment le rôle de la communication dans la construction de sens. En effet, la communication contribue à produire des représentations en même temps qu'elle est rendue possible par les représentations sociales. Les représentations sociales sont alors des éléments clés du processus communicationnel en même temps qu'elles en sont des produits en mouvement. Plus concrètement, les productions médiatiques des **ASI** reposent sur les représentations sociales de la solidarité internationale en vigueur, tout comme leur réception participe à la construction des représentations sociales. Ainsi, étudier les représentations sociales des **ASI**, c'est étudier la communication de ces associations. Ces concepts permettront, dans la suite de cette recherche doctorale, de construire une critique des pratiques communicationnelles de la solidarité internationale, en relation avec une critique de la solidarité internationale en tant que telle. Pour l'instant, après avoir montré l'articulation théorique entre communication et représentations sociales, je vais m'efforcer de penser les relations épistémologiques entre sciences de l'information et de la communication et psychologie sociale.

2. Articuler deux disciplines qui tentent de réhabiliter l'individu-acteur sans nier les ancrages sociaux

Les sciences de l'information et de la communication et la psychologie sociale se sont croisées à plusieurs reprises avec les travaux sur la communication persuasive ou encore sur l'effet des médias. Cependant, si l'on sort du behaviorisme, et plus largement du positivisme, et que l'on s'inscrit dans une épistémologie constructiviste et complexe, est-il toujours pertinent d'articuler psychologie sociale et sciences de l'information et de la communication ? Il me semble que oui. À condition, d'une part, de s'inscrire dans les évolutions des sciences de l'information et de la communication, dans lesquelles la communication est une construction de sens socialement ancrée (II.2.1). À condition, d'autre part, de penser la psychologie sociale de manière renouvelée (à l'aide des représentations sociales), comme le réclame Serge Moscovici (II.2.2). Cette interdisciplinarité permettrait dès lors de penser le rapport de l'individu à l'autre et à la société puisque, comme le note Dominique Wolton, « *ce sont les échanges, caractéristiques de la démocratie, qui "activent" encore plus les stéréotypes et représentations* » (Wolton, 2019, p. 18) ; représentations et stéréotypes qui sont eux-mêmes des outils pour éviter « *l'acommunication* » (au sens d'absence de communication) (*Ibid.*) en même temps qu'ils génèrent de l'incommunication (une relation qui ne dépasse pas les apparences) (Robert, 2017).

2.1 Les sciences de l'information et de la communication

Les sciences de l'information et de la communication (71^e section), ma discipline de référence, recouvrent particulièrement : « *A. Les études sur les notions d'information et de communication, sur leurs relations, sur la nature des phénomènes et des pratiques ainsi désignés, de même que les différentes approches scientifiques qui s'y appliquent. B. L'étude, d'une part, des processus, des productions et des usages de l'information et de la communication, d'autre part, de la conception et de la réception de celles-ci. Ainsi que l'étude des processus de médiation et de médiatisation. C. L'étude des acteurs, individuels et institutionnels, de l'information et de la communication, l'étude des professionnels (dont notamment les journalistes) et de leurs pratiques. D. L'étude de l'information, de son contenu, de ses systèmes sous l'angle des représentations, des significations ou des pratiques associées. E. L'étude des médias de communication et des industries culturelles sous leurs divers aspects. Le champ de la section est résolument interdisciplinaire* » (CNU 71e section [1993], 2005).

La communication est parfois réduite à une production et à un transfert de connaissances. Louis Quéré (1991) parle de modèle épistémologique de la communication. Dans cette conception, le sens est donné (et non pas construit dans la relation) et le monde déterminé en soi. Par conséquent, la communication y est considérée comme cognitive : il s'agit de transmettre, de façon linéaire, une connaissance objective du monde d'un producteur à un récepteur. Elle est également persuasive puisque son enjeu est de modifier les connaissances du récepteur en vue d'un changement de comportement. La communication épistémologique regroupe, selon Louis Quéré, les théories positivistes : les théories des effets directs propres au behaviorisme (Lebon, 1895 ; Lippmann, 1922), de la culture de masse (Benjamin, 1936 ; Horkheimer et Adorno, 1947) ; des effets limités (Lazarsfeld, 1941 ; Katz, 1955), du modèle mathématique (Shannon et Weaver, 1949 ; Wiener, 1962) et déterministe (Mc Luhan, 1964 ; Goody, 1977). Elles sont connues pour réduire la communication à une simple transmission : tout se joue alors au niveau de l'émission puisque le message s'impose aux récepteurs. Avec des récepteurs réceptacles, il n'est pas question de construction de sens. Cette dimension transmissive et persuasive a également été reprise par le marketing qui a eu le mérite de pluraliser la réception. En effet, le ciblage des campagnes de communication-promotion issues du marketing a conduit à ce que les récepteurs soient regroupés en catégories présentant des caractéristiques spécifiques. Ces personnes, ainsi réduites, sont alors censées penser et consommer de la même façon. Une promotion ciblée devait pouvoir influencer la catégorie d'individus qui y était soumise. La réception se mesurait alors par l'audience (Balland et al., 2015). En effet, dès les années 30, les publicitaires et annonceurs radiophoniques mènent des études d'audience quantitatives afin de caractériser, par des indicateurs sociologiques, les auditeurs (Breton, Proulx, 2016). C'est à la fin des années 70, que des études de réception qualitatives se sont

multipliées. Dans le même temps, le récepteur¹⁴¹ est réhabilité dans une position active. Deux représentants de l'École de Constance, Wolfgang Iser et Hans Robert Jaus, reconnaissent le rôle actif du lectorat dans l'acte d'interprétation. L'expérience de réception est approchée comme une herméneutique, mais prenant en compte le contexte dans lequel ce lectorat s'insère : « *la réception n'est pas seulement déterminée par la relation livre-lecteur au sens strict (tout ne se joue pas uniquement entre un livre et un individu), mais ses interprétations, ses décodages sont influencés par les conditions sociales, cognitives, esthétiques de réception de l'individu [...]. Le livre est un objet qui a la propriété d'être réactivé à chaque lecture* » (Séгур, 2017)¹⁴². Cela fait écho à l'expérience esthétique décrite par John Dewey en 1934 pour qui, l'œuvre connaît la communication « *que lorsqu'elle opère dans l'expérience des autres* » (Dewey [1934], 2014, p. 186). Par ailleurs, le philosophe (et pédagogue et psychologue) est vu par la communauté scientifique (Méadel, 2009 ; Blondiaux et al., 2001) comme l'un des précurseurs de la réhabilitation de la liberté d'interprétation du public face aux médias, avec son essai *Le public et ses problèmes* (1927). Il y définit l'opinion publique comme « *un jugement formé par ceux qui constituent le public et concerne les affaires publiques* » (Dewey [1927], 2010, p. 275). Pour celui-ci, « *le produit* » ne peut être défini, évalué sans impliquer « *ceux qui perçoivent et apprécient le produit* » (Dewey [1934], 2014, p. 98-99). Michel de Certeau a également largement contribué à concevoir la réception (sans néanmoins utiliser ce terme) comme un processus socialement situé, mais non déterminé. Le philosophe et théologien s'oppose à une conception passive du « *consommateur* » revendiquée par la tradition critique¹⁴³. Il appréhende, en effet, l'activité de consommation de contenus sous l'angle du braconnage : « *le consommateur* » rendrait plus semblable ce qu'il assimile à lui-même qu'il se rendrait semblable à ce qu'il assimile. Une autre tradition de recherche participe à l'émergence des travaux sur la réception : l'École de Columbia. À la suite de la mise en lumière du phénomène d'exposition sélective par Paul Lazarsfeld et de son équipe, Elihu Katz et Jay Blumler (1974) ont théorisé l'autonomie relative des récepteurs par leur capacité de sélection des contenus médiatiques. Le sociologue et le chercheur en communication mettent la focale, non plus sur les effets des médias, mais sur leur usage par les publics et les gratifications (plaisir, information, apprentissage, etc.) qu'ils en retirent (courant des

¹⁴¹ La notion de réception, comme le rappelle Éric Maigret, « *est issue du vocabulaire technique, mais détachée de ses connotations cybernétiques et behavioristes* » (Maigret, 2007, p. 126). Autrement dit, elle est plus abordée en tant que processus qu'impact (Méadel, 2009).

¹⁴² L'expérience esthétique, au sens de Hans Robert Jaus, a été réinterprétée par la chercheuse en communication Laurence Allard (1994). Cette expérience esthétique comprend trois pôles : la production, la réception et la communication. Par la production se crée un monde propre, par la réception la perception des choses se renouvelle, la communication et plus exactement la communication intersubjective que génère l'œuvre conduit à la construction de normes d'action. L'expérience esthétique a alors une fonction de création sociale de monde propre et est la clé de la connaissance de ce monde propre.

¹⁴³ « *Ceux qui disent, écrivent, mettent sur le marché, ou font lire, ont un pouvoir sur ceux qui consomment [...] celui d'imposer du sens et les formes qui le véhiculent* » (Maigret, 2007, p. 127).

Uses and gratifications). À l'issue de l'étude de réception sur la série Dallas, au cours de laquelle des résumés d'extraits diffusés sont demandés aux différents groupes constitués, les recherches de l'École de Columbia mettent en évidence les différentes formes de lecture, plus ou moins critiques, des extraits en fonction des groupes. Résultats qui rappellent les travaux pionniers menés par Stuart Hall, l'une des figures des *Cultural Studies* britanniques. Premièrement, il montre qu'il n'y a pas de correspondance directe entre la production et la réception, avec les trois typologies de positions que peut prendre le récepteur¹⁴⁴. Deuxièmement, il rappelle que production (codage) et réception (décodage) sont liées. Le public est à la fois source et récepteur du message. Le processus de production est façonné par « *des significations et des idées, un savoir usuel concernant les procédures courantes de production, des compétences techniques historiquement définies, des idéologies professionnelles, des définitions et des suppositions, des hypothèses sur le public* », mais aussi, « *tirent des sujets et des façons de les traiter, des ordres du jour, des événements, du personnel, des images du public, "des définitions de situations" d'autres sources [...]* » (Hall, 1994, p. 30). C'est le sens construit qui « *influence, divertit, instruit ou persuade* » (Hall, 1994, p. 31). Dans les études de réception, les publics participent activement à la construction de sens. Elles dépassent ainsi le courant des *Uses and Gratifications* des sujets interprétants (sélection et filtre des messages). Cette compétence du récepteur à attribuer voire à construire du sens est individuelle et collective¹⁴⁵. En effet, dans la réception, il n'est pas seulement question des capacités individuelles face à une production, mais d'un individu doté de ressources collectives (Méadel, 2009). L'émergence des travaux sur la réception réunit donc des traditions de recherche différentes : de recherches positivistes sur les publics aux recherches compréhensives et constructivistes. Ces recherches convergent vers une complexification de la tradition critique qui insistait sur le pouvoir idéologique unilatéral des médias. Si, comme le signale James Curran, en visant les *cultural studies* américaines, « *le texte médiatique n'est pas ouvert à une polysémie illimitée* » (Breton, Proulx, 2016, p. 243)¹⁴⁶, le récepteur est relativement libre de son interprétation voire participe activement à sa construction.

¹⁴⁴ Une position dominante hégémonique : le message est décodé en fonction du code de référence : « *le téléspectateur opère en fonction de l'ordre dominant* » (Hall, 1994, p. 37). La communication semble alors parfaitement transparente. Une position négociée : le public accepte une définition hégémonique dans l'idée, du point de vue d'un intérêt général, mais va agir différemment en situation. Cette position est traversée de contradictions. La position oppositionnelle : le public décode ce qui est dit de manière contraire. Il inscrit le message dans un autre cadre de référence, par exemple s'il perçoit que l'intérêt général défendu est un intérêt de classe. La portée idéologique d'un message n'est donc pas seulement le propre de la production mais aussi de la réception.

¹⁴⁵ En effet, le récepteur participe, selon Stanley Fish à une ou plusieurs « *communautés interprétatives* » : « *les significations ne sont la propriété ni de textes stables et fixes ni de lecteurs libres et indépendants, mais de communautés interprétatives qui sont responsables à la fois de la forme des activités d'un lecteur et des textes que cette activité produit* » (Fish 2007, p. 55 cité par Magdelaine-Andrian-jafitrimo, Idelson, 2017).

¹⁴⁶ Le récepteur a un rôle déterminant dans la construction de sens (Allard, 1994, p. 3). Il ne s'agit pas pour autant de s'inscrire dans une démocratie sémiotique, selon l'expression de John Fiske (2007).

« *Relativement* », car il reste ancré dans une société, avec ses codes et ses représentations. Surtout, s'intéresser à la réception ne signifie pas nier les effets que peuvent avoir des productions, mais au contraire en rendre compte. En effet, David Morley, à la suite de Stuart Hall, indique que les études de réception des *cultural studies*, dont les siennes, montrent justement une influence des médias sur les publics : ce sont les lectures proposées par l'émission qui sont les plus fréquentes. Elihu Katz lui-même dira que ses études sur le décodage de la série Dallas pourraient être une « *nouvelle méthode empirique d'étude des effets de la domination culturelle (télévisuelle) américaine dans différents pays du monde* » (Katz cité par Breton, Proulx, 2016, p. 243).

Depuis la fin des années 70, des études de réceptions qualitatives se sont multipliées auprès des publics (Champagne 1971, Morley 1978). Certaines se centrent sur la manière dont un individu décode un message en fonction de contextes sociaux (Radway 1984, Fiske 1987, Dayan 1992, Morley 1992). D'autres se concentrent davantage sur les interactions entre les récepteurs ou des récepteurs avec les contenus (Mehl, 1996 ; Calbo, 1998 ; Pasquier, 2002). Dans l'une ou l'autre de ces perspectives, l'étude de réception peut être expérimentale (des supports sont exposés à des personnes autour desquels elles discutent) ou elle peut avoir lieu dans le cadre habituel des personnes concernées par l'étude (au sein de la famille, lorsqu'elle regarde une émission en particulier). La chercheuse peut être observatrice de ce qui est décodé par les personnes ou s'intéresser aux interactions qui ont cours (Balland et al., 2015). Dans le cadre de mon enquête, il ne s'agit pas de s'intéresser aux mécanismes de construction de sens comme peut le faire Charlotte Dolez (Dolez, 2015), bien que, tout comme elle, je prendrai en compte les représentations sociales des personnes interviewées. Il ne s'agit pas, non plus, d'observer la façon dont interagissent les personnes entre elles et avec le contenu diffusé (Berjaud, 2015). En effet, je m'attacherai, premièrement, à identifier ce que comprennent des publics des supports de communication, comme le fait Sandra Rodriguez (2006) en s'appuyant sur René-Jean Ravault (Ravault, 1984), par le biais de leur discours : « *la réception n'a d'existence sociale que sous forme de discours [...]. Ce sont ces discours qu'il faut prendre au sérieux, non pour qu'ils nous disent ce qui s'est passé "dans la tête des gens" durant leur exposition aux messages en question, mais pour ce qu'ils sont, c'est-à-dire des activités de compte-rendu en tant que telles, qui sont la réception elle-même et non la trace d'autres phénomènes* » (Boullier, 2004, p. 62). Deuxièmement, comme indiqué tout au long de ce chapitre, je m'attacherai à identifier les représentations sociales des différents interlocuteurs. Les représentations sociales sont alors appréhendées comme des réceptions différées : elles permettent de comprendre le sens construit sur la solidarité internationale en dehors du seul moment de la réception directe. Comme le souligne Éric Maigret, le terme de réception n'est peut-être d'ailleurs pas adapté puisque l'idée est de « *prendre en compte l'ensemble des opérations qui constituent les lecteurs ou les spectateurs dans leur existence au jour le jour,*

sans en rester à un moment "r" de la réception (échange simple et isolable entre un producteur et un récepteur) » (Maigret, 2007, p. 236-237). Ainsi se préoccuper de la réception revient à reconnaître la relative autonomie des récepteurs vis-à-vis des contenus.

2.2 La psychologie sociale

La psychologie sociale appartient à la 16^e section du CNU : la psychologie. La psychologie est définie par la Société française de psychologie comme « *la science qui a pour but de comprendre la structure et le fonctionnement de l'activité mentale et des comportements associés. Comme dans toute science, les connaissances psychologiques sont établies au moyen d'observations et d'expérimentations* »¹⁴⁷. La psychologie sociale est l'un de ses domaines de recherche, elle « *s'intéresse aux interactions et aux représentations sociales* »¹⁴⁸. Cette définition posée reste une question clé pour cette thèse : la psychologie sociale est-elle épistémologiquement compatible avec les sciences de l'information et de la communication ? Propose-t-elle, en son sein, une théorisation de la représentation sociale en adéquation avec notre perspective constructiviste ? Il semble que oui.

2.2.1 Psychologie sociale et SIC : deux disciplines potentiellement compatibles...

Selon Serge Moscovici, la psychologie sociale est à mi-chemin entre la psychologie — qui s'intéresse à l'individu — et la sociologie — qui s'intéresse à la société¹⁴⁹. Or, « *il n'y a d'individus que pris dans un réseau social, et [...] de société que fourmillant d'individus divers [...]. [...] de surcroît [...], dans chaque individu habite une société : celle de ses personnages imaginaires ou réels, des héros qu'il admire, des amis et ennemis, frères et parents avec lesquels il nourrit un dialogue intérieur permanent* » (Moscovici, 2014, p. 5). Il sort ainsi d'un dualisme fortement ancré entre individualisme et holisme. C'est en ce sens que la psychologie sociale est « *la science du conflit entre l'individu et la société* » (Moscovici, 2014, p. 6). Cette vision de la psychologie sociale comme étude des relations conflictuelles entre l'individu et la société semble être en adéquation avec l'approche épistémologique mobilisée dans cette recherche, le relationnalisme méthodologique (Corcuff, 2012). De plus, cette recherche doctorale vise à étudier un processus de communication : la construction de sens sur la solidarité internationale et tente de

¹⁴⁷ Société française de psychologie, La psychologie, <http://www.sfpsy.org/spip.php?rubrique24>, consulté le 24 janvier 2019.

¹⁴⁸ Voir note précédente.

¹⁴⁹ La psychologie sociale est rattachée à la 16^e section du CNU (psychologie), mais été autrefois rattachée à la sociologie.

proposer des pistes pour un paradigme de la communication de solidarité internationale. Le recours à la psychologie sociale, qui étudie interactions et représentations sociales, semble particulièrement pertinent. Dans notre approche complexe de la science, il ne s'agit pas de juxtaposer des concepts et des pratiques, mais de les tisser ensemble. C'est ce que j'ai tenté de faire en prenant appui sur le psychosociologue Serge Moscovici, qui a ouvert la voie à des connexions entre communication et psychologie sociale. Le psychosociologue est particulièrement mobilisé en science de l'information et de la communication (Durand, Lits, 2005 ; Liquète, Lehmans, 2019). Si je m'inspire de la pensée de Serge Moscovici, c'est aussi pour sa prise de distance quant aux dérives quantitativistes de la psychologie (Lehmans, 2018) et pour « *son* » concept de représentation sociale qui permet d'échapper au fonctionnalisme. En effet, Birgitta Orfali précise que traditionnellement, jusqu'à la fin des années 60, la psychologie sociale a pour objet l'influence sociale propre au « *paradigme fonctionnaliste qui postulait l'action d'une source active d'influence sur une cible passive* » (Orfali, 2015, p. 306). Serge Moscovici est en rupture avec la psychologie sociale de l'époque puisqu'il envisage l'influence¹⁵⁰ comme un processus d'action-réaction. L'influence n'est donc pas à sens unique et la cible n'est pas passive : ce sont les interactions réciproques et conflictuelles qui sont vectrices d'influence mutuelle et de changement social. Autrement dit, ces interactions créent du sens commun — le psychosociologue parle de représentations sociales. C'est du mouvement des représentations, de par le conflit des interactions, que peut advenir le changement social. Ces interactions sociales tiennent un rôle déterminant dans ce nouveau paradigme de la psychologie sociale, qui peut être comparable au changement paradigmatique de la communication, à la même époque, où le récepteur n'est plus considéré comme un réceptacle. Serge Moscovici, dès les années 70, considérait alors que la discipline avait « *comme objet central, [...] tous les phénomènes ayant trait à l'idéologie et à la communication, ordonnés au plan de leur genèse, leur structure et leur fonction* ». Les phénomènes de l'idéologie touchent aux représentations sociales exprimées par les préjugés, stéréotypes et croyances, mobilisées par les individus pour communiquer et agir. Cette approche est alors en rupture avec le behaviorisme — « *ce sont de telles représentations qui façonnent cette réalité mi-physique, mi-imaginaire, qu'est la réalité sociale* » (Moscovici, 2014, p. 7) —, et a donc été loin de faire l'unanimité au sein de la psychologie sociale traditionnelle. Quant aux phénomènes de communication, ils étaient, tout d'abord, appréhendés par Serge Moscovici (2014) comme « *les moyens utilisés pour transmettre une certaine information et influencer autrui* » et constitués en trois modes :

¹⁵⁰ L'influence sociale indique aux individus comment se comporter dans la plupart des situations (Moscovici, 2014, p. 137)

la diffusion, la propagation et la propagande¹⁵¹. Cette vision de la communication semble s'être modifiée au cours du temps. En effet, en 2005, le psychosociologue qualifie de « *communication* » les « *interactions qui sont universelles* » (Moscovici, 2005, p. 17). Il revient également sur la notion d'influence jugée « *floue* » et « *mystérieuse* » : elle relève de « *l'hypnose* ». Par ailleurs, le psychosociologue regrette que la psychologie sociale ne se soit pas plus saisie de la question communicationnelle « *On peut se demander pourquoi il y en a si peu [peu de chercheurs, peu de recherches et de théories en communication], pourquoi la psychologie sociale s'en occupe si peu* » (Moscovici, 2005, p. 23). Lorsque c'est le cas, c'est plutôt la notion d'influence qui est étudiée : on parle alors de communication persuasive¹⁵². Plus récemment, des recherches interdisciplinaires croisent sciences de l'information et de la communication et psychologie sociale. Celles-ci s'intéressent, à la « *communication engageante* » (Bernard, Joule, 2005 ; Bernard, 2006 ; 2007 ; 2015) ou à la communication publicitaire (Chabrol et al., 2004 ; Fourquet-Courbet, 2004). Malgré le changement paradigmatique (constructiviste) ouvert par Serge Moscovici, les méthodologies expérimentales (positivistes) ne sont pas pour autant abandonnées (Orfali, 2005), comme cela est visible dans de récents travaux (Rateau et al., 2012 ; Fourquet-Courbet, Courbet, 2009 ; Bernard, Joule, 2005). Cette approche positiviste reste d'ailleurs présente dans le manuel de psychologie sociale de Serge Moscovici qui semble pourtant être la figure qui s'en éloigne le plus (Lehmans, 2018). En effet, la psychosociologie classique s'appuie sur deux méthodologies scientifiques positivistes qui perdurent dans le nouveau paradigme psychosocial¹⁵³ : la méthode d'observation, sur le terrain et la méthode expérimentale, en laboratoire. Dans le premier cas, l'observateur est extérieur à l'objet d'étude. L'enquête par interview est une autre forme d'observation sur le terrain, ces interviews sont plutôt directives. D'ailleurs, elles prennent souvent la forme de questionnaires écrits : à chaque question l'enquêté choisit une réponse préformulée. Dans le second cas, l'expérimentation « *vise à provoquer une série de réactions dans des conditions fixées à l'avance* » (Moscovici, 2014, p. 18). Les causes sont alors délimitées et les effets prévus à l'avance. Ces méthodologies découlent de différentes hypothèses, qu'elles doivent confirmer ou infirmer. Si Serge Moscovici propose un changement paradigmatique de la psychologie sociale, les applications méthodologiques semblent rester positivistes.

¹⁵¹ La communication est alors, dans cette conception, liée à la transmission pour influencer autrui : la sémiologie y est alors particulièrement importante. La sémiologie fait « *partie de la psychologie sociale* », comme le rappelle le linguiste Ferdinand Saussure (Saussure 1916 cité par Moscovici, 2014, p. 7) : d'ailleurs, l'intention de communiquer pour Serge Moscovici est « *le critère du message sémiologique* » (Mounin 1968 cité par Moscovici, 2014, p. 7).

¹⁵² Comme l'exprimait déjà la psychologue Germaine de Montmollin, le but de la publicité est de « *faire changer* » par l'influence. Ce serait le rôle de la psychologie sociale de l'étudier (Montmollin, 2014, p. 89).

¹⁵³ Ces méthodologies sont reprises du manuel de psychologie sociale de Serge Moscovici, datant de 1984 (Moscovici, 2014).

Pour le dire autrement, les théories psychosociales et ses méthodologies restent marquées par le positivisme alors même que le conflit individu/société et le concept de représentations sociales dénotent un tournant constructiviste. C'est pourquoi l'approche communicationnelle proposée dans ma démarche de recherche a vocation à mettre en exergue des articulations théoriques entre sciences de l'information et de la communication et psychologie sociale. Cette articulation se doit d'être compatible avec l'épistémologie constructiviste et engendrer une méthodologie non positiviste.

2.2.2 ... en particulier grâce au concept de représentation sociale qui s'inscrit dans une perspective constructiviste

Non seulement, comme je viens de le montrer, les sciences de l'information et de la communication et la psychologie sociale peuvent être épistémologiquement compatibles quand il s'agit de convoquer la notion de représentation sociale, mais cette dernière s'inscrit parfaitement dans la perspective constructiviste de cette thèse. En effet, la psychologie sociale a théorisé plusieurs modèles de représentations sociales à partir des principes posés, à partir des années 60, par Serge Moscovici (Cf. les trois modèles identifiés dans la section 1.2 de ce chapitre). Selon ces grands principes, l'émergence d'une représentation sociale suit un processus d'objectivation et d'ancrage. Le processus d'objectivation conduit à ce que les individus, par leurs interactions, fassent d'un concept une image (noyau figuratif¹⁵⁴). La représentation se naturalise et se substitue à l'objet. Elle prend le statut d'une évidence tout en étant décontextualisée de son émergence. Cette évidence, dans la vie quotidienne, n'est pas nécessairement remise en question. « *Objectiver, c'est résorber un excès de significations en les matérialisant* » (Moscovici 1976 cité par Jodelet, 2014, p. 373). Par exemple, la solidarité internationale, comme je le montre dans cette thèse, est souvent réduite à l'aide, alors même que le concept à émerger dans un contexte visant à mettre accent sur le « *faire ensemble* ». Selon Denise Jodelet, le processus d'objectivation construit un noyau figuratif stable qui servira de « *cadre et d'instrument pour orienter les perceptions et les jugements [des individus] dans une réalité socialement construite. Il donne ses outils à l'ancrage, second processus de la représentation sociale* » (Jodelet, 2014, p. 377). L'ancrage est l'enracinement social de la représentation et de son objet dans une pensée déjà constituée. Par exemple, la représentation philanthropique de la solidarité internationale s'inscrit

¹⁵⁴ Denise Jodelet s'inspire de Serge Moscovici pour affirmer que la représentation est double : elle comprend l'aspect « *figuratif* » et l'aspect « *signifiant* » (la figure/le sens). Ce sont des phénomènes spécifiques produits par des actes issus à la fois des mécanismes psychiques et des mécanismes de communication (Jodelet, 1993).

dans une pensée marquée par des relations de domination entre les pays du Nord et du Sud (cf. chapitre I). Le processus d'ancrage complète celui d'objectivation : il s'agit de comprendre comment la nouvelle représentation va s'imbriquer dans le système de pensée et de valeurs existant des individus et des groupes. L'ancrage articule les trois fonctions de la représentation sociale : « *la fonction cognitive d'intégration de la nouveauté, une fonction d'interprétation de la réalité, une fonction d'orientation des conduites et des rapports sociaux* » (Ibid., p. 378). D'abord, l'ancrage est une signification donnée à l'objet représenté. Le système de valeurs en présence dans la société apporte des significations à l'objet et à sa représentation. Les différents courants de pensée liés à l'objet représenté l'inscrivent dans des perspectives différentes. La représentation peut donc avoir plusieurs sens en fonction des groupes. Le groupe exprime les contours et l'identité de la représentation de l'objet par les sens qu'il donne à ses éléments. La représentation rend compte de son lien avec une culture ou une société donnée, elle renvoie à des univers de sens et de savoirs inhérents à la société et donc communs dans une certaine mesure entre plusieurs individus. Une nouvelle représentation s'inscrit dans un système préexistant, elle est donc fonction de l'interprète, « *elle n'est pas simple reproduction, mais construction et comporte dans la communication une part d'autonomie et de création individuelle ou collective* » (Jodelet, 2014, p. 369). En conséquence, la représentation peut, premièrement, en rentrant en contact avec d'autres systèmes de pensée, transformer l'un et l'autre, et ainsi donner à voir une nouvelle vision. Deuxièmement, les anciens cadres de pensée peuvent prévaloir, les éléments de la nouvelle représentation vont alors être « *rangés* » dans les catégories existantes. Ensuite, les représentations sociales contribuent à constituer les rapports sociaux (en plus de les exprimer) : ce « *système d'interprétation a une fonction de médiation entre l'individu et son milieu et entre les membres d'un même groupe. Capable de résoudre et d'exprimer des problèmes communs, devenus code, langage commun, il va servir à classer individus et événements, à constituer des types en regard desquels les autres individus et les autres groupes seront évalués ou positionnés* » (Ibid., p. 379). Enfin, la représentation permettra alors de guider l'action.

Cette approche évolutive des représentations sociales est cohérente avec le courant constructiviste, bien que les termes employés soient différents. Peter Berger et Thomas Luckmann parlent, en effet, d'objectivation et d'intériorisation de la réalité sociale (Berger, Luckmann, 2008b). Surtout, cette approche permet de saisir les liens entre représentations sociales et communication : les représentations sociales sont à la base du rapport à l'autre en même temps que la communication les nourrit (Moscovici, 2005). C'est pourquoi, s'intéresser aux représentations sociales, c'est reconnaître la construction sociale de la réalité (Moscovici, 2014).

Les représentations sociales sont au carrefour de plusieurs disciplines et trouvent donc leur place dans l'approche interdisciplinaire qui marque les sciences de l'information et de la

communication (Ollivier, 2007). Cependant, la conceptualisation la plus usitée est due au psychosociologue Serge Moscovici qui a introduit un courant constructiviste au sein de sa discipline. Cette dernière, de par son objet même, permet de dépasser la dichotomie qui paraissait irréductible entre holisme et individualisme. Elle rejoint alors le relationnalisme méthodologique (Corcuff, 2012) que j'ai adopté dans ce travail de recherche, car il semble particulièrement en phase avec les sciences de l'information et la communication. Cependant, certaines conceptualisations (celle de l'influence par exemple) et la plupart des méthodologies mises en œuvre restent d'inspiration positiviste comme cela est visible dans le manuel de psychologie sociale de Serge Moscovici (Moscovici, 2014) et comme, le dénonce par ailleurs Birgitta Orfali (Orfali, 2005). Ainsi, utiliser les théories des représentations sociales s'inspirant de Serge Moscovici (1993) ne pose pas de problème particulier pour notre recherche en sciences de l'information et de la communication. À condition, toutefois, de s'inscrire dans une approche méthodologique qui s'éloigne du positivisme marquant les méthodes les plus couramment utilisées en psychologie sociale.

Conclusion du chapitre II

Ainsi, l'approche communicationnelle, telle qu'elle est théoriquement définie dans ce chapitre peut se résumer en quatre points. Elle appelle à la mise en dialogue de disciplines (1), en particulier les sciences de l'information et de la communication d'une part et la psychologie sociale d'autre part. Les deux peuvent se penser ensemble dans une épistémologie constructiviste, grâce à la voie ouverte par des psychosociologues (Moscovici, 1993 ; Orfali, 2005 ; Boyer, 2019) et des communicologues (Wolton, 2011 ; Lehmanns, 2018 ; Liqueur, Lehmanns, 2019), pensant la récursivité entre communication et représentations sociales. Ensuite (2), cette approche communicationnelle demande de prendre en compte la non-linéarité des deux pôles communicationnels — la production et la réception — posant les bases de l'incommunication, qui sera davantage développée en troisième partie. L'analyse des pôles communicationnels — en prenant en compte les aspirations sociales et les représentations sociales (3) — permet d'étudier une communication politique particulière (4) : celle des associations de solidarité internationale. Je sépare ces deux pôles pour les étudier et pour mieux les relier : « [...] la complexité s'introduit quand on considère tout que tout ce qui est séparable est en même temps inséparable et que tout ce qui est inséparable est séparable » (Morin, 2018, p. 131). Quant à la dimension politique de cette approche, elle implique, à mon sens, d'étudier en particulier les aspirations sociales des acteur·rices de solidarité internationale et les moyens mis en œuvre pour les atteindre, ainsi que leurs représentations sociales. Ces caractéristiques de l'approche communicationnelle viennent compléter les premières mises en avant dans l'Introduction générale :

le cadre épistémologique reposant sur la complexité et le relationnalisme méthodologique d'une part et, d'autre part, la posture de la chercheuse-actrice qui essaie de tendre vers un « *faire avec* » les acteur·rices concerné·es et volontaires.

Cette approche communicationnelle doit maintenant se traduire dans les outils méthodologiques mis en œuvre, c'est l'objet du chapitre suivant.

Chapitre III. La mise en œuvre de l'enquête

L'approche communicationnelle théoriquement décrite dans le chapitre précédent trouve ici des applications méthodologiques. Le chapitre II montre que la recherche en sciences de l'information et de la communication menée repose sur une approche communicationnelle particulièrement cohérente avec le vocabulaire constructiviste (Corcuff, 2017) et notamment celui des représentations sociales (Moscovici, 1993). L'interdisciplinarité, en particulier le dialogue entre psychologie sociale et sciences de l'information et de la communication, fait, en effet, partie de cette approche communicationnelle. Cette dernière, comme le montre le chapitre II, repose, aussi, sur une remise en question de la norme de l'intercompréhension, puisque la réception n'est pas forcément hégémonique (Hall, 1994). Dès lors, j'ai fait le choix de mettre l'accent sur les productions médiatiques en tant qu'intentions des **ASI**¹⁵⁵ d'une part, et réception des publics d'autre part. Ces deux pôles sont néanmoins reliés, en ce qui concerne la communication de solidarité internationale dans l'espace public français, par des ancrages sociaux. Ainsi, afin d'assurer la cohérence de cette approche communicationnelle, le dispositif méthodologique doit tenir compte des trois éléments identifiés : le rôle des représentations sociales dans les situations de communication, les phénomènes d'incompréhension mettant au défi la communication et enfin, mon implication et engagement en tant que chercheuse-actrice qui tente, en adéquation avec l'enquête de John Dewey, de mener l'enquête avec les personnes concernées par le sujet d'étude. De plus, l'épistémologie constructiviste dans laquelle se situe cette recherche implique de sortir de méthodologies positivistes qui ont souvent cours en psychologie sociale, mais aussi dans certaines sciences sociales (Nguyên-Duy, Luckerhoff, 2007). C'est pourquoi il convient d'adapter les outils méthodologiques employés. Pour limiter les redondances du fait de l'usage de mêmes outils à plusieurs reprises, je fais d'abord état de la méthodologie générale de la recherche (1) pour ensuite traiter, plus précisément, des outils méthodologiques mis en œuvre (2).

¹⁵⁵ Il s'agit de non pas seulement s'intéresser aux contraintes des **ASI**, mais avant tout à leurs aspirations sociales (d'où une approche politique) et objectifs communicationnels.

1. Les méthodologies pour identifier le trouble et mener des expérimentations

Pour faciliter la lisibilité de la méthodologie, je la structure en fonction des pôles propres à l'étude de la communication telle que théoriquement explicitée dans le chapitre II, c'est-à-dire en mettant l'accent sur les intentions de production des **ASI** (1.1) et sur la réception par des publics (1.2).

1.1 La production médiatique de solidarité internationale

Afin d'analyser la production de contenus par les **ASI**, il s'agit, au regard de mon approche communicationnelle, d'aller au-delà de leurs pratiques communicationnelles. En effet, premièrement, étudier la production, c'est aussi prendre connaissance des représentations sociales¹⁵⁶ : celles des commanditaires ainsi que celles qui ont cours de façon plus générale au sein de groupes militants¹⁵⁷ et citoyens. Deuxièmement, étudier la production en communication politique implique de rendre compte des aspirations sociales des **ASI**, en s'intéressant à la façon dont elles s'autodéfinissent. Avant de développer méthodologiquement ces points, je vais tout d'abord revenir sur les associations étudiées et les expérimentations menées.

1.1.1 Les initiatives de solidarité internationale étudiées

Pour rappel, la deuxième partie de cette thèse montre, en particulier au travers d'études empiriques portant sur neuf **ONG**, des problèmes de communication de solidarité internationale. La troisième partie, quant à elle, a vocation à développer et expérimenter des pistes pour une autre communication. Il s'agit ici de revenir, d'une part, sur le choix des neuf **ONG** et de préciser les principales expérimentations menées, d'autre part.

¹⁵⁶ Étudier les représentations sociales, c'est étudier la communication (Moscovici, 2005).

¹⁵⁷ J'appelle militant·es les acteur·rices ou associations de solidarité internationale qui participent aux programmes de RESACOOP.

*Les associations étudiées pour rendre compte des problèmes
communicationnels*

La production médiatique est particulièrement étudiée au sein de neuf **ASI**. Leur sélection résulte d'un croisement entre leur typologie et leur budget. Les têtes de réseau de solidarité internationale identifient 3 types d'**ASI** : celles relevant de l'humanitaire/urgence, du développement et de l'**ECSI**¹⁵⁸, parmi lesquels neuf associations ont été choisies. Cependant, les mêmes critères de sélection n'ont pas pu être utilisés pour chacune des trois catégories précitées :

- Pour les trois associations d'urgence/humanitaire et les trois de développement la sélection s'est faite selon les critères suivants : associations françaises aux plus gros budgets¹⁵⁹ identifiées comme étant de solidarité internationale par Coordination SUD¹⁶⁰.
- Pour les trois associations d'**ECSI**, pour lesquelles il manque les informations sur le budget, j'ai retenu le **CFSI** (la seule de cette catégorie qui apparaît dans le classement des ressources¹⁶¹) et les deux seules associations françaises d'**ECSI** étudiées par Coordination SUD.

Les neuf associations sélectionnées figurent donc dans les données collectées par Coordination SUD :

- Urgence/humanitaire : Médecins sans frontières (**MSF**), Action contre la faim (**ACF**), Handicap international (**HI**).
- Développement : Secours catholique, Secours populaire français, Comité catholique contre la faim et pour le développement – Terre solidaire (**CCFD TS**).
- **ECSI** : Comité français pour la solidarité internationale (**CFSI**), Centre de recherche et d'information pour le développement (**CRID**), Réseau d'information et de documentation pour la solidarité et le développement durable (**RITIMO**) pour l'**ECSI**.

Comme je l'ai mentionné dans le premier chapitre, cette catégorisation est réductrice. D'une part, les **ASI** peuvent cumuler ces différents champs d'action, d'autre part, cette catégorisation semble mettre de côté les associations environnementales et de défense des droits humains. Cependant,

¹⁵⁸ Cf. introduction générale et chapitre I. Coordination Sud, la plateforme nationale des associations de solidarité internationale utilise cette classification et y rajoute le volontariat.

¹⁵⁹ <http://www.capital.fr/a-la-une/actualites/special-associations/associations-caritatives-auxquelles-donner-en-confiance>

¹⁶⁰ <http://www.coordinationsud.org/wp-content/uploads/Etude-Argent-et-associations-de-solidarit---internationale-2006-2011-vf.pdf>

¹⁶¹ <http://www.capital.fr/a-la-une/actualites/special-associations/associations-caritatives-auxquelles-donner-en-confiance>

ces dernières n'intègrent pas ou peu les réseaux de solidarité internationale. Les **ASI** étudiées seront présentées dans la deuxième partie de cette thèse.

Les expérimentations menées pour une autre communication de solidarité internationale

En tant que salariée dans le domaine de la solidarité internationale et militante associative, j'ai eu l'occasion de mettre en place des initiatives visant à expérimenter de nouvelles manières de communiquer la solidarité internationale. Celles-ci n'ont néanmoins pas toutes fait l'objet d'un dispositif évaluatif rigoureux, cela pour plusieurs raisons : des initiatives spontanées et donc par définition non préparées, par exemple les questionnements sur les représentations sociales de solidarité internationale lors de mes diverses interventions ; des initiatives qui sont encore en cours et qui seront donc évaluées ultérieurement ; des initiatives terminées, mais dont les évaluations furent partielles, par manque de temps, etc. Au final, je ne décris ici que trois expérimentations¹⁶². Les deux premières sont menées dans le cadre du Grin. « *Grin* » est le nom que l'on donne au Mali à ces lieux de réunions conviviales à vocation éducative et solidaire où l'on refait le monde autour d'un thé. Le Grin ici étudié est, pour ses porteur·ses, en particulier les membres de l'association franco-malienne Kodon, un espace de causerie. Le Grin se fait aussi grain de sable : il ne s'agit pas de se complaire dans des certitudes, mais de les mettre en débat. Jusqu'en 2018, sa thématique de réflexion est la solidarité internationale, le Grin est formalisé comme la tentative d'une co-construction conflictuelle d'un savoir pluriversel sur la solidarité internationale (thématique principale depuis 2016). Les deux expérimentations du Grin retenues sont des émissions de radio éponymes et l'événement « *Réveries de promeneurs solidaires* », organisé dans le cadre de l'événement national, décliné en région : le Festival des solidarités¹⁶³. La troisième expérimentation concerne le projet « *Frame Voice Report !* » fruit du travail de six plateformes européennes de structures actrices de la solidarité internationale (Danemark, Finlande, Pays-Bas ainsi que les régions Auvergne-Rhône-Alpes (France - **RESACOO**P), Catalogne (Espagne), Piémont (Italie) et la Belgique flamande) partageant une même volonté d'améliorer la qualité des messages, véhiculés ou non dans les médias, sur les questions de solidarité internationale. Le projet, déposé au sein du programme *EuropeAid* - appels d'offres & appels à propositions publiés par la Direction générale Développement et Coopération de la Commission européenne – a permis à chaque partenaire d'obtenir des fonds à redistribuer dans leur région respective. L'initiative *Frame Voice Report !* en

¹⁶² Six initiatives seront cependant mentionnées dans le chapitre IX.

¹⁶³ La coordination régionale, en Auvergne-Rhône-Alpes, du Festival des solidarités est assurée par RESACOO

Auvergne-Rhône-Alpes s'est matérialisée par deux appels à projets identiques, mais décalés dans le temps, à destination de porteur·ses de projet. Pour les lauréat·es, leur projet est entièrement clôturé, rapport narratif inclus, — pour le premier appel à projets — au 31 juillet 2019 et — pour le second appel à projets — au 30 avril 2020¹⁶⁴. Le premier appel permet de financer 10 projets pour un montant total de 227 479 €. Le second appel finance 20 projets, à hauteur de 358 562 €. Ces expérimentations sont davantage décrites en annexes et dans le chapitre IX.

Qu'il s'agisse de l'identification de problèmes de communication des **ASI** ou des expérimentations menées, desquelles découlent aussi un certain nombre de pistes à expérimenter, l'accent est mis sur les aspirations sociales des **ASI** et les représentations sociales comme éléments clés de la communication politique.

1.1.2 S'intéresser aux aspirations sociales pour comprendre la communication politique

Afin d'étudier la communication de solidarité internationale, je m'intéresse aux aspirations sociales que portent ses acteur·rices¹⁶⁵ : comment la solidarité internationale est-elle appréhendée ? Quels sont les idéaux poursuivis ? Pour les faire émerger, j'ai recours à plusieurs outils¹⁶⁶. D'abord, grâce à la méthode du dictionnaire je reviens sur le sens institué de « *solidarité internationale* » (chapitre I), puisque les acteur·rices étudié·es s'en revendiquent ou sont identifié·es comme telles par les têtes de réseaux. Concernant l'identification des problèmes de communication des **ASI**, je me réfère, d'une part, aux discours d'auto-identification des associations sur leur site Internet, d'autre part à l'analyse des entretiens avec les neuf communicant·es. Tout d'abord, les onglets¹⁶⁷ des sites Internet des **ONG** me livrent des informations sur leur vocation et leurs aspirations et la façon dont elles comptent les traduire en actes. Pour analyser les contenus, j'utilise une méthode simple d'analyse énoncée par Laurence Bardin (2007), permettant d'extraire des informations de documents. Il ne s'agit ni de prendre en compte les contenus non textuels ni la structure linguistique du texte, mais de considérer les concepts utilisés. D'autre part, des entretiens individuels ont été menés auprès des responsables communication des **ASI** sur une période allant de juin 2017 à mars 2018, ceux-ci

¹⁶⁴ RESACOOOP doit ensuite envoyer son propre rapport final à la plateforme cheffe de file (danoise), qui transmet un rapport international à la Commission européenne.

¹⁶⁵ Je parle ici d'acteur·rices, car les expérimentations menées le sont auprès de collectifs de solidarité internationale qui ne sont pas toujours associatifs.

¹⁶⁶ Les méthodologies évoquées ici sont détaillées dans la deuxième section.

¹⁶⁷ Onglet « *qui sommes-nous ?* », voir annexe 11.

me permettent d'accéder aux aspirations sociales, aux pratiques communicationnelles, mais aussi aux représentations sociales des communicant·es. Parmi les neuf communicant·es, je n'avais jamais eu de contact avec le **CFSI**, le Secours populaire français, le Secours catholique et Médecins sans frontières. Il est important de rappeler que j'ai été salariée aux sièges d'Action contre la faim et de Handicap international ; que j'ai accompagné la délégation du **CCFD-TS** au Forum social mondial à Montréal et que j'ai eu l'occasion de rencontrer à multiples reprises des salarié·es du **CRID** et de **RITIMO** dans le cadre de mes activités associatives, professionnelles ou non. Deux difficultés principales ont été rencontrées pour mener ces entretiens. Premièrement, la prise de contact avec le Secours catholique et surtout avec Médecins sans frontières a été laborieuse (non-réponse). Cela explique la plage étendue de rencontres. Deuxièmement, je comptais rencontrer la direction du service communication, cela n'a pas toujours pu être le cas : le Secours populaire m'a renvoyée vers la directrice adjointe ; Handicap International vers l'ancien directeur général France actuellement responsable des relations institutionnelles de la fédération ; sans réponse des directions communication du **CCFD** et du Secours catholique, j'ai été dirigée vers les responsables relations aux publics. Les entretiens se sont déroulés en deux parties, une partie discussion (cf. annexe 3) afin de libérer la parole et comprendre les aspirations des communicant·es ainsi que leurs pratiques communicationnelles, et une partie durant laquelle ils produisent une carte mentale (cf. annexe 2) afin de faire émerger les représentations sociales. Pour les neuf entretiens, je suis allée à la rencontre des communicant·es : Paris (7), Lyon (1), Marseille (1). Ils ont duré entre 1 heure et 2 heures 30. Je n'ai pas souhaité limiter la durée fixe d'entretien puisque touchant aux représentations sociales, un temps plus ou moins long est nécessaire pour libérer la parole. D'autre part, j'ai opté pour un cadre d'entretien convivial et basé sur la discussion, je me suis donc adaptée au rythme et aux contraintes des personnes interrogées. Huit entretiens se sont déroulés dans un cadre professionnel et un dans un café (entretien de 2 h 30). Cela s'explique par le fait que la personne en charge de la communication travaille à distance (Marseille) et n'a donc pas de local associatif. En accord avec mon approche communicationnelle, l'analyse a été envoyée aux interlocuteur·rices. L'objectif est de leur permettre de faire des remarques et commentaires mais aussi d'identifier les cohérences. J'y reviendrai dans la section suivante (2).

Concernant les expérimentations menées pour une autre communication de solidarité internationale, la démarche est quelque peu différente puisque j'ai eu un accès direct aux aspirations sociales, soit parce que j'ai participé à leur définition (expérimentations Grin) soit parce qu'elles ont fait l'objet d'un document de synthèse discuté en interne (*Frame Voice Report*!). En effet, les expérimentations Grin qui ont nourri l'ensemble de ma thèse nous ont amenés — le cofondateur de l'association Kodon et moi-même — à échanger sur un idéal de solidarité internationale : une

solidarité sans domination, à la fois réciprocaire, pluriverselle, acoloniale (cf. chapitre VII). « *Construire une solidarité mondiale sans domination* » fut d'ailleurs le thème de l'événement « *Rêveries de promeneurs solidaires* » organisé avec un collectif d'associations clermontoises. En outre, toutes les initiatives du Grin ont vocation à créer du débat contradictoire en vue de construire des savoirs. Quant au projet européen *Frame Voice Report !*, les aspirations ont été identifiées par les partenaires européens qui l'ont construit. Il est question d'améliorer les messages sur la solidarité internationale grâce à un cadrage non misérabiliste, à la collaboration entre **ASI** et journalistes et à la mise en avant de la parole des pays dits du Sud sur les Objectifs du développement durable (**ODD**)¹⁶⁸.

1.1.3 Étudier les représentations sociales pour étudier la production

Pour étudier la production des supports communicationnels des **ASI**, je m'intéresse aux représentations sociales de la solidarité internationale des communicant·es. Outre le fait de contextualiser les propos de mes interlocuteur·rices, le recours aux représentations sociales me permet de mieux comprendre les choix faits en termes de production. Ceux-ci ne résultent pas seulement des communicant·es, mais aussi des publics (Chabrol et al., 2004) ou du moins de l'idée qu'on s'en fait. C'est pourquoi je me suis intéressée plus largement aux représentations sociales de militant·es et de citoyen·nes en plus de celles des communicant·e·s. J'y reviendrai quand je traiterai de la réception.

Les expérimentations menées pour une autre communication de solidarité internationale sont directement liées à ces représentations sociales puisqu'elles cherchent à les interroger et à les pluraliser. Dans le cadre des deux expérimentations du Grin, les représentations sociales des initiateurs n'ont pas été spécifiquement étudiées, nous (les initiateur·rices) avons pris appui sur les études générales des représentations sociales de la solidarité internationale. Mes représentations sont certainement proches de celles des personnes interrogées, notamment du groupe militant, et comme certaines d'entre elles je n'y adhère pas¹⁶⁹. En revanche, ces représentations sociales ont été étudiées auprès de l'auditoire et des participant·es suite à l'événement et à l'issue d'un cycle de 10 émissions (cf. réception). En ce qui concerne le dispositif *Frame Voice Report !*, j'ai étudié les représentations sociales des organismes lauréat·es de l'appel à projets en Auvergne-Rhône-Alpes,

¹⁶⁸ *Frame Voice Report* est un appel à projets, permettant aux lauréat·es d'obtenir des fonds pour mener un projet de sensibilisation des habitant·es d'Auvergne-Rhône-Alpes (pour la France) sur ces ODD.

¹⁶⁹ Ce n'est pas parce que les termes caritatifs viennent en tête que c'est à cela que les personnes aspirent, ils font néanmoins partie des représentations sociales.

selon le même dispositif que pour identifier les problèmes de communication des **ASI**. Ce sont ces lauréat·e·s qui avaient pour mission de construire des projets de sensibilisation aux **ODD**. Ces représentations ont été étudiées en amont du projet et en aval, pour le premier appel à projets. La limite importante rencontrée est que, du fait d'un turnover important au sein des associations lauréates et de personnes absentes à l'un ou l'autre des ateliers, les personnes impliquées en début et en fin de projet ne sont pas toutes les mêmes. C'est pourquoi, pour le deuxième appel à projets nous (les chargés de mission **RESACOOP** travaillant sur *Frame Voice Report*), avons complété cette démarche par un questionnaire. Ainsi après l'étude des représentations sociales lors d'entretiens collectifs en amont du projet, un questionnaire a été envoyé à tous les lauréat·e·s. La même démarche pourra ainsi être mise en place en aval du projet (2020).

Au final, le but est donc d'étudier les aspirations politiques des **ASI**. Pour ce faire, j'ai analysé le contenu des sites Internet de neuf **ASI** représentatives de la diversité de la solidarité internationale et étudié les représentations sociales de nombreux·ses acteur·rices. Après avoir présenté rapidement le choix des associations et des expérimentations qui seront analysées, je vais maintenant évoquer les particularités de mes études en réception.

1.2 Étudier la réception avec les représentations sociales

En comparant les aspirations sociales aux contenus proposés et plus spécifiquement à ce qu'en comprennent les publics, c'est une démarche évaluative au sens des économistes Nicolas Chochoy et Emmanuelle Besançon qui est proposée. En effet, ils appréhendent l'évaluation « *comme un outil qui tisse un lien permanent entre une aspiration sociale et la réalisation la plus cohérente possible pour parvenir à cet avenir* » (Besançon, Chochoy, 2017). C'est pourquoi, en matière de communication, s'intéresser à la réception est essentiel.

1.2.1 L'identification des problèmes de communication

Partant des acquis des théories de la réception — une construction de sens intersubjective socialement située — la démarche mise en œuvre présente trois caractéristiques : elle est qualitative, menée en groupe et enfin contextualisée par les représentations sociales qui y ont cours. Cette démarche s'inspire des travaux de Sandra Rodriguez (Rodriguez, 2006) qui sont intéressants pour

la recherche menée à plusieurs égards : sur certains aspects méthodologiques,¹⁷⁰ mais aussi en raison d'une de ses thématiques de recherche : la publicité des **ONG**. La chercheuse s'intéresse, en effet, à la réception, auprès du public québécois, de publicités de collecte de fonds mises en œuvre par les **ONG**. Plus spécifiquement, elle cherche à comprendre comment les récepteur·rices de ces publicités perçoivent et réagissent face à cet « *appel à engagement* » au regard de leur connaissance du « *développement et de la coopération internationale* »¹⁷¹. L'intérêt de la démarche est de considérer que toute personne peut potentiellement être confrontée à ces publicités dès lors qu'elles sont diffusées dans l'espace public, que ces personnes constituent « *la cible* » des **ONG** ou non. L'enjeu, pour Sandra Rodriguez, est d'évaluer ce que pensent les publics pour questionner les contenus qui leur sont adressés par les **ONG**, dans un contexte de baisse progressive des dons. Pour cela, Sandra Rodriguez a mené 13 entretiens semi-directifs individuels auprès de jeunes adultes récepteurs potentiels. Trois profils de personnes ont été interviewés : cinq jeunes adultes ayant un fort intérêt pour les questions de coopération internationale, quatre jeunes adultes démontrant un intérêt faible pour ces questions et enfin quatre jeunes adultes vivant au Canada depuis moins de trois ans et venant des pays « *représentés comme "pays récipiendaires" de l'aide au développement par les ONG* » (Rodriguez, 2006, p. 80). Les entretiens menés sont divisés en trois étapes. Premièrement, un temps sur les conceptions du développement et l'image du Sud vise à faire émerger les stéréotypes entretenus et de rendre compte de s'ils en sont conscients ou non. Deuxièmement, un temps sur la perception des publicités de collecte de fonds des **ONG**. Troisièmement, un temps sur le désir d'engagement envers la solidarité internationale. Les données qualitatives ont d'abord été analysées par groupe et par étapes puis ont fait l'objet d'une synthèse globale. Je reprends de manière critique la démarche de la chercheuse en communication. Premièrement, je considère aussi la réception comme un processus individuel et collectif : il n'est pas seulement question des capacités individuelles face à un contenu, mais d'un individu doté de ressources collectives (Méadel, 2009) d'où l'importance des représentations sociales dans la réception. Tout comme Sandra Rodriguez, je pense qu'un premier temps sur les représentations sociales des interlocuteurs est essentiel pour comprendre les liens avec la réception des campagnes de communication. La manière de faire sera cependant différente puisque j'ai recours à un outil spécifique pour étudier les représentations sociales (cf. 2.2). Le deuxième point à mettre en discussion entre ma méthodologie et celle de Sandra Rodriguez est l'entretien. La chercheuse mène des entretiens individuels alors que je mène des entretiens collectifs au sein de groupes naturels, c'est-à-dire de personnes qui se

¹⁷⁰ Comme cela sera expliqué dans la suite de ce point, la méthodologie mise en œuvre diffère sur plusieurs aspects.

¹⁷¹ Je reprends ici les termes de l'autrice.

connaissent et qui ont l'habitude d'échanger ensemble. Les entretiens collectifs sont alors conçus comme des relations sociales (Braconnier, 2012 ; Comby, 2011). Troisièmement, les supports sont diffusés à des groupes de personnes diversifiées. En effet, comme le rappelle Sandra Rodriguez, une campagne dans l'espace public est potentiellement visible par tous. Surtout, les entretiens avec les communicant·es des **ASI** me montrent que les campagnes dont ils me font part sont principalement qualifiées de grand public (sauf quelques exceptions, cf. infra).

Plus précisément, dans mon enquête en réception, les produits communicationnels sont diffusés auprès de deux populations. Tout d'abord, des personnes très concernées par les questions de solidarité internationale sont sollicitées. Je les appelle, dans la suite du présent document « *militant·es* ». Ainsi j'ai proposé des entretiens à des personnes qui participent à des programmes de **RESACOOOP**. 23 militant·es, réparti·es dans les six groupes naturels précédemment cités, participent donc à l'étude. Ensuite, j'ai sollicité des personnes moins concernées par la solidarité internationale, au sens où elles ne sont pas impliquées dans le domaine. Je les appelle « *citoyen·nes* ». 17 citoyen·nes participent à l'étude, répartis en six groupes naturels : un groupe d'étudiantes de Licence 3 de la même classe, des membres d'une même famille (deux groupes), un groupe d'amis, un groupe de collègues du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes. Il est important de préciser que ces personnes ne sont ni mes étudiants, ni ma famille, ni mes amis et ni mes collègues. En effet, il me semblait important de mener ces études auprès de citoyen·nes qui n'étaient pas au fait de mes recherches, mais aussi de limiter « *l'entre-soi* ». Ces choix ont bien sûr constitué une difficulté supplémentaire pour trouver des personnes volontaires. J'ai alors sollicité les étudiant·es du Master II Communication et démocratie participative. Ces derniers devaient faire, dans le cadre de mon cours « *une communication associative repolitisée* », des enquêtes auprès de groupes naturels de leur entourage (pas seulement étudiants). Cependant la fermeture du master programmée à la fin de l'année 2019 a conduit à une réduction des effectifs déjà faibles. Seulement quatre entretiens ont été exploitables. Pour autant, cette démarche pédagogique a été intéressante à plusieurs égards. Déjà d'un point de vue de formation à la recherche puisque, pour expliquer l'étude de réception aux étudiants, ces derniers l'ont directement expérimentée en tant que récepteurs. Ils l'ont ensuite mise en œuvre auprès d'autres personnes. Surtout, la réécoute des entretiens menés m'a permis de faire des retours constructifs aux étudiantes. Par exemple, j'ai pu constater que bien qu'elles se soient approprié la méthodologie — jusqu'à adapter les cartes mentales quand leur public n'était pas réceptif — elles ont eu tendance, une étudiante en particulier, à rester dans le modèle vu en cours et dans les exemples de questions que j'avais moi-même donnés. Ce constat m'a amenée à me rendre compte que les entretiens que je menais étaient plus compréhensifs que semi-directifs. J'y

reviendrai ultérieurement. Enfin, la contribution des étudiantes me permet une réflexivité sur ma propre pratique. En effet, je peux ainsi comparer l'analyse des étudiantes d'un groupe donné et mes propres analyses sur ce même groupe. Ce qui me permet de constater si mon implication dans ma recherche ainsi que mes partis pris conduisent à des résultats différents, à partir d'un même matériel (l'enregistrement des entretiens¹⁷²). En effet, pour Alain Blanchet (1997), si l'enquêtrice ne se neutralise pas, les propos des interlocuteur·rices peuvent être complètement différents en fonction des enquêteurs.

Les produits soumis aux récepteurs ont été choisis par les communicant·es rencontré·es des neuf associations identifiées précédemment. En effet, je leur ai demandé, lors des entretiens individuels de m'indiquer quel était, selon eux, la campagne de communication, de leur propre structure, qui leur semblait la plus réussie et qu'elle était, au contraire, la campagne qui leur semblait la moins réussie. 18 produits médiatiques ont ainsi été collectés. Cette démarche a vocation à confirmer ou infirmer les problèmes théoriques et empiriques de la communication de solidarité internationale identifiés en introduction générale. Il s'agit de rendre compte de la façon dont la solidarité internationale est perçue dans ces campagnes et de voir si les pratiques communicationnelles mises en œuvre permettent aux récepteurs de développer des compétences démocratiques sur la solidarité internationale, c'est-à-dire, si ces pratiques contribuent à la formation de jugements publics (Dewey [1927], 2010).

Afin de faciliter la diffusion des produits médiatiques aux groupes, j'ai choisi l'utilisation d'un diaporama. Le format numérique a été privilégié puisque c'est dans ces formats que j'ai obtenu les produits médiatiques — fournis par les communicant·es et recherchés sur Internet. Ce mode de diffusion a aussi permis aux interlocuteurs de visionner les supports au même moment, ce qui a facilité les discussions collectives. D'autre part, les études de réception des communications ne pouvaient se faire que de façon expérimentale (des contenus sont exposés à des personnes qui en discutent), puisque les supports cités par les communicant·es ne sont pas tous actuels. La variété des supports — vidéo, visuel de site Internet, mailing, flyer, affiche — ne me permet pas de restituer les conditions de réception — ouverture d'un email, d'une enveloppe — cela aurait été, de toute façon artificiel, voire hors de propos. J'ai donc fait le choix de projeter à partir d'un ordinateur l'ensemble des campagnes. Chaque diaporama est visionné par quatre groupes au minimum : deux

¹⁷² La limite de cette démarche étant que, par la réécoute des entretiens effectués par les étudiantes, je n'ai accès qu'à une partie de la situation de communication, ma compréhension est donc nécessairement différente que si j'avais physiquement participé à l'enquête.

groupes militants et deux groupes citoyens. Trois diaporamas de six campagnes différentes (18 campagnes en tout) ont été construits permettant de mener six entretiens militants et six entretiens citoyens. En fonction de la saturation des données, des entretiens supplémentaires pouvaient être organisés. De plus, avant de débiter l'enquête, j'ai mené deux prétests : un test pour les militant·es auprès de deux salarié·es et une stagiaire de **RESACOO**P ; un test auprès des étudiantes de Master 2¹⁷³. Au total, 40 personnes ont été interviewées (23 militant·es et 17 citoyen·nes), ce qui semble la moyenne dans les études qualitatives en réception. En effet, dans ce type d'étude, le nombre de personnes interrogées est variable. Par exemple, 13 entretiens en individuel pour l'étude faite par Sandra Rodriguez (Rodriguez, 2006) ou encore 27 entretiens de couples (54) menés par Charlotte Dolez (Dolez, 2015). Dans la revue *Politiques de communication* (Olivesi, 2015) dédiée à des études de réception majoritairement qualitatives, le nombre de personnes interviewées va jusqu'à 103 (27 entretiens collectifs). Marie-Pierre Fourquet-Courbet et Didier Courbet proposent deux méthodologies de réception dont la première nécessite une trentaine d'entretiens individuels et la seconde une trentaine de personnes par groupe, sans préciser le nombre de groupes (Fourquet-Courbet, Courbet, 2009).

En préalable aux études de réception de produits médiatiques, j'ai également interrogé les représentations sociales de la solidarité internationale de mes interlocuteur·rices : 23 militant·es (6 groupes) et 17 citoyen·nes (6 groupes). Au total, 80¹⁷⁴ personnes ont ainsi été rencontrées pour comprendre les représentations sociales de la solidarité internationale. Pour compléter ces études, une recherche historique sur la solidarité internationale a été menée (chapitre I). Celle-ci a permis de contextualiser et de mieux comprendre les représentations sociales ainsi recueillies : « *Les représentations sociales puisent dans le passé, elles sont historiques en même temps que le changement leur est intrinsèque. Elles sont "résultat et le moment d'une histoire", elles renvoient d'un côté à sa genèse et de l'autre à son propre dépassement, elle n'est pas pleinement intelligible si on l'abstrait de cette dialectique* » (Rouquette cité par Rateau, Monaco, 2013, p. 5). Pour falsifier mes analyses et entamer des discussions pouvant ouvrir sur de nouvelles pistes de communication, les résultats de mon étude sur les représentations sociales de la solidarité internationale ont été présentés à des personnes qui ont participé à l'étude. À la demande de ces personnes, d'autres restitutions-discussions ont été organisées auprès d'**ASI** et de

¹⁷³ Ces étudiantes devaient ensuite reproduire et adapter la méthodologie et faire un test entre elles avant de mener les études : quatre groupes de citoyens.

¹⁷⁴ En plus de l'étude (en production) des représentations sociales des communicant·es des neuf plus grosses ONG (2017-2018), j'avais mené une première étude des représentations sociales de la solidarité internationale (2015) auprès de 31 personnes impliquées dans le domaine (associations locales) et leaders d'opinion sur cette thématique (élus et journalistes).

citoyen·nes¹⁷⁵ et de chercheur·es¹⁷⁶. J'ai ainsi pu me rendre compte, par les retours des participant·es, que les enquêtes en elles-mêmes, puis leurs restitutions participaient à la réflexion sur nos propres représentations sociales (Garlot, 2016), réflexion qui pouvait favoriser leur remise en cause.

1.2.2 Les expérimentations menées

Trois expérimentations vont être étudiées (cf. supra 1.1.1) : deux liées au Grin et une projet *Frame Voice Report !*. Commençons par ce dernier. Les modalités de l'enquête en réception sont les mêmes hormis que les supports soumis à réception sont ceux construits par les lauréat·es eux-mêmes. Dans le cadre de *Frame Voice Report !*, neuf lauréat·es¹⁷⁷ du premier appel à projets ont donc soumis leur support à leurs pairs, répartis en deux groupes. L'étude de réception sur les propres productions des lauréat·es présents à l'atelier a connu des difficultés de plusieurs ordres. Premièrement, des problèmes techniques lors de la diffusion qui nous ont fait perdre du temps. Deuxièmement, des lauréat·es qui avaient, sans surprise, plus envie de valoriser leur production que de se prêter à un exercice critique, d'autant plus face au redistributeur de fonds **RESACOOOP** que les chargé.e.s de mission représentaient. Troisièmement, le principe même d'évaluation a connu des résistances au sein du groupe. L'étude de réception de début de projet (novembre 2019) a été bien accueillie, peut-être plus parce que les lauréat·es participaient à mes travaux de recherche que par réel intérêt d'appliquer la méthodologie auprès de leurs publics. En effet, lors de l'étude de réception de fin de projet, un participant a lancé « *c'est utile pour tes travaux de recherche, mais pas pour nous* ». Quand j'ai rappelé l'importance d'évaluer, ce même participant a exprimé à quel point il n'avait pas apprécié la formation sur l'évaluation délivrée par le **CIEDEL**. L'évaluation suscite donc quelques résistances, même quand il s'agit seulement de regarder si les pratiques sont en adéquation avec les aspirations sociales. Les lauréat·es ont néanmoins répondu aux consignes, en tirant des conclusions sur l'ensemble des supports. Le second appel à projets a offert la possibilité de faire des études de réception des supports des lauréat·es du premier appel à projets, auprès de

¹⁷⁵ Par exemple lors de la rencontre régionale du GREF (groupement des éducations sans frontières) à Annecy (27 avril 2016), des ateliers-débats dans les cafés-lecture de Clermont-Ferrand et de Brioude (2016), le Salon des métiers de l'humanitaire (2018).

¹⁷⁶ Garlot Florine, 2016, « *Interroger les représentations sociales pour construire un monde pluriel* », colloque ESPE « *Éduquer et former au monde de demain : de la créativité à l'innovation dans les dispositifs et les pratiques, pédagogiques et professionnelles* », Clermont-Ferrand, 6-7 avril.

Colloque dévouement, dévotion, engagement : servir la Cité. Forum public, table ronde 1 - Nouvelles causes, nouvelles formes d'engagement. Le 17 novembre 2017 à Lyon — Université Lyon 2.

Journées d'étude « *Nouvelles formes de coopération à l'ère du numérique : Enjeux, défis et perspectives pour le XXI^e siècle* » — 01/12/2016 — Paris

¹⁷⁷ Lors du premier appel à projets « *Frame Voice Report !* », 10 projets ont été sélectionnés.

30 lauréat·es du second¹⁷⁸. Dans le cadre du séminaire de lancement (juillet 2019), nous avons donc proposé une étude de réception, auprès des trente personnes réparties en quatre groupes, de deux typologies de supports : certains réalisés et proposés par les neuf **ONG** et d'autres réalisés par des lauréat·es du premier appel à projets. Ce travail semble permettre d'engager un processus d'autoévaluation de la part des lauréat·es. Ces dernier·es se sont révélés très critiques quant aux supports présentés (cf. annexe 19 et chapitre IX). Tout l'enjeu, comme l'a exprimé l'un des participants, est de « *pouvoir faire la même chose avec nos propres supports* ». Cet exercice de réception s'est avéré particulièrement utile pour les structures répondantes au questionnaire d'évaluation. Un répondant indique par ailleurs qu'il aurait aimé y passer plus de temps.

Concernant les émissions radio du Grin, il est à préciser qu'elles ont été préparées et diffusées de septembre 2017 à mars 2018, tous les premiers et troisièmes mercredis du mois à 20 h, sur Radio campus. Radio-campus est radio associative libre qui ne fait pas de mesure d'audience. Le binôme d'animateurs (Matthieu Poinot et moi-même) a mené des entretiens téléphoniques individuels avec des auditeur·rices, afin d'évaluer le dispositif mis en œuvre. Les neuf auditeur·rices interviewé·es sont tou·te·s impliqué·es dans la vie associative et plus spécifiquement dans la solidarité internationale, les médias libres ou, plus largement, l'économie sociale et solidaire. La plupart des personnes interrogées est donc familière de la thématique. Tout d'abord, il est question de déterminer le degré de fiabilité des réponses en interrogeant les souvenirs des participants. Ensuite, il s'agit d'identifier les décalages éventuels entre le dispositif tel qu'il a été prévu par les initiateurs et tel qu'il a été vécu par les participants. Enfin, nous avons souhaité rendre compte de leur éventuel changement de regard sur la solidarité internationale (cf. annexe 17).

Pour les ***Rêveries de promeneurs solidaires***, nous avons été appuyés par un groupe de 5 étudiantes de master 2 en communication¹⁷⁹. Leur mission était de produire des supports de communication (cf. annexe 18) et de mettre en place le dispositif de recherche que je leur ai proposé : de l'observation participante et une démarche d'entretiens in situ (cf. annexe 22) enregistrés ou filmés. Des séquences de la journée ont également été filmées et montées. Les étudiantes se sont prêtées au jeu de la création de produits communicationnels (affiches, flyers), mais n'ont certainement pas été suffisamment accompagnées pour la mise en œuvre du dispositif de recherche-action. En effet, les données recueillies étaient quantitativement et qualitativement

¹⁷⁸ Lors du second appel à projets Frame Voice Report, 20 projets ont été sélectionnés.

¹⁷⁹ En début d'année 2017, les étudiant·es en communication du parcours communication des entreprises et du parcours communication et démocratie participative avaient à choisir un projet de recherche sur lequel travailler. Cinq étudiantes du parcours communication des entreprises ont choisi le projet Grin.

insuffisantes. C'est pourquoi j'ai construit un autre dispositif post-événement, sur le modèle de l'évaluation des émissions radiophoniques (cf. paragraphe précédent). Huit personnes ont ainsi été interrogées par Maxime Guizouarn, coordinateur du Festival des solidarités en région, et moi-même afin d'évaluer l'événement. Les entretiens ont été organisés en trois parties (cf. annexe 22). La principale limite de cette démarche de réception est liée à l'absence d'échange sur les représentations sociales au début de l'événement, comme cela était initialement prévu.

Dans cette première partie de chapitre, j'ai présenté la méthodologie générale de la recherche, celle qui permet d'identifier le trouble de la solidarité internationale et d'évaluer les expérimentations, en mettant en lumière le décalage entre la production communicationnelle des **ASI** (1,1) et leur réception (1,2). Je vais maintenant, de manière plus précise, décrire les outils méthodologiques mis en œuvre.

2. Les outils mobilisés pour mener l'enquête

En faisant une thèse **CIFRE**, je suis partie prenante de mon terrain d'étude. Je suis en relation régulière avec des personnes impliquées dans la coopération et la solidarité internationales. J'ai ainsi pu être formatrice ou intervenante auprès de certains, être formée par d'autres dans le cadre d'expériences professionnelles (Action contre la faim, Médecins du monde, ATD Quart-monde, Handicap international) ou de formations (ITECO, **RITIMO**). Je travaille en collaboration avec des acteur·rices du réseau de la solidarité internationale, mais aussi avec les autres salarié·es de **RESACOOOP**. En ce sens, la participation et l'observation sont des outils mobilisés, depuis mes débuts dans la solidarité internationale. Ainsi, conformément à l'approche ethnologique, de nombreux carnets se sont remplis au fil du temps. Plus encore depuis que j'ai entamé cette recherche universitaire. Néanmoins, au contraire d'une approche ethnographique, ceux-ci ne prétendent en rien à l'exhaustivité. Ils sont le fruit d'observation de situations, de discussions, de remarques, de notes diverses et variées propres au quotidien d'une salariée ayant traversé plusieurs structures de solidarité internationale. En outre, plusieurs éléments similaires et récurrents sautent continuellement aux yeux, à moi, à plusieurs salarié·es de **RESACOOOP** et à des acteurs et actrices avec qui je collabore : une motivation pleine de bonne volonté, mais une approche de la solidarité souvent teintée de paternalisme. Des constats ont ainsi pu être faits (cf. introduction générale), nourris par les outils mis en œuvre dans la deuxième partie de cette thèse et ici décrits : des outils issus de la psychologie sociale (2,2) et des outils traditionnellement utilisés en sciences de l'information et de la communication (2,1). La particularité de cette recherche est d'utiliser ces deux

types d'outils dans des situations de communication¹⁸⁰, par exemple les réseaux d'association ou cartes mentales¹⁸¹, ou appréhendés comme telles, par exemple les entretiens. Les entretiens, comme le rappelle Alain Blanchet (1997), sont des situations de communication.

2.1 Les outils usuels en sciences de l'information et de la communication

Les outils couramment utilisés en SIC ne diffèrent pas de ceux des autres sciences sociales. C'est en les appréhendant de manière communicationnelle qu'ils deviennent particulièrement adaptés à la discipline. Cette approche communicationnelle se traduit ici par une mise en dialogue d'outils et non pas par une application *stricto-sensu* des uns et des autres. Ainsi je construis mon dispositif méthodologique en assumant l'art du bricolage dont il est issu et qui se traduit dans sa mise en œuvre (Kaufmann, 2016 ; Becker, 2013). Le dispositif ne se veut pas figé, mais souple, afin qu'il soit au mieux adapté aux différents interlocuteurs. Il me semble que l'étude des relations tout en mettant en relation (c'est ma posture de recherche en SIC, fait écho à l'« *artisan intellectuel* » (Mills cité par Kaufmann, 2016, p. 14) : « *L'artisan intellectuel est celui qui sait maîtriser et personnaliser les instruments que sont la méthode et la théorie, dans un projet concret de recherche* » (Kaufmann, 2016, p. 14). Ainsi, la méthodologie opérée pour mener les entretiens se trouve au croisement de l'entretien semi-directif et de l'entretien compréhensif. Une autre dimension de l'approche communicationnelle est celle d'envoyer mes analyses aux enquêtés et de restituer mes travaux.

2.1.1 Les entretiens

Des entretiens sont menés au stade de la production et de la réception. Dans le premier cas, ils sont individuels. Dans le deuxième cas, ils sont collectifs. Avant de m'arrêter sur le caractère individuel (entretiens communicants et étude de représentations sociales) ou collectif (entretien de réception), je vais revenir sur la méthodologie générale employée pour mener ces entretiens. Il s'agit de montrer les raisons pour lesquelles ils se situent à la croisée des entretiens semi-directifs et compréhensifs. Que l'on se situe dans l'une ou l'autre des approches, la situation d'entretien est considérée comme une situation de communication (Blanchet, 1997). Cependant, cette situation de communication est appréhendée différemment. Dans le cas des entretiens semi-directif, il s'agit

¹⁸⁰ Hormis l'analyse de discours sur les sites Internet

¹⁸¹ Les deux termes seront employés et ne font pas tout à fait référence à la même chose comme cela sera évoqué ultérieurement.

plutôt de neutraliser l'influence de la chercheuse alors que dans le cas des entretiens compréhensifs, la chercheuse s'engage (Kaufmann, 2016). Les premières enquêtes concernant les représentations sociales menées en 2015¹⁸², tentaient de neutraliser la chercheuse, comme je vais le montrer, cependant dans la pratique, « *le naturel* » a repris le dessus : les entretiens se sont avérés conversationnels et en ce sens, proches de l'entretien compréhensif.

De la neutralité de la chercheuse à son engagement

Même si je m'inscrivais déjà, en 2015, dans une posture constructiviste, en considérant que l'enquêtrice participait à la construction des contenus, je cherchais à neutraliser cette influence en prenant appui sur les techniques du psychologue et sociologue Alain Blanchet. En effet, selon lui, l'enquêtrice influence l'enquêté·e, cela pourrait aller jusqu'à son changement d'opinion sur le thème de l'entretien (Blanchet, 1997). L'intention était alors d'éviter différentes formes d'interventions pouvant influencer l'interlocuteur·rice : premièrement, les interrogations directes, pouvant risquer d'inciter à développer des réponses préconstruites ; deuxièmement, la pression normative subordonnant l'enquêté·e à l'enquêteur·rice, c'est-à-dire l'interprétation des propos et les interrogations. Selon Alain Blanchet, seul le système commentaire-explication permet l'articulation et l'enchaînement du discours aux propres questions abordées par l'enquêté·e. J'optais alors pour des déclarations dites de complémentation (déclaration référentielle) consistant à ajouter un contenu, un commentaire explicite sur ce qui est dit par le sujet, c'est une synthèse partielle des dires de l'interviewé·e visant une réexplication. Pour inciter l'interlocuteur·rice à expliquer et à justifier ses propos, je comptais utiliser les réitérations référentielles questionnant la vérité du propos. Elles favorisent la production d'un discours neutre et modal. Je voulais éviter les réitérations modales qui questionnent la sincérité du locuteur conduisant à l'opacification du discours (stratégie de protection). Cette méthode devait permettre d'accroître la fiabilité des entretiens de recherche.

Les apports d'Alain Blanchet sont essentiels puisqu'ils permettent de rappeler que l'enquêtrice est « *le coconstructeur* » des informations qu'elle cherche à recueillir (Blanchet, 1997, p. 111). Cependant, tenter de neutraliser le rôle de la chercheuse dans la construction du sens conduit à « *une présence la plus faible possible lors des entretiens, une absence en tant que personne ayant des sentiments et des opinions* » (Kaufmann, 2016, p. 18). Autrement dit, la situation de communication est

¹⁸² Enquêtes menées dans le cadre d'un mémoire de recherche.

rendue froide conduisant à la construction « *d'un matériau aseptisé* », or il s'agit plutôt de « *gagner en relief* » (Kaufmann, 2016, p. 18). La chercheuse est là pour mener l'enquête, pour comprendre, elle est passionnée et participe à une conversation passionnante. C'est pourquoi mon intention première ne s'est pas traduite dans les actes en 2015. J'ai fait part de mes étonnements, de mes incompréhensions, des contradictions relevées. Cet engagement s'est construit aussi au fur et à mesure de mon aisance, mais aussi en fonction des réactions de mes interlocuteur·rices. En effet, il s'agit de faire parler autrui. Or, si l'écoute active en est un prérequis essentiel, les autres « *tactiques* » se construisent en fonction de l'interlocuteur·rice, mais aussi de moi. Ce qu'il s'agit de dire ici, c'est que la chercheuse est avant tout humaine, donc inconstante, et ne peut se transformer en machine pendant la durée de l'entretien. De toute façon, qui exprimerait ses impressions et ressentis à une machine ? La communication, même en situation d'entretien, est affaire d'humains.

Cependant, cette réflexion sur la neutralisation de la chercheuse m'a amenée à prendre des précautions qui me semblent essentielles : il ne s'agit pas non plus d'une simple conversation, car l'interlocuteur·rice est la principale vedette de l'entretien, comme le précise le sociologue Jean-Claude Kaufmann. Lorsque mes interlocuteur·rices se montrent curieux à mon égard je tente donc de rester brève et je précise que c'est leur point de vue qui est au centre de la discussion, mais que je pourrai leur en dire plus après l'entretien¹⁸³. En effet, je souhaite comprendre comment mes interlocuteur·rices pensent, eux, la solidarité internationale et sa communication. Sur ce sujet j'ai mes idées et mes perceptions — mes propres savoirs issus de l'expérience devrais-je dire — mais il ne s'agit pas seulement de les confirmer, mais aussi de tenter de comprendre les leurs et de m'ouvrir à d'autres façons de penser. C'est pourquoi à partir d'un point de départ, que je les invite à remettre en question¹⁸⁴, mes interventions découlent des propos de mes interlocuteur·rices¹⁸⁵ sans perdre de vue l'objectif visé. Les questions posées tentent ainsi au maximum de ne pas soumettre mes interlocuteur·rices à mes modèles de pensée : mes questions et interventions ne sont pas figées à l'avance, elles sont fonction de mon interlocuteur·rice. Parce qu'il y a une communication sur un thème, mes représentations ainsi que celles de mes interlocuteurs peuvent évoluer. En effet, certain·es m'indiquent, suite aux entretiens, que cela leur a permis de s'interroger et de clarifier leur

¹⁸³ Ce que je prends soin de faire lorsque le temps nous le permet. En effet, je contextualise la recherche et précise davantage ses objectifs.

¹⁸⁴ Je précise à mes interlocuteurs que j'emploie le terme de solidarité internationale, mais que peut-être il appartient à mon jargon : d'autres parlent d'actions internationales des ONG, de développement, d'humanitaire, d'ECSI...

¹⁸⁵ Hormis pour les réseaux d'associations soumis individuellement où des consignes précises sont données.

pensée. Je vais maintenant développer un deuxième point qui retient mon intérêt dans les entretiens compréhensifs : briser la hiérarchie entre l'enquêteur et l'enquêté.

Égalité des relations et hypothèses

Les entretiens que je mène ont deux objectifs : comprendre les représentations sociales de la solidarité internationale de mes interlocuteur·rices et leur point de vue sur la **CSI**, mais aussi confronter ce qui en résulte à mes propres observations. Alors que l'entretien semi-directif vise à utiliser le terrain pour vérifier une hypothèse théoriquement fondée, l'entretien compréhensif est quelque peu différent. En effet, dans le cas de l'entretien compréhensif, le terrain permet de construire une problématique. La chercheuse a alors une hypothèse ou une idée de départ, mais celle-ci n'est pas complètement conceptualisée. Une conceptualisation minimale est nécessaire pour pouvoir échanger avec le terrain, tout en y restant ouvert. Cette souplesse se traduit par la construction d'un guide d'entretien dont la chercheuse doit pouvoir au cours de l'entretien pour réagir à ce qui est exprimé par l'interlocuteur. Je me situe à la croisée des deux formes d'entretien : des premières hypothèses sont issues de mes expériences passées dans le domaine de la solidarité internationale, elles sont confrontées au point de vue d'actuelles collègues de **RESACOOOP** qui me recrutent pour une première recherche sur les représentations sociales de la solidarité internationale. En parallèle, mes recherches théoriques me permettent de conceptualiser les premiers résultats obtenus. D'autres hypothèses, toujours issues des expériences passées ainsi que des premiers résultats me conduisent à des recherches documentaires et à une conceptualisation qu'il s'agit de confronter au terrain. Les hypothèses de départ se nourrissent donc, au fil du temps, du terrain et de la théorie. Il ne s'agit donc ni de vérifier une hypothèse issue de la théorie (entretien semi-directif) ni de produire une théorie à partir du terrain (entretien compréhensif). Il est question de mener une démarche critique sur la solidarité internationale et sa communication, à partir d'une hypothèse issue de l'expérience et nourrie par mes interlocuteur·rices, et la théorie, puis d'en dégager des pistes.

Mes interlocuteur·rices sont alors des informateur·rices porteur·ses de savoirs. Selon Jean-Claude Kaufmann, pour saisir ces savoirs il faut aussi comprendre le système de valeurs dans lequel ils s'inscrivent (sociologie compréhensive de Weber). Cela semble cohérent avec l'étude des représentations sociales faite avec chaque interlocuteur·rice. Cela est aussi en accord avec ma volonté de ne pas cloisonner l'entretien à mon cadre d'analyse, en invitant l'interlocuteur·rice à le questionner et en basant mes interventions sur ses propres propos. C'est-à-dire « *s'introduire dans l'intimité affective et conceptuelle de son interlocuteur* » et donc prendre le risque de se perdre. C'est pourquoi

il est essentiel de bien avoir ses objectifs en tête puisque les interventions de la chercheuse ne peuvent pas être toujours les mêmes. En effet, des interventions sans rapport avec les propos des interlocuteurs créent une hiérarchie entre la chercheuse et son interlocuteur·rice : « *l'enquêté se soumet à l'enquêteur, acceptant ses catégories, et attend sagement la question suivante* » (Kaufmann, 2016, p. 47) et est en rupture avec l'approche conviviale et conversationnelle que je souhaite mettre en place et qui me semble être un environnement favorable à l'expression.

Les typologies d'entretiens et leurs modalités

Si mes interventions ne sont pas figées, comme cela a été exprimé précédemment, j'ai tout de même construit des guides d'entretien (Annexe 7, 9, 10, 17, 22), comme le préconise Jean-Claude Kaufmann, pour clarifier mes objectifs. Des thématiques d'entretien allant dans ce sens sont développées, des exemples de questions sont donnés. Les entretiens menés auprès des responsables communication d'ONG sont des entretiens individuels puisqu'il s'agit de rendre compte des perceptions de la solidarité internationale et de sa communication qui sont propres à chaque structure. Ces entretiens n'ont pas fait l'objet d'un enregistrement. En les enregistrant, je prenais le risque d'être confrontée à un discours de scène¹⁸⁶. Rodées à ce genre d'exercice, les communicant·es sont en constante représentation de leur structure, et je pense qu'il est particulièrement difficile pour elles et eux d'exprimer leur point de vue en dehors de leur rôle de représentant·e de l'institution. Le fait de les rencontrer sur leur lieu de travail ne facilite d'ailleurs pas la tâche, rajouter l'enregistrement aurait limité davantage mes chances. Le cahier et le stylo ont donc été mes principaux outils de travail. Bien sûr, s'inscrire dans un entretien conversationnel, ne pas perdre de vue mes objectifs, être dans une écoute active, formuler mes interventions et prendre des notes dans le même temps est un exercice particulièrement difficile et demandeur d'énergie. Puisqu'il n'est pas possible de retranscrire l'ensemble des propos de l'interlocuteur, j'ai craint un manque de fiabilité de mes notes. C'est pourquoi cela m'a amenée à plusieurs aménagements. Premièrement, lors des entretiens, j'ai amené mes interlocuteur·rices à reformuler leurs propos d'une autre manière, je les ai moi-même d'autant plus reformulé que cela nous a amenés à entrer en profondeur dans les perceptions de la solidarité internationale et de sa communication. Peut-être que la contrainte a permis aux entretiens de gagner en relief. Deuxièmement, mes interprétations ont été envoyées aux acteur·rices enquêtées. Cet aménagement ne rentre pas du tout, il faut le dire, dans l'approche compréhensive des entretiens de J-C. Kaufmann, mais il semble

¹⁸⁶ Lorsque j'ai été interrogée par des étudiant·es en tant que communicante d'ONG, je leur ai moi-même fourni un discours de scène.

particulièrement pertinent pour une approche communicationnelle puisqu'il s'agit de réduire l'incompréhension entre l'enquêtrice et ses interlocuteurs. Troisièmement, les cartes mentales produites sont des clés de compréhension des discours.

Les entretiens de réception collectifs sont menés auprès de groupes naturels de citoyen·nes et de militant·es de solidarité internationale. Les entretiens collectifs sont alors conçus comme des relations sociales (Braconnier, 2012 ; Comby, 2011). La réception se construit d'ailleurs dans l'intersubjectivité. Comme il s'agit de faire des études de réception directe (les supports sont montrés au cours de l'entretien), l'entretien est plus directif dans la mesure où les participants réagissent à des contenus que je leur diffuse. J'ai voulu contrebalancer la passivité que cela pouvait entraîner par un dispositif plus actif et dynamique. C'est ce qu'a permis de faire cet entretien collectif. Mon rôle était alors de faciliter l'échange et d'amener les participant·es à creuser certains points. Parce qu'ils sont plusieurs interlocuteurs, je ne peux prendre en notes toutes les interactions. J'ai donc recours au dictaphone. Parce que les premiers entretiens m'ont montré que la prise de note me permettait d'être dans une écoute active, j'ai continué ainsi. Tout comme le fait Jean-Claude Kaufman, la réécoute des entretiens ne conduit pas à une retranscription intégrale, mais à une prise de notes : « *n'est retranscrit que ce qui est jugé digne d'intérêt* » (Kaufmann, 2016, p. 79) cela peut-être une argumentation, quelque chose qui conforte mon idée ou au contraire est en totale opposition, un prisme de vue qui me surprend... Ces entretiens de réception directe sont jugés artificiels par Laurence Allard (1994), car des personnes sont mises en situation de réception favorisant un discours de scène plutôt que de coulisse. Cependant, dans le cas des produits communicationnels auxquels je m'intéresse : des supports de communication d'**ASI** visibles dans l'espace public parmi le flot des autres contenus communicationnels, il est difficile d'assister à la rencontre entre un produit communicationnel et des récepteurs.

Pour ce qui est de la réception différée (réaction sur des expériences passées), telle que les études menées pour les expérimentations du Grin, les entretiens ont été individuels. Des questions ont été préparées, afin de clarifier les attentes, mais dans ce cas il s'agit plus de laisser les interlocuteur·rices dérouler leur fil.

2.1.2 L'analyse de contenus

L'analyse de contenus fait ici référence à deux choses distinctes : des contenus issus des entretiens et des discours sur les sites Internet. Ils permettent d'analyser tant la production que la réception. Je vais d'abord revenir sur les modalités d'analyse puis sur les spécificités propres aux

types de contenus étudiés. Pour analyser les contenus, j'utilise une méthode énoncée par Laurence Bardin (Bardin, 2007). Il ne s'agit pas de prendre en compte la structure linguistique du texte, mais de considérer les concepts utilisés. Pour continuer à être cohérente avec mon approche communicationnelle, je mets en perspective les informations extraites des documents avec leur ancrage social et historique. L'analyse de contenus *stricto-sensus* est catégorielle « *La catégorisation est une opération de classification d'éléments constitutifs d'un ensemble par différenciation puis regroupement par genre (analogie) d'après des critères préalablement définis* » (Bardin, 2007, p. 150). Ces critères proviennent de ce que nous cherchons à savoir au regard des contenus à ma disposition. Par exemple, les aspirations sociales des associations, les façons de penser la solidarité internationale, les critiques portées sur la communication de solidarité internationale, ses approches. Des catégories sont créées à partir de ces critères pour chaque type d'analyse de contenus et d'entretien (Annexe 11, 12 et 13). Cette analyse a été menée de façon manuelle. En effet, il ne s'agit pas de tout analyser, mais seulement ce qui permet de mener ma démarche critique de la solidarité internationale et de la communication de solidarité internationale. Les contenus des entretiens, riches et complexes, me semblent nécessiter un regard humain pour analyser ce qui est évoqué par l'interlocuteur·rice en fonction d'un contexte plus large : l'entretien en question et les représentations sociales. Le traitement des contenus sur les sites Internet aurait pu, en revanche, être informatisé. Mais, avec neuf sites d'associations à analyser ça ne paraissait pas nécessaire¹⁸⁷.

L'analyse des contenus sur les sites Internet peut poser quelques problèmes dont il faut être conscient. Premièrement, Christine Barats, Jean-Marc Leblanc et Pierre Fiala alertent sur les difficultés de « *l'adaptation de méthodes stabilisées aux objets instables du web* » (Barats, 2013, p. 100). Cependant, les onglets que j'étudie, touchant à l'autodéfinition des **ASI**, sont particulièrement stables. Deuxièmement, les auteurs précisent qu'il est difficile de constituer un corpus étant donné l'hétérogénéité des sites. En ce qui concerne les onglets que j'analyse, ils sont facilement identifiables, leur dénomination est assez homogène « *qui sommes-nous ?* », « *l'association* » ou encore « *nous connaître* ». Troisièmement, pour être complète et tenir compte de la spécificité du support, une analyse web devrait à la fois porter sur le texte, mais aussi sur les images et l'architecture des pages (Barats, 2013, p. 113). Je m'intéresse en effet uniquement aux concepts utilisés et non pas à la mise en scène du site, ce qui est effectivement une limite puisque les images par exemple pourraient en dire long sur l'appréhension de la solidarité internationale. Quatrièmement, Sébastien

¹⁸⁷ J'ai tout de même tenté d'utiliser un logiciel d'analyse de contenus (Tropes), pour confronter mes analyses, mais cela n'a pas été concluant : par exemple les associations emploient souvent le concept développement (lié à la solidarité internationale), mais aussi le terme dans un tout autre sens du type : l'association a développé un nouveau projet...

Rouquette met en garde quant à la difficulté de « *faire l'analyse du contenu d'une partie du cyberspace* » (Rouquette, p.18). En effet ses contenus dépendent de la présence ou non d'une personne en charge de la communication *web*. Une autre limite de mon analyse est donc l'écart entre ce qui a effectivement cours dans les **ASI** et le travail communiqué. Cependant, la rencontre avec des communicant·es d'association¹⁸⁸ me permettra de collecter des informations complémentaires. Cinquièmement, selon Sébastien Rouquette, les sites *Internet* tendent à lisser les contenus communicationnels et à les homogénéiser : « *l'effet réseau, la visibilité de la concurrence que cela entraîne, la tendance au catalogue également (en mettre le plus possible au moindre coût) conjugués au poids du marketing communicationnel plus général incitent à minorer les différences* » (Rouquette, 2009, p. 53). Cette « *neutralité* » identitaire s'expliquerait par la volonté de mettre trop de choses sur les sites Internet du fait d'un espace illimité. L'analyse de contenu des sites Internet peut donc être limitée pour mettre en exergue les différences identitaires. Mais, ce n'est pas tant l'identité de chaque **ASI** que je souhaite mettre au jour, mais les spécificités propres à chacun des courants de la solidarité internationale. Or, cette identité propre à chaque courant (humanitaire, développement, **ECSI**) est fortement revendiquée par les **ASI**.

À ces techniques couramment utilisées dans les sciences de l'information et de la communication, j'articule des outils de la psychologie sociale et plus spécifiquement des représentations sociales.

2.2 Des outils issus de la psychologie sociale

Ces outils sont propres à l'étude des représentations sociales en psychologie sociale. L'étude des représentations sociales de la solidarité internationale s'est faite en majeure partie lors d'entretiens par l'usage de réseaux d'associations. J'ai simplifié ces réseaux d'associations — que j'ai appelés cartes mentales — quand les entretiens sont collectifs (cf. annexe 7 et 8). Ces réseaux ne se suffisent pas à eux-mêmes, ce sont des supports à la communication. Il s'agit maintenant de préciser ce qui est entendu par réseaux d'associations, outil mis en œuvre lors des entretiens. Cet outil, adapté à l'approche structurale des représentations sociales, permet de recueillir ses contenus tout en mettant en évidence sa hiérarchisation : c'est-à-dire les éléments les plus constitutifs et stables de la représentation (le noyau central), et les éléments moins prégnants et plus relatifs au contexte (périphérie). Pour connaître le noyau central et le système périphérique des

¹⁸⁸ J'utilise le terme communicant·e au sens générique regroupant responsable communication et direction.

représentations sociales, Abric a mis au point la méthode de l'évocation hiérarchisée s'inspirant des travaux de Vergès (1992) (Abric, 2003b). La première étape de cette méthode consiste à proposer aux interlocuteurs une activité d'association libre. L'objectif est d'accéder aux éléments qui constituent l'univers sémantique du terme ou de l'objet étudié. À partir du terme (solidarité internationale¹⁸⁹), il s'agira de demander à la personne de produire tous les mots ou expressions qui lui viennent à l'esprit, l'interviewé·e précise, première étape, l'ordre d'apparition des termes. La deuxième étape consiste à ce que l'enquêté hiérarchise les termes qu'il a indiqués. La rapidité de l'énonciation du terme (première étape), c'est-à-dire la spontanéité, reflète son accessibilité stéréotypique, mais cela ne signifie pas qu'il est important pour celles et ceux qui l'énoncent. Pour Jean-Claude Abric, il y a confusion entre importance du terme et son caractère spontané. En effet, d'un point de vue psychologique, les points importants dans un discours n'apparaissent qu'après une phase d'échauffement. C'est pourquoi la deuxième étape — le classement par importance — est essentielle. La méthode de l'évocation hiérarchisée de Jean-Claude Abric consiste donc, pour l'enquêtrice, à classer les termes produit pour les interlocuteur·rices en fonction de leur importance pour elles et eux dans le cadre de l'objet étudié¹⁹⁰. Le corpus ainsi constitué, c'est-à-dire les productions de l'ensemble des interviewé·es, permet d'avoir deux indicateurs : la fréquence d'apparition du terme et le score d'importance accordé. Si les scores de fréquence et d'importance sont élevés, les termes identifiés constituent la zone du noyau et sont donc plus caractéristiques de l'objet. Les autres termes font alors partie du système périphérique, composé de trois niveaux explicités dans le chapitre II et représentés ci-dessous :

Fréquence ▼ / Importance ►	Grande	Faible
Forte	Zone du noyau	1 ^{re} périphérie
Faible	Éléments contrastés	2 ^e périphérie

Tableau 1 - Structure des représentations sociales selon J.-C. Abric (2003)

Pour compléter la méthodologie de J.-C. Abric, je fais appel à un outil proposé par Annamaria de Rosa (de Rosa, 2003) : le réseau d'associations. Celui-ci permet de mieux comprendre la façon dont les termes sont abordés. D'une part, des jeux de ramifications et de connexions permettent d'avoir plus d'information sur le sens des termes choisis. D'autre part, les enquêté·es indiquent la façon dont ils perçoivent les termes : positive, négative ou neutre. Des précisions sont

¹⁸⁹ Comme indiqué précédemment, je précise à mes interlocuteurs que j'utilise le terme de solidarité internationale parce qu'il fait partie de mon jargon, mais que d'autres termes leur sont peut-être plus familiers. Je les invite à noter au centre de la carte, le terme qui leur est le plus familier.

¹⁹⁰ La méthode de l'évocation hiérarchisée s'inspire des travaux de P. Vergès (1992). Mais, celui-ci proposait une analyse centrée sur le rang d'apparition.

ainsi apportées par les enquêté·es quant à la façon dont ils comprennent un terme. Le principal avantage de cet outil est que mes interlocuteur·rices sont en action ce qu'il leur permet d'enclencher un questionnement sur leurs propres représentations. Ainsi tout ne passe pas par la chercheuse : j'obtiens un contenu construit directement par les interlocuteur·rices. Leur coopération est pertinente avec une approche communicationnelle visant à réhabiliter le rôle citoyen. D'autre part, plusieurs éléments permettent de favoriser l'intercompréhension : notamment les ramifications du réseau d'association et la polarité des termes. Cependant, il me semble que l'outil ne se suffit pas à lui-même, il doit être le support de discussions. Il devient ainsi un élément complémentaire pour favoriser ma compréhension des propos des personnes interrogées. Ensuite, par rapport à des entretiens classiques, le réseau d'association permet d'accéder plus facilement « *aux éléments qui constituent l'univers sémantique du terme ou de l'objet étudié* » (Abric, 2003, p.63). Pour Annamaria de Rosa, les associations libres sont « *plus aptes à sonder les noyaux structurels latents des représentations sociales, tandis que des techniques plus structurées, comme le questionnaire, permettraient de relever des dimensions plus périphériques des représentations sociales* » (Abric, 2003, p.63). En outre, cet outil, ludique et passant par l'écrit peut générer des comportements réfractaires ou simplement de l'inconfort. Dans ces cas rares il importe de s'adapter. Cet outil implique aussi des rencontres en face à face et donc du temps. Dans les situations d'entretiens téléphoniques¹⁹¹, il n'a pas pu être appliqué j'ai donc eu recours à une pratique type entretien classique davantage basée sur l'oralité (la question « *Que vous évoque la solidarité internationale ?* » était par exemple posée).

Afin de faire émerger les représentations sociales lors des entretiens, que les réseaux d'association soient utilisés ou non, la notion de zone muette semble particulièrement importante. Elle peut être définie comme un « *sous-ensemble spécifique de cognitions ou de croyances qui tout en étant disponibles, ne sont pas exprimées par les sujets dans les conditions normales de production et qui, si elles étaient exprimées, pourraient mettre en cause les valeurs morales ou des normes valorisées par le groupe* » (Guimelli et Deschamps 2000 cité par Abric 2003b, p. 75). Pour faciliter sa verbalisation, J.C. Abric propose de « *réduire la pression normative* » par deux techniques (Abric, 2003, p.75). La première est la technique de substitution qui permet de « *réduire la pression normative en réduisant le niveau d'implication du sujet* » (Abric, 2003, p.76). Pour cela, un réseau d'association « *La solidarité internationale selon le grand public* » est proposé aux enquêté·es. Une limite à la substitution est qu'elle peut tout autant refléter les représentations non verbalisées des interlocuteur·rices que la représentation qu'ils se font du

¹⁹¹ Les dix-sept entretiens de réception individuels visant à évaluer les expérimentations du Grin (l'événement **Rêveries de promeneurs solidaires** et les émissions radiophoniques) ont été faits par téléphone.

groupe de référence (le grand public). Je pense que dans ces deux cas, les enquêté·es ont les éléments qu'ils citent en tête et donc que ce sont bien des représentations de l'objet étudié, qu'ils y adhèrent ou non. En effet, les enquêté·es peuvent très bien être conscients qu'il s'agit de stéréotypes négatifs et décider de lutter contre. La seconde est la technique de la « *décontextualisation normative* ». Il s'agit de « *réduire la pression normative en plaçant le sujet dans un contexte éloigné de son groupe de référence* » (Abric, 2003, p.76) pour qu'il s'exprime plus librement et qu'il n'ait pas peur du jugement négatif. Cette technique serait plus efficace que la première, mais elle implique de se présenter comme une personne extérieure au groupe de référence du sujet. Lors des premières études en 2015, j'ai suivi cette préconisation en me présentant comme étudiante, sans donner de détails sur mon passé de salariée du domaine. Ce ne fut pas le cas pour la suite, d'une part parce que je connaissais dans beaucoup de cas les enquêté·es et d'autre part parce qu'entre-temps je suis redevenue salariée du domaine. Outre ces raisons techniques et éthiques, j'ai précisé ma posture de chercheuse : je ne cherche pas à neutraliser toute influence.

En résumé, pour l'étude préliminaire menée en 2015 (31 entretiens), j'ai proposé les réseaux d'associations en première partie d'entretien pour recueillir le contenu et l'organisation des représentations (exploration). Une seconde partie de l'entretien avait pour objectif de préciser les représentations sociales de l'interlocuteur. Dans la continuité d'Annunziata de Rosa (2003), je porte une attention particulière au sens que les enquêté·es donnent aux termes cités, mais en privilégiant l'interaction. L'entretien est alors abordé comme une situation de communication dans laquelle les interlocuteur·rices coconstruisent du sens. Concernant l'étude des représentations sociales menée lors des neuf entretiens avec les communicant·es, les réseaux d'associations ont aussi été proposés. Cependant ces entretiens ont d'autres objectifs que de faire émerger les représentations sociales de la solidarité internationale, il s'agit aussi de comprendre les pratiques communicationnelles. Concernant maintenant l'étude des représentations sociales lors des entretiens collectifs de réception, j'ai utilisé des réseaux d'associations simplifiés, ce qui signifie que j'ai collecté uniquement le contenu des représentations et non pas leur structure. L'idéal aurait été de proposer à chaque participant de faire des réseaux d'associations tels que décrits ci-dessus puis de construire un réseau commun¹⁹². Par souci de temps (je ne pouvais solliciter des personnes pour plus de deux heures d'entretien), le réseau d'association s'est transformé en carte mentale collective, c'est-à-dire que l'ordre d'importance n'apparaît pas, la négociation entre les participants aurait pris trop de temps.

¹⁹² Ce réseau commun est essentiel pour commencer les discussions avant les diffusions de supports.

Les outils mobilisés sont appréhendés comme des outils de communication, voire des situations de communication. Pour Alain Blanchet (1997) qui s'inscrit dans le positivisme dominant la psychologie sociale, il s'agit de contrôler cette situation de communication, en neutralisant le rôle des chercheur·ses. Tout au contraire, mon approche communicationnelle invite à tirer parti de la situation de communication en établissant une relation la plus symétrique possible entre personnes intéressées par le même sujet. Les entretiens collectifs de réception montrent bien leur dimension communicationnelle, car en fonction des interlocuteurs en jeu, l'entretien prend une tournure différente. Dans le cas des entretiens 3 et 4 menés par une étudiante¹⁹³ (cf. annexe 8), on voit que les enquêté·es échangent davantage sur les **ONG** et la communication de solidarité internationale de manière générale, et dans une moindre mesure sur les produits médiatiques. L'entretien aurait alors pu être plus long afin de comprendre davantage les ressentis des interlocuteur·rices. Comme chaque entretien est une situation de communication différente, l'enquêtrice étant dans une écoute active et flexible, s'adapte. La chercheuse ne peut donc se tenir à son guide d'entretien, mais rebondit sur les propos afin d'obtenir des informations. Son rôle est alors actif, elle doit trouver un équilibre : se laisser emmener par ses interlocuteurs·rices sans oublier ce pour quoi elle est là. Il s'agit alors d'être à l'écoute sans s'effacer, cet équilibre dépend aussi des enquêté·es. Au moment de l'analyse des données, la chercheuse est davantage seule et la crainte de surinterpréter les propos de personnes est, en ce qui me concerne, présente¹⁹⁴. C'est pourquoi, j'ai tenté de prolonger la situation de communication en envoyant mes premières analyses aux interlocuteur·rices. En effet, c'est parce que je prends le parti que la communication est imparfaite que j'ai essayé de communiquer davantage. J'ai pu mettre cela en œuvre, mais de façon limitée, c'est-à-dire en envoyant par email les analyses faites aux communicant·es des neuf **ONG** étudiées. Cinq m'ont fait des retours (cf. chapitre IV). L'idéal aurait été de pouvoir les rencontrer de nouveau ou, *a minima* de les contacter par téléphone. Toujours pour permettre une mise en discussion facilitant, comme le préconise Philippe Corcuff (Corcuff, 2011b), la réflexivité des enquêté·es et de l'enquêtrice, j'ai procédé à de nombreuses restitutions de ma recherche doctorale en cours auprès de personnes impliquées dans la solidarité internationale et de chercheur·ses (cf. supra), ce qui permet, à la fois, d'assurer une validité plus forte à mes résultats et de commencer à évoquer des pistes de changement.

¹⁹³ Quatre des 12 entretiens collectifs ont été menés par des étudiantes du parcours de M2 Communication et démocratie participative.

¹⁹⁴ Cela est particulièrement le cas pour confirmer le trouble de la solidarité internationale et de sa communication. Pour les expérimentations menées, la relation avec les participants est de fait de plus long cours.

Conclusion du chapitre III

Comme je l'ai montré dans ce chapitre, le dispositif méthodologique concerne aussi bien l'identification — ou plutôt la confirmation — des problèmes de communication des associations de la solidarité internationale (deuxième partie de cette thèse) que l'évaluation des expérimentations menées pour remédier à ces problèmes (troisième partie). Ce dispositif méthodologique a vocation, premièrement, à identifier les objectifs communicationnels et les aspirations sociales des acteur·rices de la solidarité internationale étudié·es. Deuxièmement, il a pour but de faire émerger les représentations sociales de la solidarité internationale, voire de rendre compte d'un éventuel questionnement de ces représentations sociales (pour évaluer les expérimentations). Enfin, troisièmement, cet ensemble méthodologique permet de vérifier si les initiatives, du point de vue des récepteurs, atteignent leurs objectifs et sont cohérentes avec les aspirations sociales de la production. Je précise que pour la confirmation des problèmes de communication, ce dispositif a été prédéfini bien qu'il ait connu quelques adaptations sur le terrain (Becker, 2013). Pour les expérimentations, le processus est quelque peu différent puisqu'elles se sont construites chemin faisant, sans que les initiateur·rices aient tout à fait conscience qu'il s'agisse d'expérimentations. La méthodologie a été plus intuitive et davantage soumise aux aléas du quotidien. Au total, 136 personnes ont été concernées directement par le dispositif méthodologique comme l'indique le tableau ci-dessous. Il est néanmoins à préciser qu'il ne comprend pas mes retours sur expériences depuis mes premières implications dans la solidarité internationale (2006) — dont je fais état dans l'introduction générale et tout au long de cette thèse — puisque, comme indiqué dans ce chapitre, l'enjeu du dispositif est justement de ne pas m'en tenir seulement à mon propre vécu.

<i>Pôles</i>	<i>Production</i>	<i>Production</i>	<i>Production et réception</i>	<i>Réception</i>
Études	Objectifs et pratiques de communication	Aspirations sociales	Représentations sociales	Interprétation des produits médiatiques
Outils méthodologiques				
Confirmation du trouble de la solidarité internationale <i>Nombre de personnes concernées : 80</i>	Entretiens individuels (9)	Entretiens individuels (9) Étude sites Internet (9)	Entretiens individuels (40) Entretiens collectifs (12)	Entretiens collectifs (12)
Évaluation des expérimentations <i>Nombre de personnes concernées : 56</i>	Co-construction Festival (Grin) Co-construction Émission radio (Grin) Analyse cahier des charges <i>Frame Voice Report !</i>	Co-construction Festival (Grin) Co-construction Émission radio (Grin) Analyse cahier des charges <i>Frame Voice Report !</i>	Entretiens individuels (17) Entretiens collectifs (8 ¹⁹⁵)	Entretiens individuels (17) Entretiens collectifs (3 ¹⁹⁶)
Qui				
Confirmation du trouble de la solidarité internationale	Directions communication : MSF, HI, ACF, SC, SP, CCFD, CFSI, CRID, RITIMO¹⁹⁷ ;	Directions communication Sites Internet de ces mêmes ONG	Direction communication Publics concernés/non concernés	Personnes concernées (participants programmes RESACOO) et non concernées
Évaluation des expérimentations	Festival (Grin) Émission radio (Grin) <i>Frame Voice Report !</i>	Festival (Grin) Émission radio (Grin) <i>Frame Voice Report !</i>	Participants au Festival Auditeurs émissions lauréat·es <i>Frame Voice Report !</i>	Participants au Festival Auditeurs émissions lauréat·es <i>Frame Voice Report !</i>

Tableau 2 -Dispositif méthodologique de la recherche-action.

Pour clôturer ce dernier chapitre de la première partie, il convient de revenir sur l'approche communicationnelle revendiquée dans cette thèse qui se traduit également dans la manière de mener l'enquête. J'ai montré que les outils mobilisés (notamment les réseaux d'associations) étaient souples et adaptables : ils ne s'imposent pas aux enquêtés au risque de freiner l'échange, mais au contraire ils le facilitent. Les entretiens ont eux-mêmes été appréhendés comme des situations de communication (Blanchet, 1997) où l'enquêtrice s'ouvre à ce que les interlocuteur·rices ont à lui dire sur une thématique d'intérêt partagé, sans perdre de vue le but de la recherche. Parce que la communication est pensée par le prisme de possibles incommunications, des analyses ont été soumises à discussion avec les enquêtés et des restitutions des travaux ont été menées et discutées. Le passage par les représentations sociales, lors de chaque entretien, est aussi une manière de limiter les incompréhensions, dans la mesure où elles contextualisent les propos. Ainsi, en accord avec l'enquête de John Dewey (1927), mais aussi avec les entretiens compréhensifs de Jean-Claude Kaufmann (2016), la posture de la chercheuse-actrice se veut démocratique (non surplombante).

¹⁹⁵ Appel à projets *Frame Voice Report !* n° 1 : 2 groupes en amont du projet et 2 en aval. Appel à projets *Frame Voice Report !* n° 2 : 4 groupes en amont du projet (le projet se termine en 2020).

¹⁹⁶ L'étude de réception était intégrée à un programme de rencontre entre les lauréat·es. Une contrainte de temps m'a amenée à faire l'étude en plénière plutôt qu'en petits groupes.

¹⁹⁷ Médecins sans frontière (MS), Handicap international (HI), Action contre la faim (ACF), Secours catholique (SC), Secours populaire (SP), Comité catholique contre la faim et pour le développement Terre solidaire (CCFD-TS), Comité français pour la solidarité internationale (CFSI), Centre de recherche et d'information pour le développement) CRID, Réseau d'Information Tiers-Monde des centres de documentation pour le développement (Ritimo).

Conclusion de la première partie

Dans la suite de l'introduction générale, cette première partie présente et précise l'approche communicationnelle d'un point de vue épistémologique, théorique et méthodologique. Par ailleurs, elle tente de clarifier l'expression de solidarité internationale au cœur de cette thèse (chapitre I).

Le premier chapitre montre donc que la solidarité internationale est une expression récente proposée par des associations (années 80) voulant rompre avec une approche développementiste axée Nord-Sud. Elle fait écho à l'émergence du terme de solidarité (19^e siècle) pour rompre avec la notion de charité. Pourtant elle reste ambivalente, partagée entre une dimension caritative ou, dans sa version laïque, philanthropique et une dimension davantage réciprocaire. Si la seconde domine dans le dictionnaire (incluant les synonymes), elle est pourtant moins prégnante quand il est question de solidarité internationale, comme le montrent les définitions de ses trois pans - l'humanitaire, le développement, l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (**ECSI**) - et en particulier les deux premiers. C'est pourquoi il m'a semblé essentiel, en plus de rappeler les sources caritatives de la solidarité internationale, de montrer qu'elle puise aussi ses racines dans des pratiques associationnistes se voulant réciprocaires et transformatrices. La solidarité internationale est donc plurielle, mais bien souvent réduite à une aide unilatérale au-delà des frontières. Le trouble à l'origine de l'enquête concerne donc non seulement la communication des **ASI** dans l'espace public français, mais aussi l'idéal qu'elle sert : la solidarité internationale. C'est pourquoi il est insuffisant d'étudier la communication des **ASI** sans interroger la solidarité internationale. L'enquête (Dewey [1938], 1993) vise justement à rétablir une cohérence entre l'idéal poursuivi et les moyens mis en œuvre pour l'atteindre. L'étude des représentations sociales de la solidarité internationale comme partie de l'étude communicationnelle (chapitre II) trouve alors tout son sens et vient compléter les constats sur les pratiques dont je suis témoin de par mes activités professionnelles. L'enquête sur la solidarité internationale (débutée avec l'histoire) et sa communication repose donc sur l'articulation de deux disciplines : les sciences de l'information et de la communication et la psychologie sociale, tout en étant cohérente avec l'épistémologie constructiviste et complexe dans laquelle je m'inscris. C'est, en effet, ce que permet le concept de représentation sociale (Moscovici, 1993). Appréhendé comme forme de connaissance en mouvement dans des processus sociaux et participant à la construction d'une réalité commune, il forme une boucle récursive (Morin, 2004) avec le concept de communication (Wolton, 2019). Si l'on revient à la communication des **ASI**, la production et la réception sont reliées par des représentations sociales, mais la correspondance entre les deux pôles est loin d'être la norme comme le montrent les sciences de l'information et de la communication et en particulier les

tenants de l'incommunication (Wolton, 2005 ; Robert, 2017) : « *Les médias donnent l'impression d'être « puissants » lorsque ce qu'ils expriment coïncide à peu près avec les aspects de la 'carte-écran radar' personnelle des destinataires. C'est à elle qu'ils se réfèrent (plus ou moins consciemment) lorsqu'ils sélectionnent et interprètent « les signes » des médias [...]. Il n'est pas nécessaire d'être grand sociologue pour deviner que, dans nos sociétés hyper complexes, de telles coïncidences sont rarissimes* » (Ravault, 2016, p. 9). C'est pourquoi les études de réception sont fondamentales dans cette enquête pour confronter les intentions de la production, et en particulier ses aspirations sociales, à ce qui est effectivement construit lors de la réception. Ces études de réception permettent, à la fois, d'identifier voire de confirmer les problèmes de la solidarité internationale et de sa communication, mais aussi d'évaluer les expérimentations menées pour une autre communication des **ASI**. En plus des décalages entre intention et réception, l'étude des représentations sociales et l'analyse historique de la solidarité internationale sont autant de façons de révéler les troubles de la solidarité internationale et de sa communication. Cette triangulation méthodologique (Apostolidis, 2003) vise à multiplier les sources des données, mais aussi les techniques utilisées (Coutelle 2005 cité par Rasolofo-Distler, Zawadzki, 2011) : l'observation et la participation, les entretiens, les réseaux d'associations et cartes mentales et la recherche documentaire. Cette triangulation méthodologique permet ainsi une plus grande fiabilité de la recherche. Cette méthodologie, dans un souci de cohérence entre fin et moyen propre au cadre théorique de l'enquête (Dewey [1938], 1993), tente d'être démocratique : l'enjeu est que les enquêtés participent à la recherche.

Les résultats du dispositif de recherche mis en œuvre sont maintenant à présenter. La partie suivante, la deuxième, reprend les études visant à confirmer empiriquement le trouble de la solidarité internationale et de sa communication. La troisième partie, en s'appuyant sur des expérimentations menées, propose de nouveaux cadres conceptuels et des pistes opérationnelles pour une autre communication de solidarité internationale.

**Deuxième partie. La
confirmation du trouble de la
solidarité internationale et de
sa communication**

Introduction de la deuxième partie

Pour rappel, cette recherche, s’ancre, sur le plan théorique dans les travaux de John Dewey et sur sa démarche pragmatique. En effet, dans *Le public et ses problèmes*, le philosophe définit la démocratie comme un idéal où chaque citoyen concerné par un problème devient chercheur et mène l’enquête (Dewey 2010). Cette enquête peut être définie comme « *l’investigation, la mise à l’épreuve des représentations et des faits tenus pour valables* » (Dewey in Thievenaz 2017, p. 90). L’enquête, dans cette perspective, est une expérimentation, une recherche-action, visant, par la création de connaissances nouvelles, la transformation d’une situation initialement troublée : ici, la crise de la communication de solidarité internationale (CSI) (David, 2019). Je l’ai montré dans l’introduction générale, ce trouble se révèle par une remise en question du cadre normatif d’une situation, du fait d’une activité réflexive en cours¹⁹⁸, conduisant au blocage de l’action. Ce blocage s’explique, pour John Dewey, par un surplus d’incertitudes quant à l’issue de l’action.

À partir de mes expériences au sein d’associations de solidarité internationale et de recherches préliminaires sur la communication associative d’une part et sur la solidarité internationale d’autre part, j’ai pointé deux problèmes majeurs, qu’il s’agit ici de mettre à l’épreuve de recherches empiriques complémentaires : une communication qui met en avant la philanthropie alors que le vocable solidarité internationale fait référence à la réciprocité et une communication simplificatrice et persuasive qui ne permet pas de saisir la dimension politique de la solidarité internationale. En guise d’illustration du trouble vécu, je reviens sur une de mes expériences en tant que salariée à Action contre la faim. Dans le cadre du projet pédagogique Course contre la faim, je formais des animateur·rices jeunesse volontaires. Ces dernier·es ont pour rôle d’intervenir en milieu scolaire sur le thème du fléau de la faim, à l’aide d’un film documentaire portant sur les actions de terrain de l’ONG, dans un pays en particulier. Le rôle des jeunes était de se mobiliser pour la cause, en collectant des fonds. Je prenais particulièrement à cœur le rôle d’information et d’explication que pouvait avoir l’association auprès des jeunes et donc la formation des animateur·rices : la faim est une question complexe dont les causes ne se limitent pas à des problématiques locales. Il s’agissait pour moi d’expliquer la complexité de situations et non pas de jouer sur la corde sensible. Les formations des animateur·rices allaient dans ce sens. Pourtant, en assistant à des sessions menées en classe par des animateur·rices nouvellement formés, j’ai été confrontée à ce que je contribuais à construire : un message caritatif d’une part et persuasif d’autre

¹⁹⁸ Activité impulsée par l’étonnement provoquant la remise en question du système de valeurs.

part. Si je le caricature, ce message pourrait être « *les pauvres, il faut les aider, ils ont besoin de vous, mobilisez-vous, collectez des fonds* ». La responsabilité n'en incombe pas aux animateur·rices, mais à la construction même du projet de la Course contre la faim puisque son objectif était bien de faire en sorte que les jeunes collectent des fonds, comme si l'éradication de la faim dépendait de cela. Il s'agit d'une anecdote parmi d'autres, mais elle a le mérite d'éclairer des dimensions philanthropiques, simplificatrices et persuasives de la communication de solidarité internationale. L'approche philanthropique décrite est loin d'être marginale. En effet, en 2010, l'Agence COOP DEC Conseil estime que parmi les 40 000 à 50 000 associations de solidarité internationale en activité en France, la moitié cite, dans leur objet même, soit le terme « *aide* », soit le terme « *humanitaire* ». L'agence précise également que les activités sont principalement tournées vers les anciennes colonies d'Afrique. Cette dimension d'aide est, d'autre part, fortement marquée dans les sollicitations reçues par les structures qui accompagnent des porteurs de projets de solidarité internationale. Étant salariée d'une telle structure – **RESACOOOP** – je ne peux que constater que nombre de projets de solidarité internationale sont de l'ordre de l'aide, et plus particulièrement du don de matériels. Comme j'y reviendrai dans la troisième partie de cette thèse, pour aller au-delà, des dispositifs sont mis en place par les structures accompagnatrices de porteurs de projets, afin de questionner les motivations de ces porteur·ses de projets ainsi que les impacts possibles d'une telle approche. Des documentations de qualité sont ainsi produites¹⁹⁹, des stratégies d'accompagnement sont mises en œuvre, des formations à l'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (**ECSI**) sont mises en place. Cette contre-offensive des structures de l'accompagnement montre bien qu'elles ne partagent pas l'approche caritative de la solidarité internationale. L'article de **RITIMO** « *On ne peut pas être solidaire tout seul* » ou encore une certaine forme de rejet de la notion de « *solidarité internationale* » pour celle plus simple de « *solidarité* »²⁰⁰ ou celle « *d'altermondialisme* » (par exemple l'association le **CRID**) sont autant d'exemples édifiants. Outre cette dimension philanthropique, la persuasion et la simplification, décrites dans le projet Course contre la faim, en tant que leviers de communication, sont monnaies courantes et engendrent des critiques récurrentes : cadrage victimaire (Dauvin, 2010), « *charité-spectacle* » ou l'émotion qui est substituée à l'explication (Brauman, Backmann, 1996), logiques marchandes au détriment du politique (Éric Dacheux, 1998),

¹⁹⁹ Par exemple la collection d'ouvrages pédagogiques RITIMO et particulièrement : Le don, une solution ? Partir pour être solidaire ? etc.

²⁰⁰ La Semaine de la solidarité internationale, événement grand public d'ECSI a été rebaptisé en 2017 Festival des Solidarités.

politique de la pitié (Boltanski, 2007), etc.²⁰¹ Le malaise est si profond, que des guides communicationnels ont été produits²⁰² tant pour les associations – afin qu’elles mettent en scène leurs actions dans le respect d’autrui - que pour les médias – afin que la solidarité internationale ne soit plus réduite au catastrophisme humanitaire.

Il est donc question, dans cette seconde partie, d’identifier plus précisément les problèmes de la communication de solidarité internationale, en s’intéressant d’abord à la production (IV), puis à la réception (V) et enfin, en croisant les deux (VI). Outre la présentation technique des neuf **ONG** sélectionnées, différentes études sont menées afin de confirmer empiriquement que le trouble identifié dans l’introduction générale touche l’ensemble des branches de la solidarité internationale. Une étude des aspirations sociales et des pratiques solidaires revendiquées, en prenant appui sur l’autodéfinition des **ASI** sur leur site Internet, me permet de rendre compte des écarts et des similitudes entre valeurs de la solidarité internationale (cf. chapitre I), aspirations sociales des **ASI** et définition des actions. L’étude des objectifs et moyens communicationnels des **ASI**, par le biais d’entretien avec les responsables communication, a vocation à rendre compte des cohérences et incohérences entre aspirations sociales et moyens communicationnels mis en œuvre. J’appréhende l’étude des représentations sociales des communicant·es comme une clé de compréhension possible des contradictions repérées. En effet, l’hypothèse à l’origine de ce travail doctoral est que les pratiques communicationnelles des **ASI** sont un reflet des représentations sociales des communicant·es. Quant à la réception, deux études sont menées : une étude des représentations sociales auprès des militants et des non-militants de la solidarité internationale et des entretiens collectifs discutant les produits communicationnels sélectionnés par les communicant·es rencontré·es. Au-delà de la tentative de compréhension de chacun des deux pôles et de l’identification des troubles qui leur sont propres, tout l’enjeu de cette deuxième partie est de confronter l’ensemble des éléments collectés, afin de qualifier les écarts entre production et réception. En effet, c’est en confrontant les aspirations sociales à l’origine des initiatives – l’idéal – au sens construit par les récepteur·rices que l’on peut mesurer l’échec ou le succès de la **CSI** actuelle.

²⁰¹ Comme indiqué dans l’introduction générale, « le comité de la charte a dû expliciter que les associations ne devaient pas “exploiter abusivement la détresse humaine” (article III.1.4 de la charte du don en confiance) ».

²⁰² Par exemple :

- Le vadémécum pour une meilleure information sur la solidarité internationale et les pays du « sud », Devreporter, 2012.
- The illustrative guide to the dóchas code of conduct on images and messages, Dochas, 2014.
- Code de conduite régissant la diffusion d’images et de messages, Concord, 2006.
- Communications guide for development organisations, IDLEAKS, 2014.

Chapitre IV. La communication des associations de solidarité internationale : la production

Pour étudier la communication des associations de solidarité internationale (**ASI**) du point de vue de la production, je me suis intéressée à neuf **ASI**, selon les critères indiqués dans le chapitre III sur la méthodologie²⁰³. J'ai, ainsi, rencontré individuellement les directions communication de chacune des associations. Les entretiens menés ont eu pour vocation de comprendre les représentations sociales de la solidarité internationale de chaque personne, grâce à la construction d'un réseau d'associations commenté, (cf. chapitre III et annexe 10) et de mieux appréhender les objectifs et pratiques communicationnelles du champ de la solidarité internationale. Plus particulièrement, le traitement des réseaux d'associations et des contenus discursifs d'entretiens m'ont permis d'identifier, d'une part, les représentations sociales des personnes interrogées - comprenant aussi les représentations qu'elles imaginent être du public - et, d'autre part, les aspirations sociales, les objectifs communicationnels et les moyens d'action mis en œuvre au sein des associations. Les analyses propres à chacun des courants de solidarité internationale ont été envoyées aux personnes interviewées. Cela m'a permis de confronter mes prises de notes — puisque je le rappelle, pour les raisons exprimées dans la méthodologie, je n'ai pas eu recours au dictaphone — et de tenter de réduire l'incommunication générée par toutes situations de communication, dont l'entretien. Outre ces rencontres, j'ai voulu rendre compte des valeurs et aspirations revendiquées par ces associations en étudiant les sites Internet, et notamment, les onglets dans lesquels les **ASI** s'autodéfinissent. En effet, il semblait important d'analyser les aspirations sociales des **ASI** pour rendre compte de la cohérence entre les moyens qu'elles mettent en œuvre et l'idéal qu'elles poursuivent. Dans ce chapitre, qui s'intéresse uniquement à la production, je présente donc d'abord les aspirations sociales des **ASI** et les représentations sociales des communicant·es (1), pour ensuite préciser les pratiques de communication externe des **ASI** (2).

²⁰³ Pour les associations humanitaires et de développement : associations françaises aux plus gros budgets identifiées comme étant de solidarité internationale par Coordination SUD . Pour les associations d'ECSI, j'ai retenu le **CFSI** (la seule de cette catégorie qui apparaît dans le classement des ressources, annexes 5) et les deux seules associations françaises d'ECSI étudiées par Coordination SUD (annexe 1).

1. Les aspirations et représentations sociales de la solidarité internationale

L'analyse de l'autodéfinition des **ASI** — la façon dont les **ASI** se définissent elles-mêmes sur leur site Internet — permet de prendre connaissance de leurs aspirations sociales (1.1) qui, en communication politique, sont décisives et font partie de l'étude de la production communicationnelle. Il convient alors de s'intéresser, plus particulièrement, aux aspirations sociales et aux représentations sociales des communicant·es (1.2 et 1.3). Les premières sont exprimées dans les échanges lors des entretiens menés. Les secondes sont plus spécifiquement issues des réseaux d'associations, proposés lors des mêmes entretiens.

1.1 Les aspirations sociales des **ASI** selon les sites Internet : un décalage entre valeurs et discours

Les neuf associations sont désignées comme **ASI** par les têtes de réseaux. La plupart se qualifient elles-mêmes comme telles et en donnent une définition réciproitaire, en cohérence avec la définition de la solidarité (cf. chapitre I). Il s'agit ici de montrer de quelles façons ces valeurs affichées ou attribuées²⁰⁴ se déclinent dans les discours d'autodéfinitions des **ASI**, sur leur site Internet²⁰⁵. Ces discours sont traités branche par branche (1.1.1, 1.1.2., 1.1.3). Il est à préciser que toutes les informations en italiques ci-dessous sont exclusivement issues des sites Internet des trois associations, et en particulier, des onglets portant sur leur identité.

²⁰⁴ Deux associations humanitaires, **ACF** et **MSF**, ne se revendiquent pas de la solidarité internationale bien qu'elles soient désignées comme telles par Coordination Sud.

²⁰⁵ Il est à préciser que cette enquête a été faite en 2017. Depuis, trois associations ont retravaillé en profondeur leur site Internet : Ritimo, CCFD-Terre solidaire et Handicap international.

1.1.1 Les associations d'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale

Le **CFSI**²⁰⁶, le **CRID**²⁰⁷ et **RITIMO**²⁰⁸ sont trois associations-réseau regroupant donc d'autres **ASI**. Le **CFSI** —Comité français pour la solidarité internationale —a été créé en 1960, sous le nom de Comité mondial contre la faim (CMCF), en soutien de la **FAO**²⁰⁹, « *pour faire connaître les ravages de la faim et pour soutenir les initiatives de solidarité contre ce fléau* », puis renommé Comité français contre la faim, en 1983. C'est en 1996 qu'il prend son nom actuel. L'association se désigne comme le « *regroupement de 20 organisations [syndicats, organisations de solidarité, organisations socioprofessionnelles] agissant pour la solidarité internationale* ». Le **CRID**²¹⁰ —Centre de recherche pour l'information et le développement —a été créé en 1976 par huit associations de solidarité internationale. L'association se qualifie de « *regroupement d'associations de solidarité internationale et de développement* », ou encore comme un regroupement « *d'une cinquantaine (d'associations), réunies autour d'une vision partagée de la solidarité internationale, reposant sur le partenariat et l'éducation au développement* ». **RITIMO** —Réseau d'information et de documentation pour la solidarité et le développement durable —a été créé en 1985 sous le nom de Réseau d'Information Tiers Monde des centres de documentation pour le développement. Le réseau est issu « *d'anciens coopérants, chercheurs, militants, syndicalistes, paysans, etc., issus du mouvement tiers-mondiste caritatif et/ou du mouvement anti-impérialiste* ». **RITIMO** regroupe « *en France des lieux et des organisations (centres de documentation, lieux ressources, médias et projets documentaires en ligne...) engagés collectivement dans un projet de mobilisation citoyenne pour la solidarité internationale* ».

Ces trois associations se réclament de la solidarité internationale. Elle y est appréhendée comme combat contre « *la pauvreté et les inégalités* » (**CFSI**), « *les inégalités entre le nord et le sud* » (**CRID**), et contre « *une vision misérabiliste du sud* » (**RITIMO**). Elles semblent vouloir sortir d'une approche caritative de la solidarité par un changement de regard sur les pays dits du Sud (**RITIMO**) et une relation plus partenariale : « *Le CFSI leur propose des partenariats et un soutien pour s'organiser [...]* » (**CFSI**), « *faire de ces personnes de véritables partenaires économiques et non plus des assistés* » (**CRID**). Les trois associations font référence au développement, tandis que seulement l'une d'entre elles

²⁰⁶ Onglets étudiés : missions-valeurs et histoire.

²⁰⁷ Onglets étudiés : qui sommes-nous ?

²⁰⁸ Onglets étudiés : qui sommes-nous ? et notre histoire.

²⁰⁹ FAO : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.

²¹⁰ Il est important de noter ici que la charte du CRID, qui fait l'objet de l'analyse, date de 1987. Il est ici évident qu'il y a eu des mises à jour, mais qu'elles ne figurent pas dans cette rubrique du site Internet.

mentionne l'**ECSI (RITIMO)**. Les deux autres parlent soit d'Éducation au développement²¹¹ (**CRID**), soit de sensibilisation (**CFSI**), alors que ces trois associations sont catégorisées par Coordination Sud comme « *Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale* », une seule cite l'expression. Le **CRID** indique, par exemple, que les membres du réseau ont « *une vision partagée de la solidarité internationale, reposant sur le partenariat et l'éducation au développement.* ». Cette éducation est mise en opposition, par le **CRID**, avec les campagnes publicitaires : « *des campagnes ponctuelles fondées sur une charité éphémère d'un très grand nombre n'entraînent pas à elles seules une dynamique durable. S'adressant à tous d'une manière indifférenciée, ces campagnes ne peuvent avoir les effets d'actions portées par le tissu social des communautés, des associations et des collectivités.* » Pour le **CFSI**, l'idée « d'éducation à » peut se refléter dans la campagne AlimenTerre qu'elle coordonne : « *le CFSI se fait l'écho des préoccupations des acteurs de terrain et des organisations partenaires au Sud menant [...] la campagne AlimenTerre pour sensibiliser l'opinion publique et les responsables politiques aux causes de la faim et aux moyens de la combattre* ». L'**ECSI** n'est pas sa mission première : « *Les actions du CFSI visent en priorité le développement de l'agriculture vivrière pour lutter contre la faim, l'insertion économique des jeunes générations par une formation professionnelle adaptée et le renforcement des organisations locales* ». Il s'agit d'apporter un appui afin que les organisations locales soient « *actrices de leur propre développement* ». Ce « *renforcement des compétences* » permet aux « *organisations locales de trouver des solutions pour influencer sur les politiques et améliorer la situation des plus pauvres* ». L'association souligne alors l'impuissance « *des plus pauvres* ». La solidarité défendue semble être palliative et d'adaptation. Il s'agit d'aider autrui à se développer. Concernant le **CRID**, il est sous-entendu que les actions de solidarité pallient les manquements de l'État, voire les inégalités sur le marché mondial « *si nul pays ne peut se soustraire durablement au système des échanges économiques internationaux sous peine d'être isolé et distancé, la protection des pays les plus vulnérables reste cependant nécessaire notamment pour limiter les effets des fluctuations des échanges et des prix et en particulier pour favoriser l'émergence d'une agriculture et d'une industrie nationale ou régionale* ». Le concept de développement est employé à répétition et est l'enjeu de l'action du **CRID**. Et, alors que le **CRID** est associé à l'altermondialisme, du fait de son fondateur Gus Massiah (l'une des figures françaises de l'altermondialisme), cette phrase remet en cause ce positionnement.

Pour le **CRID** et le **CFSI**, la solidarité semble être associée à l'aide : « *Le CFSI leur [les plus pauvres] propose des partenariats et un soutien pour s'organiser, renforcer leurs compétences, gagner en autonomie et être les acteurs de leur propre développement* » (**CFSI**). « *L'éducation pour le développement doit être une priorité pour améliorer les actions d'aide et permettre un véritable partenariat. L'aide ne peut se réduire à une entreprise*

²¹¹ L'EAD est une autre dénomination de l'ECSI.

entre les mains de spécialistes de la publicité » (**CRID**). Cette aide doit s'inscrire dans un renforcement des compétences et de l'autonomie (le développement), a contrario d'une aide d'urgence. Encore une fois, le champ lexical du développement transparait. Alors que le **CRID** et le **CFSI** semblent, dans leur discours, être plus proches de l'aide au développement, celle-ci paraît contradictoire avec la conception de solidarité internationale du **CRID** lui-même : « *La solidarité se renforce par la conscience d'appartenir à un même monde où les destins sont inéluctablement liés. La coopération, toutefois, suppose une confrontation, c'est-à-dire, la reconnaissance et le respect mutuel des spécificités et des intérêts de chacun, fussent-ils divergents. Elle implique donc l'identification préalable de ce qui sépare et de ce qui lie les partenaires et s'exprime dans une relation contractuelle. Son objectif est d'instaurer de véritables relations de réciprocité* » (**CRID**). Mais aussi d'après la conception du **CFSI** : « *Les membres du CFSI s'unissent pour affronter ensemble et avec leurs partenaires des pays du Sud les enjeux du futur : la justice sociale pour réduire la pauvreté et les inégalités croissantes ; l'économie au service de l'Homme et non pas l'inverse ; le partage équitable et la gestion durable des ressources naturelles de la planète* ». Pour **RITIMO**, la notion de développement est inhérente à son identité « *Réseau d'information et de documentation pour la solidarité et le développement durable* ». L'association se différencie par ses membres qui n'ont majoritairement pas de projets de terrain de développement dans les pays dits du Sud. En effet, les membres de son réseau sont des associations de « *mobilisation citoyenne pour la solidarité internationale et pour un autre monde* »²¹². Elle paraît donc plus éloignée de l'aide au développement. **RITIMO** appartient au « *courant altermondialiste, en participant à des collectifs au niveau français, en relayant localement et nationalement des campagnes d'action et d'opinion, et en développant des projets communs avec des organisations de la société civile et des médias au niveau international* ». L'histoire de **RITIMO** fait écho à l'histoire de l'**ECSI** : il s'agit de contrebalancer une « *vision misérabiliste du Sud* ». La relation à l'autre est ici symbolique, il s'agit avant tout d'un changement de regard pour construire « *des relations politiques, économiques et sociales plus justes* » entre le Nord et le Sud.

Ainsi, les aspirations sociales du **CRID** et du **CFSI**, telles qu'elles les définissent elles-mêmes : une solidarité internationale reposant sur le partenariat ou la réciprocité, semblent contradictoires avec leurs discours sur les moyens d'action, plus philanthropiques : l'aide au développement. Au contraire, pour **RITIMO**, les moyens d'action exprimés s'avèrent en cohérence avec les aspirations portées : « *changer le regard du Nord sur le Sud* ». Pour cela, l'association offre l'accès à une autre information, permettant de comprendre les causes de la pauvreté et

²¹² <https://www.ritimo.org/Les-membres-du-reseau-Ritimo>

favorisant les partenariats entre les populations tout en rendant visible « *des initiatives solidaires et innovantes pour un (ou des) modèle(s) de développement* ».

1.1.2 Les associations de développement

Les trois associations analysées sont le Secours catholique²¹³, le Secours populaire²¹⁴ et le **CCFD** Terre solidaire²¹⁵. Avant toute chose, il est important de noter ici le caractère hybride de ces structures. En effet, si le Secours populaire et le **CCFD** sont identifiés comme des associations de développement par Coordination sud, la première a un important volet urgence et la seconde un volet **ECSI**. En ce qui concerne le Secours catholique²¹⁶, l'association est connue pour être d'urgence et de développement. A la différence du **CCFD**, le Secours populaire et le Secours catholique ont des activités nationales et internationales. Le Secours catholique, créé en 1946, voit débiter ses actions internationales en 1954. L'**ASI** se définit comme « *un service de l'Église catholique* », d'une part, et comme une « *association* », d'autre part. Elle « *a pour mission de soutenir les plus fragiles* », également qualifiés de « *personnes accompagnées* », « *des plus pauvres* », « *des personnes en précarité* ». L'association « *répond aux multiples urgences, appuie des programmes de développement agricole, social, éducatif* ». Avec ces « *programmes de développement* », l'association « *s'attaque [...] aux racines de la pauvreté* », en plus du « *combat sur le terrain [d](l)es conséquences* ». Dans un contexte de « *guerre ou à la suite de catastrophe naturelle* », elle « *apport[e] une aide d'urgence aux populations* ». Pour sa part, le Secours populaire tire ses origines du Secours rouge international, créé par des militants communistes (1923 – 1936). L'association devient ensuite le Secours populaire de France, puis le Secours populaire français en 1945. Tout comme le Secours catholique, l'association coordonne des actions en France et à l'international. L'association « *répond[ant] aux situations d'urgence et [en] réalis(e)[ant] des programmes de développement en lien avec son réseau de partenaires locaux* ». Quant au **CCFD** TS, il émerge en 1960. C'est un comité contre la faim, créé par des mouvements et des services de l'Église, sous l'autorité de Monseigneur Ménager, afin de répondre à l'appel des Nations unies et plus particulièrement de la **FAO**. Tout d'abord appelé Comité catholique contre la faim, le terme de développement y est ajouté en 1966, d'après l'idée que : « *la lutte contre la faim ne peut aboutir que par le développement des populations concernées* ».

²¹³ Onglet étudié : missions et organisation — agir avec les plus fragiles.

²¹⁴ Onglets étudiés : valeurs, histoire, actions

²¹⁵ Onglets étudiés : Qui sommes-nous : première association et présentation/histoire

²¹⁶ Le Secours catholique ne fait pas partie des associations ayant fait l'objet de l'étude par Coordination Sud, mais, derrière Médecins sans frontière, il est l'une des associations de solidarité internationale à plus gros budget. Parce qu'il est membre du CRID, nous l'avons classé dans les associations de développement.

Le Secours catholique s'identifie comme un « *service de l'Église* », le Secours populaire comme une « *association de solidarité* » et le **CCFD** comme « *la première association de développement* ». Seul le **CCFD** fait référence explicitement à la solidarité internationale. Cependant, le Secours catholique porte l'idéal d'un « *monde juste et fraternel* » et d'une « *société de partage* ». Le Secours populaire, quant à lui, vise à « *mondialiser la solidarité* ». Le Secours catholique et le **CCFD** ont un ancrage religieux, catholique, perceptible par leur nom, mais aussi par leur identité revendiquée. La seconde association « *puise son souffle dans l'évangile et la pensée sociale de l'Église* ». La première reprend les termes du Pape François « *la solidarité avec les pauvres est la base même des Évangiles* ». Le Secours populaire, créé par des militants communistes, ne semble pas vouloir rappeler, sur son site Internet, cette histoire. En effet, l'association précise qu'elle s'intéresse « *aux conséquences des drames vécus sans se prononcer sur les causes* ». Si elle fait du plaidoyer, c'est pour que les plus précaires aient accès à « *leurs droits fondamentaux* », et non pas pour agir sur les causes. De son côté, le **CCFD** paraît être plus réformateur, puisque, selon lui, il faut réformer les institutions économiques et financières internationales. Le Secours catholique, pour sa part, semble être à mi-chemin des deux associations : « *S'il combat sur le terrain les conséquences de la précarité, le Secours Catholique-Caritas France se mobilise également depuis sa fondation, pour mettre fin aux causes de la pauvreté et proposer des alternatives pour le bien commun* »²¹⁷. Ces trois associations ont également toutes une conception de la solidarité basée sur le faire ensemble : « *Conception d'une solidarité partenaire, opposée à l'assistanat* » (Secours populaire), « *contre une aide paternaliste et intéressée des pays riches et, surtout, il situe le combat au niveau des valeurs* », « *Elle [l'aide directe] ne suffit pas* » (**CCFD**). Pour le Secours catholique, il y a « *nécessité d'aider l'autre et d'agir avec lui, dans un esprit de solidarité* ». Toutes se revendiquent du « *développement* ». Les programmes de développement du Secours populaire s'adressent aux « *victimes des catastrophes naturelles, de la faim, de l'intolérance, des atteintes aux droits de l'homme* ». Pour le Secours catholique, il s'agit de « *s'attaquer aux racines de la pauvreté* », tout comme le **CCFD**-Terre solidaire. Au-delà des actions de développement, le Secours catholique et le Secours populaire interpellent les pouvoirs publics. Le **CCFD** va plus loin, car il vise aussi à « *réformer les institutions économiques et financières internationales, pour qu'elles promeuvent mieux des rapports équitables avec les pays les moins avancés* ».

Les trois associations font référence à une relation partenariale et critiquent une vision paternaliste et basée sur l'assistanat. Une « *société juste et fraternelle* » est à construire avec « *les personnes en précarité* » (**SC**), il s'agit de construire une société « *plus humaine* » (**CCFD** et Secours populaire).

²¹⁷ Une cause peut être considérée et appréhendée comme étant individuelle ou sociale. Le nonaccès à l'alimentation peut s'appréhender par le prisme des relations internationales ou de façon plus locale.

Pourtant, on retrouve dans leurs propos une certaine approche binaire : le « *nous* » des associations se différencie des « *plus pauvres* » (Secours catholique), des « *victimes* » (Secours populaire), ou encore des « *bénéficiaires* » des pays pauvres (CCFD). Cette catégorisation semble être moins appuyée pour le CCFD, qui désigne également le partenaire comme « *des sociétés civiles du Sud et de l'Est* », des « *acteurs du changement social* ». Une autre contradiction peut être relevée : l'idée d'une relation égalitaire, non paternaliste, qui serait cependant basée sur le développement des populations. Il paraît important de préciser que la notion de développement n'a pas tout à fait la même acception pour les différentes associations. Pour le CCFD, il « *repose sur la répartition des richesses* », « *il fait appel à une conception globale de la personne humaine ; c'est avoir la capacité d'être acteur de sa propre histoire, de s'épanouir et de progresser vers une situation plus humaine* ». Pour le Secours catholique, il s'agirait « *de favoriser l'autonomie dans l'action, et permettre à chacun de proposer des solutions aux difficultés rencontrées et de mettre en œuvre les initiatives pour y répondre* ». La capacité « *d'être acteur de sa propre histoire* » ou « *d'être autonome* » ne semble donc pas être reconnue à autrui. Le Secours populaire formule les choses différemment : il s'agit de faire en sorte « *que la vie reprenne son cours* », néanmoins, le terme « *développement* » concerne seulement l'international. Effectivement, les deux associations ayant des programmes en France (Secours populaire et Secours catholique) n'emploient ce terme de développement que pour le reste du monde, en dehors de la France et de l'Europe. D'ailleurs, le Secours catholique nomme l'une de ses rubriques : « *développement et solidarité internationale* », les deux concepts formant ainsi un tout. Le Secours populaire, sur les questions internationales, emploie les termes de solidarité (sans le qualificatif internationale) et de développement.

Cette analyse de contenu des discours des associations de développement révèle, d'abord, l'usage d'un même vocabulaire, celui du développement d'autrui, pouvant être contradictoire avec les valeurs portées : la solidarité internationale. Ensuite, elle montre que les trois ASI prônent une relation partenariale, alors même que l'opposition des rôles, l'aidant et l'aidé, est bien perceptible.

1.1.3 Les associations humanitaires

Les trois associations humanitaires²¹⁸ étudiées sont Médecins sans frontières (**MSF**)²¹⁹, Action contre la faim (**ACF**)²²⁰ et Handicap international (**HI**)²²¹. Elles sont identifiées par Coordination sud comme des **ASI** d'urgence. Médecins sans frontières a été créée en 1971 par des journalistes et des médecins : « *les uns ont été marqués par leur expérience au Biafra, vécue deux ans plus tôt avec la Croix Rouge française, les autres se situent dans la mouvance du journal médical Tonus qui lance un appel aux médecins pour porter secours aux victimes d'inondations au Pakistan oriental. Ils décident de créer une organisation médicale d'urgence libre de sa parole et ses actes* ». L'association marque la naissance du courant des *French doctors*²²². Action Contre la Faim est apparue en 1979, pour porter assistance aux réfugiés afghans au Pakistan. Elle est fondée par des intellectuel·les français·es²²³. Handicap International émerge un peu plus tardivement, en 1982. Au moment de l'étude, le site de **HI** ne donnait pas d'information sur le contexte historique de sa création. **ACF** indique explicitement sa filiation aux *French doctors* et se définit comme « *une organisation internationale qui lutte contre la faim dans le monde* ». **MSF** est « *une association médicale humanitaire internationale* » et **HI** se définit comme étant, d'une part, une « *association* », et d'autre part, une « *organisation de solidarité internationale indépendante et impartiale* ». Contrairement à **MSF**, les deux autres **ONG**, **ACF** et **HI**, indiquent aller au-delà des soins médicaux à proprement parler. Elles peuvent alors se rapprocher des associations dites de développement : « *Insertion économique et sociale* », « *prévention* », « *insertion scolaire* », « *développement local* » (**HI**) ; « *Sécurité alimentaire et moyens d'existence* », « *favoriser l'autonomie des populations* » (**ACF**). Malgré cela, **ACF** se revendique de « *l'humanitaire* » et de « *l'urgence* », et n'emploie ni les termes de solidarité, de solidarité internationale, ni de développement, tout comme **MSF**. Au contraire, **HI** s'inscrit dans la « *solidarité internationale* » et emploie le terme de « *développement* » (« *local* »). Dans les onglets étudiés, elle ne fait pas référence à l'humanitaire ou à l'urgence bien qu'on en reconnaisse les traits. En effet, les trois associations utilisent un vocabulaire humanitaire : « *humanitaire* », « *urgence* », « *sort des populations* », « *épidémies* », « *catastrophe naturelle* », « *barbarie humaine* », « *conflit armé* » pour **MSF** ; « *combattre ce fléau* », « *des opérations d'urgence* », « *subvenir aux besoins vitaux* », « *populations les plus vulnérables* » ; « *conflits* », « *catastrophes naturelles* », « *victimes de mines, de sous-munitions et d'autres*

²¹⁸ Précisons que j'ai été salariée de deux des trois associations humanitaires étudiées : Action contre la faim et Handicap international.

²¹⁹ Onglets étudiés : Association et histoire

²²⁰ Onglets étudiés : Notre mission, notre combat, notre histoire.

²²¹ Onglets étudiés : Association.

²²² Cf partie historique.

²²³ Parmi eux : Bernard-Henri Lévy, Jacques Attali, Françoise Giroud.

restes explosifs de guerre», « *les blessés* », « *les victimes de catastrophes naturelles* » pour **HI**. Les trois associations aspirent à porter « *secours* », en faisant « *tomber tous les barrages, toutes les frontières qui se dressent encore entre ceux qui ont vocation de sauver, de soigner, et les victimes* » (**MSF**), à « *sauver des vies* » (**ACF**), à « *venir en aide* » (**HI**). Alors que l'action de **MSF** est légitimée par « *le droit à l'assistance humanitaire* », celle de **HI** et **ACF** repose sur la réponse aux « *besoins essentiels et spécifiques* » (**HI**) et aux « *besoins vitaux* » (**ACF**). Les trois **ONG** ont en commun d'avoir une approche technique — « *pratiques de soin* » (**ACF**), « *appareillage* » (**HI**), « *assistance médicale* » (**MSF**) — et s'intéressent aux effets des crises et des inégalités sur les individus, en tant que « *victimes* ». Il s'agit donc de réparer. **ACF** et **HI** cherchent aussi à anticiper, de manière individuelle, par le biais de la prévention et de l'insertion. Les notions d'aide, de secours et de soutien sont centrales dans le discours de ces **ONG** humanitaires. L'autre, à qui elles viennent en aide, est désigné comme « *victime* » (**MSF, ACF, HI**), « *démuni* » (**MSF**), « *vulnérable* » (**ACF, HI**). Le vocabulaire de l'humanitaire et du catastrophisme, déjà cité, est couplé avec celui de l'héroïsme : « *personnes en détresse* » (**MSF**), « *situation de détresse* » (**ACF**), « *sauver des vies* » (**ACF**), « *agir partout où cela est nécessaire* » (**HI**). Les héros sont alors ces **ONG**, les adhérents et les donateurs, et plus particulièrement, le « *personnel médical, logistique et administratif de dizaines de nationalités différentes, expatriés ou employés localement* », « *des personnels en mission sur le terrain* » (**MSF**). La relation est unilatérale. **HI** insiste, pourtant, sur la dimension partenariale de la relation, tout en faisant référence aux bénéficiaires. Au-delà de l'aide, **MSF** et **ACF** font toutes deux allusions « *au sort des populations* », dont il faut témoigner auprès du grand public. Pour **HI**, l'opinion semble être « *à informer* » pour mener des campagnes (pétitions). D'autre part, des activités annexes, comme le plaidoyer (**ACF** et **HI**) et la dénonciation auprès de l'opinion publique (**MSF**) font aussi partie des activités des **ONG**.

L'humanitaire, tel qu'il est décrit par les **ONG MSF, ACF** et **HI**, repose sur l'aide. Comme pour les associations de développement, l'opposition des aidants et des aidés est franche. Comme **MSF** et **ACF** se revendiquent de l'humanitaire, cette opposition n'est pas surprenante. Ce qui l'est plus, c'est, d'une part, que ces associations soient identifiées comment étant de solidarité internationale par Coordination sud et, d'autre part, que **HI** se définisse elle-même comme de solidarité internationale. Ce dernier point s'explique certainement par le fait que l'urgence et le développement forment de plus en plus un continuum au sein des **ONG**. Pour autant, le discours de **HI** semble contradictoire avec les valeurs que l'association affiche. Quant aux discours de **MSF** et d'**ACF**, ils semblent cohérents avec les valeurs qu'ils affichent, mais pas avec la façon dont on les désigne (associations de solidarité internationale).

En résumé, les neuf associations étudiées sont identifiées comme étant de solidarité internationale. Cette identification paraît correcte puisque sept d'entre elles (toutes sauf **MSF** et **ACF**) s'y réfèrent dans les aspirations qu'elles portent. Pourtant, à l'opposé de cette aspiration réciprocaire revendiquée, les associations étudiées— qu'il s'agisse des associations d'**ECSI**, de développement ou d'humanitaire — portent aussi un message philanthropique d'aide directe internationale. En effet, les rôles du Nord aidant et du Sud aidé sont clairement identifiés par huit des neuf associations (sauf **RITIMO**). Cette solidarité internationale semble donc se décliner de façon philanthropique et hiérarchisante, avec des rôles distribués : « *On impose au réel une grille de lecture simple, fabriquée par une vision victimaire, exclusive, dévorante du monde* » (Brauman, 2009, p. 94). Il semble donc qu'il y ait contradiction entre les valeurs affichées par les **ASI** sur leur site Internet, ou la manière dont elles sont désignées dans le milieu, et la façon dont elles semblent les décliner dans leurs discours. C'est pourquoi, il m'a semblé primordial de m'intéresser aux représentations sociales des communicant·es dans le point suivant.

1.2 Les représentations sociales des communicant·es par branches de la solidarité internationale

L'hypothèse de départ est que la communication de solidarité internationale est philanthropique parce qu'elle reflète les représentations sociales, elles aussi philanthropiques, qui ont cours au sein des **ASI**. Il est donc question, ici, de rendre compte des représentations sociales de la solidarité internationale en interrogeant les commanditaires des communications des **ASI**. À partir des réseaux d'association construits par les interlocuteurs et interlocutrices lors de mes entretiens, l'analyse des représentations sociales est d'abord faite pour chacune des grandes branches de la solidarité internationale : le développement (1.2.2), l'humanitaire (1.2.3) et l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (**ECSI**) (1.2.1). Ensuite, une analyse des représentations sociales plus globale est proposée. Mon attention s'est particulièrement portée sur les objectifs de la solidarité internationale pour mes interlocuteur·rices, ainsi que sur la relation à l'Autre lointain portée.

1.2.1 La solidarité internationale pour les communicant·es des associations **ECSI**

Je me suis entretenue avec trois communicant·es²²⁴ des trois associations d'**ECSI** suivantes : le **CRID**, **RITIMO** et le **CFSI**. Ces trois personnes les inscrivent dans le mouvement altermondialiste. Mais, comme je vais le montrer, leur rapport à la solidarité internationale est, cependant, plus ambivalent.

Une identité altermondialiste cohérente avec les valeurs portées par les trois salarié·es

Minh, Sébastien et Myriam, respectivement salarié·es du **CFSI**, du **CRID** et de **RITIMO**, ont eu des expériences professionnelles tant dans le monde marchand, que non marchand. Le choix d'intégrer leur association reflète leur volonté de cohérence entre les valeurs défendues et leur métier. Il et elles se qualifient de façon plus ou moins explicite d'altermondialistes. Ce qui est également le cas, selon ces dernier·es, des associations qui les emploient :

Minh-**CFSI** : « *Je suis devenue altermondialiste* », elle explique cet engagement : « *Je me suis transformée, car j'étais vraiment un produit du capitalisme moderne, mais ça m'est revenu à la tronche, particulièrement lors de mon expérience en start-up. Une femme asiatique, chargée de communication et pas spécialiste du numérique, ce n'est pas facile* ». Le **CFSI** est « *une association altermondialiste* » du « *secteur de la solidarité internationale* ».

Sébastien — **CRID** : « *C'était une façon d'être cohérent dans les idées et dans le parcours pro. Le **CRID** pose des enjeux et à un vrai regard politique : UEMSS²²⁵, FSM²²⁶, des campagnes fortes... La culture altermondialiste me correspondait bien, il y a un côté radical* ».

Myriam — **RITIMO** : « *quand j'ai entendu Bernard Salamand,²²⁷ je voulais vraiment que ce soit mon boss ! Il m'a d'ailleurs demandé ce qui m'intéressait dans l'altermondialisme [...]. J'ai eu un test écrit aussi à faire, il fallait transformer un bouquin pour enfants sur la mondialisation : le monde de Zoé. Du coup c'était "l'autre monde de Zoé", là je me suis éclatée. L'idée était d'avoir d'autres liens internationaux* ».

Lorsqu'on se réfère aux cartes mentales (annexe 2), on voit que les trois interlocuteur·rices mettent en avant, pour qualifier la solidarité internationale, l'idée de changement :

²²⁴ Minh Maudoux, responsable communication au **CFSI**. Myriam Merlant, chargée des publications à RITIMO. Sébastien Bailleu, délégué général du CRID. Leur identité et parcours sont précisés en annexe 4.

²²⁵ L'UEMSSI est l'Université d'été des mouvements sociaux et de la solidarité internationale organisée pour la première fois en 2016 par le CRID et l'association ATTAC.

²²⁶ Le FSM est le Forum social mondial, événement altermondialiste né en 2001 à Porto Alegre, au Brésil.

²²⁷ Bernard Salamand est Délégué général de Ritimo (1991—) et ancien Président du CRID (2009-2016).

Minh — **CFSI** : « *Solidarité internationale - changer les mentalités - changer le système pas le climat*²²⁸ »

Myriam-**RITIMO** : « *Information transformatrice* »

Sébastien-**CRID** : « *Solidarité internationale – Altermondialisme* »

Cette idée de changement revient plusieurs fois pour chacun·e d'entre eux :

Minh-**CFSI** : « *travailler autrement* », « *alternatives* », « *produire consommer autrement* »

Myriam-**RITIMO** : « *alternatives* »

Sébastien-**CRID** : « *changement social* », « *alternatives* », « *transitions* »

La catégorie de mots « *changement social* » est la seule commune aux trois associations concernant la consigne de la première carte mentale : « *que vous évoque la solidarité internationale ?* ». Elle est jugée positive (**RITIMO**, **CRID**) ou neutre (**CFSI**). Cette catégorie est donc une représentation partagée par nos interlocuteur·rices. La solidarité internationale devrait, selon ces dernier·es, tendre vers le changement social. « *Transformations sociales* », « *altermondialisme* », « *alternatives* », « *transition* », « *vivre-ensemble* », « *humanisme* » font partie de son champ lexical. Il s'agit, cependant, d'aller plus loin en tentant de comprendre ce que recouvrent ces termes pour les personnes interrogées. Tout d'abord, le changement social semble impliquer une démarche critique, d'une part, et de compréhension du monde, d'autre part. La démarche critique est relevée par les trois personnes, dans les cartes mentales :

Minh-**CFSI** : « *Lutte contre* » : « *les multinationales* », « *les lobbies* », « *les abus économiques* »
(« *optimisation fiscale* »)

Sébastien-**CRID** : « *Contre-pouvoir* », un « *rôle politique* », « *engagement* », « *militantisme* »

Myriam-**RITIMO** : Le « *plaidoyer* », « *médias libres* »

Quant à la démarche de compréhension du monde, elle est relevée par deux des interlocuteur·rices :

Myriam-**RITIMO** : « *compréhension du monde* », « *éducation* », « *sensibilisation* »

Sébastien-**CRID** : « **ECSI** »

Concernant maintenant la nature du changement social, elle est seulement exprimée, dans les cartes mentales, par Minh-**CFSI** : « *[Améliorer les] conditions de travail et d'accès au travail* », « *produire consommer autrement* ». Cependant, les entretiens permettent d'apporter des précisions. Au **CFSI**, les « *changements sociaux* » reviennent à « *faire respecter les droits humains et le droit à l'alimentation partout dans le monde* »²²⁹. Ces changements sont tant de l'ordre du système, que des mentalités : « *L'enjeu c'est de changer les mentalités, mais on est comme dans le Titanic : ce sont les classes du dessous qui essaient de construire* »

²²⁸ Changer le système, pas le climat est une déclaration du Forum social mondial de 2013, déclaration notamment portée par l'association altermondialiste Attac.

²²⁹ Texte issu du profil LinkedIn de Minh Maudoux.

des alternatives, car elles sont tout de suite confrontées aux problèmes, les gens du dessus eux attendent au bar. Tant que les gens pensent que la meilleure place c'est le bar, rien ne bouge ». Au CRID, on parle de « transformer des territoires » par « des actions locales touchant des questions internationales », les AMAP²³⁰ par exemple. Tout l'enjeu de l'un des programmes, Une seule planète, est d'ailleurs « que les alternatives fassent système ». « Transformer les territoires », ce n'est plus seulement agir sur les symptômes, c'est agir sur les causes : « J'étais présent à une distribution alimentaire au Tchad (avec l'ONG X²³¹). Les stocks de Sorgo étaient ensuite revendus. Les paysans ne pouvaient plus vendre leur production, l'économie était perturbée. On pose finalement un pansement sur un problème qui nécessite une opération à la racine plutôt que sur les conséquences ».

À RITIMO, l'interlocutrice va dans le même sens : « [La solidarité internationale] c'est réfléchir aux règles politiques, faire du plaidoyer, questionner les causes du mal développement ». Myriam, à RITIMO, est très explicite quant à la nature du changement social souhaité. Cela s'explique certainement par le fait que l'association vient de terminer la définition de sa stratégie de communication, avec la collaboration d'une agence de communication issue de l'Économie sociale et solidaire²³². L'enjeu est de remettre en question « la vision néolibérale qui est [actuellement] valorisée », « le capitalisme » et de réfléchir à la façon dont « on va mettre en place des sociétés permettant au monde d'être soutenable ». Elle rajoute : « Les alternatives se sont d'autres modèles de société, pas juste des alternatives individuelles du type "un tel s'est lancé dans l'agroécologie". Il faut une dimension collective et politique, ça passe par un espace collectif : partager sa goutte d'eau pour une vision plus large. Ce sont aussi des objectifs globaux, ce n'est pas juste le colibri, car on est face à un rouleau compresseur, le capitalisme. Les alternatives c'est bien, mais il faut en faire un truc global ». Elle précise : « L'objectif est de changer le système de média mondial. [...]. Notre objectif est de débattre et d'avancer au niveau législatif, de sensibiliser les acteurs, les citoyens, de faire le lien entre les acteurs, de libérer l'information, de sortir du joug des structures au service de l'argent et du pouvoir politique, des structures au service des dominants [...] Nous on est anti-impérialistes, antiracistes, antisexistes [...] La transformation sociale souhaitée ou le changement de système c'est un monde moins inégal, plus juste économiquement et écologiquement, basé sur la coopération plus que sur la compétition. Un monde plus juste et plus soutenable ». Tout comme Sébastien du CRID qui exprime que les alternatives devraient faire système, Myriam considère que les changements individuels sont insuffisants : « C'est un changement individuel avec des débouchés collectifs ».

²³⁰ Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne.

²³¹ À la demande de l'interviewé, le nom de l'association a été anonymisé « Celles ou ceux qui connaissent mon parcours comprendront, mais je ne préfère pas les pointer du doigt » (extrait du courriel de Sébastien Bailleul, CRID, du 18/10/2018).

²³² Il s'agit de l'agence Coopaname.

Le constat peut alors être fait que la solidarité internationale, pour les trois interlocuteur·rices, devrait être transformatrice, néanmoins, ce qui est à transformer est peu explicite. Il s'agit maintenant de s'intéresser à la nature de la relation portée par les communicant·es de ces **ASI**.

La solidarité internationale, entre aide et réciprocité

Si l'idée de charité, d'assistanat, voire d'aide est rejetée par les trois interlocuteur·rices, elle est cependant bien associée à la solidarité internationale dans les représentations, voire dans les pratiques des associations, même s'ils revendiquent une relation réciprocaire. L'ambivalence de la solidarité internationale, ses contradictions, sont clairement explicitées ici. Myriam, Sébastien et Minh défendent une solidarité réciprocaire, dans la discussion, mais aussi dans la première carte mentale « *que vous évoque la solidarité internationale ?* ». Pour les communicant·es, la solidarité internationale, ce n'est pas (seulement) aider, elle doit être synonyme de réciprocité. La solidarité altermondialiste, présentée par Sébastien du **CRID**, implique « *l'engagement* », « *la réciprocité* » et « *l'interdépendance* » et vise le « *vivre ensemble* ». Pour Myriam de **RITIMO**, il s'agit de « *mutualiser avec des partenaires* ». Minh du **CFSI** cite notamment la « *coopération* » et précise que l'association parle « *d'enjeux partagés* », de « *territoire à territoire* ». Les trois salariées semblent être en rupture avec une solidarité qui peut être qualifiée de philanthropique. Comme l'explique l'interlocuteur du **CRID** « *Il ne s'agit plus d'aider, mais de transformer les territoires* ». La solidarité basée sur l'aide serait une « *solidarité internationale traditionnelle* » ou « *de l'époque* » :

Sébastien-**CRID** : « *La solidarité internationale, au-delà des acteurs traditionnels : l'humanitaire, le développement et l'ECSI — parmi lesquels il y a de grosses différences, et particulièrement à l'intérieur même du développement avec des associations altermondialistes et d'autres non — fait aussi référence à des actions locales touchant des questions internationales. C'est en cela qu'elle se différencie d'une solidarité internationale traditionnelle* ».

Myriam-**RITIMO** : **RITIMO** « *était d'abord tiers-mondiste avec la solidarité internationale de l'époque : libération des pays. [...]. On n'est pas dans la logique de développement. On ne fait pas de projets directs au Sud. Nous on sensibilise, on fait de l'éducation* ». Le message véhiculé est que lorsque l'on fait de la solidarité internationale « *on n'arrive pas en grand sauveur. C'est sortir de l'idée d'assistanat, on fait des partenariats* ».

Minh-**CFSI** : La solidarité internationale est entre les mains d'une « *génération* » peu encline à dépoussiérer « *les anciens modèles et les modes de pensées dans lesquelles elle est engluée* » : la vision

« Nord/Sud », la « charité », une certaine vision « condescendante ». « C'est un monde vieux et sclérosé ».

Pourtant, la notion d'aide est bien présente dans les représentations, voire dans les pratiques. En effet, la carte mentale dont la consigne est la suivante : « qu'est-ce qu'évoque selon vous la solidarité internationale pour le grand public ? », montre que la catégorie de mots liés à l'aide est commune aux trois associations. Je précise que Myriam, de **RITIMO**, parle d'aide mutuelle et non pas d'aide unilatérale, celle-ci évoque oralement « l'assistanat ».

Minh-**CFSI** : « Qui aide qui ? », « Soutenir », « aider »

Sébastien-**CRID** : « Aider (les pauvres) »

Myriam-**RITIMO** : « Entraide » et à l'oral : « sortir de l'idée d'assistanat »

Minh, en se mettant à la place du grand public, considère les termes liés à l'aide comme positifs. Le terme d'entraide est cité dans un contexte positif par Myriam²³³. De son point de vue, Sébastien considère l'aide comme un terme négatif.

Si la notion d'aide est citée par les trois associatifs lors de l'usage d'une technique de substitution, elle n'est pas abordée lors de la première carte mentale, sans substitution. Donc, si l'on fait référence à la théorie des représentations sociales (Abric, 2003a), ces termes liés à l'aide font partie de la zone muette. La zone muette est constituée de cognitions ou de croyances, qui, si elles sont exprimées, peuvent nuire à l'image des locuteur·rices ou être en contradiction avec les normes en vigueur dans la société. Si l'on s'intéresse à tout le contenu des cartes mentales « avec substitution » (la solidarité internationale pour le grand public), on voit que, pour l'interlocuteur du **CRID**, la solidarité internationale, vue du grand public, c'est « l'humanitaire ». Plus précisément, « les french doctors », « les expatriés » qui vont « aider » les « pauvres », « loin », « en Afrique ». Il s'agit de « donner de l'argent » (on pense au « street-marketing »). Elle est « injustifiée », il faut « d'abord, penser ici ». La solidarité internationale n'est pas aussi positive que dans la première carte mentale dans laquelle les interlocuteur·rices indiquent ce que leur évoque, à eux, la solidarité internationale. Pour Minh du **CFSI**, la solidarité internationale pour le grand public, ce serait une « aide » caritative (« charité ») des « **ONG** » (« Croix-Rouge ») envers les « plus démunis » et portant une certaine forme de « condescendance ». Elle est perçue de façon négative. Concernant **RITIMO**, si nous avons tout de même pu discuter de ces idées reçues, nous n'avons pas dépassé le blocage de l'écrit (annexe 3). Je prends donc le parti de reprendre les contenus exprimés oralement lors de l'exercice du réseau d'associations, mais qui n'ont pas été retranscrits par l'enquêtée. Ces mots sont : « luxe », « envie d'une

²³³ Rappelons que la deuxième carte mentale n'a pu être faite par l'interlocutrice de RITIMO.

autre information » « *découvrir ce qu'on nous cache* », « *médias* » (pas de place pour l'international), « *la crise* », « *la guerre* », « *les pays du sud* », « *un contexte de crise* », « *sauver notre peau* », « *l'inefficacité* » des « *alternatives* », « *mythe néolibéral : productivité, compétitivité l'emporte sur les droits humains* », entretenu par « *politique* » et « *médias* », « *boucs émissaire* », « *l'entraide* », « *la fraternité* », « *le racisme* ». Les termes autour de la philanthropie et d'une forme de hiérarchisation sociale sont donc ceux qui sont les plus difficilement exprimés, puisqu'ils n'apparaissent pas sans le recours à la technique de substitution « *pour le grand public* ». Même en n'adhérant pas à cette solidarité philanthropique, ces représentations sont tout de même présentes à l'esprit des interlocuteur·rices. Or, pour les psychologues sociaux, les représentations ne sont pas sans influence sur les pratiques (Moscovici, Jodelet, 1993). D'ailleurs, Minh du **CFSI** considère que l'approche philanthropique est bien présente dans les pratiques de l'association : comme « *les projets soutenus dans le monde sont évalués en fonction de nos mots clés, de nos schémas de pensée* », on n'est pas autant dans l'alternative qu'on le laisse penser : « *On ne laisse pas la place à autre chose* ». « *On reproduit nos schémas de pensée sur les pratiques du Sud* ». On s'interroge beaucoup, on parle beaucoup, mais peu de choses changent dans les actes, explique-t-elle. Elle émet, ensuite, deux critiques en termes de relation à autrui : celle de l'aide, d'une part, et celle d'une « *condescendance ou relation de supériorité* » inhérente aux pratiques des acteurs de solidarité internationale, d'autre part. Les deux sont liés : l'aide serait délivrée avec condescendance. Les discours ne se traduiraient donc pas nécessairement dans les actes. Il y a des « *lapsus comportementaux* » : « *à partir du moment où c'est nous qui avons l'argent, c'est nous qui décidons* », et il y a un vrai manque de confiance vis-à-vis des organisations locales : « *il faut toujours être en coopération avec une organisation française* »²³⁴. Tout l'enjeu, en ce qui concerne notre interlocutrice, est de « *coopérer autrement* ». Si l'attention est portée sur la relation de solidarité, les trois personnes semblent revendiquer une solidarité réciprocaire au détriment d'une solidarité philanthropique. Cependant, les deux aspects font partie de leurs représentations, ce qui pourrait ouvrir la voie à des « *lapsus comportementaux* » (Minh, **CFSI**).

En conclusion de ce point, pour les trois associations, les deux termes clés et communs sont le changement social et l'aide. L'aide est la catégorie de mots qui a nécessité une technique de substitution pour être verbalisée. Même si les trois associations sont très claires quant à leur objectif

²³⁴ Commentaire par courriel de Minh Maudoux, le 17/10/2018, suite à relecture de ce document : « *les partenariats se font obligatoirement avec une organisation européenne (pour être tout à fait correct et pas que française, comme indiqué : <https://www.cfsi.asso.fr/thematique/appel-a-projets-promotion-lagriculture-familiale-afrique-louest-fondation-france-et-cfsi>) c'est que nos pratiques sont également contraintes du fait de nos bailleurs. En effet, nous co-construisons nos programmes avec eux et/ou devons répondre à un cahier des charges bien précis. C'est le cas également pour le Coopérer autrement où la coopération sur des enjeux partagés entre territoires est ce qui est demandé/financé en premier lieu par nos bailleurs principaux (Agence française de développement). C'est important pour comprendre le schéma de pensée et pourquoi les pratiques peuvent ou pas se renouveler* ».

de changement social, il peut être questionné. D'une part, ce changement social n'est que peu qualifié. Or, l'intérêt du discours est justement qu'il reflète « *une partie essentielle du travail de la critique qui est "la codification de ce qui ne va pas" et la recherche des causes de cette situation dans le but d'aller vers des solutions* » (Boltanski, Chiapello, 1999, p. 88). La critique propre au changement social est à « *un niveau secondaire²³⁵, réflexif, théorique et argumentatif qui permet de soutenir la lutte idéologique, mais qui suppose la ressource de concepts et de schèmes permettant de lier les situations historiques que l'on entend soumettre à la critique à des valeurs susceptibles d'universalisation* » (Boltanski, Chiapello, 1999, p. 82). Autrement dit, les mouvements agissant pour un changement social doivent l'explicitier et questionner leur propre rhétorique afin de donner du poids et de la force à leurs revendications. D'autre part, malgré un discours engagé, la notion d'aide et les autres termes philanthropiques étant le propre d'une solidarité internationale « *traditionnelle* », sont très présents dans les imaginaires, même si les interlocuteur·rices n'y adhèrent pas. L'interlocutrice du **CFSI** regrette même des lapsus comportementaux. Selon les théoricien·nes des représentations sociales, cela n'est pas sans conséquence puisqu'elles participent à la construction de « *notre relation au monde et aux autres, orientent et organisent les conduites et les communications sociales* » (Jodelet, 1993, p. 53), et cela qu'on y adhère ou non. Ces représentations peuvent alors être des freins au changement social poursuivi, d'où l'importance d'être conscient de ces représentations.

²³⁵ Ce niveau secondaire dépasse un niveau primaire de la critique, qui serait de l'ordre de l'émotion et de l'humanitaire. Boltanski et Chiapello apportent un point de vigilance quant à l'absence d'une « *théorie critique permettant de transformer l'indignation en un appareil argumentatif ou de fonder la révolte en raison* » : les mouvements risquent alors de devenir de l'ordre de « *l'humanitaire* » (Boltanski et Chiapello 1999, p. 429). L'ordre humanitaire pour les auteurs reflète la transformation de l'exploité en exclu. Les exclus, contrairement aux exploités, ne seraient alors considérés comme victimes de personne si ce n'est de leur propre défaillance. Mais, du fait de l'appartenance à une même humanité, il est du devoir de tout un chacun de leur venir en aide. Dès lors, la critique porte sur « *un niveau primaire, du domaine des émotions, qu'il est impossible de ne jamais faire taire [...]* » (Boltanski et Chiapello 1999, p. 429).

1.2.2 La solidarité internationale pour les communicantes des associations de développement

Afin de réaliser la suite de mon analyse, je me suis entretenue avec une salariée de chacune des trois associations suivantes : le **CCFD** Terre-solidaire (**CCFD**)²³⁶, le Secours populaire (**SP**)²³⁷ et le Secours catholique (**SC**)²³⁸. Sur les trois associations, dites de développement, deux ont – comme déjà indiqué - des références explicitement religieuses : le **CCFD**-Terre solidaire qui est « *un mouvement de l'Église* » et le Secours catholique qui est « *un service de l'Église* » (Sandrine Verdelhan, Secours catholique). Il est à préciser que contrairement à l'interlocutrice du **CCFD**, celles du Secours populaire et du Secours catholique parlent moins spontanément de solidarité internationale, puisque les associations agissent tant en France qu'à l'international. Corinne, du Secours populaire, précise qu'il n'y a pas de différence faite entre les actions de solidarité en France et dans le monde.

La solidarité internationale, un engagement pour le développement...

Pour les interlocutrices du **CCFD-TS** (Karine) et du Secours populaire (Corinne), solidarité internationale et développement semblent être synonymes ou, tout du moins, intimement liés. Sandrine du Secours catholique considère, quant à elle, le terme « *développement* » comme le plus important de sa carte mentale, suite à la question « *que vous évoque la solidarité internationale ?* ». Au cours de la discussion, elle fera seulement référence aux « *actions de développement* », tout en précisant que « *quand on [au Secours catholique] parle de solidarité internationale, c'est rapprocher les gens [...]* ». Karine et Corinne reviennent à plusieurs reprises sur l'idée de développement, tout en la précisant :

Karine — **CCFD-TS** : « *Le **CCFD** est un acteur de solidarité internationale et de développement. [...]. On est dans un monde globalisé, l'action de SI est nécessaire : on est coresponsable, on agit ensemble, chacun apporte quelque chose. [...]. La SI comprend aussi l'**ECSI** et le plaidoyer et prend la pleine mesure de ce qu'on fait ici : faire évoluer la législation, limiter les conséquences néfastes sur les pays du Sud. [...].* »
« *On est aussi une **ONG** de développement, avec une action de long terme, avec les partenaires. Les idées sont déjà là, c'est eux qui savent ce qu'il y a à faire. Nous, on donne un coup de pouce* ».

²³⁶ Karine Appy, Responsable relations médias et influenceurs.

²³⁷ Corinne Makowski, Directrice adjointe et Secrétaire générale.

²³⁸ Sandrine Verdelhan, Responsable relations (aux) publics. Lien collecte et plaidoyer

Corinne — **SP** : « [...] on travaille sur l'urgence et le développement. Au cœur de notre engagement : la solidarité. On répond aux situations de détresse, mais d'abord, on fait en sorte que les gens s'engagent, s'organisent au travers d'une association pour se donner les moyens d'agir ».

« Les humanitaires agissent en situation de crises, d'urgence. Nous on est dans la SI, le développement ».

En plus du développement, qui semble être un terme commun aux trois interlocutrices, soit via les cartes mentales (Sandrine et Karine), soit via les discussions (Sandrine, Corinne et Karine), il en est de même de l'engagement. La notion d'engagement est citée dans les cartes mentales des trois participantes, en réponse à la question « que vous évoque la solidarité internationale ? ». Pour sa part, Sandrine cite (ordre d'apparition) : « Fraternité », « Fiscalité », « Engagement », « Pays », « Paysans », « Agroécologie », « Climat », « Plaidoyer », « ONU », « Afrique », « Développement ». Tandis que Karine parle des termes (**CCFD**)²³⁹ : « Responsabilité », « Développement », « Changement de modèle », « Long terme », « Local », « Co-construction », « Transformation sociale », « Droits de l'homme – DESC », « Plaidoyer », « Action », « Mondialisation ». Et enfin, Corinne, de (**SP**)²⁴⁰ : « Partenariat », « Dignité », « Respect », « Participation », « Durable », « Richesse culturelle », « Savoir-faire », « Renforcement des capacités », « Argent », « Économie locale ». Cet « engagement » (Sandrine) est tour à tour nommé « responsabilité » (Karine) — qu'elle²⁴¹ lie à « changement de modèle » (lié à « politique »), « coconstruction », « ici et là-bas », « action » et « plaidoyer » — et « participation » terme lié par Corinne à « partenariat », « dignité », « respect », « savoir-faire », « confiance », « motivation ». Les discussions, en amont, permettent de définir cet engagement comme politique, pour la justice sociale. Il semble se manifester par la mise en visibilité des inégalités.

Karine — **CCFD** : « On est coresponsable, on a un impact sur les populations des pays du sud. Il y a un modèle dominant de développement qu'on voudrait changer. On dénonce tout ce qui creuse les inégalités et les causes structurelles de la faim ».

Corinne — **SP** : « On est une association d'engagement militant ».

« L'engagement politique est d'agir pour. Notre démarche est de mobiliser en France pour lutter contre la précarité, pour la justice sociale ».

Sandrine — **SC** : « On aide pour ne pas qu'ils dépendent des industriels du coin », « on les accompagne dans le développement du plaidoyer local. On fait aussi pression en Europe. »

²³⁹ Les termes sont listés par ordre d'apparition. Comme 16 termes ont été cités par Karine et Sandrine, les dix termes jugés les plus importants par les interlocutrices ont été repris. Dans le cas de Karine, il y a 11 termes puisqu'il y a des ex aequo.

²⁴⁰ Voir note 5.

²⁴¹ Les cartes mentales permettent aux interlocuteur·rices de faire des liens entre les mots inscrits.

Pour autant, les interlocutrices ne considèrent pas que les associations qu'elles représentent s'inscrivent dans un mouvement politique.

Corinne — **SP** : « *On ne s'inscrit pas dans une bonne pensée. On n'est pas anticapitaliste. On est dans une société capitaliste, on veut que les enfants aient accès aux mêmes choses, aux choses dont ils ont envie, Disney par exemple. Ce n'est pas à nous de dire si c'est bien ou non. [...] Ce qui compte c'est la liberté des gens* ».

De même, le **CCFD**, pour Karine, ne se définit pas comme « *anticapitaliste* » : « *elle [l'association] dénonce tout ce qui creuse les inégalités [...]* ».

Sandrine : « *On n'a pas de positionnement politique, mais on est engagé. [...] Par exemple on va dire qu'il faut que l'Afrique connaisse la démocratie, par l'alternance notamment. [...] En France, pendant les élections, on était impliqué dans les discussions. L'engagement est politique, mais pas politicien* ».

... au service des plus démunis ?

Pour les trois interlocutrices, la solidarité internationale évoque, selon elles, pour le grand public (technique de substitution) : les défavorisés/démunis et l'urgence/catastrophe. Ces termes appartenant au champ lexical d'une solidarité philanthropique²⁴², sont plus difficilement formulés, puisqu'ils ne correspondent pas nécessairement à ce à quoi les interlocutrices adhèrent. Pour autant, ils font partie des représentations de la solidarité internationale. Cette approche philanthropique de la solidarité internationale est confirmée par les autres termes cités dans les cartes mentales avec substitution. Si l'on s'intéresse à tout le contenu de ces cartes, on voit que, pour Karine, ce serait une « *Aide/assistance aux populations démunies* » aux « *pays pauvres/en développement/Afrique* ». Elle cite également les notions d'« *Urgence (conflit/catastrophes naturelles/famine)* », de « *Responsabilité* », d'« *Empathie* » et d'« *Humanitaire* ». Pour Sandrine, la solidarité internationale, pour le grand public, serait liée à la « *Famine* », « *Afrique* », « *Malnutrition* », « *Guerre* », « *Enfants* », « *Riz* », « *Développement* », « *Migrations* », « *Loin* ». Elle est également jugée plus négative que dans sa première carte mentale. Enfin, pour Corinne, les termes mentionnés sont « *Urgence/catastrophe* », « *Pauvreté* », « *Famine* », « *Guerres* », « *Réfugiés* », « *Dons matériels* », « *Dons financiers* », « *Partir* », « *Agir* », « *Inefficace* », « *Trop de pauvres* ». Pour les trois interlocutrices, la solidarité internationale est jugée plus négativement que dans la première carte (sans substitution). Cette approche philanthropique se retrouve également dans les discussions avec Corinne et Sandrine :

²⁴² C'est ce que montre l'étude que j'ai menée en 2015, concernant les représentations sociales de la solidarité internationale.

Corinne — **SP** : « *C'est une solidarité à l'échelle planétaire, chacun se l'approprie, c'est ne pas laisser les gens, les aider à se mettre debout. C'est pour qu'ils se mettent debout qu'on leur tend la main²⁴³ [...] la place de l'humain est très importante. Que ce soit ceux qui reçoivent la solidarité ou ceux qui la font : tous sont acteurs* ».

Sandrine — **SP** : « *Notre objectif est de les aider dans la coordination des mouvements, menés par des jeunes notamment [...] aider pour que chacun puisse vivre de son travail et ne migre pas [...] On n'a pas d'actions aux États-Unis, ils sont assez grands pour se débrouiller. En Afrique, les choses sont mal gérées, s'il n'y avait pas de conflits, il n'y aurait pas de famine* ».

Quant à Karine (**CCFD**), pour elle, « *on aide à faire* ». Dans les discussions, elle n'insiste pas plus sur la dimension philanthropique de la solidarité. On pourrait même dire qu'elle la rejette :

« On ne fait pas d'assistantat, on a un rôle politique ».

*« On est dans un monde globalisé, l'action de solidarité internationale est nécessaire : on est coresponsables, on agit ensemble, chacun apporte quelque chose. C'est ce que porte le **FSM** : les sociétés civiles se rencontrent, travaillent ensemble, au nord comme au sud ».*

Ce rejet, qui est plus celui de faire à la place d'autrui que celui de l'aide, se manifeste également dans les propos de Corinne (**SP**) :

« La solidarité ce n'est pas de la charité ».

« Il n'y a pas de réseaux d'expatriés, c'est à eux de faire ce qu'ils ont envie pour que le pays devienne ce qu'ils veulent. Il n'y a pas de "ici on sait et de là-bas on ne sait pas". Cette vision colonialiste est à bannir. Elle a fait trop de dégât. Il faut renforcer les capacités locales et les collectifs ».

« La relation aux personnes est fondamentale, d'égal à égal, pas d'assistantat ou de voyeurisme ».

Ainsi, la solidarité internationale est appréhendée en tant que développement. Ce développement se traduit par les trois interlocutrices comme un engagement. Cet engagement est réparateur, mais aussi émancipateur. Cette émancipation est tantôt individuelle : il s'agit que chacun·e ait accès aux mêmes choses, en venant en aide aux plus démunis, tantôt plus globale : il s'agit de changer un modèle dominant. Les trois associations, d'après les propos des interlocutrices, se situent à différents niveaux de ces deux pôles. Le développement n'est alors pas un concept figé, chaque association se l'approprie à sa façon, bien que l'aide en soit un pilier important.

²⁴³ Corinne précise que sur le logo du Secours populaire, c'est cette main tendue qui est représentée.

1.2.3 La solidarité internationale pour les communicant·es des associations humanitaires.

Les trois associations humanitaires rencontrées sont Action contre la faim (**ACF**), Handicap international (**HI**) et Médecins sans frontières (**MSF**)²⁴⁴. Si les trois communicant·es définissent leur association respective d'humanitaire, on peut voir que leur approche présente des divergences.

Un objet social : l'aide humanitaire

La dimension humanitaire est inscrite dans les parcours de vie des communicant·es : Jean-François a réalisé une partie de sa carrière à la Croix rouge française. Claire a été humanitaire de terrain à **ACF**, puis à **MSF**, bien qu'elle se soit spécialisée, à l'université, dans le domaine de la coopération au développement. Quant à Jean-Marc, il menait bénévolement, en parallèle à son métier (éducateur spécialisé handicap), des missions humanitaires. Les trois interlocuteurs se réfèrent à l'humanitaire pour définir l'objet social de leur association, plutôt qu'à la solidarité internationale. D'ailleurs, dans la construction des cartes mentales, Jean-Marc place au centre le terme de référence « *solidarité internationale* », alors que Jean-François et Claire préfèrent le terme « *humanitaire* » (Jean-François) et « *Humanitaire - aider les gens* » (Claire). L'appréhension de ces deux notions diffère en fonction des interviewés.

Jean-François — **ACF** : « *La solidarité internationale ne fait pas partie du lexique d'ACF. [...]. Elle a une dimension plus institutionnelle : chefs d'État, bailleurs de fonds. Si je veux montrer la différence d'ACF avec les institutions je vais parler d'humanitaire : le terme est plus politique* ».

Claire — **MSF** : « *La solidarité internationale c'est très français. Les OSI sont passés de mode [...]. Par exemple le **CFSI**, ce sont des anciens* ».

Au contraire de Claire (**MSF**), pour Jean-Marc (**HI**), la notion de solidarité internationale est plutôt d'actualité :

Jean-Marc — **HI** : « *La solidarité internationale, elle englobe tout : les activités sur les droits de l'homme aussi qui ne sont ni humanitaires ni de développement. Mais cette solidarité internationale est globalement au service du développement. Le milieu académique s'intéresse à la solidarité internationale, c'est un terme à la mode. Tout comme les **OSC** : avant on parlait d'**ONG**. Il y a un jargon : **OSI**, **ASI**, **OSC**²⁴⁵ ...* »

²⁴⁴ Jean-Marc Boivin, ancien Directeur de Handicap International France, est délégué pour les relations institutionnelles de la fédération HI. Jean-François Riffaud est Directeur de la communication et du développement (incluant la collecte de fonds, mais pas le plaidoyer) d'**ACF**. Claire Magone est Directrice communication de **MSF** (la collecte de fonds appartient à une autre direction, et il n'y a pas de plaidoyer à **MSF** France).

²⁴⁵ Organisations de solidarité internationale et organisations de la société civile.

Aussi, Jean-Marc fait référence aux deux termes « *humanitaire* » et « *solidarité internationale* ». Concernant l'humanitaire, le terme a deux acceptions pour les interviewés : l'urgence et la défense de l'humanité :

Jean-François — **ACF** : « *Le terme humanitaire est mal utilisé, on le réduit aux urgentistes alors qu'en fait c'est avant tout la défense de l'humanité que ce soit à court terme ou à long terme. C'est d'ailleurs ce que dit J.F Mattéi. L'urgence est l'un des éléments de l'action humanitaire [...] on réduit l'urgence à l'urgence vitale. L'humanitaire est lui-même réduit à l'urgence vitale. On fait de l'humanitaire pour que l'homme ne meure pas. C'est le discours [...] des médias. Mais c'est assez superficiel, car la catastrophe elle dure, elle a une forme de stabilité. L'urgence dépasse le médical et le vital. C'est prendre soin, pas seulement sauver. [...]. C'est un faux débat la différence entre urgentistes et autres. Nous sommes tous humanitaires. **ACF** aussi ».*

Jean-Marc — **HI** : « *L'humanitaire c'est ce qui concerne les crises, les guerres. Dans une acception large, il peut aussi comprendre le développement. »*

Claire — **MSF** : « *l'humanitaire est un monde passionnant, les situations qu'on touche du doigt sont passionnantes [...]. [A **MSF**] il y a un côté dernières aventures humaines avec quelque chose d'un peu chevaleresque, un élan. On n'a pas de bailleurs, la boussole c'est comment aider les gens pour de vrai ».*

L'aide, mais pas seulement

Les trois communicant·es mentionnent l'aide comme une composante importante de la mission des **ONG**, dont ils sont salariés. L'humanitaire, pour Claire, revient à « *aider les gens* » et, plus précisément, à « *aider l'autre comme un proche, mais pas comme quelqu'un de trop proche* ». En effet, d'après elle, la mise à distance de l'affect est nécessaire pour être égalitaire.

Jean-François — **ACF** : Action contre la faim a « *un aspect micro, individuel, visant à réduire la vulnérabilité face à la faim, nourrir pour ne pas mourir, identifier les personnes en bonne santé et apprendre aux personnes à s'identifier elles-mêmes, à identifier les causes immédiates de la faim : amener l'eau, éviter les inondations, les guerres, la pauvreté* ».

« *Nous on aide à bouffer, on sauve les mecs. »*

Jean-Marc — **HI** : « *Avant pour aider les gens en difficulté, la générosité suffisait. D'ailleurs bénévoles ça signifie gens de bonne volonté, cela complétait les carences professionnelles. Maintenant la solidarité internationale s'est professionnalisée. On considère encore souvent que la solidarité internationale n'est pas un métier, qu'il suffit de vouloir aider les gens ailleurs* ».

Les propos des communicant·es montrent que la notion d'aide semble intrinsèque au terme d'humanitaire et est très présente dans les discours. Dans les cartes mentales, le terme d'aide est

central pour Claire de **MSF**, mais il est absent des cartes de Jean-Marc (**HI**) et de Jean-François (**ACF**). Les interlocuteurs mentionnent, en revanche, tous les trois, la notion de dons, appartenant également au champ lexical de la solidarité philanthropique²⁴⁶. Le don est cité grâce à la méthode de substitution « *Qu'évoque selon vous pour le grand public la solidarité internationale/l'humanitaire ?* ». Les termes alors mentionnés sont plus difficilement formulés, puisqu'ils ne correspondent pas nécessairement à ce à quoi les interlocuteurs adhèrent. Pour Claire (**MSF**), l'humanitaire évoquerait au public²⁴⁷ les notions suivantes : « *Héros* », « *MSF/MDM* », « *Abus (sexuel)* », « *Dons* », « *Catastrophe naturelle* », « *Courage* », « *Soutien* », « *Kouchner* », « *Guerre* ». Pour Jean-François : « *Générosité* », « *Don* », « *Humanitaire* », « *Crise* », « *Catastrophe* », « *Guerre* », « *Afrique* », « *Noirs* », « *No hope* ». Enfin, pour Jean-Marc, en faisant référence à la solidarité internationale : « *Partage* », « *Valeurs (partage de)* », « *Argent (partage de)* », « *Connaissance (partage de)* », « *Sans frontières* », « *Indispensable (immobilisme État)* », « *Vigies citoyennes (alerte, dénonciation)* », « *Donateurs (acteurs par procuration)* », « *Acteur de l'éducation à la citoyenneté (éveilleur de conscience)* ». Pour les trois interlocuteurs, le terme central (humanitaire ou solidarité internationale) est jugé moins positivement qu'avec la méthode sans substitution. Jean-Marc propose néanmoins une certaine critique de cette aide :

Jean-Marc — **HI** : « *Il y a un côté toute-puissance de l'aide et aussi l'idée du Salut très présente dans les représentations collectives, avec le gentil petit noir qui dit merci. [...]. On imagine le chevalier blanc, mais non c'est réglementé : on est salarié. [...]. Le rapport à la zone d'intervention a aussi changé : avec le droit d'ingérence, tout était permis. Aujourd'hui, on doit être entendu et accepté, on doit être autorisé par une communauté. On parle d'acceptance : les gens doivent accepter pour qu'on puisse travailler. [...] l'acceptance va plus loin que le partenariat. Le partenariat par exemple n'est pas contradictoire avec l'idée d'ingérence* ».

Il souligne que le sans frontiérisme de l'association peut alors poser question : « *Un psychiatre me disait que parler de sans frontière c'était une aberration, car c'est enlever les différences, on n'est pas tous pareils. Brauman dit d'ailleurs, "nous sommes sans frontières, mais pas sans passeports". À **HI**, on fait partie de la mouvance sans frontières, mais ça ne veut pas dire qu'on a tous les droits. Nommer la frontière c'est dire que l'autre n'est pas soi-même. Un livre de Simonot, l'un des fondateurs, est intéressant sur le sujet, il revient sur la toute-puissance de l'aide : en parlant de victimes, on enlève les identités. Sous couvert de faire le bien, on ne demande plus qui nous sommes et qui sont les autres. Aujourd'hui on n'est plus dans cette toute-puissance [...]. Ce sont les valeurs de terrain défendues, mais il y a des contradictions avec les messages au grand public* ».

²⁴⁶ C'est ce que montre l'étude que j'ai menée en 2015, concernant les représentations sociales de la solidarité internationale.

²⁴⁷ Les termes sont listés par ordre d'apparition. Lorsque plus de dix termes sont cités, nous reprenons ceux qui sont jugés les plus importants par les interviewés. Parce que des termes sont ex aequo, on peut avoir, au total un peu moins ou un peu plus de dix termes par interviewé.

Si l'approche philanthropique est importante, les trois associations n'en restent pas là. La méthode sans substitution de la carte mentale « *que vous évoque la solidarité internationale/ humanitaire ?* » semble en dévoiler d'autres approches, basées sur le « *vivre ensemble* » (Claire), « *l'émancipation* » (Jean-François), « *la co-construction* » (Jean-Marc), plus proche d'une solidarité démocratique²⁴⁸. Pour Claire (MSF), les termes cités sont ²⁴⁹ : « *Action* », « *Rony Brauman* », « *Gens* », « *Empathie* », « *Excès d'empathie* », « *Violence* », « *Guerre* », « *Médecine* », « *Vivre ensemble* », « *Humanité* ». Pour Jean-François (ACF) : « *Injustice* », « *Spectacle* », « *Média* », « *Etat* », « *Individu* », « *Liberté* », « *Entrepreneuriat* », « *Emancipation* », « *Responsabilité* », « *Système* ». Enfin, pour Jean-Marc (HI), en se référant à la solidarité internationale : « *Rebelle* », « *Partenaire de* », « *Co-opérateur* », « *Co-construction* », « *Dignité* », « *Droits humains* », « *Réactif* », « *Dialogue* », « *Militants/valeurs* », « *Indigné* ». D'autre part, dans les discours, la notion de changement est importante pour les trois interlocuteurs :

Pour Jean-Marc (HI), la solidarité internationale c'est être « *rebelle* », « *s'indigner* » : « *notre rôle est de décrypter le monde* » et « *d'éveiller les consciences par l'éducation à la citoyenneté* ». « *On s'indigne, mais on propose aussi* ». Pour Jean-François (ACF), Action contre la faim a « *un aspect macro visant à changer les conditions systémiques : lois, agrobusiness, dictatures* ». C'est une « *approche plus politique permise par le plaidoyer* ».

Claire — MSF : « *Il y a un côté galvanisant, on n'est pas seulement acteurs de secours, mais porteurs de message, sur les questions de santé publique. Une ONG comme MSF France peut influencer et changer le réel. Je pense que notre mission est plutôt d'alerter, mettre le doigt sur quelque chose de pathologique, de hors norme, par exemple : un objet d'indignation [...]. On donne les contours d'une situation, des chiffres pour que les gens responsables se sentent interpellés. On lutte contre le déni de réalité.* »

Cette dimension de changement peut néanmoins être nuancée. En effet, dans les derniers propos rapportés de Claire (MSF), on peut voir qu'il s'agit plus de dénoncer des problèmes et des agissements que de revendiquer des changements. Pour Jean-François (ACF), ce changement ne devrait d'ailleurs peut-être pas émaner des ONG : « *Sur le terrain nous ne sommes qu'une digue. On peut remettre en cause l'efficacité globale de nos activités, car on ne remet pas en cause le système. On met le pied dans la porte, mais on n'a pas la puissance du système capitaliste*²⁵⁰. [...] *je veux que les gens fassent ce qu'ils veulent, ce*

²⁴⁸ Terme emprunté au sociologue Jean-Louis Laville auquel il y oppose la solidarité philanthropique. Je montre que les termes cités appartiennent au champ lexical de la solidarité démocratique dans l'étude préliminaire de 2015 (cf. chapitre V).

²⁴⁹ Les termes sont listés par ordre d'apparition. Lorsque plus de dix termes sont cités, nous reprenons ceux qui sont jugés les plus importants par les interviewés. Parce que des termes sont ex aequo, on peut avoir, au total un peu moins ou un peu plus de dix termes par interviewé.

²⁵⁰ Jean-François Riffaud revient sur la relation ambivalente de l'humanitaire et du capitalisme. Si l'humanitaire c'est « *prendre soin de l'homme* », « *soit je suis capitaliste soit je suis humanitaire* ». En effet, « *on ne peut pas maximiser le profit (exploitation de l'homme par l'homme) et prendre soin de l'homme* ». Cependant, J.F Riffaud précise que « *le capitalisme c'est aussi la liberté* », ce capitalisme serait alors à réformer, il devrait être « *social, environnemental et soucieux de l'homme et de la nature* ».

n'est pas nous qui allons changer les choses. C'est l'homme qui va changer les choses. Si on veut l'émancipation, on ne peut pas dicter les comportements. Nous on aide à bouffer [...]». Ces propos montrent que la mission d'ACF est de l'ordre de la réponse à des besoins primaires et d'un développement des capacités d'agir individuelles. Dès lors, il s'agit plus que chacun·e puisse s'adapter au monde que de tenter d'en changer les règles par une « approche politique » : « L'objectif [d'ACF] est l'adaptation des gens face aux déséquilibres : ponctuels et permanents (les gens dans les pays en voie de développement sont face à des déséquilibres permanents) ».

Pour conclure sur les associations humanitaires, l'aide, bien qu'elle puisse parfois leur poser question (**HI**), est au centre de l'action des trois **ONG**. Ces dernières peuvent aussi avoir une approche politique, visant, semble-t-il, plus à transformer des situations spécifiques — « *L'approche de MSF est situationniste* » (Claire) — par de la dénonciation, qu'à remettre en question « *le système* » (Jean-François - **ACF**). D'autre part, les critiques de « *l'ingérence* » (**HI**) et du fait de « *dicter les comportements* » (**ACF**) des populations aidées paraissent montrer que les revendications appartiendraient plus à ceux qui vivent une situation qu'à ceux qui veulent les aider.

Concernant maintenant l'ensemble des neuf entretiens, ils montrent, dans un premier temps, que les trois associations d'**ECSI** se situent dans le courant altermondialiste, en cohérence avec les valeurs des interviewé.e.s exprimées. Dans un second temps, l'aide fait partie de leurs représentations de la solidarité internationale bien que les communicant·es revendiquent le changement social et la réciprocité. Les trois personnes interviewées issues d'**ASI** de développement inscrivent leur association respective dans ce courant. L'aide est cette fois-ci plus centrale dans leurs définitions de la solidarité internationale et du développement, bien qu'elles soient assez critiques vis-à-vis de la « *charité* ». Pour les trois humanitaires, qui se revendiquent fortement de ce courant, l'aide y est inhérente. Les analyses intermédiaires, par branche, ont été envoyées au neuf communicant·es. Cinq personnes ont pris le temps de me faire des retours. Il en ressort qu'elles ont trouvé intéressant le retour sur leurs représentations sociales, en particulier le **CFSI**²⁵¹ et le Secours catholique²⁵². Après cette étude, par branches, des représentations sociales de la solidarité internationale des communicant·es, il est désormais question de rendre compte des représentations sociales partagées par les trois branches de la solidarité internationale.

²⁵¹ « *Je vous remercie pour votre retour et pour cette belle synthèse. Intéressant de voir les différences de perception avec mes homologues de Ritimo et du CRID. Pas de remarque particulière. Dans l'attente de lire la totalité du document !* » (extrait du courriel de Minh Maudoux, **CFSI**, du 05/12/2018).

²⁵² « *Merci pour ce document, c'est très intéressant de voir comment chacun envisage son action !*

Je me rends compte à quel point mon schéma mental est aussi marqué par mon époque (mon âge !) et sûrement d'autres générations traceront d'autres cartes » (extrait du courriel de Sandrine Verdelhan, Secours catholique du 12/12/2018).

1.3 Les représentations sociales de l'ensemble des communicant·es

En plus de ce traitement par branche, — humanitaire, développement, **ECSI** — je m'intéresse à l'ensemble des réseaux d'associations construits par les communicant·es. Pour rappel, la méthodologie des réseaux d'associations, utilisée lors des entretiens individuels, se décline en la construction de deux réseaux : un premier, sans substitution, grâce à la question « *Que vous évoque la solidarité internationale ?* », un second, avec substitution : « *Qu'évoque selon vous la solidarité internationale au grand public ?* ». Au sein de chaque réseau, les interlocuteur·rices indiquent la polarité des termes cités (positif, négatif ou neutre), les liens entre les termes cités et l'ordre d'importance (cf. annexe 2). Les mots qui émergent grâce à la méthode sans substitution (et qui n'étaient donc pas cités grâce à la première méthode) déterminent ce que l'on appelle zone muette (Guimelli et Deschamps 2000 cité par Abric, 2003a). Avant de présenter la structure des représentations sociales de la solidarité internationale des communicant·es qui émergent du cumul des deux méthodes (tableau 3), je reviens sur chacun des tableaux intermédiaires (tableau 3 et 4).

Dans le tableau qui suit, les termes qualifiés de fréquent sont ceux ayant au moins trois occurrences (le score moyen d'occurrences est inférieur à 3), c'est-à-dire ceux cités au moins une fois par au moins trois **ASI**. Les termes importants sont ceux considérés comme tel par les interlocuteur·rices. Le score moyen d'importance est inférieur à quatre, tous les mots qui ont un rang inférieur sont classifiés comme étant importants (cf. annexe 4).

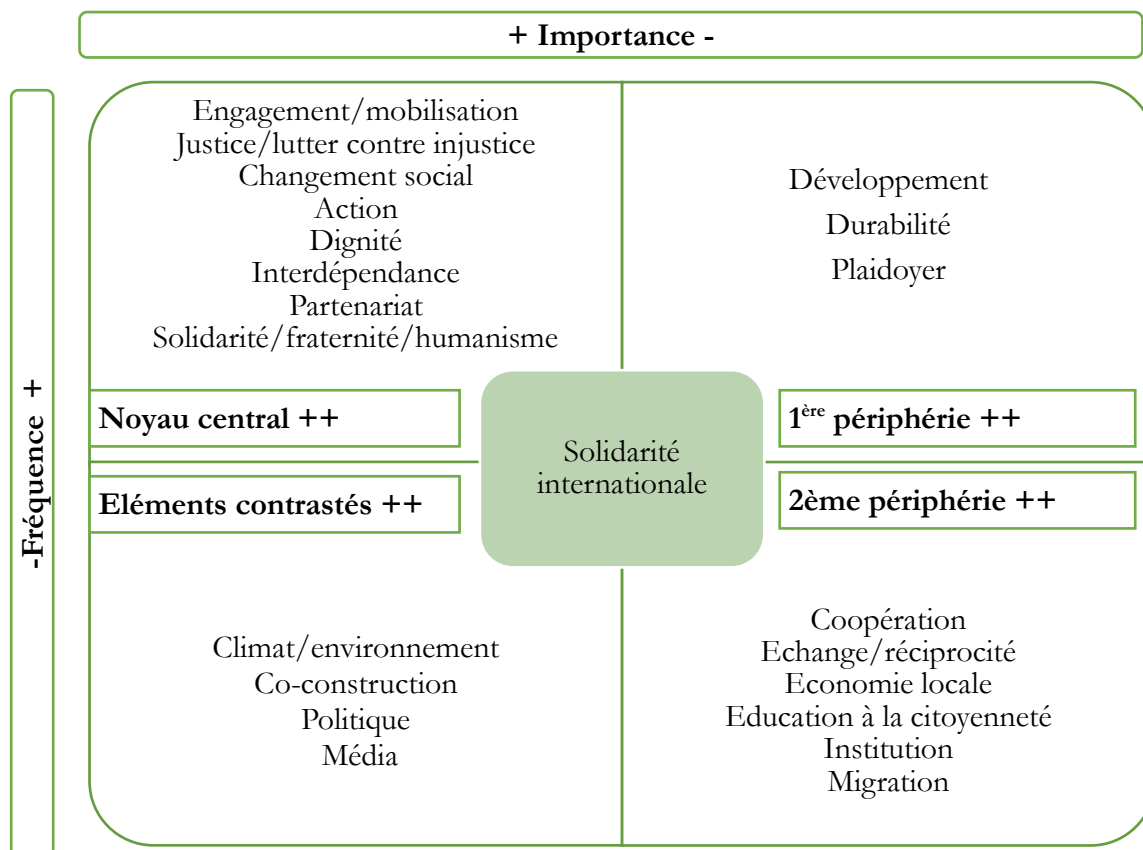


Tableau 3 - Structure des représentations sociales de la solidarité internationale des communicant·es, méthode « sans substitution » (Abric, 2003) : « Que vous évoque la solidarité internationale ? »

Le contenu des représentations sociales obtenu avec la méthodologie sans substitution est jugé positivement par les interlocuteur·rices. Ce contenu repose principalement sur un vocabulaire démocratique, au sens d'une organisation réciprocaire en vue de transformations sociales. Je fais ici référence aux définitions de la solidarité internationale, et plus généralement, de la solidarité précisées dans le chapitre I. Au contraire, la méthode avec substitution fait émerger la dimension philanthropique de la solidarité internationale. Dans le tableau suivant, le nombre moyen d'occurrence est de plus de quatre. Les termes cités par plus de quatre communicants sont donc classés comme fréquents. Le score moyen d'importance étant de quatre, les termes s'étant vu attribuer un rang d'importance inférieur ou égal à quatre sont donc considérés comme importants (cf. annexe 4).

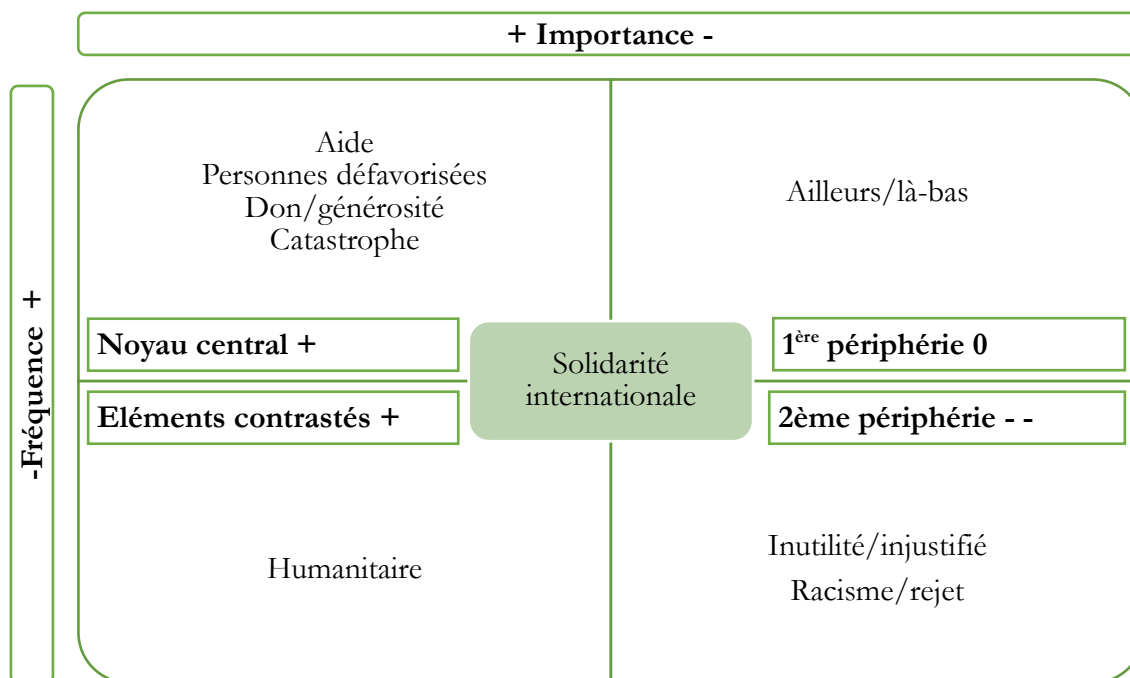


Tableau 4 - Structure de la représentation sociale de la solidarité internationale des communicant·es, méthode « avec substitution » : « Qu'évoque, selon vous, la solidarité internationale pour le grand public ? » et zone muette (Abric, 2003).

Le deuxième tableau est très différent du premier. Celui-ci évoquait un champ lexical réciprocaire, alors que le second révèle exclusivement des termes relevant de la philanthropie : une aide unilatérale, reposant sur le don et la générosité, auprès des personnes en détresse. Les termes cités sont jugés de façon plus ambivalente par les interlocuteur·rices. Les mots de la deuxième périphérie sont considérés très négatifs. La zone muette étant constituée par l'écart entre la méthode sans substitution (tableau 1) et la méthode avec substitution (tableau 2)²⁵³, c'est l'ensemble du deuxième tableau qui correspond à cette zone muette, c'est-à-dire aux termes moins positifs, et de ce fait, plus difficilement verbalisables (Abric, 2003b ; Piermattéo, Guimelli, 2012).

²⁵³ En comparant la liste des termes obtenus avec (tableau 1) et sans (tableau 2) substitution, on classe dans la zone muette les termes n'apparaissant exclusivement que grâce à la méthode avec substitution. Comme il n'y a, dans cette recherche, aucun terme commun entre les termes des deux méthodes, l'ensemble des termes obtenus par substitution (ceux du tableau 2) forment la zone muette.

Le tableau qui suit regroupe les mots obtenus par les deux méthodes (sans et avec substitution). Sont jugés « *importants* », les termes qui ont obtenu un score moyen d'importance inférieur ou égal à quatre. Ce chiffre correspond à la moyenne du niveau d'importance que les interlocuteur·rices accordent à l'emploi d'un terme. Les mots les plus « *fréquents* » sont ceux usités par plus d'un tiers des interlocuteur·rices (moyenne des occurrences d'un terme)²⁵⁴.

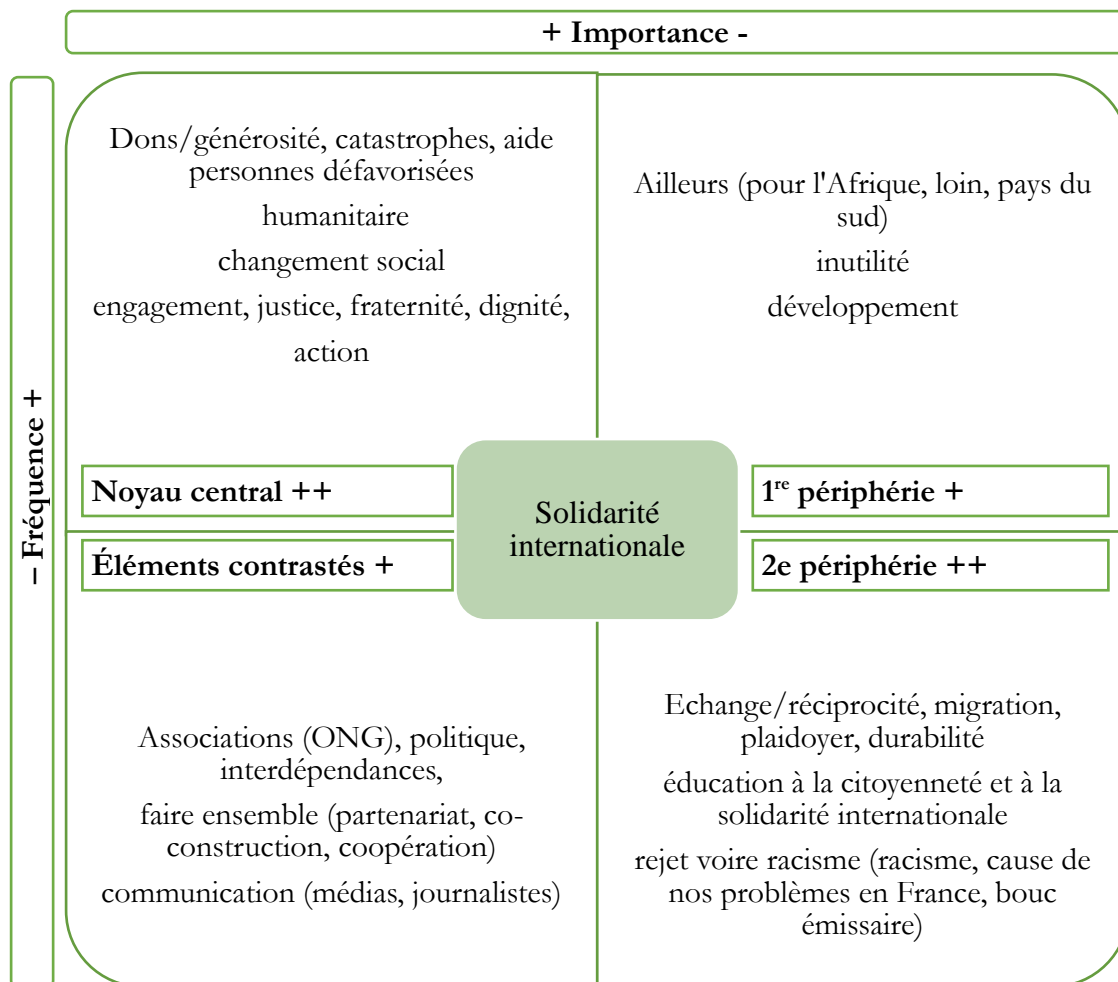


Tableau 5 - Structure de la représentation sociale de la solidarité internationale des communicant·es, cumul des méthodes « avec » et sans substitution » (Abric, 2003)

Les termes jugés les plus importants par les communicant·es des neuf **ONG**, et les plus fréquemment mentionnés — le noyau dur, pour reprendre le vocabulaire des représentations sociales — appartiennent à un lexique qui pourrait être qualifié de philanthropique. En effet, six des interlocuteur·rices citent les termes de dons et/ou liés aux catastrophes (catastrophes naturelles, crise, guerres), cinq évoquent les notions d'aide et/ou liés aux personnes défavorisées (pauvres, enfants). De plus, une seule des trois branches de la solidarité internationale est citée : l'humanitaire.

²⁵⁴ Le document de traitement figure dans l'annexe 4.

Le vocabulaire démocratique de solidarité internationale, au sens de mouvement social et de réciprocité, est également présent, mais de façon plus minoritaire. D'une part, un seul terme y fait référence : le changement social (changement de modèle, alternatives). D'autre part, il est moins transversal aux différents pans des **ASI** : il est mentionné par quatre associations ; trois structures d'**ECSI** et une structure de développement se revendiquant de l'altermondialisme et menant également des activités d'**ECSI** (**CCFD**). Les autres termes semblent pouvoir s'intégrer aux deux approches. L'engagement est cité par sept associations, et en particulier, par les trois associations de développement. Il est, avant tout, un engagement au sein d'associations ou en vertu d'une cause. Sa nature (philanthropique ou démocratique) est donc variable. Il en est de même de la justice, de la fraternité (apparaissant à cinq reprises) et de la dignité (citée quatre fois). Elles peuvent se manifester de différentes manières : l'indignation devant les inégalités et la tentative de rendre le monde plus juste par le don ou encore en tentant d'agir sur les causes de ces injustices. Enfin, la notion d'action est évoquée quatre fois et peut être rapprochée de l'engagement.

La première périphérie, dans le vocabulaire des représentations sociales (Abric, 2003a), regroupe les termes mentionnés plusieurs fois, mais considérés les moins importants. Les mots usités par cinq associations recouvrent un « *ailleurs* » (pour l'Afrique, loin, pays du sud). La notion d'inutilité est également citée par cinq associations avec la méthodologie de substitution, sauf pour **MSF** pour laquelle, le risque de « *l'excès d'empathie* » apparaît dans le premier réseau d'association. C'est également dans cette première périphérie qu'apparaît une deuxième branche de la solidarité internationale : le développement, cité par deux associations de développement (je pourrais dire trois, car une association, le Secours populaire, ne le cite pas dans la carte mentale, mais insiste sur le terme lors de l'entretien) et deux associations d'**ECSI**.

Les éléments contrastés rassemblent les termes peu fréquents mais désignés comme importants. Ces éléments constituent une zone d'ambiguïté pouvant tout à la fois « *révéler l'existence d'un sous-groupe minoritaire porteur d'une représentation différente, c'est-à-dire dont le noyau central serait constitué par les éléments présents dans cette case* » (Abric, 2003a, p. 64) ou venir compléter la première périphérie. Ces éléments contrastés peuvent aussi, tout simplement, révéler la complexité des représentations sociales de la solidarité internationale. C'est le cas ici : sur le plan individuel, les représentations des communicant·es sont ambivalentes. Le contraste de leurs représentations sociales de la solidarité internationale est visible dès l'expression de la relation (co-construction) au regard de la branche de la solidarité internationale citée : l'humanitaire. Il semblerait que certains de ces éléments contrastés viennent compléter la dimension démocratique de la solidarité, minoritaire dans le noyau central avec les notions de politique et de faire ensemble.

La deuxième périphérie comprend les éléments les moins fréquemment cités et évalués de moindre importance. Sont citées par trois associations les notions liées à l'échange (échange, réciprocité, dialogue), la migration, le plaidoyer et la durabilité. La troisième branche de la solidarité internationale : l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale est également nommée dans cette deuxième périphérie. L'idée de rejet, voire de racisme, est aussi évoquée (racisme, cause de nos problèmes en France, bouc émissaire) par une association humanitaire et deux associations d'ECSI.

Ainsi, la solidarité internationale, malgré sa complexité qui transparait quand on prend en compte l'ensemble des contenus, est fortement marquée par un vocabulaire philanthropique, souvent remis en cause par les interviewé·es eux-mêmes, lors des entretiens. On peut aussi voir que c'est bien l'humanitaire qui est au centre des représentations sociales de la solidarité internationale, alors que les deux autres branches — le développement et l'ECSI — figurent en périphérie. Sans surprise, l'ECSI apparait en deuxième périphérie et le développement en première. La question propre au second réseau d'associations « *Qu'évoque, selon vous, la solidarité internationale au grand public ?* », est une technique permettant de libérer la parole. Cependant, comme le souligne Jean-Claude Abric, elle permet aussi de rendre compte des représentations imaginées d'un autre groupe (Abric, 2003a). Ainsi, il est intéressant de confronter les représentations sociales imaginées du grand public par les communicant·es aux représentations sociales effectives des publics que j'ai interrogés (cf. chapitre VI).

Conclusion de la première section

L'ambivalence de la solidarité internationale identifiée dans l'historique (chapitre I) est confirmée par cette enquête de terrain. Tout d'abord, la solidarité internationale est ambiguë dans la définition des aspirations sociales des ASI sur leur site Internet. J'ai, en effet, montré un décalage entre les valeurs affichées (dimension réciprocaire) et la façon dont elles étaient déclinées dans les discours (dimension philanthropique). Ensuite, cette ambivalence est aussi visible dans les contenus des représentations sociales de la solidarité internationale des communicant·es. Selon Chabrol²⁵⁵, les producteurs communiquent en fonction de leurs représentations sociales ou, en tout cas, celles qu'ils imaginent du grand public, d'où l'importance d'étudier les représentations sociales des communicant·es. D'autant que les représentations sociales du noyau central, c'est-à-dire celles qui

²⁵⁵ « *Le producteur conçoit le dispositif en fonction de ce qu'il pense savoir des récepteurs et des théories naïves qu'il possède sur la meilleure manière de les influencer ; le récepteur sait qu'avec un dispositif, une organisation cherche à avoir des effets sur lui. Il peut en inférer les intentions communicatives et informatives du producteur (Chabrol, 1988)* » (Chabrol et al., 2004, p. 6).

sont les plus ancrées, sont majoritairement des représentations philanthropiques : dons, catastrophes (catastrophes naturelles, crise, guerres), aide, personnes défavorisées. Comme le montrent les entretiens, toutes les communicant·es n'y adhèrent pas. Pour certain·es, c'est avant tout ainsi que les publics perçoivent la solidarité internationale. Quoi qu'il en soit, cela me donne des indications qui peuvent m'aider à comprendre la teneur des discours des **ASI** dans l'espace public français.

2. Les pratiques de communication externe

Les échanges avec les communicant·es de chacune des **ASI** étudiées, permettent de comprendre davantage les pratiques communicationnelles. Ces communicant·es, trois hommes (**ACF, HI, CRID**) et six femmes (**MSF, RITIMO, CFSI**, Secours populaire, Secours catholique, **CCFD-TS**), sont expérimenté·es en communication et ont chacun·e plus de trente-cinq ans. Ces personnes ont néanmoins des fonctions et des parcours différents. Sur les neuf personnes rencontrées, seulement quatre ont suivi un cursus en communication par le prisme des sciences de l'information et de la communication (**MSF, RITIMO**) ou des sciences de gestion (**CRID, CFSI**). Deux personnes, des études en droit international/relations internationales (**ACF, CCFD**), une en sciences politiques (Secours catholique), une autre personne est éducatrice spécialisée de métier (**HI**) et enfin la dernière personne a évolué au sein de l'association sans spécialisation particulière, de bénévole à directrice adjointe (Secours populaire). Leur fonction, au moment des entretiens, sont les suivantes : une directrice adjointe (Secours populaire), un délégué général (**CRID**), un délégué aux relations institutionnelles (ancien directeur général France) (**HI**), deux directions communication (**ACF, MSF**), trois responsables communication (Secours catholique, **CCFD** et **CFSI**) et une responsable des publications (**RITIMO**). La communication représente, dans certains cas, des départements entiers (**ACF, HI, MSF, CCFD**, Secours catholique, Secours populaire) ou la mission d'une seule personne (**CFSI**), ou encore, une activité parmi de nombreuses autres des salarié·es (**CRID, RITIMO**²⁵⁶). Dans cette section, je reviens d'abord sur une brève présentation technique des neuf **ASI**, donnant des indications complémentaires sur la place de la communication (2.1). Ensuite, je précise les supports pointés par les communicant·es qui seront soumis à la réception (2.2). Enfin, je mets en exergue les objectifs et moyens d'action communicationnels qui émergent des entretiens (2.3).

²⁵⁶ Depuis les enquêtes, des chargé·es de communication institutionnelle ont été recrutés.

2.1 Présentation technique

Ces présentations reprennent les budgets globaux des associations (le total des produits issus du compte de résultat), les budgets communication (les frais effectifs incluant les campagnes de collecte de fonds, de sensibilisation et de communication institutionnelle²⁵⁷) et le nombre de salariées. Ces budgets sont issus des rapports financiers, de l'année 2017, pour sept d'entre elles. Pour les deux autres, le **CRID** et **RITIMO**, le budget communication n'est pas notifié. En revanche, Coordination sud précise les budgets généraux de ses membres, dont les deux dernières associations mentionnées. Pour le nombre de salariées, les rapports d'activités et financiers 2017 en font état sauf pour **RITIMO**, le **CRID** et le Secours populaire. Pour les deux premières, l'information a été récupérée grâce aux entretiens ainsi que d'après leurs sites Internet. Pour la dernière, l'information n'est pas communiquée. Quant aux renseignements sur les services communication, ils sont issus des entretiens et complétés par des recherches Internet. Afin de faciliter la lecture, les informations sont présentées sous forme de tableaux. A noter que la part du budget total dédié à la communication dépend fortement des missions sociales des **ASI**, puisque l'**ECSI** est, dans mon mode de calcul, incluse dans la communication.

2.1.1 Les associations humanitaires

Les données récoltées, concernant les budgets, sont issues des rapports financiers de 2017 de chacune des trois associations. Les informations sur la structuration de la fonction communication proviennent des entretiens avec les communicant·es.

Médecins sans frontières (MSF)

Budget de l'association (total des produits)	404 259 000 €
Budget communication (dépenses effectives)	16 386 000 € (4 % du budget total)
Nombre de salariées	9414 Siège : 655 ; Expatriés : 790 ; Salariés des pays d'intervention : 7969
Informations sur le service communication	La communication (une quinzaine de personnes) appartient à un service propre. La collecte de fonds appartient à un autre service. Il n'y a pas de plaidoyer au sein de MSF France.

²⁵⁷ Le détail des calculs est dans l'annexe 5.

Médecins sans frontières, selon le classement des ressources des **ONG** (Trouvelot, 2017), est l'**ASI** française présentant le plus gros budget. Ce montant, de plus de quatre cent quatre millions d'euros a été recalculé grâce au rapport financier de 2017 (cf. annexe 5).

Action contre la faim (ACF)

Budget de l'association	187 078 000 €
Budget communication	14 271 985 € (8 % du budget total)
Nombre de salarié·es	4509 Siège : 275 ; expatrié·es : 244 ; Salarié·es des pays d'intervention : 3990
Informations sur le service communication	Le service communication et développement comprend l'ensemble des activités de communication interne et externe, de collecte de fonds et de développement des partenariats (60 personnes). Le plaidoyer appartient à un autre service. Mais la communication grand public, au service du plaidoyer, appartient au service communication.

Pour un budget total deux fois inférieur, Action contre la faim est la deuxième **ONG** internationale française, toujours selon le même classement. Pour autant, son budget communication est du même ordre de grandeur que celui de **MSF**.

Handicap International (HI)

Budget de l'association	52 753 328 €
Budget communication	13 063 000 € (25 % du budget total)
Nombre de salarié·es	3278 Siège : 68 ; Salarié·es des pays d'intervention et expatrié·es : 3210
Informations sur le service communication	La communication, la mobilisation et la collecte de fonds de l'association nationale France sont sous la responsabilité directe du Directeur général (une quinzaine de personnes)

Pourtant, parmi les plus gros budgets des **ONG** internationales françaises, Handicap international présente un budget plus de sept fois inférieur à **MSF** et plus de trois fois inférieur à **ACF**. Le nombre de salarié·es au siège est aussi nettement inférieur aux deux autres **ONG**. Cependant, le budget communication est du même ordre qu'**ACF** et **MSF**.

Les trois **ONG** humanitaires ont des budgets totaux très variables, de plus de cinquante millions d'euros pour Handicap international, à plus de quatre cents millions pour

Médecins sans frontières. Pour autant, les budgets communication sont du même ordre de grandeur : entre treize et seize millions d'euros. Les trois **ASI** comptent des milliers de salarié·es. Leurs services communications sont organisés de façon différente : un grand service « *communication et développement* » sous la responsabilité d'un directeur de service (**ACF**), trois services communication, mobilisation et collecte sous la responsabilité du directeur général (**HI**) ainsi que des services spécialisés, chacun sous la responsabilité d'une direction (**MSF**).

2.1.2 Les associations de développement

Les trois associations de développement ont été sélectionnées et étudiées de la même manière que les associations humanitaires : en reprenant le classement des ressources des **ONG** (Trouvelot, 2017) et en utilisant les données des rapports financiers de 2017 et les entretiens des communicant·es. Le nombre de salarié·es pour le Secours populaire n'est en revanche pas disponible.

Secours catholique

Budget de l'association (total des produits)	130 100 000 €
Budget communication (dépenses effectives)	27 000 000 € ²⁵⁸ (21 % du budget total)
Nombre de salarié·es	Siège : 935
Informations sur le service communication	La direction communication comprend 35 personnes (Relations aux publics, Événementiel, Publications, Communication interne & documentation, Production). Elle est séparée de la direction générosité et philanthropie et de la direction plaidoyer.

Le Secours catholique est une association identifiée comme étant de développement. Néanmoins, elle mène aussi des actions d'urgence. L'**ASI** a un budget de l'ordre des grosses associations humanitaires et compte plus de salarié·es au siège que **MSF**. La communication, la philanthropie et le plaidoyer appartiennent à des services différents, tout comme **MSF**, sauf que le nombre de salarié·es du service communication est de trente-cinq personnes, c'est-à-dire plus de deux fois plus. Le budget communication est par ailleurs bien supérieur aux autres **ONG** ici étudiées (plus de dix millions d'euros de plus que **MSF**).

²⁵⁸ Mes calculs à partir du rapport financier 2017 m'amènent à 27 millions d'euros. En revanche, l'essentiel des comptes de l'association indique un budget communication de 38 millions d'euros (cf. annexe 5). Les deux documents sont disponibles sur le site Internet de l'**ASI**.

Secours populaire

Budget de l'association (total des produits)	95 169 269
Budget communication (dépenses effectives)	17 230 353 (18 % du budget total)
Nombre de salarié·es	N.C
Informations sur le service communication	Une direction de la communication et de la collecte (Malika Tabti) dont le nombre de salarié·es n'est pas communiqué.

Corinne (Secours populaire) précise : « *Les salariés sont recrutés en fonction de leur implication et sont formés ensuite en interne. L'important est de défendre la boutique, de convaincre les gens pour développer l'aura du Secours populaire par des moyens humains, financiers, des activités et le faire savoir* ». Tout comme le Secours catholique, le Secours populaire a un budget total de l'ordre des plus importantes associations humanitaires, tout comme son budget communication. Comme **ACF**, la communication et la collecte appartiennent à la même direction.

CCFD-TS

Budget de l'association (total des produits)	39 764 376
Budget communication (dépenses effectives)	13 427 000 (34 % du budget total)
Nombre de salarié·es	Siège : 177. Pas d'expatrié·es
Informations sur le service communication	Une direction communication et information et une direction dons et marketing font partie des fonctions supports. Une direction mobilisation citoyenne et une direction plaidoyer sont deux des trois missions sociales. La direction communication et information a en charge la mise en œuvre des campagnes de dons et de plaidoyer. Nombre de salarié·es non communiqué.

Le **CCFD-TS** est une association dite de développement, qui a également des activités d'**ECSI**. Son budget total est inférieur aux associations présentées jusque-là, mais ce chiffre représente plusieurs dizaines de millions d'euros. Son budget communication reste substantiel : rien d'étonnant du fait des importantes activités d'**ECSI** de l'association (près de huit millions d'euros).

Les trois associations de développement ont des profils très différents, les deux premières ont des activités de développement et d'urgence alors, que la troisième mène des actions de développement et d'**ECSI**. Cette dernière compile des dépenses importantes de collecte et de sensibilisation.

2.1.3 Les associations d'**ECSI**

Hormis le **CFSI**, les associations d'**ECSI** ne font pas partie du classement des ressources qui me sert ici de référence (Trouvelot, 2017), et pour cause, les budgets n'ont rien de comparable avec les associations humanitaires et de développement. Les deux autres **ASI** ont été sélectionnées car ce sont les deux seules autres associations françaises étudiées par Coopération SUD et associées à l'**ECSI** (cf. annexe 1).

CFSI

Budget de l'association (total des produits)	4 046 863
Budget communication (dépenses effectives)	532 225 (13 % du budget total)
Nombre de salarié·es	13
Informations sur le service communication	1 chargée de communication qui d'occupe des appels aux dons, de la newsletter, du site Internet, de la communication interne, de la promotion du Festival AlimenTerre et d'un cahier des charges pour la capitalisation.

Tout comme le **CCFD-TS**, le **CFSI** dispose de frais importants de collecte de fonds et d'**ECSI**, puisque l'association coordonne des projets de développement. Il n'y a pas de service communication mais une chargée de communication et une personne en charge de l'**ECSI** et plus précisément du festival AlimenTerre.

CRID

Budget de l'association (total des produits)	1 107 000 €
Budget communication (dépenses effectives)	N.C
Nombre de salarié·es	9
Informations sur le service communication	La communication ne fait pas partie des postes transversaux, mais est propre à chaque projet : le Festival des solidarités (1 personne) et Une seule planète (1 personne). Au moment de l'enquête, il n'y a pas de communication institutionnelle, elle est mise en œuvre par les membres. En questionnement sur son identité, le CRID travaille actuellement avec une agence de communication (cf. annexe 4).

Le budget total est beaucoup plus faible que précédemment : l'association ne porte pas de projets de développement, sa mission sociale est toute autre : elle est davantage de l'ordre de l'**ECSI**. La communication, au moment de l'entretien, ne fait pas l'objet d'une fonction à part entière, mais est intégrée à chacun des projets de la structure.

RITIMO

Budget de l'association (total des produits)	800 000 €
Budget communication (dépenses effectives)	N.C
Nombre de salarié·es	9
Informations sur le service communication	Au moment de l'enquête, il n'y a pas de service communication, une personne est en charge des publications (beaucoup de contenus sont produits). RITIMO est accompagné par Coopaname ²⁵⁹ pour travailler sur sa stratégie de communication.

Tout comme le **CRID**, l'association n'a pas vocation à collecter des fonds. Son budget est le plus faible de mon panel. De plus, sa communication, par le prisme de l'**ECSI**, est inhérente à la mission sociale de l'association.

Parmi les trois associations d'**ECSI**, la première réalise aussi des missions de développement et se rapproche du **CCFD-TS**. Les deux dernières relèvent typiquement de l'**ECSI** et ne sont pas concernées par l'appel à la générosité du public, mais la communication, avec l'**ECSI**, est au cœur de leur projet social.

Les neuf **ASI** sélectionnées, appartenant à trois pans différents de la solidarité internationale, ont des budgets et des structurations différentes, même lorsqu'elles appartiennent à une même famille. Les associations humanitaires et de développement sont néanmoins les **ASI** avec les plus amples budgets totaux et qui ont les plus importants budgets de communication. Elles disposent de service communication entier. Cela n'est absolument pas le cas des associations d'**ECSI** qui ont des budgets jusqu'à plus de quatre cents fois inférieurs et qui n'ont pas forcément dans leur effectif une personne spécifiquement dédiée à la communication. Je vais maintenant tenter d'identifier les pratiques communicationnelles de ces **ASI**.

²⁵⁹ Coopaname est une mutuelle de travail associée, cf. <http://www.coopaname.coop/article/coopaname-cest-politique>.

2.2 Les pratiques communicationnelles selon les communicant·es

Les communicant·es ont pour enjeu commun que leur **ASI** soit audible et comprise, dans l'ensemble de leurs objectifs. Je reprends, ci-dessous, les objectifs et les moyens d'action communicationnels branche par branche. Aussi, et c'est l'un des enjeux de mes travaux, les envois de mes différentes analyses me permettent, en qualité d'enquêtrice, ainsi qu'aux enquêté·s d'interroger et de mettre en perspective ses propres représentations sociales de la solidarité internationale. Parmi les neuf personnes interrogées, j'ai obtenu les retours, par courriel, des communicant·es du Secours catholique, du **CRID**, de **RITIMO**, du **CFSI** et d'**ACF**. Ceux-ci figurent dans l'annexe 15.

2.2.1 Les associations humanitaires

Pour les trois associations humanitaires, un objectif communicationnel est unanimement cité : l'engagement des donateurs, autrement appelé collecte de dons²⁶⁰. Même si pour Claire (**MSF**) : « *en période "d'urgence" (on est toujours en urgence !), fundraising et communication sont très liées* », la communicante n'adhère pas franchement à cet objectif : « *les campagnes grand public c'est de l'argent jeté par les fenêtres* ». Elle semble faire référence aux campagnes généralistes institutionnelles et d'appel aux dons. La communication grand public est alors intéressante quand elle a pour objectif de faire pression sur « *les responsables de situations* » et, plus précisément, quand « *MSF s'empare d'un sujet et fait parler un sujet* ». Au moins deux techniques de persuasion sont mises en œuvre pour collecter les dons. Premièrement, la simplification voire le cliché :

Jean-Marc (**HI**) : « *la communication va être très différente selon les cibles et les publics, par exemple on va être beaucoup plus réducteur au 20h de TF1 que sur une émission d'Arte* ».

Cela fait écho aux propos de Jean-François-**ACF** : il est question de « *s'adapter à la société du spectacle* ». Par ailleurs, le communicant de **HI** précise que l'une des stratégies employées est la mise en scène d'individus qui ressemblent aux récepteurs : « *On choisit de communiquer autour de territoire de marque comme Haïti où ils sont chrétiens, parlent français, sont beaux. Ce sont des critères pour sensibiliser le grand public. Les dons doivent permettre d'accéder à l'autonomie, donc on montre d'autres réalités* ».

²⁶⁰ Comme indiqué en annexe 15, les objectifs des associations humanitaires sont plus diversifiés que cela : informer (HI-MSF), dénoncer les responsables de situations et les interpeller (MSF), séduire (**ACF**), influencer pour changer le réel (MSF), collecter des fonds (HI-**ACF**-MSF), faire du plaidoyer (HI). Il est question ici de s'arrêter sur l'objectif commun aux trois **ASI**, selon les trois directions communication.

Deuxième technique, une certaine forme de misérabilisme :

Jean-Marc-**HI** : « *Des enquêtes sont faites auprès des donateurs fidèles, ils souhaitent qu'on parle des victimes* ».

Jean-François-**ACF** : « *25 % de notre collecte se fait par papier. Là la mise en scène y est caricaturale. Les cibles sont les 65-70 ans. Le reste c'est du street marketing et du digital. C'est moins misérabiliste. Le papier n'est pas mort, on essaie de lui donner une autre tonalité* ».

Claire-**MSF** : « *En termes de campagne, j'avais bien aimé Leila. C'est vrai qu'elle est brutale, mais sur les questions de malnutrition c'est aussi simple que ça. C'est vrai. La malnutrition est en revanche spectaculaire et c'est un peu grossier* ».

Ce misérabilisme est par ailleurs critiqué quand il dépasse certaines bornes :

Jean-François-**ACF** : « *La crise ce n'est pas que l'urgence, communiquer sur l'urgence c'est dangereux, car on montre des choses horribles* ». Contrairement au monde marchand, « *aucune ONG ne va faire croire que vous allez avoir du bonheur. Pourtant ce sont les seules à en produire : On fabrique du rêve, mais on vend de la merde. [...] on fabrique du bien, mais avec l'image de la misère. [...] ACF est une marque qui culpabilise le client [en référence à la campagne Leila]. [...] Les entreprises humanitaires doivent décider de ce qu'elles veulent que leurs clients ressentent et le leur dire. Je veux vous faire ressentir ça et ça va remplir une autre mission que la collecte d'argent [: la compréhension]* ».

Cette communication auprès du « *grand public* », ayant vocation à collecter des dons peut conduire à ce que les « *Les valeurs de terrain défendues* » soient en « *contradiction avec les messages au grand public* » (par exemple la dimension victimaire) (Jean-Marc-**HI**).

L'objectif (la collecte) et les moyens mis en œuvre (la simplification et le misérabilisme) font écho aux représentations sociales de la solidarité internationale des interlocuteur·rices, puisque, dans les réseaux d'associations construits, les termes de dons — au sens de générosité — et d'humanitaires sont les termes communs aux trois interviewé·es. Cependant, dans les entretiens, les acteur·rices se réfèrent aussi au changement souhaité en agissant sur les causes de drames humanitaires (cf. supra). Les moyens communicationnels utilisés, notamment le misérabilisme, risquent de maintenir des clichés et une approche paternaliste vis-à-vis des pays non occidentaux. Cela peut alors être contradictoire avec l'idée de solidarité internationale²⁶¹, mais pas avec les aspirations sociales revendiquées par les associations, sur leur site Internet : droit à l'assistance humanitaire (**MSF**), humanitaire et réponse aux besoins essentiels et spécifiques (**HI—ACF**). Les

²⁶¹ L'idée de solidarité internationale est liée au vivre-ensemble, les stéréotypes négatifs sont au contraire des freins au vivre-ensemble.

moyens employés ne font pas l'objet de précisions dans la définition de ces aspirations, expliquant peut-être la création d'un organe externe, à la suite de dérives : le Comité de la Charte²⁶².

2.2.2 Les associations de développement

Les trois associations de développement présentent plus de points communs entre elles que les trois associations humanitaires étudiées ci-dessus. Leurs objectifs communicationnels partagés sont, premièrement, la pression sur les décideurs²⁶³.

Karine — **CCFD** : « *le plaidoyer c'est influencer sur les politiques nationales qui ont un impact sur le développement des pays du Sud* ».

Sandrine — **SC** : « *on les [mouvements citoyens en Afrique] accompagne dans le développement du plaidoyer local. On fait aussi pression en Europe* ».

Corinne — **SP** : « *On fait avancer la cause des plus démunis, on est leur avocat. On dit ce qu'il se passe. Par les actions terrain, on dit la situation* ».

Malgré l'importance du plaidoyer pour les trois interlocutrices, il n'est pas leur mission première, et cela pour des raisons différentes. Pour Karine (**CCFD**) et Sandrine (**SC**), la communication et le plaidoyer appartiennent à deux directions différentes, or elles sont toutes les deux salariées de la Direction communication. Pour Corinne (**SP**), si le plaidoyer n'est pas la première mission de l'association c'est parce que c'est l'action, le faire, qui est au cœur du métier de l'association : « *il ne s'agit pas juste de dire, mais de faire pour démontrer et donner du poids à nos propos et qu'il y ait une réponse : voilà ce que nous on fait, qu'est-ce que vous, le gouvernement, pouvez-vous faire sur cette question précise ? On le dit et on le fait. Dire, dénoncer, ne suffit pas* ».

Deuxième objectif communicationnel, la promotion et la notoriété de leur association :

Sandrine — **SC** : « *Nos thématiques sont difficiles à vendre : l'agroécologie au Cameroun, madame Michu s'en fout* ». La communication a surtout pour rôle de « *faire émerger le Secours catholique sur un sujet où il n'est pas attendu* ».

²⁶² « Dès 1989, des associations et fondations sociales et humanitaires faisant appel à la générosité du public, conscientes de leur devoir d'information et souhaitant que les donateurs puissent donner en confiance, ont :

- défini des règles fondamentales de déontologie, reposant sur des principes de transparence, rassemblées dans la Charte de déontologie des organisations faisant appel à la générosité du public dans un but d'intérêt général (ci-après nommée Charte) ;
- créé un comité chargé de contrôler le respect de cette Charte par ses membres (ci-après nommé Comité) ».

[Consulté le 15 octobre 2018]. Disponible à l'adresse : http://www.donenconfiance.org/offres/doc_in-line_src/759/comite_de_la_charte_-_texte_pilotage_et_remuneration_des_agences_de_col-lecte_adopté_par_ca_du_26_mai_2011_modifications_apparentes.pdf

²⁶³ Cette pression sur les décideurs est commune avec MSF.

Corinne — **SP** : « *L'important est de défendre la boutique, de convaincre les gens pour développer l'aura du Secours populaire par des moyens humains, financiers, activités et le faire savoir* ».

Karine — **CCFD** : la Direction communication et information a « *récupéré la pub, au sens de campagnes de dons et de plaidoyer [...] dont les objectifs sont la notoriété du **CCFD** et par voie de conséquence le poids de l'association* » (« *l'augmentation du rapport de force et la pression sur les décideurs* »).

Cette notoriété serait alors au service du plaidoyer et de la sensibilisation pour le **CCFD**, mais aussi de la mobilisation²⁶⁴ (**CCFD, SP, SC**). Ces différentes activités nourrissent à l'inverse la notoriété des associations. Troisième objectif partagé, transparaissant dans les citations ci-dessus, la mobilisation du public (humaine et financière)²⁶⁵.

Comment atteindre ces trois objectifs (pression, notoriété, mobilisation) ? Pour les interlocutrices, il faut être audible. Premièrement, par la simplification :

Sandrine — **SC** : « *Quand on est à la télé, on parle guerre et Afrique. De manière générale, sans parler du Secours catholique, quand on parle d'Afrique, on parle de son développement. Pour moi, le développement va au-delà de l'Afrique, mais en France, il y a un tropisme africain, c'est une question de langue, le continent est culturellement proche* ».

Karine — **CCFD** : « *On n'est pas trop dans le misérabilisme, mais parfois un peu décalé, un peu dans le nganngan dans les campagnes d'appel aux dons. Beaucoup de choses sont inaudibles. Les questions climatiques par exemple* ».

Karine souligne que la communication grand public est difficile, car « *il y a beaucoup cette vision de construction de puits : il faut développer pour ne pas qu'ils viennent chez nous. Il y a une forme de méconnaissance du développement et de la solidarité internationale. Beaucoup restent sur le terme humanitaire* ». Deuxièmement, pour être audibles, les **ASI** peuvent choisir de montrer du positif :

Karine — **CCFD** : « *La com' grand public est très conventionnelle avec des campagnes du geste (chèque, alors que le chèque n'est plus vraiment dans l'air du temps). On ne montre pas d'enfants qui meurent de faim par contre, pas de trash. On va communiquer sur du positif, sur les projets de transformation sociale qu'ils vont mettre en place, sur de l'optimisme* ».

Corinne — **SP** : « *On s'interdit d'ailleurs les campagnes visuelles avec des enfants qui meurent de faim. On montre le positif. Le poids du colonialisme de la France est réel. Il pèse sur les actions associatives en France et en particulier à l'international* », cela afin de privilégier « *une relation d'égal à égal* ».

Troisièmement, l'explication est une autre voie pour atteindre leurs objectifs :

²⁶⁴ « *Les campagnes de dons sont grand public. Il n'y a pas de cœur de cible* » (Sandrine – SC).

²⁶⁵ La mobilisation financière est commune avec les associations humanitaires.

Sandrine — **SP** : « *Quand on explique, les gens comprennent, le 4 L trophy c'est fini*²⁶⁶. On explique que c'est l'économie locale qu'il faut faire travailler ».

Karine — **CCFD** : « *Les messages sont compliqués, notamment les campagnes de plaidoyer [...] Parfois, nous avons moins d'impact que d'autres ONG, car on est beaucoup moins sur le quantitatif, le chiffre, on est plus nuancé*²⁶⁷. Sauf pour les appels à dons, là on est très conventionnels ».

Si on se réfère aux représentations de la solidarité internationale du public selon les interlocutrices des **ASI** de développement, elles seraient réduites à l'urgence et aux catastrophes et toucheraient les plus démunis. Même si elles tentent, dans leurs pratiques communicationnelles, d'appréhender la solidarité internationale par un prisme positif, sans montrer la souffrance et en étant parfois dans l'explication, la simplification peut les conduire à être à contre-courant des aspirations sociales affichées (une relation partenariale à construire pour une société juste) en produisant des messages évoquant l'assistanat et le paternalisme. La quête de l'intercompréhension tout comme celle de l'engagement humain et financier peuvent alors être contre-productives.

2.2.3 Les associations d'**ECSI**

Concernant maintenant les trois associations d'**ECSI**, on pourrait logiquement penser que leur objectif communicationnel est le développement de compétences et l'accroissement de connaissances concernant la solidarité internationale. Cependant, il semblerait que communication et **ECSI** soient pensées de façon indépendante, réduisant la communication à une dimension fonctionnelle : valoriser les initiatives mises en œuvre comme le Festival AlimenTerre (**CFSI**), le Festival des solidarités ou Une seule planète (**CRID**), par exemple. Pour Myriam (**RITIMO**) : « *L'objectif de la stratégie est la notoriété. On est connu de nos pairs, mais pas du grand public. On produit énormément de contenu, mais il y a une sous-utilisation de ce qu'on produit* ». Pour Minh du **CFSI**, seule **ASI** du panel à faire de la collecte de dons, il y a d'ailleurs une contradiction entre la communication donateur et l'**ECSI**. En effet, pour Minh, la communication est au service du marketing : « *le marketing c'est un objectif : comprendre l'environnement et le marché pour vendre une idée. La communication c'est les moyens utilisés pour atteindre cet objectif* ». Concernant l'**ECSI**, « *on part des savoirs des participants* » qui

²⁶⁶ C'est-à-dire que lorsque des personnes viennent la voir pour un projet de 4 L Trophy (rallye automobile étudiant au Maroc, se doublant de la distribution de fournitures), elle leur explique en quoi ce n'est pas pertinent et qu'il s'agit de travailler sur l'économie locale plutôt que de distribuer du matériel.

²⁶⁷ En ce qui concerne le site Internet du CCFD, très informationnel, cela risque de changer : « *notre site sera certainement plus proche de celui d'Oxfam, c'est-à-dire axé sur la mobilisation et les dons* ».

« sont complémentaires, car les participants sont demandeurs d'apports ». La communication pour les donateurs, elle, « est primaire [...] on pourrait aussi communiquer de façon intelligente et demander de donner ! ».

Les trois représentant·es d'associations révèlent des difficultés à être audible :

Minh — **CFSI** : « la solidarité internationale est très complexe, car tout est lié ». En communication, « tout lier bloque l'action et on est inaudible pour le grand public »,

Myriam — **RITIMO** est confrontée à la même question : « comment on parle simplement de ce qu'on fait ? »

Sébastien — **CRID** : « Un poste de communication serait nécessaire afin de faciliter un discours collectif [...] »²⁶⁸.

Tout comme Sébastien, qui note la nécessité d'un discours collectivement construit par les membres, Minh et Myriam ont également leurs pistes, en plus de la simplification, pour être plus audibles :

Minh — **CFSI** : « On ne fait pas suffisamment confiance aux gens, ils sont capables de faire les liens eux-mêmes à condition qu'ils puissent en discuter. Ce qu'il manque, ce n'est pas de l'information, mais des espaces d'échanges, pas nécessairement physiques ».

Myriam — **RITIMO** : « il faut qu'on trouve le plus petit dénominateur commun » et « favoriser le dialogue »²⁶⁹.

Pour conclure sur les pratiques communicationnelles des **ASI** d'**ECSI** identifiées lors des entretiens, nous avons vu que leur enjeu est d'être audibles par la simplification (**CFSI**, **RITIMO**), la construction d'espaces d'échanges (**CFSI**, **RITIMO**) ou par un discours collectif (**CRID**). Ces associations s'inscrivent dans le courant altermondialiste et aspirent à sortir d'une approche caritative de la solidarité par un changement de regard sur les pays dits du Sud et une relation plus partenariale. De ce fait, l'**ECSI** pourrait être pensée comme une forme de communication politique. Mais il n'en est rien, la communication est perçue comme un outil de notoriété distinct de la démarche politique portée par l'**ECSI**.

Au final, les pratiques communicationnelles identifiées dans cette sous-section ne semblent pas toujours être pensées en lien avec les aspirations sociales des **ASI**, en matière de solidarité internationale. La communication n'est pas pratiquée comme un élément d'une démarche politique valorisant la solidarité réciproque. Elle est appréhendée comme un outil persuasif visant à valoriser des projets ou à persuader le grand public de s'engager financièrement. Cette

²⁶⁸ Sébastien rajoute : « en revanche, l'idée n'est pas que le CRID se mette en avant au détriment des membres ».

²⁶⁹ La campagne RITIMO préférée de Myriam est celle qui a permis une mise en dialogue.

appréhension persuasive de la communication se traduit par l'utilisation de différents moyens que les entretiens ont permis de répertorier : la simplification et le misérabilisme pour l'humanitaire (objectif : collecte de dons) ; la simplification, l'explication et montrer du positif pour le développement (objectifs : plaidoyer, notoriété, mobilisation humaine et financière) ; la simplification, un discours collectif et les espaces d'échange pour l'**ECSI** (objectifs : être audible).

2.3 Les produits communicationnels proposés par les communicant·es et soumis à la réception

Les produits communicationnels m'ont été indiqués par les communicant·es lors des entretiens. J'ai ainsi collecté deux supports par associations étudiées, un jugé réussi et l'autre considéré comme raté par les communicant·es. Deux associations m'ont directement fourni ces produits, c'est le cas d'un support du **CFSI** et d'un autre de Handicap International. J'ai recherché les autres sur Internet. Il est à préciser que, comme indiqué plus haut (2.1), les budgets en matière de communication des associations étudiés ne sont guère comparables : de l'ordre de plusieurs millions d'euros pour les associations humanitaires et de développement (de treize à vingt-sept millions), à quelques centaines de milliers d'euros pour les associations d'**ECSI**. Les dix-huit produits communicationnels décrits sont visibles dans l'annexe 23.

2.3.1 Les associations humanitaires

Sur les six produits communicationnels des associations humanitaires, quatre ont vocation à engager financièrement les publics et deux à les interpeller, selon les communicant·es.

Action contre la faim

Personne sollicitée	Jean-François Riffaud	
Fonction	Directeur communication et développement	
Intitulé support	Prof La mort (-)	Leila, 100 fcs plus tard (+)
Année	2014	1994
Format	Vidéo	Visuel papier (affiche, mailing)
Objectif communicationnel	Faire un don	S'engager pour collecter des dons.
Conception	Agence Broca & Wernicke	Agence Euro RSCG
Point de vue communicant	<p>« <i>Grossier et caricatural</i> ».</p> <p>« <i>En 2014, faire des campagnes comme ça c'est un vrai manque de maturité</i> ».</p> <p>« <i>Cette technique qui consiste à prêcher le faux c'est prendre les gens pour des cons : je n'arrive pas à parler de manière positive donc je parle mort. On est des médiateurs, on doit dire ce qui est en jeu, ressentir et accompagner</i> »</p>	<p>« <i>Traitement graphique est sans mise en scène [...] on montre les choses simplement</i> ».</p> <p>« <i>Le mot crée l'image : Leila 100 francs plus tard. On ne ment pas, c'est la vérité</i> ».</p> <p>« <i>Elle a été critiquée, car jugée grossière, mais c'est un peu facile de ne pas exposer la misère</i> »</p> <p>« <i>Regardez Léila. ACF est une marque qui culpabilise le client. On mise sur l'endettement et la culpabilité mais ça marche en collecte de fonds. C'est démontré par des tests. Léila vend du mal à l'aise et de la culpabilité</i> ».</p>

Tableau 6 - Choix des produits communicationnels, **ACF**

Les deux campagnes proposées ont vingt ans d'écart, elles ont toutes deux étaient conçues par des agences et visent à collecter des dons. Celle qui est défendue par le communicant est Leila : un visuel papier qui expose la misère sans détour. Au contraire, la campagne jugée ratée est une vidéo au ton humoristique, qui est complètement inappropriée du point de vue du communicant puisque l'ONG n'est pas dans son rôle de médiatrice.

Handicap international

Personne sollicitée	Jean-Marc Boivin	
Fonction	Délégué aux relations institutionnelles fédération HI , ancien Directeur général HI France	
Intitulé support	« 600 000 victimes amputées de leurs droits » (-)	« En France, 320 000 personnes reçoivent le prix Nobel de la paix » (+)
Année	2006	1997
Format	Affiche	Support visuel (mailing donateur)
Objectif communicationnel selon le communicant	Mobilisation financière et humaine	Mobilisation financière et humaine
Conception	Agence MGA 361°	Non indiqué Coalition internationale d'associations
Point de vue communicant	<p>« Plus abscons, moins tangible ».</p> <p>« Ça a fonctionné au niveau technique et politique, mais pour les gens il n'y a pas eu d'écho ».</p> <p>« Ça ne touche pas l'émotion, pas d'impact pour la collecte, car il n'y a pas d'opérationnalisation. Ce n'est pas une promesse. On donne des droits avec votre argent, alors qu'il faudrait d'abord soigner. Comme la promesse était trop virtuelle, il n'y a pas eu d'impact immédiat ».</p>	<p>« Les campagnes sur les mines antipersonnels sont celles qui ont le mieux fonctionné en termes de mobilisation et de collecte. Elles correspondent au territoire de marque ²⁷⁰ ».</p> <p>« C'est comme "Arrêtez le massacre", il y a une promesse, quelque chose de tangible ».</p>

Tableau 7 - Choix des produits communicationnels, **HI**

Les deux visuels ont près de dix ans d'écart, encore une fois c'est le plus ancien qui est considéré comme le plus réussi. Ils visent, pour le communicant, à mobiliser financièrement et humainement les publics. Le visuel jugé réussi est le plus tangible, celui qui fait une promesse concrète. Au contraire, le visuel estimé non concluant serait trop abstrait : donner des droits est moins tangible que soigner et susciterait moins l'émotion et donc le don.

²⁷⁰ Jean-Marc Boivin précise que HI a été prix Nobel de la paix pour son combat contre les mines interpersonnelles

Médecins sans frontières

Personne sollicitée	Claire Magone	
Fonction	Directrice communication	
Intitulé support	« Pas une cible »/« Not a target » (-)	« L'injuste prix »/« À faire shot » (+)
Année	2016	2017
Format	Vidéo	Vidéo
Objectif communicationnel	Interpeller le public	Interpeller le public
Conception	Réalisation : Leigh Lacobucci (campagne internationale)	Non indiquée (campagne internationale)
Point de vue de la communicante	« Campagne internationale très coûteuse ». Peu de sens : « L'objectif était d'éviter que les hôpitaux soient pris pour cible. C'est un fait que ce soit anormal, que dire de plus [...] Ça aurait eu plus d'effets de titiller les Russes et les Syriens. C'est de la soft mobilisation ».	« Accès aux médicaments, baisser les prix, faire honte ». « MSF s'empare d'un sujet et fait parler un sujet »

Tableau 8 - Choix des produits communicationnels, **MSF**

Les deux vidéos, récentes, ont pour objectifs d'interpeller les publics pour la communicante. L'une est envisagée de manière négative, car le message n'a pas beaucoup de sens : tout le monde est d'accord avec le fait qu'il ne faut pas bombarder les hôpitaux. Au contraire, la vidéo jugée réussie est celle qui fait honte « *aux responsables* ».

Les produits communicationnels considérés comme ratés par les trois communicant·es sont ceux qui sont jugés coûteux, au regard de l'utilité de la campagne (**MSF**), abstraits, jouant peu sur l'émotion et ayant peu d'impact sur la collecte (**HI**) ou encore « *grossiers et caricaturaux* » et sous-estimant les récepteurs (**ACF**). Les plus réussis sont ceux qui ont une utilité sociale et pour lesquels l'association a un positionnement fort (**MSF**), ceux qui sont concrets et fonctionnent en termes de mobilisation et de collecte (les mines antipersonnel, son cœur de métier) (**HI**), et enfin ceux pour lesquels la misère est montrée simplement (**ACF**).

2.3.2 Les associations de développement

Parmi les produits communicationnels proposés par les trois communicantes, cinq ont pour objectif de collecter des fonds ou d'asseoir la notoriété de l'association, et une à interpeller les publics.

Le CCFD-Terre solidaire

Personne sollicitée	Karine Appy	
Fonction	Responsable relations médias et influenceurs	
Intitulé support	« Pour lutter contre la faim, tout le monde peut faire un geste » (-)	« Tu mangeras quand tu seras compétitif » (+)
Année	2014	2004
Format	Mailing	Affiche
Objectif communicationnel	Collecte de fonds	Notoriété
Conception	Médiaprism	Opéra
Point de vue de la communicante	« Simpliste »	« Elle est vraiment engagée ». « On ne fait pas d'assistantat, on a un rôle politique ».

Tableau 9 - Choix des produits communicationnels, **CCFD**

Les visuels papiers ont été produits à dix ans d'intervalle par des agences. Le plus récent vise à collecter des dons et est considéré comme un échec, car trop simpliste. Le second, plus ancien, est une communication institutionnelle au service de la notoriété de l'ASI. Il est reconnu comme étant bien réalisé, car au contraire de l'assistantat, la posture de l'association serait politique, selon la communicante.

Secours catholique

Personne sollicitée	Sandrine Verdelhan	
Fonction	Responsable relations aux publics	
Intitulé support	« Pour aider les plus pauvres, je choisis d'agir avec eux » (-)	« Non à un climat de pauvreté » (+)
Année	2016	2017
Format	Affiche	Visuel
Objectif communicationnel	Notoriété et collecte de fonds	Interpeller
Conception	Agence (non qualifiée par interlocutrice)	Non indiqué
Point de vue de la communicante	« Ressemble à pôle emploi »	Non indiqué

Tableau 10 - Choix des produits communicationnels, *Secours catholique*

Les deux produits communicationnels sont récents. Celui qui a pour objectif la collecte de fonds et la notoriété de l'ASI s'inscrit dans les campagnes annuelles de communication institutionnelle. Il est estimé de manière négative, car, pour la communicante, il ressemble à une affiche « *pôle emploi* ». Le second visuel a vocation à interpeller le public et à faire émerger le Secours catholique sur les questions climatiques.

Secours populaire

Personne sollicitée	Corinne Makowski	
Fonction	Secrétaire générale et Directrice adjointe	
Intitulé support	« <i>Merci</i> » (-)	« <i>Mondialisons la solidarité et pas la misère</i> » (+)
Année	2017	2011
Format	Vidéo	Affiche
Objectif communicationnel	Collecte de fonds	Institutionnelle (notoriété)
Conception	Havas	Graphisme : Pierre Bernard
Point de vue de la communicante	« <i>On ne voit pas le lien, on dirait que les gens en difficulté disent merci, mais ils n'ont pas à dire merci !</i> » « <i>Le message est qu'il n'y a pas de petite solidarité.</i> »	Le message

Tableau 11 - Choix des produits communicationnels, Secours populaire

Le produit médiatique jugé raté par la communicante est une vidéo qui a pour objectif la collecte de fonds : elle n'a pas de sens pour la communicante, les personnes sont en difficulté et semblent dire merci. Le second est une affiche institutionnelle (notoriété) faite par un artiste. La communicante considère que le message « *Mondialisons la solidarité* » est une réussite. Il a d'ailleurs été, selon elle, beaucoup repris.

Pour les trois associations de développement, les produits communicationnels réussis sont ceux pour lesquels le message a un sens fort (mondialisons la solidarité – Secours populaire) et qui dénotent d'un engagement politique en rupture avec l'assistantat (CCFD-TS). Au contraire, les ratés sont les produits communicationnels simplistes (CCFD-TS) ou portant un message qui n'est pas en adéquation avec les valeurs portées (Secours populaire, Secours catholique).

2.3.3 Les associations d'**ECSI**

Les associations d'**ECSI** ci-dessous présentent chacune deux supports ayant le même objectif communicationnel : la collecte de fonds pour la première, la mobilisation des publics à événement pour la deuxième et enfin l'information et la sensibilisation pour la troisième.

CFSI

Personne sollicitée	Minh Maudoux	
Fonction	Responsable communication	
Intitulé support	« <i>Nouveau maraichage au Sénégal</i> » (-)	« <i>Protégeons les exploitations laitières</i> » (+)
Année	Entre 2010 et 2018	2016
Format	Mailing	Mailing
Objectif communicationnel	Collecte de fonds	Collecte de fonds
Conception	CFSI (d'après rapport financier)	CFSI (d'après rapport financier)
Point de vue communicante	« <i>Il est long, il n'y a pas d'intention, la forme est mauvaise. Il n'y a pas de relation entre ici et là-bas. On ne parle pas de ce qui est innovant</i> ».	« <i>On ne prend pas les donateurs pour des cons, on est dans la complexité. On fait lien entre les conditions de vie ici et là-bas, c'est la même chose au final</i> ».

Tableau 12 - Choix des produits communicationnels, **CFSI**

Les deux produits sont des mailings datant des années 2010. Si l'un est considéré comme raté par la communicante, c'est du fait de sa forme, du manque de relation entre ce qu'il se passe « *ici* » et « *là-bas* » et de la non-valorisation des projets. Le second mailing, au contraire, fait ce lien et explique les enjeux des initiatives sans être simpliste.

CRID

Les deux affiches de la « *Semaine de la solidarité internationale* » ont pour objectif de mobiliser les publics pour l'événement. L'une est jugée ratée, car peu claire, contrairement à celle jugée réussie.

Personne sollicitée	Sébastien Bailleul	
Fonction	Délégué général CRID	
Intitulé support	Semaine de la solidarité internationale (-)	Semaine de la solidarité internationale (+)
Année	2014	2015
Format	Affiche	Affiche
Objectif communicationnel	Mobilisation des publics à un événement	Mobilisation des publics à un événement
Conception	Graphisme Sébastien Marchal ?	?
Point de vue du communicant		« Elle est bien plus claire que droits à l'essentiel [la précédente] »

Tableau 13 - Choix des produits communicationnels, **CFSI**

RITIMO

Personne sollicitée	Myriam Merlant	
Fonction	Responsable publications – communication	
Intitulé support	Passerelle Climat (-)	Guide des migrations (+)
Année	2015	2017 (2è ed.)
Format	Revue	Support pédagogique
Objectif communicationnel	Informers et sensibiliser	Informers et sensibiliser
Conception	RITIMO	RITIMO ?
Point de vue de la communicante	Pas innovant : « On n'a pas su faire la différence, les écrivains ne l'ont pas favorisé »	« questionne sur les façons de penser, on n'est pas sur un prêt à penser »

Tableau 14 - Choix des produits communicationnels, **RITIMO**

Les deux visuels proposés sont ceux figurant sur une revue et sur un support pédagogique. Le premier est considéré négativement, car peu innovant alors que le deuxième est jugé réussi, car il questionne et s'écarte d'un prêt à penser.

Pour les associations d'**ECSI**, les supports estimés réussis sont ceux qui sont clairs (**CRID**), qui montrent la complexité d'une situation (**CFSI**) et questionnent (**RITIMO**). Au contraire, ceux qui sont ratés sont les moins innovants (**RITIMO**, **CFSI**), et ceux qui ne montrent pas les relations entre les territoires (**CFSI**).

Conclusion de la seconde section

Cette section sur les pratiques communicationnelles des **ASI** montre, de par le parcours des communicant·es, que la communication est professionnalisée. Cette professionnalisation n'implique pas une uniformisation de la communication. En effet, les parcours des communicants sont hétérogènes, tout comme les objectifs poursuivis : collecte de dons, plaidoyer, notoriété, mobilisation humaine et financière, être audible et les moyens communicationnels mis en œuvre énoncés : le misérabilisme pour l'humanitaire ; l'explication et montrer du positif pour le développement, un discours collectif et les espaces d'échange pour l'**ECSI** ; la simplification pour l'ensemble des trois branches. De plus, la fonction communication prend différentes formes en fonction des organisations : des départements entiers comprenant la communication et le marketing (**ACF**) ou une activité partagée entre plusieurs salarié·es (**CRID**). Malgré cette hétérogénéité, la communication au sein des **ASI** présente des points communs. Premièrement, un budget important est dédié à la communication : de treize (Handicap international) à vingt-sept (Secours catholique) millions d'euros pour les **ONG** humanitaire et de développement. Les budgets totaux des associations d'**ECSI** sont bien inférieurs mais 13% est malgré tout dédié à la communication. Deuxièmement, les **ASI** présentent une inadéquation entre leurs aspirations et les moyens communicationnels mis en œuvre (simplification, misérabilisme) : les objectifs de collecte de fonds semblent dès lors l'emporter sur leur identité politique. Troisièmement, les communicant·es des **ASI** reconnaissent que malgré une conception professionnelle, les produits communicationnels peuvent être ratés. Les études de réception permettront justement de vérifier si c'est effectivement le cas du point de vue des publics. Surtout, malgré l'écart entre fin et moyen, les études de réception montreront s'il existe des campagnes réussies (aux yeux du public).

Conclusion du chapitre IV

Ce chapitre est consacré à la production communicationnelle des associations de solidarité internationale (**ASI**). Pour mener cette étude, j'ai sélectionné neuf structures : les trois plus importantes **ONG** humanitaires françaises, les trois plus considérables associations de développement, les trois associations d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (**ECSI**) les plus connues. Toutes ces structures sont identifiées par Coordination sud comme étant des **ASI** (cf. annexe 1). Quels sont leurs discours, leurs représentations sociales et leurs pratiques communicationnelles ? Pour le savoir, j'ai procédé à une analyse des neuf sites Internet et mené des entretiens auprès d'une personne de la direction communication de chacune de ses structures. Il ressort de cette étude trois éléments principaux. Premièrement, il existe un net décalage entre les aspirations sociales qui ont conduit à l'adoption du vocable « *solidarité internationale* » par les associations du champ et un discours d'autoprésentation de soi à tonalité philanthropique dominante. Certes, l'idée de réciprocité et de transformation sociale n'est pas absente des discours étudiés, mais elle est très largement contrebalancée, voire masquée par la notion d'aide omniprésente. Deuxièmement, cette dimension philanthropique — c'était mon hypothèse et elle s'avère largement vérifiée — est liée aux représentations sociales de ceux qui élaborent la communication des **ASI**. En effet, quand ils sont interrogés sur les représentations sociales du grand public (approche par substitution), ils mettent d'abord en avant la dimension philanthropique de la solidarité internationale. Troisièmement, cette représentation, même si elle n'est pas forcément partagée par l'ensemble des communicant·es, n'est pas sans effet sur la conception des productions médiatiques destinées au grand public. En effet, même si les **ASI** rencontrées poursuivent des buts différents (notoriété, engagement financier, valorisation des actions menées, etc.) les mêmes moyens, issus de la communication publicitaire, sont souvent employés : simplification du discours, appel aux émotions, etc.

Ce travail sur la production médiatique de neuf **ASI** m'a, ainsi, permis d'identifier et de confirmer scientifiquement le trouble que je ressentais quand je travaillais comme chargée de communication au sein des **ASI** : le décalage entre les aspirations réciprocaires de la solidarité internationale et les pratiques communicationnelles fortement philanthropiques des **ASI**. De plus, ce travail sur un nombre réduit d'**ASI** confirme les autres travaux produits sur cette question (Dacheux, 1998 ; David, 2018 ; Bernard et al., 2018). En effet, ces travaux montrent que ce qui est dominant dans la communication humanitaire l'est aussi, mais dans une moindre mesure, dans la communication de développement et dans celle des **ASI** promouvant l'**ECSI**. Certes, il existe des divergences entre les associations de ce dernier secteur qui se réclament de l'altermondialisme et

invitent à une transformation sociale et les **ONG** humanitaires qui, dans la tradition des French doctors, cherchent plus à répondre à une crise qu'à s'attaquer à leurs causes. De même, les différences de budget et de structuration organisationnelle de la communication sont flagrantes entre **ASI** humanitaires et de développement d'un côté et **ASI** spécialisées dans l'**ECSI** de l'autre. Néanmoins, les convergences sont fortes. Certes, la taille restreinte de l'échantillon invite à la prudence et limite les possibilités de montée en généralité. Cependant, la reconnaissance interne (par les acteurs de la solidarité internationale) et externe (par le grand public) dont jouissent ces neuf structures donne à cette enquête une assise solide. A savoir qu'il existe bel et bien un trouble (au sens de John Dewey) de la communication de la solidarité internationale, liée à un écart entre aspirations sociales revendiquées par le secteur et productions communicationnelles des **ASI**. Après avoir établi ce constat, il convient maintenant de s'intéresser à la réception de ces produits (chapitre V) afin de rendre compte des convergences et divergences entre les deux pôles communicationnels (chapitre VI).

Chapitre V. La communication de solidarité internationale : la réception

Dans ce présent chapitre, il importe particulièrement de rendre compte de la réception des produits communicationnels pour confirmer ou non une de mes hypothèses de départ qui est que les associations de solidarité internationale (**ASI**) participent davantage à entretenir des stéréotypes négatifs – allant à l’encontre de ce qu’elles défendent - qu’à lutter contre ceux-ci. Ce chapitre permet d’apporter des éléments de réponse à trois questions : Quelles sont les représentations sociales de la solidarité internationale des publics interrogés ? Comment ces publics accueillent-ils les produits communicationnels des **ASI** ? Que dit cet accueil sur l’adhésion des personnes interrogées aux représentations sociales de la solidarité internationale qu’elles ont évoquées ?

L’étude des représentations sociales de militant·es associatifs, impliqué·es dans les questions de solidarité internationale et celles de citoyen·nes, moins concerné·es par ce sujet, constitue, en elle-même, une forme d’étude de réception. En dehors de tous produits communicationnels, l’étude des représentations sociales permet de rendre compte de la manière dont est reçu le terme de solidarité internationale. Ces informations sont précieuses, car la réception de produits communicationnels de solidarité internationale dépend des ancrages sociaux (Olivesi, 2015). Quant à la réception qualitative de produits communicationnels, elle a plusieurs intérêts. Comme le souligne la communicologue Sandra Rodriguez (Rodriguez, 2006), les études de réception qualitatives sont peu mobilisées concernant les **ASI**, tant en interne par les communicant·es qu’en externe par les chercheur·ses²⁷¹. Au sein des associations humanitaires et de développement, les campagnes sont évaluées, par exemple, par le nombre de retombées presse, les taux de retour et les dons collectés en fonction des messages. L’écart entre ce qui est compris par les récepteurs et ce que défendent les associations n’est pas pris en compte. Comme le dénoncent, dans le domaine de l’humanitaire, le chercheur en communication Eric Dacheux (Eric Dacheux, 1998) et plus récemment l’ancien directeur communication d’**ACF** Bruno-Georges David (David, 2018), la professionnalisation des associations les amènent à avoir des pratiques marchandes et à se soucier

²⁷¹ Ce constat a conduit Sandra Rodriguez à mener une enquête sur la solidarité internationale en interrogeant treize récepteurs potentiels (Rodriguez, 2006).

peut-être davantage de leur équilibre financier et de leur pérennité²⁷² que « *des sujets politiques pour lesquels on ne les entend plus vraiment ou en tout cas pas avec la même puissance* » (David, 2018, p. 219). D'autre part, les communicant·es ne sont pas toujours formé·es à ces pratiques évaluatives qualitatives – comme cela fut mon cas lorsque j'étais en poste au sein de différentes **ASI**. Concernant l'**ECSI**, il est important de préciser qu'un guide d'évaluation a été rédigé par **Educasol**²⁷³ et le **F3e**²⁷⁴, avec le concours du **CIEDEL**²⁷⁵, afin que chaque acteur puisse évaluer ses propres actions. En effet, pour le **CIEDEL**, l'évaluation est une façon pour les associations d'**ECSI** de « *porter une appréciation sur ses propres actions : ce qui apparaît bon, moins satisfaisant, ce qui serait à améliorer, ce qui va dans le sens de ce que l'on souhaite faire, et ce qui ne va pas tout à fait dans le bon sens, ce qui est contraire à nos objectifs initiaux...* » (Graugnard, Oliveira, 2009, p. 36). C'est également l'objectif des études de réception menées. Plus précisément, étudier la réception est une façon de rendre compte de la cohérence des **ASI** avec leurs aspirations sociales et de vérifier si leurs objectifs communicationnels sont atteints. Les décalages entre production et réception font l'objet du chapitre VI. L'enjeu de ce présent chapitre V est donc de présenter les représentations sociales des publics interrogés (1) et leurs interprétations des produits communicationnels des **ASI** (2).

1. Les représentations sociales du point de vue de la réception

Dans cette section, les représentations sociales sont étudiées selon deux types d'entretien : des entretiens collectifs et des entretiens individuels. Les entretiens collectifs permettent plus globalement, dans cette thèse, de mener des études de réception. Les contenus collectés sont d'abord traités en distinguant les récepteurs (militant·es et citoyen·nes) (1.1), puis de façon collective afin de rendre compte des leçons communes (1.2). Les entretiens individuels suivent la méthode des réseaux d'associations également utilisée pour l'étude des productions présentée dans le chapitre précédent. Dans ce chapitre, les entretiens individuels auxquels je me réfère sont ceux qui constituent l'étude préliminaire des représentations sociales, menée en 2015, auprès des militant·es de solidarité internationale. Ils me permettent de comprendre davantage la structure des représentations sociales de la solidarité internationale dans les leçons communes.

²⁷² Certaines associations emploient des milliers de personnes.

²⁷³ Plateforme française d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale.

²⁷⁴ Réseau associatif d'accompagnement aux actions de solidarité internationale.

²⁷⁵ Centre International d'Etudes pour le Développement Local.

1.1 L'étude collective des représentations sociales des militant·es et des citoyen·nes

L'étude menée ici est quelque peu différente de celles de la production (chapitre IV) et de l'enquête préliminaire (1.2). Premièrement, les cartes mentales²⁷⁶ sont produites collectivement et représentent le cumul des réponses à deux questions : Que vous évoque la solidarité internationale ? Qu'évoque, à votre avis, la solidarité internationale pour le grand public ? Cette deuxième question permet d'accéder à la zone muette, c'est-à-dire aux termes difficilement verbalisables par les enquêté·es (cf. chapitre III). Deuxièmement, les participant·es n'ont pas négocié ensemble pour évaluer les niveaux d'importance des termes et ne les ont pas liés à d'autres termes cités, en raison du fait que je devais garder du temps pour l'étude de réception directe des produits communicationnels (2). Par conséquent, j'ai eu accès aux contenus des représentations mais pas à leur structure. Chaque groupe est composé de trois à cinq personnes. Douze groupes ont été rencontrés : six groupes citoyens et six groupes militants. Les militant·es, ainsi nommé·es, sont les participants à un ou plusieurs programmes de **RESACOOOP**. En ce qui concerne les entretiens, ils se sont déroulés en deux temps : premièrement, l'émergence des représentations sociales grâce à l'outil carte mentale et, deuxièmement, l'interprétation de produits communicationnels. Il est question ici de s'intéresser aux représentations sociales en fonction des deux types de publics déjà identifiés.

1.1.1 La solidarité internationale pour les militant·es : entre aide et échange réciprocaire

Les six groupes militants sont constitués de 15 hommes et de 8 femmes de 20 à 80 ans participant aux programmes de **RESACOOOP**. J'ai sollicité, des participant·es à un cycle de formation sur la solidarité internationale (3 répondants, EM 4), les lauréats des projets *Frame Voice Report !* (9 répondants, 2 entretiens militants (EM 5 et 6), des membres d'un groupe de travail portant sur l'**ECSI** (4 répondants, EM 3), des participants à un partenariat entre **ASI** et étudiants de l'Institut de la communication (ICOM) de Lyon (2 répondantes, EM 2) et des membres

²⁷⁶ Pour rappel, je fais ici référence à des cartes mentales, puisque la méthodologie diffère quelque peu des réseaux d'associations mis en œuvre avec les communicants d'ONG (chapitre IV) et les publics de l'enquête préliminaire (1.2.2). Les cartes mentales ont deux consignes simples, que l'on retrouve également dans les réseaux d'associations : « *que vous évoque la solidarité internationale ?* » et « *qu'évoque selon vous la solidarité internationale au grand public* ». Contrairement aux réseaux d'associations, il n'est pas demandé aux participant·es d'indiquer la polarité des termes, l'ordre d'importance et les liens entre les termes. Le choix de la carte mentale provient du fait que l'étude des représentations sociales de militant·es et de citoyen·nes s'inscrit dans des entretiens collectifs de réception, où le temps était contraint.

d'associations fédérées au sein d'Auvergne Solidarité Internationale (AUSI) (5, EM1). Parmi ces six groupes, deux sont non mixtes : l'un comprend 5 hommes (EM 1) et l'autre se compose de deux femmes (EM2). En moyenne, il y a quatre personnes par groupe.

L'étude du contenu des représentations sociales des militants montre que, malgré une place donnée au champ lexical réciprocaire, commun à tous les groupes, la dimension philanthropique prédomine. En effet, les six groupes de militants, c'est-à-dire les personnes qui participent aux programmes de **RESACOOOP**, ont en commun de revenir sur trois dimensions. La première est celle de l'aide. Discutée par les six groupes, deux (EM 3, 4) la caractérisent comme négative au sein de la solidarité internationale. Un autre groupe (EM 6) l'appréhende comme un moyen d'action de la solidarité internationale. Quatre de ces groupes (EM 1, 3, 4, 6) se réfèrent soit au terme de « *charité* », soit au terme « *d'assistanat* ». Cinq groupes évoquent le don (EM 1, 2, 3, 5, 6) : « *campagnes de legs* », « *dons* », « *collecte de rue* », « *ceux qui donnent* ». Deuxièmement, on retrouve une dimension géographique, celle d'un « *ailleurs* » : « *l'Afrique* », le « *Sud* », « *loin* ». Un des six groupes (EM 4) indique que cette dimension s'inscrit dans la branche négative de la solidarité internationale. Un deuxième groupe (EM 6) précise que cela fait partie des idées reçues sur la solidarité internationale. Deux groupes (EM 4 et 2) mentionnent aussi le rapport à l'altérité : « *Petit enfant noir* », « *Rapport à l'autre* » et quatre groupes (EM 1, 2, 4, 5) reviennent sur les rapports de domination : « *impérialisme* » « *hiérarchisation Nord-Sud* » « *Paternalisme/néocolonialisme* », « *dominés* », « *ingérence* ». Quatre groupes (EM 2, 3, 4, 6) reviennent sur le « *ici* » : « *Proximité* », « *Pourquoi ne pas s'occuper de nos problèmes sur place* », « *Et la France/ et les Français ?* ». Enfin, troisièmement, la dimension d'échange est également citée par les six groupes : « *échanges équitables* », « *travailler ensemble* ». Pour un groupe (EM 3), l'échange/partage est un trait positif de la solidarité internationale faisant référence à l'interdépendance et à la co-construction. Un deuxième groupe (EM 4), indique que les échanges font partie de la branche positive de la solidarité internationale. Les termes de coopération²⁷⁷ (EM 6, 1) et de co-construction (EM 3, 6) sont cités par deux groupes. Concernant maintenant les branches de la solidarité internationale généralement admises par les acteurs, cinq groupes citent le développement (EM 1, 2, 4, 5, 6). Deux groupes (EM 5 et 2) évoquent sa dimension négative : « *branche négative de la solidarité internationale* » et « *effets pervers/ethnocentrisme* ». Quatre groupes (EM 1, 2, 5, 6) se réfèrent à la notion d'ECSI au travers des termes de « *Sensibilisation des jeunes et des élus à la coopération* », « *Sensibilisation/Campagnes de sensibilisation/Provocation/Secouer les consciences* », «

²⁷⁷ Le terme de coopération est tantôt cité en tant que « *coopération décentralisée* » tantôt au sens courant « *faire ensemble* ».

ECSI/sensibilisation ». Enfin, trois groupes (EM 2, 4, 5) citent l'humanitaire, dont deux de façon négative (EM 2 et 4).

Dans le schéma récapitulatif ci-dessous, le tableau de gauche présente les termes fréquemment utilisés (plus de trois occurrences), celui de droite les termes de moins de trois occurrences. Le chiffre trois correspond à la moyenne des occurrences des termes cités (cf. annexe 16).

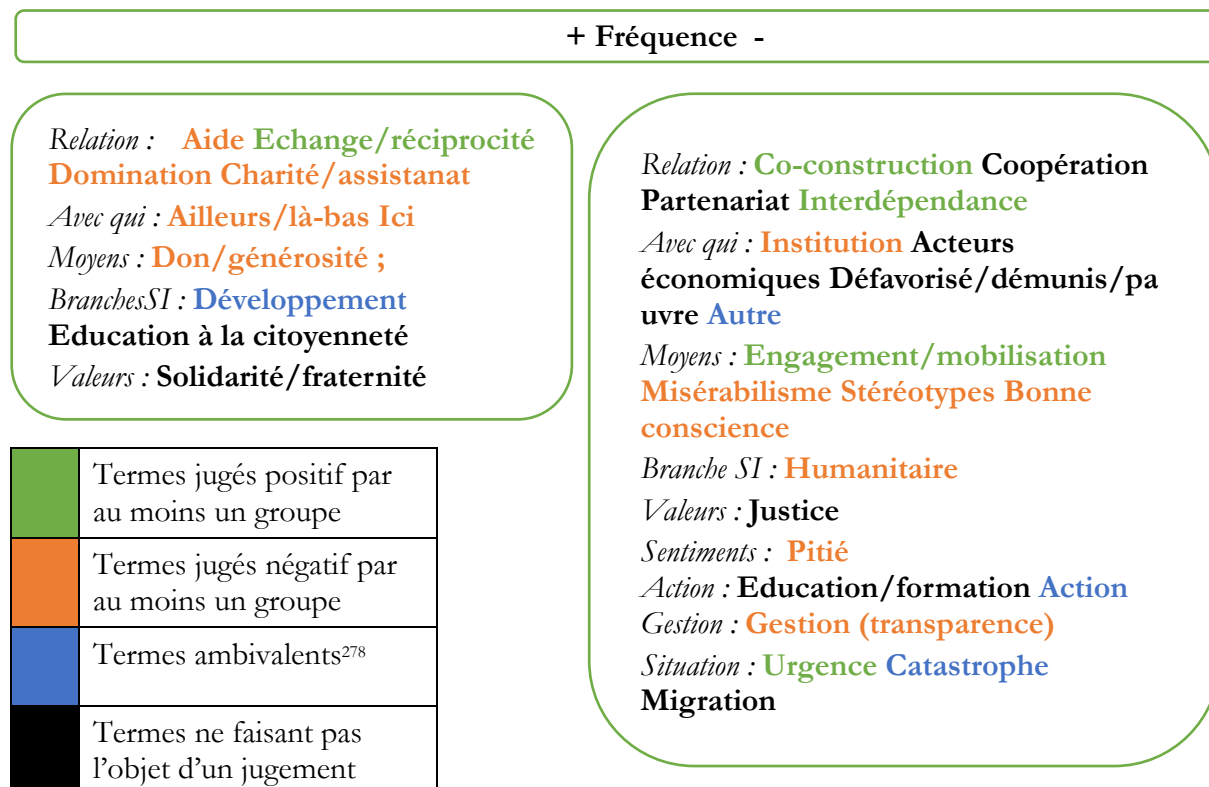


Figure 3 – *Contenus des représentations sociales de la solidarité internationale des groupes militants*

Il est intéressant de voir que deux approches de solidarité internationale se dégagent pour les six groupes : l'aide, d'une part et l'échange, d'autre part. Elles sont notamment identifiées en tant que telles et opposées par un groupe (EM 2). Deux autres groupes les différencient selon une branche positive et une branche négative (EM 3 et 4). Les termes appartenant à la dimension négative de la solidarité internationale sont ceux qui ont une connotation philanthropique. A l'inverse, le versant positif de la solidarité internationale recouvre les termes liés à l'échange, la rencontre, la co-construction etc.

²⁷⁸ Termes jugés positif par au moins un groupe et négatif par au moins un autre groupe

1.1.2 La solidarité internationale pour les citoyen·nes est associée à l'aide

Les citoyens qui ont participé à l'étude sont huit femmes et neuf hommes de 20 à 83 ans, répartis en six groupes naturels : l'entourage familial et amical de deux étudiantes du Master communication et démocratie participative (EC 1, 2, 3 et 4), des fonctionnaires du Conseil régional Auvergne Rhône Alpes (direction numérique et direction informatique) (EC 6) et des étudiantes de Licence 3 Information-communication (EC 5). Deux groupes sont non mixtes : le groupe d'étudiantes est exclusivement féminin (EC 5) et le groupe du conseil région (EC 6) est exclusivement masculin. Chaque groupe est constitué de trois personnes, sauf l'un d'entre eux, qui ne comprend que deux personnes (EC 6).

La notion de catastrophe est commune aux six groupes avec l'emploi de mots comme « *catastrophes* » et « *guerres* ». Dans ces cas, « *l'aide* » et les « *dons* » semblent être une réponse (citée par cinq groupes : respectivement EC 1, 3, 4, 5, 6²⁷⁹ et EC 1, 2, 4, 5, 6). D'autres termes appartenant au vocabulaire philanthropique sont cités. Quatre groupes (EC 2, 3, 5, 6) considèrent que la solidarité internationale concerne un ailleurs « *l'Inde* », mais surtout « *l'Afrique* » en tant que « *représentation de la pauvreté* » (EC 2). Ce même groupe précise cependant que cela fait partie des idées reçues du domaine. Un autre groupe (EC 6) considère que c'est l'un des freins de la solidarité internationale. Celle-ci renvoie aussi à une catégorie de la population : la plus défavorisée : « *pauvreté* », « *sans-abris* », « *enfants* » et agirait sur la santé « *santé : puits et accès aux premiers soins* », « *la faim* ». Au regard de ces éléments, la branche de la solidarité internationale citée par quatre groupes est l'humanitaire. L'un des groupes (EC 6) met d'ailleurs ce terme au centre de sa carte mentale. Un autre de ces groupes mentionne « *l'aide au développement* » (EC 1) et l'une de ses participantes précise oralement qu'il y a « *un mélange clair entre humanitaire et solidarité internationale* ». Ce groupe se montre également critique vis-à-vis du développement : « *Volonté de les faire parvenir à notre niveau ! au sens, soyez civilisés comme nous !* ». Le groupe 4 qui n'emploie pas le terme humanitaire cite le « *développement* » dans le sens « *d'aider ces pays à se développer* ». Le groupe 3 ne fait pas référence à l'une des branches communément admises en matière de solidarité internationale. L'ECSI est évoqué par un seul groupe citoyen (EC 5). Au-delà des termes philanthropiques, quatre groupes expriment « *l'entraide* », tantôt en tant que « *valeurs* » (EC 1) de la solidarité internationale, tantôt comme « *solutions* » (EC 2) (en réponses aux problèmes : catastrophes, santé, justice), ou encore comme « *liens* » (EC 5). Cette entraide relève plutôt de la dimension démocratique de la solidarité

²⁷⁹ Le groupe EC 2 cite la notion d'entraide.

internationale bien qu'elle démontre aussi que la notion d'aide est centrale dans la façon dont ces groupes appréhendent la solidarité internationale.

En ce qui concerne l'approche « *problèmes/ solutions* » que j'ai relevé à plusieurs reprises dans cette analyse des représentations sociales des citoyen·nes interviewé·es, il importe de préciser qu'elle a été identifiée par deux groupes (1 et 5) et ressentie par l'une des étudiantes enquêtrices²⁸⁰, au cours de deux entretiens de recherche (3 et 4) qu'elle a menés. En effet, selon elle, au sujet de l'entretien 3 « *Dans ce tableau des accords et désaccords, on pourrait interpréter les mots et expressions relatifs à la solidarité internationale en deux catégories ; d'une part les causes des déséquilibres sociaux et des enjeux urgents dans le monde, et d'autre part leurs solutions, selon les participants. Ainsi dans les causes, on pourrait retrouver les termes : guerre, famine, malnutrition, exode, méconnaissance entre les peuples, indifférence, montée de la xénophobie, épidémies, religion et totalitarisme. Et leurs solutions : amitié entre les peuples, aider les sans-abris, compassion, solidarité, découvrir la vie des étrangers. L'on peut se rendre compte que, pour les enquêtés, les solutions reposent sur des critères que l'on pourrait résumer par les valeurs de solidarité et de tolérance* ». Elle exprime la même chose au sujet de l'entretien 4 : « *D'une part, des termes et expressions consacrés aux causes (guerres, famines, misère, persécution, changement climatique, catastrophes, pauvreté) des enjeux défendus par les acteurs de la solidarité internationale, et, d'autre part, les solutions à ces enjeux (devoir, accueil/ intégration, respect, développement, liberté/ égalité, compassion, pas de frontières ni de pays). Les principes de solidarité et de tolérance sont ici aussi au centre des valeurs incarnées par les actions de la solidarité internationale* ». Les termes les plus fréquemment employés sont ceux qui ont plus de trois occurrences (cf. annexe 14). Les participant·es à l'étude n'ont pas opéré de jugement positifs ou négatifs sur les termes cités, contrairement au groupes militant·es. C'est pourquoi les termes sont en noir, contrairement à la figure précédente.

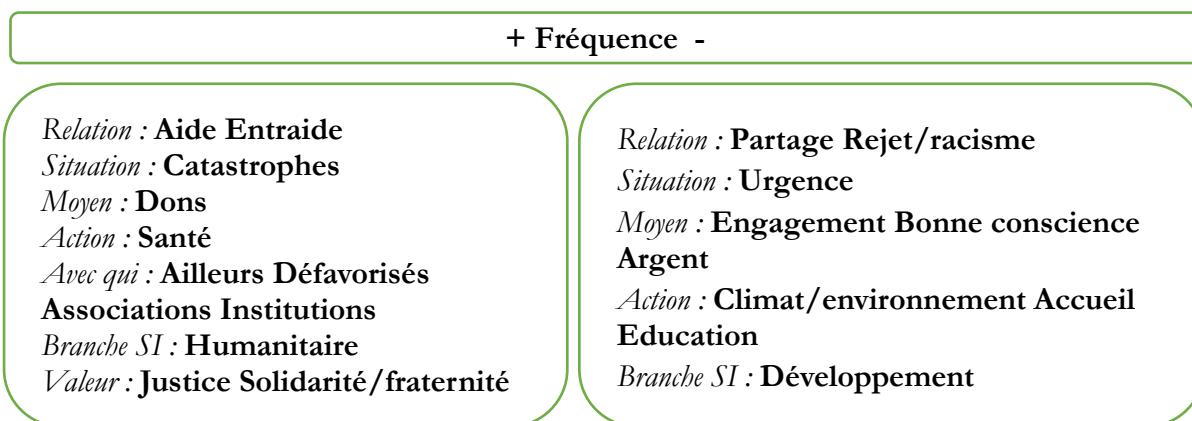


Figure 4 - Représentations sociales de la solidarité internationale des groupes citoyens

²⁸⁰ Des éléments du dossier qu'elle m'a rendu dans le cadre du cours de communication associative sont cités ci-après.

Les études des représentations des groupes citoyens, qu'elles soient menées par les étudiantes de master 2 (quatre entretiens) ou par moi-même, montrent la prévalence d'un vocabulaire philanthropique. On peut cependant constater que la méthode des cartes mentales (que les interlocuteur·rices autoaniment) semble permettre une meilleure expression des personnes entre elles, que la méthode des accords et désaccords utilisée et animée par une des étudiantes (EC 3 et 4). En effet, dans les entretiens de réception de cette étudiante, qui suivent les études des représentations, les interlocuteur·rices se détachent très rapidement des supports. Ils et elles montent alors en généralité sur la solidarité internationale, comme si les critiques de la solidarité internationale n'avaient pas été suffisamment discutées dans la première partie de l'entretien, pour se focaliser sur la communication de solidarité internationale et sur les supports présentés. La conclusion que tire l'étudiante à ce sujet est intéressante : « *Finalement, il est difficile d'évaluer la réception de ces campagnes sans analyser les préjugés des participants sur la nature des Organisations internationales en tant que telles. On peut voir au cours des entretiens qu'immanquablement les participants glissent de l'analyse des spots de sensibilisation vers la critique du monde de la solidarité internationale qui est pour eux un monde opaque, inconnu, lointain et élitiste* » (cf. annexe 8). Or, la première partie des entretiens a bien vocation à comprendre les représentations sociales de la solidarité internationale, préjugés compris, alors que la deuxième partie vise à se concentrer davantage sur les supports de communication.

1.2 Leçons communes : des représentations sociales entre philanthropie et réciprocité

Ces leçons sont à la fois tirées des résultats de la partie « *étude des représentations sociales* » des entretiens collectifs, présentés dans la sous-section précédente, et des conclusions d'une étude préliminaire des représentations sociales menées en 2015, auprès de vingt-et-une personnes impliquées dans la solidarité internationale.

1.1.1.1 Les cartes mentales des publics récepteurs

En étudiant l'ensemble des cartes mentales, sans distinguer les militant·es des citoyen·nes, les contenus des représentations sociales suivants émergent. Les termes fréquents sont ceux cités par au moins cinq groupes sur douze. En effet, le chiffre cinq correspond à l'occurrence moyenne des termes cités par les publics récepteurs (cf. annexe 16).

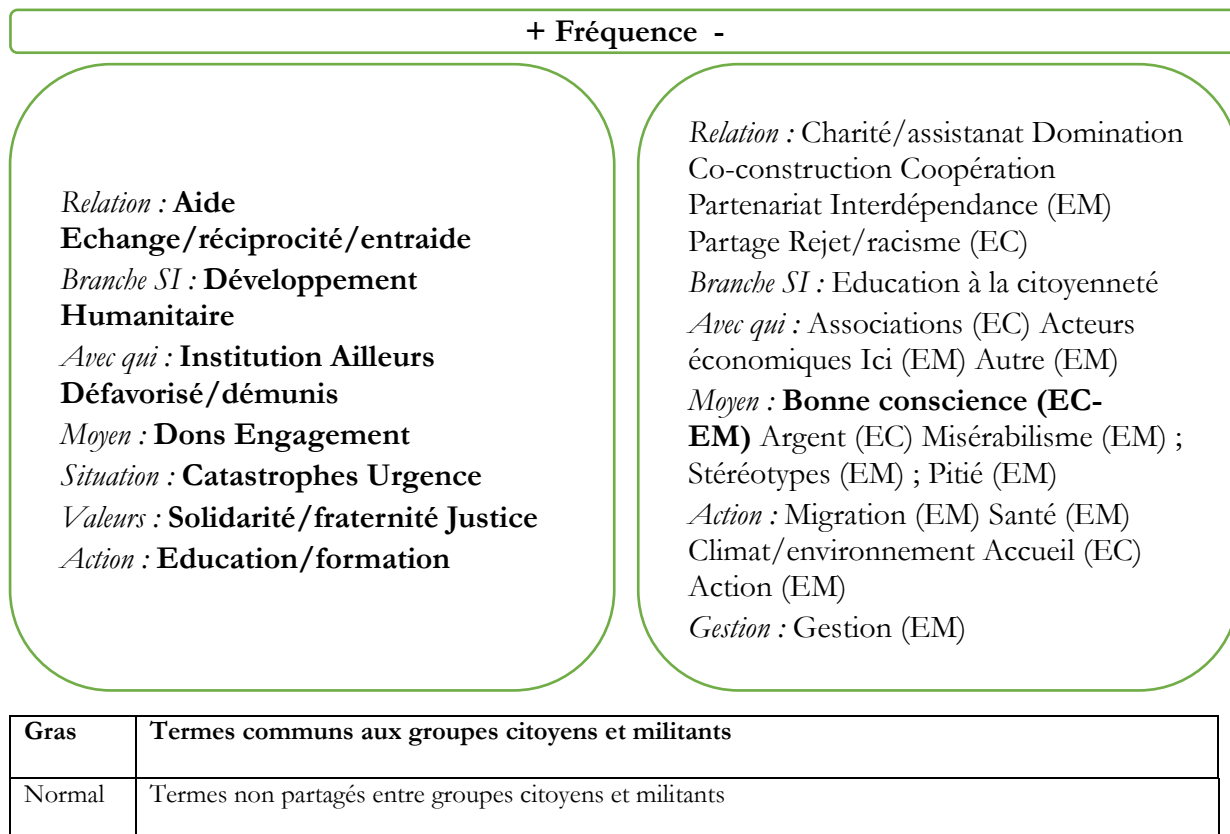


Figure 5 – Contenus des représentations sociales de la solidarité internationale des publics militants et citoyens

Au regard de l'ensemble des entretiens collectifs, la dimension philanthropique de la solidarité internationale apparaît bien au cœur des représentations sociales des récepteurs, avec l'emploi de termes tels que l'aide, les dons, les catastrophes, les personnes défavorisées, etc. Il faut cependant nuancer ce constat. D'une part, car si les citoyen·nes n'utilisent pas le terme d'échange, celui-ci est unanimement cité par les militant·es. D'autre part, parce que quatre groupes de citoyens évoquent l'entraide. Si on associe ces termes – échange et entraide – puisqu'ils sortent de l'idée d'une relation unilatérale²⁸¹, ils prennent une place aussi importante dans les contenus des représentations sociales que la notion de don (citée par dix groupes, l'aide étant citée par onze

²⁸¹ Dans la définition de la solidarité de ce chapitre (II.1.1), l'aide est considérée comme une relation unilatérale : elle est vue comme porteuse d'un « don sans réciprocité » (Ranci cité par Laville, Cattani, 2008) dès lors créatrice d'une dette symbolique.

groupes). Autrement dit, si la philanthropie, comme le pensent les communicants des **ASI** étudiées dans le chapitre précédent, domine les représentations sociales de la solidarité internationale, la réciprocité est aussi très présente dans l'esprit du public. On trouve aussi les termes liés à des valeurs de fraternité et de justice dans les contenus des représentations de la solidarité internationale. Cette fraternité, qui renvoie à la notion de solidarité, recouvre différentes acceptions : « *l'empathie* », « *l'amitié* » (EC1) entre les peuples mais aussi « *la réciprocité* » (EM 2). Quant à la notion d'« *ailleurs* », elle renvoie à la dimension internationale de la solidarité. Autre point saillant, les deux branches de la solidarité internationale les plus citées (sept fois) sont l'humanitaire et le développement. C'est, toutefois, l'humanitaire qui domine dans les représentations du public interrogé puisque l'urgence - conceptuellement proche de l'humanitaire - est citée par cinq groupes et les catastrophes par huit groupes. La notion d'**ECSI** est seulement évoquée par les militant·es et par un groupe citoyen (EC 5)

La méthodologie du réseau d'associations simplifié (carte mentale) retenue pour la réception ne permet pas – contrairement à celle utilisée pour les communicant·es – de savoir si les personnes interrogées adhèrent ou non aux représentations de la solidarité internationale exprimées. Cependant, l'existence, dans les groupes militants, de termes qualifiés, par eux-mêmes, de positifs « *solidarité planétaire* » (EM5) ou de négatif « *charité* » (EM1), montre une distance réflexive et la possibilité d'un rejet d'une partie des représentations sociales identifiées. Cette distance réflexive ne s'exprime pas aussi nettement dans les groupes citoyens qui ne classifient pas dans leurs cartes mentales, les aspects positifs ou négatifs de la solidarité internationale. Néanmoins, des termes péjoratifs tel que « *bonne conscience* » (EC 1 et 2) ou « *racisme* », sont employés comme frein à la solidarité internationale et des idées reçues sont identifiées (Afrique comme représentation de la pauvreté du « *beauf* »). Les groupes notent un certain nombre de problèmes et de solutions possibles. Si la dimension philanthropique semble plus présente dans les groupes citoyens que dans les groupes militants, seule la confrontation aux produits communicationnels des **ASI** me permettra de vérifier si les citoyen·nes interrogées adhèrent réellement ou non à cette représentation de la solidarité internationale.

1.2.2 Une comparaison entre l'étude collective militantes (2018) et les études individuelles issues de l'enquête préliminaire (2015)

En 2015, deux réseaux distincts existaient sur le territoire Auvergne-Rhône-Alpes : le GIP **RESACOO**P en région Rhône-Alpes et l'association **CERAPCOO**P en Auvergne. J'ai mené une étude individuelle des représentations sociales de la solidarité internationale dans le cadre de mes activités à **CERAPCOO**P auprès de vingt et une personnes²⁸² impliquées dans la solidarité internationale au sein d'**ASI**, d'établissements scolaires et de collectivités territoriales. Les entretiens menés individuellement, m'ont permis d'utiliser la méthode complète des réseaux d'associations pour identifier tant les contenus que la structure des représentations sociales. Cependant, les entretiens collectifs menés lors des études de réception (point précédent) faisant l'objet d'un réseau d'associations simplifié, je reviens ici seulement sur les contenus et la polarité attribuée afin de comparer des figures qui sont équivalentes. Le schéma suivant reprend donc le contenu et la polarité des représentations sociales de la solidarité internationale des militantes, et distingue les résultats de l'étude individuelle menée en 2015 et ceux de l'étude collective menée en 2018.

²⁸² Dix autres personnes, issues de médias ou élues, ont aussi été rencontrées (cf. chapitre VI).



Figure 6 – Contenus des représentations sociales de la solidarité internationales des militant·es 2015 et 2018

²⁸³ Termes jugés positif par au moins un groupe et négatif par au moins un autre groupe

Le schéma ci-dessus montre que, pour les deux études menées, les termes qui reviennent le plus souvent, touchent à la nature de la relation de solidarité internationale. Dans les deux cas, les termes les plus cités sont l'aide et l'échange/réciprocité. Dans l'étude de 2015, les interlocuteur·rices rajoutent des termes jugés positifs tels que l'interculturalité, le partage, le partenariat et la rencontre. Au contraire, les personnes citent, dans l'enquête de 2018, des notions que certaines jugent faire partie de la branche négative de la solidarité internationale : les relations de domination et la charité. Il faut préciser que ces deux notions sont aussi citées dans l'étude de 2015, mais de façon moins fréquente. Si le développement est la branche de solidarité internationale citée dans les deux études, celle de 2018 voit apparaître l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale et celle de 2015, la branche humanitaire. Cette dernière est malgré tout citée dans l'étude de 2018, mais de façon moins fréquente. Des membres des groupes militants interrogés en 2018 participent à des activités d'**ECSI** dans le cadre des programmes de **RESACOOOP**, sa prévalence sur l'humanitaire n'est donc pas surprenante. Dans les deux études, la solidarité internationale est à destination d'un ailleurs. Les participant·es semblent néanmoins peu adhérer à ce principe, auquel est octroyé une polarité négative dans l'étude de 2015 et une catégorisation négative dans l'étude de 2018. La solidarité internationale concerne aussi les plus démunis pour les militant·es, bien que cela soit moins fréquemment abordé dans l'étude de 2018. Cette vision verticale est là encore considérée comme appartenant à une branche négative de la solidarité internationale. Les moyens mis au service de la solidarité internationale, communs aux deux études, sont le don au sens de la générosité. Cela fait encore l'objet de critiques, en particulier de la part des participants à l'étude la plus récente. Les participant·es de 2015 rajoutent à ces moyens l'engagement et la mobilisation, et de façon plus large, l'action. En 2018, ces termes sont aussi cités, mais de façon moins fréquente. Ils sont jugés plus positivement que la générosité. Enfin, la solidarité internationale repose sur des valeurs de fraternité et d'humanisme, fréquemment cités en 2018 mais beaucoup moins en 2015. Dans les deux cas, ces valeurs sont jugées positives.

En résumé, les participant·es sont critiques vis-à-vis de leurs propres représentations sociales de la solidarité internationale, c'est d'ailleurs ce que montre les restitutions faites aux acteurs suite à l'étude préliminaire de 2015 – mais aussi les études de réception (cf. section 2). En effet, si j'ai par exemple été conviée par un membre du Groupement des éducateurs sans frontières (**GREF**), pour restituer mon travail préliminaire sur les représentations sociales (2016), c'est justement pour que les membres se questionnent sur leurs propres représentations et prennent du recul quant aux actions engagées. Courant 2019, cette même personne m'a d'ailleurs dit : *« pour moi, cette forme de solidarité ce n'est pas vraiment de la solidarité, c'est du caritatif. On y va et on donne des pièces [...] . Moi-même, quand j'y vais dans quelle mesure je ne me mets dans la posture de celle qui sait, que les*

autres ne savent pas [...] sous couvert de co-construction de coopération on est dans du caritatif, on n'est pas dans un partenariat égal ».

Ainsi, comme le pensent les communicant·es interrogé·es, les représentations sociales de la solidarité internationale du grand public ont bien une importante dimension philanthropique. Elles sont néanmoins plus complexes qu'elles n'y paraissent. Premièrement, si c'est la dimension d'aide (humanitaire, urgence, réponse à des catastrophes) qui semble définir le mieux la solidarité internationale pour les citoyen·nes qui ont participé à l'étude, pour les plus militant·es, en revanche, la dimension d'échange et de réciprocité est tout aussi importante. Deuxièmement, prédominance ne veut pas dire exclusivité : le contenu des représentations sociales présente des ambivalences – un vocabulaire philanthropique et réciprocaire - au sein de tous les groupes étudiés (citoyens compris). Enfin, troisièmement, les interlocuteur·rices, comme ils et elles me l'ont indiqué (verbalement ou par la polarité négative) n'adhèrent pas forcément à cette approche philanthropique de la solidarité internationale. Il est d'ailleurs intéressant de voir que les termes philanthropiques, ainsi que l'humanitaire et le développement, sont critiqués par l'ensemble des groupes militants mais aussi par des groupes citoyens. Ces critiques sont confirmées et amplifiées dans la deuxième partie de l'entretien : l'étude de réception des produits communicationnels.

2. L'interprétation de produits communicationnels par les publics militants et citoyens

Les échanges autour des dix-huit produits communicationnels diffusés auprès des groupes de récepteurs potentiels permettent de rendre compte de leur appréhension de la solidarité internationale - de manière générale et telle qu'elle est mise en scène dans les produits -, mais aussi de leur regard sur les pratiques communicationnelles des **ASI**. Ainsi, dans le chapitre suivant (VI), je pourrai rendre compte de la cohérence entre, d'une part, la compréhension de mes interlocuteurs quant aux supports de communication diffusés et, d'autre part, les objectifs communicationnels que se fixent les communicants et les aspirations sociales des **ASI**. Ici, les pratiques communicationnelles des **ASI** sont commentées par les récepteurs, par le prisme de produits de communication qui leur sont diffusés. Les supports cités par les communicants au chapitre précédent ont été présentés sous forme de diaporama. Chacun des trois diaporamas comprend six supports : deux pour chaque branche de la solidarité internationale. Chaque diaporama a été visionné par deux groupes militants et également deux groupes citoyens, afin d'identifier les

différences de réception entre des groupes plus ou moins concernés par la solidarité internationale. Chaque groupe commente donc deux produits communicationnels d'associations de développement, deux d'associations humanitaires et deux d'associations d'ECSI, ce qui permet de rendre compte des différences de réception au sein de mêmes groupes, en fonction des trois branches. Pour rappel, ces études de réception sont menées auprès de groupes de personnes qui se connaissent déjà. Les entretiens se sont avérés conversationnels et en ce sens, proches de l'entretien compréhensif. Ainsi, je les ai laissé interagir au sujet des produits tout en leur proposant de s'interroger sur ce qu'ils ressentent, comprennent, apprennent et si ces supports leur donnent envie d'agir.

2.1 Les produits communicationnels par branches et en fonction des publics

Les caractéristiques de produits communicationnels sont présentées dans le chapitre précédent (IV). Comme cela a déjà été indiqué, l'ensemble de ces campagnes sont qualifiées de « *grand public* » par les communicants. Dans la lignée de la communicologue Sandra Rodriguez (2006), je considère par ailleurs que l'ensemble de ces produits sont potentiellement visibles par l'ensemble des habitantes du territoire français. Les visuels sont accessibles en annexe (23). Dans cette sous-section, je reviens sur les interprétations des publics - des groupes militants d'une part et des groupes citoyens d'autre part - de produits des trois branches de la solidarité internationale - l'humanitaire, le développement et l'ECSI. Ces produits ont été proposés par les communicants des ASI eux-mêmes (cf. chapitre IV).

2.1.1 Les produits communicationnels humanitaires

Les trois associations humanitaires m'ont communiqué trois vidéos et trois affiches soumises à la réception.

Action contre la faim (ACF)

Le premier support analysé est la vidéo jugée négativement par le directeur communication d'ACF. Elle met en scène le professeur « *La Mort* » devant une classe d'apprentis, les alertant sur un nouveau fléau : Action contre la faim, puisque l'association fait baisser les chiffres « *des morts de faim* ». Il est question pour les publics de soutenir l'association dans son combat contre le professeur « *la mort* ».

Groupe	Jugement publics	Mots clés	Citations
EM1	--	Incomprise	Boujemaa : <i>la première c'est difficile de comprendre le message...</i>
		N'interpelle pas	Jacques : <i>je les trouve nulles. La première n'est pas compréhensible. Ça n'interpelle pas. [...] je n'ai pas compris s'il cherchait à profiter du marché de la faim ou s'il le dénonçait. [...] Les plus nulles ACF et Secours populaire.</i>
		Racoleur	Joël : <i>La première ACF, c'est racoleur</i>
EM2	--	Rejet	Marie : <i>[...] Peut être un problème de génération, mais moi je ne suis pas réceptive. Rejet.</i>
		Ne donne pas envie d'agir	Christiane : <i>Ça me donne ni envie de faire un don ni de travailler avec eux.</i>
EC1	-	Contradictoire avec solidarité	Mathieu : <i>[...] présenter la mort de façon très occidentalisée c'est très à l'inverse de la SI. C'est très excluant [...].</i> Emilien : <i>la mort elle peut dire il ne faut pas supprimer la faim sinon on perd notre travail.</i>
		Ne donne pas envie d'agir	Mathieu : <i>Traitement pas réussi : ça me donne pas envie de m'engager pour ça, un sentiment de quelque chose accompli mais ça ne me porte pas.</i>
EC2	++	Interpelle	Nicolas : <i>Le travail paie [...] Vous donnez, nous on bosse et ça fait reculer la mort [...] Celle-là pour le coup je la trouvais intelligente, c'est celle qui interpelle le plus.</i>

Tableau 15 - Vidéo ACF « Prof La Mort » jugée négativement par la direction communication (Annexe 23- « ACF B »)

Ce produit communicationnel a plu à un seul groupe citoyen (EC 2), parce qu'il interpelle et qu'il n'est pas considéré comme accusateur. Il montre plutôt les avancées de l'association au fil du temps, grâce aux dons. Selon l'interprétation de l'enquêtrice²⁸⁴, la vidéo est jugée positive et donnerait même envie de donner et de se renseigner sur leurs actions. Pour l'autre groupe citoyen (EC 1), elle est jugée contradictoire avec la solidarité internationale. Elle fait écho à une approche occidentale de la mort mais aussi à la contradiction des ASI qui ont des salariés : si, dans le cas d'ACF, l'association éradique la faim, elle n'a plus de raison d'être. Quant aux deux groupes militants, ils rejettent à l'unanimité la vidéo pour des raisons différents : difficulté de compréhension, inadéquation avec le sujet traité. Elle ne leur donne absolument pas envie d'agir.

²⁸⁴ L'entretien EC 2 a été menée par Sarah, étudiante de Master 2. A la réécoute des enregistrements, je n'ai pas perçu cette intention potentielle d'engagement.

La deuxième production **ACF**, jugée positivement par la direction communication de l'**ASI** - et citée par la direction communication de **MSF**, en tant que campagne réussie²⁸⁵ - a également été diffusée auprès de deux groupes citoyens et deux groupes militants. L'affiche représente, dans la moitié supérieure, une jeune femme noire souriante et dénutrie. Dans la moitié inférieure, cette même jeune femme toujours souriante est resplendissante de santé. Le texte indique « *Leila 100 francs plus tard* ». Ci-dessous, on peut voir une différence d'appréciation assez nette entre les groupes citoyens et les groupes militants. Les premiers (EC 3 et EC 4), considèrent qu'une telle affiche rend visible le problème de la faim et qu'elle est particulièrement marquante. Cependant, mis à part le don d'argent à l'association, des membres du groupe quatre ne trouvent pas l'affiche suffisamment précise quant à la nature de l'action menée, générant de l'incompréhension. Pour les groupes militants, l'affiche est jugée négativement, tant d'un point de vue de la méthode communicationnelle, que du message qu'ils en retirent. Les groupes relèvent en particulier sa dimension simpliste voire manipulateur et l'usage d'une mécanique publicitaire « *avant/après* » ne faisant pas réfléchir. A en croire l'affiche, selon la réception des militant·es, il suffirait simplement de faire un don pour avoir bonne conscience et changer la vie d'une personne. Misérabiliste et moralisatrice, les membres du groupe EM 3 en sont venus à se demander si l'**ASI** ne faisait pas, en fait, de l'humour.

²⁸⁵ « *En termes de campagne, j'avais bien aimé Leila. C'est vrai qu'elle est brutale mais sur les questions de malnutrition c'est aussi simple que ça. C'est vrai. La malnutrition est en revanche spectaculaire et c'est un peu grossier. Il y a un sourire avant et après, elle est belle digne souriante avant et après. Et Leila a vraiment existé* » Claire Magone, entretien du 31/03/2018 (cf. annexe 3).

Groupe	Jugement	Mots clés	Citations
EM3	-	Humoristique	Maïna : <i>et j'ai appris qu'on pouvait prendre 10kg en trois mois [...] par contre ça m'a fait sourire, j'ai noté "humour" [Approbation Véronique]. [...] du coup c'est rigolo, les blancs veulent maigrir...</i>
		Moralisateur	Maïna : <i>[...]comme elles sont souriantes ce n'est pas moralisant. Réaction groupe : ben si quand même !</i>
		Impactante	Véronique : <i>[...] c'est percutant, je ne dis pas que ça déclenche le don [...]</i>
		Publicitaire	Véronique : <i>avec le régime ACF...[...] ça fait vraiment avant/après comme dans les publicités de régimes. [...] c'est humoristique, sinon vraiment</i>
		Cliché Don = solution	Jérôme : <i>ça fait cliché. Le don est utile ou c'est miraculeux. On dirait que le don résout tout, c'est un pansement d'argent. [...] Surtout la première [entretien du côté nord/sud) qui entretient le côté miraculeux du don si c'était si simple il n'y aurait plus besoin de faire ce genre d'affiche</i>
		Ne fait pas réfléchir	Véronique : <i>[...] Je donne 100fcs et je sauve sans réflexion sur le développement. Elle n'est pas bonne mais elle est délirante</i>
		Misérabiliste	Nicolas : <i>pour moi c'est du misérabilisme [...]</i>
		Manipulation	Nicolas : <i>moi j'ai pensé Photoshop [...]</i>
EM4	--	Simpliste et efficace	Matthieu : <i>la première elle est troublante : c'est tellement simpliste que c'est efficace.</i>
		Don = solution	Matthieu : <i>c'est comme si : tu donnes et ça va mieux, c'est dérangeant même si le message est efficace. Elle sourit elle est moche mais grâce à vous elle sourit et elle est belle.</i>
		Cliché	Matthieu : <i>Le message il est clair mais ça participe largement à ce qu'on a mis dans le « moins » [dans la carte mentale]. [...] c'est difficile de sortir des images qu'on a en tête avec toutes ces images qui entretiennent notre imaginaire [...]</i>
		Manipulation	Christiane : <i>la 1ère ne m'a pas plu, on dirait une photo retouchée. Donne l'impression de me faire manipuler.</i>
		Bonne conscience	Damien : <i>[...] La 1 me donne l'impression que je peux faire toutes que les conneries que je veux tant que je donne un chèque à un moment donné pour me laver de mes péchés.</i>
EC3	+	Rend visible	Dominique : <i>elles sont même bien faites car on arrive à deviner la malnutrition (Action contre la faim), tu vois quand même la différence.</i>
EC4	0	Marquante	Valérie : <i>[la plus marquante] c'est celle où on voit la personne en situation avant-après (ACF).</i>
		Don = solution Incomprise	Alexandre : <i>c'est comme l'image de ACF avec l'avant-après, mais concrètement ça veut dire quoi ? Notre association donne ça et du coup on les aide ? C'est comme ça qu'on aide ? c'est trop abstrait.</i>

Tableau 16 - Affiche **ACF** « Leila, cent francs plus tard » jugée positivement par la direction communication (Annexe 23- « **ACF A** »)

Médecins sans frontières (MSF)

La vidéo de **MSF**, jugée positivement par la directrice communication, met en scène une petite fille blanche prenant place sur un manège, sous les yeux attendris et protecteurs de son père, sur fond de musique légère. La petite fille n'a pas la centaine d'euros demandée par l'animatrice pour payer son tour de manège. Cette dernière ne la sécurise pas alors qu'elle attache tous les autres enfants, qui eux ont payé. Le ménage démarre, on entend des hurlements. La vidéo se termine par un texte blanc sur fond rouge : « *Certains pensent que la protection des enfants peut se marchander, nous non. Chaque année, un million d'enfants meurent d'une pneumonie. Aidez-nous à obtenir un vaccin contre la pneumonie à 5\$* ».

Groupe	Jugement	Mots clés	Citations
EM1	-	Culpabilisant	Joel : [...] MSF elle est bien pour l'appel aux dons, elle est culpabilisante
		Incompris	Eduardo : MSF , le sens... c'est la faute des parents quoi ?!
EM2	-	Incompris	Marie : [...] En termes de compréhension, je ne vois pas. [...] inintelligible, vraiment [...] mais quand même touchée
		Culpabilisant	Christiane : [...] la pauvre petite fille toute mignonne qui va y laisser sa vie
EC1	+	Touchant	Joséphine : [...] C'est celle qui m'a le plus touchée
		Impactant	Mathieu : elle marche très bien car la fille est blanche, on ne se dit pas qu'on va parler d'un malheur en Afrique Joséphine : [...] C'est impactant tu te souviens.
EC2	0	Choquant	Emilie : énorme elle ne l'attache pas, waouh, et bam [...] choquante mais marquante [...] puissante ! choquant mais vrai. [...] il faut changer ça, on peut pas mettre l'accès aux soins comme l'accès au manège, [...] de façon inégale.

Tableau 17 - Vidéo **MSF** « l'injuste prix » jugée positivement par la direction communication (Annexe 23- « **MSF A** »)

Le registre des émotions est relevé par chacun des groupes, que le produit plaise ou non. En effet, alors que les militant·es trouvent cette vidéo culpabilisante, les citoyen·nes l'estiment touchante voire choquante. Dans un premier cas, elle est jugée négative parce qu'elle est aussi incomprise, alors que, dans le deuxième cas, elle est jugée plus positive et peut donner envie d'agir.

Contrairement aux supports précédents, la vidéo qui suit est plutôt appréciée par les militant·es mais peu par les citoyen·nes. Elle met en scène une suite de bombardements d'hôpitaux dans différents pays avec les chiffres des drames occasionnés. A la fin de la vidéo, le texte suivant apparaît « *Arrêtez de bombarder les hôpitaux. Arrêtez de bombarder les médecins. Arrêtez de bombarder les patients* ».

Groupe	Jugement	Mots clés	Citations
EM5	0	Informatif	Michel : <i>super [...] on apprend des choses, la systématisation des bombardements d'hôpitaux ça interpelle. Mobiliser l'opinion mais quels moyens ?</i>
		MSF super-héros	Patrice : <i>chacun entend parler de la Syrie etc. et MSF est toujours là pour venir aider</i>
		Sensationnel	Laura : <i>on ferme les yeux on entend le générique de FBI portés disparus. C'est du sensationnel pour interpeler le grand public mais j'ai du mal à savoir si j'aime ou si ça me touche.</i>
		Incomprise	Pierre : <i>pas une cible, je ne suis pas sûre que le GP comprenne qu'on parle des hôpitaux.</i>
		Sensibilisation	Ferrouz : <i>la violence des images permet de faire prendre conscience des enjeux et de sensibiliser [approbation Michel : oui sensibilisation est plus juste que mobilisation]</i>
		Comment agir ?	Restitution collective : <i>Ils veulent mobiliser l'opinion là-dessus mais qu'est-ce qu'on peut faire vraiment contre les attaques... on a l'impression qu'ils nous demandent (Patrice : des sous !) de continuer à les aider car c'est des héros et il faut qu'ils continuent car ce sont les seuls à s'occuper de ça.</i>
EM6	+	Envie d'agir	Paul : <i>donne envie de s'engager. [...] ça passe très bien</i>
		Culpabilisant	Alexis : <i>[...] ils disent d'arrêter les bombes mais moi je ne l'ai pas fait du coup... [...] ça peut être culpabilisant car moi je n'ai rien fait !</i>
		Touchant	Cécile : <i>mais ce n'est pas misérabiliste, on est plus dans l'empathie</i>
		Incomprise	Restitution collective : <i>[...] : qui est destinataire ?</i>
		Informatif	Restitution collective : <i>But n°1 informer plutôt que collecter mais aussi augmenter la notoriété.</i>
EC5	0	Comment agir ?	Juliette : <i>la vidéo, la plus marquante [...] le problème c'est qu'on ne sait pas comment agir (approbation)</i>
		Incomprise	Enora : <i>ce sont des vraies images [...]. J'ai eu un souci de compréhension, arrêtez de...</i>
EC6	-	Matraquage	Laurent : <i>[...] la vidéo moi je la prends comme un matraquage. C'est trop [...] on en rajoute on en rajoute et on se perd.</i>
		Comment agir ? / impuissance	Christian : <i>MSF quelle peut être leur action ? Ça manque dans le message. On voit des hôpitaux mais quoi après ? [...] quelle est l'info qu'il voulait faire passer au départ ? [...] pour quoi, pour quel type d'action. [...]</i>
		Touchant	Christian : <i>[...] tu es attristé mais le terme n'est pas assez fort, de tout ce qui arrive dans ces zones-là. En même temps y a de la colère envers ceux qui transgressent la plus élémentaire des façons de vivre [...] même si dans la vidéo c'est exagéré ça va trop vite... y a quand même cette obligation de faire passer ce sentiment [...].</i>

Tableau 18 - Vidéo **MSF** « pas une cible » jugée négativement par la direction communication (Annexe 23- « **MSF B** »)

Malgré le jugement positif des militant·es (information, sensibilisation et émotion), ces dernier·es considèrent aussi que la vidéo est dans le sensationnel et la culpabilisation. D'ailleurs un groupe a perçu, avec une pointe d'ironie, la mise en scène héroïque des humanitaires. Surtout, elle est peu compréhensible parce que les publics auxquels elle s'adresse ne peuvent pas tellement agir contre

le largage des bombes. C'est pour cette raison que les groupes citoyens n'ont pas adhéré à la vidéo : ils se sentent impuissants.

Handicap international (HI)

La première affiche jugée positive par l'ancien Directeur général d'Handicap international France et actuel Délégué international aux relations institutionnelles s'intitule « *En France, 320 000 personnes reçoivent le Prix Nobel de la paix* ». Elle est principalement à destination des donateurs et vise la mobilisation pour l'interdiction légale des mines antipersonnel.

Groupe	Jugement	Mots clés	Citations
EM5	++	Informatif	Pierre : <i>une information claire et précise [...] ça a marché...</i>
		Intelligent	Michel : <i>intelligent car demande de changer les lois</i>
		Difficulté de compréhension	Michel : <i>on apprend mais il faut prendre du temps. Il faut un cheminement pour comprendre le lien entre prix Nobel et loi.[...] Il y a un décalage entre le titre et l'objectif poursuivi</i> Laura : <i>faut savoir à qui c'est destiné sinon c'est incompréhensible</i>
		Touchant	Restitution collective : <i>ça touche l'individu mais demande du temps pour la lire.</i>
EM6	+	Valorisation donateur	Alexis : <i>valoriser les donateurs [...] grâce à vous on y arrive</i>
		Pertinence	Tous d'accord : <i>bon fond mais esthétisme à revoir</i>
		Politique Don = solution	Restitution collective : <i>Faire pression pour que loi passe, on s'en occupe, continuer à donner...</i>
EC5	-	Trop d'informations /incomprise	Alexia : <i>texte HI : ne donne pas envie de lire, trop de texte. Vieux journal [...] ton très formel [...] au moins on sait qui a fait ça, on voit les associations</i>
EC6	+	Donne envie de lire	Christian : <i>celle du prix Nobel, il y a beaucoup de texte... pas sûr que tout le monde lise. Mais le titre est accrocheur</i>
		Comprise et claire	Laurent : <i>l'anti personnel ça touche dès qu'on connaît un peu [...] les titres accrochent et parlent [...] le prix Nobel c'est un appel à la raison</i>

Tableau 19 - Affiche **HI** « prix Nobel » jugée positivement par la direction communication (Annexe 23- « **HI A** »)

Ce visuel est jugé positivement voire très positivement par trois groupes : deux militants et un citoyen : elle est, en effet, perçue comme informative et pertinente. L'action est politique, il est question de changer la loi. La forme ne fait, en revanche, pas l'unanimité. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'elle ne remporte pas l'adhésion d'un des groupes citoyens.

La seconde affiche « *Dans nos ateliers, 600 000 victimes amputées de leurs droits* » met en scène un enfant (cambodgien ?) soigné par un médecin prothésiste.

Groupe	Jugement	Mots clés	Citations
EM3	+	Touchant	Véronique : <i>celle de HI [...] elle touche à la corde sensible</i>
		Comment agir ?	Jérôme : <i>celle qui m'a le plus touchée [...] celle de HI donne envie d'agir mais on ne sait pas comment</i>
EM4	0	Interpelle	Christiane : <i>ça m'interpelle [victimes amputées de leurs droits]. Damien : <i>ce qui est intéressant c'est que ça montre que le problème n'est pas tant qu'il est amputé mais qu'il n'a pas de droits.</i></i>
		Questionne	Damien : <i>[...] me donnent envie de bouger intellectuellement, celle de HI aussi. Je me dis tiens c'est vrai, faut que je révise mes stéréotypes. [...] la 5 avec le jeu de mots [peut me plaire et être efficace] (HI)</i>
		Cliché	Matthieu : <i>y a une boîte devant, donc il est mendiant ? cette image m'a ramené à mon enfance, ma grand-mère elle avait plein d'images de ce genre. Notre imaginaire d'une solidarité internationale se construit par ces images qu'on voit enfants. Du coup ça pose question.</i>
EC3	+	Touchant	Marie-Thérèse : <i>[...] surtout le petit qui a la prothèse. Parce que c'est triste à cet âge-là d'être amputé, de souffrir comme il souffre ce petit. Le reste aussi m'a touché mais ça plus que le reste oui.</i>
EC4	+	Marquant	Michel : <i>[la plus marquante] celle avec le petit qui est handicapé</i>
		Manque explications	Alexandre [...] <i>Moi ce que je vois c'est l'enfant amputé par exemple mais je veux pas savoir quelle ONG c'est, l'objectif ça doit juste être de toucher. [...] ils devraient être plus explicatifs sur ce qu'ils font sur le terrain, plus explicatif dans leurs pubs qu'une seule phrase, les enjeux, les solutions.</i>

Tableau 20 - Affiche **HI** « 600 000 victimes amputées de leurs droits » jugée négativement par la direction communication (Annexe 23- « **HI B** »)

Ici encore, l'affiche de **HI** a plu à trois groupes (deux citoyens et un militant). Elle fait appel à leurs émotions. Pour l'un des groupes citoyens, cela ne suffit pas, il faudrait aussi qu'elle soit explicative. Elle donnerait envie d'agir à un des groupes militants, néanmoins, sans trop savoir comment. Un autre groupe militant est plus hésitant quant à son point de vue sur le produit communicationnel. En effet, d'un côté elle interpelle et questionne avec le jeu de mots « *amputé des droits* », mais de l'autre elle est jugée clichée, voire misérabiliste.

L'enthousiasme de la réception concernant ces produits communicationnels, malgré les budgets de communication conséquents des associations humanitaires (15 millions d'euros par an environ – cf chapitre IV), est très relatif. Seuls deux d'entre eux, sont jugés plutôt positivement : ceux d'Handicap international. L'un parce qu'il fait appel à la raison avec l'engagement politique de changer la loi et l'autre, au contraire, parce qu'il émeut. Les deux valorisent la question des droits humains. L'affiche d'**ACF**, tout comme les vidéos de **MSF**, sont jugées touchantes et culpabilisantes. Au total, les jugements portés par les communicants des **ASI** de la branche

humanitaire et ceux des citoyens ne coïncident pas : sur les trois supports jugés réussis par les communicants, deux ne sont pas perçus comme tel. En revanche, sur les trois produits communicationnels jugés ratés, l'un est jugé pertinent pas les personnes interrogées.

2.1.2 Les produits communicationnels de développement

Les trois associations de développement m'ont indiqué une vidéo, trois affiches, un mailing et un visuel de site Internet que j'ai soumis à l'étude en réception.

CCFD-TS

Groupe	Jugement	Mots clés	Citations
EM1	-	Incompris	Boujemaa : <i>être compétitif, c'est contradictoire avec réformer le commerce mondial [...] réformer le commerce mondial, mais qui va le faire [...]. Je pense que l'Afrique se débrouillait pas mal dans la mondialisation. Les africains pourraient être compétitifs mais on leur met des bâtons dans les roues. Laissons les pays être compétitifs mais on n'a pas envie qu'ils soient émergents</i>
		Contradictoire	Eduardo : <i>on dirait qu'il y avait un autre sens dans cette affiche [...]</i>
		Pertinent	Joel : <i>c'est l'époque de Tapis et de la compétitivité. A l'époque parfaitement claire quand on faisait l'apologie de la compétition. Et tout le monde se doute bien qu'en Afrique à l'époque ils n'étaient pas compétitifs et qu'ils n'étaient pas près de manger. Et donc qu'il fallait du développement.</i>
EM2	-	Contradictoire	Marie : <i>[...] il y a une dissonance avec le texte. C'est comme si c'était sa faute, c'est la responsabilité individuelle alors que les règles du commerce mondial dépassent l'individu !</i>
		Incompris	Marie : <i>je ne comprends pas. [...] en prenant au 2nd degré, ou alors le tu mangeras c'est le message que lui renvoie la société, on l'accuse alors qu'il n'y peut rien. [...]</i> Christiane : <i>[...] du coup l'affiche est mal faite, ça doit être visuellement compréhensible tout de suite.</i>
EC1	-	Cliché	Joséphine : <i>on a l'habitude de voir ce ptit garçon noir, maigre dans toutes les pub...</i>
		Incomprise	Mathieu : <i>je comprends pas le choix du mot compétitif [...]. Qu'ils utilisent cette image qui moi me fait penser à quelqu'un qui n'a pas accès à de la nourriture, je comprends pas la nécessité de faire cet amalgame qui pour moi ça porte à confusion.</i>
		Contradictoire avec solidarité	Emilien : <i>« soit développé », « soit comme nous » et Non ! Voilà réaction José : mais après ce n'est pas ce qu'ils veulent dire ! [...]</i>
EC2	-	Culpabilisante	Emilie : <i>culpabilisatrice, montre ce que tu n'as pas envie de voir : tu as vu ce que ta consommation elle génère, tu as vu ce que tu as fait ?</i>
		Comment agir ?	Juliette : <i>nous on peut rien y faire en fait.</i>

Tableau 21 - Affiche CCFD « tu mangeras quand tu seras compétitif » jugée positivement par la direction communication (Annexe 23- « CCFD A »)

La première affiche jugée positivement par la responsable média est « *Tu mangeras quand tu seras compétitif* ». Elle montre une jeune personne noire, l'air sombre, au milieu d'un champ. Il y est indiqué, au-dessus du titre susmentionné : « *Il faut réformer le commerce mondial* ». Cette affiche est jugée négativement par l'ensemble des groupes, bien que l'un d'entre eux la considère pertinente. Elle est incomprise par trois des groupes et perçue comme contradictoire dans son message et même avec la notion de solidarité. Pour un groupe citoyen, elle véhicule un cliché avec l'usage de l'image du garçon noir et maigre. Pour l'autre groupe citoyen, l'affiche est comprise mais jugée culpabilisante.

La deuxième communication, un mailing intitulé « *Pour lutter contre la faim tout le monde peut faire un geste* », montre une femme courbée travaillant dans un champ. Un encadré indique « *Collecte de carême* ». Ce mailing, comme le perçoivent les récepteur·rices, vise à collecter des fonds. Un groupe militant met l'accent sur son ambivalence : d'un côté, le produit communicationnel joue sur la bonne conscience mais de l'autre, il montre que chaque don, chaque participation est importante, responsabilisant alors le public. En revanche, il est vu de façon très négative par l'autre groupe militant car cliché et misérabiliste. De ce fait, il ne donne pas envie d'agir et apparaît contreproductif. Les deux groupes citoyens ne se sont pas arrêtés sur le produit et l'enquêtrice²⁸⁶ ne les a pas relancés outre mesure.

Groupe	Jugement	Mots clés	Citations
EM3	0	Don = solution	Jérôme : <i>la collecte du carême insiste bien sur la somme des gouttes d'eau qui fait les grandes rivières.</i>
		Bonne conscience	Nicolas : <i>celle du CCFD est trop marquée faite votre BA, ça s'adresse à une clientèle précise (les catholiques)</i>
EM4	--	Cliché/stéréotype	Christiane : [...] <i>L'image d'Epinal : Fatou l'Africaine qui cultive la terre [...] la femme qui gratte la terre, et encore elle n'a pas l'enfant dans le dos...</i>
		Misérabiliste	Christiane : <i>c'est miséreux... [...]</i>
		Bonne conscience	Damien : <i>êtes-vous un bon chrétien ?!</i> [...]
		Ne donne pas envie d'agir	Matthieu : [...] <i>A force de voir ces images... tout ça me rend moins sensible. A force de voir ça, ça a l'effet contraire à celui escompté (faire des dons par exemple).</i>
EC3-4		Non discuté	

Tableau 22 - Mailing **CCFD** « *tout le monde peut faire un geste* » jugée négativement par la direction communication (Annexe 23- « **CCFD B** »)

²⁸⁶ Quatre entretiens ont été menés par des étudiantes de M2.

Secours populaire

Cette affiche « *Mondialisons la solidarité pas la misère* » est jugée positive par la Directrice adjointe du Secours populaire. Des encadrés de différentes couleurs indiquent les différentes actions de l'ASI. Le titre susmentionné est écrit en gros et en fond de l'affiche. Tout en haut est indiqué « *Aidez-nous financièrement* ».

Groupe	Jugement	Mots clés	Citations
EM5	-	Esthétique	Pierre : <i>bien fait [...] les post it pas évident à lire [...] c'est fouillis</i>
		Incompris	Michel : <i>joli [...] c'est une demande de financement. Le Secours populaire qui dit « mondialisons la solidarité » alors qu'ils sont que dans les banlieues françaises.... Quand on les verra... [remarque Pierre : Sisi, quand y a un tremblement de terre</i>
		Chargé	Laura : <i>chargé ça donne envie de les enlever les posts it</i>
		Don=solution	Restitution collective : <i>1er message : 'donnez de l'argent'</i>
EM6	-	Chargé	Cécile : <i>les infos sont là mais pas dans l'ordre. [...] premier ressenti c'est de la confusion [...] faites votre marché, ce sur quoi vous voulez nous aider</i>
		Don = solution	Alexis : <i>donner de l'argent. Un impératif. Engagez-vous et donnez de l'argent</i> Jérémy : <i>les post it j'ai envie de les enlever [...] aider financièrement au début, ça va un peu droit au but</i>
		Incompris	Restitution collective : <i>c'est trop chargé on ne sait pas ce qu'ils veulent nous dire</i>
EC5	++	Donne envie d'agir	Juliette : <i>cette affiche (Secours populaire) elle change, ce n'est pas regarder la misère. Ca donne envie d'agir. [...] Ca pousse à une notoriété mais positive. [...] colorée, elle n'est pas trash et elle marche.</i>
		Emotion	Juliette : <i>Elle fait quand même appel à l'émotion : ça rappelle les tableaux d'école quand on était petites</i> Alexia : <i>oui avec les codes enfantins, ça donne envie. [...] les actions à faire elles sont claires : aider financièrement [...] Montre que c'est dans le monde qu'il faut agir</i>
		Clair	Enora : <i>les post it, ça donne l'impression qu'on peut y penser tous les jours, sans dramatiser [...] le Secours populaire on ne se dit pas qu'ils agissent dans le monde, ça clarifie</i>
EC6	+	Clair et esthétique	Christian : <i>là pour le coup c'est très coloré, sauf la misère écrit en noir [...] mondialisons la solidarité c'est en couleur. Et le Secours populaire est en couleur bien évidemment. [...] C'est un appel aux dons [...] je trouve ça pas si mal. Esthétiquement. Le message faut bien regarder mais on le voit (aidez-nous financièrement). Y a des petites infos sur les post it. Le fond blanc c'est positif quand même [...]</i>
		Don=solution Claire	Christian : <i>ce qu'ils veulent c'est mondialiser la solidarité, grâce aux dons [...] c'est vrai qu'ils l'ont mis en haut aidez-nous financièrement</i>
		Chargé	Laurent : <i>Je vois pas l'intérêt tous les ptits trucs pour un appel aux dons. [...] c'est pas la pire mais les post it jsuis pas fan [...] sans lire le message j'avais déjà avec le planisphère « mondialiser l'aide financière » [...] c'est pas eux que je donne mais c'est pas mal</i>

Tableau 23 – Affiche Secours populaire « *mondialisons la solidarité* » jugée positivement par la direction communication (Annexe 23- « SPA »)

Quant à la vidéo « *Merci* », elle montre des personnes en difficultés disant « *merci* » à des personnes qui semblent, de prime abord, indifférentes. A la fin de la vidéo, on voit qu'elles ont fait des dons par téléphone. Cette vidéo a déplu à trois groupes. Un groupe militant l'a, en effet, considérée comme pertinente : les personnes mises en scène paraissent indifférentes mais ce n'est finalement pas le cas, ils font des dons. L'autre groupe militant est assez perplexe face à la vidéo, elle n'est pas comprise. Les deux groupes citoyens vont jusqu'à rejeter le support car, ils le jugent cliché voire contradictoire avec la solidarité : celle-ci serait dénaturée, sans lien humain.

Groupe	Jugement	Mots clés	Citations
EM1	-	Incompris	Jacques : <i>on sait pas quel message ils veulent faire passer.</i> Eduardo : <i>on comprend seulement à la fin que c'est facile de faire un don par téléphone</i>
EM2	+	Pertinent	Christiane : <i>elle est pas mal celle-ci (approbation Marie) on voit d'abord que les gens sont indifférents, pas un seul sort son porte-monnaie et en fait c'est tout le contraire [...] maintenant on n'a pas plus besoin de chercher son porte-monnaie, là c'est tout simple.]</i>
EC1	--	Rejet	Emilien : <i>je l'ai détesté celle là</i>
		Ne donne pas envie d'agir	Emilien : <i>ça donne l'impression que l'on donne virtuellement mais que dans la réalité finalement, j'ai plus à m'impliquer, j'ai fait ma part quoi</i>
		Contradictoire avec solidarité	Mathieu : <i>on peut juste être gentil avec son portable, sans regarder les gens dans les yeux, c'est un scandale de dénaturer la solidarité et de la rendre impersonnelle.</i>
		Bonne conscience	Mathieu : <i>[...] ça t'achète une bonne conscience. L'asso a vendu son âme au diable dans le spot</i>
		Ignorance d'autrui	Joséphine : <i>la tête des gens quand ils disent merci ça se voit que c'est en mode [...] merci, de m'ignorer</i>
EC2	--	Incomprise	Juliette : <i>j'ai mis du temps à la comprendre</i>
		Cliché	Nicolas : <i>c'est ce qu'on voit constamment, je les vois plus. C'est pas très intelligent [...]. C'est un appel au don [...] une façon de donner supplémentaire.</i>

Tableau 24 – Vidéo Secours populaire « *Merci* » jugée négativement par la direction communication (Annexe 23- « **SPB** »)

Secours catholique

Cette affiche « *Pour aider les plus pauvres, je choisis d'agir avec eux* » est jugée négative par la responsable des relations publiques du Secours catholique. Elle met en scène un homme blanc et une femme blanche derrière un bureau, semblant travailler ensemble. En bas de l'affiche est marqué « *Faites un don* ».

Groupe	Jugement	Mots clés	Citations
EM5	-	Administration	Laura : <i>banque, assurance, pôle emploi</i>
		Incompris	Michel : <i>petit couple blanc qui fait des mois croisés...</i> Patrice : <i>c'est qui le pauvre ?</i>
		Contradictoire	Pierre : <i>c'est contradictoire : je choisis d'agir avec eux et faire un don ; Ce serait plus rejoignez-nous</i>
EM6	-	Administration	Alexis : <i>je ne suis pas super fan, elle me fait penser à Pôle Emploi, ça me met mal à l'aise [...]. Mais l'image elle correspond pas du tout avec reste ils l'ont sorti d'où ce gars [...] une affiche bien pourrie</i>
		Contradictoire	Cécile : <i>paradoxe car actif (agir) vs passif (pour aider les pauvres) et l'image...</i>
		Stéréotype	Jérémy : <i>ils ne voulaient pas tomber complètement dans le cliché</i> Alexis : <i>ouais du coup ils ont mis un blanc, un gars comme ça</i>
EC5	-	Bonne conscience	Juliette : <i>une qui m'a marquée négativement : image de banque ou d'assurance : « investissez dans... » [...] [le slogan], ça fait « vous voulez avoir bonne conscience, donnez aux pauvres ». Pour aider les plus pauvres, il faut donner... du coup l'action c'est donner de l'argent</i>
		Contradictoire	Enora : <i>ça n'appelle pas à l'aide, on dirait qu'ils veulent nous vendre quelque chose</i>
		Administration / froid	Alexia : <i>et puis c'est pas clair, agir comment... (approbation Enora) [...]. On ne joue pas du tout sur l'émotion donc ça ne marche pas. Les trash c'est celles qui marchent le mieux car elles restent dans la tête [désapprobation Juliette, cf. citation Secours pop]. [...] pas facile de faire la balance entre le froid et le pathos</i>
		Don = solution	Toutes : <i>agir concrètement c'est faire un don en fait</i>
EC6	--	Cliché	Laurent : <i>j'ai l'impression de revoir toujours la même chose... [...] c'est un truc pour aider les plus pauvres, photo, je fais un don... j'ai l'impression de retomber dans un truc bateau... c'est quasiment les messages que tu as à la télé... pour faire un don, boîte postale... Machin. Là là avec l'image comme ça m'attire pas du tout. [...]. Et puis on voit ça depuis... c'est juste de l'appel de dons, c'est celle qui me fait le plus cet effet.</i>
		Pas clair	Christian : <i>Secours catholique ce n'est pas là que je donne ... non plus [...] c'est quoi Caritas France ? [...] c'est lequel le plus pauvre là ?! [Laurent : elle elle sort du coiffeur] ils ont le même coiffeur [Laurent : ils ont fait la même couleur].</i>
		Don = la solution	Laurent : <i>faut aider les plus pauvres, on sait pas comment, on sait pas pourquoi, on sait pas où ... France ? OK d'accord les autres c'est de l'international. [...] les plus pauvres, je m'attends à quelqu'un qui tend la main à quelqu'un assis sur un trottoir dans la rue...</i>
		Administration	Laurent : <i>on ne voit pas l'aide. Ils sont dans une banque, pôle emploi</i>

Tableau 25 - Affiche Secours catholique « pour aider les plus pauvres » jugée négativement par la direction communication (Annexe 23- « SC B »)

Celle-ci a déplu à l'ensemble des groupes : elle est considérée comme inappropriée. Elle ressemble plus à un produit émanant d'une administration ou d'une banque qu'émanant d'une **ASI**. Pour les quatre groupes, l'action se résume à une collecte de don sans qu'il soit précisé ce qui sera mis en œuvre. De plus, cela est considéré comme discordant puisque, dans le cas d'un appel au don d'argent, il n'est pas question d'être actif et d'agir avec les plus pauvres. Trois groupes, dont les deux groupes militants, sont surpris de ne reconnaître ni les codes « *Nord-Sud* », ni ceux de la pauvreté. Pour les groupes citoyens, ce type de produit est considéré cliché et usant.

Le deuxième produit « *Sortons d'un climat de pauvreté* », montre une femme aux habits et foulard colorés, sur fond de verdure. En bas du visuel, le texte suivant apparaît : « *Lutter contre les changements climatiques, sortir de la pauvreté et avoir accès aux droits – les défis d'une transition véritablement juste* ».

Groupe	Jugement	Mots clés	Citations
EM3	-	Comment agir ?	Véronique : <i>Secours cath on est d'accord mais on y arrive comment</i>
		Contradictoire	Nicolas : <i>lutter ça appelle à la mobilisation, sortir de la pauvreté on n'appelle pas qui que ce soit à sortir de la pauvreté</i>
EM4	+	Interpelle	Christiane : <i>sortir d'un climat de pauvreté... ça m'interpelle tout comme victimes amputés de leurs droits. On utilise les mots climat/pauvreté et le mot droits/amputés. On utilise une situation qu'on détourne pour l'associer à d'autres choses. Montrer qu'il y a un lien entre les deux. Le lien est assez intelligent. Ça m'interpelle positivement.</i>
EC3		Non discuté	
EC4	0	Comment agir ?	Alexandre : <i>Pour le climat c'était marqué « arrêtons ça » ou je sais plus quoi... Bab ouais super c'est une phrase mais pour que ça marque les gens il faut qu'ils arrivent à proposer des solutions.</i>
		Apprentissage	A la question des apprentissages posée par Yeeléna, Alexandre et Valérie répondent : le climat. Valérie : <i>Le climat c'est un enjeu mondial mais pas une préoccupation mondiale.</i>

Tableau 26 - Visuel Secours catholique jugé positivement par la direction communication (Annexe 23- « **SCA** »)

Les retours sont, cette fois-ci, plus ambivalents. Un groupe militant est interpellé par le produit et en particulier par le jeu de mots permettant de relier le climat et la pauvreté. Au contraire, pour l'autre groupe militant, le message déplait car il est estimé contradictoire : appeler à sortir de la pauvreté revient, pour le groupe, à considérer qu'elle repose sur une responsabilité individuelle. D'autre part, il n'y a pas de moyens d'action concrets qui sont proposés. C'est aussi le point de vue d'un des groupes citoyens.

Les récepteur·rices, impliqué·es ou non dans la solidarité internationale, sont peu réceptif·ves aux produits communicationnels proposés par les **ASI** de développement. Seule une affiche est jugée positivement par les groupes citoyens car elle est considérée comme esthétique et claire, tout comme les actions à mener. Elle réveille une émotion positive avec les codes enfantins, sans être misérabiliste, ni « *trash* ». Concernant les groupes militants, aucun ne montre un réel engouement pour les produits communicationnels proposés. Un groupe a trouvé la vidéo du Secours populaire pertinente, tandis que le second a été interpellé par le visuel du Secours catholique, avec le jeu de mots « *Climat de pauvreté* ». Ici, encore, le regard critique porté par les communicant·es sur les produits communicationnels de leur structure et celui des publics interrogés ne coïncident pas : un seul support jugé adapté (sur trois) est effectivement perçu positivement – mais uniquement par les groupes citoyens - même si, les supports jugés négativement par les communicants le sont également par les groupes analysés.

2.1.3 Les produits communicationnels d'**ECSI**

Les trois produits communicationnels, proposés par les communicant·es d'**ASI** de développement, sont deux visuels d'outils pédagogiques (**RITIMO**), deux affiches (**CRID**) et deux mailing (**CFSI**).

RITIMO

Le premier visuel, jugé positivement par la responsable des publications²⁸⁷ de **RITIMO**, est sous forme de bande dessinée. Il met en scène une petite fille noire, vêtue de rose. En face d'elle, un homme blanc s'exclame « *Rââ ! une délinquante* ».

Groupe	Jugement	Mots clés	Citations
EM3	++	Envie d'agir/lutte contre stéréotypes	Jérôme : <i>celle sur les préjugés qui montrent le ridicule des aprioris... [...] RITIMO aussi donne envie [d'agir]</i>
		Support préféré	Maïna : <i>ma préférée c'est celle de RITIMO et le titre « petit guide de survie »</i>
EM4	0	Fait réfléchir	Damien : <i>la 6 (RITIMO), ce mode de communication j'adore : je ne suis pas d'accord, je ne juge pas mais je trouve un dessin qui dit tout. Parce qu'on ne rentre pas dans le lard des gens, on fait évoluer. Ces dessins font bouger, ça m'est arrivé qu'un dessin me fasse évoluer. On dit les choses clairement mais sans jugement, sans chercher à démontrer quelque chose. S'il est prêt à évoluer il regardera le dessin. C'est une méthode super efficace</i>
		Lutte contre stéréotypes	Damien : <i>[...] pour moi c'est plus important de faire bouger les idées ici que d'envoyer du fric là-bas. L'affiche 6 a plus de poids sur l'avenir du monde que la 1. [...] ça montre la complexité du monde. Il ne faut quand même pas mettre tout le monde dans le sac. Bien sûr ça ne va pas dire qu'il n'y a pas de délinquants parmi les immigrés</i>
		Cliché	Matthieu : <i>la 6 simplifie le regard des plus suspicieux vis-à-vis des flux migratoires</i>
		Culpabilisante	Matthieu : <i>quelqu'un de critique n'irait pas accuser une petite fille. [...] est-ce qu'on sort vraiment de la culpabilité je me dis je suis blanc, je me mêle des flux migratoires et je me dis mince ça simplifie mon raisonnement et ça me fait culpabiliser</i>
EC3	++	Tous concernés	Thierry : <i>le dernier oui on y est confronté directement... [...] Dans la vie de tous les jours, même en France. Plus qu'Action contre la faim, [...] mais enfin pour lutter contre ça n'y a pas forcément besoin d'ONG...</i>
		Lutte contre préjugés	Dominique : <i>[...] on ne devrait pas avoir de préjugé sur la personne en face parce qu'elle n'a pas la même couleur. Ça ne vient pas d'une ONG ça... [...] Déjà pour moi ça n'a pas la même accroche que les autres... Bah oui c'est le B.A.BA ça... [...] Oui, on devrait être plus solidaires les uns aux autres, parce qu'on prend un mauvais virage à l'heure actuelle là...</i>
EC4	++	Lutte contre préjugés	Alexandre : <i>[la plus marquante] le guide sur les préjugés [...] elle me plaît mais normalement elle ne devrait pas exister. [...] c'est celle qui me marque parce que justement il faut lutter contre ça. [...] on devrait en voir plus des comme ça, et ces guides devraient être distribués dans toutes les boîtes aux lettres, que tu les lises ou pas mais au moins y avoir accès.</i>

Tableau 27 - Visuel **RITIMO** « délinquante » jugé positivement par la direction communication (Annexe 23- « **RITIMO A** »)

²⁸⁷ Le jugement de la communication concerne l'ensemble du support (la revue) et pas seulement le visuel.

Ce premier visuel est jugé très positivement par trois des quatre groupes. Les groupes citoyens se sentent concernés et considèrent que l'association lutte ainsi contre les préjugés. Ce constat est partagé par les groupes militants, il donnerait aussi envie d'agir. L'un des groupes militants indique, néanmoins, qu'il peut aussi être cliché et culpabilisant, dès lors qu'on se questionne sur les flux migratoires.

Le second visuel de **RITIMO** représente sur la partie supérieure une planète verte où règne la douceur de vivre. Des personnages se promènent sous un ciel bleu et dans la verdure. On y voit éoliennes, ballon et montgolfière. La nature est très présente. Dans la partie inférieure, le ciel est noir et le paysage industriel. Le sol est une route avec des camions. Ni humains ni nature ne sont représentés. Le texte indique « *Climat : choisir ou subir la transition ?* ». Jugé négativement par la communicante²⁸⁸, ce visuel a plu à l'ensemble des groupes. Pour les militant·es, il est clair et esthétique. D'autre part, il visibilise la problématique climatique et interpelle. Des critiques sont néanmoins exprimées : l'image est jugée « *bateau* » et le texte peu mobilisateur, du fait de l'usage de l'infinitif « *choisir ou subir* ». Le visuel a fait, par ailleurs, l'objet d'une discussion sur la thématique de la transition. Pour les citoyen·nes, le visuel est aussi esthétique. Il donne envie de pousser la question et d'agir, « *sans pathos* ». Le visuel semble particulièrement plaire, parce que l'autonomie est laissée à la réception, c'est une question qui est posée et non un ordre qui est donné. Il fait réfléchir. Des citoyen·nes notent que le registre de la communication n'est pas le même, parce qu'il n'y a pas d'appel au don et donc pas de misérabilisme, ainsi ils ne reconnaissent pas les codes humanitaires.

²⁸⁸ Comme le premier produit proposé par RITIMO, le jugement de la communication concerne l'ensemble du support (la revue) et pas seulement le visuel.

Groupe	Jugement	Mots clés	Citations
EM5	+	Bateau	Michel : <i>c'est clair mais un peu bateau. [...] les montgolfières et tout c'est déjà vu [...] subir/choisir</i>
		Clair	Ferrouz : <i>c'est représentatif, pas besoin de plus d'info</i>
		Esthétique	Patrice : <i>je trouve ça joli [...] c'est artistique je la mettrai bien chez moi... les autres non</i>
		Désaccord	Pierre : <i>très artistique [...] la transition ça ne veut rien dire. C'est pas du jour ou lendemain. C'est un processus</i>
		Non impliquant	Restitution collective : Michel : <i>choisir ou subir c'est l'infinifit donc pas vraiment mobilisateur. L'image est bateau (transition : éolienne) Laura : mais en même temps c'est peut-être ce à quoi les gens s'attendent dans leurs esprits, leurs idées...</i>
EM6	+	Compris	Paul : <i>un morceau de la planète en noir et l'autre en vert. [...] changement climatique c'est noir.</i>
		Banal/idée reçue	Alexis : <i>ce bon vieux contraste banal mais toujours efficace. [...] [...] pas évident de bien le faire [...] ça aurait pu être cliché, encore une fois, avec le clivage : c'est blanc c'est clair, c'est joli, c'est le futur écologiste en bas c'est noir, y a de la fumée, des usines c'est triste. Mais finalement ça passe bien.</i>
		Percutant	Cécile : <i>percutant</i>
		Visibilise un problème	Jérémy : <i>implique une question de choix : mets les gens face à un choix. Visibilise un problème pas évident à concrétiser</i>
		Interpelle	Restitution collective : <i>titre percutant, ça interpelle même si c'est infinitif.</i>
EC5	++	Esthétique	Toutes : <i>l'illustration est très belle (RITIMO)</i>
		Autonomie	Alexia : <i>ça ne nous donne pas d'ordre ! on voit, on se renseigne et on voit si on agit</i>
		Donne envie d'agir	Juliette : <i>y a une opposition entre le monde qui pourrait être, et le monde si on ne fait rien mais l'œil est attiré vers le positif, c'est pas du pathos. Là ça pousse à l'action, ça sensibilise vraiment</i>
EC6	+	Fait réfléchir	Laurent : <i>ça c'est fouillé. Là c'est juste interrogatif, réfléchissez ! Ça donne envie de l'ouvrir [...] on pourrait très bien dire que c'est une agence pour le climat (communication sur éco climat : comment isoler sa maison, quelle voiture...) [...] ça interroge, ça donne envie d'aller chercher</i>
		Envie de se renseigner	Christian : <i>appel à aller plus loin, à ouvrir le doc. Ça fait assez positif comme image. Mais y a de l'humanitaire derrière parce qu'on en voit pas là ? [Laurent : tu as quand même le blanc d'un côté et le noir de l'autre] [...] il n'est pas dans le même registre que les autres : y a pas d'appel au don donc, y a pas d'images de miséreux, de situation difficile... peu de texte [Laurent : y a pas de mort direct]. L'ensemble donne envie d'aller plus loin. Alors que les autres c'est plus mitigé</i>

Tableau 28 - Visuel **RITIMO** « choisir ou subir » jugé négativement par la direction communication (Annexe 23- « **RITIMO B** »)

CFSI

Le mailing considéré positif par la responsable communication du **CFSI**, « *Protégeons les exploitations laitières familiales et locales en Afrique de l'ouest* », a pour fond la photographie d'une jeune fille noire qui traite une vache. Un encadré précise les enjeux d'un accord de partenariat économique (APE), en cours de négociation entre l'Afrique de l'Ouest et l'Union européenne. Tout en bas du mailing est marqué : « *Mobilisons-nous contre les APE pour la défense des paysans en Afrique de l'Ouest !* ».

Groupe	Jugement	Mots clés	Citations
EM3	0	Fait réfléchir	Jérôme : <i>par rapport à l'autre elle s'intéresse aux causes, c'est autre chose qu'un pansement</i>
		Manque d'informations	Maïna : <i>quand j'ai vu ça c'est de l'hypocrisie, ça m'énerve... il faudrait vraiment plus expliquer les choses</i>
		Moralisateur	Maïna : [...] <i>on ne sait pas gérer nos problèmes agricoles et on nous demande de gérer ceux des autres [...]</i>
		Interpelle	Maïna : <i>ça interpelle sur une thématique peu connue [...]</i> <i>l'affiche du CFSI, ne me donne pas envie de donner de l'argent mais de creuser</i>
		Donne envie d'agir	Jérôme : <i>me donnerait envie de signer la pétition [de creuser pour Maïna, de donner pour Nicolas]</i>
EM4	+	Compréhensible	Matthieu : <i>je comprenais plutôt bien la 3è, mobilisation paysanne. Se mobiliser, un texte à lire... moins critique</i>
		Comment agir ?	Damien : <i>Mais la 3è, on ne sait pas ce qu'il faut faire. [...] montre que ce n'est pas l'agriculture industrielle qui va sauver le monde</i>
		Apprentissage	En termes d'apprentissage c'est la plus intéressante pour les 3 interlocuteurs, mais ne dit pas comment se mobiliser
EC3	+	Apprentissage	Dominique : <i>Oui [nouvelles connaissances], comme l'histoire de l'alimentation en Afrique de l'Ouest avec le problème du lait, ça oui</i>
EC4		Non discuté	

Tableau 29 - Mailing **CFSI** jugée positivement par la direction communication (Annexe 23- « **CFSI A** »)

Ce premier mailing du **CFSI** a été discuté par deux groupes militants et un groupe citoyen. L'un des groupes militants a un avis partagé. Pour certaines personnes, contrairement aux autres supports diffusés, il s'intéresse aux causes des problèmes et donne envie d'agir, en signant une pétition par exemple. Mais il est aussi jugé moralisateur et inapproprié : on se mêle des programmes agricoles des autres alors qu'on ne sait pas gérer les nôtres. Les deux autres groupes sont moins critiques. Pour le deuxième groupe militant, le mailing plait car il est jugé compréhensible et a pour objectif la mobilisation citoyenne. Il permet d'apprendre des choses mais n'indique pas de façon

de se mobiliser. Pour le groupe citoyen, le mailing permet effectivement d'apprendre des choses sur la problématique du lait en Afrique de l'Ouest.

Le mailing « *En Afrique subsaharienne, 214 millions de personnes souffrent de la faim* », est jugé négatif par la responsable communication. Le **CFSI** soutient des organisations paysannes et coopératives féminines. Le public est appelé à se mobiliser « *pour faire reculer la faim* ». Ici est présentée une photographie de deux femmes noires, assises et souriantes.

Groupe	Jugement	Mots clés	Citations
EM1	+	Pertinent	Joël : <i>J'aime bien la forme de celle du CFSI</i>
EM2	0	Cliché	Marie : [...] <i>Le fait de parler de l'Afrique Subsaharienne renforce l'idée que ce sont encore les petits noirs qui crèvent de faim. [...]</i>
		Bateau	Christiane : <i>on reçoit ça dans sa boîte aux lettres : oh non pas encore... la photo est très classique.</i>
EC1	-	Population actrice	Marie : [...] <i>Par contre les populations sont partenaires et porteuses d'avenir, on ne voit pas ça habituellement dans les messages</i>
		N'interpelle pas	Emilien : <i>assez indifférent</i>
EC2	+	Incompris	Mathieu : <i>on parle en généralité de l'action, ça éloigne quelque chose qui est déjà très loin. [...] coopérative féminine alors qu'il y a des hommes, on ne comprend pas très bien</i>
		Valorisant	Emilie : <i>valorisant alors que l'autre [CCFD] est accusatrice</i>
		Concret	Nicolas : <i>donne une image sur ce qu'il se passe sur place, je réalise qu'il y a de l'action</i>

Tableau 30 - Mailing **CFSI** jugée négativement par la direction communication (Annexe 23- « **CFSI B** »)

Les retours sur ce second mailing sont ambivalents. Il fait peu parler de lui dans le premier groupe militant, étant seulement jugé pertinent. L'autre groupe militant est quant à lui partagé. D'un côté, il renforce des stéréotypes avec l'idée que « *ce sont encore les petits noirs qui crèvent de faim* ». De l'autre côté, les populations sont mises en scène en tant qu'actrices, ce qui leur semble inhabituel et positif. Concernant maintenant les groupes citoyens, l'un d'entre eux juge le mailing négativement car il ne le comprend pas en raison d'un décalage entre le texte et l'image. L'autre groupe, au contraire, le considère de façon positive car il est valorisant et non accusateur pour le public.

CRID

L’affiche « *Semaine de la solidarité internationale* » (2015), jugée positivement par le délégué général du Centre de recherche et d’information pour le développement, met en scène une foule de personnes hétéroclites brandissant des banderoles « *Vivre ensemble* », « *Citoyens* », « *Solidaire* », « *S’engager* ». En haut de l’affiche est indiqué : « *La semaine de la solidarité internationale* » et en bas : « *Droits à l’essentiel* ». Sur l’affiche apparaissent également les dates de l’événement.

Groupe	Jugement	Mots clés	Citations
EM1	0	Incomprise	Alain : <i>droits à l’essentiel : ça pose des questions. Qu’est ce qui est essentiel ? Qu’est-ce qu’ils veulent nous dire</i>
		Non misérabiliste	Boujemaa : <i>SSI évite misérabilisme</i>
EM2	++	Pertinente avec solidarité Esthétique	Christiane : <i>affiche avec toutes les couleurs avec du monde de partout, le message me plaît : être solidaire, que chacun ait l’essentiel. On pourrait la mettre chez soi</i>
EC1	0	Vivre-ensemble	Joséphine : [...] <i>On s’éloigne vraiment de l’humanitaire, pour le coup. On est plus dans le vivre ensemble, anti-racisme, tous égaux</i>
		Incomprise	Mathieu : [...] <i>C’est quoi ce S à droits, droits à quoi ?</i>
		Passif	Mathieu : <i>très passif pour interpeler les gens, c’est une foule</i>
EC2	0	N’interpelle pas	Emilie : <i>elles m’ont toutes interpellées sauf celle de la semaine de la solidarité internationale</i>
		Donne envie d’agir pour la solidarité	Juliette : <i>faut se bouger, c’est une manifestation. Les gens se mettent ensemble pour une même cause : la solidarité internationale. [...] Il faut se bouger pour cette cause-là : la solidarité.</i>

Tableau 31 - Affiche **CRID** « *Semaine de la solidarité internationale (2015)* » jugée positivement par la direction communication (Annexe 23- « **CRID A** »)

Un groupe militant juge l’affiche très positivement, alors que les autres groupes sont plus réservés. Le groupe militant soulève l’esthétisme de l’affiche et considère qu’elle est aussi pertinente avec l’idée de solidarité internationale. Cette dimension de solidarité internationale est relevée par les deux groupes citoyens : l’affiche montre le vivre-ensemble et la mobilisation pour une même cause (la solidarité internationale), en ce sens elle est estimée loin des codes de l’humanitaire par un groupe citoyen. Un groupe militant précise d’ailleurs qu’elle n’est pas misérabiliste. Néanmoins, les groupes citoyens et l’un des groupes militants paraissent peu séduits : elle n’interpelle pas et l’expression « *Droits à l’essentiel* » est peu comprise.

La seconde affiche du **CRID** « *Semaine de la solidarité internationale* » (2014), présente en son centre le texte : « *Droits à l'essentiel* », sur fond rose et jaune. En haut et en bas de l'affiche, de façon symétrique, des photographies de personnes en noir et blanc faisant de la musique, tenant un micro, échangeant se font jour. Cette affiche ci a déplu au délégué général du **CRID** et a été perçue négativement par l'ensemble des groupes, simplement car elle n'est pas comprise.

Groupe	Jugement	Mots clés	Citations
EM5	--	Comment agir ?	Michel : <i>théorique, intello, on ne comprend rien, droits à l'essentiel mais comment on fait... ?</i>
		Incompris	Laura : <i>pas de date, de lieu [...] les personnages à l'envers : lecture difficile. Sinon à l'endroit : des gens engagés, festifs... mais faut regarder l'affiche un certain temps. Droits à l'essentiel je vois tir au but</i>
		Manque explications	Restitution collective : <i>couleurs pas pertinentes, images on comprend pas, images à l'envers. Info de la date, on ne sait pas ce qu'il se passe. Ne donne pas envie d'aller chercher de l'info</i>
EM6	--	Incompris	Tous : <i>Pas esthétique, confus, c'est quoi le thème ? C'est quoi droits à l'essentiel ? Ce sont quoi les enjeux ?</i>
		Ne donne pas envie d'agir	Cécile : <i>Images, message confus, ne donne pas envie de s'engager, n'y a même pas le nom de l'association porteuse</i>
EC5	-	Incompris	Enora : <i>celle-là j'ai pas compris (approbation de toutes). Les droits humains... mais droits à l'essentiel ça reste dans la tête...</i>
		Comment agir ?	Mal perçu esthétiquement, ne donne pas envie d'agir, ne comprend pas, pas d'actions concrètes
EC6	-	Pas clair	Laurent : <i>la première m'a déplu. Ça mène à rien. Ça ne m'accroche pas. [...] ça accroche pas « humanitaire », si c'était un concert ce serait pareil</i>

Tableau 32 - Affiche **CRID** « *Semaine de la solidarité internationale* » (2014) jugée négativement par la direction communication (Annexe 23- « **CRID B** »)

Les produits communicationnels d'**ECSI** sont ceux qui semblent être considérés les plus positivement, hormis l'une des affiches du **CRID**. En effet, ils semblent être cohérents avec l'idée de solidarité internationale mais peuvent générer des incompréhensions, du fait d'une rupture avec les codes humanitaires. Néanmoins, ici aussi, l'écart entre produits communicationnels perçus par les professionnels et perçus par les personnes interrogées est important. Comme en témoigne le visuel jugé négativement par le communicant de **RITIMO**, alors qu'il s'agit de celui qui a recueilli le plus d'assentiment de la part des publics.

2.2 Leçons communes

La sous-section précédente présente les interprétations de groupes citoyens et de groupes militants, des différents produits communicationnels d'**ASI** selon trois branches : l'humanitaire, le développement et l'**ECSI**. Dans cette sous-section, je reviens sur les leçons communes tirées de ces interprétations.

2.2.1 Des produits communicationnels assez mal accueillis par les publics

Le premier constat que je peux tirer de cette étude de réception, est qu'il y a un écart d'appréciation des produits communicationnels entre les professionnels de la communication et les publics récepteurs. Je reviendrai sur ce point dans le chapitre suivant. Deuxièmement, les produits communicationnels sont jugés plutôt négativement, que ce soit par les groupes militants ou par les groupes citoyens. Ainsi, les différences d'appréciation entre les groupes militants et citoyens sont rares et minoritaires²⁸⁹. Ce constat est à vérifier en menant des enquêtes supplémentaires. De plus, il faut tenir compte du fait que les participant·es ne sont pas, lors de l'étude, dans des conditions naturelles de réception. En effet, j'ai convié des groupes de personnes, ayant des occasions d'interagir ensemble, afin de leur soumettre différents produits communicationnels. Ce dispositif invite donc à l'attention et à la critique de la part des locuteur·rices. Néanmoins, quelques produits (six), sont majoritairement jugés positivement par les récepteur·rices. C'est le cas, pour la branche humanitaire, de ceux proposés par Handicap international : « *600 000 victimes amputées de leurs droits* » et « *Prix Nobel* » et, pour la branche **ECSI** des visuels **RITIMO** « *Une délinquante* » et « *Le climat : choisir ou subir* », d'un mailing du **CFSI** « *Mobilisons-nous contre les APE* » et d'une affiche du **CRID** « *Droits à l'essentiel* ». Quatre de ces produits font référence aux droits humains (**HI**, **CRID**, **CFSI**) et appellent à la mobilisation citoyenne sur des sujets d'actualités, sans appeler aux dons. Au contraire, chacun des produits communicationnels des associations de développement sont majoritairement jugés négativement par les récepteur·rices. L'affiche du Secours populaire

²⁸⁹ Trois supports (sur les 18) font l'objet de différences d'appréciation importantes entre militant·es et citoyen·nes. Premièrement, l'affiche du Secours populaire, comme indiqué ci-dessus, est très appréciée des citoyens et pas des militant·es. Deuxièmement, la vidéo de Médecins sans frontières « *l'injuste prix* » n'est pas appréciée des militants (culpabilisante, incomprise) alors que les citoyens l'estiment plutôt positivement (impactante voire choquante). Troisièmement, l'affiche Leila 100 francs plus tard » est jugée négativement par les militant·es (misérabiliste et manipulateur) alors que les citoyen·nes sont plus tempérés (parce qu'elle est somme toute marquante). Il est ici à préciser que ces deux groupes citoyens qui ont vu Leila se montrent peu critiques quant aux supports diffusés, d'ailleurs certains ne sont pas discutés. Je montrerai dans le chapitre VI que l'un de ces groupes est beaucoup plus virulent quand il monte en généralité et échange sur les pratiques et la communication des associations de solidarité internationale

« *Mondialisons la solidarité pas la misère* » remporte, en revanche, l'adhésion des groupes citoyens, car elle émeut sans être misérabiliste. Les groupes, qu'ils soient citoyens ou militants, sont attentifs au misérabilisme et à la culpabilisation que génèrent des produits communicationnels. En effet, les termes de « *culpabilisation* », « *clichés* », « *trash* » sont employés à plusieurs reprises et contribuent au jugement négatif des campagnes. Les participant·es repèrent, effectivement, une dimension philanthropique dans les produits communicationnels proposés. Cela laisse penser, conformément à mon hypothèse de départ, que des **ASI** mettent en scène une version stéréotypée de la solidarité internationale. En outre, si cette vision réductrice fait bien partie des représentations sociales de la solidarité internationale des personnes interrogées, ces dernières n'y adhèrent pas nécessairement. Elles peuvent même se montrer virulentes à leur rencontre, comme le montre leurs réactions face aux supports. Ainsi, les **ASI** entretiennent des stéréotypes, mais les militant·es et les citoyen·nes se montrent critiques envers ces stéréotypes. Les **ASI** devraient donc pouvoir les éradiquer. Cependant, cette prise de distance, conduisant à la critique des représentations sociales mises en scène, résulte dans le cas de cette thèse, de discussions collectives. Autrement dit, dans des situations normales de réception, rien ne permet d'affirmer que les récepteur·rices, en particulier les citoyen·nes, se montrent attentif·ves, d'une part, et critiques, d'autre part. Par ailleurs, ces critiques ne signifient pas, non plus, que les militant·es interrogent leurs propres pratiques et produits communicationnels. C'est pourquoi, il semble impératif que leurs propres produits et pratiques soient mis à l'épreuve d'études de réception.

2.2.2 Des études de réception des produits communicationnels permettant d'interroger les représentations sociales

J'ai montré, dans la première section de ce chapitre, que les représentations sociales des groupes militants étaient aussi bien de l'ordre d'une solidarité philanthropique, que de celui d'une solidarité plus réciprocaire. Avec la réflexivité des militant·es, il est visible que ceux-ci sont assez critiques vis-à-vis de cette solidarité caritative, même si elle fait partie de leurs représentations sociales. Mais qu'en est-il des citoyen·nes ? Il semblerait que les études de réceptions des supports donnent quelques pistes permettant de mesurer leur degré d'adhésion à leurs représentations sociales, qui sont majoritairement philanthropiques, même si elles ne s'y limitent pas.

En effet, ce sont les produits communicationnels qui s'emparent d'un sujet d'actualité, en particulier celui de la justice sociale, sans mention de collecte, qui sont le mieux jugés par les groupes. Si je reviens sur les représentations sociales des groupes, les notions de justice et d'engagement sont effectivement importantes (cf. 1.2.1). A l'inverse, les produits communicationnels reprenant

les codes de « *l'autre* », « *démuni* », « *là-bas* », pourtant importants dans les représentations sociales, sont perçus comme clichés voire misérabilistes et ne sont pas appréciés par les publics. Dans le cadre des produits communicationnels proposés, les récepteurs repèrent que la solidarité internationale passe par le don. Cette notion de don fait partie du noyau central des représentations de la solidarité internationale des groupes militants et citoyens. Pour autant, ils se montrent critiques vis-à-vis de cette réduction de la solidarité internationale (produits communicationnels proposés par exemple par **ACF** et le **CCFD**). Par ailleurs, la dimension philanthropique de la solidarité repose sur des sentiments de culpabilité et de compassion. Les supports qui engendrent cette émotion sont également jugés négativement (ceux de **MSF**). Ainsi, en s'inscrivant dans une approche philanthropique, qui est certes en partie cohérente avec les représentations sociales de la solidarité internationale des publics interrogés, les produits communicationnels sont, en fait, rejetés. Cela semble donc montrer que les représentations sociales philanthropiques font bien partie des représentations de la solidarité internationale mais que les publics n'y adhèrent pas toujours. La prise de conscience de ses propres représentations sociales pourrait alors être une voie vers une remise en question et une transformation, de ces représentations et des pratiques solidaires, puisque comme indiqué dans les chapitres II et III, les représentations sociales ne sont pas sans lien avec les comportements. Quant aux produits communicationnels jugés majoritairement positifs par les groupes militants comme par les groupes citoyens, ils ne font pas explicitement appels aux dons. Cela semble confirmer la thèse d'Éric Dacheux (1998), selon laquelle le mélange des registres économique (collecte) et politique (projet social) nuit au rôle politique des **ASI** : l'émotion et l'immédiateté l'emportent sur la réflexion. Le citoyen est alors transformé en client. En effet, les leviers utilisés pour collecter des fonds (émotions) sont différents de ceux utilisés pour faire prendre conscience (information, délibération). Toutefois, on peut et on doit aller au-delà de ce constat invitant à séparer plus nettement registre économique et politique. En effet, ce sont les produits communicationnels des **ASI** (**RITIMO**, **CRID**, **HI**) qui mettent en avant la dimension réciprocaire de la solidarité, qui sont jugés particulièrement positifs. La nature du projet politique (caritatif ou solidaire) paraît donc, dans mon enquête, aussi essentielle que son registre économique ou politique, pour expliquer l'acceptation ou le rejet du produit communicationnel proposé par les **ASI**. Autrement dit, les produits communicationnels les plus appréciés, sont ceux qui sortent d'une solidarité philanthropique, tant dans la relation à autrui dans l'espace public français - l'appel aux dons – que dans la relation à autrui ailleurs dans le monde – l'aide.

Conclusion du chapitre V

Dans ce chapitre, pour étudier la réception des produits communicationnels de solidarité internationale, je me suis intéressée aux représentations sociales de vingt-et-un militant·es de solidarité internationale (étude préliminaire) et de quarante personnes réparties en douze groupes : six groupes de militant·es et six groupes de citoyen·nes. En définitif, soixante-et-une personnes ont été sondées. Des produits communicationnels, choisis par les communicant·es, ont été soumis à l'interprétation des douze groupes, lors d'entretiens collectifs. Il en ressort que les représentations sociales des publics étudiés comportent deux dimensions : l'une plutôt philanthropique (aide, don, urgence), l'autre plus réciprocaire (échange, entraide, justice). La réflexivité des groupes, en particulier des groupes militants, et la polarité attribuée aux termes cités permettent de conclure que les interlocuteur·rices tendent à adhérer à certaines représentations (les plus réciprocaires) et moins à d'autres (les plus philanthropiques). Ce constat est confirmé par la réception des produits communicationnels. En effet, seulement un tiers des produits proposés par les communicant·es ont été appréciés par la majorité des groupes. Ce sont ceux qui ne font pas d'appel aux dons, qui traitent des droits humains, de justice et d'engagement citoyen. Les produits communicationnels soulevant le plus de désapprobation sont ceux qui sont estimés culpabilisants, clichés voire misérabilistes²⁹⁰. Si, comme le montrent les études, les récepteur·rices énoncent des critiques concernant les produits communicationnels, cela tient, en partie, à la méthodologie de recherche que j'ai employée, qui invite les participant·es à réagir. En revanche, la virulence des critiques est peu dépendante du dispositif. Alors que les perceptions des produits communicationnels (dimension philanthropique) sont cohérentes avec les représentations sociales des publics, ces derniers s'y montrent, pour la plupart, réfractaires. Cela confirme donc que les publics n'adhèrent pas nécessairement à leurs propres représentations sociales, comme l'indique le modèle de la dissociation de Devine (1989). Ces représentations font partie de la connaissance culturelle sans qu'on n'y adhère nécessairement, expliquent deux psychosociologues (Légal, Delouée, 2008). Ainsi, si une certaine congruence entre les représentations sociales du pôle de la production et celui de la réception sont nécessaires pour que les supports communicationnels puissent être appréhendés par les récepteurs, cela ne signifie pas qu'il y ait adhésion aux produits communicationnels. Invités à interroger leurs représentations sociales, les publics étudiés en viennent à questionner les représentations mises en scène dans les produits communicationnels qui

²⁹⁰ A contrario, ce rejet est aussi présent pour des supports qui ne mettent pas en scène une figure de l'altérité (Affiche Secours catholique « *pour aider les plus pauvres* ») ou pour lesquels on ne reconnaît pas la dimension « *humanitaire* » (Affiche CRID « *Semaine de la solidarité internationale* ») (2014).

leurs sont présentés. Questionnements qui débouchent sur une remise en cause des représentations sociales véhiculées par les **ASI**. Tout l'enjeu, comme le précise un militant qui a participé à l'étude, c'est de pouvoir faire le même travail critique quant à ses propres pratiques et produits communicationnels (cf. chapitre IX). Il s'agit, dans le chapitre suivant, de mettre ces études de réception au regard des représentations sociales et des intentions de la production (les **ASI**).

Chapitre VI. Les décalages et similitudes entre production et réception

A la suite de l'analyse de la production des **ASI** dans le chapitre IV et de la réception de leurs produits communicationnels par des publics dans le chapitre V, l'enjeu de ce présent chapitre est de croiser les différents résultats. Plus précisément, il s'agit de montrer les points de divergence et de convergence entre, d'une part, les représentations sociales de la solidarité internationale des communicant·es et des publics et, d'autre part, les intentions communicationnelles et les réceptions effectives.

Afin de rendre compte des points de convergence et de divergence entre la production et la réception, je confronte ici les résultats présentés dans les chapitres IV et V. Pour rappel, sur le plan de la production, j'ai rencontré les directions communication de neuf **ASI** : trois de développement, trois d'**ECSI** et trois humanitaires. J'ai ainsi pu étudier leurs représentations sociales de la solidarité internationale dans le cadre d'entretiens individuels à l'aide des réseaux d'associations (cf. annexe 2) et leurs pratiques communicationnelles. Une étude historique et une analyse de l'autodéfinition des neuf **ASI** sur leur site *Internet* m'ont permis de rendre compte de leurs aspirations sociales. Concernant maintenant le plan de la réception, je me suis adressée à trois types de publics. Tout d'abord des militant·es de la solidarité internationale, c'est-à-dire à des personnes étant particulièrement concernées par cette question. Pour étudier les représentations sociales, vingt et un·e militant·es ont été rencontré·es lors d'une étude préliminaire en 2015, en utilisant la même méthode que pour la production : des entretiens individuels et des réseaux d'associations. Au cours de cette même période, j'ai opéré la même étude auprès de dix relais d'opinion : des élus et des médias de l'ex région Auvergne. En effet, les acteur·rices de ce secteur et les relais d'opinions participent particulièrement à la construction de représentations sociales dans leur domaine. En 2018, dans le cadre des études de réception de produits communicationnels fléchés par les neuf **ONG**, nous avons, avec les quarante interviewé·es²⁹¹, pris un temps de travail pour étudier leurs représentations sociales. Cette dernière étude a donc été menée lors d'entretiens collectifs avec l'usage de réseaux d'associations simplifiés, nommés au cours de cette thèse « *cartes*

²⁹¹ Les quarante personnes ont été réparties en douze groupes.

mentales ». Elle a concerné des militant·es (23), mais aussi des personnes non impliquées dans le domaine de la solidarité internationale que j'ai appelé « *citoyen·nes* » (17). Réparties en douze groupes, j'ai soumis à chacun six produits communicationnels, préalablement fléchés par les communicant·es rencontrés. Certains étant considérés par ces dernier·es réussis et d'autres ratés.

Dans la première section, je compare les représentations sociales, tandis que dans la seconde je confronte les intentions communicationnelles à l'interprétation des produits communicationnels. Cette deuxième section permet de mettre en exergue les liens entre représentations sociales et produits communicationnels.

1. Les représentations sociales, convergences et divergences entre production et réception

En comparant l'ensemble des représentations sociales des communicant·es d'une part et des publics qui les reçoivent d'autre part²⁹², deux constats peuvent être faits. Premièrement, il apparaît, dans mon enquête, y avoir peu de différences entre les contenus des représentations sociales des communicant·es et les contenus des représentations sociales des publics, plus précisément de militant·es, de citoyen·nes et de relais d'opinion. Deuxièmement, la structure des représentations sociales des communicant·es et des publics semble présenter des noyaux convergents. En effet, les noyaux centraux dénotent une prévalence de la notion d'aide tandis que l'intensité réciprocaire y est relativement faible. Une adhésion plus nette des militant·es à la dimension réciprocaire transparait néanmoins. L'ambivalence des noyaux centraux est confirmée par les éléments contrastés qui reflètent les différentes dimensions des représentations sociales²⁹³ (Abric, 2003a). Ces convergences suffisent à conclure à des représentations sociales proches²⁹⁴ (Abric, 2003a). Malgré ces convergences entre les contenus et les systèmes centraux des représentations sociales, les études de réception (chapitre V) montrent une incommunication flagrante entre intention des communicant·es et interprétation des publics. En creusant davantage l'analyse des représentations sociales, il apparait une divergence majeure. En effet, la méthodologie employée pour faire émerger les représentations sociales de la solidarité internationale appelle à

²⁹² La comparaison complète figure en annexe 26.

²⁹³ Les éléments contrastés peuvent aussi être, en théorie, les révélateurs de désaccords au sein des groupes. Cependant, empiriquement, l'analyse des représentations sociales interviewé par interviewé montre la nature ambivalente de la représentation individuelle, plus que l'existence de sous-groupes.

²⁹⁴ Les autres plans du système périphérique – la première périphérie et la deuxième périphérie – divergent davantage. Comme indiqué dans l'annexe 26, le système périphérique, dans la théorie des structures des représentations sociales (Abric, 2003b), est en lien avec la réalité vécue des interlocuteurs·rices, d'où des différences en fonction des groupes.

poser deux questions « *Que vous évoque la thématique ?* » et « *Qu'évoque, selon vous, la thématique au grand public ?* ». La deuxième question, dite avec substitution, permet de faciliter la verbalisation. L'ensemble des réponses font bien partie des représentations sociales de la solidarité internationale des interlocuteur·rices. Néanmoins, la deuxième question est aussi un moyen d'accéder aux représentations des communicant·es attribuées aux publics. Or, il semble bien que la production communicationnelle soit fonction de ces représentations imaginées par les communicant·es. En effet, précise Alexandre Coutant, pour des raisons d'efficacité « *la rhétorique publicitaire n'est pas une communication osée ou novatrice. Tout au contraire, elle va chercher à recourir au maximum aux symboles avérés, aux idées toutes faites largement répandues dans la population qu'elle vise* »²⁹⁵ (Coutant, 2004, p. 4). Ainsi, les communicant·es peuvent tendre à s'appuyer sur les représentations sociales qu'ils s'imaginent des publics, c'est-à-dire sur l'empathie, soit pour les convaincre, soit pour les changer. C'est d'ailleurs ce qu'évoque, par exemple, Jean François Riffaud, directeur de la communication et du développement d'ACF au moment de l'entretien (cf. annexe 3) : « *on n'est pas en dehors de cette société de spectacle, on travaille avec ses codes, mais on peut les appliquer autrement. Pour faire changer les codes, il faut les utiliser* ».

Il convient donc, dans cette section, de comparer plus précisément les représentations attribuées aux publics par les communicant·es et les représentations sociales effectives des publics, afin de rendre compte du lien, dans cette enquête, entre empathie et incommunication. Il reste à préciser que l'ensemble des schémas figurant dans cette sous-section ont la légende suivante :

	Termes jugés positifs
	Termes jugés négatifs
	Termes ambivalents ²⁹⁶ ou neutres
	Pas d'information

²⁹⁵ Citation complète : « *En effet, la communication publicitaire se distingue de tout autre type de communication par son besoin d'efficacité. Ce besoin va pousser le créateur à fabriquer des messages qui orientent vers l'interprétation souhaitée en multipliant des signes formant un chemin le plus évident possible jusqu'à celle-ci. Il en résulte que la rhétorique publicitaire n'est pas une communication osée ou novatrice. Tout au contraire, elle va chercher à recourir au maximum aux symboles avérés, aux idées toutes faites largement répandues dans la population qu'elle vise.* » (Coutant, 2004, p. 4).

²⁹⁶ Termes jugés positifs par au moins un groupe et négatifs par au moins un autre groupe

1.1 Comparaison entre les contenus des représentations sociales attribuées aux publics par les communicant·es et les représentations sociales effectives des publics

Dans cette première sous-section, je m'attache à comparer les contenus des représentations sociales : celles attribuées aux publics par les communicants et les représentations sociales effectives de ces publics. Cette comparaison des contenus mobilise toutes les études des représentations sociales, rappelées dans l'introduction de ce chapitre : celles ayant recours aux réseaux d'associations dans leur complexité tout comme celles qui s'appuient sur des réseaux d'associations simplifiés (cartes mentales).

1.1.1 Comparaison entre les contenus attribués aux publics par les communicant·es et les représentations sociales effectives des militant·es

Il apparait de façon très nette, dans la figure ci-dessous, que les contenus des représentations sociales attribuées aux publics par les communicant·es sont beaucoup plus limités que les représentations effectives des militant·es. Par ailleurs, les premiers appartiennent à un vocabulaire exclusivement philanthropique. Au contraire les contenus des représentations sociales des militant·es, qu'ils s'agissent de l'étude préliminaire de 2015 ou de celle de 2018, sont davantage plurielles et complexes. Pour les militant·es, si la dimension philanthropique est bien présente, l'approche réciprocaire l'est tout autant avec les notions d'échanges, d'engagement et de co-construction (2018) et celles de rencontre interculturelle d'autonomie (2015). Dans l'étude de 2015, la dimension réciprocaire prend encore davantage de place. Il est également à préciser que lors des entretiens collectifs (2018), les groupes militants tendent à identifier une approche de la solidarité internationale qu'ils estiment négative (dimension philanthropique) et une autre qu'ils estiment positive (dimension réciprocaire). Les militant·es de l'étude de 2015 tendent également à attribuer une polarité positive au champ lexical de la réciprocité. Cet écart entre les représentations attribuées par les communicant·es et les représentations effectives des militant·es est compréhensible, mais pose problème. Compréhensible, car les militant·es ne composent pas la majeure partie du public visé par les communicant·es des **ASI** ; problématique, car cet écart signale une déconnexion entre les **ASI** et leur base militante.

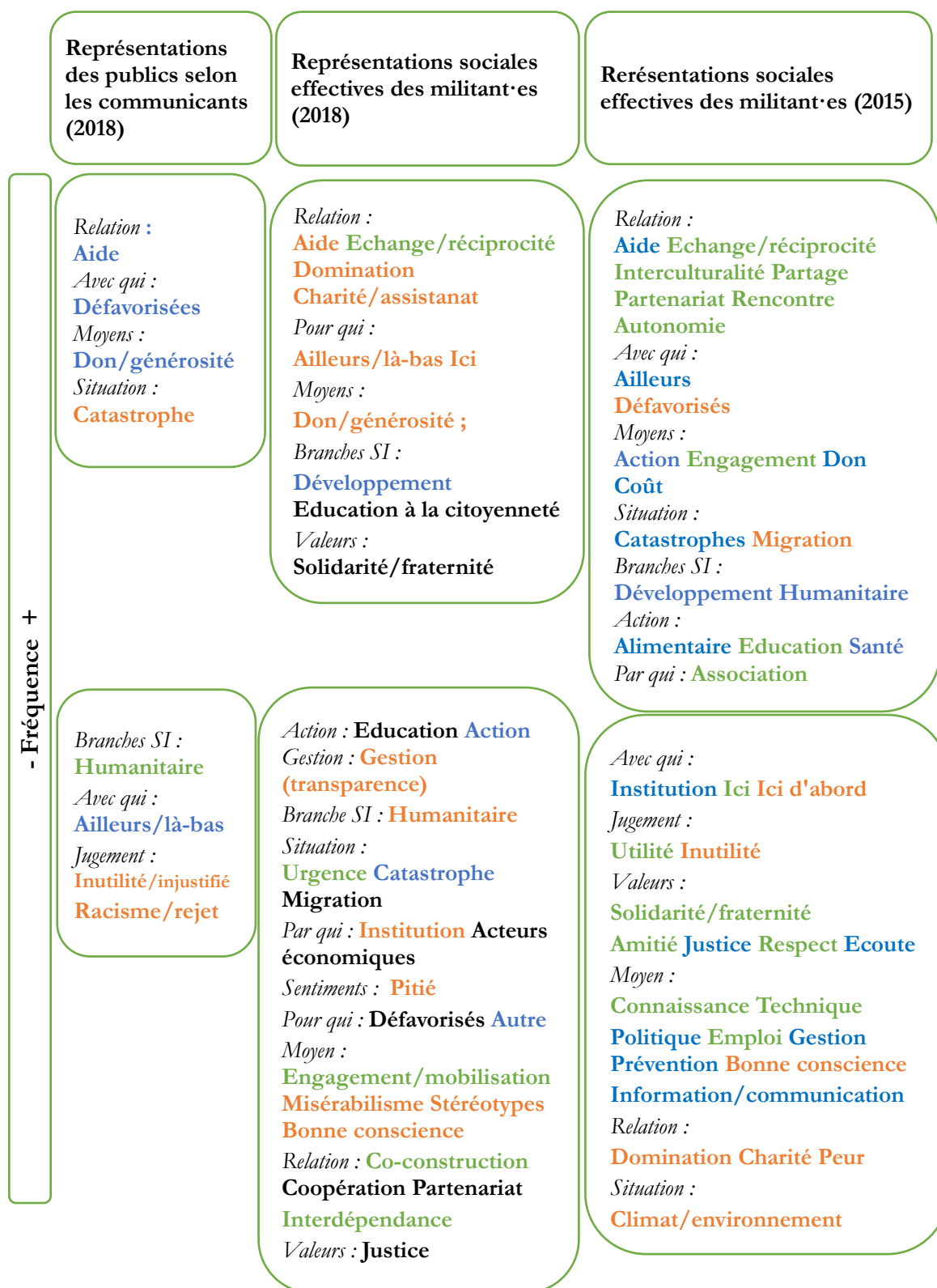


Figure 7 - Représentations attribuées aux publics par les communicant·es et représentations effectives des militant·es

1.1.2 Comparaison entre les contenus des représentations sociales des communicant·es et des citoyen·nes

Pour rappel, les études des représentations sociales des citoyen·nes ont été réalisées dans le cadre d'entretiens collectifs de réception. Par conséquent, ce sont des réseaux d'associations simplifiés qui leur ont été proposés ne permettant pas d'informer sur la polarité des termes employés. De plus, les citoyen·nes, au stade de l'étude des représentations, n'ont pas exprimé un éventuel travail de réflexivité.

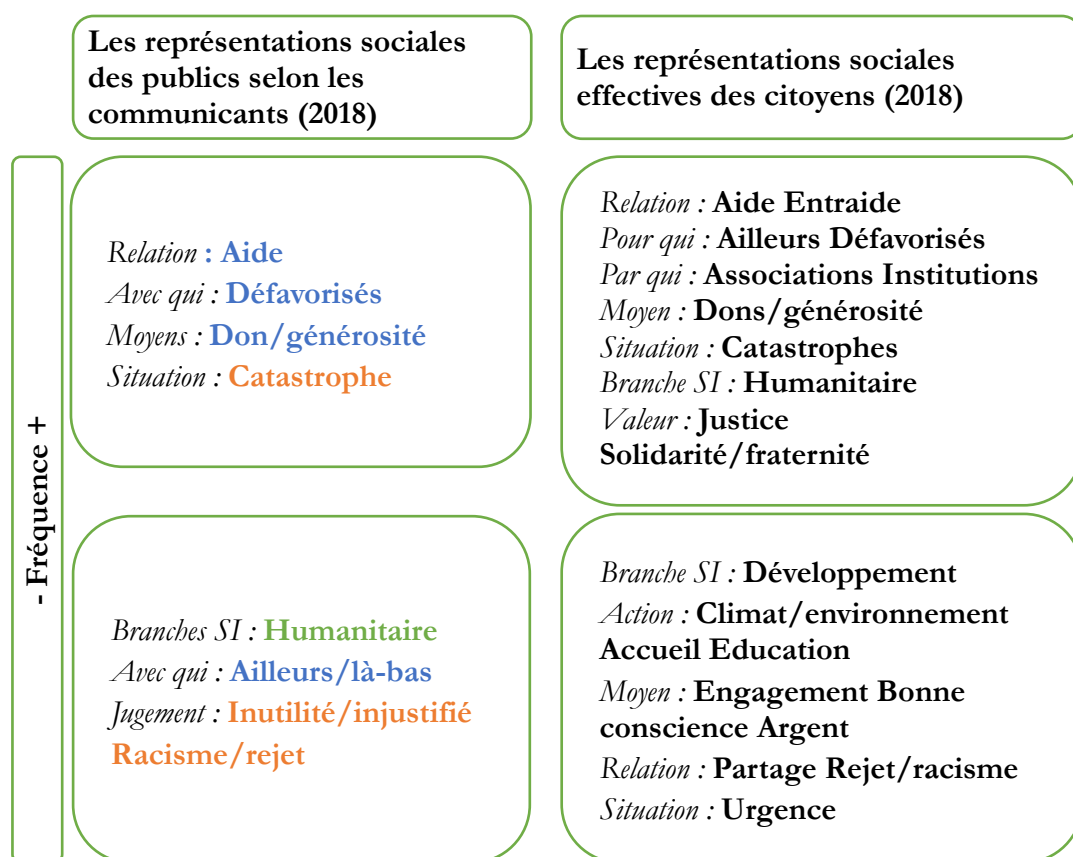


Figure 8 – Contenus des représentations sociales attribués aux publics par les communicant·es et contenus des représentations sociales des citoyen·nes

L'écart entre les représentations sociales attribuées au public par les communicant·es et les représentations sociales effectives est plus faible quand il s'agit de se focaliser sur les représentations des citoyen·nes plutôt que sur celles des militant·es. Qu'il s'agisse des représentations attribuées par les communicant·es ou des représentations effectives des citoyen·nes, la relation est axée sur l'aide. Ces derniers rajoutent néanmoins la notion d'entraide. La solidarité internationale concerne les personnes défavorisées, en situation de catastrophe, et prend la forme du don. Alors que les communicant·es n'en font pas mention, les citoyens évoquent pour qualifier la solidarité

internationale les valeurs de justice et de fraternité. Comme pour les militant·es, les représentations des citoyen·nes sont davantage plurielles que ce que pensent les communicant·es. En effet, elles ne sont ni exclusivement philanthropiques ni seulement réduites à l'humanitaire.

Le public auquel s'adressent les communicants des ASI n'est pas uniquement composé de citoyen·nes plus ou moins militant·es, il est aussi constitué de relais d'opinions qui contribuent à la construction et à la circulation des représentations sociales. Faire évoluer les représentations sociales demande, au préalable, d'avoir une représentation correcte des représentations sociales des relais d'opinion, or notre étude tend à prouver que ce n'est pas le cas.

1.1.3 Comparaison des contenus communicants et relais d'opinion (2015)

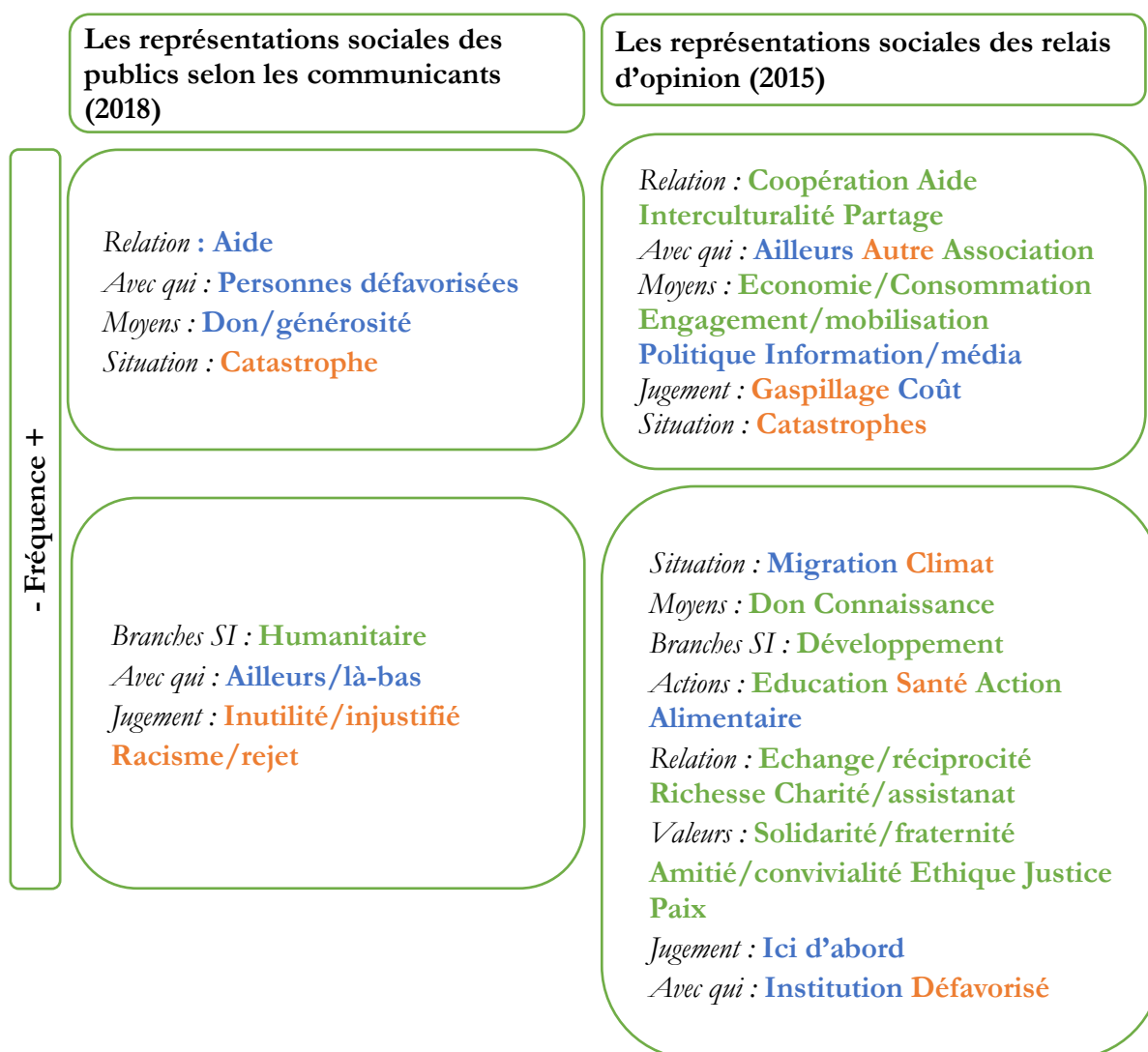


Figure 9 - Contenus des représentations sociales attribués aux publics par les communicant·es et contenus des représentations sociales des relais d'opinion

Ici, aussi, le tableau comparatif indique clairement que les représentations sociales attribuées sont beaucoup plus étroites que les représentations sociales effectives. Certes, l'aide et la lutte contre les catastrophes sont bien présentes dans les représentations sociales des relais d'opinion, mais ceux-ci ne réduisent pas la solidarité internationale à l'humanitaire. Par ailleurs, ils soulignent la dimension politique de la solidarité internationale (« *engagement* », « *mobilisation* »), ils mettent en avant des valeurs éthiques (« *justice* », « *paix* ») et, surtout, rappellent la dimension réciprocaire de la solidarité internationale (« *réciprocité* », « *solidarité* », « *échange* »).

Ainsi, les représentations sociales des communicants des **ASI** ne correspondent que très partiellement aux représentations effectives des militant·s et des relais d'opinion. Ce résultat n'est pas une surprise, puisque, justement, ces publics sont spécifiques. D'ailleurs, ces derniers interviennent, eux aussi, dans l'espace public et s'adressent au grand public, ce qui peut expliquer la pluralité de représentations sociales sur la solidarité internationale et les problèmes de réception des produits communicationnels des **ASI**. Quant au public non spécifique, les citoyen·nes, leurs représentations sociales sont, dans une moindre mesure, diversifiées. Même si, comme le pensent les communicants des **ASI**, la dimension philanthropique et humanitaire de la solidarité internationale domine les représentations sociales du public, ces dernières évoquent aussi la réciprocité et le développement. Cependant, il convient d'aller plus loin que ce constat d'un décalage entre les représentations sociales attribuées et les représentations sociales effectives. En effet, les contenus des représentations sociales ne suffisent pas à comprendre leur sens, il s'agit également de comparer leur structure.

1.2 Comparaison entre les structures des représentations sociales attribuées aux publics par les communicants et les représentations sociales effectives des publics

Afin de comparer les structures des représentations sociales des communicant·es attribuées aux publics et les structures des représentations sociales effectives des publics, j'ai recours aux études qui ont demandé l'usage des réseaux d'associations complexes. Cela concerne l'ensemble des entretiens auprès des communicant·es, mais, pour les publics, uniquement les entretiens individuels, c'est-à-dire ceux menés en 2015 auprès des militant·es et des relais d'opinion. Pour montrer le décalage entre la structure des représentations sociales des publics selon les communicant·es et la structure des représentations effectives des publics, je rends ici seulement compte des noyaux centraux. C'est en effet la comparaison des noyaux qui permet de différencier les représentations sociales (Abric, 2003a). La structure complète des représentations sociales de la solidarité internationale des communicants dans leur ensemble (selon eux et celles attribuées aux publics) et des publics figurent dans l'annexe 26.

Le schéma ci-dessous montre que le noyau central des représentations sociales des communicants attribuées au public appartient exclusivement au registre de la solidarité philanthropique : il est question d'aide, par la générosité du don à autrui, aux plus défavorisés en situation de catastrophe. C'est dans cet esprit que les sociologues Jean-Louis Laville et Philippe Chaniel²⁹⁷ définissent cette forme de solidarité « focalisée sur la "question de l'urgence" et la préservation de la paix sociale, elle se donne pour objet le soulagement des pauvres [...] » (Chaniel, Laville, 2002, p. 12). Pour autant, si cette approche de la solidarité correspond en partie au noyau central des représentations sociales effectives du public, ces dernières ne s'y limitent pas : « *partage* », « *interculturalité* », « *partenariat* », « *coopération* » font aussi partie des termes cités par les militants et par les relais d'opinion. Ils font partie du noyau central, mais sont de faible intensité réciprocaire. On reconnaît bien, en cohérence avec les apports de Serge Moscovici et la théorie du noyau central (J.-C. Abric, 2003), les racines historiques de la solidarité internationale identifiées dans le premier chapitre. Cette analyse structurale confirme donc l'analyse précédente : les communicants attribuent au public une représentation sociale beaucoup plus pauvre (centrée sur la philanthropie et l'humanitaire) que la représentation réelle de leur public.

²⁹⁷ Cf. chapitre I.

Relation : **Aide**
Avec qui : **Défavorisés**
Moyens : **Don**
Situation : **Catastrophe**

Figure 12 - Noyau central de la représentation sociale de la solidarité internationale des communicant·es, méthode « avec substitution » : « qu'évoque, selon vous, la solidarité internationale pour le grand public ? ».

Relation :
Aide Interculturalité
Partage Partenariat
Rencontre
Branches SI :
Développement
Actions : **Alimentaire**
Éducation

Figure 11 - Noyau central de la représentation sociale de la solidarité internationale des militant·es (2015), méthode « sans substitution » : « Que vous évoque la solidarité internationale ? »

Relation : **Aide**
Moyens : **Coût Don**
Avec qui : **Défavorisés**
Situation : **Migration**
Catastrophes
Branches SI : **Humanitaire**
Actions : **Alimentaire Santé**

Figure 14 - Noyau central de la représentation sociale de la solidarité internationale des militant·es (2015) méthode « avec substitution » : « Qu'évoque, selon vous, la solidarité internationale pour le grand public ? ».

Relation :
Coopération Aide
Interculturalité

Figure 10 - Noyau central de la représentation sociale de la solidarité internationale relais d'opinion (2015), méthode « sans substitution » : « Que vous évoque la solidarité internationale ? ».

Avec qui : **Ailleurs/là-bas Autre**
Jugement : **Coût**

Figure 13 - Noyau central de la représentation sociale de la solidarité internationale des relais d'opinion (2015) méthode « avec substitution » : « Qu'évoque, selon vous, la solidarité internationale pour le grand public ? ».

Les communicant·es des associations interrogé·es, je l'ai montré dans le chapitre IV, appartiennent à des branches différentes de la solidarité internationale. Pourtant, l'étude montre qu'ils et elles attribuent à leur public une représentation de la solidarité internationale centrée sur l'aide, alors même que les représentations sociales des publics sont bien plus complexes. Ce décalage semble plus obéir à un processus d'empathie erronée, qu'à une vraie distance entre les représentations des producteurs et des récepteurs. En effet, comme l'illustre l'annexe 26, l'écart réel entre les représentations effectives des uns et des autres est bien plus faible.

Conclusion de la première section

Ainsi, dans une approche communicationnelle qui est la mienne, la partie des représentations sociales dévoilée par substitution, est, dans le cas des communicant·es, la matérialisation de la manière d'appréhender le public auquel il s'adresse (1.1). Or, l'étude débouche

sur une des sources majeures d'incommunication que l'on peut facilement réduire : les représentations sociales des communicant·es attribuées aux publics sont uniquement philanthropiques, alors que les représentations sociales effectives sont bien plus ambivalentes. L'empathie dont font preuve les communicant·es les amène, en fin de compte, à caricaturer les représentations sociales des publics. On est bien dans l'incommunication, car comme l'illustre l'annexe 26, notre enquête montre que les représentations effectives des communicants et des publics sont très proches²⁹⁸.

Il convient maintenant de rendre compte des liens entre les représentations sociales et les produits communicationnels. Pour cela, dans la prochaine section, il s'agit de croiser les intentions communicationnelles des communicant·es et la réception de produits par les publics.

2. Les produits communicationnels : écarts entre les intentions de la production et la réception

Du fait d'une approche communicationnelle qui s'ancre dans l'idée de réception active formulée par René Jean Ravault (Ravault, 1984 ; 2016), dont les enquêtes de réception sur la solidarité internationale s'inspirent (Rodriguez, 2006), j'utilise le vocable de « *produit communicationnel* ». Celui-ci permet d'éclairer l'écart entre l'intention du producteur et l'interprétation du récepteur. Au contraire du message, vocable fréquemment utilisé, qui évoque l'idée d'une conservation du sens dans la transmission, ce qui n'est qu'une des possibilités mises en avant par Stuart Hall (Hall, 1994). Je vais donc, dans cette seconde section, étudier si les jugements des produits communicationnels opérés par les communicant·es et ceux proférés par les publics sont identiques (2.1). Puis, j'essaierai de percevoir si les objectifs communicationnels affichés par les communicants des **ASI** sont ou non atteints (2.2). Il s'agit, comme dans la première section, d'identifier et de mieux comprendre l'incommunication qui a cours dans le domaine de la solidarité internationale.

²⁹⁸ L'annexe 26 montre que les représentations sociales, en particulier dans les contenus, oscillent entre solidarité philanthropique et solidarité réciprocaire, en particulier pour les communicant·es et les militant·es. D'ailleurs, communicant·es et militant·es semblent adhérer aux mêmes représentations solidaires (plutôt que caritatives). L'étude des structures des représentations sociales montre néanmoins une prévalence philanthropique dès les noyaux centraux, mais qui semblent s'ouvrir à une dimension plus réciprocaire dans le système périphérique. Cette tendance est partagée par tous les groupes, montrant une proximité dans les représentations sociales effectives.

2.1 Les écarts de jugements entre la production et la réception

Les jugements très tranchés (le produit communicationnel le meilleur versus le produit communicationnel le plus raté) des professionnels de la communication sont-ils partagés par les publics ? Il semble que non, au vu, en tout cas, du tableau ci-dessous qui reprend les points de vue, positifs ou négatifs, des communicant·es concernant les produits communicationnels soumis à la réception (chapitre IV), en les comparant à ceux des publics militants et citoyens (chapitre V). L'ensemble des produits dont il est question sont décrits dans les chapitres IV et V et figurent dans l'annexe 23. Des décalages assez nets émergent entre production et réception : un support considéré positivement par les communicant·es l'est négativement par les publics (**CCFD A**). À l'inverse, deux supports perçus négativement par les communicants le sont positivement par les publics (**RITIMO B**, **HI B**). L'écart entre représentations sociales attribuées et représentations effectives est sans doute l'une des causes de cette incommunication majeure. Par ailleurs, la méthodologie d'enquête en réception (l'entretien collectif) ne conduit pas à une polarité aussi tranchée que notre méthodologie de constitution de corpus (demander le pire et le meilleur). Il est donc prévisible de trouver une part importante (12 sur 18) de produits communicationnels avec une polarité intermédiaire (0, 0+, 0-), plus nuancée que le jugement (positif ou négatif) des communicants. Finalement, communicant·es et publics attribuent exactement la même polarité à quatre produits communicationnels sur dix-huit : deux accords portent sur l'inadéquation de trois produits (**SC B**, **CRID B**) et deux sur la bonne qualité du produit communicationnel (**RITIMO A**, **CFSI A**). Au total, notre étude indique avec netteté un décalage entre norme professionnelle et perception par le public : seuls trois produits communicationnels diffusés dans l'espace public sur dix-huit sont jugés pertinents à la fois par les communicant·es et par le public.

Branche	Produit association	Jugement production	Jugement militants	Jugement citoyens	Moyenne publics	Produit association	Jugement production	Jugement militants	Jugement citoyens	Moyenne publics
H U M A	ACF B	-	-	0	0-	ACF A	+	-	0+	0-
	MSF B	-	0+	0-	0	MSF A	+	-	0+	0-
	HI B	-	0+	+	+	HI A	+	+	0	0+
D E V	CCFD B	-	0-	ND	0-	CCFD A	+	-	-	-
	SP B	-	0	-	0-	SP A	+	-	+	0
	SC B	-	-	-	-	SC A	+	0	0	0
E C S I	RITIMO B	-	+	+	+	RITIMO A	+	+	+	+
	CFSI B	-	0+	0	0	CFSI A	+	+	+	+
	CRID B	-	-	-	-	CRID A	+	+	0	0+

Tableau 33 - Les jugements des produits communicationnels par les communicants et par les publics

Cet état des lieux rappelé, je vais maintenant affiner l'analyse en qualifiant les jugements portés. Tout d'abord, en montrant, une faible convergence entre les points de vue des communicant·es et des publics pour les produits considérés négativement. En effet, le tableau suivant montre qu'il y a concordance entre les avis critiques de la réception et les jugements de la production pour cinq produits communicationnels : trois sont jugés de la même manière (très négativement), deux sont jugés un peu moins négativement par les publics interrogés.

		Production		Réception	
Polarité	Produit	Jugement	Commentaire	Jugement	Commentaire
Accord négatif	SC B « pour aider les pauvres »	-	<i>Ressemble à pôle emploi</i>	-	Affiche type administration, message contradictoire. Action réduite au don pour avoir bonne conscience
	CRID B « Droits à l'essentiel 2014 »	-	Peu claire	-	Incomprise, pas d'explication.
Convergence négative	ACF B « Prof La Mort »	-	<i>Grossier et caricatural. Dénote un manque de maturité de l'association. Cette technique qui consiste à prêcher le faux c'est prendre les gens pour des cons</i> ACF n'est pas dans son rôle de médiateur, on doit dire ce qui est en jeu, ressentir et accompagner	0 -	De l'incompréhension au rejet total. Ne donne pas envie d'agir. Jugé grossier et déplacé. Contradictoire avec l'idée de solidarité du fait d'une mort présentée de façon occidentalisée et assurant la pérennité d' ACF . À plu à un seul groupe citoyen ²⁹⁹ : celle qui interpelle le plus. La mission d' ACF est de faire reculer la mort
	CCFD B « Tout le monde peut faire un geste »	-	<i>Simpliste</i> <i>Assistanat</i>	0 -	Entretient les stéréotypes, misérabiliste, joue sur la bonne conscience. Elle ne donne pas envie d'agir.
	SP B « Merci »	-	<i>On ne voit pas le lien, on dirait que les gens en difficulté disent merci, mais ils n'ont pas à dire merci !</i>	-	De l'incompréhension au rejet, joue sur la bonne conscience. Contradictoire avec l'idée de solidarité « être gentil avec son portable, sans regarder les gens dans les yeux ». À plu à un groupe militant : montre la simplicité du don

Tableau 34 – Polarité négative de la production et critiques négatives de la réception

²⁹⁹ Malgré un jugement positif, le jugement final reste négatif du fait des points de vue extrêmement négatifs des autres groupes.

Pour les deux produits communicationnels jugés très négativement, les points de vue exprimés par les communicant·es et les publics sont proches (incompréhensibles). On note juste un écart dans la justification du jugement pour l’affiche du secours catholique où la critique professionnelle porte essentiellement sur l’absence d’identification claire, alors que la critique du public porte aussi sur le fait que l’affiche incite uniquement à donner. Pour les trois produits communicationnels jugés un peu moins négativement par le public que par les communicants, la différence d’appréciation porte sur l’incitation à l’action (**CCFD B**), la clarté du message (**SP B**) et la dimension simpliste (**ACF B**). En effet, pour la communicante, le mailing du **CCFD** pousse à l’assistantat alors que pour le public il n’invite pas à agir. De même pour la communicante du secours populaire la vidéo d’appel aux dons n’est pas claire, alors que pour un groupe du public elle évoque, au contraire, la simplicité du don. Au final, si les communicant·es et les publics partagent le même jugement négatif sur cinq produits communicationnels sur neuf, la convergence des justifications n’est, en réalité, identique que pour un seul produit (**CRID B**).

Retrouve-t-on le même résultat pour les jugements positifs ? La réponse est oui : la convergence de jugement s’accompagne d’une divergence sur la justification de ce jugement :

Branche	Produit	Production		Réception	
		Jugement	Commentaire	Jugement	Commentaire
Accord jugement négatif	RITIMO A « Une délinquante »	+	Le contenu <i>questionne sur les façons de penser, on n’est pas sur un prêt à penser</i>	+	Lutte contre les stéréotypes et les préjugés. Elle fait réfléchir et donne envie d’agir. Elle est jugée potentiellement culpabilisante par un groupe
	CFSI A « Exploitations laitières »	+	<i>On ne prend pas les donateurs pour des cons, on est dans la complexité. On fait le lien entre les conditions de vie ici et là-bas, c’est la même chose au final.</i>	+	Fait réfléchir et permet d’apprendre des choses. Elle donne envie d’agir. Un groupe le juge quelque peu moralisateur.
Convergence négative	HI A « Prix Nobel »	+	A été efficace <i>en termes de mobilisation et de collecte. Correspond au territoire de marque de HI et il y a une promesse, quelque chose de tangible</i>	0 +	Informative, intelligente, approche politique. Donne envie de soutenir la cause. À déplu à un groupe citoyen : trop de texte
	CRID A « Droits à l’essentiel 2015 »	+	<i>Bien plus claire</i>	0 +	Pertinente avec l’idée de solidarité, mais reste peu comprise

Tableau 35 - Polarité positive pour la production et critiques positives de la réception

Comme l'illustre le tableau précédent, pour les deux produits communicationnels jugés de la même manière (très positivement) par la production et la réception, on note à la fois une même perception de part et d'autre (invitation à dépasser le prêt-à-penser, ce qui est l'identité même de l'**ECSI** cf. chapitre IV), mais aussi des nuances de la part du public qui juge parfois ces produits culpabilisants (**RITIMO A**) ou moralisateurs (**CFSI A**). Pour les deux autres produits communicationnels où le jugement des publics est plus nuancé que celui des communicant·es, on note aussi des divergences dans les arguments avancés. Pour **HI**, si le document proposé est considéré positif par le communicant, c'est parce qu'il est en phase avec la marque de l'**ASI** - les mines antipersonnels - et que l'enjeu est tangible. Pour les récepteurs, il a plu de par son caractère informatif et politique : il est question de changer la loi. Pour le **CRID**, l'affiche proposée est jugée claire par le communicant, mais pour les récepteurs, c'est surtout qu'elle semble bien refléter le vivre-ensemble et l'idée de solidarité internationale. En revanche l'action menée est loin d'être claire. Ainsi, des producteur·rices et récepteur·rices s'entendent pour dire que les produits communicationnels considérés comme positifs sont ceux qui sont cohérents avec la mission de l'association dont ils émanent, font réfléchir, sont clairs sans être simplistes et ont un impact sur la façon d'appréhender une situation ou sur la loi.

Le tableau suivant, porte au contraire des deux précédents, sur les désaccords nets entre les professionnel·les des **ASI** et le public étudié.

	Produit	Production		Réception	
		Jugement	Commentaire	Jugement	Commentaire
Désaccords	HI B « 600 000 victimes »	-	<i>Abscons et peu tangible, pas d'opérationnalisation, pas de promesse, ne touche pas l'émotion donc pas d'impact pour la collecte. Pour les gens il n'y a pas eu d'écho</i>	+	Interpelle, questionne les stéréotypes, touche, mais peut aussi avoir un côté cliché selon un groupe militant. De plus, il est difficile de savoir comment agir. Elle est marquante, mais manque d'explications pour des citoyen·nes.
	RITIMO B « Climat »	-	<i>Pas innovant : « On n'a pas su faire la différence, les écrivains ne l'ont pas favorisé »</i>	+	Génère du débat, liberté d'action du récepteur, fait réfléchir, interpelle, visibilise un problème, donne envie d'agir... mais aussi bateau et peu impliquant (un groupe militant)
	CCFD A « Tu mangeras quand tu seras compétitif »	+	<i>Elle est vraiment engagée. On ne fait pas d'assistanat, on a un rôle politique</i>	-	Incomprise, contradictoire dans le message et avec la solidarité (<i>soit développé comme nous</i>), cliché (<i>garçon noir maigre</i>), culpabilisant
Divergences	MSF A « L'injuste prix »	+	<i>Accès aux médicaments, baisser les prix, faire honte MSF s'empare d'un sujet et fait parler un sujet</i>	0 -	Culpabilisant et incompris. Les groupes citoyens sont plus modérés : il est jugé touchant voire choquant. Sort des contenus habituels où on parle d'un malheur en Afrique
	ACF A « Léïla »	+	<i>Expose la misère pour être vrai On mise sur l'endettement et la culpabilité, mais ça marche en collecte de fonds</i>	0 -	<i>Cliché du don miraculeux, déresponsabilisant (je donne [...] pour me laver de mes péchés), misérabiliste et entretient les stéréotypes, manipulateur etc mais aussi marquante. Pour des citoyen·nes, le problème de la faim est rendu visible</i>

Tableau 36 – Contradiction jugement production et critiques réception

Deux produits communicationnels jugés négativement par les communicant·es des **ASI** sont considérés positifs par la réception (**HI B**, **RITIMO B**). Pour le communicant d'**HI**, l'affiche proposée (B) est jugée abstraite et pas suffisamment émotionnelle, ce qui a été un frein à la collecte. Pour la réception, au contraire, le contenu est touchant. En plus de cela, il interpelle et questionne les stéréotypes (bien qu'un groupe pense aussi qu'il est cliché). En revanche, conformément au point de vue du communicant, il est difficile pour la réception de savoir comment agir. Concernant maintenant le document de **RITIMO**, il est négativement jugé par la production en raison d'un manque d'innovation. En effet, la réception considère le contenu bateau, mais avant tout, il génère du débat et respecte la liberté de la réception. Cette opposition des jugements entre professionnel·les et profanes se retrouve également dans un produit jugé très positivement par le communicant du **CCFD**, alors qu'il n'est pas du tout compris par les publics interrogés, qui du

coup, le jugent négativement. À ces jugements totalement opposés sur trois produits communicationnels, s'ajoutent deux divergences profondes sur les produits jugés positivement par les communicants interrogés, alors qu'ils sont peu appréciés par le public. Alors que la vidéo sur les médicaments « *l'injuste prix* » est appréciée par la communicant·e du fait du rôle politique mis en avant, les militant·es sont plus réservées : la vidéo est estimée culpabilisante et n'est que peu comprise. Pour les citoyen·nes, elle est malgré tout touchante et sort des représentations habituellement utilisées par les **ONG** : les problèmes en Afrique. De la même façon, l'affiche Leila d'**ACF** (A) est jugée du côté professionnel comme efficace, alors que les publics sont plus partagés : elle est davantage problématique pour les militant·es que pour les citoyen·nes : on retrouve le cliché du don comme solution et la bonne conscience générée par ce dernier. Surtout elle entretiendrait les stéréotypes de « *la pauvre Afrique* ». Les militant·es en particulier ont l'impression qu'on essaie de les manipuler. Reste que le produit communicationnel a le mérite d'être marquant et de rendre visible un problème, notamment pour les citoyen·nes. Au total, le jugement professionnel et le jugement profane sont très différents pour près d'un tiers (5/18) des produits communicationnels proposés. Si on ajoute à cela les écarts d'appréciation du tableau suivant, on ne peut, comme je le ferai plus tard, que s'interroger sur la pertinence des normes professionnelles qui conduisent à un jugement si peu congruent avec celui des publics auxquels sont pourtant destinés les produits communicationnels.

Le tableau, ci-dessous, présente l'écart entre les jugements tranchés des communicants et l'ambivalence des publics. Méthodologiquement, il est normal que le jugement de la production soit tranché³⁰⁰. De même, en invitant le public, via la verbalisation collective, à une analyse réflexive de la réception, il est attendu que des critiques nuancées et contradictoires ressortent. Néanmoins, ce qui est intéressant, c'est de comparer le commentaire de la production et celui de la réception, car on note, encore une fois, des divergences fortes.

³⁰⁰ Du fait de la méthodologie de constitution du corpus, invitant chaque communicant·e à nommer sa production préférée et celle qu'il apprécie le moins

Produit	Production		Réception	
	Jugement	Commentaire	Jugement	Commentaire
SP A « <i>Mondialisons la solidarité</i> »	+	Le message qui dit tout : <i>Mondialiser la solidarité</i>	0	Action réduite au don, incompris. Pour les citoyen·nes : il donne envie d'agir, est positivement émouvant (pas de misère exposée), clair et esthétique
SC A « <i>Sortons d'un climat de pauvreté</i> »	+	Fait émerger l'association sur les questions climatiques	0	Génère de l'impuissance, message contradictoire (on ne peut appeler à sortir de la pauvreté). Il interpelle (groupe militant) et apporte du contenu (groupe citoyen)
CFSI B « <i>Nouveau maraîchage au Sénégal</i> »	-	« <i>Il est long, il n'y a pas d'intention, la forme est mauvaise. Il n'y a pas de relation entre ici et là-bas. On ne parle pas de ce qui est innovant.</i> »	0	Pertinent, valorise le récepteur, la population mise en scène est actrice, concret, mais aussi cliché (<i>encore les petits noirs qui crèvent de faim</i>) pour un groupe militant et n'interpelle pas et n'est pas compris pour un groupe citoyen

Tableau 37 – Jugement tranché de la production et critiques ambivalentes de la production

Pour la communicante du Secours populaire, son choix d'affiche repose, outre l'esthétisme, sur le sens porté par le message principal « *mondialisons la solidarité* », largement repris, selon elle, dans le milieu de la solidarité internationale et en particulier altermondialiste³⁰¹. Pourtant, ce n'est pas ce message que les publics perçoivent de prime abord, mais l'appel au don auquel les possibilités d'action sont réduites. Le message économique « *aidez-nous financièrement* » semble prendre le dessus sur le message politique « *mondialisons la solidarité* » et nuit à la bonne appréciation du produit communicationnel par les publics. Les citoyen·nes apprécient néanmoins l'émotion positive et le non-misérabilisme de l'affiche qui leur donne envie d'agir. Le visuel du Secours catholique, pour la communicante, permet de faire émerger l'association sur les questions climatiques par le jeu de mots « *sortons d'un climat de pauvreté* ». Si ce dernier interpelle les publics, il génère aussi de l'impuissance : comment agir ? D'autre part, des militant·es sont gênés par l'injonction à sortir de la pauvreté qui résonne comme un choix individuel. Le jugement négatif que porte la communicante du **CFSI** sur la forme (mauvaise) et le fond (pas de relation, pas d'innovation) n'est pas partagé par les publics. Ces derniers peuvent, certes, la rejeter pour un problème de forme (son

³⁰¹ Salamand Bernard, 2017. Pour une mondialisation de la solidarité. In : Revue Projet [en ligne]. 2017. [Consulté le 16 mai 2017]. Disponible à l'adresse : http://www.revue-projet.com/articles/2017-05_salamand_pour-une-mondialisation-de-la-solidarite/.

manque de clarté), mais les arguments utilisés pour (valorisation de la population, mise en scène concrète) ou contre (utilisation de clichés) différent totalement de ceux utilisés par la production.

Jusqu'ici notre analyse des écarts entre production et réception s'est faite sans tenir compte des branches de la solidarité internationale. Or une analyse par branche (illustrée par les tableaux suivants) montre trois choses.

Branche	Produit association	Jugement production	Moyenne publics
H U M A	ACF B	-	-
	HI A	+	0+
D E V	CCFD B	-	0-
	SP B	-	0-
	SC B	-	-
E C S I	RITIMO A	+	+
	CFSI A	+	+
	CRID B	-	-
	CRID A	+	0+

Tableau 39 - Récapitulatif des convergences par branche

Branche	Produit association	Jugement production	Moyenne publics
H U M A	ACF A	+	0-
	MSF A	+	0-
	HI B	-	+
D E V	CCFD A	+	-
E C S I	RITIMO B	-	+

Tableau 38 - Récapitulatif des divergences par branche

Premièrement, les produits communicationnels les plus appréciés sont ceux de l'ECSI. Or, ces organisations sont celles qui ont le plus petit budget consacré à la communication (cf. chapitre IV). La pertinence du produit n'est donc pas fonction de la somme engagée par la production. Deuxièmement, la branche où il y a le plus de divergences entre réception et production est l'humanitaire (trois produits sur cinq). Cette divergence montre l'utilité pour ce type de structure à procéder à des études en réception avant de lancer dans l'espace public leurs produits communicationnels. Troisièmement, la branche qui se trompe le moins sur la non-pertinence de ces produits communicationnels est le développement. Les trois produits jugés négativement par les professionnels le sont aussi par le public. Ces trois constats suggèrent deux choses. D'une part, la nécessité de mener, beaucoup plus systématiquement des études en réception avant de diffuser

des produits communicationnels dans l'espace public. D'autre part, que les problèmes de communication ne sont pas forcément identiques d'une branche à l'autre. En effet, l'**ECSI** doit trouver les moyens d'élargir le public destinataire. Quant aux **ASI** de l'humanitaire et du développement qui, elles, accèdent à ce public, elles doivent veiller à proposer des produits communicationnels plus en phase avec les représentations sociales des publics. Pour ces publics, la dimension réciprocaire est un élément important de l'appréciation critique portée sur la communication des **ASI**.

Au final, l'étude de l'écart entre jugement professionnel et appréciation profane permet de dresser trois constats. Premièrement, les produits communicationnels de l'**ECSI** semblent mieux appréciés que ceux des autres branches, en raison, d'une part, d'un message plus accès sur le projet politique (agir pour la solidarité internationale) que sur les moyens économiques (dons financiers) et, d'autre part, d'une vision réciprocaire de la solidarité internationale qui est aussi présente dans les représentations sociales du public (cf. chapitre V). Deuxièmement, les produits communicationnels jugés positivement, à la fois par la production et la réception, sont ceux qui sont clairs tout en montrant la complexité d'une situation, qui font réfléchir et qui sont perçus comme cohérents tant dans leur message qu'avec la solidarité internationale, en tentant d'avoir un impact sur la façon d'appréhender une situation ou sur la loi. À l'inverse, les produits considérés comme négatifs, à la fois par les communicant·es et les publics, sont ceux qui sont simplistes, peu clairs et dans la contradiction aussi bien dans les messages qu'avec la mission de solidarité internationale. Troisièmement, les jugements contradictoires entre production et réception concernent des produits communicationnels qualifiés de simples et vrais par les communicant·s, mais qui sont jugés par la réception manipulatoire, limitant l'action au don et générant de la bonne conscience. Cette différence d'appréciation concerne aussi des produits communicationnels considérés comme politiques, mais qui sont perçus par les publics comme culpabilisants et entretenant des stéréotypes. Ainsi, l'intention politique des produits communicationnels, même si cela semble être cohérent avec les attentes des publics, ne suffit pas à leur bonne appréciation comme le montrent les réactions face aux produits communicationnels de **MSF** (A) et du **CCFD** (B).

Il convient maintenant de qualifier davantage ces décalages en répondant plus précisément aux deux questions suivantes : les produits communicationnels semblent-ils permettre d'atteindre les objectifs communicationnels ? Semblent-ils cohérents avec les aspirations sociales des **ASI** ?

2.2 La **CSI** ne semble pas toujours servir les aspirations sociales de la solidarité internationale ni atteindre les objectifs communicationnels

Dans le point précédent, j'ai pu constater que le jugement des professionnels sur leurs productions communicationnelles et celui des publics ne correspondaient pas. Cette divergence n'est pas totale, mais elle est profonde puisque, même en cas de convergence dans le jugement, les appréciations conduisant à ces jugements sont différentes. Je vais donc montrer maintenant, si au-delà des jugements, les intentions communicationnelles de la production sont perçues par la réception. Est-ce que les aspirations sociales à une solidarité plus réciprocaire qui ont conduit les associations à adopter le vocable de « *solidarité internationale* » sont perçues par le public interrogé ? Les objectifs communicationnels spécifiques (collecte de dons, mobilisation, etc.) sont-ils atteints ? Que pensent, au final, les personnes interrogées de la communication de solidarité internationale ? Un premier paragraphe s'efforce de répondre à ces questions et met en lumière le décalage important entre intention et interprétation des produits communicationnels, ce qui me conduit, dans un second paragraphe, à interroger les causes de cette incommunication.

2.2.1 La communication de solidarité internationale par le prisme des produits communicationnels diffusés

Au regard de la réception, les produits communicationnels semblent être en contradiction avec les aspirations sociales affichées des **ASI**. Ces dernières portent un rapport à l'autre s'éloignant du caritatif ou de la philanthropie (cf. chapitre I) et se dirigent davantage vers un agir ensemble. Pourtant, loin de ces aspirations réciprocaires, les associations humanitaires relèvent bien du sauvetage et de la réponse aux besoins vitaux des populations. Cette ambivalence se matérialise dans les représentations sociales des communicantes de cette branche de la solidarité internationale : entre aide et transformation de situations. Qu'en est-il des produits communicationnels humanitaires ? Parmi les six supports soumis à la réception, un est explicitement estimé contradictoire avec l'idée de solidarité (**ACF B**) un est perçu comme entretenant des stéréotypes négatifs (**ACF A**) et deux sont considérés comme culpabilisants (**MSF A** et **B**). Ces perceptions du public interrogé semblent contradictoires avec la construction de relations égalitaires propre à la solidarité internationale, d'une part, et au soin d'autrui propre à l'humanitaire, d'autre part. En revanche, deux produits communicationnels humanitaires semblent plus en adéquation avec la solidarité internationale, avec l'idée de transformation sociale (de la loi pour **HI A** et des stéréotypes pour **HI B**). Néanmoins, les produits communicationnels tels que perçus par les publics paraissent

pour la plupart en inadéquation avec les aspirations sociales. Quant aux associations de développement, leurs aspirations sociales semblent converger avec la solidarité internationale puisqu'elles sont de l'ordre de relations partenariales, pour la construction d'une société plus juste. Pourtant, les produits communicationnels, tels que perçus par les publics, sont considérés comme entretenant des stéréotypes (**CCFD A et B**), contradictoires avec la solidarité pour trois d'entre eux (**SP B, CCFD A, SC A**), réduisant l'action au don « *bonne conscience* » pour deux supports (**SP A, SC B**). Aucun des produits communicationnels des associations de développement ne semble donc servir les aspirations sociales des **ASI**. Pour finir, les associations d'**ECSI** aspirent à une solidarité internationale reposant sur le partenariat et la réciprocité. Que comprennent les publics des produits communicationnels proposés ? Trois supports sont considérés comme pertinents avec l'idée de solidarité internationale (**CRID A**) en montrant le rôle moteur des populations (**CFSI B**) ou luttant contre les stéréotypes négatifs (**RITIMO A**). Cependant, un support du **CFSI** est aussi jugé comme entretenant des clichés (**CFSI B**). Les trois autres produits communicationnels ne font pas l'objet de commentaires quant à la cohérence avec les aspirations sociales portées par les **ASI**. Au final ce sont donc des produits communicationnels des associations d'**ECSI** qui paraissent, aux yeux des publics, les plus pertinents avec les aspirations sociales portées par les **ASI** et véhiculées par l'expression même de solidarité internationale. Pourtant les représentations sociales des mêmes publics, comme je l'ai montré dans le chapitre V, se situent entre philanthropie et réciprocité. Cela montre bien qu'ils semblent adhérer davantage à la seconde approche, contrairement à ce que s'imaginent pourtant les communicant·es.

Alors que la plupart des produits communicationnels semblent être contradictoires avec l'idée de solidarité internationale, ces produits ne semblent pas non plus atteindre les objectifs spécifiques fixés par la production. Les objectifs définis par les communicant·es sont pour neuf produits communicationnels la collecte de dons (**ACF, CCFD B, SC B, SP, CFSI, HI B**), pour trois autres la mobilisation humaine (**HI A, CRID A et B**), pour trois suivants l'interpellation du public (**MSF A et B, SC A**), la notoriété pour deux autres (**CCFD A, SP A**) et enfin l'information et la sensibilisation (**RITIMO A et B**). Concernant les produits communicationnels visant à générer du don, la vérification de l'atteinte de l'objectif repose sur les dires des communicant·es et sur les intentions d'action des récepteur·rices. Pour le communicant d'**HI**, la campagne « *600 000 victimes* » n'a pas été satisfaisante en termes de collecte. La raison de cet échec est attribuée à un manque de concret et d'émotion. Or, si effectivement les publics ne savent pas comment agir, l'affiche plaît, car elle interpelle, questionne les stéréotypes et, contrairement au point de vue du communicant, elle touche émotionnellement. Un autre produit communicationnel visant la collecte de fonds n'est pas perçu ainsi par les publics (**CFSI A**). Il est jugé positivement par les publics parce

qu'il incite à la réflexion et permet d'apprendre des choses. Les autres produits communicationnels perçus comme supports à la collecte sont considérés plus négativement puisque l'action solidaire est réduite au don, c'est-à-dire à une action philanthropique. Ils tendent à ne pas donner envie d'agir. Un produit communicationnel « *Leila, 100 francs après* » aurait permis, selon le communicant d'**ACF**, une collecte satisfaisante³⁰². La campagne a aussi été citée par la directrice communication de **MSF** comme bon exemple. Pour les deux communicant·es, elle montre la simplicité des questions de malnutrition et dit la vérité. Elle met mal à l'aise et culpabilise selon le directeur communication d'**ACF**, mais, selon lui, c'est ce qui permet une collecte efficace. Du point de vue de la réception, les groupes n'évoquent pourtant pas la culpabilité. Pour les militant·es, l'affiche est estimée simpliste et clichée. Ils ont l'impression que l'**ASI** essaie de les manipuler. Moins heurté·es, les citoyen·nes regrettent que l'aide soit réduite à un don, sans explication. Il est à préciser que cette campagne date de 1995. À l'époque elle avait déjà fait polémique (presse, **ASI**), mais aurait plu aux donateurs. Les réactions de rejet laissent sceptique quant à la possibilité, aujourd'hui, de la pertinence d'un tel produit communicationnel pour collecter des fonds. Quant aux trois produits communicationnels ayant pour objectif de mobiliser des publics pour un événement ou une cause, une seule semble être jugée plutôt adéquate par les publics (**HI A**). L'interpellation des publics souhaitée par **MSF** (A et B) et le Secours catholique (A) semblent être un objectif atteint. Cela est à relativiser puisque les récepteur·rices sont dans une situation où leur attention est captée. Concernant maintenant l'enjeu de notoriété (**CCFD A**, **SC A**), les réactions des publics montrent que s'il y a notoriété, elle sera difficilement positive. Jusque-là, les objectifs communicationnels ne sont majoritairement pas atteints. Les produits communicationnels de **RITIMO** semblent bien en revanche, être cohérents avec l'enjeu informationnel et de sensibilisation. Plus que cela, ils semblent, pour les publics, générer du débat et faire réfléchir.

Lorsque les publics montent en généralité concernant la communication de solidarité internationale, c'est-à-dire qu'ils vont au-delà des produits communicationnels, ils tendent à considérer que la communication des associations de solidarité internationale est clichée, misérabiliste caritative et culpabilisante. Elle devrait sortir du schéma de domination Nord-Sud comme le résume Maïna (EM3) « *Depuis le temps qu'il y a ce fossé Nord Sud, au lieu de le combler on le creuse. Ces campagnes elles devraient faire l'inverse, en faisant notre bonne action en aidant on reste dans ces deux identités. On reste dans le même schéma* » ou Juliette (EC 5) : *c'est compliqué parce qu'après on a par exemple pour l'Afrique une image très négative : que des gens qui souffrent de la famine, illettrés... je ne pense pas que ça va*

³⁰² Il faudrait néanmoins pouvoir comparer les coûts de cette campagne à la collecte effective. Chiffres que je n'ai pas pu obtenir.

*aider la cause de montrer que l'aspect hyper négatif et trash... on voit que d'un biais : on est un pays riche il faut aider tel ou tel pays, mais c'est dommage, car eux aussi ont quelque chose à nous apprendre. Ainsi, pour cette dernière « des décalages entre ce qu'on a l'habitude de voir ou ce qu'on pense et les images montrées permettent de faire réagir ». Un manque de confiance est aussi perceptible, notamment de la part des citoyen·nes. Pour Dominique (EC3) : *À la limite t'as ton porte-monnaie avec suffisamment d'argent bah j'aimerais autant moi aller dans le pays et leur donner directement... [...]* ». Pour Alexandre (EC4) : *« le fait qu'il y ait plein d'ONG, on dirait même qu'ils se font une guerre entre ONG, au lieu de s'entre-aider. Ils soignent juste leur propre image on dirait [...]. On sert juste à donner de l'argent »*. L'appel aux dons s'avère souvent rejeté. Quatre groupes considèrent d'ailleurs que les citoyen·nes feraient mieux d'agir directement sur le terrain auprès des populations en difficulté. Ainsi, la simplification qui est de mise dans la communication en particulier humanitaire présente un effet pervers : si c'est si simple autant agir nous-mêmes, les **ONG** ne sont pas indispensables. Depuis une dizaine d'années, de nombreuses campagnes sont d'ailleurs faites contre le volontourisme (tourisme humanitaire)³⁰³ montrant que des compétences spécifiques sont nécessaires et que tout le monde ne peut s'improviser humanitaire.*

2.2.2 La mise à mal de croyances de la production concernant la communication de solidarité internationale

Les études de réception confirment que les militantes et citoyennes n'adhèrent pas nécessairement à leurs propres représentations philanthropiques de la solidarité internationale. L'erreur des communicant·es semble donc être double : ils attribuent des représentations sociales exclusivement philanthropiques aux publics alors que celles-ci sont aussi complexes que les leurs. De plus, ils paraissent communiquer en fonction de ces représentations sociales pour atteindre leurs objectifs communicationnels, alors que le public interrogé est souvent critique vis-à-vis d'une solidarité caritative dans les deux sens du terme : dans sa réduction au don et dans sa réduction des relations Nord-Sud à un assistantat. Comme je l'ai montré, dans le chapitre IV, la communication semble être appréhendée par la majorité des **ASI** étudiées, en particulier humanitaires et de développement, comme un moyen de persuasion pour l'engagement grâce à la simplification et au

³⁰³ Par exemple :

- Rousseau Noémie, 2016. *Tourisme humanitaire : la vraie fausse pitié*. In : Libération.fr [en ligne]. 15 août 2016. [Consulté le 19 janvier 2018]. Disponible à l'adresse : http://www.liberation.fr/pla-nete/2016/08/15/tourisme-humanitaire-la-vraie-fausse-pitie_1472579.
- Solidarités International, 2016. *Un couple passe un entretien d'embauche* [en ligne]. 2016. [Consulté le 20 janvier 2018]. Disponible à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=mPhHRT30QxE&feature=youtu.be>.

misérabilisme pour l'humanitaire (objectif : collecte de dons) ; la simplification, l'explication et le fait de montrer du positif pour le développement (objectifs : plaider, notoriété, mobilisation humaine et financière) ; la simplification, un discours collectif et les espaces d'échange pour l'ECSI (objectif : être audible). Ces résultats concordent avec d'autres travaux s'intéressant aux techniques utilisées par les « associations caritatives et humanitaires³⁰⁴ » visant à collecter des dons (Bernard et al., 2018) : la simplification/l'explication, le misérabilisme/montrer le positif. Selon les auteur·rices de *Dans la tête des créatifs* (Bernard et al., 2018), ces techniques seraient efficaces – contrairement à ce que mon enquête montre³⁰⁵ - car elles reposent sur un socle scientifique : les travaux sur la persuasion de la psychologie sociale expérimentale. Il convient maintenant de revenir plus précisément sur les croyances communicationnelles que cette enquête permet de mettre en lumière d'une part, et sur les résultats contradictoires aux travaux de Bernard et al obtenus, d'autre part.

Premièrement, les techniques de communication persuasive ne sont pas invisibles aux yeux des publics. Les études de réception montrent qu'elles sont perçues par les publics, entachant la confiance que ces derniers portent aux ASI. Dans un article récent (2018), les chercheur·ses en psychologie sociale et communication Pascal Bernard, Didier Courbet et Séverine Halimi-Falkowicz en répertorient trois. Tout d'abord, le modèle sémio-narratologique selon Antoine Vaccaro (1996 ; 2010). Selon ce dernier, la collecte de dons est favorisée par des contenus de message mettant en scène une victime sauvée du mal par un héros voulant faire le bien. La spécificité dans ce domaine est que le héros est le donateur par l'intermédiaire des ASI. Ensuite, à partir du modèle des comportements individuels du don (Sargeant, 1999), des chercheur·ses ont tenté de définir la meilleure façon de construire un message persuasif : dans le domaine humanitaire, ce serait en générant des émotions négatives avec un cadrage négatif et en créant de « l'endettement » (Bernard et al., 2018). Il y a également « le modèle sériel » (Bendapudi et al., 1996) : pour l'efficacité de la persuasion, le récepteur doit passer par des étapes cognitives et affectives. Elles sont au nombre de quatre : « perception du problème (1), développement de la motivation à donner (2), mise en place effective du comportement de don (3) et évaluation des conséquences du comportement par la personne (4) » (Bernard et al., 2018, p. 80).

³⁰⁴ « Une organisation caritative et humanitaire est une association à but non lucratif qui œuvre pour améliorer le bien-être et le bonheur de l'humanité, l'amélioration de la condition des hommes ou le respect de l'être humain. Elle porte notamment secours et assistance aux plus démunis L'association peut agir au niveau local, national ou international » (Bernard et al., 2018, p. 76).

³⁰⁵ Les auteur·rices indiquent néanmoins que des études de réceptions qualitatives sont nécessaires pour vérifier les conseils donnés aux communicants.

Deuxièmement, simplifier ne suffit pas à communiquer ni à persuader. Les auteur·rices de *Dans la tête des créatifs* expliquent le choix stratégique des communicant·es entre la simplification et l'explication par l'existence de deux représentations différentes des récepteur·rices. Dans le premier cas, ils et elles seraient peu motivé·es à lire des messages longs, auraient des connaissances limitées sur le sujet dont il est question et seraient peu compétent·es pour décoder des phrases complexes. Dans le deuxième cas, les individus seraient volontaires et disponibles pour lire des messages longs et donc suffisamment attentifs pour comprendre des contenus complexes. D'un point de vue théorique, le processus de persuasion serait double. En effet, selon le modèle de la probabilité d'élaboration (Petty et Cacioppo, 1986), le récepteur peut soit procéder à un « *examen attentif et réfléchi des informations* » soit opter pour « *une analyse superficielle du message* ». La réception est ainsi fortement dépendante de son contexte, des motivations et des capacités cognitives. Les deux approches - simplification et explication- auraient donc leur pertinence dans une démarche de persuasion. Dans le cadre de communication de masse telle que les appels aux dons, les auteur·rices préconisent néanmoins d'opter pour la simplification, sans justifier ce choix. Avant d'argumenter contre cette approche psychosociale positiviste et les préconisations faites, je reviens sur une autre technique de persuasion : le recours aux émotions.

Troisièmement, les émotions négatives ne semblent pas donner envie d'agir. Les études de réception menées vont en effet dans le sens d'une enquête de la fondation Gates montrant que la baisse des dons sur le long terme est due à l'exposition de la souffrance. La recommandation suivante émerge « *À ne pas faire : s'apitoyer sur le sort des populations les plus pauvres ou la souffrance humaine. Ce sentiment ne fait qu'augmenter le désespoir ressenti par beaucoup, notamment les indécis et les sceptiques, quant à l'impact potentiel en matière de soutien des pays en voie de développement* » (Fondation Gates, 2014)³⁰⁶. Le recours aux émotions est l'une des techniques persuasives employées dans la communication des **ASI**. Les chercheur·ses réunis autour de Didier Courbet (Bernard et al., 2018) montrent, à travers des entretiens auprès de 16 communicant·es « *d'organisations caritatives et humanitaires* », que certain·es ont recours à des affects négatifs et d'autres à des affects positifs. Ce qui est également confirmé par mon étude. Dans un cas, il est question de montrer la souffrance, à travers la figure de la victime en danger, afin de générer culpabilité, pitié ou colère. Dans l'autre cas, ce sont des personnes sauvées grâce aux donateurs qui sont montrées générant alors de l'espoir et de la fierté. Bernard et al. rappellent, en mobilisant des recherches expérimentales, que les émotions sont facteurs de persuasion : premièrement, une réaction émotionnelle négative générée par des supports de collecte

³⁰⁶ L'étude figure en annexe 24.

de dons favoriserait le don d'argent (Bebko et al., 2014) ; deuxièmement, l'attention des récepteurs serait davantage mobilisée lors de messages dramatiques (Morgan et al., 2003) ; troisièmement, une forte émotion éveillerait l'empathie et donc stimulerait l'impact persuasif (Serers, Rogers, 1984) ; quatrièmement, la culpabilité déclencherait le comportement de don (Lindsey, 2005 ; Chang, 2011). Le comportement de don serait déclenché par « *l'intensité émotionnelle (Bebko et al., 2014), la présence d'une "cause humanitaire" ayant une portée importante, la présentation de solutions efficaces et le fait que donateur potentiel ressent une réelle capacité à agir (voir Gallopel-Morvan et al., 2013)* » (Bernard et al., 2018, p. 89). Les auteur·rices de l'article auquel je me réfère ici (Bernard et al., 2018) en viennent, au vu de ces théories, à préconiser la chose suivante : « *Nous recommandons aux producteurs de CAD de chercher à générer des émotions négatives en présentant une situation dramatique et crédible (e.g., des enfants souffrant de malnutrition), de proposer une solution efficace pour y remédier (e.g., distributions d'aliments équilibrés aux enfants) et d'apporter aux récepteurs les moyens d'agir sans effort (e.g., faciliter le don d'argent en indiquant de manière concrète comment procéder)* » (Bernard et al., 2018, p. 90).

Les préconisations faites par Bernard et al. (2018), dans les deuxième et troisième points, posent des problèmes scientifiques et éthiques, au regard de ma posture de chercheuse-actrice. D'un point de vue scientifique, ces recommandations reposent sur des recherches expérimentales et s'inscrivent dans une approche positiviste de tout un courant de la psychologie sociale (cf. chapitre II), éloignée de l'épistémologie constructiviste et complexe dans laquelle je me situe³⁰⁷. En effet, cette dimension expérimentale n'est pas exploratoire, elle vise plutôt à provoquer des réactions prédéterminées (Moscovici, 2014) : causes et effets sont délimités et prévus à l'avance ce qui ne correspond pas aux incertitudes et imprévisibilités de la vie sociale mises en avant par le concept d'écologie de l'action cher à Edgar Morin (1994). Ensuite, les préconisations faites concernent des associations spécifiques « *qui œuvre[nt] pour améliorer le bien-être et le bonheur de l'humanité, l'amélioration de la condition des hommes ou le respect de l'être humain* » (Bernard et al., 2018, p. 76). La montée en généralité ne permet pas de prendre en compte la singularité de ces associations. Leur dimension politique est évacuée, à tel point que les aspirations sociales ne sont pas prises en compte, si bien que l'adéquation entre fin et moyen n'est même pas interrogée. Surtout, ces préconisations ne reposent sur aucune étude en réception auprès des personnes visées. Or, les études de réceptions menées, je le montre dans le chapitre V, remettent en cause ces préconisations invitant à la simplification et au misérabilisme. Enfin, l'idée même de persuasion, comme je le montre dans le chapitre VIII, semble en elle-même contradictoire avec la dimension réciprocaire et démocratique

³⁰⁷ Approche néanmoins conciliable avec la psychologie sociale, dans son courant constructiviste (Moscovici, 1993).

de la solidarité internationale. En évacuant leur objet (la solidarité internationale) et en se focalisant uniquement sur le moyen (la récolte de dons), on passe à côté de l'essentiel : la dimension politique des **ASI** ; en se centrant sur le message et en oubliant la réception on ne tient pas compte du fondamental : la communication.

Quatrièmement, il n'y a pas de recette toute faite et intemporelle pour « *bien communiquer* » ou pour « *bien persuader* ». Si le marketing rassure, c'est que justement il donne une recette rationnelle à suivre, mais si celle-ci facilite la production, elle ne peut jamais garantir une réception hégémonique (Hall, 1994) d'où la nécessité de faire des études de réception. La production et la réception ne sont, en effet, jamais totalement en phase (Wolton, 2012), a fortiori quand la production défend une aspiration singulière et s'adresse à un large public aux aspirations sociales plurielles.

Cinquièmement, même si l'intention des communicant·es est politique comme l'ont montré les différents descriptifs des produits communicationnels (**MSF A**, **CCFD A**, **HI A**, **RITIMO A** et **B**, **CRID A** et **B**), donc en cohérence avec des attentes des publics, cela ne suffit pas à leur bonne appréciation. Du point de vue des publics, les produits communicationnels des **ASI** jugés culpabilisants ou exposant la misère paraissent être associés à des stratégies de collecte - même sans appel aux dons explicite - et sont donc rejetés.

Conclusion de la deuxième section

Dans cette seconde section, j'ai tout d'abord montré que les jugements des produits communicationnels opérés par les communicant·es et ceux proférés par les publics n'étaient pas identiques (2.1). Mieux, même lorsque les jugements sont identiques sur la qualité des produits communicationnels présentés, les arguments utilisés pour justifier ce jugement sont en général très différents. Cette différence de perception serait anecdotique, si les objectifs communicationnels des communicants étaient atteints, et si les aspirations sociales des **ASI** à une solidarité plus égalitaire que philanthropique transparaissaient dans leurs produits communicationnels. Or, l'étude en réception montre qu'il n'en est rien (2.2). Au final, c'est, au-delà des dix-huit produits communicationnels analysés, l'ensemble de la communication de solidarité internationale qui est remise en cause aux yeux des personnes interrogées, qui la jugent trop simplificatrice et trop imprégnée par la logique économique de la recherche de dons.

Conclusion du chapitre VI

Le résultat de la confrontation entre mon étude de production (chapitre IV) et mon étude de réception (chapitre V) est donc clair : il y a incommunication manifeste. Pourquoi ? En raison de la pluralité des publics auxquels s'adressent ces messages sans doute, mais aussi, et surtout, en raison d'une vision erronée de la part des communicants de la représentation sociale des publics. Celle-ci, mon enquête le révèle, est bien plus ambivalente et bien plus proche de la représentation des communicant·es que ces dernier·es ne le croient. Pour le dire autrement, comme le pensent les psychosociologues ou chercheur·ses en communication Claude Chabrol, Marie-Pierre Fourquet-Courbet et Didier Courbet, les produits communicationnels des **ASI** sont conçus en fonction de ce que la production pense savoir de la réception afin de l'influencer (Chabrol et al., 2004). Le problème est que cette pensée – les représentations sociales attribuées aux publics lors de la méthode par substitution – est erronée. Il convient donc de rompre avec celle-ci. Il s'agit de repenser la communication de solidarité internationale en tenant compte de l'existence d'une aspiration sociale à une solidarité réciprocaire qui est présente dans les représentations sociales des publics. Or une telle rupture, conduit aussi à rompre avec une approche simplificatrice et culpabilisante qui a cours dans le milieu des communicant·es professionnel·les des **ASI**. Rompre avec cette doxa communicationnelle n'est pas simple. D'une part, parce qu'il s'agit de remettre en cause ce qui va de soi, d'autre part, parce qu'une telle rupture va à l'encontre des travaux récents en psychologie sociale qui préconisent, au contraire, de rester fidèle à ce qui se fait (Bernard et al., 2018). Or d'une part ces travaux, alors qu'ils signalent la nécessité de mener des travaux en réception, ne procèdent pas à une telle étude, ce qui limite considérablement leur portée pragmatique. D'autre part, en réduisant, dans le modèle de la probabilité d'élaboration (Petty et Cacioppo, 1986), la communication à une simple transmission d'informations à effet persuasif, ces travaux reposent sur une conception épistémologique de la communication remise en cause par la plupart des recherches en SIC. Il convient donc, dans les pistes de recherches évoquées dans la troisième partie, de remettre en cause ce modèle épistémologique désuet de la communication que Louis Quéré (1991) nomme « *modèle épistémologique de la communication* » au profit d'une conception de la communication plus en phase avec le projet même de la solidarité internationale : nouer des liens égalitaires entre altérités radicales.

Conclusion de la deuxième partie

Le but de cette seconde partie était de confirmer empiriquement le trouble de la communication de solidarité internationale évoqué dans l'introduction générale. Pour cela, j'ai présenté l'étude de la production (chapitre IV) et de la réception (chapitre V) et croisé leurs résultats (chapitre VI). Cette confrontation suggère la recherche d'une autre façon de faire de la communication de solidarité internationale car, ni les aspirations sociales des **ASI**, ni leurs objectifs communicationnels ne semblent atteints. Plus précisément, les produits communicationnels privilégiant les moyens (le don) sur la fin (une solidarité réciprocaire) ou invitant à une action philanthropique plutôt que solidaire sont fortement critiqués par le public interrogé. À l'inverse, l'intention politique solidaire mettant en scène une approche réciprocaire de la solidarité internationale semble être plus positivement perçue. Ce résultat conduit, sur le plan théorique, à s'interroger sur deux choses : le lien entre représentation sociale et communication ainsi que la définition même du type de communication mis en œuvre par les **ASI**.

Je l'ai dit à plusieurs reprises dans le chapitre VI : le croisement entre les représentations sociales du public imaginées par les communicant·es et les représentations sociales effectives montrent que les représentations des publics tendent à être caricaturées par les communicant·es. Par conséquent, les produits communicationnels le sont également ce qui engendre une appréciation négative du public sur l'ensemble de la communication de solidarité internationale. Dès lors, l'idée (la représentation sociale avec substitution) que se font les communicant·es des représentations sociales du public est un frein au changement social. En effet, la psychosociologue Denise Jodelet rappelle que les représentations sociales participent à la construction de notre relation aux autres et au monde (Jodelet, 1993, p. 53). Ces représentations sociales attribuées au public peuvent alors entraver les aspirations de solidarité internationale. Pour deux raisons : d'abord parce que les **ASI** en s'inscrivant dans des représentations philanthropiques afin d'être comprises sont contradictoires avec leurs valeurs solidaires. Par conséquent, il y a contradiction entre l'énonciation et les objectifs de l'énonciation ce qui provoque l'incommunication (Robert, 2017). Ensuite, parce que ces représentations attribuées ne correspondent pas aux représentations auxquels adhèrent effectivement les publics. Ce que met bien en valeur mon enquête, c'est que si historiquement, la dimension philanthropique est très présente dans les représentations sociales de la solidarité internationale, cela ne signifie nullement que les personnes adhèrent à cette vision. On est ici dans un cas typique d'incommunication : au lieu de concevoir des produits communicationnels en phase avec ses propres représentations sociales, on cherche à concevoir des produits communicationnels en phase avec une caricature de représentation sociale, à laquelle le

public n'adhère pas. À trop vouloir se mettre à la place de l'autre, on se nie soi-même et on ne rencontre finalement personne. Ainsi, il ne suffit pas d'avoir les mêmes représentations sociales pour que règne une intercompréhension de fait, un agir communicationnel lié à un fond commun partagé. La communication n'est pas une routine, elle engendre une part d'incommunication liée à la liberté d'interprétation du récepteur. L'étude montre, au contraire, que c'est bien en questionnant leur vision de la représentation sociale, que les communicant·es peuvent remettre en cause leur vision du public. De même, c'est en invitant le public à questionner les représentations sociales des produits communicationnels qui lui sont destinés que le public parvient à remettre en cause une représentation philanthropique de la solidarité internationale qu'il partage, mais à laquelle il n'adhère pas forcément. La communication naît de la remise en cause des représentations sociales, pas d'une adéquation entre représentations sociales perçues par les communicant·es et représentation effective du public. Il ne suffit donc pas de cesser de caricaturer les représentations sociales de la solidarité internationale attribuée au public, il convient aussi d'ouvrir le débat sur les représentations sociales auxquelles on adhère ou que l'on rejette. C'est de la confrontation des représentations sociales, non du partage, que naît la communication politique. Encore faut-il penser, la communication de solidarité internationale, justement comme une communication politique.

La communication de solidarité internationale ne peut, en effet, se résumer ni à une tentative de persuasion visant à récolter des fonds ni à une transmission d'informations objectives nourrissant la réflexion des publics. La communication de solidarité internationale est une communication qui, dans l'espace public, promeut une certaine vision de l'intérêt général, une aspiration sociale à un monde plus solidaire, à des relations mondiales plus égalitaires, c'est donc une communication politique (Dacheux, 1998), même si ce n'est pas une communication partisane (faisant la promotion de tel ou tel parti). Or la communication politique n'est réductible ni à une communication persuasive visant à établir un territoire de marque ni à une simple publicité (au sens kantien) transparente d'une information rationnelle et neutre. Comme l'indiquent les contributeur·rices réunies par Arnaud. Mercier (2017), la communication politique est un art complexe et ambivalent oscillant entre émotion et raison, idéal émancipateur et calcul stratégique, langage performatif et langue de bois, etc. Or cet art complexe est intimement lié à la démocratie (Habermas, 1997 ; Arendt, 1988). Réfléchir à des relations de solidarité internationale plus démocratiques c'est aussi réfléchir à une communication politique de solidarité internationale plus démocratique. Celle-ci, je le montrerai dans la troisième partie, s'appuie sur le modèle de l'incommunication. En effet, il semble qu'il existe deux types d'incommunication. L'une soulignée par Samuel Lepastier (Lepastier, 2013) et Dominique Wolton (Wolton, 2012), marquée par l'incompréhension et le malentendu. L'autre, mise en avant par Éric Dacheux (Dacheux, 2015), qui

fait de l'altérité radicale la source de la communication. La première, mise en lumière dans cette deuxième partie, est à conjurer ; la deuxième, développée dans la troisième partie, est à encourager. Pascal Robert (2005, p. 10) conjugue les deux « *la communication ça marche parce que ça ne marche pas* » qui pourrait être appelée incommunication infructueuse et « *la communication ça ne marche pas parce que ça marche* » que je qualifie d'incommunication fructueuse.

**Troisième partie. Les pistes :
suggestions de solutions,
expérimentations et premières
évaluations**

Introduction de la troisième partie

La deuxième partie a confirmé de manière empirique le trouble à l'origine de cette thèse. Il convient donc de réfléchir aux pistes permettant de penser une communication de solidarité internationale plus démocratique. Or, pour ce faire, la deuxième partie a montré qu'il y a, au-delà d'une incommunication infructueuse, des représentations sociales suffisamment proches les unes des autres pour envisager la co-construction d'une autre communication de solidarité internationale. Celle-ci est le reflet d'une autre solidarité internationale, exprimée par les interlocuteur·rices sans toutefois qu'elle s'appuie sur un paradigme conceptuel et d'actions, comme c'est le cas pour la solidarité philanthropique. En effet, les publics aspirent à un monde plus juste mais qu'ils semblent se représenter en fonction d'un modèle de solidarité internationale philanthropique, avec des moyens philanthropiques. D'où l'importance de construire un autre modèle de solidarité internationale, réciprocaire, qui ouvre la voie à de nouveaux moyens d'action, eux aussi réciprocaires.

Ainsi, les propositions faites dans les trois chapitres suivants s'appuient sur les aspirations réciprocaires des associations de solidarité internationale (**ASI**) mises en lumière dans le chapitre IV, sur les représentations sociales réciprocaires des personnes enquêtées dans les chapitres V et VI, ainsi que sur mes préférences normatives pour la réciprocaire. En effet, comme le rappelle Joëlle Zask : *« la "neutralité" du chercheur qui n'est d'aucun camp et prétend évaluer les situations sans dépendre d'aucune préférence politique ou morale convient sans doute à l'édification d'une société d'experts destinée à servir d'intermédiaire entre un public jugé incompetent et un gouvernement prétendument éclairé, mais elle n'est pas à sa place dans la démocratie participative qui est celle de Dewey »* (Zask, 2015, p. 76). C'est pourquoi il s'agit pour moi de formuler des propositions claires, non pour imposer un point de vue, mais pour mettre en débat, auprès des acteur·rices du domaine, des pistes d'action permettant de remédier au trouble de la **CSI** établi empiriquement dans la seconde partie.

Ces pistes d'action, soumises à la critique académique et aux débats entre acteur·rices, sont de nature différente. Les premières, en cohérence avec l'approche pragmatique de John Dewey ([1938] 1993) réclamant la cohérence entre la fin et les moyens, cherchent à concevoir une solidarité internationale réciprocaire en s'appuyant, d'une part, sur la critique de l'universalisme et du cosmopolitisme et sur les apports de la pensée décoloniale et, plus largement, des épistémologies du Sud (Santos, 2011), d'autre part (chapitre VII). Une telle solidarité internationale réciprocaire, demande alors une communication elle-même réciprocaire (chapitre VIII), c'est-à-dire une communication qui délaisse les impasses de la transmission rationnelle et de la persuasion

émotionnelle pour s'inscrire dans le modèle de l'incommunication (Wolton, 2009 ; Lepastier, 2013 ; Robert, 2017). Ce modèle ne signifie pas que la communication débouche toujours sur l'incompréhension ou une réception en total décalage avec la production (ce que j'ai appelé une « *incommunication infructueuse* » dans la conclusion de la partie précédente) mais, au contraire, il indique que seule la prise en compte d'une altérité radicale et libre permet la construction de désaccords démocratiques féconds (Viveret, 2006b), ce que je nommerai, dans cette troisième partie, une incommunication fructueuse. Comment construire, sur le plan opérationnel, une telle incommunication ? C'est l'objet du chapitre IX qui expose les expérimentations conduites pendant ces quatre années de recherches. L'évaluation de ces expérimentations plus ou moins réussies m'a conduite à formuler des préconisations concrètes que j'espère pouvoir mettre en œuvre dans une prochaine recherche-action collective incluant acteurs·rices et chercheur·ses, habitant·es du Nord et du Sud.

Chapitre VII. Vers une solidarité internationale mutuelle et pluriverselle

La communication des associations de solidarité internationale (**ASI**) est au service de la solidarité internationale, de laquelle elle est partie et reflet. J'appuie donc les propos de David Douyère : on ne peut parler de communication « *de* » sans évoquer ce à quoi elle se réfère (Douyère, 2012). C'est pourquoi il est question, dans ce chapitre, de proposer des pistes de formulation pour une autre solidarité internationale possible. Cette formulation est un prolongement de l'enquête menée sur la solidarité internationale et sa communication, c'est-à-dire une suggestion qu'il s'agit de continuer³⁰⁸ de mettre à l'épreuve des **ASI** et de tou·te·s citoyen·nes concerné·es. J'ai montré, jusque-là, que la solidarité internationale s'inscrit dans une aide unilatérale, souvent remise en cause. Elle tend à opposer des communautés donatrices ici et des communautés donataires ailleurs, dans des pays perçus comme étant dans le besoin. Cette opposition entre aidants et aidés semble mise en scène dans la communication de solidarité internationale en France, dont l'un des objectifs majeurs est l'engagement (mobilisation humaine, don financier). Les citoyen·nes français·es sont alors aidant·es par l'intermédiaire des associations de solidarité internationale dont ils sont le plus souvent soutiens – cela est le cas pour les grandes **ONG** étudiées. Les citoyen·nes peuvent aussi être davantage impliqués en tant qu'aidant·es directs : nombre de petites associations (environ 40 000³⁰⁹) sont constituées pour venir en aide à des populations, principalement en Afrique. Tout l'enjeu de ce point est de montrer qu'il est possible de sortir d'une solidarité philanthropique source de dominations, à condition que tout un chacun se projette dans d'autres approches possibles de la solidarité et donc de la relation à l'autre lointain. Il s'agit là d'envisager des pistes pour une solidarité internationale sans domination, d'ouvrir le débat, et non pas de tenter d'imposer un autre cadre normatif.

Les pistes ici évoquées sont celles d'une solidarité internationale réciprocaire (VII.1) reposant sur une approche pluriverselle et acoloniale (VII.2). Ces pistes sont celles pour lesquelles je milite, elles se dessinent dans une partie des aspirations sociales portées par les **ASI**, des représentations sociales secondaires des interlocuteur·rices et dans les critiques issues de l'étude de

³⁰⁸ Je dis « *continuer* » puisque les différents concepts ont fait l'objet d'échanges (cf. introduction générale et chp IX).

³⁰⁹ Chiffres COOP DEC Conseil (COOP DEC Conseil, 2010).

réception. Elles sont aussi partagées par des membres du collectif Grin³¹⁰ et des salarié·es de **RESACOOOP** (cf. chapitre IX et annexe 14). Ces pistes se rapprochent de la définition de la solidarité internationale et s'inscrivent dans un pan de son histoire (cf. chapitre I). Enfin et surtout, elles tentent de s'écarter de l'hégémonie d'une « *amitié de paternalisme (avec un discours dans le genre : nous occidentaux allons aider ces peuples malheureux sur la voie, par exemple, du développement)* » (Taleb, 2014, p. 168) pour une relation basée sur des « *principes d'égalité, de respect de l'altérité [...] et de partage* » (Ibid.), dès lors compatibles avec les « *épistémologies du Sud* » (Santos, 2016), car il est bien question de sortir de l'eurocentrisme pour une pensée plurielle.

1. Une solidarité internationale réciprocaire ?

Le concept de solidarité réciprocaire est tiré des travaux de Jean-Louis Laville (Chaniel, Laville, 2002 ; Laville, 2010), qui fait référence de manière plus large à la solidarité démocratique, comprenant une dimension redistributive et une dimension réciprocaire. La redistribution est tirée de la doctrine solidariste³¹¹ et met en jeu l'État (cf. chapitre I). La réciprocité découle de l'associationnisme ouvrier, elle relève donc de la société civile, plus précisément, de « *l'auto-organisation et du mouvement social* » (Laville, Cattani, 2005, p. 610). La solidarité démocratique s'oppose à une solidarité philanthropique particulièrement prégnante, comme je l'ai montré, dans la solidarité internationale. Il s'agit dans ce point d'explicitier ce que j'entends par réciprocité, puisqu'il en existe au moins deux visions. Pour cela, je mobiliserai d'abord les théories du don puis le concept de mutualité. La réciprocité émerge sous les termes « *d'échanges* », de « *partage* » ou de « *partenariat* » dans les représentations sociales des acteur·rices interrogé·es et sous les termes de « *relations plus justes* », « *partage équitable* », « *partenariat* » et bien sûr de « *réciprocité* » dans les aspirations sociales des **ONG** étudiées. Le terme s'est également institutionnalisé dans le champ de la solidarité internationale avec les volontariats de réciprocité : des personnes des pays dits du Sud ont la possibilité d'effectuer des volontariats en France. La réciprocité est tantôt comprise comme une équivalence, « *un retour vers soi* » dit Marcel Hénaff (Hénaff, 2012, p. 127), tantôt comme une forme d'altruisme. Des penseurs de l'économie sociale et solidaire semblent néanmoins offrir une autre voie : la réciprocité est une action collective de la société civile et se rapprocherait plus, en ce sens, de la mutualité. Je

³¹⁰ Cette solidarité sans domination a été revendiquée dans les activités du Grin, cf. chapitre IX.

³¹¹ Doctrine ou politique d'État développée par Léon Bourgeois : chaque personne appartenant à la société est en dette vis-à-vis de celle-ci. Il ne s'agit plus d'un engagement vis-à-vis d'autrui, mais d'un engagement vis-à-vis de la collectivité, dont l'État assure le respect par l'obligation : l'impôt.

me réfère là à deux lignées différentes de la réciprocité, l'une conceptualisée par les anthropologues et basée sur le don/contre-don (1.1), l'autre issue d'un rejet de la charité (1.2).

1.1 La réciprocité dans les théories du don

Dans son *Essai sur le don* de 1923-1924, en prenant appui sur des sociétés non occidentales, Marcel Mauss montre que les relations humaines - la vie en commun - sont régies par la triple obligation du don : donner, recevoir, rendre. Il montre, à travers le don agonistique, que le lien social se construit par la rivalité du don (Mauss, 2002). Autrement dit, c'est par le don que les hiérarchies se créent : celui qui a le pouvoir est le dernier en capacité de donner. Ce qui est donné, comme le précise Alain Caillé, a une valeur symbolique et non pas utilitaire : « ils [les dons] ne valent qu'en tant que symbole de la relation sociale qu'ils créent et nourrissent en faisant circuler indéfiniment entre les partenaires une dette qui pourra – et devra – s'inverser, mais jamais s'annuler » (Laville, Cattani, 2008, p. 175)³¹². Dans la chose donnée, il y a ainsi un peu de soi, ce qui explique l'importance de la réciprocité - par une chose donnée en retour - en tant que reconnaissance d'autrui. La circulation du don est donc autre chose qu'un échange d'objets, elle est aussi le reflet de la relation, d'où l'usage de l'expression « se donner » : « les classes et les nations et aussi les individus doivent savoir s'opposer sans se massacrer et se donner sans se sacrifier les uns aux autres. C'est là un des secrets permanents de leur sagesse et de leur solidarité » (Mauss, 2002, p. 105). Par cette phrase de conclusion Marcel Mauss évoque aussi l'idéal d'un don égalitaire, lorsque celui-ci a lieu entre semblables et ne vise pas à soumettre. Autrement dit, un don égalitaire est un don qui évite à la fois l'aumône – le don hiérarchique – et à la fois la guerre – le don agonistique entre rivaux créant une hiérarchie (Gardin, 2006, p. 38).

Cette anthropologie du don est une sociologie économique, c'est-à-dire une autre manière de penser l'économie : les échanges humains ne sont pas seulement guidés par l'intérêt matériel. Rien de surprenant donc à ce que l'anthropologue Karl Polanyi, près de 60 ans après l'*Essai sur le don*, définisse la réciprocité à partir du don et du contre-don. Cela, grâce aux études sur la Mélanésie occidentale des anthropologues Richard Thurnwald et Bronislaw Malinowski : « on trouve que la plupart des actes économiques, sinon tous, appartiennent à la même chaîne de dons et de contre-dons réciproques qui à long terme s'équilibrent, avantageant également les deux côtés [...] » (Malinowski, 1926 cité par Polanyi, 2017, p. 371). Selon Polanyi, le terme de réciprocité pour qualifier cette relation de don – contre-don, ou de « dons réciproques »³¹³ (Mauss, 2002, p. 41), aurait son origine dans l'étude du système

³¹² Cf chapitre I.

³¹³ Marcel Mauss, qui n'est pas un anthropologue de terrain, se base également sur ces études empiriques.

matrimonial des Bâranos de Nouvelle-Guinée par Richard Thurnwald (1915), développée par Bronislaw Malinowski (1925) (Servet, 2010). La réciprocité y est définie comme le contraire de la hiérarchie : il s'agit d'échanges entre deux moitiés d'un même clan, liées par des échanges (de femmes en l'occurrence !) (Peltier, 1995). Ainsi, Karl Polanyi, l'économie ne se limite pas aux échanges marchands, mais comprend également la réciprocité et la redistribution (Polanyi, 2017) qui s'inscrivent toutes deux dans des relations de dons. En effet, la réciprocité est basée sur le don et le contre-don entre groupes symétriques : il s'agit plus d'une réponse adaptée qu'une équivalence mathématique (Gardin, 2006). Quant à la redistribution, elle repose sur la centralisation : des biens sont centralisés par une autorité puis distribués. Ainsi, le don peut se faire entre égaux ou au sein d'une société hiérarchisée. Cette relation d'échange de dons, inspirée des travaux d'anthropologues sur les sociétés non occidentales, montre que les différentes formes d'échanges³¹⁴ contestent « *le caractère naturel chez l'homme, de la "propension à échanger bien contre bien, bien contre service, chose contre autre chose" (Polanyi, 1983, p.71-72) mis en avant par Adam Smith* » (Gardin, 2006, p. 30). Cependant, le don pur, autrement appelé charité, n'est pas encouragé. Il est défini par Polanyi comme « *l'acte par lequel une personne donne un objet ou rend un service sans rien attendre en retour* » (Gardin, 2006, p. 29). Dans la société non occidentale étudiée (la Mélanésie), ce don est exceptionnel, il n'est pas jugé nécessaire. Ainsi un don égalitaire exige la réciprocité pour Karl Polanyi, au sens que les individus doivent appartenir à des groupements symétriques. Ceux-ci se forment à partir de groupements hérités (la famille, le voisinage) ou choisis et volontaires (les associations). Dès lors, nous pourrions dire qu'une association de solidarité internationale française, constituée de personnes vivant en France, devrait, pour être réciprocitaire, s'adresser à une autre association ou groupements d'individus. Pour Marcel Mauss (cf. infra) et pour Karl Polanyi, le don égalitaire se joue donc entre pairs, de façon non hiérarchique.

Cependant, penser la réciprocité dans les théories du don peut poser problème et être source de confusion. Notamment lorsqu'elle est assimilée à l'échange de biens plutôt qu'à la symétrie des groupes en relation. Ainsi, la réciprocité, lorsqu'elle est perçue uniquement en termes de circulation du don, peut être réduite à une « *équivalence* » propre à l'échange marchand. Or, comme le souligne Laurent Gardin à la suite de Karl Polanyi, la réciprocité peut s'appréhender par l'égalité entre donateur·rices et donataires, au contraire du marché qui crée des équivalences entre ce qui est échangé (Gardin, 2006). De plus, Alain Caillé explique que, pour que la relation perdure, il s'agit plutôt de donner davantage que ce qui a été reçu, afin d'inverser la dette, plutôt que les dons

³¹⁴ Ces formes d'échanges ont été étudiées en Mélanésie occidentale auprès des Trobriands.

soient « *équivalents* ». Des chercheurs en sciences sociales tentent alors de définir le don en dehors de l'échange marchand, à travers le don altruiste. Le sociologue et membre du MAUSS Jacques T Godbout considère que le don l'emporte sur la réciprocité : celui-ci est avant tout altruiste³¹⁵. La réciprocité n'est pas donnée, c'est-à-dire qu'elle n'est jamais garantie : elle arrive, éventuellement, après le don. Ainsi l'intention du don ne peut être la réciprocité. En donnant l'exemple des bénévoles – qualifié de « *don à l'étranger* », car fait en dehors de la sphère domestique - Jacques T Godbout montre que ces derniers donnent, non seulement, au vu d'un retour possible ou pour des « *raisons utilitaires*³¹⁶ », mais, surtout, par altruisme (Godbout, 2007, p. 9). La raison d'être du don est davantage ce qui est apporté aux donataires que ce qui rapporte aux donateur·rices. Cette vision du don pose question puisque ce qui est qualifié de don altruiste l'est seulement du point de vue des donateur·rices, sans prendre en compte la façon dont il est reçu par les donataires. Comme dans la solidarité internationale, l'intention d'aider ne suffit certainement pas quand la nature de l'aide ne fait pas l'objet d'une entente entre donateur et donataire³¹⁷. Ce don altruiste ou pur est plus radical pour les philosophes : le seul don est le don sans retour. La réciprocité – pensée comme équivalence des choses échangées – empêche le don (Hénaff, 2012). Le philosophe et anthropologue Marcel Hénaff donne particulièrement l'exemple de Jacques Derrida, Emmanuel Lévinas et Jean-Luc Marion. Pour le premier, le don ne peut être volontaire, car, dans ce cas, les donateur·rices se regardent donner, il ne s'agit donc plus d'un don. Les donataires ne devraient pas non plus être conscient·es du don sinon ils se sentent redevables, et là encore, le don est rendu inexistant. Ainsi, pour Jacques Derrida il ne faudrait pas appeler don un geste qui oblige d'être reçu et rendu, c'est à dire qui exige la réciprocité. Pour Emmanuel Lévinas, on ne peut attendre la réciprocité d'autrui, car cela concerne, justement, autrui et donc lui appartient (Hénaff, 2012). Pour Jean-Luc Marion, pour qu'il y ait don « *il faut qu'il n'y ait ni sujet qui donne, ni objet donné, ni récepteur du don* » (Caillé, 2008, p. 173). Un don réciproque est alors, pour ces trois philosophes, un paradoxe. Au contraire, pour les anthropologues Mireille Chabal et Dominique Temple, tout don est, par définition, réciproque, mais cette réciprocité ne peut se réduire à une dimension bilatérale. La réciprocité peut alors être cachée, mais non pas inexistante : « *Nous défendons la thèse qui ne fait aucune concession à l'échange et à l'utilitarisme, soutenue par Dominique Temple : tout don relève d'une structure de*

³¹⁵ Au contraire, pour Alain Caillé, également membre du Mauss, « *l'explication par le don n'est pas une explication par la charité ou l'altruisme, comme on le croit trop souvent, mais par l'émergence. Le don ainsi conçu représente la modalité privilégiée de ce qu'il est permis d'appeler les actions constitutives* (Perret, 2003) » (Caillé, 2008, p. 177).

³¹⁶ Jacques T Godbout note les raisons utilitaires suivantes : « *la solution d'un problème personnel, la recherche de prestige et de statut social, ou le besoin de se faire connaître ou d'acquérir une formation en vue d'obtenir ensuite un emploi rémunéré* » (Godbout, 2007, p. 9).

³¹⁷ L'économie du don propre aux associations caritatives est un exemple du don altruiste.

réciprocité, même quand celle-ci n'est pas apparente, mais la réciprocité ne se laisse pas réduire à l'échange qui annulerait le don comme don » (Chabal, 1996, p. 133). Deux formes de réciprocité sont alors pointées : premièrement la réciprocité bilatérale, apparente puisque « *je donne* » et « *tu me donnes* » et, deuxièmement, la réciprocité ternaire : je choisis de donner pour que les donataires donnent à autrui et ainsi de suite. Chacun est alors le « *Tiers inclus* », c'est-à-dire possible donateur et possible donataire. Le donataire a la responsabilité de donner en retour aux donateur·rices ou à autrui. Cette responsabilité ouvre la voie à la réciprocité généralisée. Le don peut prendre la forme d'un cycle, dans ce cas il revient toujours aux donateur·rices. Il peut aussi prendre la forme du chemin lorsqu'il ne leur revient pas directement. Ainsi dans la réciprocité ternaire, le don est unidirectionnel : il n'y a pas un retour direct, mais les donataires portent alors la responsabilité d'être donateur·rices. Je rends un service même si celui-ci semble premier, parce qu'en naissant j'ai reçu : nous contractons donc une dette : « *Celui qui donne a toujours déjà reçu : de la vie, des fées, des dieux, des hommes. C'est d'ailleurs bien comme cela que les gens généreux comprennent leurs actes, qui estiment avoir plus reçu que donné* » (Chabal, 1996, p. 139). Celui qui prend l'initiative du don, qui est donc responsable, incarne le Tiers. En donnant, il rend autrui responsable à son tour de donner. Donc, même le don paraissant unilatéral implique autrui, à condition qu'il soit accepté et reproduit. La réciprocité est alors dans la réponse d'autrui. Sans réciprocité, c'est-à-dire sans reproduction du don, il n'y a pas de don. Le don tel qu'exprimé par l'anthropologue se différencie de la charité ou de l'Agapè³¹⁸, d'une part, car le donateur « *l'homme responsable laisse aussi l'autre être responsable, il ne lui retire pas toute responsabilité pour mieux exercer la sienne, il laisse l'autre exister, il n'engloutit pas son altérité, il n'est pas l'auteur par son amour de ses qualités [comme l'agapè]* » (Chabal, 1996, p. 132). Cette différenciation se joue aussi sur le plan des motivations au don : le don caritatif se dit immotivé or « *Le don pur motivé par l'avènement de l'humanité est foncièrement généreux et désintéressé, mais en aucun cas immotivé* » (Chabal, 1996, p. 132).

Ces réflexions sur les théories du don révèlent au moins deux choses. Premièrement, la relation entre don et réciprocité est appréhendée de différentes façons. Ainsi pour Jacques Gotbout, ce sont plutôt les raisons du don qui font son sens (un don sans attente) et non pas la réciprocité (retour du don) – qui se limiterait aux choses échangées. Au contraire, pour les anthropologues Mireille Chabal et Dominique Temple, « *c'est la réciprocité qui donne au don son sens humain, son sens tout court, son sens de don* » (Chabal, 1996, p. 133). Cependant dans les cas cités ici, le don est appréhendé

³¹⁸ Platon distingue trois formes d'amour : l'amour physique (éros), l'amour de l'esprit de l'autre (*phillia*) et l'amour divin inconditionnel (*agapè*).

comme étant altruiste. Il est qualifié par Laurent Gardin de « *réciprocité inégalitaire* »³¹⁹ ou sans retour pour lequel les donateur·rices et les donataires forment deux groupes distincts. Les donateur·rices répondent à des demandes sociales et touchent des personnes en difficulté, qui ne participent pas ou peu à la définition et aux prises de décisions concernant les projets qui leur sont proposés : « *ce sont les promoteurs des initiatives qui, grâce à la connaissance sensible de la situation par leur métier ou leur vie quotidienne, vont se faire les interprètes de la demande des futurs usagers* » (Gardin, 2006, p. 49). Ces projets peuvent être à l'initiative de bénévoles et militants, mais aussi des pouvoirs publics, tels que les collectivités territoriales. Ils se matérialisent par un don de temps voire de matériels. Parce que les bénéficiaires ne participent pas aux décisions, ils sont dans des « *positions dominées* » (Gardin, 2006, p. 50). Le contre-don serait alors le prestige obtenu par les donateur·rices, de la part de la collectivité. C'est pourquoi le sociologue parle de « *réciprocité inégalitaire entre celui qui donne et celui qui reçoit* » (Gardin, 2006, p. 50)³²⁰. Selon Marcel Mauss, « *le don non rendu rend encore inférieur celui qui l'a accepté, surtout quand il est reçu sans esprit de retour* » (Mauss, 2002, p. 90). Pour le philosophe Jean Nestor, le don est trop souvent réduit à une dimension altruiste et désintéressée³²¹, propre au « *don sacrificiel* », alors même que l'intention du don est seulement un désir d'entrer en relation avec autrui (cas typique du bénévolat). Ce désir se manifeste par le don, car, selon lui, « *nous donnons, car nous ne savons rien faire d'autre pour exprimer notre humanité* » (Nestor, 2016, p. 16). Ainsi, ce qu'il appelle le don performatif est le point aveugle des théories du don et s'inscrit dans le plaisir des relations choisies, non subies. Au contraire, dans le don sacrificiel, il n'y a pas de relation entre donateur·rices et donataires, mais seulement entre donateur·rices et la chose donnée d'une part et donataires et la chose prise d'autre part³²². Dans cette perspective, « *aucun processus ne s'engage pour dégager une interprétation commune de la chose donnée, qui peut très bien avoir des valeurs différentes pour les deux parties [...]* » (Nestor, 2016, p. 127). Pour Jean Nestor, tout comme Alain Caillé, le don ne peut s'expliquer par l'altruisme : il est avant tout le signe d'une relation en cours ou en émergence (Caillé, 2008 ; Nestor, 2016).

³¹⁹ Laurent Gardin propose trois typologies de réciprocité – inégalitaire, entre pairs (cf. VII.2), multilatérale (cf. VII.2) - dans les initiatives solidaires, en fonction du degré d'homogénéité des acteurs et de la nature de leur relation (plus ou moins symétrique).

³²⁰ Comme je l'ai montré précédemment, ce type de don est le cas classique d'une réciprocité cachée (Chabal, 1996) : s'il est reçu comme un don par le récepteur, ce dernier n'aura d'autre choix, du fait de l'obligation tacite du don, de donner à son tour au donateur (réciprocité bilatérale) ou à autrui (réciprocité ternaire).

³²¹ Tout comme Alain Caillé (Caillé, 2008, p. 177).

³²² Cependant, le don est aussi symbole, dans ce cas, un peu de soi est dans la chose échangée.

Deuxièmement, la triple obligation du don est, dans les théories du don, au fondement de la société³²³. En effet, le don réciprocaire, pour Dominique Temple et Mireille Chabal serait « *la matrice de l'humanité* » dont on ne peut sortir (Chabal, 1996). Tout contact avec autrui est alors un don, qu'il s'agit d'accepter et de rendre, aux donateur·rices ou à un autre membre de la société, car la responsabilité pèse sur les donataires. Alain Caillé, fondateur du **MAUSS**, est plus nuancé même si le don reste au fondement du social. Pour lui, contrairement à l'échange marchand, le don réciprocaire n'oblige rien, il reste libre : « *l'obligation de donner est obligation paradoxale de liberté. Le rapport social ne se construit donc ni à partir de l'intérêt rationnel – comme le croient les individualistes méthodologiques, - ni à partir d'une Loi en surplomb toujours très présente, comme l'affirment les tenants du holisme méthodologique.* » (Caillé, 2008, p. 177). Au contraire, pour Jean Nestor, dans sa thèse en philosophie, le don est un geste intentionnel et non pas un fait social découlant du respect inconscient des obligations sociales (Nestor, 2016).

La question du don reste donc ouverte et difficile à trancher. Je retiens néanmoins une définition de la réciprocité à partir du don égalitaire (cf. Mauss et Polanyi). Dans cette perspective, la symétrie des rapports, propre à la réciprocité, ne portant pas sur les choses échangées, mais sur les institutions : les personnes en présence ne s'inscrivent pas dans une hiérarchie qu'il s'agirait de conforter ou de créer (Gardin, 2006, p. 38). Cette symétrie des institutions peut alors amener non pas à imposer un don - qui ne serait un don que du point de vue des donateur·rices - mais à coconstruire les relations de don. D'autant plus que, comme le rappelle Jean Nestor (2016), des valeurs différentes peuvent être attribuées à un don en fonction des donateur·rices et des donataires. Cependant, la réciprocité est-elle le bon terme si elle est comprise de prime abord comme un rapport marchand ? L'imaginaire économiste, comme le rappelle Serge Latouche, est puissant et « *les mots toxiques* » sont des obstacles (Latouche, 2005, p. 189). Or les philosophes, notamment Paul Ricœur, mais aussi le philosophe et anthropologue Marcel Hénaff, considèrent que la mutualité pourrait être une façon de sortir de l'équivalence des choses échangées.

1.2 La mutualité, une autre voie pour penser la réciprocité

La réciprocité n'a pas seulement des sources anthropologiques. Soixante-cinq ans avant Marcel Mauss, Pierre-Joseph Proudhon³²⁴ disait « *Réciprocité, réciprocité, voilà ce qu'il faut* » (Proudhon,

³²³ « *Les sociétés ont progressé dans la mesure où elles-mêmes, leurs sous-groupes et enfin leurs individus, ont su stabiliser leurs rapports, donner, recevoir, et enfin, rendre* » (Mauss, 2002, p. 105).

³²⁴ Pierre-Joseph Proudhon, que je retiens pour sa pensée mutualiste et non pour la misogynie perçant dans certains de ses écrits.

1858 cité par Gardin, 2006, p. 141). Il la définit par la justice : « *l'homme, en vertu de la raison dont il est doué, a la faculté de sentir sa dignité dans la personne de son semblable, comme dans sa propre personne, de s'affirmer tout à la fois comme individu et comme espèce. La justice est le produit de cette faculté : c'est le respect spontanément éprouvé et réciproquement garanti de la dignité humaine, en quelque personne et dans quelque circonstance qu'elle se trouve compromise, et à quelque risque que nous expose sa défense* ». La justice, pour Pierre-Joseph Proudhon, est donc la reconnaissance de l'égalité des personnes et le respect de nous-mêmes. Elle se pratique donc pour elle-même, elle permet de s'affranchir « *de tout intérêt personnel et de toute considération divine* » (Proudhon, 1858 cité par Gardin, 2006, p. 140). Laurent Gardin explique que, pour l'anarchiste, la réciprocité n'est que « *la forme prise par la justice et non la volonté qui la fait se réaliser* » (Gardin, 2006, p. 141). Ainsi la réciprocité est une relation regroupant des entités non hiérarchiques et égales, mais elle ne vise pas nécessairement la justice. Un groupe régi par cette forme de relation peut soumettre autrui par exemple. C'est pourquoi il importe de penser la réciprocité comme une relation qui vise un idéal en même temps qu'elle est cet idéal. Elle est alors une relation volontaire et intentionnelle en vue d'un objectif commun : la justice. Cette relation, selon le sociologue (également philosophe et économiste), « *a pour base l'antagonisme éternel des idées, des opinions, des passions, des capacités, des tempéraments, des intérêts. Elle est la condition de l'amour même. La réciprocité est exprimée dans le précepte : "Fais à autrui ce que tu veux que l'on te fasse"* » (Proudhon, 1953, p. 29)³²⁵. Si Pierre-Joseph Proudhon insiste sur la justice pour définir la réciprocité, c'est aussi pour supplanter la charité. Il se réfère d'ailleurs au Manifeste des soixante³²⁶ « *Nous ne voulons pas être des clients et des assistés : nous voulons devenir des égaux ; nous repoussons l'aumône : nous voulons la justice* » (Proudhon, 1953, p. 11)³²⁷. Il est tout de même à noter que le rejet de la charité par Proudhon est tel que la réciprocité qu'il exprime est qualifiée de « *comptabilisme social* » (Gardin, 2006, p. 140) : « *La vraie mutualité est [...] celle qui donne, promet et assure service pour service, valeur pour valeur, crédit pour crédit, garantie pour garantie ; qui, substituant partout un droit rigoureux à une charité languissante* » (Proudhon, 1953, p. 11). Pierre-Joseph Proudhon semble parler de façon indifférenciée de mutualité et de réciprocité. Pourtant, Laurent Gardin note qu'il développe davantage le principe de mutualité avec l'assurance mutuelle. Celle-ci regroupe des personnes qui s'associent : celles qui assurent sont également les assurées. Ce principe de double

³²⁵ Cette Règle d'or, de réciprocité positive, existe dans de nombreuses traditions depuis bien longtemps : « *plus de six cents ans pour le Zoroastrisme, environ cinq-cents ans pour le Taoïsme, le Talmud de Babylone et le Bouddhisme. Selon Darwin, elle serait même inscrite dans le processus d'homínisation et ferait partie des acquis de l'évolution* » (Hénaff, 2012, p. 128).

³²⁶ Le manifeste a été rédigé par l'ouvrier Henri Tolain et fut signé par soixante personnes le 18 février 1864. Il revendique une démocratie économique et sociale, sans laquelle ni la démocratie politique ni l'égalité des êtres n'a de sens (Robert, 2014).

³²⁷ Proudhon cite seulement ce passage issu du manifeste des soixante : « *nous repoussons l'aumône : nous voulons la justice* », le reste de la phrase a été récupéré dans un article de l'Humanité (Robert, 2014).

qualité, propre à l'économie sociale, rend chacun à la fois interdépendant et autonome. La solidarité est alors au cœur de la mutualité. Cette mutualité propre au monde ouvrier du 19^e siècle, décrite par Pierre-Joseph Proudhon, se rapproche de la réciprocité entre pairs, définie par Laurent Gardin : des acteurs homogènes s'organisent pour répondre à leurs propres besoins et aspirations. Des appuis externes, hors de la communauté, tels que collectivités territoriales et sympathisants peuvent se manifester. Cela semble signifier que l'action part des principales personnes concernées qui peuvent obtenir le soutien d'autres, non confrontées aux mêmes problématiques, mais se sentant cependant concernées. Elle peut ainsi se transformer en réciprocité multilatérale. La troisième forme de réciprocité³²⁸ définie par Laurent Gardin est, en effet, multilatérale, les groupes sont hétérogènes, mais « *se placent dans des situations symétriques* » : ils participent de façon égalitaire à la construction de l'initiative. Elle peut être multilatérale dès la construction de l'initiative solidaire – car elle décline un dispositif existant - ou être une mutation des deux formes précédentes – les bénéficiaires se mobilisent pour l'initiative, des personnes extérieures viennent appuyer l'initiative. Cette réciprocité multilatérale est la traduction d'initiatives de démocraties locales (Gardin, 2006, p. 50).

La mutualité peut alors être une piste pour penser davantage la relation que la circulation des biens, c'est en tout cas ce que semblent confirmer Marcel Hénaff et Paul Ricœur. Alors que la réciprocité est qualifiée de symétrique, comme indiqué précédemment, cela peut laisser penser qu'elle est duelle, impliquant dès lors deux groupes en conflit ou en alliance. Au contraire la mutualité est plurielle. Marcel Hénaff rappelle que la réciprocité, en grec, s'indique par « *le préfixe anti (ainsi dosis/ antidosis : don/ contre-don) et la mutualité par la préposition pros (pros allelous, i. e, les uns pour les autres)* » (Hénaff, 2012, p. 150). Paul Ricœur a été l'un des rares philosophes à différencier la réciprocité de la mutualité : la mutualité reconnaît qu'il y a quelque chose de commun – le *mutuum* - entre les membres d'une communauté alors que la réciprocité « *indique une confiance qui se cherche, qui est en voie de se constituer, mais peut échouer, elle est le moment de la rencontre et du face-à-face – des personnes ou des groupes -, donc de la genèse et du risque. La mutualité est le temps du résultat : de l'équilibre acquis, de la pluralité ordonnée* » (Hénaff, 2012, p. 150)³²⁹. Cette définition peut être une piste de compréhension concernant les **ASI** : le rapport à l'autre débute par le don et évolue au fil du temps par la construction de projet. Commencer par un don qui ne peut être rendu poursuit des relations de domination, donc la relation dans la construction des projets ne peut être démocratique, en tout

³²⁸ Après la réciprocité inégalitaire définie dans la section VII.1 et la réciprocité entre pairs définie dans cette section VII.2.

³²⁹ La mutualité ne va alors pas de soi, elle implique des relations pacifiées pour une construction collective et sans aucun doute de dépasser les rapports de domination. J'y reviendrai dans la sous-section VII.1.3.

cas pas immédiatement. C'est pourquoi la solidarité internationale devrait s'inscrire dans une recherche première de mutualité. La mutualité reconnaît qu'au-delà de l'altérité, il y a aussi un même que soi. Elle pourrait alors avoir une visée éthique : « *la visée de la "vie bonne" avec et pour autrui dans des institutions justes* » (Ricœur, 1990). Plutôt que de reposer sur une relation don - contre -don se matérialisant par une succession d'actions, la mutualité repose sur le partage, elle est « *avec autrui* ». Cela ne la rend pas plus égalitaire, mais change les modalités de la relation : elle s'inscrit alors, dit Marcel Hénaff, dans une éthique de la « *coopération* » (Hénaff, 2012, p. 149) et dans un temps continu. La relation n'est ainsi pas constamment remise en jeu par la dette contractée par chacune de parties comme dans la réciprocité appréhendée comme circulation des biens. Ainsi la mutualité accentue un aspect souvent laissé de côté dans la réciprocité : la « *visée éthique* » de la relation, au-delà de l'équivalence des biens échangés.

Dans ces deux premières sections, la réciprocité est tantôt appréhendée comme un échange matériel constitutif du don, tantôt comme une éthique des relations, cœur de la mutualité. Je partage cette seconde vision, car la réciprocité multilatérale, reposant sur la mutualité – des relations justes en vue de plus de justice –, est la plus démocratique, et donc celle vers laquelle la solidarité dite réciprocitaire pourrait tendre.

1.3 La mutualité à l'échelle internationale

Historiquement, je l'ai montré, la solidarité réciprocitaire³³⁰ concerne l'auto-organisation et les revendications ouvrières. Cette réciprocité, reposant sur les principes mutualistes, se joue donc d'abord entre pairs. Jean-Louis Laville appelle à une extension de cette solidarité qui « *ne peut plus se cantonner au niveau national et au travail ; tout en restant présente sur ces plans, elle ne peut atteindre sa finalité de justice qu'en s'ouvrant aux niveaux local et international tout en s'exerçant à l'égard des plus démunis et entre les générations* » (Laville, Cattani, 2008, p. 616). Les plans d'action et ses échelles sont donc à élargir, tout comme ses modalités : l'action collective passe tant par un « *agir ensemble* » - pour des enjeux communs et partagés (par exemple le travail) – que par un « *agir avec* » - se sentir concerné par les injustices subies par autrui. Dans cette démarche, les finalités poursuivies par les actions sont à mettre en débat, puisque l'éthique de la solidarité ne repose plus sur la responsabilité individuelle citoyenne, mais sur la responsabilité de la société. Elle est alors du ressort de l'action collective,

³³⁰ Pour rappel, contrairement à Jean-Louis Laville, je fais référence dans mon propos uniquement à la dimension réciprocitaire de la solidarité démocratique, mise en œuvre par les associations, et non à sa dimension redistributive, mise en œuvre par le système étatique.

s'épanouissant dans des espaces dédiés. Pour qualifier les espaces de mutualité, il importe de revenir sur la notion d'espace public.

Repris à Emmanuel Kant dans la Critique de la raison pure (1781), le concept d'espace public a été largement développé par Jürgen Habermas à partir des années 60, dans sa thèse d'habilitation (1962) et les ouvrages et débats qui ont suivi. L'espace public « *c'est un ensemble de personnes privées rassemblées pour discuter des questions d'intérêt commun. Cette idée prend naissance dans l'Europe moderne, dans la constitution des espaces publics bourgeois qui interviennent comme contrepoids des pouvoirs absolutistes. Ces espaces ont pour but de médiatiser la société et l'État, en tenant l'État responsable devant la société par la publicité, la *offenlichkeit* dont parlait Kant* » (Létourneau, 2001). Cet espace public est la condition de la démocratie, c'est-à-dire la condition de la participation citoyenne à la formation du droit, puisqu'il repose sur un échange discursif rationnel sur des problèmes d'intérêts généraux. Comme le note le chercheur en communication Marc Lits, l'espace public est, pour Jürgen Habermas, « *l'expression d'un intérêt général partagé par tous au terme d'une délibération fondée sur des échanges dûment argumentés* » et non pas le résultat de points de vue contradictoires ou d'intérêts divergents (Lits, 2014, p. 77). L'espace public est alors le lieu où la norme (le droit) est légitimée puisqu'elle se fonde sur une raison intersubjective. Dans cette conception, l'échange langagier (*logos*) permet l'intercompréhension et le consensus. La presse d'opinion a un rôle majeur par la publicité des idées, nécessaire à un échange éclairé. Plusieurs critiques ont amené le philosophe à actualiser son modèle initial. Entre autres critiques, notons la réduction de l'espace public à un espace bourgeois (Farge 1992 ; Fraser 1990) ; un rôle des médias plus divertissant et manipulateur que publiciste (Bourdieu, 1996) ; un échange langagier reposant plus sur un partage du sensible que sur une rationalité logique (Boutaud, 2018), etc.

Ainsi, le philosophe allemand en vient à préciser sa pensée, en dehors de son champ initial de recherche (l'espace public bourgeois à la fin du 18^e siècle en Europe). Dans son article de 2006, il indique que les processus délibératifs de légitimation de la norme sont facilités et mis en visibilité par les médias, à condition que ceux-ci soient indépendants par rapport à leur environnement social et que l'audience soit critique vis-à-vis des contenus médiatiques³³¹ (Habermas, 2006). Outre la légitimation du droit, dit Jürgen Habermas, l'espace public a aussi une autre fonction : la réflexivité de l'opinion publique. Les opinions publiques visibles dans l'espace public, grâce notamment aux médias, manifestent, selon lui, les perceptions de larges pans de la population, qu'il est possible de

³³¹ « *It moreover highlights 2 critical conditions: mediated political communication in the public sphere can facilitate deliberative legitimation processes in complex societies only if a self-regulating media system gains independence from its social environments and if anonymous audiences grant a feedback between an informed elite discourse and a responsive civil society* » (Habermas, 2006, p. 411).

discuter. Plus précisément, Jürgen Habermas conçoit ainsi que l'espace public est un espace de mise en visibilité des opinions publiques et donc de réflexivité de la société, offrant aux citoyen·nes des positions alternatives sur les questions d'intérêt général, tandis que les instances politiques peuvent davantage identifier les décisions qui pourraient être acceptées ou non par les citoyen·nes. En plus de revoir sa position sur les médias, le philosophe, suite aux apports de Nancy Fraser, reconnaît la pluralité de l'espace public, notamment du fait de l'existence de « *contrepublics subalternes* » (Fraser, 2001). Selon la philosophe Nancy Fraser, il n'y a pas un « *espace public bourgeois* », mais une multitude d'espaces publics alimentés par des publics hétérogènes (femmes, communautés ethniques, etc.)³³². La définition de l'espace public donné par Jürgen Habermas est dès lors la suivante : « *un système intermédiaire de communication entre des délibérations en face à face formellement organisées et des délibérations informelles dans des arènes figurant au sommet et à la base du système politique*³³³ » (Habermas, 2006). L'espace public est donc un espace de médiation. Cet espace de médiation, pour Éric Dacheux (2003) et Bernard Eme (2008), relie les différentes entités de la société – société civile, système économique et système politique³³⁴ - en favorisant leur interaction tout en évitant leur homogénéisation. L'espace public est aussi un espace de médiation entre l'espace politique et l'espace domestique à travers notamment deux espaces frontières : « *Les espaces de médiation institutionnelle* » et « *les espaces civils* » (Dacheux, 2003). Les premiers sont la frontière haute de l'espace public : ils sont reliés à l'espace politique (les institutions politiques, lieux de production des normes). Ces espaces prennent forme par des dispositifs participatifs émanant des pouvoirs politiques, pour entrer en relation avec les publics. Les seconds constituent la frontière basse de l'espace public en lien avec les espaces domestiques. Ces espaces civils, selon Éric Dacheux, sont de deux types : les espaces d'interconnaissance (plus proches de l'espace domestique : les cafés par exemple) et les espaces de médiation sociale (par exemple les associations). Dans ce dernier type d'espace, il s'agit, pour un tiers, de mettre en relation des personnes qui ont peu d'occasions de se rencontrer, afin d'échanger sur des questions d'intérêt général. Ces espaces de médiation sociale sont appelés espaces publics autonomes par Jürgen Habermas et espaces publics de proximité par Jean-Louis Laville et Bernard

³³² « Nous ne pouvons donc plus supposer que la conception bourgeoise de la sphère publique n'était qu'un idéal utopique irréalisé ; il s'agissait aussi d'une notion idéologique masculiniste qui fonctionnait pour légitimer une forme émergente de règles de classes » (Fraser, 2001). Comme le note Alain Bussière, Nancy Fraser distingue « les espaces publics forts (ceux ayant la pleine possibilité de délibérer) et faibles (les arènes de la société civile) » (Bussière, 2017, p. 77).

³³³ « *Imagine the public sphere as an intermediary system of communication between formally organized and informal face-to-face deliberations in arenas at both the top and the bottom of the political system* » (Habermas, 2006, p. 415).

³³⁴ « Dans la réalité empirique, les individus conjuguent avec plus ou moins de bonheur leurs différentes identités sociales : une même personne peut être, tout à la fois, fonctionnaire, militant associatif et consommateur. Il n'y a donc pas de séparation radicale entre société civile, système étatique et marché, mais interaction entre ces trois sphères constitutives du monde commun » (Laville, 2001).

Eme. Ainsi, l'espace public, dans cette conception, est à la fois un lieu de médiation, mais aussi un lieu de participation et d'engagement politique par la prise de parole et l'action. Comme en dénote le débat entre Walter Lippmann et John Dewey (cf. chapitre VIII), c'est par ailleurs par la participation que l'opinion publique se forme. Autrement dit, l'espace public est le lieu, pour reprendre les termes de John Dewey, où les publics peuvent mener l'enquête : s'étonner et identifier les problèmes de par le caractère réflexif de l'espace public, expérimenter et évaluer des pistes, mais aussi partager les résultats de l'enquête.

Contrairement à Jürgen Habermas (2006), pour qui la démocratie repose sur le consensus, d'une part, et pour qui l'espace public est un espace de médiation, d'autre part, l'espace public est, pour Dominique Wolton « *un espace symbolique où s'expriment et s'échangent les opinions contradictoires des individus et des groupes* (Wolton, 2005, p. 218). « *L'espace public est donc un espace communicationnel dédié aux questions politiques qui autorise un débat démocratique tout à la fois intégrateur et conflictuel* » entre des acteurs politiques, économiques et issus de la société civile (Dacheux, 2003, p. 235). L'espace public, concept normatif, s'incarne dans des espaces publics d'engagement. Ces espaces, pour que la parole de chacun·e soit prise en compte et non celle d'une minorité dominante, doivent tenir compte des inégalités et des relations de domination au risque de les faire perdurer. Comme le signale Bernard Eme (2008), partir de l'égalité supposée des participant·es à échanger dans une arène ou un forum, se heurte à l'inégalité des rapports sociaux. En effet, pour Nancy Fraser, « *il n'est pas possible de protéger les arènes discursives spécifiques des effets de l'inégalité sociale, et que si l'inégalité sociale persiste, les processus de délibération au sein des sphères publiques tendront à avantager les groupes dominants, et donc désavantager des groupes subordonnés* » (Fraser, 2001, p. 138). Il importe donc que des « *contre publics subalternes* » émergent, c'est-à-dire des « *arènes discursives parallèles dans lesquelles les membres des groupes sociaux subordonnés élaborent et diffusent des contre-discours, afin de formuler leur propre interprétation de leurs identités, leurs intérêts et leurs besoins* » (Ibid.). En faisant dialoguer Habermas et Fraser, Alain Bussière conclut que « *la dimension d'émancipation résiderait dans l'acceptation du caractère dialogique de la fonction de ces contre-espaces publics : des espaces de retrait et de regroupement, mais aussi des espaces qui devraient porter la volonté d'élargissement, à terme, de leur public. En pratique, l'enjeu serait de faire vivre des espaces publics multiples et concurrents, mais en interaction. C'est donc bien une forme de structuration unique, mais complexe de l'espace public qui devrait être recherchée.* » (Bussière, 2017, p. 76).

La description des différents espaces de prise de parole et d'actions m'amène à considérer que la mutualité entre groupes citoyens, partageant des enjeux communs, mais pas le même territoire géographique, devrait s'exercer dans les espaces civils et plus exactement dans les espaces

de médiations sociales³³⁵. Les relations de solidarité internationale n'échappant pas à des rapports de domination – et en particulier de colonialité –, il importe que ceux qui partagent un même espace vécu forment des espaces autonomes, distincts, mais reliés. Le concept d'« *interterritorialité* » (Bussière, 2017) semble pour cela particulièrement heuristique. Parce que les espaces publics sont corrélés à des institutions politiques (Fraser 2005 cité par Julliard, 2019), génératrices de droits, ils existent simultanément, à différentes échelles : locales, nationales et internationales. Alain Bussière montre, que ces échelles ne s'emboîtent pas, qu'en somme il n'est pas tant question d'intégrer les espaces publics à des territoires que de penser les territoires dans l'espace public : « *l'espace vécu s'inscrit dans des échelles multiples affectant le rapport à l'autre et donc aux autres, eux-mêmes affectés par cette pluralité identitaire* » (Bussière, 2017, p. 13). Autrement dit, l'espace vécu des citoyen·nes est géographiquement multiterritorial d'une part et, d'autre part, ces territoires en plus d'être géographiques peuvent être thématiques et affinitaires. C'est également la réflexion de Florent Hérouard pour qui l'habiter dépend de distances affectives et non plus physiques (Hérouard, 2007) et de Mathis Stock qui remet en cause l'habiter en termes de localité géographique pérenne (Stock 2007). Penser l'interterritorialité revient à penser la relation entre ces territoires géographiques (lieu de vie), affinitaires et thématiques³³⁶. Elle est, justement, conciliable avec la territorialité multiple de chacun·e (Bussière, 2017, p. 522). La territorialité est traversée par des questions d'ordre global en même temps que le territoire est un composant du global (Bussière, 2017, p. 523). L'échelle mondiale est territorialisable en plus petites échelles (prérequis à la démocratie directe) autour de pratiques et de volontés collectives et non plus seulement en termes de territoires géographiques : « *Il n'est donc pas possible d'envisager un espace public global autrement que sous la forme d'une multitude d'espaces publics territoriaux ayant conscience de leur caractère partiel et attentifs aux réalités globales qui les traversent* » (Bussière, 2017, p. 528). L'interterritorialité est donc un enjeu de l'espace public, et cela à toutes les échelles afin de concrétiser ces « *espaces publics de proximité à distance et dans la mondialité* » (Eme, 2008, p.361). En prenant l'exemple du commerce équitable, tout l'enjeu, pour Alain Bussière, serait « *la mise en place d'un espace public autonome de proximité, mais plurilocalisé ayant une capacité de débordement sur les espaces publics territorialisés à différentes échelles* » (Bussière, 2017, p. 140).

Le lien de réciprocité, basé sur la mutualité, requiert alors des espaces publics autonomes – c'est-à-dire des espaces de médiation sociale distincts et reliés, rendant possible, la confrontation

³³⁵ À ce stade, la question n'est pas de construire ou légitimer un droit international en matière de solidarité internationale.

³³⁶ « *L'enjeu semble être en effet de non seulement penser la multitude des territoires, mais également les relations entre eux* » (Bussière, 2017, p. 520)

d'opinions contradictoires, la prise de décision et l'action collective entre des personnes égales et libres, confrontées à des problèmes spécifiques et/ou s'y sentant concernées. Or, des espaces de médiation sociale à une échelle mondiale existent d'ores et déjà³³⁷ : les Forums sociaux mondiaux par exemple. Le Forum social mondial se définit comme « *le plus grand rassemblement de la société civile visant à trouver des solutions aux problèmes de notre temps* » (Forum social mondial 2016, 2016)³³⁸. Il réunit à chaque édition plusieurs dizaines de milliers de participant·es du monde entier pour échanger via des ateliers, performances artistiques et conférences, autour de diverses thématiques (développement social, économie solidaire, environnement, droits humains, démocratisation...). Il est né à Porto Alegre, au Brésil, en 2001, en réponse au Forum économique de Davos et, plus largement, en contestation du néolibéralisme. Il s'inscrit dans le prolongement du mouvement altermondialiste qui a pris son essor après le sommet de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) de Seattle, en 1999, avec le refus de la libéralisation du marché, en particulier celle des investissements et des services publics. Outre ces éditions mondiales, des Forums sociaux se déclinent en région à travers le monde – le Forum social européen, le Forum social africain, l'US social forum, le Forum social québécois.... Au-delà des conférences de penseurs mondialement reconnus, les Forums sociaux sont aussi des lieux de convergence des résistances locales et de partage des moyens d'action³³⁹. C'est par exemple lors des forums sociaux mondiaux que s'est constitué un réseau mondial des médias libres, en faveur de la liberté d'expression et d'une autre communication médiatique. Ce mouvement se réunit autour « *de pratiques communes fondées sur la recherche de l'autonomie vis-à-vis des logiques commerciales ou étatiques, sur la lutte contre toute forme de domination et sur la volonté de garantir des espaces d'expression ouverts. Nous souhaitons construire des modèles économiques solidaires et durables* » (Forum social mondial 2016, 2016)³⁴⁰. Il a conduit en 2015 à la rédaction d'une charte mondiale. À partir de luttes menées sur des territoires, à des échelles locales, des enjeux communs ont été partagés conduisant à la construction d'un mouvement mondial. Cette relation des territoires permet alors de rendre visible un problème, à l'échelle mondiale.

³³⁷ « *On ne décrète pas l'existence d'un espace public, on constate son existence* » (Wolton, 2005, p. 218).

³³⁸ Forum social mondial 2016, 2016. À propos du Forum social mondial | Forum social mondial 2016. In : [en ligne]. 2016. [Consulté le 17 février 2017]. Disponible à l'adresse : <https://fsm2016.org/sinformer/a-propos-du-forum-social-mondial/>.

³³⁹ C'était par exemple le cas de la *New Orleans Roundtable* lors de l'US social forum de 2010, pour laquelle la société civile a proposé des témoignages concernant l'après Katrina.

³⁴⁰ Voir note précédente.

Conclusion de la première section

J'ai pu montrer, en prenant appui sur les travaux d'Alain Bussière, que la mutualité entre des acteur·rices appartenant à des territoires géographiques éloignés pouvait se concrétiser par des espaces civils distincts, mais en relation. Cette mise en relation peut s'opérer à travers des espaces de médiation sociale à une échelle internationale, dont les forums sociaux mondiaux sont un exemple. Ces espaces sont à la fois traversés par des enjeux locaux et des enjeux mondiaux. Ce sont des lieux d'échanges et de confrontation d'opinions, mais aussi des lieux de décisions et de mise en action collective, par des citoyen·nes confronté·es à un problème, dans leur chair, mais aussi par des citoyen·nes se sentant concerné·es par une question. Ces espaces nécessitent de prendre en compte les relations de domination et d'en sortir. Pour cela, des techniques d'animation sont donc à mettre en œuvre, mais surtout, une approche pluriversaliste (définie dans la 2^e section) est à penser. Évoquer ces espaces publics, c'est se référer à la démocratie, il importe de préciser que celle-ci n'est ni propre à l'Occident (Sarr, 2016) ni synonyme d'une démocratie représentative (Grosfoguel, 2010). Elle se retrouve sous différentes formes partout dans le monde. En tout lieu et en tout temps, les peuples ont aspiré à leur autodétermination comme le montrent différentes chartes : la Déclaration universelle des droits des peuples (1976), la Charte des peuples indigènes et tribaux des forêts tropicales (1992), la Déclaration finale de la conférence des peuples pour le riz et la souveraineté alimentaire (2006), etc³⁴¹. Des initiatives démocratiques existent de par le monde – par exemple, les processus d'Assemblées constituantes en Bolivie et au Venezuela qui ont permis à la population de participer à l'élaboration d'une nouvelle Constitution. Certaines ont d'ailleurs essaimé en Europe. C'est le cas des budgets participatifs nés au Brésil à la fin des années quatre-vingt-dix et mis en place en Afrique, au début des années 2000, en particulier au Sénégal et à Madagascar (Briant, 2012). L'aspiration démocratique, au sens de l'auto-organisation des peuples, pourrait alors être considérée comme un invariant humain (Panikkar, 2014). Les différentes matérialisations, à travers le monde, de ce qu'on appelle, en occident, démocratie, pourraient venir nourrir notre propre conception. La mise en relation des différents territoires, telle que je l'ai préalablement définie, pourrait alors être une voie du pluriversalisme.

³⁴¹ Cf. les annexes de l'ouvrage TALEB, Mohammed, 2014. *L'écologie vue du Sud : pour un anticapitalisme éthique, culturel et spirituel*. Paris : Sang de la terre. ISBN 978-2-86985-320-1.

2. Une solidarité mutuelle pluriverselle et acoloniale

Selon Édouard Glissant, les relations mondiales ont deux faces. La mondialité, la face positive, est cette opportunité fantastique pour l'humain d'être à l'unité du monde en même temps qu'à sa pluralité (Glissant, 1997). La mondialisation, la face négative, serait au contraire une uniformisation par le bas. Cette ambivalence est relevée par d'autres penseurs. Par exemple pour Dominique Wolton (2003), plus pessimiste : la mondialisation engendre une seule alternative, cohabitation ou guerre (repli identitaire). Pour Edgar Morin (2010), la mondialisation est le meilleur pour l'humanité en même temps qu'elle est le pire. Le meilleur, parce qu'elle est la voie de la prise de conscience d'une communauté de destin. Elle peut être le pire lorsqu'elle est appréhendée comme une universalisation d'une modernité incontrôlée, au détriment des cultures et de la diversité des façons d'être au monde³⁴². Concernant cette seconde section, je traiterai les relations mondiales propres à la solidarité internationale par trois prismes : celui d'un universalisme colonialitaire - qui en est l'une des dérives actuelles – (2.1), le cosmopolitisme -souvent invoqué par les ASI (citoyenneté mondiale) (2.2) - et enfin, la voie que je défends : le pluriversalisme qui est, par définition, acolonial (2.3).

2.1 Sortir d'un universalisme colonialitaire

Le colonialisme est couramment évoqué dans le milieu de la solidarité internationale, comme une crainte d'être dans un rapport de domination « *néocolonialiste* » Nord-Sud. Je l'ai montré dans la partie II, la solidarité internationale, réduite à l'aide, tend à être appréhendée comme hiérarchisante, voire paternaliste, et cela malgré l'émergence du vocable partenariat dans les années 80. En 2019, ces questionnements autour d'une solidarité internationale qui ferait perdurer des rapports de domination est toujours d'actualité, comme l'atteste, par exemple, la thématique du Week-end annuel d'Étudiants et Développement (WEEeD) : « *Faut-il décoloniser les systèmes et les pratiques de solidarité internationale ?* ». Pour les intervenant·es à la table ronde du même nom – les représentant·es d'ASI aussi diversifiées que ATD Quart-monde, Échanges et partenariats, Survie et MSF – cette question dénote de rapports de domination toujours d'actualité dans le milieu, qu'ils

³⁴² Notons également que E. Morin voit le « *développement de vastes secteurs de laïcisation et rationalité où ne jouent plus les interdits et malédictions religieuses* » (Morin, Kern, 2010, p. 46) comme le meilleur de la mondialisation, tout comme le fait qu'il y a plus de points communs entre les peuples permettant ainsi une meilleure compréhension. Je rejoins ici Wolton (2003) : l'enjeu est plutôt la compréhension d'une incompréhension permettant une cohabitation culturelle.

soient par ailleurs « *coloniaux* », mais aussi de genre et de classe. Rony Brauman rappelle d'ailleurs que, si les pratiques de médecine humanitaire sont issues de la médecine des champs de bataille et des médecines sociales (médecines mutualistes du 19^e siècle), elles sont également issues de la médecine coloniale. Outre cette historicité des pratiques, on retrouve l'approche coloniale avec la notion de développement (cf. chapitre I), des relents colonialistes se retrouvent aussi chez les jeunes souhaitant s'impliquer dans la solidarité internationale³⁴³, c'est pourquoi l'animateur de la table ronde (délégué général du **CRID**) appuie sur l'importance d'accompagner les jeunes porteur·ses de projet et volontaires au questionnement de ces rapports de domination.

Cette approche coloniale est, pour les penseurs de la colonialité (Quijano 1994 ; Grosfoguel 2006), la conséquence logique de l'universalisme : c'est parce qu'une pensée particulière a pour dessein de s'appliquer au monde qu'elle en nie, dans le même temps, d'autres formes. Cet universalisme constant serait le signe que le décolonialisme n'a jamais été finalisé. Le colonialisme des territoires perdure par la colonialité de la pensée. La colonialité fait ainsi référence à un ensemble de hiérarchies intégrées et transmises depuis le 15^e siècle³⁴⁴ participant à la structuration de nos façons de percevoir le monde. Ces hiérarchies sont raciales, sexuelles, pédagogiques et s'enchevêtrent pour former un système-monde. La colonialité repose sur le fait que toutes formes de pensées et d'actions sont traversées par la supériorité de l'Occident sur le non-Occident. Précisons que dans la pensée décoloniale l'Occident ne se comprend pas comme une zone géographique, mais comme « *une position à l'intérieur de rapports de pouvoir et comme un certain type d'épistémologie* » (Rougier et Grosfoguel 2016, p. 8). Pour le formuler autrement, la localisation géographique n'est pas synonyme de localisation épistémique. Les différentes hiérarchies qui forment ce système ont la particularité d'être intériorisées, c'est en cela qu'elles constituent la colonialité. Pour définir deux de ses concepts, je m'appuie sur la thèse de la philosophe Fatima Hurtado-Lopez. Le premier concept, mis au jour par le sociologue Anibal Quijano, est la colonialité du pouvoir (Quijano, 1994). Sa principale caractéristique est « *la domination par des méthodes non exclusivement coercitives : il ne s'agit pas seulement de réprimer physiquement les dominés, mais de réussir qu'ils naturalisent l'imaginaire culturel européen comme l'unique forme "civilisée" et "développée" d'être en rapport avec la nature, le monde social et la subjectivité* » (Hurtado-Lopez, 2013, p. 336). La colonialité s'applique également à la sphère du savoir. La colonialité du savoir « *fait référence à la dimension épistémique de la colonialité du pouvoir, c'est-à-dire à la marginalisation, la folklorisation et l'invisibilisation d'une multiplicité de*

³⁴³ Cela a été montré par Amina Yala dans son ouvrage, *Volontaire en ONG : l'aventure ambiguë*, 2005.

³⁴⁴ Le 15^e siècle marque le processus de conquête coloniale et de négation de l'altérité.

connaissances qui ne répondaient pas aux modalités de production de connaissance occidentales » (Hurtado-Lopez, 2013, p. 339). Celle-ci a été pensée par le sociologue Edgardo Lander (2000)³⁴⁵. Elle consiste à une reproduction d'un savoir eurocentré et colonial reposant notamment sur le progrès, la croissance et une forme de dualisme. Enfin la colonialité de l'être, développée par le philosophe Nelson Maldano-Torres (2007), fait référence à la négation de l'Autre. Elle s'exprime « *par une mise en cause rationnelle de l'appartenance au genre humain* » des peuples non occidentaux afin de préserver la cohérence de la pensée européenne de l'humanité (Ajari 2016).

La colonialité comme l'universalité serait constitutive de la modernité, c'est en tout cas l'idée défendue par le groupe modernité/colonialité, composé de penseur·ses Sud-Américain·es³⁴⁶. Il importe de revenir sur ce qui est, ici, appelé modernité. Ses critiques, notamment de son universalisme intrinsèque, viennent du monde entier : Europe - Alain Touraine, Boaventura de Sousa Santos, Amériques - Immanuel Wallerstein, Ramon Grosfoguel et Enrique Dussel, Asie - Arjun Appadurai et Raimon Panikkar, Afrique et Antilles - Achille Mbembé et Aimé Césaire. L'universalisation de la modernité est considérée par ces auteurs comme le pire de la mondialisation en tant qu'elle nie les particularismes. Pour Serge Latouche s'appuyant sur Cornélius Castoriadis, la modernité n'est autre que l'économie de la croissance et plus largement la maîtrise rationnelle du monde (Castoriadis, Latouche, 2014). Pour Reinhart Koselleck, elle est un « *ensemble de normes socioculturelles et de pratiques fondées sur une foi inaltérable dans le progrès* » (Pestre et Damme 2015). Selon Edgar Morin, cette modernité, au cœur de la mondialisation, se manifeste par quatre moteurs incontrôlés (mais somme toute ambivalents) : la science et la technique ainsi que l'économie et le profit (Morin, Kern, 2010) qui ont pour horizon le progrès. Raimon Panikkar va dans le même sens puisque, selon lui, la modernité résulte de trois phénomènes. Le premier est la civilisation technologique : les sciences modernes se traduisant par l'industrie et les technologies qui se fondent sur les catégories de temps, d'espace, de matière et de force. Le deuxième est l'idéologie panaéconomique au sens que tout est monétisable et quantifiable, l'être humain est alors réduit à un ensemble de besoins qu'il faut combler. Le troisième phénomène est *l'américan way of life* ou pour le dire autrement la satisfaction des humains vis-à-vis de cette civilisation technologique et de l'idéologie panaéconomique (Panikkar, 2014). Ce dernier phénomène, au-delà d'une « *satisfaction* »

³⁴⁵ Dans un ouvrage en espagnol d'Edgardo Lander (2000) cité par Fatima Hurtado Lopez : La colonialidad del saber : eurocentrismo y ciencias sociales. Perspectivas latino-americanas.

³⁴⁶ Ces penseur·ses sont issues de plusieurs disciplines : Arturo Escobar et Fernando Coronil (anthropologie), Catherine Walsh (sciences de l'éducation), Enrique Dussel, Santiago Castro-Gómez, María Lugones et Nelson Maldonado-Torres (philosophie), Aníbal Quijano, Edgardo Lander, Ramón Grosfoguel et Agustín Lao-Montes (sociologie) et Walter D. Mignolo et Zulma Palermo (sémiologues), etc. ...

dénote plutôt d'un mode de vie profondément ancré et peu remis en question. Pour Edgar Morin, comme nous l'avons vu, une prise de conscience s'impose pour arrêter l'agonie du monde et opérer une métamorphose. La modernité est donc aussi une question d'imaginaire et de sens donné à la vie et au monde : un *dasein* en turbulences. Pour Immanuel Wallerstein, le cœur de la modernité, du système-monde dit-il, est le capitalisme qu'il définit comme l'accumulation du capital. Ses institutions sont construites autour de ce moteur, d'abord par « *une division axiale du travail entre des processus de production centraux et périphériques réglée par l'entremise d'un réseau d'États souverains* » (Wallerstein, 2008, p. 84) et ensuite par des structures mentales. Ces structures mentales sont composées : de normes universalistes prônées coexistant avec des pratiques racistes et sexistes, un libéralisme au bénéfice du « *centre* », des structures de savoirs basées sur une opposition épistémologique entre universalisme et essentialisme culturel. Une autre caractéristique de la modernité, qui cette fois-ci est politique, transparait : la prédominance de l'État-nation et d'une démocratie jugée raciste et capitaliste. Il est évident que la modernité est, dans cette sous-section, et souvent dans la pensée décoloniale, appréhendée par son versant le plus négatif. Il n'est pas question ici de jeter le bébé avec l'eau du bain³⁴⁷, puisque la modernité, comme le rappelle Xavier Ricard Lanata, est plurielle et ne se réduit pas au capitalisme : « *l'idéologie de la technique* », comme j'ai pu le montrer dans le chapitre I avec le développement, a aussi été saisie par le socialisme alors que d'autres formes, tout aussi modernes, le « *socialisme de William Morris par exemple [...], revendiquaient le respect des paysages, voire de la beauté, défigurée par l'industrialisation et le productivisme* », il rajoute : « *les découvertes de la physique quantique, qui remettent en cause le dualisme méthodologique de la physique newtonienne, ne sont-elles pas "modernes" ?* » (Ricard Lanata, 2018)³⁴⁸. Ensuite, la philosophie des Lumières, propre à la modernité, c'est aussi l'émancipation individuelle (Kant) et les droits de l'Homme³⁴⁹. Comme le rappelle lui-même Ramon Grosfoguel, nous ne devons absolument pas oublier, au risque de tomber dans un essentialisme voire des fondamentalismes, que des éléments de la modernité, sont issus d'une « *relation globale entre l'Ouest [ou l'Occident] et le reste du monde* » (Grosfoguel 2010, p. 133). Il ne s'agit en aucun cas d'être antimoderne, mais de penser les notions issues de la modernité au regard d'une pensée décoloniale (Bancel et al., 2010).

Du point de vue décolonial, que je partage, il n'est pas seulement question de critiquer « *le contenu* » de la modernité, mais surtout son mode opératoire : sa tendance universalisante. La

³⁴⁷ Comme en appelle Serge Latouche, avec le concept de développement (Latouche, 2005).

³⁴⁸ Numéro de page non indiqué. Disponible à l'adresse : <https://www.terrestres.org/2018/11/15/pluraliser-les-mondes-et-perdre-le-monde/>.

³⁴⁹ Même s'il est difficile de ne pas avoir à l'esprit qu'en tant que philosophie du progrès, la différence est pensée en termes de hiérarchie - légitimant ainsi l'esclavage (Estève, 2002).

mondialisation serait en effet synonyme d'une universalisation de la modernité (Appadurai, 2015). Raimon Panikkar va également dans ce sens : « *Avant l'idéologie était un Roi, un Empire, un Dieu, une Religion, aujourd'hui l'idéologie dominante soutient une science, un marché unique, une démocratie universelle, un nouvel ordre mondial, hors desquels il n'y a pas de salut* » (Panikkar, 2014, p. 52). Cette modernité forme donc un système-monde, une « *économie-monde capitaliste* » pour reprendre les termes d'Immanuel Wallerstein, qui s'est développée au 15^e siècle lors de l'expansion géographique de l'Europe permise par des compétences militaires et techniques. Au 19^e siècle, le système-monde incorpore le monde entier. Ce système-monde, également appelé par Edgar Morin et Anne-Brigitte Kern (2010) « *l'âge de fer de l'ère planétaire* », prend différentes formes et montre que la décolonisation n'a pas mis fin à l'ingérence. En effet, la rhétorique des droits de l'homme remplacerait l'évangélisation chrétienne et les missions civilisatrices des puissances coloniales. Pourtant, après la Seconde Guerre mondiale, les instances mondiales comprenaient le droit moral des opprimé·es à rejeter toutes formes de supervision paternaliste³⁵⁰, mais cette rhétorique des droits de l'homme semble les remettre sur le devant de la scène. Les nations considérées comme les plus pauvres et les moins développées font face au ton moralisateur de ses défenseurs et servent de justification aux interventions militaires. La barbarie perçue devient alors justification à une autre forme de barbarie. L'intervention en urgence ne laisse place à aucune forme de compréhension du contexte et du dérèglement qui conduit à ces phénomènes violents. Ramon Grosfoguel nous éclaire sur deux spécificités d'un universalisme abstrait qui serait connexe à la modernité et issu des Lumières³⁵¹. Premièrement, un universalisme des énoncés c'est-à-dire une connaissance sans détermination spatio-temporelle et éternelle. Deuxièmement, un universalisme épistémique, ou du sujet d'énonciation, c'est-à-dire un sujet vide et neutre producteur de connaissances présentées comme vraies. Ces deux universalismes sont issus de la philosophie cartésienne. Pour le philosophe du Sud, le premier est remis en question par la philosophie occidentale elle-même, notamment par Kant et Hegel. En revanche, jamais le second n'est dépassé. En effet, l'universalisme des énoncés est remis en cause par le sujet transcendantal de Kant qui, à la différence du sujet cartésien, ne peut produire de connaissances hors des catégories d'espaces et de temps qui sont, en fait, innées et inhérentes à l'être humain doté de raison. La connaissance humaine est alors limitée. Cependant, l'intersubjectivité permet de

³⁵⁰ Cette « *compréhension* » fut marquée par l'adoption par les Nations unies en 1960 de la Déclaration sur l'indépendance des pays et des peuples colonisés. Ce système-monde est fortement remis en question par les mouvements de décolonisation, mais aussi par la révolution de mai 68. Il est à l'agonie. Il s'écroule du fait de l'affaiblissement de l'accumulation du capital (son moteur principal selon Wallerstein) puisque ses institutions sont construites autour de ce moteur comme précédemment expliqué. L'accumulation du capital est en effet de plus en plus difficile du fait de l'augmentation des coûts de production (Ibid., p. 87).

³⁵¹ La pensée romantique, en réaction aux Lumières, considère que tout être humain appartient à une culture, elle-même constitutive de l'humanité. Les cultures impriment des singularités en chaque individu.

produire « *une connaissance reconnue intersubjectivement comme vraie et universelle* » (Grosfoguel 2010, p. 124). Rappelons que l'homme de raison, dans l'acception kantienne, désigne les personnes blanches de sexe masculin. L'universalisme cartésien des énoncés (possibilité de connaître la chose en soi, au-delà de toute catégorie spatio-temporelle) est certes questionné, mais l'universalisme épistémologique : « *seul l'homme européen a accès à la production de connaissances universelles, définissant l'universel pour le reste de la planète* » (Grosfoguel 2010, p. 124) est en revanche renforcé. Tout comme Hegel pour qui l'esprit universel suit un mouvement est-ouest pour passé/futur. Cette ligne imaginaire se situe au Nord et ne prend pas en compte ni l'Afrique ni l'Amérique du Sud. Les femmes n'étaient pas mentionnées non plus. L'universalisme épistémologique est le même que pour Descartes et Kant : l'universel est fondé sur le particulier, l'homme occidental. Pour Ramon Grosfoguel, la connaissance située et partielle est niée dans la philosophie et dans les sciences occidentales : « *la localisation ethnique, sexuelle, raciale, de classe ou de genre du sujet qui énonce est toujours déconnectée de l'épistémologie et de la production des connaissances* » (Grosfoguel, 2006, p. 53). Un point de vue situé est rendu universel du fait que ces « *localisations épistémiques* » sont cachées. C'est le discours universaliste de la « *philosophie du point zéro* » qui autorise de déterminer son savoir comme universel, contrairement à d'autres connaissances considérées comme particularistes et ne pouvant accéder à l'universalité. Ainsi, une hiérarchie des connaissances coexisterait, selon lui avec une hiérarchie des êtres. Cet universalisme, selon Boaventura de Sousa Santos (2016), produit de la non-existence par cinq monocultures. Une monoculture de la connaissance détermine le vrai par la science moderne et le beau par la culture élitiste (1). La monoculture du temps linéaire fait de l'histoire un phénomène n'ayant qu'une seule direction : progrès, révolution, modernisation, développement, mondialisation en sont les maîtres mots (2). Elle n'admet pas la « *possibilité de la coprésence de différentes conceptions de la contemporanéité* » (Santos, 2016, p. 253). La monoculture de la naturalisation (3) des différences consiste en la classification sociale par catégories « *qui naturalisent les hiérarchies* » (Santos, 2016, p. 253). De cette catégorisation découlent les rapports de domination. La logique de l'échelle dominante (4) ayant deux formes : l'universalisme et la mondialisation, les autres ne sont pas pertinentes. La logique productiviste (5) rendant indiscutables la croissance et la productivité : ce qui ne génère pas de profit monétaire est considéré comme « *improductif* » (Santos, 2016, p. 255). Ces cinq monocultures sont le propre de la modernité et constituent le paradigme épistémologique qui serait celui de l'aveuglement. Aveuglement particulièrement critiqué par les contradicteurs des Lumières et de la « *philosophie du point zéro* ». A cette volonté d'étendre une culture, une manière de vivre et de penser, est sous-jacente, selon Raimon Panikkar, une impression de supériorité propre à une idéologie linéaire et évolutionniste : il y aurait sous couvert de bonne volonté, la tendance à exploiter ou tout du moins à soumettre (Panikkar, 2014). Cette culture moderne, selon Raimon

Panikkar n'est ni universelle (elle n'est pas issue de la nature humaine, mais d'une expérience limitée), ni universalisable (elle est en contradiction avec « *les archétypes d'autres traditions* »).

Face à ces remises en cause de l'universalisme, deux critiques majeures peuvent être apportées à la pensée décoloniale : une forme d'essentialisme passant par la construction d'une épistémé, rejetant les savoirs considérés comme occidentaux, c'est l'apport de Souleymane Bachir Diagne (2016) ; une vision parfois binaire opposant culture dominante et opprimé·es. Sur ce deuxième point, si des résistances vis-à-vis de la culture dominante existent, c'est bien qu'il est possible de s'en émanciper, c'est la réflexion sur la réception (cf. chapitre III). Il ne s'agirait pas de tomber dans une forme de mépris des capacités actrices de tout un chacun. D'autre part, toujours sur ce deuxième point, des flux globaux peuvent transcender des cultures locales. C'est là l'approche d'Arjun Appadurai (2015). Malgré les nuances pouvant être apportées à la pensée décoloniale et aux critiques de la modernité, cette modernité universalisante et colonialitaire provoque cependant des agonies du système-monde (Wallerstein, 2008) et de la planète (Morin, Kern, 2010) : dérèglement démographique mondial, crise écologique, replis communautaires, tragédie du développement et mal de la civilisation, dérives des technosciences. En matière de solidarité internationale, la modernité universaliste et colonialitaire justifia une relation de supériorité : le christianisme visant à « *convertir les prétendus sauvages barbares* » aux 15^e et 16^e, puis le « *fardeau de l'homme blanc* » et la mission civilisatrice aux 18^e et 19^e, puis les projets développementalistes au 20^e et enfin les interventions militaires adossées à une rhétorique des droits de l'homme et de la démocratie. Tous ces programmes sont fondés sur une modernité « *seule à même de sauver l'Autre de sa propre barbarie* » (Wallerstein, 2008, p. 133). Longtemps la solidarité internationale consistait à montrer une voie : « *La force d'expansion de l'Europe n'est pas seulement un indice de vitalité ou d'ambition de conquête ou de domination, elle a surgi également d'un désir de partager, d'enseigner, de montrer une voie (religion, science, technique, histoire) valable pour le monde* » (Panikkar, 2014). Tout comme l'était l'industrialisation, le numérique semble devenir une voie de développement pour les pays considérés comme sous-développés. Des initiatives de solidarité internationale consistent, par exemple, à équiper d'un centre multimédia des communautés, notamment sur le continent africain. Cette approche n'est pas sans rappeler la croyance développementiste des années 60 (cf. chapitre I). Dans cette conception, le développement des sociétés suivrait différentes étapes, de façon linéaire, dont l'industrialisation. Si de nombreuses implications développementistes avaient pour objectif l'aide technique aux pays qualifiés de sous-développés pour qu'ils rattrapent des pays développés, il s'agirait aujourd'hui d'une aide numérique. Cette nouvelle étape de développement qui succède à l'industrialisation peut supporter les mêmes critiques : de par son approche philanthropique, elle est porteuse d'une hiérarchisation sociale et, de plus, elle nie des formes alternatives de modes de vie, considère la

modernité comme un paradigme universel et promeut les intérêts économiques occidentaux. En outre, l'usage et la promotion du numérique tel qu'il existe aujourd'hui, c'est-à-dire inscrit dans une économie libérale non éthique, est contradictoire avec l'idée même de solidarité internationale. En effet, le groupe de réflexion Grand-Angle nous rappelle que la fabrication des matériels du numérique provient d'acteurs « *néo-esclavagistes* », fournissant les grandes marques, et régulièrement montrés du doigt au sujet des conditions de travail. Une question essentielle est alors posée : comment le numérique, dans son fonctionnement actuel, peut-il concevoir une forme d'émancipation en piétinant la liberté d'autrui (Collectif HUKO 2014) ?

Cette sous-section, critique, a l'intérêt de permettre à tout un chacun de prendre de la distance critique vis-à-vis de l'action de solidarité internationale, qui mérite d'être décolonialisée. Dans une deuxième sous-section, il s'agit de mettre à l'épreuve de la décolonialité le concept de cosmopolitisme, une autre voie de la mondialité.

2.2 Le cosmopolitisme ou la citoyenneté mondiale

La citoyenneté mondiale est un concept clé de la solidarité internationale, qu'il s'agisse des associations humanitaires ou de développement qui fondent leur logique d'intervention sur une citoyenneté internationale ou des associations d'**ECSI**, tentant d'éduquer à une citoyenneté mondiale. Or, cette idée de citoyenneté mondiale renvoie, sur le plan théorique à l'idée de cosmopolitique. Le terme « *cosmopolite* » est issu de la philosophie cynique de Diogène de Sinope, et provient des mots grecs *cosmos*, l'univers, et *polités*, citoyen. Le philosophe ne se définissait pas par sa communauté locale, mais par ses préoccupations sur le genre humain dans son entièreté. Pour Martha Nussbaum, professeure de droit et d'éthique, le cosmopolitisme, qui donne le primat à « *la communauté des êtres humains* » (Nussbaum, 2012, p. 100) est particulièrement pertinent au regard du monde actuel : il s'agit, dans cette conception cosmopolitique, d'appliquer à l'humanité entière un même idéal, par exemple les valeurs universelles de la justice et l'égalité pour tous³⁵². Si c'est Diogène le cynique qui se revendiqua le premier citoyen du monde, les stoïciens suivirent son exemple et approfondirent la notion en établissant que chacun appartient à deux communautés : celle de notre naissance et celle des aspirations humaines. Nous avons des obligations morales envers cette dernière communauté. En effet la communauté locale est incluse dans celle-ci et elle n'est qu'un accident : chacun aurait pu naître dans n'importe quelle nation. À partir de là, les

³⁵² L'égalité et la justice sont peut-être des invariants humains au sens de Raimon Panikkar, mais je retiens néanmoins de lui que les façons de les exprimer et leur mise en action ne peuvent être universelles (Panikkar, 2014).

différences (nation, genre, ethnie, classe) ne peuvent être des barrières entre les humains. Cela ne signifie pas, pour autant, de devoir oublier sa communauté locale pour être citoyen·ne du monde. En effet, les stoïciens considèrent que chaque humain est entouré de cercles concentriques propres à chacune de ses affiliations, le dernier cercle serait la communauté humaine³⁵³. Tous les êtres humains devraient alors être à égale distance de chacun dans le sens où ils devraient se voir offrir le même respect. Tous doivent être considérés. Dès lors, ce qui se passe ailleurs me concerne tout autant que ce qui se passe ici³⁵⁴. Martha Nussbaum rappelle que les stoïciens ne prônaient ni la suppression des systèmes politiques locaux ni la création d'un État mondial, au contraire « *nous ne devrions rendre notre première allégeance à aucune forme de gouvernement, aucun pouvoir temporel, mais à la communauté morale constituée par l'humanité de tous les êtres humains* » (Nussbaum, 2012, p. 103). Les normes morales universelles reviennent alors à traiter avec « *le même respect la dignité de la raison et le choix moral de chaque être humain* » (Nussbaum, 2012, p. 103). Pour Martha Nussbaum, à travers le cosmopolitisme, il s'agit de reconnaître le même qui est en chacun : aspirations, valeurs, objectifs et « *voir comment ils sont diversement visés dans les différentes cultures et les différentes périodes* ». Pour aller plus loin, il ne s'agit pas seulement de penser l'humain comme partie de l'humanité, mais comme membre organique d'un corps. Par cette métaphore est rappelée l'interdépendance des êtres humains et des communautés. En bref, pour Martha Nussbaum, dans la continuité des stoïciens, le cosmopolitisme « *met le droit avant le pays, et la raison universelle avant les symboles de l'appartenance nationale* » (Nussbaum, 2012, p. 110). Le cosmopolitisme pourrait être une réponse à la démocratie en crise, dépassant l'échelle des nations. Il permettrait surtout de « *redéfinir les droits depuis un autre lieu que l'appartenance nationale ou populaire, au regard d'un monde qui s'impose toujours davantage comme un partenaire de nos interactions* » (Foessel, Lourme, 2016, p. 11). Nous sommes solidaires dans et de la planète. Cette solidarité n'a pas pour horizon le salut totalitaire, mais la perte³⁵⁵ par un meilleur

³⁵³ « *Ces cercles passés en revue, c'est à celui qui tend à la vertu, de rassembler, en égard au traitement dont chacun a besoin individuellement, les cercles comme autour du centre, et de transporter avec zèle ces cercles de ceux qui contiennent à ceux qui sont contenus... On s'attache au fait de devoir le respect de manière égale et à ceux qui sont du troisième cercle et aux parents. Quelque chose en effet de la bienveillance sera enlevé lorsque l'on ajoute la distance selon le sang : c'est à nous cependant de chercher activement de même à les assimiler. On atteindrait la juste mesure, si, par notre propre entreprise, nous raccourcissions la distance du rapport des uns envers les autres.* » Traduction de Valéry Laurand de Hiéroclès. Politique stoïcienne, Paris, PUF, 2005, pp. 34-35 (Nussbaum, 2012, p. 104).

³⁵⁴ Notons que le cosmopolitisme ne pense que le milieu humain. Dans une conception « *terrestre* », le plus grand cercle pourrait être la Terre puisque comme l'explique E. Morin, la biosphère est le « *placenta de l'humanité* » (Ibid., p. 68) et le monde vivant ou la Terre physique est le placenta de la biosphère. Toute vie a besoin des autres vies qu'elles soient bactériennes, végétales, animales.

³⁵⁵ Ce destin commun est reconnu par Ulrich Beck (Beck, 2008). De l'idéal des sociétés égalitaires, basées sur une solidarité dans la misère entre et parmi les classes, nous sommes passés à des sociétés du risque dont l'idéal est la sécurité. La solidarité y est reconfigurée puisque d'une part elle est basée sur la peur et d'autre part elle ne peut être que transfrontalière. Alors que l'idéal d'égalité vise à une transformation positive : un mieux-être de tou·te·s, celui de la sécurité est défensif : on n'avance plus vers un mieux-être mais au contraire nous cherchons à éviter le pire. La force

chemin (Morin, Kern, 2010). La solidarité se construit par la communauté de destin des humains. Assumer cette communauté de destin, c'est être citoyen·ne du monde. Edgar Morin se différencie alors d'une vision mondialiste voulant faire du monde un État et de l'internationalisme (au sens communiste) voulant faire de l'espèce un peuple (Morin, Kern, 2010, p. 163). C'est bien habiter la Terre qui est proposé. Habiter, au sens d'exister, mais aussi « *d'être en charge de* ». L'éthique et l'habiter sont alors les deux faces d'une même médaille selon Heidegger (1958) pour qui habiter signifie aussi être sur Terre en tant que mortel. Pour Louis Lourme et Mickael Foessel (2016), le cosmopolitisme s'impose, aussi, au regard de l'état du monde. La pauvreté par exemple est mondiale, c'est pourquoi le point de vue cosmopolite s'inscrit en réaction. Premièrement en cherchant à la mesurer, la comprendre et y répondre - c'est le cas notamment des **ONG**, entités transnationales. Deuxièmement en cherchant des causes globales de la pauvreté en plus des causes domestiques. Et, enfin, troisièmement, en s'inscrivant dans l'idée de l'effet papillon : mes actes de consommation, d'un point de vue individuel, ont un impact sur la pauvreté mondiale. La justice du point de vue cosmopolite est à la fois une action d'urgence (agissant sur les symptômes) et à la fois une action de long cours (agissant sur les causes).

Aussi noble que soit l'idée cosmopolite, elle pose, néanmoins, questions pour plusieurs raisons que je détaille ci-après (de façon non hiérarchique). La première concerne les personnes qui sont considérées comme citoyennes du monde. Selon Morin, « *le rationalisme des Lumières* » considère une unité humaine : l'homme (puisque c'est bien de lui dont il s'agit) est le même dans les diverses civilisations. Cependant, cette égalité n'évite pas des dérives considérant l'espèce humaine comme constituée de races, des sexes, des classes supérieures et inférieures (cf. sous-section précédente). Une méfiance existe à l'égard des autres peuples considérés comme non éclairés et dominés par les superstitions. Ensuite, la notion de citoyenneté, à laquelle renvoie le cosmopolitisme est restrictive : si nous sommes tou·te·s humain·es nous ne sommes pas tou·te·s citoyen·nes. Déjà, parce que la notion de citoyenneté est rattachée à celle de l'État-nation, or des peuples n'y sont pas rattachés : les Roms et les Rohingyas par exemple. Ensuite, parce que des personnes et des peuples sont exclus de la citoyenneté : longtemps les femmes, toujours les habitant·es issu·es des migrations et les communautés autochtones. Ainsi « *Les victimes socialement exclues de cette conception hégémonique du*

motrice n'est non plus la misère mais la peur. Sauf que selon Beck, la peur n'est pas considérée comme un fondement d'une action rationnelle contrairement à la misère matérielle. Nous avons alors toutes les raisons de penser que les mouvements politiques motivés par la peur et la recherche de sécurité sont eux-mêmes dangereux. Cela remet en question et nuance la nécessaire prise de conscience de notre destin commun, la perte, auquel appelle Edgar Morin. Selon ce dernier, l'union terrienne face à la perte, impliquant des transformations dans les structures mentales, sociales, économiques et nationales, serait la voie de la métamorphose.

cosmopolitisme ont besoin d'un cosmopolitisme d'un genre différent » (Santos, 2016, p. 196)³⁵⁶ qui prônerait l'égalité en même temps qu'il reconnaîtrait les différences. Deuxième critique, pour Boaventura de Sousa Santos, le cosmopolitisme est une vieille tradition idéologique qui a toujours été « *synonyme d'universalisme, de tolérance, de patriotisme, de citoyenneté mondiale, de communauté mondiale d'êtres humains, de culture mondiale, etc.* » (Santos, 2016, p. 197). C'est donc avant tout une idéologie mise au service de l'expansionnisme européen. Mohammed Taleb, philosophe, précise, par ailleurs, que ce vocabulaire globalitaire est « *une mystification dont la fonction est de minimiser la domination implacable du Nord sur le reste du monde* » (Taleb, 2014, p. 10). La troisième critique fait référence au rapport au monde et aux visions du monde. Pour Kant, du fait de l'unité de l'humanité, des débats rationnels devraient permettre d'élaborer des normes universelles et nous amener ainsi à la paix perpétuelle : « *un monde enfin pacifié, civilisé, unanimement soumis à des règles universelles (jus cosmopolitanum) dont la violation serait ressentie de la même manière en tout lieu, et qui assurerait donc sur toute la planète la possibilité d'un commerce sans obstacle ni malentendus* » (Stengers, 2002, p. 28). Or, ce cosmopolitisme Kantien est contestable dans la mesure où il considère une vision unique du monde. Pourtant, le terme de cosmopolitiques³⁵⁷ fait, pour Isabelle Stengers, référence aux multiples visions du monde et de ce fait, « *nul d'entre nous n'a le droit de représenter le genre humain. Ou de définir pour tous ce qui est de l'ordre de la fin et ce qui peut être relégué aux moyens* » (Stengers, 2002, p. 28). Quatrième critique, sous couvert de citoyenneté mondiale, ceux qui se considèrent comme les mieux lotis se sentent investis de la responsabilité du monde. Citoyenneté mondiale et solidarité internationale³⁵⁸ portent alors le même archétype : « *nous voulons aujourd'hui protéger, défendre, aider les habitants du prétendu Tiers-monde, tout comme nos ancêtres voulaient sauver leur âme* » (Panikkar, 2014, p. 154).

Ainsi, le cosmopolitisme, en mettant l'accent sur ce qui fait l'unité humaine plutôt que ce qui en fait sa diversité, peut prendre la voie de l'effacement des identités et des modes de vie. Nous vivrions alors dans un même monde où les besoins humains sont les mêmes pour tous. Celles et ceux qui se réclament de la citoyenneté mondiale pourraient alors agir comme ils l'entendent au nom de la commune humanité et des enjeux mondiaux auxquels elle est confrontée. Malgré ces critiques, le cosmopolitisme semble ouvrir une voie de sortie de l'universalisme pour les relations

³⁵⁶ Boaventura de Sousa Santos va jusqu'à proposer un « *cosmopolitisme insurgé subalterne* » (Ibid.) qui renvoie à « *l'aspiration des groupes opprimés à organiser leur propre résistance et à consolider des coalitions politiques à la même échelle que celle utilisée par leurs oppresseurs pour les persécuter : l'échelle mondiale.* » Il rassemblerait « *les victimes d'exploitation et les victimes d'exclusion sociale, de discrimination sexuelle, ethnique, raciale et religieuse* » (Santos, 2016, p. 197).

³⁵⁷ I. Stengers insiste sur le pluriel du terme puisqu'il fait référence pour elle aux multiples visions du monde.

³⁵⁸ Il n'est pas rare en matière de solidarité internationale que des retours de voyages se transforment en projets de modernisation des communautés ayant un mode de vie différent.

internationales. Surtout il rappelle, à l'instar de Frantz Fanon (Fanon [1952], 2015), que c'est parce que l'humanité n'est pas donnée qu'il faut poser le postulat de base « *d'une similarité fondamentale et d'une citoyenneté humaine originaire [...] : tous les hommes sont pareils aux autres, des hommes comme les autres, des hommes parmi d'autres hommes* » (Mbembe p.388). La commune humanité a été, en effet, un thème fort des mouvements décolonialistes. Il ne s'agissait pas, là, de revendiquer les particularités qui pouvaient être mal interprétées : l'essentialisme culturel était un argument en faveur de la colonisation. D'autre part, je l'ai mentionné, le cosmopolitisme met en visibilité les dangers de l'universalisme. Edgar Morin appelle notamment à ce que l'humanité devienne cosmopolite, c'est-à-dire que tout un chacun soit « *fil(s) de la Terre* » et « *non pas un individu abstrait ayant perdu toutes racines* »³⁵⁹ (Morin, Kern, 2010, p. 162). Il prend en compte, dit Paul Rasse, la pluralité qui caractérise l'humanité (Rasse, 2013, p. 197). Enfin, pour Ulrich Beck (2009), changer le monde implique de ne plus penser en national ou en international, mais en cosmopolitique. Le cosmopolitique, au sens du sociologue allemand, serait la reconnaissance de l'altérité de chacun. Il redifférencie cosmopolitisme et universalisme, parce que ce dernier tend à nier l'altérité. Dans la vision cosmopolitique, l'autre est différent en même temps qu'il est le même. Il est membre de diverses communautés et il ne peut être pensé que comme « *partie d'entités territoriales hiérarchiques, ethniques et politiques qui nouent ensuite un dialogue par-delà les frontières* » (Beck, 2009, p. 515).

La proposition est d'aller encore plus loin avec le pluriversalisme. L'humanité est confrontée à des problèmes communs. Pour y répondre, pour reprendre Ulrich Beck, il est nécessaire de dialoguer³⁶⁰, par-delà la diversité des mondes qui nous séparent et un universalisme abstrait qui dissout les particularismes, les deux dangers identifiés par Aimé Césaire dans sa lettre de démission du parti communiste français, adressée au secrétaire Maurice Thorez en 1956 (cité par Grosfoguel, 2010). Pour dépasser ces agonies, et notamment l'injustice sociale mondiale, Boaventura de Sousa Santos en appelle à une justice cognitive mondiale. L'émergence de la diversité des façons d'appréhender le monde n'est possible que par un dialogue culturel fait de traductions. Il s'agirait donc de mettre en œuvre une traduction interculturelle reposant sur « *l'impossibilité d'une théorie générale* » (Santos 2016, p. 331) ou d'un universalisme. Autrement dit, de faire émerger un

³⁵⁹ En critique à la cosmopolitique Kantienne.

³⁶⁰ « *Les hommes du 19e siècle devaient apprendre, sous peine de sombrer économiquement, à se plier aux conditions de la société industrielle et du travail salarié - s'ils veulent échapper à l'apocalypse de la civilisation, ils doivent aujourd'hui et devront à l'avenir apprendre à s'asseoir autour d'une table pour élaborer et mettre en place, par-delà toutes les frontières, des solutions aux menaces dont ils sont eux-mêmes à l'origine* » (Beck, 2008, p. 87). Ce dialogue interculturel est d'autant plus nécessaire que ces « *sociétés du risque* » sont transfrontalières : n'ayant pas de cadre politique, elles se heurtent aux nations.

« pluriversalisme ou « un universalisme riche de toutes les particularités » (Césaire cité par Rougier et Grosfoguel 2016). Cette réflexion est celle qui suit.

2.3 La voie d'un pluriversalisme s'appuyant sur l'interterritorialité

Ainsi, j'ai pu montrer que l'universalisme posait problème. En effet, si un système de valeurs s'envisage dans une universalité, occulter son contexte spatio-temporel et son énonciation le rend abstrait et colonialitaire. Quant au cosmopolitisme, s'il prend, dans certaines de ses acceptions, davantage en compte la diversité humaine, le concept s'appuie sur la commune humanité sans penser les espaces vécus. Une autre voie existe. Elle émerge, en 1955, avec l'avènement d'un monde postcolonial : la conférence de Bandung. Celle-ci a réuni les colonies et anciennes colonies du monde, sans l'Europe. Les peuples d'Afrique et d'Asie ne se considèrent plus de la périphérie justement parce qu'il n'y a plus de centre. Deux postures émergent, « toutes deux se tirent de la prémisse que, si l'Europe n'est plus au Centre, alors l'universel n'a plus de lieu et donc n'a plus lieu » (Souleymane Bachir Diagne, 2017, p. 75). Selon le philosophe, la première semble être celle que manifeste Emmanuel Lévinas³⁶¹ : sans Centre, le monde ne peut être que désorienté puisque l'universalisme est issu « d'un logos venu d'en haut et exigeant que sur lui s'alignent les cultures et les langues [...] » (Souleymane Bachir Diagne, 2017, p. 75). La deuxième posture est celle de la décolonisation des savoirs avec la mise en avant d'épistémologies du Sud, mettant à mal l'idée universaliste lorsqu'il s'agit de construire des épistémés ethnoculturelles. Pour Souleymane Bachir Diagne, il faut décoloniser les savoirs, mais sans se replier sur ses particularismes, c'est-à-dire en pensant avec des noms du monde entier, fussent-ils occidentaux. La position qu'il défend est alors la suivante : compliquer l'universel. C'est celle-ci que je discuterai dans cette partie à travers le titre, plus large, tiré de Wallerstein (2008) : « un universel vraiment universel » faisant référence à « un universalisme authentique non eurocentré ». Cet universel vraiment universel implique une communication interculturelle, elle-même en interaction avec la décolonisation des imaginaires. La décolonisation du monde repose sur la remise en question et la relativisation de ses propres façons de penser par la confrontation d'opinions et l'expérience.

2.3.1 Un universalisme (vraiment) universel

Dans cet universalisme (vraiment) universel, il ne s'agit pas de rejeter les savoirs occidentaux. Pour Souleymane Bachir Diagne, l'expression de décolonisation des savoirs (propre à la colonialité

³⁶¹ Dans *Humanisme de l'autre homme*, selon Souleymane Bachir Diagne.

des savoirs) pose question, même problème. Penser avec des auteurs, notamment ceux de la philosophie des Lumières, ne signifie pas que nous soyons colonisés par eux. La construction de savoirs implique la mise en dialogue de multiples autres, aucun n'est à évacuer. Le philosophe soutient l'idée que « *dans la mondialisation, des imaginaires se nourrissent les uns les autres* » (Diagne, 2016). C'est également dans ce sens que vont nombre de penseurs postcoloniaux. Des processus de créolisation (Glissant, 1997) et d'indigénisation (Appadurai, 2015) se forment créant des cultures hybrides. La réception n'est pas passive, la culture ne se fait pas absorber, mais se transforme. En cela, pour Stuart Hall, le processus de mondialisation est contradictoire puisqu'il est à la fois homogénéisant et hétérogénéisant (Hall 2009). Les cultures ne s'absorbent pas, mais sont reconfigurées, elles sont en mouvement. L'identité est alors multiple (familiale, locale, régionale, nationale...). Au-delà de notre appartenance à une même espèce, nous partageons dans la mondialisation « *un tissu communicationnel, civilisationnel, culturel, économique, technologique, intellectuel, idéologique* » (Morin, Kern, 2010, p. 163). Si celle-ci homogénéise et dégrade les cultures, elle permettrait aussi de nouvelles synthèses culturelles et donc aux humains de tisser plus de communs pour une meilleure intercompréhension. La culture globale est homogène, en même temps qu'elle est disjonctive puisque l'imaginaire est une construction de tous (au sens d'appropriation/transformation) de tous les instants et les espaces (Appadurai, 2015). « *Dans le monde moderne, l'imagination est une pratique sociale. Elle est devenue un champ organisé de pratiques sociales, une forme de travail (au sens à la fois de labeur et de pratique organisée culturellement) et une forme de négociation entre des sites d'actants (les individus) et des champs globalement définis de possibles. [...] L'imagination est désormais centrale à toutes les formes d'action, tout en étant elle-même un fait social et le composant clé du nouvel ordre mondial* ». (Appadurai, 2015, p. 69). Les paysages imaginaires sont le fruit d'une construction transnationale complexe. Les images, les façons de penser s'indigénéisent notamment du fait des migrations de masse et des médias électroniques (Appadurai, 2015). De multiples mondes sont constitués par « *des imaginaires historiquement situés de personnes et de groupes dispersés sur toute la planète* » (Appadurai, 2015, p. 71). Là est bien l'intérêt des *cultural studies*, puisqu'il s'agit de s'intéresser à « *la manière active et créative dont les spectateurs établissent leurs propres significations et construisent leur propre culture au lieu d'absorber passivement les significations prédigérées qui leur sont imposées.* » (Ang 2009, p. 70). Le récepteur et donc l'altérité sont ainsi légitimés, impactant alors le modèle dominant de la communication. Cette perspective propose alors une alternative à l'économie politique critique « *s'inquiétant des menaces d'homogénéisation culturelle* » (Mattelart, 2013, p. 13). En effet, dans la pensée postcoloniale, on ne peut se limiter à une vision binaire basée sur la toute-puissance d'une culture dominante et sur la passivité des opprimés. Il y a un droit de réponse. Pour Paul Rasse, « *rappeler que les cultures ont toujours été en mouvement, qu'elles disposent de ressources insoupçonnées pour se réapproprier les apports de l'extérieur est salutaire,*

mais ne nous fait guère progresser sur l'analyse du monde à venir » (Rasse, 2013, p. 21). En effet, le vrai problème serait l'occidentalisation du monde et la destruction de la diversité des cultures par la globalisation (Rasse, 2013). Les cultures évoluent et s'adaptent donc. Cependant, parler d'adaptation revient à relativiser l'aspect colonialitaire d'une culture dominante et plus particulièrement les impacts du capitalisme. C'est pourquoi, il me semble que nous ne pouvons ni miser sur la totale passivité d'autres cultures, comme tendent à le laisser penser les adeptes de l'économie politique, ni relativiser la capacité destructrice d'une civilisation moderniste-universaliste. Il s'agirait donc, simultanément, de dénoncer la colonialité en marche et de montrer les résistances à l'œuvre. La capacité d'émancipation de tout un chacun (Wolton, 2009, p. 18) n'empêche pas de questionner une approche occidentale envahissante et colonialisante. Il semble que des penseurs de la colonialité sont dans ce compromis, en particulier Boaventura de Sousa Santos. Ce dernier, en effet, prône une sociologie des absences qui a pour but de « *divulguer la diversité et la multiplicité des pratiques sociales et de leur conférer du crédit, par opposition à la crédibilité exclusive des pratiques hégémoniques* » (Santos, 2016, p. 265) ; et une sociologie des émergences « *suggère d'étudier les potentiels émancipateurs d'une grande diversité de pratiques alternatives qui naissent dans un système à dominante capitaliste, selon les termes de Mauss (1987)* ». Ces initiatives portent « *des logiques de réciprocité, d'égalité et de solidarité* » et combattent « *l'hégémonie capitaliste* » (Laville 2016, p. 17).

Le défi est donc le suivant : « *Réussir à "réuniversaliser" l'universalisme. Repenser l'universalisme à l'heure des identités et à l'aune de la diversité culturelle* » (Wolton, 2008, p. 204). Comment relever ce défi ? Raimon Panikkar (2014) propose une piste stimulante : il n'y a pas d'universaux culturels (relativisme culturel), mais il y a des invariants humains. Ces invariants prennent différentes formes en fonction des cultures. Par exemple, la libération de l'être humain est un invariant humain pouvant se manifester par la philosophie, le nirvana, la réalisation, etc. La philosophie n'est pas universelle, mais sa fonction est un invariant qui trouve des « *équivalents homéomorphiques* » (Panikkar, 2014, p. 79) de par le monde. Si Panikkar se concentre sur la culture ethnonationale, je pense, avec Alex Frame (2013), que cette interculturalité se pense aussi à un niveau plus micro : l'individu est un être social complexe comprenant de multiples groupes sociaux donc il peut mobiliser de multiples identités sociales et savoirs culturels. Cela n'est pas antinomique avec la pensée de Panikkar qui considère que tout ce qui est, est singulier. Le pluralisme, dans l'acception de Panikkar, n'est pas l'harmonie entre différentes visions du monde ; mais « *le fait de trouver - et nous avons là un point de contact entre théorie et praxis – un terrain de coexistence entre des visions irréductibles et entre des praxis qui s'avèrent incompatibles* » (Panikkar, 2014, p. 99). Un universalisme vraiment universel n'est donc pas une façon de penser dans laquelle se dissolvent les particularismes, ce serait, au contraire, une mise en commun. Ainsi, ce qui nous définit en propre n'a de sens que dans cette optique de mise en

commun³⁶² (Diagne 2017, p. 388). C'est aussi par celle-ci qu'on prend conscience de nos particularités or ce sont bien les écarts, les différences qui nous permettent de penser et de questionner. La mise en commun des singularités permettrait l'émergence d'une communauté universelle. L'universel a alors un tout autre sens : c'est l'entier or l'entier n'est autre que la « *la mise en commun du propre et le partage de ce qui est unique à chacun* » (Diagne 2017, p. 388). Aimé Césaire s'inscrit dans cette même approche : « *Ma conception de l'universel est celle d'un universalisme riche de tout le particulier, riche de tous les particuliers, approfondissement et coexistence de tous les particuliers* » (Césaire 1956 cité par Grosfoguel, 2006, p. 131)³⁶³. L'universalisme concret « *est le produit de déterminations cosmologiques et épistémologiques multiples [...] résultat d'un processus horizontal de dialogue critique entre des peuples qui se considèrent égaux entre eux* » (Grosfoguel 2010, p. 132).

Le pluralisme dans l'universalisme, la différence dans l'entier n'est toutefois pas une mise en commun de singularités culturelles absolument étrangères des unes aux autres. Toutes les cultures ont été en contact avec la modernité européenne. Il n'y a pas d'extériorité absolue au système-monde. Cependant, toutes les cultures n'ont pas été nécessairement entièrement colonisées même si elles ont été influencées par cette modernité européenne. Ce serait de cette extériorité relative que peut émerger un potentiel subversif, un nouvel universalisme vraiment universel. Il s'agirait donc d'user d'une pensée transfrontalière³⁶⁴ qui redéfinirait « *la rhétorique émancipatrice [citoyenneté, démocratie, droits de l'homme, humanité, relations économiques] de la modernité à partir des cosmologies et épistémologies subalternes [...] afin de la mettre au service d'une lutte de libération décoloniale visant à construire un monde au-delà de la modernité eurocentrée* » (Grosfoguel 2010, p. 134). Ce monde au-delà de la modernité eurocentrée c'est, la transmodernité, une utopie fondée par Enrique Dussel (Dussel 2001). C'est un nouveau projet universel qui aurait en son cœur la « *diversalité* » - c'est-à-dire l'unité dans la diversité - issue de la pensée frontalière. Il s'agit alors de finaliser la décolonisation. Selon Enrique Dussel, une philosophie de la libération pourrait émerger des dialogues entre penseurs critiques de diverses cultures. Les éléments émancipateurs, tels que la démocratie ou la libération de la femme par exemple, passent par les réponses des épistémologies subalternes locales. Un monde transmoderne pluriversel serait composé de multiples projets éthico-politiques, la

³⁶² Le philosophe Souleymane Bachir Diagne se réfère ici à l'ancien Président sénégalais Leopold Sédar Senghor.

³⁶³ Le texte complet d'Aimé Césaire est disponible : Aimé Césaire : La lettre à Maurice Thorez. In : L'Humanité [en ligne]. 18 avril 2008. [Consulté le 13 septembre 2019]. Disponible à l'adresse : <https://www.humanite.fr/node/488777>.

³⁶⁴ La pensée frontalière est « *une réponse décolonisatrice transmoderne du sujet subalterne face à la modernité eurocentrique* » (Grosfoguel, 2010, p. 134).

communication qui y primerait serait horizontale, entre tous les peuples. La proposition transmoderne d'Enrique Dussel, qui fait écho à la lutte zapatiste (Grosfoguel, 2010)³⁶⁵, consiste en un pluriversel incluant la diversité épistémique et les revendications particulières. Il s'agit d'avancer en posant des questions et en écoutant plutôt qu'en prêchant pour convaincre (dissoudre les particuliers au sein de l'universel du postmodernisme), cela rappelle la recommandation d'Édouard Glissant (1997) : ne pas s'empresse de trouver du commun. Un universalisme autre ou pluriversel est une étape à la construction d'un monde où tous les mondes sont possibles. Il passe par « *un dialogue transmoderne, critique, épistémiquement divers et, par conséquent, décolonial.* » (Grosfoguel 2010, p. 138). Quelles sont les caractéristiques de ce dialogue interculturel permettant la mise en commun pluriverselle ?

2.3.2 Une communication interculturelle

La communication c'est l'autre. L'autre différent et l'autre comme un autre soi-même. Cette unité est revendiquée par les Lumières. Pour Kant (1784), du fait de ce commun, des débats rationnels devraient permettre d'élaborer des normes universelles. Au contraire, la diversité est reprise par les romantiques en réaction³⁶⁶. Si l'on considère que les êtres humains sont caractérisés par une altérité irréductible, l'universalité des normes est alors impossible puisqu'il s'agirait de se soumettre à des valeurs autres. Ces deux approches semblent contradictoires, pourtant elles peuvent se penser ensemble. C'est ce que fait Edgar Morin avec l'idée de l'unité de l'humanité dans sa diversité. La diversité devrait s'exprimer dans le conflit (non au sens de violence, mais au sens de l'expression de la pluralité des points de vue). Pour Anne-Marie Roviello, le conflit n'est pas une rupture de la communication, mais un prérequis au consensus (Roviello, 2013). Elle défend l'idée que l'universel se construit à partir du conflit « *même si celui-ci [l'universel] se révèle de toute autre manière que comme présence pleine d'un identique à soi.* » (Roviello 2013, p. 174). C'est donc à partir de l'altérité qu'un universalisme vraiment universel se construit. Le conflit signifie, en effet, que l'on comprend qu'on est en désaccord, cette compréhension est le début de l'universel et fait évoluer le point de vue. C'est cette communication qui se nourrit de la diversité des points de vue que nous allons ici approfondir. Je reviendrai sur les enjeux de cette communication interculturelle et de son impératif

³⁶⁵ « *Les zapatistes ne sont en effet pas des fondamentalismes antimodernes. Ils ne rejettent pas la démocratie pour se retrancher dans un fondamentalisme indigène. Bien au contraire, les zapatistes acceptent la notion de démocratie, mais la redéfinissent à partir des pratiques et de la cosmologie indigènes locales. Ils reconceptualisent ainsi la notion de démocratie au travers de principes tels que « commander en obéissant » ou « nous sommes égaux parce que nous sommes différents »* (Grosfoguel, 2010, p. 134).

³⁶⁶ Comme indiqué dans une note précédente, la pensée romantique, en réaction aux Lumières, considère que tout être humain appartient à une culture, elle-même constitutive de l'humanité. Les cultures impriment des singularités en chaque individu.

démocratique - la démocratie étant plus qu'un régime politique, mais un vivre ensemble spécifique marqué par l'instauration d'un espace public (Dacheux 2017).

Pour Boaventura de Santos on peut échapper à un « *universalisme abstrait* » (Santos, 2016, p. 257) par un dialogue des écologies - au sens de « *diversité durable basée sur la relationalité complexe* »³⁶⁷ - qui passe par un travail de traduction culturelle (Santos, 2016, p. 257). Pour Dominique Wolton, l'enjeu de ce siècle est la négociation entre altérités pour cohabiter (Wolton, 2009). Avec des mots différents, la même idée est énoncée par ces deux auteurs qui se méconnaissent pourtant : une mise en dialogue est impérative pour ne pas sombrer dans un communautarisme ni dissoudre les particularités dans un universalisme abstrait dont les deux mèneraient à la guerre de tous contre tous. En somme, l'enjeu est de trouver la bonne distance pour vivre ensemble. Une différence semble malgré tout exister entre les conceptions des deux penseurs : alors que pour Boaventura de Sousa Santos, l'horizon de la communication est l'intercompréhension - il s'agit d'en tirer des valeurs communes (Santos, 2016, p. 320) – pour Dominique Wolton, l'horizon de la communication est l'incommunication – parce qu'on ne se comprendra jamais complètement, on doit aller vers une cohabitation culturelle. Comme Edgar Morin, je pense que la recherche d'un salut pour l'humanité - l'intercompréhension peut être une forme de salut - risque de conduire au pire (Morin, Kern, 2010). La compréhension ne serait donc pas l'issue de la communication, mais la volonté de se comprendre pourrait en être le moteur (Dacheux 2017). La relation communicationnelle a plusieurs horizons possibles : l'incommunication, la non-communication, le désaccord et l'intercompréhension rationnelle³⁶⁸ (Ibid. 2017). La précision « *rationnelle* » me semble primordiale : en tant que processus humain, la communication ne peut entretenir le mythe d'une compréhension entière. Cela parce qu'elle n'est pas seulement de l'ordre de la raison, elle est aussi sensible. Parce que les individualités sont des altérités radicales, on ne peut comprendre l'autre dans toute l'entièreté qu'implique la compréhension : rationnelle et sensible. Le présumer reviendrait à nier l'altérité, en imaginant pouvoir penser pour autrui, et de nouveau s'inscrire dans une forme de colonialité. Le mieux qu'on puisse faire est de l'ordre de l'empathie : j'imagine ce que je ressentirais

³⁶⁷ « C'est un concept normatif qui se fonde sur les idées suivantes. Premièrement, les valeurs de la diversité, de la complexité et de la relationalité doivent être reconnues : rien n'existe par soi-même. Deuxièmement, la diversité complexe et relationnelle signifie que les critères qui définissent la diversité sont eux-mêmes divers. Troisièmement, le choix entre ces critères est un choix politique, et afin de respecter la diversité, ce choix doit être effectué sur des procédés démocratiques radicaux et interculturels. Quatrièmement, la robustesse des relations dépend de la diversité nutritive et de la vigilance exercée contre les tentations monoculturelles qui viennent à la fois avec et sans, même si la distinction entre ce qui est avec et ce qui est sans est intrinsèquement problématique ». (Santos 2016, p. 257).

³⁶⁸ « L'incommunication est le sentiment partagé de ne pas arriver à se comprendre (insatisfaction) ou la croyance que l'on est parvenu à se comprendre alors qu'il n'en est rien (malentendu). Elle se distingue de la non-communication (le fruit volontaire du libre arbitre et/ou le résultat involontaire de perturbations techniques) et du désaccord (communication ayant abouti à un accord sur le fait qu'on ne soit pas d'accord) » (Dacheux, 2015, p. 267).

moi dans une pareille situation en ayant à l'esprit que ce n'est peut-être pas le cas et que la façon de réagir au regard de ces ressentis peut être très différente. La communication est donc un pari, nous n'avons aucune certitude quant à l'issue des mises en dialogue interculturel. Nous savons seulement que tant le contenu que le processus devraient faire l'objet d'une attention particulière pour comprendre ce qui est en train de se faire.

Comment nouer un dialogue interculturel dont l'enjeu est de « *permettre à chaque communauté spécifique de s'exprimer, se donner à voir, sans rapport de domination politique ou de dépendance économique* » (Laulan, 2013, p. 3) ? La notion de traduction culturelle développée par Boaventura de Sousa Santos apporte un début de réponse. Cette notion implique de mettre en dialogue les singularités des représentations et des pratiques et, plus généralement, de partager les savoirs afin que chacun ait sa place. Malgré les meilleures intentions du monde, on restera dans une pensée coloniale tant que l'altérité sera niée ou tant qu'on essaiera de la dissoudre dans une forme d'universalisme. Le propre de l'interculturalité est, en effet, pour Raimon Panikkar, « *l'incommensurabilité fondamentale et essentielle des diverses formes de cultures, de religions et de façons de vivre* » (Panikkar 2014, p. 16). Rappelons-le, cela ne signifie pas pour Raimon Panikkar que l'altérité est indépassable, mais qu'il existe des invariants humains se manifestant par des « *équivalents homéomorphiques* » (*Ibid.*, p. 79). Le travail de traduction pourrait donc consister à révéler ces équivalents qui font figure de communs de l'humanité.

Pour Boaventura de Sousa Santos, cette traduction est l'essai opéré pour se relier avec sens à la différence (Sousa Ribeiro, 2004) ainsi qu'un « *processus vivant d'interactions complexes entre objets hétérogènes, linguistiques comme non linguistiques, associé à des échanges débordant de loin les cadres axés sur le savoir et sur le discours* » (Santos, 2016, p. 314). Il complète par un point semblant primordial dans la construction d'un universalisme vraiment universel : la traduction vise « *à surmonter la fragmentation inhérente à l'extrême diversité de l'expérience sociale du monde mise au jour par les écologies.* » (Santos, 2016, p. 327). Le travail de traduction, au sens du sociologue, je l'ai dit, consiste à trouver du commun à partir de concepts et de visions du monde (herméneutique diatopique) : parce que la traduction interculturelle est de nature réciproque et est horizontale, elle protège de l'épistémicide (Santos, 2016, p. 321). La traduction concerne aussi les pratiques et les acteurs·rices en révélant particulièrement ce qui les relie et les sépare (Santos, 2016). La dimension émotionnelle de la traduction est essentielle parce qu'elle présuppose d'envisager les limites de son propre savoir et de ses pratiques, de désirer apprendre et d'être surpris par les savoirs et les pratiques des autres, afin de construire des actions collaboratives présentant des avantages réciproques. Ainsi, la communication interculturelle ne signifie pas abandonner son identité, ses savoirs ou ses pratiques, mais, peut-être, à un moment donné, d'avoir la possibilité de se « *mettre à l'école de l'autre* », comme

l'a souvent dit Amadou Ampathé Bâ, sans se perdre, pour offrir la possibilité de s'enrichir mutuellement. Cependant, cette traduction interculturelle est indissociable de la culture démocratique, car pour négocier, débattre, ou simplement mettre en commun, l'égalité et le respect entre les parties sont des prérequis. La confiance en l'autre, en son autonomie, est aussi primordiale : il ne s'agit ni de protéger ni de contrôler. C'est en quoi un dialogue « *Nord-Sud* », avec tout le Nord que comprend le Sud et tout le Sud que comprend le Nord, ne pourra avoir lieu sans la décolonisation des relations de pouvoir. De plus, cette communication, comme toute communication, se déploie dans des zones de contact³⁶⁹ (Santos, 2016, p. 319), que j'ai appelées, dans le point VII.1.3 des espaces civils. Dès lors, des zones de contacts de proximité géographiques et/ou affinitaires (thématiques) semblent pertinentes. Les traductions ne doivent pas être sans lendemain, mais aboutir à des projets d'action collective (manifeste) (Santos, 2016).

Nous avons vu que la traduction culturelle proposée par Boaventura de Sousa Santos était une forme de communication pouvant permettre la construction d'un universalisme vraiment universel ou d'un pluriversalisme. Cette communication interculturelle se base sur la mise en commun de particularités. Cependant, pour en dégager du commun, une approche contradictoire, c'est-à-dire délibérative, est nécessaire. Comme toute communication, son issue est néanmoins incertaine. Toutefois, il me semble qu'une des conditions de la réussite de ce dialogue interculturel soit la remise en cause des représentations de chacun·e. Immanuel Wallerstein (2008) tout comme Edgar Morin (2010) considère que le dépassement des agonies engendrées par le versant négatif de la mondialisation passe par un dépassement de nos structures mentales. Le dialogue culturel nécessaire au dépassement des agonies et au respect des diversités ne peut être possible dans un paradigme de l'aveuglement encore trop prégnant. Un désaveuglement, c'est-à-dire une remise en question des représentations, est nécessaire au dialogue interculturel. En pensant le monde dans sa diversité, c'est donc notre rapport au monde et à nous-mêmes que nous pouvons changer (Glissant 1998). Par ailleurs, le désarmement de la culture dominante doit aussi se faire par la culture dominante (Panikkar, 2014). La voie de cette décolonisation est de l'ordre de deux dimensions : expérientielle et cognitive. En effet, le contact avec d'autres formes d'altérité ne suffit pas. C'est ce que rappelle Amina Yala (2005) à travers l'exemple de jeunes volontaires de solidarité internationale. Bien que les volontaires puissent être vecteurs de compréhension et de dialogue entre les cultures (ethnonationales), le fait qu'ils subissent les clichés de l'opinion publique (avant leur départ et à leur

³⁶⁹ « zones de contact [...] dans lesquelles des idées, des savoirs, des formes de pouvoir, des univers symboliques et des pouvoirs normatifs se rencontrent dans des conditions habituellement inégales et résistent les uns aux autres, se rejettent, s'assimilent, s'imitent, se traduisent mutuellement, donnant ainsi naissance à des constellations culturelles hybrides dans lesquelles l'inégalité des échanges est soit réduite soit renforcée » (Santos, 2016, p. 319).

retour) et qu'ils soient expatriés avec d'autres personnes de leur milieu est un frein à une véritable rencontre avec l'autre. Les stéréotypes sont vecteurs d'incommunication voire de non-communication³⁷⁰, selon Carmel Camilleri : « *Quand un groupe cohabite avec un autre, il est plus exact et opérationnel qu'il cohabite avec l'image qu'il s'en fait* » (Yala 2005). Les représentations seraient ainsi perpétuées. Les entretiens faits au retour des volontaires font état de points communs avec le discours colonial « *si les volontaires ne prétendent pas apporter la civilisation, ils veulent néanmoins changer les choses, faire évoluer les mentalités en référence avec à "leurs" modèles* ». Dans un autre registre, le mythe du bon sauvage est également très présent : « *Ces volontaires occultent les réalités économiques, politiques et sociales pour ne retenir que l'aspect folklorique [...]. Les habitants qu'ils rencontrent sont de "grands enfants" naïfs, attachants, insouciant, qu'il est légitime d'aller aider et auxquels il faut montrer la voie du progrès* » (Yala 2011, p. 209). Le Nord développé et démocratique s'oppose au Sud sous-développé et violent³⁷¹. Certaines de ces jeunes viennent aider les populations en détresse, jugées inférieures, comme les anciens venaient civiliser les populations jugées attardées. Même si l'expérience de l'autre est quotidienne, elle ne suffit donc pas à prendre conscience que nous ne vivons pas dans le même monde. La confrontation à la différence risque au contraire de renforcer les stéréotypes et de conduire au repli identitaire. Le facteur cognitif est alors essentiel. Il s'agirait alors de s'étonner des opinions que l'on a adoptées et que nous répétons par habitude ; de questionner notre relation au monde et nos représentations ; de s'ouvrir à la multiplicité des façons de penser relevant des mythes de tout un chacun : « *Le mythe est ce à quoi nous croyons sans croire que nous y croyons* » (Panikkar, 2014, p. 101).

Conclusion de la deuxième section

Pour résumer mon propos, l'horizon d'un plurivers ou d'un universalisme vraiment universel est un enjeu communicationnel en rétroaction avec une décolonisation de nos propres représentations sociales. Les **ASI** pourraient être des facilitateurs dans cette mise en dialogue. Dans l'idée d'un pluriversalisme, la notion de citoyenneté mondiale – au sens cosmopolitique – est inappropriée. Il ne s'agit plus d'avoir la responsabilité du monde et de l'exercer, mais de rentrer en dialogue afin de répondre de façon concertée à des enjeux communs. Pour cela, la colonialité du pouvoir, notamment Nord et Sud, doit être dépassée. L'idée d'un vivre ensemble égalitaire permis

³⁷⁰ Ce sont aussi ces stéréotypes et ces représentations qui permettent de communiquer, parce qu'elles sont aussi des lieux communs.

³⁷¹ Amina Yala fait également référence à une minorité de volontaires qui reviennent avec des incertitudes et des remises en question.

par la mise en commun des particularités est un enjeu communicationnel. D'abord, puisqu'il s'agit de trouver la bonne distance entre moi et l'autre : de s'ouvrir sans se perdre. Ensuite, parce qu'une mise en conflit des visions du monde et de pratiques est un prérequis pour en faire émerger des « *équivalents homéomorphiques* » (Panikkar, 2014). Ainsi les associations de solidarité internationale peuvent cesser d'être le cheval de bataille d'une universalisation de la modernité pour devenir la clé de voûte d'un dialogue interculturel.

Conclusion du chapitre VII

En (ré) affirmant l'idéal de la solidarité internationale au regard de l'enquête menée (partie 2), l'enjeu est de tendre vers plus de cohérence avec les pratiques mises en œuvre, puisque l'idéal poursuivi est clarifié (Dewey [1938], 1993). Dès lors, en d'autres termes, « *l'utopie est un chemin qui ressemble à son but* » (Buber, 2016). Les pistes de réflexion développées dans ce chapitre sont guidées par un idéal démocratique – ne se limitant pas à son acception occidentale – se traduisant par la mutualité et la pluriversalité. En m'appuyant en particulier sur Pierre-Joseph Proudhon (1953), j'ai défini la mutualité comme un agir ensemble (prise de décision – action) en vue de plus de justice. Le pluriversalisme, en m'appuyant sur la pensée décoloniale, peut être défini comme l'unité dans la diversité, parfois appelée diversalité (Glissant, 1997). Cette dimension mutuelle et pluriverselle de la solidarité internationale peut prendre forme par la mise en relation de territoires géographiques et affinitaires, ce que j'ai appelé à la suite d'Alain Bussière (2017) « *interterritorialité* ». L'interterritorialité permet donc plusieurs dialogiques : un même territoire géographique comprenant plusieurs territoires affinitaires et thématiques en relation, un territoire thématique ou affinitaire appartenant à plusieurs territoires géographiques. Cette prise en compte des multiples identités propres à chacun·e est certainement un moyen de reconnaître le même qui est en l'autre et l'autre qui est en soi et par là même de prendre conscience de l'humanité commune. Cette approche mutualiste-pluriversaliste demande la reconnaissance de soi pour l'ouverture à l'autre, considéré comme altérité radicale, égale et libre. C'est en comprenant nos particularités que la relation au sens de Édouard Glissant (1997) est possible : une manière de se changer en échangeant avec l'autre, sans se perdre. Une mutualité pluriversaliste s'épanouissant dans l'interterritorialité peut alors constituer un horizon pour une solidarité internationale répondant à des enjeux communs et d'intérêt général. En cohérence avec mon propos, l'approche mutualiste-pluriversaliste devrait être mise à l'épreuve des conceptions des acteur·rices de la solidarité internationale et citoyen·nes concerné·es de part et d'autre, par exemple à l'occasion d'un prochain Forum social régional ou mondial.

Ce chapitre propose, je l'ai dit, des pistes de réflexion sur la solidarité internationale qui est appréhendée comme une relation internationale – entre nations différentes - et interculturelle – entre cultures différentes. La communication des associations de solidarité internationale dans l'espace public français devrait être au service en même temps que le reflet de la relation de solidarité internationale. C'est pourquoi les **ASI** devraient ouvrir leur communication externe à cette dimension mutualiste et pluriversaliste. C'est en tout cas la suggestion que je mets au débat. Une autre suggestion, portant cette fois ci sur la manière d'envisager la communication, sera proposée dans le chapitre suivant.

Chapitre VIII. Vers une communication de solidarité internationale démocratique dans l'espace public français

Le chapitre précédent avait vocation à proposer des pistes pour une autre manière d'appréhender la solidarité internationale, mettant en exergue des modalités de relations interterritoriales qui se basent sur la mutualité et la pluriversalité, compatibles avec ce que Boaventura de Sousa Santos (2016) nomme les épistémologies du Sud. Dans ce chapitre, il est question d'initier des pistes théoriques pour la communication des **ASI** dans l'espace public français, en puisant dans les sciences de l'information et de la communication pour développer un paradigme communicationnel cohérent avec cette solidarité internationale. La communication des **ASI** étudiées a la particularité d'avoir pour objet les pays du Sud, mais est produite et destinée aux habitant·es du territoire français. Cela, me semble-t-il, est un premier problème : mettre en scène une population sans son consentement et sans sa participation en donnant l'impression que la solidarité internationale s'inscrit dans une relation aidants/aidés est assez contradictoire avec une solidarité pluriverselle et mutuelle. En effet, dans ce type de solidarité, la communication devrait être à deux voix : le groupement citoyen de l'espace public français et le groupement citoyen des territoires du monde avec lesquels des problèmes d'intérêt général tentent d'être résolus. Autrement dit, ni l'enquête de solidarité internationale ni la **CSI** ne peut se faire sans les citoyen·nes concerné·es. Ainsi, il s'agit de rompre avec les pratiques communicationnelles actuelles des **ASI** qui, je l'ai montré dans la deuxième partie, tentent de promouvoir la réciprocité et le partenariat avec des discours voire des propositions d'actions philanthropiques. L'enjeu serait, tout au contraire, d'œuvrer pour une communication qui met en avant la relation mutuelle et pluriverselle. De cette façon, les valeurs affichées et les pratiques communicationnelles formeraient un tout unifié. Pour cela, la **CSI**, dans l'espace public français, pour être cohérente avec l'idéal d'une solidarité mutuelle et pluriverselle, pourrait être participative (1) et s'inscrire dans un modèle théorique où l'incommunication est la norme (2).

1. Communiquer pour développer la démocratie

En visant à construire un monde plus juste, et qui plus est, en tant qu'associations, les **ASI** sont politiques et ont des gènes démocratiques. Pourtant, leur approche communicationnelle est souvent plus gestionnaire que politique. On l'a vu dans le chapitre IV, les objectifs communicationnels cités par les directions communication sont majoritairement de l'ordre de l'engagement financier du public, de la notoriété des **ASI** et de la transmission d'informations. Il convient donc, *a contrario*, de développer une approche politique de la **CSI** cohérente avec la nature des associations (1.1). De plus, pour que cette communication politique soit plus en adéquation avec les valeurs affichées par des **ASI** et avec l'idéal démocratique proposé dans le chapitre VII, je m'inspire de la communication démocratique telle que la conçoit John Dewey (1.2).

1.1 D'une communication gestionnaire à une communication politique démocratique

La communication, dans une approche gestionnaire, est au service de l'image de l'organisation voire du développement des ventes. Elle est alors liée au marketing et plus particulièrement à la publicité (« *promotion* »), si l'on reprend les termes du mix-marketing (McCarthy, 1960). Si la communication marketing vise originellement à persuader dans l'optique d'augmenter les profits de l'organisation, elle s'est élargie à d'autres champs. Pour les causes d'intérêt général, on parle de marketing social (Kotler, 1971). Parce qu'il est défini comme « *la volonté de créer chez autrui un comportement défini, dans un contexte de libre choix* » (Flipo et Mayaux cités par Carion, 2010, p. 2), le marketing pourrait être utilisé par toute organisation, les associations par exemple, chercheraient à vendre (idées, changement de comportement) tout comme une entreprise. Les objectifs communicationnels des associations décrits dans l'ouvrage ***Marketing et communication des associations*** seraient alors les suivants : obtenir des ressources humaines et financières, faire connaître l'association à ses publics et agir en fonction de ses missions en faisant évoluer les attitudes (Gallopel-Morvan, Birambeau, Larceneux et Rieunier, 2013). De chaque objectif découlent des pratiques et des méthodes différentes, pouvant alors rendre l'association contradictoire entre les fins recherchées et les moyens utilisés posant dès lors un problème éthique — au sens d'Edgar Morin (2004). En effet, l'objectif communicationnel visant à agir en fonction de ses missions devrait sans doute transcender les autres. Antoine Vaccaro, en parlant du marketing qui a cours dans les associations, indique que « *toutes ces multiples sollicitations n'ont qu'un seul but, fidéliser*

*des donateurs en les transformant en prélevés automatiques, pour les faire tester*³⁷², *in fine, au profit de l'organisation qui a su les conserver*» (Vaccaro, 2019)³⁷³. C'est dans les années 80, avec l'émergence du sans-frontiérisme, que le marketing pénètre le monde des **ASI** françaises, pour collecter des fonds (et ne plus dépendre des États) et diffuser des messages dans l'espace public. Comme le note Éric Dacheux (1998), l'usage d'une communication marketing, c'est-à-dire d'une norme communicationnelle issue de l'entreprise, n'est pas sans conséquence sur les associations puisque l'outil semble peu adapté aux finalités des associations. Ce manque de cohérence entre marketing et finalités poursuivies par les associations repose, selon lui, sur deux constats.

Premièrement, l'usage de la communication marketing présente des inconvénients tels, que l'efficacité espérée en serait limitée. Les habitudes, la concurrence et le développement continu de nouvelles techniques font du marketing une expertise humaine pointue qui coûte cher, pour une efficacité qui ne va pas de soi. Antoine Vaccaro note les « *conditions financières exorbitantes du marketing* » : « *quand bien même les chiffres ont montré, depuis 10 ans, une stabilité voire une légère progression de la recette brute des dons, elle n'est due qu'à un accroissement toujours plus grand des frais de collecte et de gestion de cette collecte. La collecte des dons nette est donc probablement en baisse depuis plusieurs années [...]* » (Vaccaro, 2019)³⁷⁴. France générosités précise d'ailleurs que les associations ont des difficultés à mobiliser de nouveaux donateur·rices (France générosités, 2019). Cette difficulté pour Antoine Vaccaro (2019) est moins le contexte fiscal et social qu'un déficit de récit. Outre son coût et sa relative efficacité, l'usage des techniques marketing semble dépolitiser les associations. Par exemple, lors de mon expérience au sein d'Action contre la faim, l'équipe de bénévoles de Meurthe-et-Moselle me relatait leur difficulté à mener des événements de sensibilisation aux causes de la faim dans l'espace public, car le déploiement de campagnes de collecte de dons dans la rue (street-marketing) attisait une forme de méfiance : toute association dans l'espace public interpellant les citoyen·nes était perçue comme collectrice d'argent. Ainsi confondu·es, il n'est dès lors plus possible ou très difficile, pour les bénévoles, de mener leurs actions politiques. Alors que le Figaro titre un article ***Les ONG défendent leur droit de recourir au marketing*** (Bougeard, 2009) reprenant les témoignages de trois représentant·es — Croix rouge, Handicap international³⁷⁵ et Médecins du monde — ces

³⁷² Au sens de faire son testament. C'est ce qu'Antoine Vaccaro (2019) appelle la trilogie du don : prospection, fidélisation, legs.

³⁷³ Vaccaro, Antoine, 2019. Baisse de la générosité des Français, un problème de fiscalité ou déficit de récit ? In : Défis Humanitaires [en ligne]. 28 janvier 2019. [Consulté le 29 août 2019]. Disponible à l'adresse : <https://defishumanitaires.com/2019/01/28/baisse-de-la-generosite-des-francais-un-probleme-de-fiscalite-ou-deficit-de-recit/>.

³⁷⁴ Idem.

³⁷⁵ Selon le responsable communication de l'époque : « *Nous concevons notre mission comme étant de susciter de la générosité chez les personnes de l'hémisphère Nord au profit des habitants du Sud* » (Bougeard, 2009, p. 1).

pratiques sont pourtant loin d'être plébiscitées. L'exemple peut être donné de la campagne multicanal de Médecins du monde mettant en scène, sur le terrain d'urgence, les réponses données aux collecteur·trices de dons mensuels, dans la rue. Une lettre ouverte a été écrite à l'association par des intellectuel·les d'universités françaises : « *Dans cette lettre à Médecins du Monde et au public, puisque c'est une lettre ouverte, nous dénonçons une campagne manipulateur qui donne au marketing un rôle de jugement et de rééducation morale du public [...]* » (Le Marec et al., 2015)³⁷⁶. Contrairement à l'objectif poursuivi par le marketing, ces techniques peuvent donc nuire à l'image des **ONG**, à cause des frais qu'ils engendrent, mais aussi parce que les citoyen·nes peuvent ne pas approuver la mise en spectacle et les nombreuses sollicitations comme le confirme l'étude menée (cf. chapitre VI).

Deuxièmement, si le marketing est peu adapté aux associations, c'est parce que ses outils sont développés par et pour le marché, pour le renforcer. Son efficacité est alors plus symbolique (consumérisme) que pragmatique (donner à une association plutôt qu'à une autre). En effet, Bernard Floris montre que l'institutionnalisation du marketing « *a d'abord réuni les conditions organisationnelles et symboliques destinées à faire advenir les pratiques et les discours consuméristes* » tandis que son extension « *en a fait une réalité exportable à toutes les formes d'organisation* » (Floris, 2001, p. 11). Ainsi, le marketing, pour le gestionnaire Romain Laufer et la sociologue Catherine Paradeise, crée les systèmes de croyances (Laufer, Paradeise, 1982). On en arrive à des contresens dont le partenariat Volvic-Unicef est emblématique : il s'agit de favoriser la consommation d'eau embouteillée pour aider le Sud qui manque d'eau. Comme le souligne Bruno George David (2018), le développement du Sud est alors lié au comportement consumériste du Nord. Pire que cela, si je suis le raisonnement de Bernard Floris sur la dimension symbolique du marketing, si dans le domaine de la solidarité internationale, il est principalement utilisé pour collecter des fonds, il contribue à faire penser que la solidarité internationale est de nature philanthropique, plus qu'il ne convainc de donner à une association plutôt qu'à une autre. « *À l'inverse, les **ONG** devraient être à même de casser régulièrement tous les codes et les représentations de l'imaginaire que nous avons des désordres du monde. Nous offrir une vision pour le moins révolutionnaire de leurs intentions et de leurs actions. Générer de la révolte contre l'acceptation rampante de situations qui ne peuvent plus l'être. Au lieu de cela elles fabriquent à l'encan des iconographies désormais sacrées, comme des marchands ambulants vendent leur boule de neige de la statue de la Liberté* » (David, 2018, p. 163). Leurs pratiques sont alors contradictoires avec leur objectif de transformation sociale. D'autre part, l'adoption de techniques marketing suscite des problèmes en interne : l'impression de vendre son âme, le refus de simplifier à outrance des situations complexes, le recours à la culpabilisation sont

³⁷⁶ Numéro de page non indiqué. Disponible à l'adresse : <https://blogs.mediapart.fr/olchantraine/blog/221215/le-marketing-jusqua-la-nausee>.

autant de dissensions entre militant·es d'une part, et entre non-militant·es et militant·es (salarié·es ou non) d'autre part. Autre problème, la parole et l'action des militant·es sont encadrées par le siège afin de donner une image claire et ne pas brouiller le message. Ce qui peut être démotivant pour les militant·es, bénévoles ou salarié·es, en plus de réduire leur expression.

La communication marketing présente aussi des dangers politiques (Dacheux, 1998). Le vocabulaire marketing utilisé au sein des associations (cible, marque, concurrent) montre qu'elles font face à une intériorisation de la marchandisation. L'intégration de cette norme et l'utilisation de ces outils conduisent à une homogénéisation des messages dans l'espace public, frein à la dimension réflexive de cet espace (cf. chapitre VII), puisque le message lucratif n'est plus différencié du message politique. Pour reprendre les termes d'Habermas (2006), l'espace public est alors colonisé par l'économie de marché en particulier dans la manière de produire et de formuler les messages, plus proche du divertissement : « *la personnalisation, la dramatisation des événements, la simplification des questions complexes et la polarisation des conflits favorisent la privatisation civique et un climat antipolitique*³⁷⁷ » (Habermas, 2006, p. 422). Eric Dacheux nuance cette « colonisation », d'une part, par la réponse des citoyen·nes qui s'organisent contre l'économie de marché (altermondialisme) et le dogme de la croissance (mouvement de la décroissance) et qui développent des pratiques d'économie solidaire, visant à réencastrer l'économique dans le politique. D'autre part, les associations utilisent aussi d'autres modes de communication qui se démarquent du marketing. C'est notamment le cas des dispositifs de « *communic'action* » mis en place par des « *activistes militants* » tels que les Femen, Nuit debout, L214, Alternatiba, etc. (David, 2018, p. 69)³⁷⁸. « *Les faucheurs de chaise* », action intermouvement en est un exemple. Menée en 2015, cette action de désobéissance civile avait vocation à confisquer des chaises dans les banques, pour dénoncer l'immobilisme des grandes puissances concernant le climat. Les citoyen·nes ont été invités à siéger sur les chaises confisquées lors de la 21^e conférence des Nations Unies sur le climat (novembre 2015 au Bourget).

Les **ASI** doivent donc se repolitiser, puisque, comme le remarque Bruno George David (2018), ce n'est pas leur rôle de s'inscrire dans « *une démagogie marketing* », ni de se positionner en fonction du vent (les sondages d'opinion) ni encore de défendre la seule position sur laquelle on

³⁷⁷ « *Besides personalization, the dramatization of events, the simplification of complex matters, and the vivid polarization of conflicts promote civic privatism and a mood of antipolitics* » (Habermas, 2006, p. 422).

³⁷⁸ « *L'action des activistes militants supplante la communication de masse des ONG institutionnelles* » (David, 2018, p. 69) pour deux raisons identifiées par le Président de Communication sans frontières : un militantisme dont les finalités recherchées se traduisent dans les choix de vie et les actes (1), un temps militant qui n'est pas le temps salarié (2).

s'accorde toujours : être contre les malheurs du monde (David, 2018, p. 218). Les associations ont, en effet, un rôle politique ancré dans leurs gènes : l'associationnisme³⁷⁹. Jean-Louis Laville le définit comme un mouvement qui « *prône l'extension de la démocratie par l'action volontaire de citoyens libres et égaux* » (Laville, Salmon, 2015, p. 14). Il vise à réformer l'ordre social, politique, économique. Ce mouvement, qui émerge au début du 19^e siècle, a pour but de contrecarrer les inégalités engendrées par la révolution industrielle : « *l'homme ne saurait être à la fois souverain dans la cité et serf dans l'industrie* » (Chanial, Laville, 2001). L'associationnisme porte, en effet, l'idéal d'une société sans domination, c'est-à-dire libérée de toute forme de servitude notamment celle des forces du marché comme celle de l'État. Ainsi, l'associationnisme est éminemment politique : il vise plus à agir sur l'ordre établi qu'à corriger ses effets (Laville, 2010). Les associations rendent publics les problèmes de société, elles participent, comme le dirait Hannah Arendt, à leur apparition, à leur visibilité dans l'espace public. C'est en participant à la vie publique que des solutions pourront émerger. Jean-Louis Laville reprend les termes de Claude Lefort pour dire que ce principe « *constitue un vecteur de changement dans une société démocratique* » (Laville, 2011, p. 2). Dès lors, l'expression de ces associations dans l'espace public est au service de la démocratie, par le prisme d'un projet social, et non pas de la promotion d'une organisation et d'une marque. C'est ce que j'appelle, à la suite d'Éric Dacheux (2016), communication politique. Néanmoins, la notion de communication politique est à préciser. Comme le rappelle Arnaud Mercier (2018), la communication politique peut être appréhendée de 5 façons. Pour les anthropologues, la communication politique est une mise en scène du pouvoir (Balandier, 1992 ; Abélès, 1997), propre à la démocratie représentative (1). Elle est aussi conçue comme un « *substrat de l'idéal démocratique* » (2) (Akoun, 1993 ; Wolton 1989), nécessitant le dialogue pour former le droit, et donc un espace public, puisque la société moderne refuse tout fondement transcendant. Le rôle des médias y est prédominant « *en assurant différentes missions, d'informations, d'éducation des citoyens, de contrôle des pouvoirs* » (Mercier, 2018, p.18). La communication politique, lorsqu'elle est instrumentalisée, peut aussi être au service de l'assentiment du peuple par la voie de la propagande (3) — quand les détenteur·trices du pouvoir tentent de contrôler les représentations et la mobilisation des gouvernés. Autres voies d'une communication politique ayant pour but de provoquer l'adhésion du public : le marketing électoral (4) — visant à persuader les citoyen·nes du bon vote — et le marketing gouvernemental (5) — prenant la forme « *d'effet d'annonce* » (faire croire que l'on fait quelque chose) ou « *d'effet d'emballage* » (donner plus de force aux mesures prises) (Mercier, 2017, p. 25). À ces cinq approches on pourrait ajouter celle, très souvent citée, de

³⁷⁹ L'associationnisme inclut les formes juridiques associatives, mais aussi coopératives et mutualistes

Dominique Wolton (Wolton 1989, 2018 in Mercier, 2017) pour qui la communication politique forme un triangle « *hommes politiques, médias et publics* » (publics représentés par les sondages). Ces trois figures s'influencent mutuellement, au regard des réactions constatées ou attendues. Ces différentes conceptions de la communication politique montrent qu'elle est surtout définie dans le cadre d'une démocratie représentative où les citoyen·nes sont davantage un public sondé, que des acteur·rices s'associant pour mener des actions et prendre la parole dans l'espace public, en vue de transformer la société. Dans une autre perspective où la politique est aussi le fruit du militantisme de la société civile organisée visant l'intérêt général, je m'inscris dans une approche participative de la démocratie, dans laquelle les citoyen·nes mènent l'enquête (Dewey [1927], 2010) et sont autant les destinataires que les auteurs du droit (Habermas, 2006). Cette communication politique, en accord avec ce qui a été dit précédemment, n'est ici ni entendue au sens de marketing politique ni de manipulation, mais comme la confrontation de points de vue contradictoires dans l'espace public, facilitée par des organisations visant l'intérêt général.

Ma proposition théorique est donc de rompre avec une approche gestionnaire de la communication (la communication marketing). Il s'agit de repolitiser la **CSI**, en l'appréhendant par le sens que donne John Dewey à la communication : la participation. Or, la **CSI**, dans l'espace public français, est, pour l'instant envisagée comme un moyen de faire adhérer le public et en particulier de le mobiliser par le don. Cela n'invite pas à la participation effective, puisque comme le signale Antoine Vaccaro, quand on cherche à collecter des dons : « *Un bon philanthrope est un philanthrope mort* » (Vaccaro, 2019)³⁸⁰.

1.2 Communiquer pour développer ses compétences démocratiques

La communication n'est pas appréhendée ici de façon linéaire (cf. VIII.2) : ce n'est pas la diffusion de connaissance qui permet de former des jugements publics, mais la participation. Il s'agit là, avec John Dewey, d'affirmer que la connaissance n'est pas un prérequis à la participation, mais, au contraire, que cette dernière est une voie de connaissance et de prise de conscience des problèmes publics (Dewey [1927], 2010). Par exemple, les **ASI** ne peuvent attendre que les citoyen·nes se sentent concerné·es par la solidarité internationale tant qu'ils et elles sont exclus·es du débat public et relégués au don d'argent. John Dewey est souvent opposé à Walter Lippmann

³⁸⁰ Voir note 324.

dans sa manière d'appréhender la démocratie (Zask, 2001 ; Stiegler, 2019). Le premier a effectivement écrit son ouvrage *Le public et ses problèmes* (1927) suite et en réaction au *Public Opinion* (1922) et *The Phantom Public* (1925) du second (Zask, 2001). Pour John Dewey, la démocratie est, par nature, participative, les publics devraient y être actifs, ce sont des acteur·rices politiques concerné·es. Pour Walter Lippmann, la démocratie est verticale, c'est-à-dire que les décisions sont prises par le haut, il est question de « *fabriquer du consentement* », le peuple est alors passif. Avant d'explicitier davantage les divergences entre les deux philosophes, il est utile de rappeler qu'ils partent d'un constat commun : la remise en cause des démocraties libérales du début du 20^e siècle, reposant sur la croyance que les citoyen·nes sont également informé·es et capables de former des jugements politiques rationnels sur les affaires publiques. Autrement dit, ni John Dewey ni Walter Lippmann ne croient en l'omnicompétence des citoyen·nes. Au contraire, comme le note John Dewey au sujet de la démocratie américaine « *nous avons hérité de pratiques et d'idées formées en référence à un conseil municipal local. Mais nous vivons, agissons et avons notre être dans un État national continental* » (Dewey [1927], 2010, p. 203). Dans un monde complexifié et interdépendant, comment des citoyen·nes peuvent former des jugements conformes à l'intérêt général sur des sujets pour lesquels ils et elles ne sont pas directement concerné·es ? Comment peut alors s'exercer la démocratie ?

Pour Walter Lippmann, les citoyen·nes sont incapables de former des jugements publics dans un tel monde en mutation. L'individu est considéré comme ignorant, sujet aux stéréotypes et malléable. Il donnerait une opinion sur les décisions et les actions politiques mises en œuvre, mais serait incapable d'agir : « *les hommes [...] peuvent dire oui ou non à quelque chose qui a déjà été fait, oui ou non à une proposition, mais ils ne peuvent pas créer, administrer et accomplir réellement l'acte qu'ils ont dans l'esprit* » (Lippmann, 1925, p. 48 cité par Zask, 2015, p. 98). Ainsi, le philosophe propose que des groupes d'expert·es s'interposent entre le public et le gouvernement, afin qu'ils définissent les intérêts publics et les actions à mener pour les atteindre. Cette conception a un impact sur l'éducation : il n'est plus question, comme lors des Lumières, de favoriser l'autonomie voire l'émancipation des citoyen·nes, mais de leur permettre une meilleure adaptation au monde créé par la révolution industrielle (Stiegler, 2019) et aux décisions politiques qu'ils et elles ne prennent pas : « *L'enjeu sera de transformer notre espèce pour la rendre plus adaptable, plus mobile, plus flexible : plus apte à supporter l'accélération des flux imposés par la mondialisation* » (Stiegler, 2019)³⁸¹. Walter Lippmann est, d'après la philosophe Barbara Stiegler, « *le premier théoricien du nouveau libéralisme* ». Contrairement au libéralisme

³⁸¹ Numéro de page non indiqué. Disponible à l'adresse : <https://www.alternatives-economiques.fr/on-estime-lhegemonie-culturelle-neoliberalisme/00088862>.

tel qu'appréhendé par Herbert Spencer — les individus s'adaptent de fait aux changements d'environnement —, le néolibéralisme de Walter Lippmann appelle l'intervention de l'État dans les domaines de la santé et de l'éducation pour une meilleure adaptation des individus aux marchés mondialisés³⁸². Barbara Stiegler cherche ainsi, dans la continuité de Michel Foucault, à démontrer que le néolibéralisme est une théorie politique — et non pas seulement économique — qui se sert de la démocratie représentative pour « *obtenir le consentement des populations à leur transformation* » (Stiegler, 2019)³⁸³. On retrouve ici l'idée de « *manufacture du consentement* » chère à Walter Lippmann.

Pour John Dewey, les difficultés rencontrées en démocratie — complexification du monde et donc de la formation des jugements publics — appellent davantage de démocratie : une démocratie participative. Non pas une participation qui viserait à légitimer la décision politique, mais une démocratie participative dans laquelle les citoyen·nes mènent l'enquête afin de se constituer en public et répondre aux problématiques rencontrées (Dewey [1938], 1993). C'est dans la participation, inhérente à l'enquête, que les citoyen·nes peuvent développer des jugements publics, et donc des compétences démocratiques (capacité à former ces jugements). En termes d'éducation, il ne s'agit donc plus d'apprendre aux enfants à s'adapter, mais qu'ils construisent des savoirs par l'expérience. Comme le reformule Joëlle Zask, ces compétences « *dérivent d'activités sociales et cognitives* » (Zask, 2008, p. 2) et ne sont pas des prérequis à la participation politique comme le conçoit Walter Lippmann. Le public se caractérise donc, premièrement, par la participation de ses membres aux affaires publiques en menant l'enquête — par exemple, sur ses conditions de vie et sur les réformes politiques nécessaires ou encore sur la solidarité internationale et sur les transformations qui lui semblent nécessaires. Comme je l'ai montré dans la première partie (chapitre III), l'enquête est une expérience, car le public va être actif en construisant des connaissances par lui-même, en expérimentant des hypothèses. La démocratie est une enquête, une expérience partagée : les citoyen·nes s'associent alors (Dewey [1927], 2010). Deuxièmement, le public se caractérise par l'individuation de ses membres : chacun·e forge son opinion propre sur un sujet, grâce à l'enquête. Troisièmement, un public se caractérise par sa pluralité : comme le précise Joëlle Zask, l'accord n'est pas présupposé au sein d'un public, mais peut être produit par lui. Le public est constitué de catégories affectées par les conséquences d'activités menées ou subies, parce qu'il est affecté il est passif. Pour devenir actif, il doit s'identifier lui-même c'est-à-dire sa condition et les intérêts communs qu'ont ses membres. C'est en formant une communauté qu'il

³⁸² Selon Barbara Stiegler, libéraux et néolibéraux partagent l'idée « *[qu'] il faut s'adapter, c'est-à-dire se soumettre aux impératifs de la mondialisation* » (Stiegler, 2019) (numéro de page non indiqué). Les moyens de s'adapter – mécaniques ou éducatifs – eux, divergent.

³⁸³ Voir note 331.

est apte à juger : « *pas de connaissance sans production d'un commun, et pas de communauté sans le développement de connaissances partagées* » (Zask, 2008, p. 9). Pour reprendre les termes de John Dewey, « *la connaissance est une fonction de l'association et de la communication* » (Dewey [1927], 2010, p. 254), autrement dit, la connaissance est une fonction de la participation. Ainsi, Walter Lippmann et John Dewey s'opposent quant à leur conception de la démocratie : pour le premier, la connaissance est une condition à la participation alors que le deuxième considère la participation comme vecteur de connaissance. Dès lors, pour John Dewey, tendre vers un idéal démocratique appelle plus de démocratie dans les moyens mis en œuvre c'est-à-dire de penser la démocratie comme un « *mode de vie personnel* » se manifestant par la « *foi en l'égalité* » au sens que chacun·e « *a droit à autant de chance que tout autre de [les] faire fructifier [ses dons personnels]* » et « *la conviction que, placés [dans] des conditions propices, les êtres humains sont capables de juger et d'agir intelligemment* » (Dewey, 1939, p. 3). Comme le précise le philosophe, des désaccords et conflits sont inévitables. Ils sont souhaitables quand ils sont envisagés comme des « *entreprises de coopération ou chacune des parties apprend en donnant à l'autre l'occasion de s'exprimer, au lieu que l'une des parties l'emporte sur l'autre en la réprimant — la répression étant violente même si elle se fait par des moyens psychologiques* » (Dewey, 1939, p. 4). Comme le signale Georges Simmel, ce sont les causes des conflits qui dissocient (la haine, la convoitise, etc.) et non le conflit en lui-même qui, une fois éclaté, « *mènera à une sorte d'unité³⁸⁴, quelle qu'elle soit, même si elle passe par la destruction de l'une des parties* ».

En démocratie, fins et moyens sont cohérents, c'est une expérience partagée, c'est-à-dire une interaction libre entre les individus entre eux, mais aussi avec leur environnement afin de développer les connaissances. Joëlle Zask, dans la continuité de la philosophie de John Dewey, propose une approche ternaire de la participation. Premièrement, prendre part : il s'agit de s'associer de façon volontaire pour faire des choses ensemble. Cela implique une forme de stabilité. Deuxièmement, apporter une part — c'est-à-dire contribuer individuellement — implique une forme de changement du fait des contributions individuelles. C'est ici que le conflit peut éclater et être souhaitable comme le rappelle George Simmel : « *Un groupe qui serait tout simplement centripète et harmonieux, une pure et simple "réunion", n'a non seulement pas d'existence empirique, mais encore il ne présenterait pas de véritable processus de vie* » (Simmel, 2003, p. 21), c'est-à-dire qu'il ne serait pas sujet à évolution. Au contraire, dit Georg Simmel, « *la disputa de Raphaël, se présente, si ce n'est comme un conflit à proprement*

³⁸⁴ Le philosophe et sociologue Georg Simmel définit l'unité comme « *la synthèse globale des personnes, des énergies et des formes constituant un groupe, la totalité finale de celles-ci, dans laquelle sont comprises ces relations unitaires au sens étroit aussi bien que les relations dualistes* » et non pas comme il est couramment défini « *l'accord et la cohésion d'éléments sociaux, par opposition à leur disjonction, leur exclusion, leurs dissonances* » (Simmel, 2003, p. 22).

parler, du moins comme une diversité d'humeurs et de directions de pensée sensiblement opposées, d'où jaillit toute la vivacité et la cohésion véritablement organique de cette réunion de personnes » (Ibid.). Ces deux aspects de la participation « *encouragent le développement des individualités humaines et la formation de groupes constitués d'individualités* » (Zask, 2011, p. 221). Les groupes, pluriels, forment des communautés dans le sens où « *la communication sert de médiateurs [aux] intérêts communs [de ses membres]* » (Zask, 2011, p. 221). Enfin, troisième aspect de la participation : bénéficiaire — recevoir une part de son environnement favorisant sa propre individuation.

La communication, au sens de John Dewey, est donc participation. En s'associant, les humains dépassent la coexistence et s'engagent dans la participation : de cette façon, de nouvelles propriétés se créent pour le tout comme pour les parties. Dans la communication, « *la chose est rendue commune* »³⁸⁵ (Dewey 2012, p. 171) c'est en cela qu'elle est liée à la démocratie : la communication-participation crée une communauté dont l'idéal est la démocratie³⁸⁶. La communication en tant que participation permet à chacun·e de construire ses compétences démocratiques. La participation prend la forme de l'enquête : des citoyen·nes tentent de résoudre des problèmes en expérimentant des solutions. Ses résultats doivent être « *disséminés* » avec soin : « *on sème les graines non en les jetant n'importe comment, mais en les distribuant de sorte qu'elles prennent racine et aient une chance de pousser* » (Dewey [1927], 2010, p. 275). « *Les artistes ont toujours été les véritables pourvoyeurs des nouvelles, car ce n'est pas l'événement extérieur en lui-même qui est nouveau, mais le fait qu'il est embrassé par l'émotion, la perception et l'appréciation* » (Dewey [1927], 2010, p. 283). La communication est donc à la fois le lien construit entre les citoyen·nes pour que ces dernier·es mènent l'enquête et à la fois la dissémination des résultats de l'enquête, afin que le public citoyen concerné s'élargisse. Cette dissémination est pour le philosophe et pédagogue une éducation. Cette éducation est également communication-participation : les apprenant·es participent à l'expérience éducative. Cette expérience, contrairement à la vision adaptative de Walter Lippmann, se veut émancipatrice. Une pratique éducative devient émancipatrice lorsqu'un « *éthos critique* » émerge, c'est-à-dire « *un penchant pour la déconstruction et la critique des normes communément admises* » (Caillé et al., 2016, p. 22). À partir de là, il est possible de considérer qu'une intervention extérieure est nécessaire, « *un maître* » qui bouscule pourrait dire le politiste Audric Vitiello (Vitiello cité par Caillé et al., 2016, p. 22). Au contraire pour

³⁸⁵ J. Dewey explicite son propos à travers l'exemple suivant : A montre du doigt quelque chose à B, B comprend qu'il ne doit pas regarder le doigt.

³⁸⁶ Pour Dewey, l'idéal est « *la tendance et le mouvement d'une chose existante menée jusqu'à sa limite finale, considérée comme rendue complète, parfaite* » (Dewey, 2010, p. 243).

Paulo Freire — non moins maître ou éducateur — « *les hommes s'éduquent ensemble, par l'intermédiaire du monde* » (Freire, 1974, p. 62), bien qu'un·e leader semble toujours présent·e pour impulser. Pour John Dewey, la démocratie (l'école, mais aussi les associations), par la participation, permet à chacun·e de s'éduquer.

Conclusion de la première section

Dans cette première section, j'ai essayé de montrer l'importance d'appréhender les **ASI** comme des organisations développant un message d'intérêt général dans l'espace public. Elles devraient donc s'inscrire dans une communication politique et davantage considérer l'espace public comme un espace de confrontation de points de vue plutôt que comme un espace d'auto-promotion (communication institutionnelle et de collecte de fonds), contribuant à ce que Jürgen Habermas (2006) appelle une colonisation de l'espace public par le marché. En phase avec la dimension politique des **ASI**, il s'agit, comme l'indique John Dewey, de développer des compétences démocratiques par la participation. Dans la seconde section, je vais m'efforcer de montrer que cette communication politique participative pourrait s'inscrire dans le modèle de l'incommunication et non dans celui de la communication transmissive et persuasive, puisque, nous l'avons vu dans le chapitre VI, l'intercompréhension est loin d'être la norme.

2. Partir du principe que l'incompréhension est toujours présente

Les représentations philanthropiques perçues par des militant·es et des non militant·es sont loin de faire l'unanimité (cf. chapitre VI). Ces dernier·es, conscient·es de ces représentations, en sont critiques et n'y adhèrent pas toujours. Par ailleurs, au-delà d'une perspective critique, les supports ne sont pas pour autant compris. Les études de réceptions menées montrent de façon flagrante que l'intercompréhension ne va pas de soi. Ainsi, ce modèle de l'intercompréhension ne permet ni aux **ASI** d'atteindre leurs aspirations sociales ni leurs objectifs communicationnels. Il convient donc de remettre en cause le modèle théorique sur lequel repose la communication des **ASI**, le modèle épistémologique (Quéré, 1991) (2.1) et d'adopter un nouveau modèle, l'incommunication (2.2), qui présente l'avantage de penser ensemble l'égalité et l'altérité, deux notions clés de la solidarité internationale pluriverselle.

2.1 D'un modèle communicationnel basé sur la transmission et la persuasion...

Les produits communicationnels des **ASI** étudiées dans la deuxième partie oscillent entre vision marketing – appels aux dons - et vision rationnelle – une information éclairant l'opinion publique. La première approche est souvent mise en œuvre par les associations humanitaires et de développement alors que la seconde tend plutôt à être employée par les **ASI** d'**ECSI**. Or, malgré leur différence, ces deux approches s'inscrivent dans un même modèle communicationnel (que Louis Quéré nomme « *épistémologique* »), qu'il convient de dépasser pour repenser l'ensemble de la communication de solidarité internationale. Dans son livre ***ONG compassion à tous les rayons***, Bruno Georges David a montré les impasses de l'approche marketing. Je vais ici insister sur les limites de la transmission à travers un exemple lié à ma pratique professionnelle : le projet *Frame Voice Report !*.

Ce dernier est un projet d'**ECSI** visant une autre communication de solidarité internationale, confirmant l'actualité de cette thèse. Cependant, l'analyse du cahier des charges montre que le projet s'intéresse surtout à la diffusion d'une information plus pertinente. Il semble donc plus question d'une autre transmission que d'une autre communication. En effet, le projet *Frame Voice Report !* vise à renforcer l'engagement des citoyens européens pour les Objectifs de développement durable (**ODD**) qui ont été adoptés par l'ensemble des pays de l'ONU pour la période 2015-2030, à travers le soutien financier de petites et moyennes organisations issues de la société civile. Le terme d'engagement, pour les partenaires *Frame Voice Report !*, renvoie à « *l'idée d'agir pour un monde plus juste et plus équitable pour tous* » (Frame Voice Report, 2018, p. 38), il se matérialise de différentes manières, par exemple : le don d'argent, le don de temps, le changement de ses modes de consommation, le développement d'initiatives citoyennes. L'engagement des publics pour les **ODD** passe par une autre communication. Cette autre communication se matérialise, selon ce projet, premièrement, par un cadrage constructif. La notion de cadrage est issue de la recherche nord-américaine : Gregory Bateson (1972) et Erving Goffman (1974). Raisonner en termes de cadrage, c'est penser que « *la façon dont les médias couvrent un événement peut avoir un effet sur sa perception par l'opinion publique* » (Guaaybess, 2015, p. 150). Ainsi, les représentations relayées dans les supports de communication peuvent être considérées comme des cadrages (Guaaybess, 2015, p. 145). Le cadrage peut être défini comme « *une représentation sociale opérée par les médias, ou la sélection de quelques éléments de la réalité perçue, et de fabrication d'un récit qui met en lumière des relations parmi eux pour promouvoir certaines interprétations*' » (Entman 2008 cité par Guaaybess, 2015, p. 151). Le cadrage relève donc bien de modalités de transmission de l'information. Les partenaires de *Frame Voice Report !* à partir

des travaux de Mirjam Vossen journaliste et chercheuse sur les médias, retiennent cinq cadres fréquemment utilisés dans la « *communication sur la coopération au développement* ». (1) Le cadre de « *la progression* » : les pays en développement vivraient un retard de développement qu'ils doivent rattraper. (2) « *La justice sociale* » : la pauvreté est une affaire d'inégalités et d'injustices. (3) « *Le village mondial* » : des citoyens d'un monde interdépendant tous responsables. (4) « *Le blâme* » : les pays riches nuisent aux pays pauvres. (5) « *la victime* » : le pauvre est impuissant, il faut l'aider. Les cadres, en faisant appel aux valeurs des récepteurs, généreraient certains comportements. À titre d'exemple, le cadre de la victime est contre-productif dans la mesure où il exprime que les problèmes du monde peuvent être résolus avec un don (charité), ou que le monde est tellement désespéré que la seule chose à faire est de mettre un pansement. Pour les porteurs de projets, ces cadres feraient appel à la valeur « *pouvoir* » des destinataires (statut social, prestige, domination) affaiblissant la valeur opposée « *universalisme* » (compréhension, protection). Alors même que c'est cette seconde qu'il faudrait privilégier³⁸⁷.

Deuxièmement, cette autre communication se matérialise, dans ce projet européen, par l'implication des « *voix du Sud* ». Ces voix font référence, dans le cadre du projet, à celles qui sont tuées par les déséquilibres de pouvoir passés et présents résultant d'une vision coloniale, dans laquelle le savoir occidental a été placé au-dessus des autres formes de savoir³⁸⁸. Toute approche de coopération et toute communication au service de la justice et de la solidarité mondiales devrait alors reposer sur une participation égale des participants, des concepts et de l'expertise du Nord et du Sud. Autrement dit, dans cette conception, l'information à destination des citoyens issus des six pays partenaires devrait être co-construite par des voix dites du Nord et dites du Sud. En effet, il n'est alors plus question, de parler « *de* » ou « *à la place de* », mais de parler ensemble d'un sujet. Il s'agit aussi de pluraliser les témoignages. Troisièmement, cette autre manière de communiquer impliquerait la collaboration avec des journalistes. Pour contribuer à une meilleure compréhension des enjeux de solidarité internationale de la part des citoyen·nes et pour faciliter leur mobilisation pour des relations mondiales plus équitables, le dernier levier d'action proposé est de renforcer la

³⁸⁷ Cette valeur « *universalisme* » serait à privilégier puisqu'elle amènerait les publics à mettre de côté leurs propres besoins pour aider autrui. Cette idée, portée par Frame Voice Report ! s'appuie sur les travaux du psychologue social Shalom Schwartz qui a identifié 56 valeurs appartenant à 10 catégories propres aux individus, mais que ces derniers priorisent de façon différente (Reframing the message, 2015). Selon le psychologue social, plus on active une valeur (ici le pouvoir), plus on affaiblit sa valeur opposée (ici l'universalisme). L'enjeu est donc de recadrer les messages de passer d'une approche fréquemment basée sur le désespoir, la victimisation, les problèmes, la simplification des messages, le seul rôle actif de l'Occident face à la passivité des pays considérés comme en développement à une communication constructive et nuancée, laissant la parole aux partenaires du sud (Reframing the message, 2015).

³⁸⁸ « *More specifically, the term indicates the voices suppressed by the past and present power imbalances resulting from post-colonial set up, where Western knowledge has been placed above other forms of knowledge* » (Konttinen, Vibriälä, 2014, p. 8)

collaboration entre les journalistes et les **ONG**. Cette collaboration a vocation à améliorer la qualité et l'impact de l'information dans les médias, en vue d'une citoyenneté mondiale. Pour cela, dix points sont proposés (Devreporter Network, 2015). 1 - Favoriser le journalisme « *d'initiatives* » et de « *solutions* », 2- Différencier l'information journalistique de la communication (au sens où l'information journalistique n'est pas une campagne de communication de type valorisation/promotion), 3 -Traiter tous les pays et les communautés avec dignité, en évitant le sensationnalisme et la victimisation, 4 - Améliorer la visibilité des acteurs des pays du sud impliqués ou non dans les actions de coopération internationale et les inclure dans la production de l'information, 5- Ne pas se limiter au rôle prédominant des structures de solidarité internationale du Nord dans la production de l'information, 6 - Favoriser la compréhension des faits et de leur complexité en expliquant leur contexte et leurs causes, 7- Favoriser le traitement de la réalité internationale par les médias locaux pour favoriser l'interconnaissance entre les différentes populations, 8 - Prendre du recul et aborder les faits dans leur dimension globale pour favoriser la compréhension des interdépendances existantes et à venir, 9- Parler de la coopération internationale en prenant en compte ses différents aspects et en distinguant actions de développement et d'urgence, 10 -Suivre les événements et les situations dans le temps.

Au vu de ces trois objectifs, *Frame Voice Report !*, sur le papier, est davantage un projet de transmission visant la diffusion d'une information plus diversifiée qu'un projet de communication faisant participer les citoyen·nes aux **ODD**. Cela n'enlève rien à son intérêt, puisqu'il est évident que l'information sur la solidarité internationale devrait être pluralisée. Néanmoins, croire que transmettre des contenus suffit à engager les citoyens dans le sens souhaité revient à entretenir deux idées reçues. La première est que l'information conditionne l'action : si l'information est bonne, l'action sera bonne. Vision simplificatrice et linéaire du lien entre information et action puisqu'un siècle de publicité et de marketing montre, justement, que le comportement du consommateur n'est que très rarement le fruit conscient d'une décision rationnelle liée à une information de qualité (Bourgne, 2013). La seconde est que l'autre est un même et que le sens est donné une fois pour toutes par le message. Or, les analyses du chapitre VI montrent bien que les publics appréhendent les produits communicationnels de manière différente des producteurs. De plus, la réception, même quand elle est hégémonique (Hall, 1994) est toujours un processus actif de re-création (Méadel, 2009). C'est donc plutôt en proposant des espaces de confrontation d'expression que la communication commence à émerger. C'est d'ailleurs le parti pris de certains porteurs de projets. D'autre part, l'objectif affiché de vouloir engager les publics aux **ODD** et donc de les rallier à ses propres idées semble insuffisant en matière de communication associative, puisque la dimension politique – éveiller l'esprit critique pour des transformations sociales - est évacuée. Le rôle des

associations en particulier ne serait-il pas d'ouvrir le débat avec et entre les citoyens, en proposant un message politique, davantage que de tenter de les convaincre de ce qu'il serait bon de penser ?

Cet exemple souligne la difficulté pour les acteurs de l'**ECSI** de dépasser les approches transmissives de la communication, tout comme les **ASI** humanitaires et de développement ont du mal à se détacher des approches persuasives. Cela tient sans doute à la non-remise en cause du modèle épistémologique de la communication. Celui-ci n'est qu'un point de vue particulier sur la communication, appréhendée comme un transfert de connaissances objectives sur le monde. L'enjeu de la communication est alors la transmission voire la persuasion, c'est-à-dire la modification des connaissances du récepteur en vue d'un changement de comportement. Comme indiqué dans le chapitre II et pour rappel, la communication épistémologique regroupe, selon Louis Quéré, les théories des effets directs (Lebon, 1895 ; Lippmann, 1922), de la culture de masse (Benjamin, 1936 ; Horkheimer et Adorno, 1947), des effets limités (Lazarsfeld, 1941 ; Katz, 1955), du modèle mathématique (Shannon et Weaver, 1949 ; Wiener, 1962) et déterministe (Mc Luhan, 1964 ; Goody, 1977). Ce modèle épistémologique de la communication s'inscrit dans un schème que le sociologue nomme « *représentationniste et cognitiviste* ». « *Cognitiviste* », dans le sens où il s'agit de connaître objectivement le monde et « *représentationniste* » car connaître revient à se représenter le monde de manière absolue, tel qu'il est. Dès lors, les sujets sont des « *observateurs désengagés* » (Quéré, 1991, p. 74) dépourvus de point de vue, accédant au monde et à autrui tels qu'ils sont et en les objectivant. Cette rationalité abstraite nous permet de mieux comprendre le qualificatif « *épistémologique* » donné à ce modèle : la conception propre « *de la connaissance et de l'action, du monde et de la société, de l'individu et de la socialité* » est issue de « *la tradition épistémologique que nous avons héritée du XVIII^e siècle* » (Quéré, 1991, p. 72). Les premières critiques des théories qui en découlent viennent de l'école de Palo Alto qui prône le modèle de l'orchestre et une communication-participation : la communication n'est une production collective (Mucchielli, 2000) ni réduite à une transmission ni à la persuasion. Malgré cela, la doxa d'une communication coupée « *du monde en train de se faire* », linéaire et persuasive perdure et prend corps dans les pratiques communicationnelles d'organismes, dont les associations de solidarité internationale et particulièrement les **ONG** humanitaires et de développement, à travers notamment l'usage d'une communication marketing (cf. VIII.1).

La communication persuasive, jugée « *efficace* », est basée sur la volonté d'un changement des façons de penser et/ou des comportements en utilisant le consentement plutôt que la

violence³⁸⁹. Le paradigme de l'intercompréhension, ici en question, se matérialise dans la **CSI**. En voulant être comprises du plus grand nombre, les **ASI** en viennent à user de moyens contradictoires avec les fins recherchées. D'abord en créant du paradoxe, ici appréhendé au sens de l'École de Palo Alto : « *le fruit d'un déplacement ou d'un dérèglement de l'adéquation de l'énoncé et de ses conditions d'énonciation* » (Robert 2017, p. 26) ou autrement dit en proposant un écart entre ce qu'on dit et la façon dont on le dit³⁹⁰. Cela est particulièrement le cas lorsque les associations promeuvent la dignité humaine sans la respecter (usages d'images misérabilistes), s'inscrivent dans une démarche d'**ECSI** en même temps qu'elles usent d'une communication simplificatrice basée sur des stéréotypes, ou encore prônent la participation par des messages persuasifs, impliquant une forme de passivité³⁹¹. Ensuite, en ne prenant pas toujours en compte l'autre mis en image, par exemple en mettant en scène des individus sans leur consentement. Enfin, en s'enfermant dans le rôle d'aidant. La rencontre avec l'autre ne se fait alors que dans une relation stéréotypée : « *ils ne peuvent pas rencontrer l'autre dans sa réalité, mais seulement dans son stéréotype stérile folklorisé* » (Robert, 2017, p. 51).

Si, pour toucher le plus grand nombre, les **ASI** usent d'une communication simplificatrice en contradiction avec les valeurs revendiquées, il en va de même, lorsqu'elles utilisent ce même modèle épistémologique afin de changer les représentations et les comportements. En effet, l'usage d'une communication persuasive est problématique, pour plusieurs raisons. D'abord, parce que persuader c'est amener l'autre à penser comme soi et revient à nier le droit à la différence et donc la démocratie. Or, au contraire, communiquer c'est reconnaître l'autre dans son altérité. Par ailleurs, persuader c'est vouloir limiter les interprétations possibles et donc l'esprit critique. Ensuite parce que, comme énoncé dans l'introduction générale, persuader dénote d'une forme d'arrogance (Moinet, 2012) qui peut conduire au mépris de l'autre. Enfin, parce plus on cherche à persuader, plus on attise la méfiance. Pourtant, il existe d'autres approches de la communication, d'autres théories constituant un second schème qui dépasse l'approche transmissive et persuasive. La communication y est appréhendée comme le « *“modélage mutuel d'un monde commun au moyen d'une action conjuguée” pour reprendre l'excellente formulation de Varela* »³⁹² (Quéré, 1991, p. 76). Ce schème, constructiviste, est propre à trois ensembles théoriques : l'École de Palo Alto, le modèle délibératif

³⁸⁹ « *L'art de persuader surpasse de beaucoup tous les autres arts et est de loin le meilleur, car il asservit toute chose par consentement et non par violence.* » (Gorgias, Platon)

³⁹⁰ Pour P.Robert, ce paradoxe est une source d'incommunication, il nous semble plutôt qu'il soit source d'acomunication quand celui-ci est volontairement mis en œuvre.

³⁹¹ Certes nous savons depuis S. Hall que le récepteur n'est jamais passif (Hall, 1994). Dans le cas des **ASI**, l'intentionnalité du message n'est pas de provoquer une réaction active, mais plutôt de favoriser l'émotion (Boltanski 2007).

³⁹² En somme, cela signifie que le monde n'est pas donné, mais qu'il se construit par l'action collective

et le modèle praxéologique. L'École de Palo Alto précise que la communication construit des interprétations du monde, donc des réalités communes (Watzlawick, 1978). On doit également à l'École de Palo Alto la maxime « *on ne peut pas ne pas communiquer* » (Watzlawick, 1967). Or, tout acte ne conduit pas à une construction de sens. Plus largement dans l'approche délibérative, les actions communicationnelles sont les actes d'intercompréhension des acteur·rices en vue de parvenir à un consensus ou un compromis (Habermas in Fraser et Valenta, 2001). Enfin, dans la conception praxéologique : la communication est « *un processus d'organisation de perspectives partagées, sans quoi aucune action, aucune interaction n'est possible* »³⁹³ (Quéré, 1991, p. 76). Si ce deuxième schème dépasse le modèle épistémologique de la communication, le rapide tour d'horizon des trois modèles du schème constitutif montre qu'il semble rester inscrit dans un paradigme communicationnel, dans lequel la norme est la compréhension (Dacheux et Duracka, 2017). Or rien n'est moins certain *a fortiori* lorsqu'on s'inscrit dans un horizon pluriversel comme c'est le cas pour la solidarité internationale.

2.2 ... à l'incommunication

L'incommunication est une approche francophone récente, plusieurs visions cohabitent sous cette même appellation. C'est pourquoi, avant de présenter la définition que j'ai retenue, je vais tenter d'éclaircir les différentes conceptions.

En 2013, le psychiatre et chercheur en communication Samuel Lepastier propose une première synthèse des approches théoriques de l'incommunication (Lepastier, 2013). D'entrée de jeu, il rappelle que l'incommunication est définie par le CNRTL comme « *l'absence de communication, de relation entre deux choses* » (Lepastier, 2013, p. 9). Denis Huisman (1985) étend ce concept aux relations humaines : l'excès de communication conduirait à l'incommunication. Cette hypothèse est défendue par des intellectuels qui reprennent le terme d'incommunication. Samuel Lepastier rappelle que le développement des théories de l'incommunication humaine provient des limites de la communication, notamment sur le plan de la psychologie individuelle. Première limite, l'explosion des nouveaux moyens de communication de masse n'a pas permis une meilleure cohabitation humaine. La communication ainsi entendue comme transmission est ambivalente :

³⁹³ Louis Quéré précise par ailleurs que ces perspectives partagées concernent un domaine particulier ou plutôt un « lieu » et un « milieu » spécifiques : « *Quand je parle de perspective commune, je n'entends ni un accord sur les pensées ou sur les opinions, ni une convergence de points de vue personnels, mais le fait, pour des partenaires, de construire ensemble le lien commun à partir duquel ils vont momentanément se rapporter les uns aux autres, se rapporter au monde et organiser leurs actions réciproques* » (Quéré, 1991, p. 76).

entre diffusion de nouvelles connaissances et diffusion de « *fantasmes et peurs irrationnelles* » (Lepastier, 2013, p. 15). Outre la nature des contenus diffusés, la communication en tant que « *mouvement de masse* » priverait chacun·e « *du pouvoir de critiquer les messages dont il est le destinataire* ». Deuxième limite, selon le psychiatre, l'intention des communicant·es ne coïncide pas nécessairement avec la réception. Cette incommunication peut être involontaire — quand elle est du fait d'inconscients divergents des participants à la communication — ou volontaire — quand il est question de manipuler un récepteur ou de percevoir en fonction de ses propres désirs. Le psychiatre insiste sur la dimension pathologique de l'incommunication, il cite d'ailleurs des psychoses mettant en lumière l'incommunication. D'autre part, en tant que psychanalyste, il se réfère à l'inconnu inconscient — comme je l'ai signalé — pour expliquer l'incommunication. Il se réfère aussi au transfert : il y a inévitable incommunication — « *malentendu* » — parce que l'autre n'est jamais tout à fait celui que l'on croit du fait du « *report sur l'autre de sentiments autrefois portés sur les parents* » (Lepastier, 2013, p. 26). Cette approche psychanalytique montre bien, en écho au ***Soi-même comme un autre*** de Paul Ricœur (1990), que si notre inconscient est impénétrable, il semble peu envisageable de comprendre complètement autrui. Cette conception psychanalytique de l'incommunication se démarque des premiers travaux d'inspiration plus philosophique et sociologique.

Tout comme Denis Huisman, Raymond Boudon (2011), dans sa *Petite sociologie de l'incommunication*, indique que la prolifération de messages n'est pas synonyme de communication. L'incommunication — qu'il qualifie aussi de non-communication — est souvent de mise : les messages sont perçus à partir d'*a priori* différents. La communication repose donc sur l'incommunication, sur le malentendu. La disharmonie des *a priori* pour le sociologue provient de deux situations sociologiques. Premièrement, ce qu'il appelle les idées boîtes noires — les idées des locuteur·trices sont décontextualisées et généralisées en dehors de leur cadre de validité par les récepteurs. Deuxièmement, ces différences de perceptions entre les individus proviennent de la distance sociale et culturelle entre les individus. En d'autres termes, on ne se comprend pas parce qu'on est différent. Ces disharmonies d'*a priori* pourraient néanmoins être dépassées par des institutions, des espaces permettant à l'esprit critique de se déployer. Les associations peuvent être cette forme d'institutionnalisation de la critique, or, elles tendent à utiliser le plus dénominateur commun pour assurer l'intercompréhension : la solidarité internationale est ainsi réduite à l'aide. Alors que, pour Raymond Boudon, les différences d'*a priori* entre individus ne disposant d'espace pour exercer leur esprit critique sont source d'incommunication, Eduardo Galeano considère plutôt qu'un « *monologue du pouvoir* » (Galeano, 1996, p. 18) est au service de l'incommunication humaine. Cette incommunication se manifeste par « *la dictature de la parole unique et de l'image unique (Galeano, 1996, p. 16) entretenue par les médias : la pauvreté, mais aussi la violence sont mis en scène comme étant des ordres*

naturels et non pas comme résultant de l'injustice. Les contenus sont "vides de mémoire" » (p.17) dit-il. Ainsi, si des a priori différents peuvent être des freins à la communication (Boudon), la mise en scène et en image des conséquences des injustices en est également. Ces freins sont accentués par les insuffisances critiques.

Pour ces intellectuels, l'incommunication est un échec de la communication, difficilement dépassable, une pathologie. Pascal Robert (Robert, 2005 ; 2017) propose une autre vision. Avec l'exemple d'Œdipe cherchant à conjurer la prophétie, il nous montre que plus on communique, moins on communique. Plus on cherche à s'éloigner de l'incommunication plus on s'en rapproche. Nous serions dans une sorte « *d'aveuglement communicationnel* » (Robert, 2005, p. 6). Avec l'exemple de Solaris, Pascal Robert montre que l'incommunication est première par rapport à la communication. Malgré son « *pessimisme* » apparent, l'incommunication n'est pas un déficit, mais la reconnaissance de l'autre en tant qu'altérité égale. Pour Pascal Robert, l'incommunication n'est donc pas toujours un échec. En revanche, en accord avec Raymond Boudon et Eduardo Galeano, il la considère indépassable : « *elle est toujours là malgré les procédures et les techniques, parfois à cause d'elles aussi* » (Robert, 2005, p. 7). En effet, il ne s'agit pas de bien transmettre pour tout comprendre. Ainsi la communication est « *une sorte d'horizon que l'on n'atteint jamais* » (Ibid., p. 9), l'incommunication est alors première par rapport à la communication. En s'inscrivant dans des évidences sociales, en utilisant des stéréotypes, on peut avoir l'impression de bien communiquer, mais il n'en est rien. C'est au contraire quand on ne se comprend pas tout à fait que l'on communique. Une certaine ambivalence de l'incommunication est visible dans les travaux de Pascal Robert : elle vise tantôt à conjurer « *conjurer c'est écarter, dissiper, détourner par un moyen quelconque [quelque chose] qui met en cause le collectif, sa cohésion, la possibilité même de sa cohésion* » (Robert, 2005, p. 17-18) et tantôt à cultiver puisqu'elle est la première étape de la communication permettant d'aller au-delà des évidences sociales (Robert, 2017). Si pour Pascal Robert, l'incommunication est première par rapport à la communication si en d'autres termes la communication est l'horizon de l'incommunication, c'est exactement l'inverse pour Dominique Wolton : l'incommunication est l'horizon de la communication, « *la communication est un processus politique à mettre en place pour éviter que l'horizon de l'incommunication devienne source de conflits* » (Wolton, 2009, p. 25), la communication est alors une négociation mise en œuvre pour cohabiter. Néanmoins communication et incommunication ne sont pas des phénomènes différents : ce sont deux composants d'un même processus. En effet, l'incommunication, pour le sociologue, est autant de « *malentendus* », « *incompréhension[s] mutuelle[s]* », « *quiproquos* » et « *désaccords* » qui ne font pas échouer la communication, mais au contraire relancent les interactions. Sans difficulté, pas de négociation — c'est-à-dire « *d'arbitrage temporaire entre des*

logiques contradictoires » (Wolton, 2012, p. 436). Pour comprendre en quoi l'incommunication est un horizon indépassable, il faut s'intéresser aux obstacles à la communication : l'altérité et plus spécifiquement les stéréotypes et les représentations de l'autre. « *Paradoxalement, les deux sont à la fois des obstacles à la communication et la condition de celle-ci, car on ne peut jamais aborder le monde extérieur sans stéréotypes ni représentations* » (Wolton, 2014, p. 19). Éric Dacheux, dans son article ***L'incommunication, le sel de la communication*** (2015), développe une approche qui reprend, en les critiquant, les visions de Pascal Robert et de Dominique Wolton. Pour lui, communication et incommunication ne sont nullement les horizons souhaités ou indépassables, mais les deux faces d'une même pièce. C'est parce que nous ne nous comprenons pas parfaitement que nous cherchons à nous comprendre. Autrement dit, l'incommunication est la source de la communication.

Mon approche de l'incommunication se nourrit de ces réflexions. Elle se singularise toutefois, en ayant une dimension pragmatique que m'inspire l'approche communicationnelle de John Dewey. En effet, si le paradigme de l'incommunication est en rupture avec les modèles existants (Dacheux, Duracka, 2017), il n'est en revanche pas tout à fait éloigné d'une des approches communicationnelles de John Dewey. Cela est notamment le cas lorsque la communication n'est plus seulement une expérience partagée — ou un acte de compréhension se caractérisant par l'action commune — mais devient une expérience esthétique³⁹⁴. En plus de dépasser la transmission, car l'esthétique réunit phase d'action (la production de la signification) et de réception (le décodage de la signification), la communication comme expérience esthétique s'inscrit dans le paradigme de l'incommunication pour au moins deux raisons. La première est liée à la réception sensible de toute communication. John Dewey montre que l'appréhension d'une réalité est subjective : les relations sont éprouvées par « *une personnalité individuelle avec tous ses traits de tempérament, sa vision spécifique et son expérience unique* » (Dewey 2014, p. 464), autrement dit par les sens de chacun·e (Boutaud, 2016). Parce que les individus sont des altérités radicales, l'expérience partagée ne révèle pas forcément la même chose à tou·te·s. L'art en est un exemple : on interagit avec l'œuvre d'art qui est source d'interprétations diverses. Elle n'a pas la seule signification que l'artiste veut lui en donner : « *c'est seulement cela que je voulais dire, et cela veut dire tout ce que vous ou n'importe qui peut honnêtement, c'est-à-dire en vertu de votre expérience vitale, en sortir* ». *Toute autre idée rend la prétendue "universalité" de l'œuvre d'art synonyme d'identité monotone* » (Dewey, 2014, p. 192). Est alors universel ce qui a le pouvoir d'inspirer en permanence de nouvelles réalisations personnelles dans l'expérience. La communication est une expérience esthétique « *que lorsqu'elle opère dans l'expérience des autres* » (Dewey 2014, p. 186). En ce

³⁹⁴ La forme la plus complète de cette expérience partagée est, pour J.Dewey, l'œuvre d'art.

sens, l'expérience esthétique est un lieu d'incommunication puisqu'une intention n'est pas équivalente aux ressentis et significations perçues. Deuxième raison, l'expérience esthétique, se caractérise par « *l'unité dans la diversité* » cette unité découle de « *l'interaction coopérative d'énergies opposées* » (Dewey, 2014, p. 272). Elle offre une continuité à l'action en même temps qu'elle unifie ce que la pensée rationnelle tend à fragmenter : l'humanité et la nature, « *la réalité et la possibilité ou l'idéalité, le nouveau et l'ancien, le matériau objectif et la réponse personnelle, la surface et la profondeur, le sensible et le sensé* ». Dans l'expérience esthétique (la plus aboutie étant l'art), ces opposés « *sont tous transfigurés* » (Dewey, 2014, p. 478). L'apport fondamental de Dewey, me semble-t-il, est que l'enjeu de la communication n'est pas l'intercompréhension, puisque du fait de nos expériences passées, nous ne nous comprenons jamais complètement, mais bien de vivre ensemble, différents et libres ou encore de rendre « *les hommes conscients de leur communauté d'origine et de destin* »³⁹⁵ (Dewey, 2014, p. 440). Cette unité dans la diversité est particulièrement relevée par des penseurs du pluriversel tels que Édouard Glissant (Glissant, 1997) ou encore la philosophe Séverine Kodjo Grandvaux : « *en regardant l'Autre, je me vois : non pas que je me confonde en lui, mais nos différences apparaissent. Toute identité n'existe que dans son opposé ou dans le différent. Je ne peux me penser que parce que je suppose que c'est là ce qui me différencie des autres. Et en même temps, en regardant l'Autre, je me perçois en lui, car je discerne notre commune humanité* » (Kodjo-Grandvaux, 2013, p. 19). L'œuvre d'art vue par Dewey en est l'incarnation « *Les œuvres d'art sont le seul moyen de communication complet et sans voile entre l'homme et l'homme, susceptible de se produire dans un monde de fossés et de murs qui limitent la communauté d'expérience* » (Dewey 2014, p. 187). Cette approche personnelle qui conjugue incommunication et la communication esthétique de John Dewey me conduit à penser qu'il faut changer de paradigme, non plus convaincre (approche persuasive de la communication), mais confronter des points de vue radicalement différents. Ce dépassement est, en effet, nécessaire à la prise en compte d'altérités radicales, particulièrement révélées par la solidarité internationale mettant en jeu des ontologies — des façons d'être au monde — différentes. En plus d'être un paradigme pour les **ASI** dans l'espace public français, l'incommunication pourrait aussi être le socle sur lequel se bâtissent les relations de solidarité internationale : partir du principe que nous ne nous comprenons pas est, en effet, un moyen pour envisager un monde pluriversel. Considérer que l'incommunication est la règle revient à considérer chacun·e dans toutes ses différences et à dépasser la simplification pour aborder une communication démocratique complexe. Cela semble bien être le rôle des associations de solidarité internationale. Appréhendée comme incommunication, la communication devient alors une

³⁹⁵ Tout comme les rituels le permettent.

enquête perpétuelle, une recherche-action ne pouvant se satisfaire de modèles préétablis. C'est bien quand il y a incommunication qu'il y a communication, c'est-à-dire quand on sort des évidences, du cadre, que l'on se comprend plus tout à fait que l'on en vient à communiquer c'est-à-dire à construire par la négociation un « *méta-cadrage* » (Robert 2005, p. 11). Pour révéler l'incommunication et donc communiquer, c'est bien ce métacadrage que les associations doivent questionner : des représentations sociales stéréotypées et réduisant la solidarité à des relations philanthropiques. Ainsi, contrairement à Pascal Robert, je ne pense pas que l'incommunication est à conjurer afin que le sens revienne, c'est plutôt dans l'incommunication que le sens se crée ou se renouvelle puisqu'il dépasse les évidences sociales. Dès lors l'horizon de l'incommunication est la transformation sociale. En effet, si l'incommunication est ce décalage entre ce qu'on perçoit et les évidences sociales, alors c'est elle qui génère l'enquête, c'est-à-dire le processus visant à réunifier une expérience (Dewey 1993), puisque je le rappelle, l'enquête revient à la remise en cause des représentations et des évidences (Dewey in Thievenaz, 2017, p. 90). Cette idée de perception, au cœur de l'expérience esthétique de John Dewey, consiste à recréer une image et donc à dépasser la simple reconnaissance de stéréotypes. Dès lors, on pense quand quelque chose résiste à notre entendement : c'est donc bien l'étonnement, le paradoxe, l'incompréhension qui invitent à mener l'enquête, à s'inscrire dans une pensée réflexive. Pour le dire autrement, en dépassant les évidences sociales, les habitudes, on génère de l'incommunication, mais surtout de la réflexion. Là est le rôle des associations de solidarité internationale.

Conclusion de la deuxième section

Ainsi, la deuxième section de ce chapitre propose d'ancrer la communication politique des **ASI** dans un nouveau modèle : l'incommunication. En effet, si comme je l'ai montrée dans la deuxième partie, il existe une incommunication infructueuse qui repose sur l'idée que l'on peut parfaitement se faire comprendre de l'autre qui doit être conjurée, il existe aussi, comme l'indique implicitement John Dewey ([1934], 2014) et comme l'explique Éric Dacheux (2015), une incommunication fructueuse qui doit être encouragée. En effet, partir de l'idée que l'autre est une altérité radicale que nous ne pouvons jamais parfaitement comprendre permet de concevoir autrement la communication des **ASI** dans l'espace public : non pas convaincre d'aider une population réduite à ses stéréotypes, mais provoquer la réflexion pour construire des solidarités démocratiques.

Conclusion du chapitre VIII

Les **ASI** tendent à présupposer que la communication, au sens d'intercompréhension, est la norme : « *l'horizon normal de la communication est la réussite. La communication permet de diffuser de l'information ou de persuader le chaland (modèle épistémologique), de parvenir à un consensus (modèle habermassien), de coordonner l'action (modèle praxéologique). Or le modèle de l'incommunication, en cours de construction, part du postulat inverse : l'échec est la norme* » (Dacheux, Duracka, 2017, p. 219). S'inscrivant dans une approche gestionnaire de la communication qui repose sur le modèle épistémologique, les **ASI** développent, dans l'espace public français, une communication simplificatrice qui renforce la philanthropie au détriment de la solidarité réciprocaire et qui réduit l'altérité aux stéréotypes au lieu de promouvoir un monde pluriversel. Au final, la **CSI** génère une incommunication infructueuse qui ne semble pas aller dans le sens d'un développement des compétences démocratiques. C'est pourquoi les **ASI** devraient changer pour un paradigme communicationnel permettant de dépasser les évidences sociales : l'incommunication. Il s'agirait donc de développer, dans l'espace public, une communication politique qui vise à augmenter les compétences démocratiques des citoyen·nes (ici en matière de solidarité internationale). Cette communication démocratique implique, dès lors, de questionner ses propres représentations (celles des communicant·es) et celles du public. Cette communication se veut esthétique : elle révèle la communauté d'origine et de destin – ou autrement dit la commune humanité ; elle recrée de la cohérence puisque la communication ne découle plus d'objectif, elle en devient partie prenante ; elle ne cible plus, elle doit au contraire trouver son public ; elle met en jeu le sensible et pas seulement la raison puisque l'expérience esthétique est une expérience imaginative³⁹⁶. La communication esthétique en tant qu'expérience partagée porte la liberté d'interprétation et donc le respect de l'altérité ou le droit à la différence. En effet, elle alimente différemment la diversité des personnes qu'elle réunit (incommunication fructueuse). Il ne s'agit pas non plus de communiquer pour convaincre de quelque chose, mais, de communiquer pour engager un travail réflexif sur ses perceptions (ses évidences) et ses pratiques. Là pourrait être le sens même de l'activité communicationnelle des associations de solidarité internationale. C'est en tout cas dans ce sens que des pistes opérationnelles ont été expérimentées. C'est l'objet du chapitre suivant, qui est aussi le dernier chapitre de cette thèse.

³⁹⁶ L'expérience esthétique est une expérience imaginative, c'est pourquoi l'art en est la matérialisation la plus aboutie (Dewey [1934], 2014).

Chapitre IX. Des pistes opérationnelles pour une communication politique et une solidarité internationale sans domination

Dans les deux chapitres précédents, j'ai montré que des changements paradigmatiques étaient nécessaires pour construire une solidarité internationale (SI) et une communication de solidarité internationale (CSI) démocratiques. Les propositions théoriques sont, premièrement, de réaffirmer l'horizon normatif d'une solidarité réciprocaire qui dépasse la simple philanthropie – c'est-à-dire clarifier l'idéal poursuivi et mettre en œuvre des moyens (dont des moyens communicationnels) cohérents avec cet idéal (Dewey [1938], 1993). Deuxièmement, la CSI pourrait s'inscrire dans le cadre théorique de l'incommunication (Robert, 2017) afin de prendre en compte la liberté, en même temps que l'altérité, et donc la diversité de pensée – c'est-à-dire de considérer que l'enjeu de la communication est plus la démocratie par la mise en débat, que l'intercompréhension par les tentatives de transmission. Troisièmement, cette communication devrait s'inscrire dans une approche sensible au sens plein du terme : il ne s'agit pas de revaloriser le corps ou l'émotion au détriment de la raison par exemple, mais bien de sortir des dichotomies « *intelligible/sensible, raison/émotion [...]* » (Laplantine, 2005, p. 10). La communication prend forme par le sensible, tel que le rappelle Jean-Jacques Boutaud. Et, le sensible ne se réduit ni au sens-sensations (les cinq sens ou le corps), ni au sens-signification (la raison), ni au sens-sensibilité (l'émotion) (Boutaud, 2016). Il y a donc une unité du monde sensible. Enfin, pour aller plus loin, il est nécessaire que cette CSI soit aussi le reflet du vécu, en interne, dans ces associations. Ou, autrement dit, que la vie associative soit démocratique. Confrontées à une gestionnarisation croissante dont l'usage du marketing est certainement l'un des symptômes, les associations risquent, en effet, de se centrer plus sur leur identité socio-économique que sur leur identité politique.

Au regard de ce nouveau cadre théorique mis au jour dans les chapitres VII et VIII, l'objectif est maintenant de proposer des pistes opérationnelles. Ces pistes émergent donc d'un croisement entre le cadre théorique et les expérimentations menées. Ces expérimentations, préconisées par John Dewey dans son enquête (1993), font l'objet de retours évaluatifs sur

expériences. Ces évaluations qualitatives permettent de proposer des préconisations pour la suite des expérimentations. Les expérimentations dont il est question dans ce chapitre ne sont pas des dispositifs de recherche contrôlés où toutes les variables sont soigneusement maîtrisées. Il ne s'agit pas de dispositifs de laboratoire chères à la psychologie expérimentale, mais d'expériences pratiques, de test *in vivo*, d'essais concrets qui se déploient sur le terrain et qui sont issues de mes différents cadres d'action, que je différencie ici, mais qui ne sont pas hermétiques l'un à l'autre. Premièrement, le cadre d'action professionnel (**RESACOOOP**) avec par exemple le projet européen *Frame Voice Report!* Deuxièmement, le cadre associatif (**CERAPCOOP** et Kodon) avec le collectif Grin. Troisièmement, le cadre universitaire avec les séminaires partage des savoirs. Quatrièmement, le cadre pédagogique (croisement entre les trois précédents cadres) avec l'animation d'ateliers et la dispense de cours universitaires. Au total, je me référerai à six expérimentations dont les descriptifs plus détaillés sont en annexe³⁹⁷ (Annexe 17 à 22).

Deux pistes opérationnelles majeures pour une autre SI et **CSI** ont ainsi été dessinées. La première piste consiste à mettre en débat des messages politiques et à partager des savoirs. Elle fait écho à la vision selon laquelle la démocratie appelle plus de démocratie : autrement dit, c'est par la participation que les citoyens forment leurs jugements (1). Dans cette perspective de démocratisation, prendre en compte l'incommunication c'est élever l'échange au-delà des évidences sociales, c'est aussi se confronter à des désaccords ou à des appréhensions différentes. Tout l'enjeu est alors de rendre les différences fécondes. De même, prendre en compte l'approche sensible, c'est tenter de ne pas se focaliser sur le seul sens-signification : les perceptions et émotions sont tout autant nécessaires que la raison ou l'intelligible à la construction du sens. Pour la seconde piste, il est question de penser la communication comme une recherche-action (2). La recherche-action, appréhendée comme une enquête, appelle l'évaluation notamment par des études de réception. Évaluer qualitativement la communication, c'est admettre qu'elle ne se réduit pas à de la transmission puisque, nous l'avons vu dans le chapitre VI, le sens de la production et celui de la réception peuvent diverger fortement. Mener une recherche-action, c'est aussi faire en sorte que les citoyen·nes mènent l'enquête, celle-ci peut être menée collectivement ou ses résultats peuvent être discutés par des publics. Une éducation à la recherche-action devient alors nécessaire.

Chacune de ces pistes se décline en trois propositions. Chacune des trois propositions fait l'objet d'un ancrage théorique, d'une ou plusieurs expérimentations et de préconisations à partir des évaluations menées.

³⁹⁷ Les trois expérimentations les plus formalisées ont aussi été présentées dans le chapitre III.

1. Questionner les représentations sociales, construire les désaccords et partager les savoirs

La CSI ne peut se réduire ni à la tentative de faire adhérer les citoyens à des messages politiques ni à celle de les engager à l'action (don, signer une pétition) par des techniques persuasives. Les aspirations sociales que les ASI portent (une solidarité réciprocaire, une mondialisation décolonialisée) visent à étendre la démocratie. Pour cela, la piste proposée est de favoriser le débat et le partage des savoirs, en prenant en compte la dimension sensible de la communication. Ainsi, la communication politique telle qu'appréhendée ici n'est « *ni une manipulation ni une méthodologie de persuasion ni un dialogue éthique ni même une transmission d'informations rationnelles, mais un processus symbolique complexe et ambivalent qui vise, par des moyens rationnels et non rationnels, à faciliter la confrontation d'opinions contradictoires dans l'espace public* » (Dacheux, 2016a). Cette première piste se décline en trois propositions. Premièrement, questionner les représentations sociales de la solidarité internationale. Cela revient à clarifier d'où l'on parle et agit et à porter un regard prenant davantage la complexité du sujet en compte (1.1). Deuxièmement, privilégier la participation et la construction des désaccords à la transmission-persuasion, afin que chacun construise ses propres compétences démocratiques (1.2). Troisièmement, passer d'une « *éducation à* » au partage des savoirs (1.3).

1.1 Interroger les représentations sociales

Le concept de représentation sociale a déjà été largement défini dans la première partie de la thèse (cf. chapitre II). Pour cela, j'ai en particulier fait appel à Serge Moscovici (1993) et Denise Jodelet (1993), dont les définitions sont toujours d'actualité dans la communauté scientifique. On peut définir les représentations sociales comme étant un ensemble de connaissances, de croyances, d'informations socialement construites et partagées, permettant un cadre de communication et plus largement d'action. Même s'il est issu de la psychologie sociale, le concept de représentation sociale est utilisé par les chercheurs en communication comme en témoigne le numéro 83 de la revue *Hermès* (2019) : « *En considérant l'activité symbolique, les représentations sociales et les stéréotypes comme des phénomènes sociaux de communication, la revue Hermès, au fil des livraisons, a ouvert le champ des analyses sur la diversité de leurs formes sociales et culturelles, de leurs modalités et de leurs effets* » (Lehmans, Liquète, 2019, p. 9). Dans cette perspective communicationnelle, les représentations sociales ont été mobilisées afin de comprendre le sens construit sur la solidarité internationale, mais aussi pour contextualiser le discours de mes interlocuteurs lors des différents entretiens menés. Étudier les représentations sociales était aussi une façon de comprendre les décalages entre les idéaux de solidarité

internationale et les moyens mis en œuvre pour les atteindre. Au cours des entretiens menés et de la mise en œuvre des outils « *réseau d'association* » et « *cartes mentales* » (cf. chapitre III), j'ai constaté qu'ils semblaient être des leviers pour remettre en question ses propres connaissances et croyances. En effet, des interlocuteur·rices, lors des entretiens, m'ont partagé leurs retours sur l'utilité qu'ils avaient trouvée à construire leur réseau d'associations : réfléchir, prendre du recul et sortir de l'urgence du quotidien.

1.1.1 Les expérimentations

Comme je le montre dans une première expérimentation de long cours (interventions en **ECSI**), j'ai mobilisé la méthodologie des réseaux d'associations pour que mes interlocuteurs interrogent et remettent en question eux-mêmes leurs représentations sociales de la solidarité internationale. Dans une deuxième expérimentation, *Rêveries de promeneurs solidaires*, l'objectif est que tout un chacun interroge ses représentations de la solidarité internationale par une approche plus sensible.

*Retours sur expérience de ma pratique d'intervenante en **ECSI***

Dans les pratiques d'éducation populaire, il est conseillé de commencer une séance pédagogique par une activité visant à identifier les représentations qui ont cours au sein du groupe. Cela permet à l'animatrice de cheminer avec le groupe ou d'adapter son intervention. Cependant, dans ces activités, les représentations sont identifiées à partir des réactions des participant·es, en fonction d'affirmations « *clivantes* » proposées par l'animatrice, cela est par exemple le cas du « *débat mouvant* »³⁹⁸. Or, l'enjeu est plutôt que les participants forment eux-mêmes le cadre du débat. Pour cela, avant une activité de type « *débat mouvant* », j'ai pris l'habitude - dans ma pratique professionnelle d'animatrice, de formatrice à l'Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale pour les enseignants du secondaire, ou de chargée de cours à l'Université - de prendre un temps pour faire émerger les représentations sociales du sujet traité selon une méthodologie simplifiée, mais somme toute similaire à celle employée dans ces travaux de recherche (la carte mentale). Ces représentations mises au jour, il est alors possible de les mettre en débat. Par exemple, lors des exercices sur les représentations sociales de la solidarité internationale, le terme « *aide* » était inmanquablement cité. Il était alors possible de proposer comme affirmation à débattre à l'ensemble du groupe « *la solidarité, c'est aider* ». Chacun était invité à fournir des arguments

³⁹⁸ Technique d'animation : à partir d'affirmations clivantes proposées par l'animateur, les participants se positionnent dans l'espace selon qu'ils sont plus ou moins pour ou contre l'affirmation.

plutôt en accord ou en désaccord avec cette affirmation (et si un consensus semblait se dégager, il était proposé que des participants se fassent les « *avocats du diable* »). Pourquoi chercher à entretenir le dissensus ? Pour trois raisons. La première est de mettre en débat ces différentes représentations, dans une perspective de remise en question et de complexification. Interroger ses propres représentations sociales, c'est déjà les remettre en question. Deuxième raison, le dissensus est une manière de faire vivre le débat démocratique en accord avec l'idée d'incommunication. En effet, étant donné que nous ne nous comprenons pas parfaitement, nous devrions commencer par mettre à jour nos différences avant d'essayer de construire des désaccords (Viveret, 2006b). Troisième raison, l'individu n'a aucune raison de remettre en cause sa représentation tant que l'autre semble la partager ou s'y conformer. La confrontation avec d'autres représentations sociales est alors l'un des moyens de faire évoluer les siennes. Cependant, nous l'avons vu dans la partie théorique, si la périphérie peut évoluer assez vite, le noyau central est relativement stable. Ainsi, la remise en question des représentations peut permettre un changement de ces dernières, mais pas forcément remettre en cause les pratiques. J'ai pu le constater de nombreuses fois avec des personnes qui parvenaient à percevoir les limites de la philanthropie sans pour autant remettre en question leur projet philanthropique (distribution de matériel scolaire par exemple).

Évaluation qualitative de l'événement « Rêveries de promeneurs solidaires »

Au-delà de la reproduction de ma méthodologie de recherche des représentations sociales dans des séances pédagogiques, nous³⁹⁹ avons tenté, dans le cadre du *Grin*, de faire en sorte que chacun.e questionne ses représentations sociales de la solidarité internationale, de façon sensible, lors d'un événement intitulé *Rêveries de promeneurs solidaires*. Il s'agissait de proposer une journée de rencontres et d'échanges entre penseurs-acteurs de la solidarité lors du Festival des solidarités⁴⁰⁰, le 25 novembre 2017, et plus précisément d'arpenter des chemins de pensée au sens propre comme au sens figuré sur la thématique « *une solidarité mondiale sans domination ?* ». En cohérence avec le dispositif général du *Grin*, ses objectifs étaient de questionner les représentations, notamment caritatives, et les savoirs de la solidarité ; de (re) penser l'action (dépasser l'aide), en mobilisant différents sens et différents savoirs afin d'améliorer les pratiques (sortir des hiérarchies sociales). Autrement dit, cela consistait à questionner les stéréotypes et les pratiques caritatives à travers une communication sensible. Je reviendrai, au regard du titre de cette section, seulement sur les

³⁹⁹ Le « nous » désigne ici, les initiateurs de l'idée : Matthieu Poinot, de l'association Kodon, et moi-même.

⁴⁰⁰ Le collectif puydomois du festival des solidarités (événement annuel proposé par le CRID).

éléments alimentant le questionnement des représentations sociales. L'arpentage souhaité nous a menés dans plusieurs lieux clermontois : des lieux associatifs, un lieu universitaire et l'espace public où des ateliers (« *la solidarité au XXI^e siècle sera bilingue ou ne sera pas* », « *Après l'accueil vient l'insertion...* », « *Construire ensemble la solidarité* », « *Datte en Palestine* ») et une table ronde (« *Construire une solidarité mondiale sans domination ?* ») étaient conduits⁴⁰¹. Les deux premiers ateliers étaient des ateliers classiques d'échanges. En revanche, les deux derniers s'inscrivaient davantage dans une approche sensible puisqu'il était question, pour le troisième, de littéralement construire ensemble une structure en bambou sur le parvis d'un musée clermontois. Pour le quatrième, il s'agissait d'un atelier cuisine comme point de départ pour la compréhension de la filière datte en Palestine. Pour se rendre d'un lieu à l'autre, des déambulations sonores ont été organisées. La journée s'inscrit dans une démarche d'éducation populaire : les différents ateliers se nourrissent des savoirs et expériences des participant·es et/ou ils ont pour objet de développer l'esprit critique. Ils permettent d'échanger, mais aussi de faire ensemble. Pour des participant·es, ce « *faire ensemble* » est essentiel : « *la théorie est intéressante, mais l'expérience a plus d'impact* » (Claire), « *la construction commune est l'approche de la solidarité qui a été montrée* » (Danièle, Clubs UNESCO).

Grâce à l'événement, les organisateur·rices ont tenté à la fois d'aller à la rencontre des citoyen·nes (lors des déambulations, ou de l'atelier trois) et de les inviter dans les différents lieux, afin d'interroger collectivement les représentations de la solidarité internationale. Par exemple, la table ronde, où une cinquantaine de personnes étaient présentes, a débuté par une question de l'animatrice – une solidarité sans domination est-elle possible ? - où les participant·es se sont positionné·es avec un carton vert (plutôt oui) ou un carton rouge (plutôt non). Au-delà de

⁴⁰¹ Avant ce parcours itinérant, la journée a été lancée au pôle 22 bis par un plateau radio ouvert - Radio Campus, avec l'économiste Diego Landivar et les associations participantes, suivi d'une animation culinaire Sooji et buffet coréen (gratuit). Parcours itinérant :

Atelier 1 : *La solidarité au XXI^e siècle sera bilingue ou ne sera pas* avec l'association Kodon, Escale Ethique, Cosette et sa cartocyclette et la philosophe S.Kodjo Grandvaux (pôle 22bis).

Deux déambulations avec les percussionnistes *Afro Fola*. de l'atelier 1 à l'atelier 2, puis de l'atelier 2 à la table ronde en passant par l'atelier 3.

Atelier 2 : *Après l'accueil vient l'insertion...* Collectif Toi l'Auvergnat, avec La Cimade dans le cadre du Festival Migrant'scène (Café Les Augustes).

Atelier 3 : *Construire ensemble la solidarité* (matérialisé par un dôme en bambous) Parcoasis (parvis du musée Bargoin).

Atelier 4 : *Datte en Palestine* (atelier cuisine autour de la filière datte), Association Anis étoilée (à LieU'topie).

Table ronde *Construire une solidarité sans domination ?* animée par Dolorès Bakéla (journaliste), avec Séverine Kodjo-Grandvaux (philosophes africaines), Diego Landivar (économiste) et Marco Dell'omodarme (philosophe) (Maison des sciences de l'Homme).

Clôture de la journée : concert du groupe Soudan Celestins Music (à LieU'topie).

l'événement, c'est aussi son organisation, par des acteurs diversifiés de la solidarité et de l'éducation à l'environnement, qui a vocation à ce que chacun·e interroge ses propres représentations.

Est-ce que cet objectif de remise en cause des représentations de la solidarité internationale a été atteint lors de ces *Réveries de promeneurs solidaires*? Pour le savoir, nous avons prévu un dispositif méthodologique combinant observations-participantes et entretiens (huit entretiens post-événements ont été menés auprès des personnes impliquées). Les entretiens nous permettent de voir ce qu'évoque la solidarité internationale pour les participant·es. L'aide est une idée reprise par trois personnes : Dominique, militante dans un café lecture fait référence à « *l'entraide* », Ludovic (bénévole lors de cette journée) au fait « *d'aider à s'aider* » et Ceylia (étudiante) à l'importance « *d'aider parce qu'on en a envie* ». Dès lors, lorsque nous demandons aux interviewés de définir les objectifs de la journée, ils semblent se référer à travers le terme de solidarité plus à la promotion de l'aide à autrui (qu'à un questionnement sur les relations de dominations dans les pratiques solidaires) : « *sensibiliser le public à la solidarité* » (Dominique), « *promouvoir une politique d'hospitalité et de solidarité auprès du plus grand nombre* » (Fanny, bénévole association de solidarité internationale), « *donner envie de s'impliquer* » (Ceylia). Ce que confirment leurs commentaires quand on les interroge sur leur éventuel changement de regard sur la SI : « *On ne s'est pas dit c'est vrai qu'on peut aider [...], car on le fait déjà* » (Ceylia) ou encore : « *les autres peuvent aussi nous aider : des choses d'ailleurs peuvent nous aider nous-mêmes. L'axe sud-nord est évoqué, pas seulement nord-sud* » (Ludovic). L'objectif de remise en cause de la dimension philanthropique présente dans la représentation sociale du public semble donc ne pas avoir été atteint. Cependant, parler de solidarité mondiale sans domination semble changer la manière d'aborder la SI. Pour Dominique, par exemple, cela évoque « *le contraire de colonialisation. Il y a des forts, des faibles, et c'est très ancré dans les esprits* » (Dominique). Ce thème semble alors pertinent selon les acteur·rices puisqu'il amène à se poser des questions « *on peut considérer que certaines grandes ONG dominant aussi* » (Danièle) ou plus radicalement, c'est une façon de faire de la « *réflexivité sur ce monde qui s'auto sacralise de bien-pensance, c'est une hygiène de se questionner sur les actions menées* » (Ludovic) ou encore « *elle permet d'aborder la solidarité de plusieurs angles : pratique et idéologique. On peut amener différentes façons de voir la solidarité* » (Ceylia). Un acteur précise également que c'est une thématique peu abordée « *il n'y a pas d'endroit pour discuter de ça et les gens n'ont pas les éléments pour échanger sur ces sujets* » (Antoine, bénévole Lieutopie et Alternatiba).

Cette journée a donc favorisé un changement de vocabulaire, mais n'a pas permis de transformer les représentations caritatives de la solidarité internationale. Des approches différentes de la solidarité internationale ont été visibilisées durant l'événement, mais il a certainement manqué une confrontation des représentations en amont et en aval de l'événement. Cela s'explique par le

fait que les organisateur·rices étaient issus d'un collectif existant, mais peu dynamique de solidarité internationale, mais aussi d'autres collectifs des solidarités locales. Il aurait fallu du temps pour que le nouveau collectif se constitue et qu'il travaille ensemble. Mais l'échéance de l'événement était trop courte pour cela (première réunion en juin, événement en novembre), d'autant plus que ce nouveau collectif était relativement instable : de nouvelles personnes rejoignaient le collectif au fil de l'eau en même temps que d'autres disparaissaient.

1.1.2 Des préconisations

La mise en parallèle de ces deux expérimentations m'amène à m'interroger sur la radicalité de la remise en question des représentations sociales de la solidarité internationale. La première tentative, avec la généralisation des études des représentations sociales comme support de mise en débat, a ses limites : il est difficile en un temps court (10 à 20 minutes) de traduire toutes les évocations sensibles en mots. Par conséquent, la remise en question ne peut être que limitée. Dans la deuxième tentative, une approche plus sensible a été mise en œuvre, du fait d'un agir collectif dans un cadre convivial, du recours à la musique, la cuisine, la construction. Néanmoins, il n'y a pas eu de débat des représentations de chacun. Or, la mise en mots est un puissant outil de réflexivité.

Ainsi, pour la première expérimentation, les ateliers de formation à l'**ECSI** pourraient être repensés, puis testés, de la façon suivante. Il s'agirait de commencer à interroger les représentations sociales des interlocuteur·rices grâce à la carte mentale, en précisant d'indiquer par des mots ou dessins tout ce qui leur vient à l'esprit. Une première mise en débat peut alors avoir lieu, par exemple avec un débat mouvant. Ensuite, il pourrait être demandé d'identifier les différents rôles imaginés ou souhaités dans la solidarité internationale, et de les développer en différentes pratiques possibles. Ces rôles peuvent être la base d'une mise en situation par un jeu de rôles, où d'autres représentations émergeront. Dans les pratiques d'éducation populaire, le jeu de rôle est couramment utilisé, mais les cartes rôles sont prédéterminées à l'avance. Ici, l'enjeu est encore une fois de partir des représentations des participant·es, et non de celles imaginées par l'animateur·rice⁴⁰², afin qu'elles soient remises en question et débattues. Pour la seconde expérimentation, un temps de travail plus long en collectif est nécessaire. Cela pour au moins deux raisons. Tout d'abord, pour échanger sur les représentations sociales de chacun et déterminer plus collectivement la solidarité internationale à mettre en visibilité à l'occasion de l'événement. Ensuite, pour organiser le dispositif d'évaluation des ateliers. Il est ici question, comme j'y reviendrai dans le deuxième point, d'observer si

⁴⁰² Le chapitre VI a montré que l'empathie pouvait conduire à caricaturer les représentations attribuées à autrui.

l'intentionnalité du message politique est cohérente avec la réception qui en est faite par les participants. La culture de l'évaluation n'étant pas partagée, ni les organisateurs n'ont évalué leur atelier, ni les étudiantes en charge du dispositif recherche – happées par l'événement- n'ont mis en œuvre les outils construits (cf. annexe 22).

Les retours de ces deux expérimentations visant à interroger les représentations sociales de la solidarité internationale nourrissent une activité centrale pour un réseau régional multi-acteurs tel que **RESACOOOP** : l'accompagnement des porteurs de projets de solidarité internationale. Les projets de solidarité internationale, comme je l'ai montré tout au long de cette thèse, sont souvent réduits à des approches philanthropiques, ce qui n'est guère surprenant lorsqu'on prend connaissance des contenus des représentations sociales de la solidarité internationale. L'une des étapes de la démarche d'accompagnement pourrait alors être la remise en question des représentations sociales, en privilégiant les rencontres collectives plutôt qu'individuelles. Il s'agirait d'abord, pour chaque participant, de construire individuellement sa carte mentale, puis de construire une carte collective qui serait support à l'échange et au débat. Pour que ces débats ne soient pas purement intellectuels, une approche sensible doit être utilisée : mise en mouvement des corps par un débat mouvant, utilisation de photographies pour construire une nouvelle représentation, travail sur le décor et l'ambiance sonore du lieu, etc. Comme pour les ateliers de formation à l'**ECSI**, les participants pourraient identifier les différents rôles dans la solidarité internationale et les pratiques liées, soit de manière générale, soit à partir de leur projet concret. De nouveau, des échanges et des débats permettront à chacun de complexifier leurs représentations et peut-être leur projet (qui ne peut se réduire, pour une solidarité sans domination, à une approche philanthropique).

Au-delà des expérimentations en tant que telles et **RESACOOOP**, ces retours évaluatifs amènent des pistes pour les **ASI**. Premièrement, les acteurs de solidarité internationale, y compris les communicant·es des **ONG**, devraient certainement se prêter à l'exercice des représentations sociales d'une part, et à l'exercice de définition des aspirations sociales de leur association afin de communiquer de façon plus cohérente, d'autre part. Autrement dit, plutôt que de communiquer en cherchant à correspondre à une représentation supposée du public, il s'agit plutôt de porter, dans l'espace public, les aspirations sociales qui ont conduit les associations à adopter le vocable de « *solidarité internationale* ». Communiquer sur ses valeurs et non chercher vainement à correspondre à des valeurs d'un public très hétérogène. Deuxièmement, leur identité politique les invite à combattre la dimension philanthropique dominante en s'appuyant sur le fait que la dimension réciprocaire est déjà présente dans l'esprit du public. En un mot, combattre les stéréotypes pour pousser la réflexion critique et non utiliser les stéréotypes pour provoquer le don. Le stéréotype

étant une « *source d'essentialisation des identités, de prêt-à-penser, de rejet quand il se mêle à la rumeur, il peut aussi, au milieu des tentatives de captation de l'attention, faire l'objet d'interprétations, de détournements, de résistances* » (Lehmans, Liquète, 2019, p. 10). Il semble alors plus sage de les déconstruire plutôt que de les utiliser comme garant de l'intercompréhension. Ce qui nous amène tout naturellement à la seconde proposition.

1.2 Passer de la transmission à la construction des désaccords

Le débat sur la démocratie entre Walter Lippmann (1925) et John Dewey (1927), relaté au chapitre VII, m'a conduit à inscrire ces travaux de thèse dans la pensée du second. Selon lui, en démocratie, il n'y a pas de prérequis à la participation, c'est au contraire en participant que l'on parvient à former des jugements publics. Se contenter de transmettre, c'est laisser le débat aux experts, comme le préconise Lippmann. C'est aussi ne pas prendre en compte la capacité de raisonner d'autrui. Si, avec John Dewey, je choisis de porter une vision forte et radicale de la démocratie, celle-ci ne s'improvise pas, elle nécessite une méthodologie. Cette méthodologie doit être cohérente, d'une part, avec le parti pris de l'incommunication - partir du postulat que nous ne nous comprenons jamais complètement - et d'autre part avec l'idée que les désaccords voire les conflits font partie de la démocratie et la nourrissent (Lefort, 1986). D'ailleurs, pour le sociologue Georges Simmel le conflit peut être vertueux, notamment quand il se manifeste par une opposition donnant une « *réciprocité à des situations auxquelles nous nous serions soustraits à tout prix sans ce correctif* » (Simmel, 2003, p. 26). Autrement dit, plutôt que l'oppression ou la fuite, le conflit a le mérite de privilégier la relation. Il favoriserait donc davantage le vivre-ensemble, il est d'ailleurs qualifié par le philosophe et sociologue de « *socialisant* » (Simmel, 2003).

Ce « *conflit intégrateur* » (Dacheux, 2016c) repose sur la « *construction des désaccords* » (Viveret, 2006a). Il s'agit dans cette approche de se mettre d'accord sur les points de désaccord pour faire progresser le débat. Cette vision agonistique de la démocratie et de la communication politique s'oppose, comme le remarque fort justement Arnaud Benedetti, à « *la com* » : « *cette expression triviale qui réduit la communication à un dispositif, à un processus ou à un instrument* » (2014, p. 106). En effet, « *la com est bien moins finalement un savoir-faire qu'une croyance [...], l'opinion est une matière comme une autre que l'on doit pouvoir pétrir au service de produits - qu'il s'agisse de biens courants de consommation ou d'hommes politiques* » (Ibid., p. 107). Loin de cette vision manipulatoire, la construction des désaccords, repose sur l'idée que dans une société de plus en plus individualiste et pluriculturelle (Dacheux, 2010) où les individus sont formés et informés, chacun possède des avis différents que l'on doit confronter pour créer une intelligence collective répondant à la complexité du monde. Dans cet échange

contradictoire sur l'intérêt général, les désaccords ne sont pas nécessairement dépassés, mais ils sont en tout cas clarifiés et enrichis (Viveret, 2006b). Pour Mary Parker Follet, figure du management du 20^e siècle, pour que le conflit soit constructif et que les désaccords soient féconds, il n'est pas question que leur issue soit la domination (l'une des parties finit par céder) ou le compromis (chaque partie cède un peu). Parce que la diversité inéluctable des individus est précieuse, lorsqu'il y a une opposition entre des personnes, il faudrait, pour faire progresser la société ou une organisation, « *trouver des solutions respectant leur diversité* » plutôt que de sacrifier la différence (Mousli, 2005). Mary Parker Follet s'appuie ainsi sur une troisième voie pour dépasser le conflit de manière constructive : l'intégration. L'intégration est plus imaginative que le compromis, puisqu'il n'est pas question que chacun cède un peu, mais d'inventer une voie répondant aux convictions de chacun.

L'expérimentation, que je vais mentionner par la suite, montre que sans une intention particulière, la simplification et la rapidité permises par la transmission prennent la place du débat démocratique.

1.2.1 L'expérimentation des émissions radiophoniques du Grin

Cette expérimentation nourrit la piste jugée nécessaire pour une communication politique plus démocratique : passer de la transmission à la construction des désaccords. Les émissions radiophoniques du Grin avaient pour objectif de construire un débat d'idées. Cet objectif ne semble pas avoir été complètement atteint, en raison, semble-t-il, d'une approche restée trop transmissive. Ainsi, cette expérimentation apprend que la transmission peut être un réflexe qu'il convient de dépasser si l'on veut communiquer, c'est-à-dire encourager la libre interprétation des personnes en présence.

L'émission radiophonique Grin a fait l'objet d'un travail de réflexion majoritairement mené en binôme (Matthieu Poinot et moi-même)⁴⁰³, puis testé de septembre 2017 à mars 2018, tous les premiers et troisièmes mercredi du mois à 20 h, sur Radio campus⁴⁰⁴. Pour être plus proches de l'esprit de la causerie propre au Grin traditionnel, les émissions radiophoniques ont été produites dans les conditions du direct⁴⁰⁵. Cependant, nous avons pris le parti d'interviewer des personnes en

⁴⁰³ D'où l'utilisation du nous dans ce paragraphe.

⁴⁰⁴ Radio-campus, en tant que radio libre, ne fait pas de mesure d'audience

⁴⁰⁵ L'intention initiale était de se rapprocher de la causerie dans ses aléas, ses hésitations, ses interruptions et non pas d'être dans une transmission professorale. À la réflexion, cette forme plus horizontale que permet le direct nous semble, en outre, plus adaptée à l'horizon d'une solidarité sans domination.

amont des émissions et de sélectionner des extraits, décortiqués et alimentés en studio. Nous avons la volonté de faire appel à des savoirs de différentes formes, notamment sensibles – extraits musicaux et de films – afin d’enrichir les thématiques traitées⁴⁰⁶. L’activité s’est construite chemin faisant. En effet, si nous avons clarifié en amont des émissions les objectifs poursuivis et la méthodologie employée, notre approche s’est précisée par la suite. De fait, le 27 novembre 2017, nous avons fait un premier bilan des émissions. Suite au retour d’une auditrice, nous réfléchissons à l’idée de mieux matérialiser les trois thés propres au *grin* traditionnel, en en faisant le fil conducteur de l’émission. Le premier thé « *s’étonner* » fait état des allants de soi. Ces évidences peuvent être révélées de différentes façons : en reprenant les définitions de termes du dictionnaire au regard de l’étymologie, en faisant un tour de table studio sur les définitions qu’on donne du thème de l’émission, toujours au regard de l’étymologie, ou encore, en interrogeant des personnes en amont des émissions (en face à face ou par les réseaux sociaux). La volonté de faire participer les auditeurs était primordiale pour sortir d’une approche transmissive. Le deuxième thé, celui du questionnement, devrait se matérialiser par la contradiction des évidences préalablement révélées. Le troisième thé, l’ouverture, est le moment où on fait état de ressources d’approfondissement. Grâce aux podcasts, il était possible de relayer et de débattre autour des émissions. L’idéal d’une solidarité sans domination devait se traduire par la participation des auditeur·rices aux causeries, le débat contradictoire qui reflète l’égalité des positions, la remise en cause de l’évidence d’une solidarité philanthropique. C’est ce que nous avons tenté d’appréhender par une étude de réception. En cohérence avec la sous-section en cours, je reviendrai ici seulement sur les deux premiers points. Comment la participation et le débat contradictoire sont-ils évalués par les auditeurs ?

Pour mener cette évaluation nous avons interviewé neuf auditeur·rices. Ces derniers sont tous impliqués dans la vie associative. Ils sont investis pour une société alternative : solidarité internationale, média libre et, plus largement, économie sociale et solidaire. La plupart des interrogés sont donc familiers de la thématique. Concernant la participation, la plupart de nos échanges font état d’un entrain vis-à-vis du média radio et plus particulièrement d’une radio libre. Par exemple, parce qu’« *on peut dire ce qu’on veut* » (Delphine, bénévole radio-campus), que la radio fait « *travailler l’imaginaire* » (Emmanuelle, bénévole Kodon) ; que les podcasts sont d’un intérêt

⁴⁰⁶ Les émissions radio se sont constituées autour de 6 thèmes suivants : la domination (1) – Alain Deneault, la décolonialité (1) – Houria Bouteldja, la modernité (1) – Alain Mallet (en présentiel), la solidarité (Festival des solidarités) (1) – Séverine Kodjo-Grandvaux - Marco Dellomarne – Diego Landivar, la résistance (2) – apport de Bruno Jaffré sur Thomas Sankara et de Matthieu Poinot (animateur) sur Cheih Amhadou Bamba, la pluriversalité (3) – Séverine Kodjo Grandvaux. Ce cycle s’est ponctué par une émission bilan (1). Par ailleurs, deux émissions live ont également été organisées : le lancement de la journée « *Construire une solidarité sans domination* » du 25 novembre 2017 et le lancement du Festival des Afriques avec une émission sur la redevabilité.

certain. Cependant, à la radio, la participation ne va pas de soi : une auditrice, relève que le média n'est ni adapté au débat ni à une véritable causerie (Marie, salariée solidarité internationale). Il faudrait alors faire en sorte de donner un espace à l'auditeur (Chaka, association des Maliens d'Auvergne). Cela était pourtant la volonté initiale, notamment avec le premier et le troisième thé. Pour le premier thé d'étonnement, l'ambition était de pouvoir sortir du studio, pour recueillir la parole de personnes sur la thématique traitée. Cela pour aller plus loin qu'un tour de table sur un terme ensuite confronté à son étymologie⁴⁰⁷. D'autre part, il a manqué un vrai travail post-émission (en partant du troisième thé) : sur le relais de l'émission ; l'accessibilité des références citées, les titres des morceaux joués ; les discussions avec les auditeurs sur le contenu produit. S'il y a eu de réelles difficultés à dépasser la transmission propre au média radio traditionnel, trois personnes se sont cependant particulièrement impliquées au fil des émissions : d'abord, les techniciens bénévoles de radio-campus sont peu à peu devenus co-animateurs « *vous m'avez laissé la place* » (Delphine, bénévole radio campus) et, ensuite, Emmanuelle, impliquée dans un projet connexe (la bibliothèque des Afriques), a proposé, en fin d'émission, une critique littéraire.

Le débat contradictoire. Malgré la difficulté du Grin à dépasser le modèle classique de la communication, basé sur la transmission - qui, dans la pratique, est plus aisé à mettre en œuvre - les discutant·es ont tenté d'être dans la contradiction et donc, de ne pas transmettre ou de persuader d'un prêt-à-penser, mais plutôt de convier les auditeurs à une synthèse active. Vous mettez « *en confrontation des points de vue, je me sers de ça pour construire le mien.* » (Marie). Cela a aussi mis cette auditrice dans l'inconfort : « *comme c'est du débat on ne sait pas trop ou vous voulez nous emmener [...], une fois la contradiction faite il faudrait peut-être faire une synthèse, ou peut-être est-ce à nous de la faire* ». Ce débat contradictoire n'a, cependant, pas toujours été perçu, comme le démontre le commentaire suivant : « *Je pense que c'est bien de faire intervenir plusieurs voix, mais faudrait être plus discordants pour mettre en valeurs les différents aspects, pour plus d'objectivité* » (Chaka).

Les émissions radiophoniques semblent mettre en visibilité d'autres angles d'approches de la solidarité internationale. Cependant, des incohérences sont révélées par l'étude : l'absence de participation et un débat contradictoire insuffisant. Si la méthode des trois thés nous a permis de nous inscrire dans un débat contradictoire, la formalisation insuffisante des points de désaccord et

⁴⁰⁷ Une émission hors studio nous a permis de sonder la salle plutôt que de partir des évidences portées par les discutants. Dans l'idéal nous aurions voulu faire uniquement du hors studio pour faciliter les échanges. Les contraintes techniques étaient cependant trop pesantes.

de ses voies de sorties ainsi que l'absence de capitalisation ne permettent pas d'enrichir le débat de façon pérenne.

1.2.2 Des préconisations

Que ressort-il de cette expérimentation ? Sans doute qu'un débat contradictoire ne devient pas spontanément un conflit intégrateur permettant de construire les désaccords. Il convient de développer une méthodologie permettant de faire en sorte que l'expression des différences individuelles débouche sur une construction commune de ce qui fait consensus et dissensus. Cette méthode doit, selon moi, s'inspirer de celle proposée et expérimentée par Patrick Viveret : 1) clarifier le problème, 2) identifier les points d'accord et de désaccord sur les solutions envisagées, 3) avancer sur les points d'accords et faire évoluer les désaccords (Viveret, 2006). Au vu des expériences menées, je propose d'enrichir cette méthode de la manière suivante :

1) « *Réduire l'opacité* » (Viveret, 2006) : il s'agit là de clarifier le débat par des éléments d'informations et de compréhensions afin de limiter les malentendus. Je préciserais l'importance d'interroger les représentations sociales des termes du débat. Cela signifie donc, à la fois, d'explicitier les représentations sociales de chacun (c'est en constatant les divergences que l'on peut faire évoluer ses représentations) et de construire une base d'information commune (un diagnostic partagé sur une situation favorise la construction d'un désaccord fécond sur les manières de faire évoluer cette situation).

2) « *Construire les désaccords* » : il s'agit de « *dégager la pépite du désaccord de la gangue du malentendu et du procès d'intention* » (Viveret, 2006). L'incommunication est la norme, mais on peut tout de même la réduire pour faciliter le partage d'un sens commun. Un temps doit donc être prévu pour que s'expriment et tombent les préjugés de classe, de genre, éthique, etc. Toute la difficulté est de faciliter cette expression sans pour autant sombrer dans l'agressivité. Il s'agit, pour la facilitatrice, de jouer sur le sensible (ambiance sonore calme, maîtrise du volume sonore, etc.) et l'intelligible (mise en œuvre d'une éthique de la discussion) pour que l'évacuation des malentendus et préjugés se fasse dans le respect mutuel. Cette phase délicate passée, il s'agit d'identifier et de formuler d'une manière collégiale, les points d'accords sur lesquels on peut agir ensemble et les points de désaccord qui restent soumis à la discussion.

3) « *Les traiter* » : une fois les désaccords construits et formulés clairement, il s'agit de voir s'ils peuvent être dépassés ou s'ils peuvent être enrichis (Viveret, 2006). La convivialité est ici essentielle, puisque cela consiste à se confronter à l'opposition de l'autre. Pour cela, Patrick Viveret préconise que les participant·es cherchent, dans les arguments opposés, ce qui leur semble le plus

valable. On peut aussi, comme les étudiants du parcours Communication et démocratie participative l'ont fait souvent dans leur formation, pousser chacun à formuler les arguments rationnels contre sa position⁴⁰⁸. L'idée étant de comprendre qu'il y a souvent de bonnes raisons à ne pas être d'accord. Comprendre que, pour un problème, il existe des solutions divergentes, mais toutes aussi rationnelles, facilite le débat et ouvre aussi chacun à la nécessité de l'expérimentation : si le débat rationnel contradictoire ne permet pas de trancher nos désaccords, expérimentons sur le terrain...

4) Formaliser pour capitaliser et valoriser les désaccords construits. Ainsi, je propose d'ajouter une quatrième étape. Cette dernière me semble nécessaire pour deux raisons. Une raison empirique : beaucoup de problèmes que traitent les initiatives solidaires au sein d'espaces publics autonomes (Fraisie, 2003), sont des problèmes transversaux qui concernent l'ensemble de l'espace public. Mettre en forme, et rendre accessible sa démarche de construction des désaccords pour un problème donné, c'est offrir la possibilité à d'autres, de tenir compte de cette expérience, de réutiliser ce qui a été fait ou, au contraire, de partir sur de nouvelles pistes. La deuxième raison de cette formalisation est théorique. En effet, elle correspond à la dernière étape de l'enquête sociale selon Dewey : formaliser les résultats pour les disséminer (Dewey [1938], 1993). Pour le dire autrement, la formalisation des savoirs est l'une des conditions de leur partage. Ce qui me conduit à parler de la troisième série d'expérimentations concernant, cette fois-ci, l'une des branches de la solidarité internationale, l'éducation à la solidarité et à la citoyenneté internationale.

⁴⁰⁸ Deux techniques permettent cela. La première est la thèse affirmative, la seconde est le débat forcé. Dans le premier cas, chacun est, dans un premier temps, invité à se positionner sur une affirmation (la démocratie délibérative est sans défaut par exemple) : tout à fait d'accord, plutôt d'accord, pas d'accord, tout à fait en désaccord) puis, dans un deuxième temps, chacun doit donner des arguments pour les trois positions qu'il n'a pas défendues. Dans le deuxième cas, on procède d'abord à un débat mouvant sur une question demandant une réponse par oui ou par non (les outils numériques sont indispensables à la communication participative, par exemple). Puis on constitue deux groupes : un groupe qui doit donner des arguments pour le oui et un autre des arguments pour le non, or chacun de ces groupes est constitué par des représentants des deux positions. De cette manière chacun doit construire un argumentaire commun avec des personnes qui ne partagent pas son point de vue. Le but n'est pas de placer les gens en dissonances cognitives pour leur faire changer de point de vue, mais bien de leur montrer qu'il existe des arguments rationnels permettant de soutenir un point de vue opposé au leur.

1.3 Passer d'une « *éducation à* » au partage des savoirs

« *L'éducation à* » dépasse le cadre scolaire, elle peut aussi être une approche communicationnelle mise en œuvre par des militants d'une thématique auprès de publics plus ou moins concernés. Comme indiqué dans le chapitre I, « *l'éducation à* » est plurielle, mais est souvent de l'ordre de la transmission de principes et bonnes pratiques sur des sujets aussi variés que les médias, l'environnement, la culture, la citoyenneté et la solidarité internationale. Cette « *éducation à* » touche à des questions vives et urgentes de notre époque où l'humanité, tout comme le reste de la planète, est, plus que jamais, en danger. Le risque est alors de tenter de convaincre parce qu'on n'a plus le temps de débattre, de tenter d'impliquer par le geste parce qu'il est trop tard pour construire un autre monde. Les modalités du discours sont alors plus de l'ordre de l'adaptation au monde que de la transformation de nos environnements de vie. Cela revient à être en totale contradiction avec l'éducation populaire chère à Paulo Freire (Freire, 1974) et plus récemment à Christian Maurel (Maurel, 2010) et Alexia Morvan (Morvan, 2011). C'est pourquoi, dans une approche communicationnelle⁴⁰⁹, le partage des savoirs semble dépasser la dualité entre la domestication – c'est-à-dire l'adaptation des individus au monde tel qu'il est – et la praxis - c'est-à-dire la création d'individus et de rapports sociopolitiques nouveaux. Envisager « *l'éducation à* » comme un partage des savoirs, c'est sortir de l'éducation-transmission et rejoindre l'éducation populaire au sens de Paulo Freire : « *Personne n'éduque autrui, personne ne s'éduque seul, les hommes s'éduquent eux-mêmes par l'intermédiaire du monde* » (Freire, 1974, p. 62). Dès lors, il n'est plus question de transmettre la façon de penser souhaitée et le comportement adéquat, mais de rechercher, avec ses interlocuteur·rices, les moyens de transformer le monde dans lequel on vit par une « *praxis libératrice* » : c'est-à-dire par la réflexion et l'action – la mise en dialogue et l'agir ensemble - des êtres humains sur le monde pour le transformer. En effet, comme le signale Christian Maurel (Maurel, 2010), l'éducation populaire n'est pas une doctrine, mais une praxis : le savoir se construit dans l'action. L'expression de partage des savoirs prend aussi davantage en compte la complexité des relations de pouvoirs. La « *conscientisation* » dans le vocabulaire de Paulo Freire permet à l'opprimé de prendre conscience de sa domination avec le soutien d'un « *éducateur* »⁴¹⁰. Si les opprimés ont la capacité de s'émanciper – sortir de la place et du rôle qui leur ont été assignés, sans devenir oppresseurs - les oppresseurs doivent aussi s'émanciper de leur propre oppression. Avec Paulo Freire, dans les années 70, au

⁴⁰⁹ Dans cette approche communicationnelle, plutôt qu'éducative, chacun construira sa propre éducation concernant les thématiques abordées.

⁴¹⁰ L'éducateur n'a pas vocation d'être dans un rôle de sachant, mais doit pouvoir faciliter la conscientisation de chacun vis-à-vis de sa réalité sociale.

Brésil, les rapports de domination s'inscrivent dans des rapports de classe. Or, selon Michel Foucault le pouvoir « *n'est pas le "privilège" acquis ou conservé de la classe dominante, mais l'effet de l'ensemble de ses positions stratégiques – effet que manifeste et parfois reconduit la position de ceux qui sont dominés* » (Foucault, 2008, p. 35). D'autre part, la notion d'intersectionnalité vient complexifier les relations de domination en tentant de comprendre comment sont interreliées les différentes formes de discrimination - les classes, le genre, la race⁴¹¹. Pour s'émanciper, il est donc question de prendre en compte les différents rapports sociaux à l'intersection desquels chacun se trouve (Crenshaw, 1991).

Le terme de savoir se réfère à un ensemble de « *représentations partagées* » validées par une communauté. Il est alors relativement stable. Au contraire, « *la connaissance évoque la construction, la collaboration et la naissance* » (Charlier et al., 2013, p. 2). Quant au partage, il est tantôt défini comme circulation (l'accès aux savoirs par exemple), tantôt comme construction collective (Metzger, 2004). Le partage des savoirs pourrait alors s'inscrire dans un processus cognitif en étant défini comme la confrontation de représentations partagées, en vue d'en construire de nouvelles. Ainsi, le partage des savoirs est une voie - la confrontation des représentations pouvant prendre la forme de la construction des désaccords (cf. supra) - en même temps qu'un objectif : la construction de nouvelles représentations partagées.

1.3.1 Les expérimentations

Je reviendrai sur deux expérimentations : la première est un groupe de travail sur l'**ECSI** que j'ai coordonné en 2017 et en 2018, dans le cadre de mes fonctions à **CERAPCOOP** puis **RESACOOOP**. Le groupe de travail est à l'origine de la proposition « *passer de "l'éducation à" à la co-construction de savoirs* ». La deuxième concerne un séminaire partage des savoirs que j'ai animé en 2016 et 2017 (activités universitaires). Ces deux expérimentations ont permis un travail collectif pour faire émerger des conditions au partage des savoirs.

*Le groupe de travail **ECSI***

Le groupe de travail (neuf à dix personnes) sur « *l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale* » (**ECSI**) a réuni originellement des personnes et structures des départements du Puy-de-Dôme et de l'Allier, issues de l'éducation populaire, de l'éducation à l'environnement, de la solidarité internationale, mais aussi de l'éducation formelle et des collectivités territoriales. J'ai coordonné ce groupe dans le cadre de mes activités à **CERAPCOOP**, puis à **RESACOOOP**. Les

⁴¹¹ Dominations appréhendées comme des constructions sociales.

rencontres ont pour but de réunir institutions et têtes de réseau du territoire afin d'échanger sur les actions menées autour des questions d'**ECSI** et de favoriser les mutualisations entre les différentes thématiques de « l'éducation à ». Dans un socle commun collectivement rédigé, l'approche pédagogique défendue par le groupe est la suivante : « Cette pédagogie [de l'**ECSI**] est active : le groupe (intervenant·es compris·es) cherche à coconstruire un savoir, à questionner les évidences et à développer un esprit critique sur ses propres représentations. L'approche pédagogique de l'**ECSI** amène l'intervenant·e et les participant·es à se remettre en question à discuter et à débattre. Elle tend ainsi à réinscrire les participant·es dans leur capacité d'agir, en tant qu'acteurs et actrices engagés dans la société ». Dans l'optique de partager des pratiques et des expériences, le groupe a décidé d'organiser une journée d'échanges – regroupant quarante personnes, à l'échelle de la région Auvergne Rhône Alpes. La problématique, en cohérence avec le socle commun, est la suivante : Comment passer d'une « éducation à » à une « co-construction des savoirs » ? Quatre ateliers ont été construits et animés par des membres du groupe : « Vers un engagement en conscience », « Faire rêver pour faire agir », « Comment libérer la parole, comment gérer cette liberté de parole ? », « Comment bousculer, comment faire émerger de la contradiction ? ». Aussi, un philoconte a été organisé⁴¹². La journée a fait l'objet d'un compte-rendu sonore.

Un temps en plénière, en fin de journée, nous a permis d'identifier collectivement des pistes pour partager des savoirs (cf. Annexes 20). Je reviendrai, de manière critique sur ces recommandations collectives dans la partie préconisation, mais pour l'instant, je vais présenter la deuxième expérimentation d'**ECSI**.

Le séminaire partage des savoirs

En 2016, le pôle auvergnat de l'**ISCC** lance un séminaire pluri-acteurs (chercheurs, membres de l'éducation populaire et de l'éducation à la citoyenneté mondiale, journalistes, artistes) sur le partage des savoirs. En amont, les membres de l'**ISCC** Auvergne proposent, comme point de départ des séminaires, une définition liminaire soumise à la critique des participants : le partage des savoirs comme « la mise en commun pour construire une connaissance commune ». Chaque séance est organisée autour d'un acteur ou d'une expérience différente. Il ne s'agit pas de rechercher à tout prix le consensus (un savoir unique sur la production de savoir), mais de construire les désaccords. Vingt-sept personnes ont participé aux séminaires, qui se sont organisés en cinq rencontres thématiques⁴¹³ et une rencontre bilan, dans un lieu interassociatif. Ce séminaire est donc un outil

⁴¹² Le compte-rendu de la journée est en annexe 20.

⁴¹³ - *Contes et partage des savoirs*, Matthieu Poinot, association Kodon ; Chantal Jacquet, conteuse.

réflexif de recherche-action : l'enjeu est bien d'expérimenter le partage des savoirs afin de mieux le définir. Le dernier séminaire était un bilan des cinq précédents, c'est celui sur lequel je me suis appuyée pour identifier les leviers et les pistes pour partager des savoirs sur le long cours (cf. Annexes 21). À présent, je vais présenter les préconisations issues d'une confrontation des comptes-rendus collectifs de ces deux expérimentations.

1.3.2 Des préconisations

Pour Paulo Freire (1974), conscientiser, c'est faire prendre conscience à l'opprimé de sa domination : l'aider à se poser la question du pourquoi et du comment de cette oppression. Or, les participant·es à ces deux expérimentations ne se classent pas facilement dans cette catégorie, puisqu'ils appartiennent majoritairement à une population éduquée, ayant un emploi, qui peut être considérée, vue du Sud, comme une catégorie tirant privilège des richesses d'un pays colonisateur. Or, les observations participantes montrent que telle n'est pas l'identité que s'attribuent les personnes impliquées, qui, au contraire, cherchent à s'émanciper d'un système économique qu'ils sont loin de défendre. Ce qui, en réalité, est difficile à conscientiser, c'est que, je suis et que nous sommes, en tant que classe moyenne, à la fois opprimés et oppresseurs. Penser cette dualité est difficile, mais cet effort de complexification invite, en même temps à dépasser, la vision de Freire. Autrement dit, l'objectif d'un séminaire partage des savoirs sur la solidarité internationale est moins de conscientiser des opprimés que d'essayer de coconstruire ensemble et sans domination, un savoir sur le partage des savoirs (sans domination).

Pour qu'un séminaire partage des savoirs consacré à la solidarité internationale se rapproche le plus possible de l'idéal indiqué (coconstruire ensemble un savoir sur la solidarité internationale sans domination), les pistes d'amélioration suivantes sont à explorer⁴¹⁴ :

- 1) Pour que ce séminaire débouche sur une praxis, une action concrète et réflexive, et non uniquement sur une formalisation que l'on cherche à disséminer, il convient de :

- *Le (non -) partage des savoirs dans les sciences fondamentales*, Mhammed Benbakkar, Laboratoire Magmas et Volcans et Christophe Duroure, laboratoire de météorologie physique.

- *Une approche du partage des savoirs basée sur le relationnel à soi, aux autres et à notre environnement de vie*, Marianne Claveau (ESPE – OR2D) et Céline Montero (Volca -sancy ligue de l'enseignement).

- *Communauté de pratique et communauté épistémique : des structures sociales apprenantes surprenantes*, Pascal Lièvre, École Universitaire de Management (Clermont-Ferrand)

- *Capitalisation des raisonnements techniques et scientifiques en amont de la gestion des connaissances : Pourquoi, comment et pour quels résultats ?* Manuel Balbo, société MeetSYS.

⁴¹⁴ Ces pistes sont celles coconstruites avec les participant·es des expérimentations sur le partage des savoirs.

- Demander à chaque participant de réaliser, dans ses réseaux, des cahiers de doléance et/ou d'espérance sur la question du partage du savoir.
- Demander à chaque participant une formalisation individuelle de ce qu'il a retenu du séminaire, mais faire en sorte que cette formalisation individuelle soit mise en commun pour que chacun se nourrisse de la réflexion des autres (par exemple sous la forme d'une réponse aux trois questions suivantes : Qu'est-ce que j'ai appris ? Qu'est-ce que je peux en faire ? Qu'est-ce que je peux mettre en application ?). Il convient d'insister pour que, dans cette formalisation, la question essentielle (celle des dominations que l'on subit et que l'on fait subir) soit effectivement traitée.
- Laisser une trace (sensible, mais pas forcément écrite) et compréhensible du séminaire pour les non participant·es.
- Procéder à une évaluation spécifique (individuelle et collective) des rapports de domination qui restent malgré tout présents dans le groupe.

2) Pour que ce séminaire attire plus de monde et nourrisse une dynamique collective, il serait souhaitable de mieux formaliser et présenter la démarche en mettant en œuvre les recommandations suivantes :

- Affirmer la dimension exploratoire du projet (une recherche-action qui emprunte la voie de l'éducation populaire).
- Énoncer la nécessité de la vigilance de chacun sur le nécessaire travail contre les rapports de dominations (subis et perpétrés).
- Mieux signifier que le séminaire est aussi intéressant sur la fin poursuivie (le savoir coproduit sur le partage des savoirs) que sur les moyens utilisés pour poursuivre cette fin (une démarche réflexive et évaluative sur les techniques utilisées pour réduire la domination). On retrouve là, l'un des enseignements de Dewey (Dewey [1934], 2014) : ne jamais séparer la fin et les moyens, toujours les penser ensemble.

3) Pour que les futures séances soient bénéfiques à tou·te·s les participant·es, il semble nécessaire de mettre en place, les préconisations suivantes :

- Donner des consignes en début de séance pour dépasser l'assignation liée à une seule facette de son identité (son emploi par exemple)
- Découper les futures séances en deux : la thématique (ce que l'on fait), la réflexivité (comment on l'a fait).
- Ne commencer le séminaire que lorsqu'est constitué un groupe de vingt personnes motivées pour que chaque séance se déroule avec un groupe d'une quinzaine de personnes.

4) Autres pistes provenant d'autres expériences :

Une dernière série de préconisations, concernant le développement de futurs séminaires consacrés au partage des savoirs sur la solidarité internationale, s'appuient sur d'autres expérimentations que celles relatées ici. La première est celle d'ATD Quart-monde qui, depuis des années, a mis au point une méthode, le croisement des savoirs, pour la coproduction de savoirs sur la pauvreté entre chercheurs, travailleurs sociaux et personnes en situation de grande pauvreté. L'idée essentielle, que je reprends ici, est qu'il ne s'agit pas de parler à la place des personnes discriminées, mais qu'elles aient les moyens de défendre, dans l'espace public, les solutions qui leur semblent les plus appropriées pour résoudre les problèmes qu'elles rencontrent quotidiennement. « *Ce qui se fait sans les pauvres se fait contre eux* », répète inlassablement ATD Quart-monde. Dès lors, ce qui se fait sans ceux souvent appelés « *bénéficiaires de la solidarité internationale* » se fait contre eux. Les séminaires se doivent d'être interculturels, de laisser la parole aux acteur·rices du Nord et du Sud. On retrouve là, une deuxième piste exogène, l'idée, chère à Boaventura de Sousa Santos (évoquée dans le chapitre VII), de « *traduction interculturelle* ». Celle-ci est un dialogue qui libère à la fois les oppresseurs et les opprimés de la domination en les poussant à créer une « *justice cognitive* », un savoir qui ne se contente pas de reprendre les catégories intellectuelles du Nord (liberté, égalité, fraternité, par exemple), mais qui intègre les catégories des populations du Sud et la manière dont elles sont pensées de part et d'autre. Il n'y a pas de véritable partage des savoirs sur la solidarité internationale sans une décolonisation du savoir.

Conclusion de la première section

La communication est, dans une perspective gestionnaire, un outil de contrôle au service de l'organisation (Rouet, 2014) ou un outil persuasif visant à modeler l'opinion publique (Benedetti, 2014). Dans une vision relayée par les médias et les cours d'expression, la communication est une transmission d'informations entre un émetteur et un récepteur : si le canal est sain, le message sera

transmis intégralement. Ces visions de la communication appartiennent toutes à ce que Louis Quéré nomme le « *modèle épistémologique de la communication* » (Quéré, 1991). Or, ce modèle est aujourd'hui massivement critiqué par les chercheur·ses en communication ((Mucchielli, 2000 ; Maigret, 2007 ; Letonturier et al., 2015 ; Breton, Proulx, 2016), même s'il reste utilisé par les chercheur·ses en psychologie sociale expérimentale (Bernard et al, 2018). Si, comme indiqué, dans le chapitre VIII, on s'affranchit de ce modèle épistémologique pour explorer le modèle d'incommunication (Robert, 2017 ; Dacheux, Duracka, 2017 ; Lepastier, 2013 ; Wolton, 2005), on conçoit autrement la communication de solidarité internationale : non pas une communication persuasive visant le don ou une transmission d'information objective nourrissant l'opinion des individus, mais une communication politique visant la délibération et la participation⁴¹⁵, c'est-à-dire un échange contradictoire de point de vue rationnels et sensible sur l'intérêt général (Dacheux, 2016). Si cette approche délibérative est, chez Éric Dacheux, essentiellement un modèle théorique, elle est, pour moi, une piste concrète d'amélioration de la **CSI**. En effet, la confirmation, dans la seconde partie de ce travail de thèse, des troubles de la solidarité internationale (l'inadéquation entre les moyens employés - les produits communicationnels déployés par les **ASI** - et les finalités poursuivies - l'aspiration à une solidarité internationale démocratique) m'a conduite à expérimenter trois chemins. Le premier est celui de la remise en cause des représentations sociales de la solidarité internationale. Plutôt que de communiquer à partir d'une perception erronée des représentations sociales des publics, mieux vaut s'appuyer sur l'idée de la complexité des représentations sociales des uns et des autres. Dans cette perspective, la communication ne vise pas à une intercompréhension reposant sur des évidences partagées, mais, au contraire, à un questionnement sur ses propres représentations. Pour ce faire, je propose de mettre en débat des représentations de la solidarité internationale qui s'écarte de l'approche caritative trop souvent véhiculée par les médias et les **ASI**. Certes, les expérimentations conduites n'ont pas, faute de temps, produit les effets escomptés, mais elles sont riches d'enseignements et offrent, à tous les acteurs de la solidarité internationale, une démarche concrète qui peut être facilement mise en œuvre. Le second chemin expérimenté est celui de la construction du désaccord. Là aussi, les expérimentations menées n'ont pas été satisfaisantes, mais elles sont fécondes. Elles m'ont permis d'enrichir la méthode de construction des désaccords élaborée par Patrick Viveret (2006) en insistant sur une étape clef : celle de la formalisation qui facilite la dissémination (Dewey [1938], 1993). Le troisième chemin est celui qui est le plus collectivement partagé. Il s'agit de renoncer à « *l'éducation à* » (la solidarité et citoyenneté internationale)

⁴¹⁵ En France, la délibération est inscrite dans les réflexions sur la démocratie participative. Néanmoins, par mesure de clarté, je cite les deux termes délibération et participation. Ces derniers sont, dans mon approche, indissociables.

pour développer la co-construction dans un séminaire partage des savoirs. Ceux que j'ai animés, couplés aux propositions d'ATD Quart-monde et de Boaventura de Sousa Santos, invitent à tester une méthodologie nouvelle marquée par la réflexivité, l'interculturalité et le refus de construire sans les personnes directement concernées. Ces trois chemins ne sont pas, bien sûr, les seuls auxquels conduit la volonté d'expérimenter *in situ* et *in vivo* une approche délibérative et participative de la communication politique. Mais, ils représentent des chemins en partie défrichés qui peuvent être facilement empruntés par les **ASI** désirant renouveler leur communication. À condition, bien sûr, de renoncer à une approche en termes de recettes méthodologiques applicables partout et en tout lieu, pour, selon les vœux de John Dewey (1927), mettre en œuvre une recherche-action qui permette au public concerné de mener, par lui-même, l'enquête sociale sur le problème qui le touche.

2. Penser la communication comme une recherche-action (collective)

La communication, parce que l'incompréhension est souvent la norme, du fait des altérités radicales et libres qu'elle met en jeu, ne peut être un modèle préétabli, un guide à suivre à la lettre, qui garantit l'intercompréhension, d'une part et les réactions souhaitées, d'autre part. Dans le domaine qui m'intéresse, la solidarité internationale, la communication est une expérimentation qu'il s'agit d'évaluer et dont les résultats sont à partager, à mettre en débat (Dewey [1938], 1993). Pour mener l'enquête sur la communication des **ASI**, j'ai mené des études communicationnelles au stade de la production et de la réception. Ces études permettent de rendre compte des contradictions entre les aspirations sociales des **ASI** et ce qui est compris par des citoyen·nes plus ou moins militants. Au-delà de l'identification des problèmes, il est aussi question, dans ces travaux, d'expérimenter des pistes de solution. Les études de réception, en particulier, ont semblé être particulièrement pertinentes pour évaluer les expérimentations auxquelles j'ai participé (2.1). De cette manière, la critique de l'action provient en premier lieu de ceux qui l'exercent grâce à une auto-évaluation. Les citoyen·nes, comme en appelle John Dewey, mènent alors une recherche en actes. Celle-ci est collective quand plusieurs personnes mènent l'enquête, mais aussi quand les conclusions des recherches sont disséminées (cf. chapitre VIII), c'est-à-dire qu'elles sont portées à la connaissance de citoyen·nes – les enquêtés de prime abord – et débattues. Inscrire la communication de solidarité internationale dans une recherche-action, ne va pas de soi, comme le montrent les tentatives de recherches-actions collectives décrites ci-dessous (2.2). C'est pourquoi il importe d'accompagner à la recherche-action (2.3).

2.1 Évaluer la communication avec des études de réception

Il n'est pas, ici, question de soumettre davantage les **ASI** à un impératif d'évaluation qui provient des bailleurs de fonds (publics ou privés), pour s'assurer de leur efficacité et de leur efficience. Ces pressions, souvent d'origine financière, les poussent, en effet, à un isomorphisme marchand « *un processus qui les force à ressembler aux autres unités confrontées aux mêmes contraintes* » (Laville, Salmon, 2015, p. 8), par coercition ou par mimétisme. Dans cette perspective gestionnaire, l'évaluation quantitative l'emporte sur le qualitatif. La méthodologie de projet et, en particulier, la théorie du changement ou encore les cadres logiques - se basant sur une matrice appelée « *Gestion axée sur les résultats* » - sont couramment utilisés par les **ASI** et dénotent de ce mimétisme. La gestion axée sur les résultats est une démarche de gestion visant à montrer le rendement social d'initiatives. Cela, par un lien de cause à effet entre les ressources investies (financières, humaines), les résultats tangibles de l'activité (ce qui a été produit), les changements résultants de l'activité à court terme et des changements à plus long terme (Besançon, Chochoy, 2017). Cette démarche se veut anticipatrice : avant même le commencement de l'action, elle amène à prédéterminer des effets, qui se veulent quantitativement mesurables par des indicateurs. La démarche pose question quant à sa pertinence pour l'évaluation de la cohérence entre les moyens mis en œuvre et les objectifs poursuivis et de la transformation éventuelle des représentations et des pratiques. En effet, ces transformations ne se décrètent pas. D'autre part, la transformation des représentations et des pratiques s'inscrit dans un cadre beaucoup plus complexe que des relations de cause à effet figées. Elles sont aussi fonction de contexte. En effet, ces transformations s'inscrivent dans des interrelations qui dépassent les seules ressources mises en œuvre par les tenants d'un projet. L'évaluation que je propose ici est beaucoup plus humble : elle y est appréhendée comme un outil qui tisse un lien permanent entre une aspiration sociale et la réalisation la plus cohérente possible pour parvenir à cet avenir (Besançon, Chochoy, 2017). Ainsi, l'évaluation permet de rendre compte si les différents processus mis en œuvre, et leurs effets, vont dans le sens des aspirations sociales portées. Il n'est plus question de créer un modèle reproductible pour l'atteinte de résultats, mais d'expérimenter et d'évaluer au regard d'aspirations sociales. Les évaluations, contextualisées, viennent nourrir et réajuster les expérimentations. Le projet devient alors une recherche-action évaluative : des expérimentations sont menées et évaluées au regard des aspirations sociales au fur et à mesure du processus. C'est dans cette approche que s'inscrivent les études de réception : Comment les citoyens interprètent-ils les contenus de communication de solidarité internationale qui sont produits ?

J'ai proposé, afin d'identifier les problèmes de communication de solidarité internationale, des études de réception de produits communicationnels indiqués par les communicants comme étant les plus et les moins réussis par les responsables communication, auprès de citoyen·nes plus ou moins concernés par la solidarité internationale (chapitre V). Celles-ci ont montré que les produits communicationnels proposés ne permettaient ni de véhiculer les idéaux de solidarité internationale portés ni d'atteindre des objectifs communicationnels poursuivis (chapitre VI). L'outil, étude en réception, a ensuite été utilisé pour évaluer les expérimentations menées.

2.1.1 Les expérimentations

Revenons aux deux expérimentations déjà mentionnées du Grin : l'émission radiophonique et l'événement *Rêveries de promeneurs solidaires*. La même aspiration guidait ces projets : construire une solidarité mondiale sans domination. Les études de réception – en différé (c'est-à-dire a posteriori de l'événement et de la diffusion radiophonique) auprès de respectivement neuf et huit personnes ont donc permis de voir comment ces expérimentations étaient comprises et vécues par les participant·es et auditeur·rices. La méthodologie et les résultats sont récapitulés en annexe 17 et 18. Il en ressort que ces expérimentations ne se suffisent pas à elles-mêmes pour remettre en question ses représentations. De plus, les moyens mis en œuvre – du fait de l'écologie de l'action (Morin, 2004) – ne sont pas toujours cohérents avec les aspirations. Cependant, comme espérée, la présence, dans le dispositif, d'un processus de recherche-action évaluatif coconstruit par les acteurs, permet bien, à ces derniers, de prendre du recul quant à leurs actions et d'en dessiner des pistes d'amélioration.

2.1.2 Des préconisations

Les organisations concernées par la solidarité internationale devraient intégrer, pour éviter l'isomorphisme marchand ou institutionnel induit par l'évaluation reposant sur des critères imposés, un dispositif d'auto-évaluation coconstruit par les acteur·rices. En ce qui concerne plus spécifiquement la communication, l'incompréhension irréductible pousse à ne pas se contenter de suivre au pied de la lettre les normes professionnelles en matière de production de supports audiovisuels, d'affiche ou de mailing. Seules des études en réception en amont de la diffusion massive (pré-test) et en aval (post-test) permettent de savoir si le message est compris et si cette compréhension par les publics correspond suffisamment aux aspirations portées et aux objectifs communicationnels du produit. Ceci suppose trois choses importantes. Premièrement, former les responsables associatifs en charge de la communication aux « *mystères de la réception* » (Dayan, 1992). Deuxièmement, concevoir ces propres méthodes et critères qualitatifs d'évaluation (ne plus se

contenter du nombre de retombées presse ou de lecteur·rices potentiel·les). Troisièmement, prendre le temps et consacrer le budget nécessaire à ces études en réception. À l'heure où le numérique semble imposer un rythme communicationnel de plus en plus rapide (Rosa, 2014), il convient, au contraire, de prendre le temps de construire une stratégie de communication durable qui intègre les coûts des études en réception qui, seules peuvent permettre de savoir si les objectifs fixés par cette stratégie sont atteints ou non. Cette intégration régulière et continue de l'évaluation de la communication par des études qualitatives en réception trouve tout son sens et sa cohérence quand elle s'inscrit dans une compréhension plus large de la **CSI** : une recherche-action continue.

2.2 Concevoir la communication comme une recherche-action collective

La démocratie est une méthode de sciences sociales, une enquête menée par des citoyen·nes concerné·es par un trouble. Ainsi, l'enquête est collective (Dewey [1927], 2010 ; Zask, 2015), et aboutit à la formation des jugements publics de chacun (l'individuation dirait Joëlle Zask). La recherche est alors un processus émancipateur auto-organisé et autogéré en vue de sa propre émancipation vis-à-vis des habitudes et des réflexes (Barbier, 1996b). Dans cette optique, la recherche devrait être collective. Cela n'est pas complètement le cas dans cette thèse, comme en dénote l'écriture à la première personne du singulier. Cette recherche collective est alors un nouvel idéal à poursuivre, qui s'est construit au fil de la recherche, dont la radicalité se matérialiserait par une écriture collective. Si je suis la principale praticienne-chercheuse de cette enquête, le chercheur collectif n'a jamais été très loin. En ce qui concerne le sentiment de trouble en matière de solidarité internationale, celui-ci est largement partagé (cf. l'introduction générale). Au stade de l'identification empirique des problèmes, des résultats ont été restitués et discutés. Des analyses ont aussi été commentées par les enquêté·e·s. Les expérimentations menées ont en revanche toujours été collectives. Certes, comme dans le cas relaté des *Rêveries de promeneurs solidaires*, collectif ne signifie pas toujours décidés et organisés par tou·te·s à égalité. Mais, ces expérimentations ont toutes été placées sous le signe de l'auto-organisation et du respect de la participation de chacun. Dans cette optique démocratique, la communication de solidarité internationale peut être vue, non comme une fonction technique confiée seulement à des professionnel·les, mais comme une recherche-action impliquant une communauté de personnes aux statuts différents (professionnels, adhérents, élus, techniciens, etc.) qui mènent l'enquête et avec lesquelles les résultats sont mis en débat. En ce sens, la communication n'est pas l'affaire exclusive des chargé·e·s de communication, mais de tou·te·s les enquêteur·trices. Il ne s'agit pas de faire pour (l'organisation), mais de faire avec (l'ensemble du public, c'est-à-dire, chez John Dewey (1927), des personnes qui se sentent

concernées par le problème). Dès lors, la communication de solidarité internationale n'est plus un outil au service d'une solidarité internationale plus démocratique, c'est déjà un moyen de la mettre en œuvre.

Les expérimentations concernant la mise en débat, propres également à la recherche collective, à l'enquête au sens de Dewey, ont été relatées dans la première section de ce chapitre. Je fais maintenant référence à d'autres enquêtes collectives sur la **CSI**.

2.2.1 Les expérimentations

Je reviens, premièrement, sur le partage de mes travaux au sein de **RESACOOP** et la réflexion commune qui en découle ; deuxièmement, sur les études de réception menées par deux acteurs et moi-même afin d'évaluer les expérimentations.

*Ouvrir la voie à une recherche collective à **RESACOOP***

Développer une approche collective de la recherche-action, ce n'est pas se décharger de sa responsabilité de chercheuse, mais au contraire partager un savoir permettant à toute l'organisation de bénéficier de l'investissement effectué dans la recherche. Cette volonté de partage a été présente dès mon embauche, puisque, pour rappel, mon recrutement en **CIFRE** a été possible grâce à la volonté commune, avec les salariées de **CERAPCOOP** (Auvergne), de repenser la solidarité internationale et la communication de solidarité internationale. Au moment de la fusion régionale, le 1^{er} juillet 2017, avec le réseau homologue **RESACOOP** (Rhône-Alpes), il a semblé primordial de partager la recherche débutée avec les membres de la nouvelle grande équipe à laquelle j'appartiens et du Conseil d'administration. Seul le travail avec l'équipe a aujourd'hui vu le jour. Depuis juillet 2018, trois ateliers d'échanges spécifiques⁴¹⁶ ont ainsi pu être mis en œuvre (cf. annexe 14). Les objectifs étaient triples : présenter la recherche effectuée et les résultats ; faire émerger les critiques, aspirations et pistes en matière de solidarité internationale et de communication de solidarité internationale ; identifier le rôle de **RESACOOP** pour une autre SI et **CSI** afin d'initier une recherche-action collective. Les constats en matière de SI et de **CSI** sont assez partagés (cf. annexe 14). Parmi les neuf répondants⁴¹⁷, six considèrent que la communication de solidarité internationale est stéréotypique/misérabiliste : « *L'abus de clichés qui crée un cercle vicieux et perpétue les stéréotypes* » et trois comme n'invitant pas à la réflexion : « *C'est du prêt à penser* » « *C'est*

⁴¹⁶ Lors des ateliers, j'ai appliqué les préconisations faites pour le partage des savoirs (IX.1.3).

⁴¹⁷ L'équipe est composée en moyenne de dix personnes (comprenant stagiaire et/ou service civique), moi comprise. Toutes les personnes ne se sont pas prononcées explicitement sur toutes les questions posées. Les chiffres donnés concernent donc les réponses explicitées, mais les avis peuvent être plus largement partagés.

prescriptif». Ainsi, les membres de l'équipe (quatre répondants) semblent aspirer à la fois à une solidarité internationale plus juste « *Sortir du champ caritatif/ sympathique/ bien-pensant pour refaire le lien entre SI et ici, SI et politique, SI et développement, SI et réflexion sur le monde, SI et émancipation à toutes les échelles* » et à la fois à une communication de solidarité internationale qui éveille l'esprit critique (quatre répondants) : « *qu'elle parvienne à contribuer à la déconstruction des stéréotypes tout en éveillant les consciences* ». Les propositions de pistes dans le cadre des activités de **RESACOO**P sont en cours de travail (cf. Annexe 14).

Évaluer collectivement les expérimentations menées

Une recherche-action collective passe par une évaluation collective, ce que je me suis efforcée d'expérimenter à plusieurs reprises. Tout d'abord, je l'ai déjà mentionné, les émissions radiophoniques et l'événement *Réveries de promeneurs solidaires* ont fait l'objet d'études de réception auprès de respectivement huit et neuf auditeur·rices ou participant·es (dix-sept personnes en tout). Pour les émissions radiophoniques, les études en réception ont été conduites par Matthieu Poinot et moi-même. Concernant l'événement *Réveries de promeneurs solidaires*, j'ai réalisé ces études avec Maxime Guizouarn, collègue de **RESACOO**P dont l'une des missions est la coordination du Festival des solidarités en région. Au total, ces études de réception ont donc été menées par trois personnes. Cette approche collective fut donc restreinte pour les études en réception, faute de formation préalable et de temps prévu à cet effet (d'où mes préconisations précédentes). Au-delà de ces deux études collectives restreintes faites après l'événement, un dispositif de recherche a aussi été construit avec un groupe plus important de cinq étudiantes volontaires⁴¹⁸ de master 2 en communication, comprenant une démarche d'observation participante et une démarche d'entretiens in situ (cf. annexe 22), enregistrés ou filmés. Des séquences de la journée ont également été filmées et montées. Les données collectées se sont avérées quantitativement et qualitativement insuffisantes pour être utilisées, d'où encore une fois, l'importance de former largement, y compris les spécialistes de la communication, aux études en réception.

2.2.2 Des préconisations

La communication ne peut pas seulement être une fonction se contentant d'appliquer une recette gestionnaire (le plan de communication) obéissant à une doxa professionnelle peu remise en question. La communication porte et construit l'identité de l'association (Dacheux, 1998), elle

⁴¹⁸ En début d'année 2017, les étudiants en communication du parcours communication des entreprises et du parcours communication et démocratie participative avaient à choisir un projet de recherche sur lequel travailler. Cinq étudiantes du parcours communication des entreprises ont choisi le projet Grin.

devrait donc refléter l'aspiration démocratique qui a conduit les associations du secteur à se définir comme étant des **ASI**. Pour le dire avec les termes de John Dewey ([1934] 2004), on ne peut séparer la fin et les moyens, une solidarité démocratique ne peut être atteinte que par une communication démocratique. Mettre en place une communication démocratique qui s'appuie sur une recherche-action collective est facilitée par le dispositif **CIFRE**. Les **ASI** pourraient d'ailleurs davantage avoir recours à ce moyen qui est peu coûteux pour la structure⁴¹⁹. Si je m'en tiens à ma propre expérience, pour que la thèse **CIFRE** débouche sur une recherche-action collective, il semble intéressant de creuser les pistes suivantes :

- Formaliser davantage les constats au début de la recherche (ce qui est à l'origine, du trouble, ce qui fait que l'**ASI** recrute une salariée en **CIFRE**). Il s'agit, en somme, d'établir un diagnostic partagé avec l'association employeuse.

- Coconstruire une méthodologie de recherche. En accord avec le directeur de thèse, la méthodologie, en principe indiquée dans le contrat signé avec l'**ANRT**, doit être revue et partagée avec les membres de l'organisation.

- De même, les expérimentations, même si elles sont placées sous la responsabilité opérationnelle et scientifique de la doctorante, doivent être le fruit d'une concertation collective. Elles doivent surtout intégrer, dès leur conception, un dispositif évaluatif décidé et mis en œuvre collectivement.

- Cette démarche collective ne signifie nullement accord consensuel. Bien au contraire, il s'agit d'enrichir l'analyse par la construction des désaccords. En effet, les différences de points de vue sur la méthodologie la plus appropriée, sur les critères d'évaluation, sur l'interprétations des résultats, etc. ne sont pas des freins pour l'analyse. Ces divergences sont, en fait, à la source de remises en question. Ces dernières constituent bien le résultat attendu d'une démarche communicationnelle, au service de la mise en œuvre collective d'une communication qui se trouve en se cherchant.

Dans cette recherche-action collective conçue comme la mise en œuvre d'une communication démocratique conduisant à coconstruire une **CSI** plus démocratique, la communication ne peut plus être l'apanage d'une personne ou d'un service, même si elle peut être animée par un spécialiste (professionnel ou non). Dans cette recherche-action collective, la communication doit, d'une part, être mise en œuvre et évaluée par et pour les membres de

⁴¹⁹ Pour les petites **ASI**, faute de moyens, les Réseaux régionaux multi acteurs tels que RESACOOOP, pourraient les accompagner dans cette démarche, par l'intermédiaire de chercheur·ses **CIFRE** ou de partenariats avec les universités.

l'ensemble de l'organisation et elle doit, d'autre part, inclure, via les études de réception en amont et en aval de la production communicationnelle, les publics visés. Plus généralement, une approche politique et non plus gestionnaire de la **CSI**, considère cette dernière comme une recherche-action collective qui inclut l'ensemble du public au sens de John Dewey, c'est-à-dire l'ensemble des personnes qui se sentent concernées par un problème donné, ce qui, dans l'idéal, inclus non seulement l'ensemble des membres de l'organisation, des citoyen·nes, des élu·es et des technicien·nes concerné·es au Nord, mais surtout des populations concernées au Sud (ne plus parler pour ou à la place de, mais laisser la parole à). Une approche collective aussi large est sans doute difficile à mener par les petites structures disposant de faibles moyens humains et financiers, mais l'objectif de rendre la recherche-action la plus collective et la plus démocratique peut être poursuivie par toutes les organisations. À condition, toutefois, de former les membres du collectif à ce type de recherche-action.

2.3 Accompagner à la recherche-action

Selon John Dewey, qui a consacré une grande partie de son œuvre à l'éducation, pour être actif, le public doit s'instruire en construisant des connaissances par lui-même, c'est-à-dire par l'expérimentation. Il est ainsi un penseur reconnu des pédagogies actives, qui sont chez lui nécessaires à l'acquisition des compétences démocratiques. Comme le signale Philippe Chaniel, pour John Dewey, pédagogie et démocratie sont inséparables : « *Dewey défend en effet une thèse forte, celle de la coextensivité entre éducation et démocratie. Ainsi, s'il n'hésite pas à comparer la première à la sage-femme (midwife) de la seconde [1916a, p. 122], contribuant à accueillir la nouveauté que chacun, en naissant, porte en lui pour former, à partir d'elle, des individus aptes à agir sur le monde social dans lequel ils auront à vivre, réciproquement, il reconnaît dans la démocratie un "principe éducatif", source de croissance et de maturation de chaque individualité tant elle enrichit l'expérience personnelle de chacun par l'engagement et la participation de tous à la vie commune* » (Chaniel, 2006, p. 207). Dans cette perspective de coextensivité, former les citoyen·nes à la recherche-action, c'est leur permettre d'obtenir les moyens de participer à l'enquête sociale. C'est, en effet, l'enquête sociale qui rend compétents les citoyen·nes constituant le public (Zask, 2008). Dès lors, en accompagnant ces personnes composant le public de la solidarité internationale dans leur démarche de recherche-action, l'animatrice facilite la démocratisation de la **CSI**. C'est ce que j'ai tenté d'expérimenter à travers deux démarches différentes.

2.3.1 Les expérimentations

J'ai essayé de mettre en place une pédagogie active à la recherche-action auprès de deux publics différents : des étudiant·es de Master 2 Communication et démocratie participative et des

lauréat·es du projet *Frame Voice Report !*. Dans les deux cas, les interventions portaient sur la méthodologie des études de réception.

Les études de réception menées avec les étudiant·es

Tout au long de leur cursus, les étudiant·es du parcours de Master communication et démocratie participative ont été formés aux limites des approches transmissives de la communication et aux théories mettant en avant l'activité du récepteur. Le but de mon cours était de permettre aux étudiant·es de passer d'une approche compréhensive (comprendre les mécanismes d'interprétation de la réception) à une approche praxéologique (mettre en œuvre des études en réception). Après avoir présenté mes conceptions de la recherche-action (cf. l'introduction générale de ce texte), j'ai demandé aux étudiant·es de produire un texte collectif expliquant comment les études de réception s'inscrivaient dans une démarche de recherche-action. Après un débat contradictoire autour de ce document, elles et ils ont expérimenté la méthodologie de recherche que j'ai développé dans l'étude des produits communicationnels (cf. chapitre V). Les étudiant·es ont donc, tout d'abord, construit collectivement les cartes mentales permettant d'identifier leurs propres représentations de la solidarité internationale. Puis, ils ont visionné six produits communicationnels et en ont discuté collectivement en s'enregistrant. Dans un troisième temps, nous avons fait un retour sur cette première expérimentation où les étudiant·es se trouvaient en situation d'enquêté·es. Chacun a fait part de son ressenti, de ses difficultés, ce qui a aussi permis de réfléchir collectivement à la dimension communicationnelle de cette méthode où l'animateur joue un rôle important. Cette expérimentation leur a permis de se projeter en tant qu'animateurs d'une enquête poursuivant les mêmes objectifs. Dans l'étape suivante, chaque étudiant·e a testé la méthodologie avec les personnes de son choix. Ce test leur a donné l'occasion de poser des questions supplémentaires avant qu'ils partent, dernière étape, sur le terrain mener les enquêtes qui ont été effectivement utilisées dans le chapitre V (quatre enquêtes). Pour compléter cette méthodologie lourde, j'ai réécouté l'ensemble des entretiens, ce qui m'a permis de me rendre compte de l'appropriation effective de cette méthodologie par les étudiant·es et m'a conduite à formuler certaines préconisations.

Les études de réception dans le cadre de Frame Voice Report !

J'ai évoqué le projet *Frame Voice Report !* dans le chapitre VIII. Pour rappel, il s'agit d'un projet européen visant à engager les citoyen·nes dans les objectifs du développement durable (ODD). Suite au lancement d'un premier appel à projets (été 2018), dix lauréat·es ont été sélectionné·es. Ces lauréat·es ont été convié·es à une demi-journée d'initiation aux études de réception (21 novembre 2018). Cette dernière, que j'ai organisée dans le cadre des activités de

RESACOOOP, s'est déroulée de la manière suivante : un premier temps consacré à l'intérêt d'évaluer les produits communicationnels diffusés au regard des aspirations portées. Du fait d'une durée limitée, ce premier temps a été transmissif alors qu'il aurait pu se dérouler sous la forme d'un débat. Dans un deuxième temps, les lauréats ont construit collectivement leur carte mentale de la solidarité internationale. Dans un troisième temps, ils ont visionné six produits communicationnels des **ASI** et ont échangé sur leurs ressentis, leur compréhension et leur intention d'actions. Le quatrième moment a été consacré à une discussion sur l'intérêt (ou non) d'utiliser cette méthodologie dans le cadre de leur projet respectif. La demi-journée s'achevant par une réflexion individuelle durant laquelle chacun a mis par écrit ses commentaires. Une réception de la réception en quelque sorte qui a montré une prise de conscience de l'intérêt de conduire des études en réception.

2.3.2 Des préconisations

Dans ces deux expérimentations, les contextes d'apprentissage sont différents : une année de cours dans le cadre d'un Master qui lui-même donnait une grande place à la professionnalisation par la recherche ; une demi-journée d'initiation aux études de réception dans le cadre d'un programme mettant plus l'accent sur la production que sur la réception. Les deux publics sont également hétérogènes : dans un cas des étudiant·es sensibilisé·es aux théories de l'incommunication et dans un autre, des professionnel·les, plus marqué·es par une doxa transmissive. Néanmoins, il me semble que des leçons communes peuvent être tirées. La première, mise en œuvre dès cette année (2019) dans le second appel à projets *Frame Voice Report !*, est la nécessité de leur faire découvrir des méthodes d'études de réception, en amont de la production. La seconde est de faire un retour aux enquêteur·rices après les entretiens collectifs, de manière à les sensibiliser davantage à la nécessité de laisser dire plutôt que de faire dire, de reformuler ce qui a déjà été dit, plutôt que de formuler de nouvelles pistes. La troisième, est la prise en compte de la dimension temporelle d'un tel apprentissage. Une sensibilisation aux enjeux de la réception peut se faire sans problème en une demi-journée, mais par contre, l'appropriation des méthodes de recherche-action, puis leur conduite satisfaisante, réclame une durée beaucoup plus longue. Quatrième et dernière leçon, la proximité : plus les études en réception portent sur des produits communicationnels proches des projets menés ou réalisés par des pairs, et plus les participants semblent remettre leurs propres produits communicationnels en question et s'ouvrir à la nécessité des études en réception.

Conclusion de la seconde section

La réception n'est pas un simple décodage. C'est une relecture du message qui débouche sur une interprétation qui n'est pas toujours celle voulue par la production. Dès lors, il n'y a pas de recettes miracles en communication, mais une nécessité permanente d'évaluer ce que comprend le public. Cette évaluation ne peut être uniquement quantitative : en s'intéressant au sens recréé, elle comporte obligatoirement une dimension qualitative. La méthodologie de la recherche-action pourrait donc être mobilisée. Cette recherche-action, pour correspondre à l'idéal démocratique, doit être collective. Conduire des recherches-actions dans le domaine de la **CSI**, c'est s'efforcer de partager un savoir. Ainsi, en accord avec Joëlle Zask, le travail du chercheur n'est non pas de *« dénoncer, en portant à la connaissance d'aliénés, des exclus et des opprimés, certains faits et processus dont le discernement leur serait par eux-mêmes impossible, mais rechercher, de l'intérieur de la culture que le philosophe assume partager avec ses contemporains, les méthodes et les finalités qui permettent à ces individus de mettre leurs valeurs en perspective, de les choisir plus librement et de se débarrasser de celles qui les rendent complices de situations et de mécanismes qui les broient et les excluent de toute participation culturelle »* (Zask, 2015, p. 17). On retrouve là l'idée, centrale chez John Dewey, que toute démocratisation passe par la formation de chacun aux méthodes de ce qu'il appelle l'enquête sociale. Chaque personne qui le désire devrait, selon Dewey (1927), pouvoir participer à la résolution du problème qui le concerne. Toutes les personnes éprouvant un trouble devant la **CSI** actuelle devraient pouvoir être formées à une recherche-action collective permettant d'évaluer, auprès des publics, les produits communicationnels diffusés. C'est le sens des préconisations de cette seconde partie.

Conclusion du chapitre IX

Dans les deux premiers chapitres de cette troisième partie, consacrée aux pistes permettant de construire une **CSI** plus en phase avec les aspirations sociales dont elles se revendiquent, j'ai essayé de proposer des bases théoriques permettant de penser autrement la **CSI**. Il s'agit, en accord avec la nécessaire adéquation fin/moyen, chère à Dewey, de construire une solidarité plus démocratique (pluriverselle et réciproitaire), en développant une communication elle-même plus démocratique (qui s'appuie sur le modèle de l'incommunication reposant sur une liberté et une égalité radicale). Dans ce dernier chapitre, j'ai, sur la base de plusieurs expérimentations, proposé deux pistes d'action concrètes : revenir à une communication politique et construire des démarches collectives de recherche-action. Dans le premier cas, il s'agit de renoncer à la persuasion et à l'illusion de l'information transparente, pour expérimenter une approche délibérative et participative de la communication politique. Cette dernière se base sur l'idée centrale de conflit

intégrateur : c'est en se confrontant que l'on crée de l'intelligence collective (Viveret, 2006). Dans cette perspective, trois processus qui peuvent être facilement mis en place dans les **ASI** ont été expérimentés : la mise en questionnement des représentations sociales, la construction des désaccords, le partage des savoirs. Dans le second cas, il s'agit d'élargir les nécessaires études en réception, en proposant des formations à la recherche-action collective. Chacune de ces six pistes concrètes a fait l'objet d'expérimentations. Ces dernières furent plus ou moins bien conçues, plus ou moins probantes, mais elles ont toutes nourri une réflexivité qui m'a permis d'élaborer des préconisations, dont beaucoup ont été discutées, voire élaborées collectivement. Ces préconisations, on l'aura compris, ne sont pas de nouvelles recettes ayant vocation à se substituer aux vieilles recettes du marketing, mais des invitations à de nouvelles recherches-actions collectives, de nouvelles enquêtes sociales pour reprendre les termes de Dewey. Ainsi, ce chapitre de thèse clôt un cycle (proposer un nouveau cadre d'appréhension de la **CSI**) et en ouvre, je l'espère, un autre (expérimenter collectivement ce cadre).

Conclusion de la troisième partie

Dans cette partie, la posture de la chercheuse, citoyenne menant l'enquête et participant à la proposition de pistes théoriques et opérationnelles, est particulièrement prégnante. Dans cette démarche de science publique, les chercheur·ses ne sont pas coupé·es de leur citoyenneté : ils et elles deviennent « *militant(es) de l'humanité* » (Burawoy, 2006, p. 12). C'est dans ce cadre scientifique, décrit dans l'introduction générale, que j'ai tenté de donner une suite aux aspirations réciprocitaires des associations de solidarité internationale (**ASI**) qui trouvent un prolongement dans la dimension réciprocitaires des représentations sociales des publics. Ces propositions ont été travaillées dans le cadre de l'expérimentation Grin (cf. chapitre IX), puis, pour une partie, dans les ateliers menés auprès des collègues de **RESACOOOP**. Elles doivent maintenant être mises à l'épreuve d'autres personnes concernées, acteur·rices comme chercheur·ses, et en particulier de celles et ceux qui sont souvent réduit·es au rôle de bénéficiaires des actions du Nord. C'est ainsi qu'un partage des savoirs, dans le respect de la traduction interculturelle, pourrait être une manière d'expérimenter les pistes théoriques (chapitre VII et VIII), tout comme les méthodologies proposées (chapitre IX).

Effectivement, le chapitre VII, s'est efforcé, en s'appuyant sur la pensée décoloniale du Sud et les critiques de l'universalisme du Nord, de donner un contenu plus précis à ce que j'ai d'abord appelé solidarité internationale réciprocitaires, puis solidarité internationale mutuelle et pluriverselle. Il s'agit d'un idéal démocratique, au sens de John Dewey ([1927], 2010), qui, pour s'affranchir de la domination occidentale, repose sur la mutualité et la pluriversalité. Ces deux notions peuvent prendre une forme sensible (Boutaud, 2016) et concrète, par la mise en relation de territoires géographiques et affinitaires, « *l'interterritorialité* » (Bussière, 2017). L'interterritorialité peut s'incarner empiriquement dans des espaces de débats aussi différents qu'un Forum social mondial, un café associatif interculturel ou l'assemblée générale d'une **ONG** internationale. Dans la continuité de cette solidarité internationale reposant sur une approche renouvelée de la démocratie, j'ai, dans le chapitre VIII, proposé de renoncer à l'approche gestionnaire de la communication. Il ne s'agit ni de transmettre une autre information ni de diffuser une autre manière de fabriquer du consentement, mais d'appréhender la communication entre altérité radicale et libre comme un processus générant toujours une certaine forme d'incompréhension. Cette dernière n'est pas obligatoirement source d'une incommunication infructueuse, au contraire, elle peut devenir une expérience sensible (esthétique dirait John Dewey ([1934], 2014)) permettant de remettre en cause ses représentations sociales. Ce qui invite alors chacun·e à faire l'effort d'une traduction interculturelle (Santos, 2016), permettant un partage des savoirs sans domination. Il est donc

possible, théoriquement, de renoncer à une **CSI** génératrice d'incommunication infructueuse, pour construire une **CSI** démocratique encourageant une incommunication fructueuse. Oui, mais comment opérationnaliser ce modèle participatif et délibératif ? Je n'ai pas de réponses définitives et totalement satisfaisantes à cette question. Juste des pistes à explorer à la suite d'expérimentations diverses, menées dans des contextes opérationnels variés. Ces expérimentations ont donné lieu à des préconisations, parfois formalisées collectivement, que j'ai regroupées, dans le neuvième et dernier chapitre, sous la forme de deux pistes que je soumets au débat : favoriser la critique par la confrontation des représentations sociales et la construction des désaccords ; accompagner à la recherche-action les acteur·rices de la solidarité internationale en les initiant aux méthodologies de la réception. Avant d'animer des démarches collectives pour débattre du bien-fondé de ces préconisations et expérimenter ces pistes d'action, il convient de clore cette recherche-action de quatre années.

Conclusion générale

Au terme de cette recherche doctorale, prenant appui sur la théorie de l'enquête de John Dewey ([1938], 1993), le résultat est clair. La communication des associations de solidarité internationale contribue à une incommunication infructueuse. D'abord, dans leur énonciation, les **ASI** semblent être contradictoires avec leurs aspirations sociales (cf. chapitre IV). Ensuite, les **ASI**, dans leurs produits communicationnels, tendent à s'appuyer sur les représentations sociales qu'elles attribuent aux publics : des représentations philanthropiques. Or, d'une part, ces dernières sont en décalage avec celles des militant·es, ce qui risque de couper les ASI de leur base de bénévoles et de sympathisants. D'autre part, ces représentations sociales attribuées par les communicant·es sont trop limitées en comparaison à celles des autres publics (cf. chapitre V). De plus, les **ASI** s'inscrivent dans un modèle communicationnel basé sur la transmission ou sur la persuasion qui ne permet pas de remettre en cause les stéréotypes sur les pays dits du Sud (cf. chapitre V). De même, les objectifs communicationnels des **ASI** ne sont généralement pas atteints (cf. chapitre VI). Enfin, les jugements des publics concernant les produits communicationnels sont en décalage avec les jugements professionnels (cf. chapitre VI). L'étude empirique montre donc que l'approche gestionnaire de la communication utilisée principalement pour récolter des dons va à l'encontre des objectifs politiques des **ASI**.

Cette inadéquation de la communication de solidarité internationale, mise en relief dans la deuxième partie de cette thèse, invite donc, dans la troisième partie, à réfléchir à de nouvelles approches et à expérimenter de nouvelles pratiques. D'où le titre choisi : ***(Re)penser la communication des associations de solidarité internationales françaises, d'un état des lieux à des pistes théoriques et opérationnelles***. Cette thèse n'est pas un travail académique classique, mais une recherche-action (Paillé, 2004) s'inscrivant dans la démarche de science publique initiée par Michael Burawoy (2006). Cette recherche-action est conduite dans le cadre d'un contrat **CIFRE** mené au sein d'un acteur régional d'animation de la solidarité internationale : **RESACOOP**. Elle naît d'un trouble au sein de ma pratique professionnelle de communicante pour

des **ASI**. Ce trouble, né du décalage entre la fin (un idéal de solidarité démocratique) et les moyens (une communication axée majoritairement sur la philanthropie) a été explicité dans l'introduction générale. Conformément aux étapes prévues par John Dewey⁴²⁰, l'introduction a aussi permis d'identifier, dans la littérature, les principaux problèmes de la communication de solidarité internationale (**CSI**), ainsi que de justifier l'utilisation, peu usuelle, du « je » qui signale que cette recherche est appliquée, impliquée, imbriquée et engagée. L'introduction générale m'a aussi permis d'inscrire ce travail doctoral dans le cadre des sciences de l'information et de la communication. Plus précisément, mon approche communicationnelle se traduit, tout d'abord, par l'objet de recherche : la **CSI**. Or, cet objet est singulier, il s'inscrit dans le domaine, peu étudié en France, de la communication internationale (Cabedoche, 2016), mais porte sur des associations françaises ; il possède une dimension interculturelle (les relations Nord-Sud), mais s'affirme comme un questionnement politique dans l'espace public national. L'une des originalités de ce travail est de revendiquer une approche communicationnelle qui nourrit ma méthodologie. En effet, je n'ai pas à chercher, dans les entretiens par exemple, à neutraliser les biais communicationnels, tout au contraire, j'ai tenté de réduire l'incompréhension en développant la communication, c'est-à-dire en restituant aux personnes interrogées mes commentaires, ou en construisant collectivement les évaluations des expérimentations menées. Une telle approche méthodologique serait inadéquate dans le cadre du positivisme, souvent déployée en psychosociologie expérimentale, ou dans une approche compréhensive réclamant une neutralité axiologique de la chercheuse. Mais, elle est en cohérence avec le cadre épistémologique constructiviste choisi : la pensée complexe (Morin, 2005) et le relationnalisme méthodologique (Corcuff, 2017).

Dans la suite de l'introduction générale, la première partie tente de clarifier l'expression de solidarité internationale au cœur de cette thèse (chapitre I), de préciser l'articulation entre communication et représentation (chapitre II) et de présenter les différentes méthodes utilisées au cours de l'enquête (chapitre III). Pour ce faire, le premier chapitre présente la pluralité de la solidarité internationale. Cette dernière, en effet, articule trois branches (l'humanitaire, le développement, et l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale) et oscille entre deux pôles : une conception caritative ou philanthropique ; une appréhension réciprocaire (Laville, 2010). Cette pluralité, mise en lumière par un détour historique, se retrouve-t-elle dans les représentations sociales de la **CSI** ? Répondre à cette question, réclame au préalable, que l'on définisse mieux ce que sont les représentations sociales et que l'on précise leurs liens avec la

⁴²⁰ Étonnement (le trouble), identification des problèmes, suggestion de solution, test des hypothèses (expérimentations), évaluation.

communication. C'est l'objet du chapitre II. Ce dernier s'appuie sur le concept de représentation sociale proposé par Serge Moscovici (1993) et Denise Jodelet : « *une forme de connaissance, socialement élaborée et partagée, ayant une visée pratique et concourant à la construction d'une réalité commune à un ensemble social* » (Jodelet, 1993, p. 53). Appréhendé comme forme de connaissance en mouvement dans des processus sociaux et participant à la construction d'une réalité commune, le concept de représentation sociale est en relation complexe avec celui de communication. Pour la communication des **ASI**, cela signifie que la production et la réception sont reliées par des représentations sociales, mais, rien ne garantit la correspondance entre ces deux pôles, comme le montrent les études en réception (Méadel, 2009). Justement, le troisième chapitre de cette première partie indique, comment une triangulation des données a été effectuée d'une part⁴²¹, et comment, d'autre part, les études en production et celles en réception ont été conduites auprès de 136 personnes.

La deuxième partie met en œuvre des dispositifs méthodologiques présentés dans la première partie. Il s'agit de confirmer, par des études de terrain, la présence des problèmes identifiés par la littérature et dans ma propre pratique (cf. introduction générale). Je me suis d'abord intéressée à la production (IV), puis à la réception (V) et enfin, à la confrontation des deux (VI). Le résultat de cette démarche empirique est, je l'ai déjà rappelé, sans ambiguïté : la **CSI** est confrontée à une incommunication infructueuse qui conduit à remettre en cause sa doxa gestionnaire et invite à expérimenter de nouvelles approches communicationnelles, cherchant une plus grande cohérence entre la fin (une solidarité internationale plus démocratique) et les moyens (une communication politique plus participative). C'est l'objet de la troisième partie. Cette dernière ne vise pas la constitution d'un nouveau paradigme (le modèle délibératif) venant remplacer l'ancien (la communication marketing), mais cherche à constituer le point de départ d'une nouvelle recherche-action. Cette troisième partie est placée sous l'égide de John Dewey qui, dans *Le public et ses problèmes*, définit la démocratie comme un idéal où chaque citoyen concerné par un problème devient chercheur et mène l'enquête (Dewey, [1927] 2010). L'enquête, dans cette perspective, est une expérimentation visant, par la création de connaissances nouvelles, la transformation d'une situation initialement troublée : ici, la crise de la communication de solidarité internationale. Ces pistes d'action, soumises à la critique académique et aux débats entre acteur·rices, sont de nature différente. Les premières, présentées dans le chapitre VII, cherchent à remédier à l'incohérence, relevée dans le chapitre IV entre les aspirations et la communication. Ma proposition est de

⁴²¹ Cette triangulation méthodologique (Apostolidis, 2003) combine, l'observation et la participation, l'analyse de sites web, les entretiens individuels et collectifs, les réseaux d'associations et cartes mentales et la recherche documentaire.

concevoir une solidarité internationale réciprocaire en s'appuyant sur les travaux des penseurs du Sud et du Nord invitant à se départir d'un universalisme occidental-centré au profit d'une approche pluriverselle (Glissant, 1997 ; Dussel, 2009). Une telle solidarité internationale réciprocaire réclame alors une communication elle-même réciprocaire (chapitre VIII), c'est-à-dire une communication politique interculturelle visant la construction des désaccords qui délaisse les impasses de la transmission rationnelle et de la persuasion émotionnelle. Ce modèle de l'incommunication (Wolton, 2009 ; Lepastier, 2013 ; Robert, 2017) ne signifie pas que la communication débouche inexorablement sur une incompréhension absolue. Au contraire, il indique que seule la prise en compte d'une altérité radicale et libre permet la construction de désaccords démocratiques féconds. Comment traduire opérationnellement ces deux approches complémentaires, mais abstraites ? C'est l'objet du dernier chapitre. Le chapitre IX présente les expérimentations conduites pendant ces quatre années de recherche. Ces expérimentations (tests d'hypothèses dans le vocabulaire de l'enquête sociale de John Dewey) ont été évaluées, le plus souvent collectivement. C'est sur la base de ces évaluations que des préconisations, elles aussi très souvent collectives, ont été formulées. Ce sont ces préconisations concrètes que j'espère pouvoir mettre en œuvre dans une prochaine recherche-action collective incluant acteurs·rices et chercheur·ses, habitant·es du Nord et du Sud. Avant d'évoquer brièvement ces perspectives de recherche, il me faut revenir sur les limites et les apports de cette recherche doctorale.

I. Les limites

Le sujet d'étude traité est restreint, il concerne la communication des **ASI** françaises. Or, par définition, ces actrices agissent en partenariat avec les sociétés civiles d'autres pays, auprès desquels, dans une approche pluriverselle, les pistes et préconisations devraient être mises à l'épreuve. De plus, mon étude a porté sur la communication politique externe, à destination des publics de ces **ASI**. Elle ne porte ni sur la communication politique interassociative menée dans les réseaux ni sur la communication interne. Une vue globale de la **CSI** demanderait pourtant à ce que ces différents éléments soient pris en compte. Ces limites, liées à la construction même de l'objet que j'ai étudié, se doublent de limites propres à l'enquête effectivement menée. Pour clarifier mon propos, j'ai choisi de distinguer les limites opérationnelles, méthodologiques et théoriques.

La première limite opérationnelle est liée au principe même de la recherche-action. Telle que je la conçois, celle-ci peut donner lieu à des formalisations permettant sa dissémination, mais elle n'est jamais totalement achevée. C'est un travail continu. Les expérimentations travaillent l'idéal qui agit, en retour, sur les expérimentations qui modifient l'idéal, etc. dans une boucle récursive qui

ne peut avoir une fin prédéfinie à l'avance. C'est pourquoi, comme je l'ai signalé, cette thèse est à la fois un aboutissement, mais aussi un commencement : l'invitation à expérimenter collectivement les pistes élaborées dans la troisième partie. La seconde limite est liée à la difficile articulation des temps de la réflexion et de l'action. En effet, le temps de la recherche et celui de la pratique doivent s'accorder pour la mise en œuvre d'un dispositif de recherche-action, permettant d'évaluer et de remettre en cause les pratiques. Cela signifie de prendre un temps conséquent, difficilement compatible avec l'urgence de la mise en œuvre. La troisième limite est liée aux expérimentations ayant conduit aux préconisations formulées dans le chapitre IX. Les dispositifs expérimentaux auraient dû être plus systématiquement accompagnés de l'utilisation d'un journal de bord, autorisant un recul réflexif. Ceci renvoie, plus généralement à la nécessité de penser plus en détail l'évaluation en amont, pour que celle-ci soit conduite de façon plus rigoureuse tout au long du projet quitte à opérer des modifications. De plus, ces expérimentations auraient mérité d'être davantage travaillées collectivement. Enfin, l'ensemble du dispositif de recherche-action (cette thèse) qui a conduit à ces expérimentations aurait pu être mené plus collectivement, même si une thèse **CIFRE** impose déjà une concertation entre la doctorante, le directeur de thèse, l'**ANRT** et la structure employeuse. La quatrième limite concerne les représentations sociales. Contrairement à ce que j'avais pensé au départ, les expérimentations conduites montrent qu'interroger ses représentations sociales ne suffit pas à remettre en question ses propres pratiques. Cela peut néanmoins en être une première étape. Ici, encore, la nécessité de prendre le temps de construire un parcours permettant aux différents acteurs de confronter leurs représentations sociales et de remettre en cause leurs pratiques s'avère essentielle.

Cette dernière limite opérationnelle permet de faire le lien avec les limites méthodologiques concernant mes études des représentations sociales. Mes analyses m'ont fait prendre conscience du fait que les cartes mentales et les réseaux d'associations ne peuvent se suffire à eux même pour faire état des représentations sociales. En effet, le terme coopération par exemple peut apparaître, si on s'en tient au sens du dictionnaire, comme réciprocaire. Or, dans le domaine de la solidarité internationale, la coopération, est aussi un terme évoquant davantage la diplomatie. Tout comme la solidarité internationale, la coopération internationale peut être entendue, je l'ai suffisamment répétée, de façon philanthropique. Ainsi, les termes doivent être discutés, amenant d'autres termes, devant aussi être discutés. En réalité, les représentations d'autrui ne peuvent jamais être complètement accessibles d'où la nécessité de les coupler avec une approche communicationnelle prenant en compte l'incommunication. De plus, avec le recul, il me semble que j'aurais pu mieux utiliser la méthode avec substitution. Notamment, en demandant à chaque interlocuteur·rice de préciser la polarité (positive ou négative) qu'il·elle accordait aux termes qui semblaient refléter les

représentations sociales du public. La consigne, insuffisamment claire, a parfois conduit les interlocuteur·rices à indiquer la polarité attribuée au public. Cette précision m'aurait permis de voir plus directement si l'interlocuteur·rice adhérait ou non aux représentations évoquées. Par ailleurs, il aurait été souhaitable de développer, en cohérence avec mon approche communicationnelle, une appréhension plus sensible des représentations sociales. Ces dernières ont été abordées par des techniques de verbalisation, mais elles auraient pu aussi être saisies par des images, des objets, des traces mettant un peu plus à distance la raison et donnant davantage accès aux affects. À côté de cette première série de limites méthodologiques centrée sur les représentations sociales, une deuxième série porte sur l'incommunication. Consciente de l'incommunication, donc de la difficulté à rendre compte de ce que les interlocuteur·rices ont effectivement dit, j'aurais dû prévoir le temps nécessaire à un retour des personnes interrogées. Or, si j'ai bien soumis des analyses intermédiaires aux interlocuteur·rices, je n'ai pas pris le temps de tou·te·s les relancer pour avoir un retour exhaustif. Surtout, les résultats finaux de la deuxième partie n'ont pas fait l'objet de suffisamment de débats. Pourtant, l'interprétation collective est une façon de limiter l'incommunication et surtout de « *faire avec* », en cohérence avec mon positionnement de chercheuse. Dès lors, c'est là une limite importante pour moi, j'aurais dû appliquer de façon plus radicale l'enquête de John Dewey ([1938] 1993) (enquête que j'ai découverte en même temps que je l'ai expérimentée). Il aurait fallu, en lien avec le paradigme relationnaliste dont je me réclame (Corcuff, 2017), que je prête encore plus d'attention aux relations entre enquêteur·rices et enquêté·es de manière à les rendre plus démocratiques : allers-retours systématiques, plus de rencontres et d'échanges, interprétation collective voire écriture collective. Enfin, la dernière série de limites méthodologiques, plus classiques concerne les interlocuteur·rices rencontrés·es. Même si ce travail a impliqué 136 personnes au total, cette population n'est pas représentative du public pouvant, en France, être concerné par la solidarité internationale. Même si le panel d'**ASI** peut être, lui, considéré comme représentatif des plus grosses **ASI**, il aurait pu être élargi en intégrant les **ASI** exerçant en France, mais appartenant à des **ONG** anglophones (**OXFAM** International par exemple), en prenant en compte des petites structures locales sans salarié·es ou en élargissant, dans la perspective du développement durable, l'analyse à d'autres acteurs cherchant à construire un monde plus solidaire : commerce équitable, protection de l'environnement, droits de l'homme, etc⁴²². Enfin, certaines études en réception ont été conduites de manière collective, mais par conséquent, comme je l'ai indiqué dans le chapitre IX, avec des personnes manquant d'expérience,

⁴²² Acteur·rices qui, dans mon approche d'une solidarité mutuelle et pluriverselle (cf. chapitre VII), font partie du champ de la solidarité internationale.

ce qui a pu créer une certaine hétérogénéité dans l'analyse et m'a conduite à ne pas utiliser certaines analyses produites. Surtout, ces études en réception ne se sont pas effectuées dans des conditions proches des conditions réelles de la réception, ce qui a certes permis de faire émerger des discours critiques montrant que le public n'adhérait pas forcément aux représentations sociales qu'il formulait, mais ce qui n'autorise pas une compréhension de la réception courante des produits communicationnels. D'autant plus que je me suis centrée sur la réception politique des produits communicationnels en ne construisant pas un troisième public, pourtant souvent visé explicitement par les communicants des **ASI** : les donateurs. Bien entendu, de nombreuses personnes interrogées étaient aussi, de fait, des donateur·rices de la SI. Constituer, à côté des « relais d'opinion », des « militant·es » et des « citoyen·nes », un public composé de personnes faisant des dons réguliers, aurait permis de nuancer ou, au contraire, de renforcer, le résultat principal de cette thèse : l'inadéquation de la **CSI**.

Je vais maintenant aborder les limites théoriques de cette recherche-action. J'en vois trois principales. La première est la convergence qui aurait pu être plus poussée entre les approches socioéconomiques de l'économie sociale et solidaire (les travaux sur l'associationnisme ouvrier et la réciprocité) et les approches philosophiques de la pensée décoloniale (critique de la colonialité et ouverture sur le pluriversel). Même si, dans le chapitre I consacré à l'histoire de la solidarité internationale et dans le chapitre VII dédié à une nouvelle approche de la solidarité internationale, j'ai essayé de croiser ces deux approches, il me semble que l'on peut, sans doute à travers l'exemple concret du commerce équitable, construire un cadre d'analyse mêlant plus étroitement penseurs du Sud et penseurs du Nord à l'aune des initiatives solidaires des acteurs du Nord et du Sud. La seconde est l'insuffisance distinction/articulation théorique entre information, savoir et connaissance. Cette discussion théorique était pourtant au cœur du séminaire partage des savoirs que j'avais animé avec le pôle Auvergne de l'**ISCC**, mais il est vrai qu'elle avait également découragé nombre d'acteur·rices trouvant les débats trop abscons. La troisième et dernière limite théorique que je perçois est l'utilisation, pas assez discutée dans cette recherche-action, de l'enquête sociale de John Dewey. En effet, cette dernière peut être taxée de scientisme dans la mesure où il s'agit d'appliquer à la démocratie une méthodologie scientifique. Elle peut aussi être qualifiée de positiviste, puisqu'elle repose sur l'idée que l'on peut envisager et contrôler les conséquences de l'action par le moyen du test des hypothèses. Or, je ne m'inscris pas dans cette approche consquentialiste, puisque, me réclamant de la complexité formulée par Edgar Morin, je reprends l'idée d'écologie de l'action (Morin, 2004) : l'action, en se développant dans son environnement, échappe, en partie, au contrôle des acteur·rices et peut générer des effets non voulus. Personne, y compris le public menant l'enquête, ne peut avec certitude prévoir toutes les conséquences des

actions qu'il entend mener. Cependant, de mon point de vue, ce reliquat positiviste est secondaire puisque John Dewey insiste sur la transformation sociale qui résulte de l'enquête sociale. Sur tous les autres points de l'enquête sociale, il se sépare donc nettement du positivisme. Comme le précise Joëlle Zask : « *au projet de prédiction et de contrôle du comportement individuel par la maîtrise des lois qui le gouvernent – une ingénierie sociale – se substitue le projet de découvrir une méthode pour articuler les projets de réforme sociale à l'identification des problèmes sociaux particuliers ; et au projet de conformer les individus aux conditions telles qu'elles sont se substitue le projet de créer des conditions qui favorisent l'individuation. La fonction des sciences sociales est d'exercer la méthode de la démocratie* » (Zask, 2015, p. 77).

Ces premières limites, fruit d'une réflexivité nécessaire à la démarche de recherche, montrent que celle-ci aurait pu être mieux menée. Malgré ces imperfections, ce travail scientifique présente des apports heuristiques.

II. Les apports

Malgré les limites énoncées et celles que les lecteur·rices ne manqueront pas de relever, ce travail doctoral permet de combler un vide. Cette recherche-action est, en effet, à ma connaissance, la première thèse proposant une vue globale (mais non exhaustive) sur la **CSI**. Ainsi, elle propose un regard transversal touchant trois branches de la SI (l'humanitaire, le développement et l'**ECSI**) et un historique relevant les ambivalences d'une solidarité internationale prise entre approche philanthropique et réciproitaire. Ce travail transversal pourrait alors ouvrir la voie à d'autres travaux de recherches. Il permet aussi de soumettre aux débats des propositions opérationnelles et théoriques pouvant enrichir les pratiques communicationnelles des **ASI** voire, nourrir les travaux en sciences de l'information et de la communication.

Les apports opérationnels sont liés aux résultats mis en lumière dans la seconde partie de cette thèse : la **CSI** n'est pas en phase avec ses aspirations sociales, repose sur des normes communicationnelles qui les séparent du public, diffuse des produits communicationnels qui suscitent des critiques négatives et renforcent les stéréotypes qu'elles prétendent combattre. Dès lors, il convient de développer une autre manière d'envisager la communication : non plus chercher à persuader du bien-fondé de l'idéal porté, mais provoquer la réflexion critique en nourrissant un débat contradictoire. Il s'agit certes d'une réflexion théorique qui repose sur une critique du modèle épistémologique de la communication (Quéré, 1991), mais ce constat est aussi pragmatique : il est plus simple de partir des points de désaccords entre des personnes différentes pour susciter des échanges critiques que de s'efforcer de trouver un hypothétique point commun permettant de les

rallier toutes à la cause défendue. Le deuxième apport opérationnel est la nécessité de mener des études en réception. L'évaluation, ce travail le démontre, ne peut en rester à des critères quantitatifs simples. L'évaluation, selon John Dewey, consiste à veiller à l'adéquation entre la fin et les moyens. Évaluer les moyens (le retour financier, par exemple) sans évaluer la fin (l'évolution des représentations sociales, par exemple), c'est passer à côté de l'essentiel : la confrontation entre l'idéal poursuivi et les effets provoqués. Or, l'évaluation d'une communication destinée à un public particulier passe par des études de réception auprès de ce public. En amont de la fabrication du produit communicationnel comme en aval, seules des enquêtes qualitatives auprès des destinataires permet de mesurer le degré de lisibilité du produit, d'une part, et l'adéquation entre le sens souhaité et le sens perçu, d'autre part. Dans cette perspective, il importe d'apprendre à se détacher des normes professionnelles amenant à juger la qualité d'un produit communicationnel. Ce n'est pas la doxa qui fait qu'un produit est pertinent ou non, mais le sens construit par le récepteur. Le troisième apport opérationnel de cette recherche est d'avoir mis en lumière la différence des problèmes qui concernent les **ASI**. Les associations françaises humanitaires et de développement touchent, par leurs campagnes de communication, le grand public, mais diffusent des messages simplificateurs et misérabilistes fortement critiqués ; à l'inverse, les associations d'**ECSI** développent des produits communicationnels plus politiques et réciprocaires appréciés, mais qui restent invisibles du grand public. Au final, l'apport opérationnel principal de cette thèse est la nécessité de réfléchir collectivement à de nouvelles pratiques. D'une part, il convient de se défaire de l'approche gestionnaire de la communication. D'autre part, il importe d'expérimenter, par une enquête sociale collective, de nouvelles pratiques communicationnelles plus démocratiques cohérentes avec l'idée d'une solidarité internationale, elle-même, plus démocratique (basée sur la mutualité et la pluriversalité).

D'un point de vue méthodologique, il me semble que cette thèse met en valeur deux choses. La première est l'intérêt d'utiliser le concept de représentation sociale dans une approche communicationnelle. L'étude des représentations sociales a, en effet, permis de mieux cerner la production et la réception des produits communicationnels des **ASI**. Elle permet de contextualiser le propos des interlocuteur·rices et de favoriser leur réflexivité. De plus, ma recherche suggère que l'étude de la structure des représentations sociales ne suffit pas à rendre compte du rapport des interlocuteur·rices aux termes évoqués. En effet, les représentations sociales auxquelles on adhère sont sans doute plus ancrées que celles auxquelles on n'adhère pas. Il y aurait donc une troisième variable à prendre en compte, pour rendre compte de la structure des représentations sociales, en plus de l'importance et de la fréquence des termes évoqués par les interlocuteur·rices : l'adhésion. Le deuxième intérêt méthodologique de cette thèse est de suggérer que s'il n'existe pas une méthode

spécifique aux sciences de l'information et de la communication, il existe sans doute une approche communicationnelle des méthodes qualitatives. Cette approche communicationnelle a consisté, dans ce travail, à partir de l'idée d'une incompréhension naturelle, à développer une communication plus intense avec les personnes enquêtées. Non seulement cela permet de vérifier l'exactitude des propos rapportés (lors des retours d'entretiens par exemple), mais cela permet aussi une réflexivité accrue sur l'interprétation des résultats (lorsqu'une personne conteste ou approuve une analyse par exemple). Ce point est sans doute à creuser et solidifier épistémologiquement et expérimentalement, mais il me semble qu'il permet d'enrichir le débat sur la spécificité des sciences de l'information et de la communication.

Enfin, sur le plan théorique, ma recherche doctorale suggère plusieurs pistes. La première est de remettre en chantier les rapports entre communication et représentations sociales. L'enquête menée montre que les relations entre ces deux processus sociaux sont plus complexes qu'il n'y paraît. Il ne suffit pas que les représentations sociales soient majoritairement partagées pour que la communication soit efficace. En effet, le chapitre VI a montré que, même si les représentations sociales attribuées au grand public par les communicants n'étaient pas complètement étrangères aux représentations sociales effectives du public que j'ai qualifié de citoyen, cela n'empêchait nullement une incommunication infructueuse. Partager une même représentation sociale ne signifie donc pas qu'on adhère avec la même intensité aux mêmes éléments de cette représentation. Dans le même ordre d'idée, l'étude du chapitre IV montre que l'on ne communique pas automatiquement en fonction de l'ensemble de ses propres représentations sociales. On peut parfois – c'est le cas des communicant·es interrogé·es – communiquer en fonction de celles qu'on attribue à autrui. Dès lors, on court le risque de deux incompréhensions : d'abord du fait d'une vision erronée des représentations sociales de l'autre. Ensuite, en croyant que le partage des représentations sociales suffit à établir la communication. Effectivement, je viens de le signaler, le degré d'adhésion aux valeurs partagées est aussi important que la correspondance entre représentations sociales de la production et représentations sociales de la réception. Le second apport théorique de cette thèse concerne le modèle de l'incommunication. Ce travail doctoral met, en effet, en lumière trois propositions susceptibles d'enrichir ce modèle. La première est la distinction entre l'incommunication infructueuse (mise en évidence dans la deuxième partie) et l'incommunication fructueuse (évoquée dans la troisième partie). L'incommunication infructueuse est celle qui marque l'échec de la communication. Le produit communicationnel n'est pas compris ou est interprété dans un sens radicalement différemment de celui souhaité par la production. On pense être compris (en simplifiant l'énonciation et en s'appuyant sur des représentations sociales supposées partagées) alors qu'on ne l'est pas. À l'opposé, l'incommunication fructueuse est celle qui invite à dépasser les

évidences : on sait qu'on ne se comprend pas, dès lors on va chercher à construire du sens ensemble. La seconde proposition consiste à réfléchir à l'incommunication à partir de la notion d'expérience esthétique de John Dewey ([1934], 2014) (cf. chapitre VIII). L'incommunication n'est pas seulement liée à un décalage incompressible entre production et réception du sens-signification, elle se nourrit et peut être réduite par nos sensations (le corps) et notre sensibilité (les émotions) (Boutaud, 2016). Autrement dit, la communication politique n'est pas seulement une construction de sens, c'est aussi un partage du sensible (Rancière, 2000). Étudier les relations entre communication et incommunication passe alors par une attention soutenue à la dimension esthétique des relations humaines, c'est, en tout cas, une proposition théorique qui émerge de ce travail. Enfin, troisième proposition, il me semble pertinent de croiser davantage les travaux sur la réception active (Ravault, 2016) et ceux de l'incommunication. Pour René Jean Ravault, le terme de « *réception active* » ne renvoie pas uniquement au fait que tout travail de réception est un processus psychologique actif de décodage (Hall, 1994). Il signale que la réception peut, dans certains cas, être une élaboration symbolique qui échappe totalement à l'intention communicationnelle du producteur. Dans cette perspective, l'incommunication n'est pas la conséquence, indésirable mais irréductible, d'un travail de co-élaboration du sens qui ne saurait être parfaitement identique, du fait de l'altérité des interlocuteur·rices. Elle serait davantage le résultat d'une stratégie visant, pour le récepteur, à élaborer un sens sans tenir compte de l'intention communicationnelle du producteur. Le troisième et dernier apport théorique que l'analyse réflexive de ce travail m'invite à souligner est la déconnexion entre nouveau modèle de communication et nouvelles technologies. Comme l'indique la troisième partie, une autre approche communicationnelle peut passer par l'adoption d'une nouvelle façon de concevoir la communication - ici, une communication politique délibérative et participative ancrée dans le modèle de l'incommunication – réclamant des expérimentations. Elle ne demande pas obligatoirement l'utilisation de nouveaux outils. La solution aux problèmes de communication n'est pas toujours technologique. Ainsi, tous les problèmes de communication ne sont pas liés au numérique et ne trouvent pas leur solution dans celui-ci.

Au final, cette recherche-action, malgré les limites évoquées plus haut, constitue donc un socle opérationnel, méthodologique et théorique ouvrant la voie aux pistes dont il est maintenant question.

III. Les pistes pour l'avenir

La réflexivité inhérente à cette conclusion m'invite à me projeter dans de futures recherches, prenant deux directions. La première est d'essayer de remédier à certaines des limites évoquées : expérimenter les pistes de la troisième partie en menant des recherches-actions plus collectives (y compris dans la formalisation des résultats), plus inclusives (en intégrant des membres des pays du Sud), plus sensibles et intégrant davantage, dès leur conception, une méthode d'évaluation. Ce prolongement naturel de cette recherche-action pourra se développer au sein de mon organisme employeur, **RESACOOOP**, dont les salarié·es ont été sensibilisé·es à cette démarche. Mais il est aussi possible d'envisager une telle étude se déroulant, cette fois-ci, dans un pays dit du Sud (en Afrique de l'Ouest, par exemple) et portant plus spécifiquement sur le partage des savoirs sur la **CSI** et la solidarité internationale. De plus, il semble possible d'utiliser la méthodologie de cette enquête, en la conduisant, cette fois-ci, auprès des **ONG** anglo-saxonnes du secteur et des petites structures locales sans salarié·es. Ceci aurait le double avantage d'affiner le constat et d'inviter la totalité des **ASI** françaises à remettre en cause les pratiques actuelles. La seconde perspective consiste à s'appuyer sur les apports de cette thèse pour mener des recherches dans d'autres domaines. Par exemple, conduire, au sein de l'axe « Communication, innovation sociale et économie sociale et solidaire » du laboratoire Communication et sociétés, des recherches-actions sur la communication des associations locales dans l'espace public clermontois. Il s'agirait, ici, d'utiliser la méthodologie de l'enquête sociale de John Dewey ([1938] 1993), pour mener une recherche-action collective avec des associations locales volontaires⁴²³. Une autre voie possible est d'utiliser le cadre théorique construit pour repenser la solidarité internationale - l'articulation de la socioéconomie (réciprocité) et de la pensée décoloniale (pluriversalisme) - pour l'appliquer à d'autres types d'organisation développant une communication internationale dans l'espace public français, le commerce équitable par exemple. Enfin, les expérimentations menées autour de l'idée d'un partage des savoirs sans domination pourraient être poursuivies sur un autre thème que la solidarité internationale, l'égalité femme-homme par exemple. Au final, cette conclusion générale est bien la fin d'une recherche qui m'a passionnée, mais elle ouvre, je l'espère, un nouveau cycle de recherche-action tout aussi passionnant.

⁴²³ Ce projet, toujours en attente de financement, a démarré début septembre 2019.

Bibliographie

ABRIC, J.-C., 2003a. La recherche du noyau central et de la zone muette des représentations sociales. In : *Méthodes d'étude des représentations sociales*. Ramonville Saint-Agne [France] : Erès. p. 59-80. ISBN 2-7492-0123-3.

ABRIC, J.-C., 2003b. *Méthodes d'étude des représentations sociales*. Ramonville Saint-Agne [France] : Erès. ISBN 2-7492-0123-3.

ACTECIM, 2019. *Une approche de l'éducation à la citoyenneté par les compétences*. 2019. Lyon : ACTECIM.

ADAMCZEWSKI, Georges, 1988. La recherche-action. In : *Recherche et Formation* [en ligne]. 1988. Vol. 3, n° 1, p. 109-114. [Consulté le 19 septembre 2018]. DOI 10.3406/refor.1988.925. Disponible à l'adresse : http://www.persee.fr/doc/refor_0988-1824_1988_num_3_1_925.

AGRIKOLIANSKY, Eric, 2005. Du tiers-mondisme à l'altermondialisme : genèse(s) d'une nouvelle cause. In : *L'altermondialisme en France : la longue histoire d'une nouvelle cause*. Paris : Flammarion. p. 43-74. ISBN 978-2-08-210445-6.

ALLARD, Laurence, 1994. Dire la réception - Culture de masse, expérience esthétique et communication. In : *Réseaux. Communication - Technologie - Société* [en ligne]. 1994. Vol. 12, n° 68, p. 65-84. [Consulté le 15 avril 2018]. DOI 10.3406/reso.1994.2621. Disponible à l'adresse : https://www.persee.fr/doc/reso_0751-7971_1994_num_12_68_2621.

ALPHANDÉRY, Pierre et BOBBÉ, Sophie, 2014. La recherche au subjectif imparfait. In : *Communications* [en ligne]. 2014. Vol. 94, n° 1, p. 5-14. [Consulté le 18 octobre 2018]. Disponible à l'adresse : http://www.persee.fr/doc/comm_0588-8018_2014_num_94_1_2728.

ALTERNATIVES ECONOMIQUES, 2010. L'économie de A à Z : le dictionnaire d'Alternatives Economiques en ligne. In : *Alternatives Economiques* [en ligne]. 2010. [Consulté le 11 septembre 2016]. Disponible à l'adresse : http://www.alternatives-economiques.fr/Dictionnaire_fr_52__def805.html.

APOSTOLIDIS, Thémistoklis, 2003. Représentations sociales et triangulation : enjeux théorico-méthodologiques. In : *Méthode d'étude des représentations sociales* [en ligne]. ERES. p. 13-35. [Consulté le 16 novembre 2019]. ISBN 978-2-7492-0123-8. Disponible à l'adresse : <http://www.cairn.info/methodes-d-etude-des-representations-sociales--9782749201238-page-13.htm>.

APPADURAI, Arjun, 2015. *Après le colonialisme : les conséquences culturelles de la globalisation*. Paris : Petite bibliothèque Payot. ISBN 978-2-228-91344-7.

ARDOINO, Jacques, 2003. La recherche-action, une alternative épistémologique. In : *La recherche-action : une autre manière de chercher, se former, transformer*. Paris : Ed. L'Harmattan. p. 42-49. ISBN 978-2-7475-4603-4.

ARENDDT, Hannah, 1988. *Condition de l'homme moderne*. Paris : Calman Lévy. ISBN 978-2-266-04387-8.

- BALLAND, Ludivine, BERJAUD, Clémentine et ZAMBRANO, Sandra Vera, 2015. Présentation du dossier. Les ancrages sociaux de la réception. In : *Les ancrages sociaux de la réception*. 2015. Vol. 4, p. 5-17.
- BANCEL, Nicolas, BERNAULT, Florence, BLANCHARD, Pascal, MBEMBE, Achille et VERGÈS, Françoise, 2010. *Ruptures postcoloniales : les nouveaux visages de la société française*. Paris : Découverte. Cahiers libres. ISBN 978-2-7071-5689-1.
- BARATS, Christine, 2013. *Manuel d'analyse du Web en sciences humaines et sociales*. Paris : A. Colin. ISBN 978-2-200-28627-9.
- BARBIER, René, 1996a. *La recherche action*. Paris : Anthropos. ISBN 978-2-7178-3062-0.
- BARDIN, Laurence, 2007. *L'analyse de contenu*. Paris : PUF. ISBN 978-2-13-056027-2.
- BATAILLE, Michel, 2003. Synthèse de dix années de travaux sur la recherche-action au RHEPS. In : *La recherche-action : une autre manière de chercher, se former, transformer*. Paris : Ed. L'Harmattan. p. 281-289. ISBN 978-2-7475-4603-4.
- BEAUDET, Pierre, 2009. *Qui aide qui ? : une brève histoire de la solidarité internationale au Québec*. Montréal : Boréal. ISBN 978-2-7646-0636-0.
- BECK, Ulrich, 2008. *La société du risque : sur la voie d'une autre modernité*. Paris : Flammarion. ISBN 978-2-08-121888-8.
- BECK, Ulrich, 2009. *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation*. Paris : Flammarion. ISBN 978-2-08-122876-4.
- BECKER, Howard Saul, 2013. *Les ficelles du métier : comment conduire sa recherche en sciences sociales*. Paris : La Découverte. ISBN 978-2-7071-3370-0.
- BENEDETTI, Arnaud, 2014. Figures d'une mal-aimée : la com. In : *Hermès, La Revue* [en ligne]. 15 décembre 2014. Vol. n° 70, n° 3, p. 106-110. [Consulté le 10 novembre 2019]. Disponible à l'adresse : <http://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2014-3-page-106.htm>.
- BERGER, Guy, 2003. Approches épistémologique, historique et langagière. In : *La recherche-action : une autre manière de chercher, se former, transformer*. Paris : Ed. L'Harmattan. p. 13-26. ISBN 978-2-7475-4603-4.
- BERGER, Peter Ludwig et LUCKMANN, Thomas, 2008. *La construction sociale de la réalité*. Paris : Armand Colin. ISBN 978-2-200-34595-2.
- BERNARD, Françoise, 2006. Organiser la communication d'action et d'utilité sociétales. Le paradigme de la communication engageante. In : *Communication et organisation* [en ligne]. 1 juin 2006. n° 29, p. 64-83. [Consulté le 24 avril 2017]. DOI 10.4000/communicationorganisation.3374. Disponible à l'adresse : <http://communicationorganisation.revues.org/3374>.
- BERNARD, Françoise, 2007. Communication engageante, environnement et écocitoyenneté : un exemple des « migrations conceptuelles » entre SIC et psychologie sociale. In : *Communication et organisation* [en ligne]. 1 juillet 2007. n° 31, p. 26-41. [Consulté le 24 avril 2017]. DOI 10.4000/communicationorganisation.94. Disponible à l'adresse : <https://communicationorganisation.revues.org/94>.

- BERNARD, Françoise, 2015. Les théories de l'influence en communication : perspectives nord-américaines et françaises. In : *Hermès, La Revue* [en ligne]. 4 juin 2015. n° 71, p. 45-57. [Consulté le 2 mai 2017]. Disponible à l'adresse : http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=HERM_071_0045.
- BERNARD, Françoise et JOULE, Robert-Vincent, 2005. Le pluralisme méthodologique en sciences de l'information et de la communication à l'épreuve de la « communication engageante ». In : *Questions de communication* [en ligne]. 30 juin 2005. n° 7, p. 185-208. [Consulté le 29 juin 2017]. DOI 10.4000/questionsdecommunication.4647. Disponible à l'adresse : <http://questionsdecommunication.revues.org/4647>.
- BERNARD, Pascal, COURBET, Didier et HALIMI-FALKOWICZ, Séverine, 2018. « Dans la tête des créatifs » Les représentations sociales des producteurs de communication caritative et humanitaire. In : *ESSACHESS – Journal for Communication Studies*. 2018. Vol. 11, n° 1 (21), p. 75-97.
- BESANÇON, Emmanuelle et CHOCHOY, Nicolas, 2017. Evaluer les transformations sociales dans une approche socio-territoriale de l'innovation sociale. In : *Congrès des économistes. L'innovation : quel cadre structurel ? Quels outils ?* [en ligne]. Bruxelles : Université Libre de Bruxelles. 2017. [Consulté le 29 avril 2018]. Disponible à l'adresse : http://www.projetvisesproject.eu/IMG/pdf/article_chochoy-crisis.pdf.
- BIOFORCE, 2012. Les ONG au travers de l'histoire du mouvement de la solidarité, leurs principes et leurs typologies. In : *Ritimo* [en ligne]. 2012. [Consulté le 25 mars 2015]. Disponible à l'adresse : <http://www.ritimo.org/article4541.html>.
- BLAIS, Marie-Claude, 2007. *La solidarité : histoire d'une idée*. Paris : Gallimard. Bibliothèque des idées. ISBN 978-2-07-078467-7.
- BLANCHARD, Pascal et BANCEL, Nicolas, 2011. *Culture post-coloniale : 1961 - 2006 ; traces et mémoires coloniales en France*. Paris : Ed. Autrement. Collection Mémoires Histoire, 126. ISBN 978-2-7467-3050-2.
- BLANCHET, Alain, 1997. *Dire et faire dire : l'entretien*. 2. ed. Paris : Colin. Collection U, 381. ISBN 2-200-01709-X.
- BLONDIAUX, Loïc, FOURNIAU, Jean-Michel et MABI, Clément, 2016. Introduction. Chercheurs et acteurs de la participation : liaisons dangereuses ou collaborations fécondes ? In : *Participations* [en ligne]. 2016. n° 16, p. 5-17. [Consulté le 1 octobre 2018]. DOI 10.3917/parti.016.0005. Disponible à l'adresse : <http://www.cairn.info/revue-participations-2016-3-page-5.htm>.
- BLONDIAUX, Loïc, REYNIÉ, Dominique et LA BALME, Nathalie, 2001. *L'opinion publique. Perspectives anglo-saxonnes* [en ligne]. CNRS Editions. [Consulté le 8 septembre 2019]. *Hermès, La Revue*, 31. Disponible à l'adresse : <https://www.cnrseditions.fr/catalogue/revues/hermes-31-lopinion-publique-perspectives-anglo-saxonnes/>.
- BOLTANSKI, Luc, 2007. *La souffrance à distance : morale humanitaire, médias et politique*. Nouv. éd. Paris : Gallimard. Folio essais, 488. ISBN 978-2-07-034234-1.
- BOLTANSKI, Luc et CHIAPELLO, Eve, 1999. *Le nouvel esprit du capitalisme*. Paris : Gallimard. NRF essais. ISBN 978-2-07-074995-9.

- BOUDON, Raymond, 2011. Petite sociologie de l'incommunication. In : *La communication*. Paris : CNRS éditions. p. 113-132. ISBN 978-2-271-06989-4.
- BOUGEARD, Nathalie, 2009. Les ONG défendent leur droit de recourir au marketing. In : *FIGARO* [en ligne]. 25 novembre 2009. [Consulté le 29 août 2019]. Disponible à l'adresse : <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2009/11/25/01016-20091125ARTFIG00119-les-ong-defendent-leur-droit-de-recourir-au-marketing-.php>.
- BOUGNOUX, Daniel, 1993. *Sciences de l'information et de la communication*. Paris : Larousse. Textes essentiels. ISBN 978-2-03-741010-6.
- BOUGNOUX, Daniel, 1998. *La Communication par la bande : introduction aux sciences de l'information et de la communication*. Paris : Editions La Découverte. ISBN 2-7071-2867-8.
- BOULLIER, Dominique, 2004. La fabrique de l'opinion publique dans les conversations télé, TV CONVERSATIONS AS MANUFACTURERS OF PUBLIC OPINION. In : *Réseaux* [en ligne]. 2004. Vol. no 126, n° 4, p. 57-87. [Consulté le 25 mars 2018]. DOI 10.3917/res.126.0057. Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-reseaux1-2004-4-page-57.html>.
- BOUQUET, Christian, 2007. La mondialisation est-elle le stade suprême de la colonisation ? In : *Les Cahiers d'Outre-Mer. Revue de géographie de Bordeaux* [en ligne]. 1 avril 2007. Vol. 60, n° 238, p. 185-202. [Consulté le 18 juillet 2016]. DOI 10.4000/com.2363. Disponible à l'adresse : <https://com.revues.org/2363?lang=en>.
- BOURDIEU, Pierre, 1996. *Sur la télévision : suivi de L'emprise du journalisme* [en ligne]. Paris : Liber éditions. Raisons d'agir. ISBN 2-912107-00-8. Disponible à l'adresse : <http://www.fichier-pdf.fr/2013/09/09/sur-la-television-pierre-bourdieu/sur-la-television-pierre-bourdieu.pdf>. PN4784.T4 B68 1996
- BOURGNE, Patrick, 2013. *Marketing : remède ou poison ? : Les effets du marketing dans une société en crise* [en ligne]. [Consulté le 10 novembre 2019]. ISBN 978-2-84769-495-6. Disponible à l'adresse : <http://sbiproxy.uqac.ca/login?url=http://international.scholarvox.com/book/88814208>.
- BOUTAUD, Jean-Jacques, 2016. *Sensible et communication : du cognitif au symbolique*. ISTE éditions. ISBN 978-1-78405-125-9.
- BOYER, Henri, 2019. La place du stéréotype dans la pensée sociale et les médias. In : *Hermès, La Revue* [en ligne]. 2019. n° 83, p. 68-73. [Consulté le 8 septembre 2019]. Disponible à l'adresse : <https://www.cnrseditions.fr/catalogue/revues/hermes-83-les-stereotypes-encore-et-toujours/>.
- BRAUMAN, Rony, 2009. *Humanitaire, diplomatie et droits de l'homme*. Paris : éditions du Cygne. Recto verso. ISBN 978-2-84924-152-3.
- BRAUMAN, Rony et BACKMANN, René, 1996. *Les médias et l'humanitaire : [éthique de l'information ou charité-spectacle]*. Paris : CFPJ. Médias et société, 2. ISBN 2-85900-125-5.
- BRETON, Philippe et PROULX, Serge, 2016. *L'explosion de la communication : introduction aux théories et aux pratiques de la communication*. Paris : La Découverte. ISBN 978-2-7071-7382-9.
- BRIANT, Joseph, 2012. *Abécédaire pour le temps présent*. Grenoble : La Pensée sauvage éd. ISBN 978-2-85919-282-2.

- BRUN, Patrick, 2017. Le croisement des savoirs dans les recherches participatives. Questions épistémologiques. In : *Vie sociale* [en ligne]. 2017. n° 20, p. 45-52. [Consulté le 28 septembre 2018]. DOI 10.3917/vsoc.174.0045. Disponible à l'adresse : <http://www.cairn.info/revue-vie-sociale-2017-4-page-45.htm>.
- BRUNE, François, 2004. *De l'idéologie, aujourd'hui : analyses, parfois désobligeantes, du « discours » médiatico-publicitaire*. Paris : Parangon. ISBN 978-2-84190-125-8.
- BUBER, Martin, 2016. *Utopie et socialisme*. Paris : L'Echappée. ISBN 978-2-37309-004-8.
- BURAWOY, Michael, 2006. Pour la sociologie publique. In : *Socio-logos. Revue de l'association française de sociologie* [en ligne]. 21 mars 2006. n° 1, p. 1-14. [Consulté le 8 juin 2017]. Disponible à l'adresse : <https://socio-logos.revues.org/11>.
- BUSSIÈRE, Alain, 2017. *Territorialisation de l'espace public : une approche polanyienne appliquée au cas de l'Auvergne*. France : Université Clermont Auvergne.
- CABEDOCHÉ, Bertrand, 2016. « Communication Internationale » et enjeux scientifiques : un état de la recherche à la naissance des sciences de l'information - communication en France. In : *Les Enjeux de l'information et de la communication* [en ligne]. 2016. Vol. N° 17/2, n° 2, p. 55-82. [Consulté le 8 septembre 2018]. Disponible à l'adresse : <http://www.cairn.info/revue-les-enjeux-de-l-information-et-de-la-communication-2016-2-page-55.htm>.
- CAILLÉ, Alain, 2005. *Don, intérêt et désintéressement : Bourdieu, Mauss, Platon et quelques autres*. Paris : La Découverte/M.A.U.S.S. ISBN 978-2-7071-4496-6.
- CAILLÉ, Alain, 2007. *Anthropologie du don : le tiers paradigme*. Paris : Découverte. ISBN 978-2-7071-5248-0.
- CAILLÉ, Alain, 2008. Don. In : *Dictionnaire de l'autre économie*. Paris : Gallimard. p. 172-179. ISBN 978-2-07-031916-9.
- CAILLÉ, Alain, CHANIAL, Philippe et TARRAGONI, Federico, 2016. S'émanciper, oui, mais de quoi ? In : *Revue du MAUSS* [en ligne]. 24 novembre 2016. Vol. n° 48, n° 2, p. 5-28. [Consulté le 8 juin 2019]. Disponible à l'adresse : <http://www.cairn.info/revue-du-mauss-2016-2-page-5.htm>.
- CARION, Florence, 2010. La communication associative : À la recherche d'un équilibre entre logique fonctionnelle et logique relationnelle ? In : *Communication* [en ligne]. 1 septembre 2010. n° Vol. 28/1, p. 193-206. [Consulté le 5 novembre 2017]. DOI 10.4000/communication.2106. Disponible à l'adresse : <http://communication.revues.org/2106>.
- CASTORIADIS, Cornelius et LATOUCHE, Serge, 2014. *Cornélius Castoriadis, ou l'autonomie radicale*. Neuvy-en-Champagne : Le Passager clandestin. Les précurseurs de la décroissance. ISBN 978-2-36935-008-8.
- CERTEAU [1980], Michel de, 1990. *L'invention du quotidien, tome 1 : Arts de faire*. Nouv. éd. Paris : Gallimard. ISBN 978-2-07-032576-4.
- CHABAL, Mireille, 1996. Quand la réciprocité semble non réciproque. In : *Revue du MAUSS* [en ligne]. 1996. n° 8, p. 132-141. [Consulté le 18 avril 2019]. Disponible à l'adresse : <http://mireille.chabal.free.fr/recipcachee.htm>.

- CHABROL, Claude, COURBET, Didier et FOURQUET-COURBET, Marie-Pierre, 2004. Psychologie sociale, traitements et effets des médias. In : *Questions de communication* [en ligne]. 2004. n° 5, p. 5-18. [Consulté le 20 août 2018]. Disponible à l'adresse : <http://www.cairn.info/revue-questions-de-communication-2004-1-p-5.htm>.
- CHALVON-DEMERSAY, Sabine, 1994. *Mille scénarios : une enquête sur l'imagination en temps de crise*. Paris : Editions Métailié : Diffusion Seuil. Collection Leçons de choses. ISBN 978-2-86424-167-6.
- CHANIAL, Philippe, 2006. Une foi commune : démocratie, don et éducation chez John Dewey. In : *Revue du MAUSS* [en ligne]. 1 novembre 2006. Vol. no 28, n° 2, p. 205-250. [Consulté le 15 octobre 2018]. DOI 10.3917/rdm.028.0205. Disponible à l'adresse : <http://www.cairn.info/revue-du-mauss-2006-2-page-205.htm>.
- CHANIAL, Philippe, 2010. Au-delà du règne de l'intérêt : la critique morale du capitalisme des premiers socialistes français | Revue du Mauss permanente. In : [en ligne]. 12 mars 2010. [Consulté le 14 septembre 2016]. Disponible à l'adresse : <http://www.journaldumauss.net/?Au-dela-du-regne-de-l-interet-la>.
- CHANIAL, Philippe et LAVILLE, Jean-Louis, 2001. Société civile et associationnisme : une analyse sociohistorique du modèle français d'économie sociale et solidaire. In : *Politique et Sociétés* [en ligne]. 2001. Vol. 20, n° 2-3, p. 9. [Consulté le 23 décembre 2017]. DOI 10.7202/040273ar. Disponible à l'adresse : <http://id.erudit.org/iderudit/040273ar>.
- CHANIAL, Philippe et LAVILLE, Jean-Louis, 2002. L'économie solidaire : une question politique. In : *Mouvements* [en ligne]. 2002. Vol. no19, n° 1, p. 11-20. [Consulté le 21 avril 2019]. Disponible à l'adresse : <http://www.cairn.info/revue-mouvements-2002-1-page-11.htm>.
- CHAPPUIS, Raymond, 1999. *La solidarité*. Paris : Presses universitaires de France. ISBN 978-2-13-050377-4.
- CHARLIER, Bernadette, DEBON, Claude, HÜLSMANN, Thomas et TAIT, Alan, 2013. Médiation, médiations.... In : *Distances et médiations des savoirs. Distance and Mediation of Knowledge* [en ligne]. 26 juin 2013. Vol. 1, n° 3. [Consulté le 31 juillet 2019]. Disponible à l'adresse : <http://journals.openedition.org/dms/276>.
- CHASTANG, Sandrine, 2008. Toutes les manières de rater un don humanitaire. In : *Revue du MAUSS* [en ligne]. 25 juillet 2008. Vol. n° 31, n° 1, p. 318-347. [Consulté le 17 avril 2019]. Disponible à l'adresse : <http://www.cairn.info/revue-du-mauss-2008-1-page-318.htm>.
- CNU 71ÈME SECTION [1993], 2005. Conseil national des universités, 71e section (« Sciences de l'information et de la communication »). In : [en ligne]. 2005. [Consulté le 2 février 2019]. Disponible à l'adresse : <http://cnu71.free.fr/12-compe.html>.
- COOP DEC CONSEIL, 2010. *La solidarité internationale, un secteur associatif dynamique*. 2010. COOP DEC Conseil.
- CORCUFF, Philippe, 2011a. Le savant et le politique. In : *SociologieS* [en ligne]. 6 juillet 2011. [Consulté le 2 novembre 2017]. Disponible à l'adresse : <https://sociologies.revues.org/3533>.
- CORCUFF, Philippe, 2011b. Présupposés anthropologiques, réflexivité sociologique et pluralisme théorique dans les sciences sociales, Abstract. In : *Raisons politiques* [en ligne]. 13 octobre 2011.

n° 43, p. 193-210. [Consulté le 30 septembre 2018]. DOI 10.3917/rai.043.0193. Disponible à l'adresse : <http://www.cairn.info/revue-raisons-politiques-2011-3-page-193.htm>.

CORCUFF, Philippe, 2012. *Où est passée la critique sociale ? : penser le global au croisement des savoirs*. Paris : La Découverte. Collection Bibliothèque du MAUSS. ISBN 978-2-7071-7328-7.

CORCUFF, Philippe, 2017. *Les nouvelles sociologies : entre le collectif et l'individuel*. Armand Colin. ISBN 978-2-200-61622-9.

CORDELLIER, Serge, 2003. *Le dictionnaire historique et géopolitique du 20e siècle*. Éd. de poche. Paris : La Découverte. ISBN 978-2-7071-4140-8.

COURTOIS, Lucile et LABBÉ, Sabrina, 2015. Recherche-action et coopération : entre idéal et réalité. In : [en ligne]. 2015. [Consulté le 19 septembre 2018]. Disponible à l'adresse : <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01216134/document>.

COUTANT, Alexandre, 2004. Sémiotique des publicités internationales. In : *8ème Congrès de l'Association Internationale de Sémiotique*. Lyon.

DACHEUX, Eric, 1998. *Associations et communication : critique de marketing*. Paris : CNRS éditions. CNRS communication. ISBN 978-2-271-05599-6.

DACHEUX, Éric, 1998. (Re)penser la communication humanitaire. In : *Communication*. 1998. Vol. 18, n° 2, p. 232.

DACHEUX, Eric, 2003. Pour une nouvelle appréhension théorique de l'espace public. In : *L'Europe qui se construit : réflexions sur l'espace public européen*. Saint-Etienne : Publications de l'Université de Saint-Etienne. p. 230-243.

DACHEUX, Éric, 2009. *Les sciences de l'information et de la communication*. Paris : CNRS Éditions. ISBN 978-2-271-06873-6.

DACHEUX, Eric, 2010. *Vivre ensemble aujourd'hui : le lien social dans les démocraties pluriculturelles*. Paris : Harmattan. Logiques sociales. ISBN 978-2-296-12477-6.

DACHEUX, Éric, 2015. L'incommunication, sel de la communication. In : *Hermès, La Revue* [en ligne]. 2015. Vol. 2, n° 71, p. 266–271. [Consulté le 26 octobre 2015]. Disponible à l'adresse : http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=HERM_071_0266.

DACHEUX, Éric, 2016a. Du consentement à la délibération : une critique communicationnelle du marketing politique. In : *Communiquer. Revue de communication sociale et publique* [en ligne]. 1 septembre 2016. n° 16, p. 85-110. [Consulté le 10 mai 2018]. DOI 10.4000/communiquer.1914. Disponible à l'adresse : <http://journals.openedition.org/communiquer/1914>.

DACHEUX, Éric, 2016b. Pour une approche délibérative de la communication politique. In : *Communiquer. Revue de communication sociale et publique* [en ligne]. 1 septembre 2016. n 16, p. 85-110. [Consulté le 5 septembre 2016]. Disponible à l'adresse : <https://communiquer.revues.org/1914>.

DACHEUX, Éric, 2016c. *Sans les citoyens, l'Europe n'est rien : pour une nouvelle communication publique au service de la démocratie*. Paris : L'Harmattan. Communication et civilisation. ISBN 978-2-343-08021-5.

- DACHEUX, Eric, 2019. Deux sources cosmopolites des réflexions sur l'incommunication : Vilem Flusser et René-Jean Ravault. In : *Les incommunications*. CNRS Editions. France. Hermès, La Revue. ISBN 978-2-271-12765-5.
- DACHEUX, Eric et DURACKA, Nicolas, 2017. Sur quels modèles théoriques une approche communicationnelle en sciences sociales peut-elle s'appuyer ? In : *ESSACHESS – Journal for Communication Studies* [en ligne]. 18 décembre 2017. Vol. 10, n°2(20), p. 207-222. [Consulté le 5 février 2018]. Disponible à l'adresse : <http://www.essachess.com/index.php/jcs/article/view/396>.
- DACHEUX, Eric et GOUJON, Daniel, 2011. *Principes d'économie solidaire*. Paris : Ellipses. ISBN 978-2-7298-6302-9.
- DAUVIN, Pascal, 2010. *La communication des ONG humanitaires*. Paris : Éditions Pepper : L'Harmattan. ISBN 978-2-296-25221-9.
- DAVID, Bruno, 2010. Vers un iconoclasme humanitaire ? In : *Humanitaire. Enjeux, pratiques, débats* [en ligne]. 1 juin 2010. n 25. [Consulté le 10 février 2016]. Disponible à l'adresse : <http://humanitaire.revues.org/sicd.clermont-universite.fr/770>.
- DAVID, Bruno-Georges, 2018. *ONG, compassion à tous les rayons ?* Versailles : VA éditions. ISBN 979-10-93240-82-4.
- DAYAN, Daniel, 1992. Les mystères de la réception. In : *Le Debat* [en ligne]. 1992. Vol. n° 71, n° 4, p. 141-157. [Consulté le 11 novembre 2019]. Disponible à l'adresse : <http://www.cairn.info/revue-le-debat-1992-4-page-141.htm?contenu=resume>.
- DE ROSA, Annamaria, 2003. Le « réseau d'associations ». In : *Méthodes d'étude des représentations sociales*. Ramonville Saint-Agne [France] : Erès. p. 81-117. ISBN 2-7492-0123-3.
- DE TOCQUEVILLE, Alexis, 1840. *De la démocratie en Amérique II* [en ligne]. [Consulté le 14 septembre 2016]. Les classiques des sciences sociales. Disponible à l'adresse : http://classiques.uqac.ca/classiques/De_tocqueville_alexis/democratie_2/democratie_t2_1.pdf.
- DEFRAIGNE TARDIEU, Geneviève, 2009. *L'Université populaire Quart-monde la construction du savoir émancipatoire* [en ligne]. Paris VIII. [Consulté le 30 septembre 2018]. Disponible à l'adresse : https://www.atd-quartmonde.fr/wp-content/uploads/2009/10/G_Tardeau_These_savoir_emancipatoire_partie1.pdf.
- DEVREPORTER NETWORK, 2015. *Vademecum pour une meilleure information sur la solidarité internationale et les pays du « sud »* [en ligne]. 2016 2015. Lyon : Devreporter Network. [Consulté le 19 juillet 2019]. Disponible à l'adresse : https://www.framevoicereport.org/media/1438/vademecum_dr_fr.pdf.
- DEVREPORTER NETWORK, 2016. *Vous avez dit solidarité internationale ? Petit guide de survie à l'usage des journalistes*. 2016. France : RESACOOOP.
- DEWEY, John, [1927] 2010. *Le public et ses problèmes*. Paris : Gallimard. ISBN 978-2-07-043587-6.
- DEWEY, John, [1934] 2014. *L'art comme expérience*. Paris : folioessais. ISBN 978-2-07-043588-3.

DEWEY, John, [1938] 1993. *Logique : la théorie de l'enquête*. Paris : Presses universitaires de France. ISBN 978-2-13-045176-1.

DEWEY, John, 1939. *La démocratie créatrice La tâche qui nous attend* [en ligne]. [Consulté le 15 octobre 2018]. Disponible à l'adresse : https://www.meirieu.com/PATRIMOINE/Dewey_democratie.pdf.

DIAGNE, Souleymane Bachir, 2016. Souleymane Bachir Diagne : « Des imaginaires nouveaux sont à l'œuvre ». In : *Le Point Afrique* [en ligne]. 2016. [Consulté le 18 avril 2017]. Disponible à l'adresse : http://afrique.lepoint.fr/culture/souleymane-bachir-diagne-des-imaginaires-nouveaux-sont-a-l-oeuvre-04-11-2016-2080858_2256.php.

DOLEZ, Charlotte, 2015. Le sens de l'actu. Une analyse des interprétations de l'information à partir d'entretiens de couple. In : *Les ancrages sociaux de la réception*. 2015. Vol. 4, p. 5-17.

DOUYÈRE, David, 2012. Vingt-cinq propositions concernant la "communication" et les modalités d'une recherche concernant des phénomènes communicationnels. In : *Epistémologie de la communication : bilan et perspectives : actes du workshop international Essachess-Technopolis, 2ème édition, Toulouse, 2011*. Iași : Institutul European. p. 55-74. ISBN 978-973-611-906-4.

DURAND, Pascal et LITS, Marc, 2005. *Psychologie sociale et communication* [en ligne]. CNRS Editions. CNRS Éditions. [Consulté le 8 septembre 2019]. Hermès, La Revue, 41. Disponible à l'adresse : <https://www.cnrseditions.fr/catalogue/revues/hermes-41-psychologie-sociale-et-communication/>.

DURKHEIM, Émile, 1893. *De la division du travail social*. Les classiques des sciences sociales. Chicoutimi : UQAC.

DUSSEL, Enrique, 2009. Pour un dialogue mondial entre traditions philosophiques. In : *Cahiers des Amériques latines* [en ligne]. 31 décembre 2009. n° 62, p. 111-127. [Consulté le 4 avril 2017]. DOI 10.4000/cal.1619. Disponible à l'adresse : <https://cal.revues.org/1619>.

EDUCASOL, 2015. Charte ECSI. In : [en ligne]. 2015. [Consulté le 5 février 2017]. Disponible à l'adresse : http://www.educasol.org/IMG/pdf/charte_educasol-bat-bdef.pdf.

ELIAS, Norbert, 2009. *Engagement et distanciation : contributions à la sociologie de la connaissance*. Paris : Fayard. ISBN 978-2-213-02261-1.

ESTÈVE, Laurent, 2002. *Montesquieu, Rousseau, Diderot : du genre humain au bois d'ébène : les silences du droit naturel*. Paris : Unesco. Mémoire des peuples. ISBN 978-92-3-203863-0.

FANON [1952], Frantz, 2015. *Peau noire, masques blancs*. Points. Essais. ISBN 978-2-7578-4168-6.

FAUCON, Michel, 1999. *Historique, notion et démarche de l'EADSI* [en ligne]. 1999. [Consulté le 21 septembre 2015]. Disponible à l'adresse : <http://www.educasol.org/Historique-notion-et-demarche-de-l,138>.

FLORIS, Bernard, 2001. Communication et gestion symbolique dans le marketing. In : *Les Enjeux de l'information et de la communication* [en ligne]. 2001. Vol. Volume 2001, n° 1, p. 49-61. [Consulté le 28 août 2019]. Disponible à l'adresse : <http://www.cairn.info/revue-les-enjeux-de-l-information-et-de-la-communication-2001-1-page-49.htm>.

FOESSEL, Michaël et LOURME, Louis, 2016. *Cosmopolitisme et démocratie*. Presses universitaires de France. ISBN 978-2-13-078549-1.

FONDATION JEAN RHODAIN (éd.), 2003. *Aux sources de la charité : Les spiritualités. Actes du XII^e colloque de la fondation Jean Rhodain, Lourdes, 23-26 octobre 2002*. Paris : Cerf. ISBN 978-2-204-07225-0.

FORUM SOCIAL MONDIAL, 2016. À propos du Forum social mondial | Forum social mondial 2016. In : [en ligne]. 2016. [Consulté le 17 février 2017]. Disponible à l'adresse : <https://fsm2016.org/sinformer/a-propos-du-forum-social-mondial/>.

FOUCAULT, Michel, 2008. *Surveiller et punir : naissance de la prison*. Paris : Gallimard. Collection TEL. ISBN 978-2-07-072968-5.

FOUGIER, Eddy, 2006. *Dictionnaire analytique de l'altermondialisme*. Paris : Ellipses. ISBN 978-2-7298-2817-2.

FOURQUET-COURBET, Marie-Pierre, 2004. Influence attendue et influence effective de la publicité sur l'internet. Des représentations sociales des producteurs aux modèles scientifiques. In : *Questions de communication* [en ligne]. 1 juillet 2004. n° 5, p. 31-53. [Consulté le 24 janvier 2019]. DOI 10.4000/questionsdecommunication.7095. Disponible à l'adresse : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7095>.

FOURQUET-COURBET, Marie-Pierre et COURBET, Didier, 2009. Analyse de la réception des messages médiatiques Récits rétrospectifs et verbalisations concomitantes, Abstract, Resumen. In : *Communication & langages* [en ligne]. 2009. n° 161, p. 117-135. [Consulté le 15 avril 2018]. DOI 10.4074/S033615000900310X. Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-communication-et-langages1-2009-3-page-117.htm>.

FRAISSE, Laurent, 2003. Économie solidaire et démocratisation de l'économie. In : *Hermès, La Revue* [en ligne]. 2003. Vol. n° 36, n° 2, p. 137-145. [Consulté le 10 novembre 2019]. Disponible à l'adresse : <http://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2003-2-page-137.htm>.

FRAME, Alexandre, 2013. *Communication et interculturalité. Cultures et interactions interpersonnelles*. Paris : Lavoisier. Hermès Science.

FRAME VOICE REPORT, 2018. Boîte à outils. In : [en ligne]. 2018. [Consulté le 17 juillet 2019]. Disponible à l'adresse : <https://www.framevoicereport.org/fr/>.

FRANCE GÉNÉROSITÉS, 2019. Baisse de la générosité en 2018. In : *France générosités* [en ligne]. 4 avril 2019. [Consulté le 29 août 2019]. Disponible à l'adresse : http://www.francegenerosites.org/baisse_de_la_generosite_en2018/.

FRASER, Nancy, 2001. Repenser la sphère publique : une contribution à la critique de la démocratie telle qu'elle existe réellement. In : VALENTA, Muriel (trad.), *Hermès, La Revue*. 1990 2001. N°3, p. 125-156.

FREIRE, Paulo, 1974. *Pédagogie des opprimés suivi de : conscientisation et révolution*. Paris : Francois Maspero. ISBN 978-2-7071-0913-2.

- FREYSS, Jean, 2004. La solidarité internationale, une profession ? In : *Revue Tiers Monde* [en ligne]. 2004. n° 180, p. 735-772. [Consulté le 14 juillet 2016]. Disponible à l'adresse : http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=RTM_180_0735.
- GALEANO, Eduardo, 1996. Vers une société de l'incommunication. In : *Le Monde diplomatique* [en ligne]. 1 janvier 1996. Disponible à l'adresse : http://nouveau.europresse.com.sicd.clermont-universite.fr/Link/FERRANDU_1/news·19960101·MD·2237.
- GARDIN, Laurent, 2006. *Les initiatives solidaires : la réciprocité face au marché et à l'État*. Ramonville Saint-Agne : Erès. Collection « Sociétés en changement ». ISBN 978-2-7492-0670-7.
- GARLOT, Florine, 2016. Interroger les représentations sociales pour construire un monde pluriel. In : *iddlab.org* [en ligne]. 2016. [Consulté le 2 mai 2017]. Disponible à l'adresse : <http://www.iddlab.org/>.
- GIORGI, Dominique, 2018. *La solidarité en quête de sens*. Rennes : Presses de l'EHESP. ISBN 978-2-8109-0650-5.
- GLISSANT, Édouard, 1997. *Traité du tout-monde*. Paris : Gallimard. ISBN 978-2-07-075038-2.
- GODBOUT, Jacques T, 2007. La sphère du don entre étrangers : le bénévolat et l'entraide. In : *Traité des problèmes sociaux*. Les classiques des sciences sociales. Chicoutimi : s.n. p. 1-21.
- GOTOVITCH, José et MORELLI, Anne, 2003. *Les solidarités internationales : histoire et perspectives*. Bruxelles : Labor. La noria. ISBN 978-2-8040-1776-7.
- GRAUGNARD, Gilbert et OLIVEIRA, Ana-Maria, 2009. *Eduquer au développement et à la solidarité internationale. Comment auto-évaluer ses actions ?* 2009. France : Educasol - F3E.
- GROSGOUEL, Ramón, 2006. Les implications des altérités épistémiques dans la redefinition du capitalisme global : Transmodernité, pensée frontalière et colonialité globale. In : *Multitudes* [en ligne]. 2006. Vol. 26, n° 3, p. 51. [Consulté le 25 septembre 2016]. Disponible à l'adresse : <http://www.cairn.info/revue-multitudes-2006-3-page-51.htm>.
- GROSGOUEL, Ramón, 2010. Vers une décolonisation des uni-versalismes occidentaux : le « pluri-versalisme décoloniale » d'Aimé Césaire aux zapatistes. In : BANCEL, Nicolas, BERNAULT, Florence, BLANCHARD, Pascal, MBEMBE, Achille et VERGÈS, Françoise, *Ruptures postcoloniales : les nouveaux visages de la société française*. Paris : Découverte. Cahiers libres. p. 119-137. ISBN 978-2-7071-5689-1.
- GUAAYBESS, Tourya, 2015. *Cadrages journalistiques des « révolutions arabes » dans le monde*. Paris : L'Harmattan. Communication et civilisation. ISBN 978-2-343-07273-9.
- HABERMAS, Jürgen, 1997. *Droit et démocratie : entre faits et normes*. Paris : Gallimard. ISBN 2-07-073352-1.
- HABERMAS, Jürgen, 2006. Political Communication in Media Society: Does Democracy Still Enjoy an Epistemic Dimension? The Impact of Normative Theory on Empirical Research. In : *Communication Theory* [en ligne]. novembre 2006. Vol. 16, n° 4, p. 411-426. [Consulté le 19 août 2019]. DOI 10.1111/j.1468-2885.2006.00280.x. Disponible à l'adresse : <https://academic.oup.com/ct/article/16/4/411-426/4098648>.

- HALL, Stuart, 1994. Codage/décodage. In : ALBARET, Michèle et GAMBERINI, Marie-Christine (trad.), *Réseaux* [en ligne]. 1994. Vol. 12, n° 68, p. 27-39. [Consulté le 23 octobre 2015]. DOI 10.3406/reso.1994.2618. Disponible à l'adresse : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/reso_0751-7971_1994_num_12_68_2618.
- HEINICH, Nathalie, 2002. Pour une neutralité engagée. In : *Questions de communication* [en ligne]. 1 décembre 2002. n° 2, p. 117-127. [Consulté le 2 octobre 2018]. DOI 10.4000/questionsdecommunication.7084. Disponible à l'adresse : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7084>.
- HEINICH, Nathalie, 2004. Pour en finir avec l'engagement des intellectuels. In : *Questions de communication* [en ligne]. 2004. n° 5, p. 149-160. [Consulté le 20 août 2018]. Disponible à l'adresse : <http://www.cairn.info/revue-questions-de-communication-2004-1-p-149.htm>.
- HÉNAFF, Marcel, 2012. *Le don des philosophes : repenser la réciprocité*. Paris : Éditions du Seuil. L'ordre philosophique. ISBN 978-2-02-102883-6.
- HÉROUARD, Florent, 2007. 8. Habiter et espace vécu : une approche transversale pour une géographie de l'habiter. In : *Habiter, le propre de l'humain* [en ligne]. La Découverte. p. 159-170. [Consulté le 18 août 2019]. ISBN 978-2-7071-5320-3. Disponible à l'adresse : <http://www.cairn.info/habiter-le-propre-de-l-humain--9782707153203-page-159.htm>.
- HOURS, Bernard, 2016. *Refonder l'action humanitaire : Pourquoi, comment ?* [en ligne]. IRIS. [Consulté le 5 septembre 2019]. Observatoire des questions humanitaires. Disponible à l'adresse : <https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2016/11/Observatoire-humanitaire-Bernard-Hours-novembre-2016.pdf>.
- HUGON, Philippe, 2016. Du bilan mitigé des Objectifs du Millénaire pour le développement aux difficultés de mise en œuvre des Objectifs de développement durable. In : *Mondes en développement* [en ligne]. 15 juillet 2016. Vol. n° 174, n° 2, p. 15-32. [Consulté le 18 juillet 2019]. Disponible à l'adresse : <http://www.cairn.info/revue-mondes-en-developpement-2016-2-page-15.htm>.
- HURTADO-LOPEZ, Fátima, 2013. *Dialogues philosophiques Europe-Amérique latine : vers un universalisme ouvert à la diversité* [en ligne]. Paris : Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne, Universidad de Granada. [Consulté le 25 février 2017]. Disponible à l'adresse : <https://ecm.univ-paris1.fr/nuxeo/site/esupversions/c6df8059-8c42-43e7-9c02-a4a05f47e069>.
- IMBERECHT, Cécile, 2014. Une sixième génération de l'éducation au développement. In : *Revue Antipodes* [en ligne]. novembre 2014. Vol. Education au développement ailleurs et ici, n° Outils pédagogiques n° 15. [Consulté le 26 février 2019]. Disponible à l'adresse : <http://www.iteco.be/revue-antipodes/education-au-developpement-ailleurs-et-ici/article/une-sixieme-generation-de-l>.
- JACQUEMOT, Pierre, 2015. *Que faut-il attendre des Objectifs du développement durable ?* [en ligne]. 29 septembre 2015. Paris : IRIS. [Consulté le 9 février 2017]. Disponible à l'adresse : <http://www.iris-france.org/63492-que-faut-il-attendre-des-objectifs-du-developpement-durable/>.
- JACQUET, Vincent et REUCHAMPS, Min, 2016. Les « méthodologues » de la démocratie délibérative. Entre activisme citoyen et recherche scientifique au sein du G1000 et du G100. In : *Participations* [en ligne]. 2016. n° 16, p. 45-65. [Consulté le 28 septembre 2018].

DOI 10.3917/parti.016.0045. Disponible à l'adresse : <http://www.cairn.info/revue-participations-2016-3-page-45.htm>.

JEAN-PAUL MARÉCHAL, 2008. Développement durable. In : *Dictionnaire de l'autre économie*. Paris : Gallimard. p. 153-163. ISBN 978-2-07-031916-9.

JODELET, Denise, 1993. *Les représentations sociales*. Paris : Presses universitaires de France. ISBN 2-13-045615-4.

JODELET, Denise, 2014. Représentation sociale : phénomène, concept et théorie. In : *Psychologie sociale*. Paris : Presses universitaires de France. p. 364-384. ISBN 978-2-13-063344-0.

JULLIARD, Virginie, 2019. Fraser (Nancy). In : *Publicationnaire* [en ligne]. 2019. [Consulté le 19 août 2019]. Disponible à l'adresse : <http://publicationnaire.humanum.fr/notice/fraser-nancy/>.

KANT [1784], Immanuel, 2001. *Idée d'une histoire universelle ; [Réponse à la question] : "qu'est-ce que les Lumières ?* Paris : Nathan. Les intégrales de philo, 30. ISBN 978-2-09-182520-5.

KAUFMANN, Jean-Claude, 2016. *L'entretien compréhensif*. Armand Colin. ISBN 978-2-200-61397-6.

KODJO-GRANDVAUX, Séverine, 2013. *Philosophies africaines*. Paris : Présence Africaine Éd. Collection « La philosophie en toutes lettres ». ISBN 978-2-7087-0843-3.

KONTTINEN, Paula Njeri et VIHRIÄLÄ, Anni, 2014. *Enhancing Southern Voices in Global Education*. décembre 2014. KEPA.

KRAUSE, Johannes, 2010. *European Development Education Monitoring Report "DE Watch"* [en ligne]. 2010. European Multi-Stakeholder Steering Group on Development Education. [Consulté le 25 février 2019]. Disponible à l'adresse : https://gene.eu/wp-content/uploads/Gene_OtherPublications-DEWatchReport.pdf.

LAFRANCE, Jean-Paul, RICO DE SOTELO, Carmen et LAULAN, Anne-Marie, 2006. *Place et rôle de la communication dans le développement international*. Québec : Presses de l'Université du Québec. Collection Communication. ISBN 978-2-7605-1454-6.

LAGASNERIE, Geoffroy de, 2011. La sociologie publique, une ruse de la raison académique. Contre Michael Burawoy. In : *Club de Mediapart* [en ligne]. 2011. [Consulté le 8 juin 2017]. Disponible à l'adresse : <https://blogs.mediapart.fr/geoffroy-de-lagasnerie/blog/011211/la-sociologie-publique-une-ruse-de-la-raison-academique-contre-michael-burawoy>.

LAPLANTINE, François, 2005. *Le social et le sensible : introduction à une anthropologie modale*. Paris : Téraèdre. L'anthropologie au coin de la rue. ISBN 978-2-912868-30-5.

LATOUCHE, Serge, 2001. En finir, une fois pour toutes, avec le développement. In : *Le Monde diplomatique* [en ligne]. 1 mai 2001. [Consulté le 12 novembre 2019]. Disponible à l'adresse : <https://www.monde-diplomatique.fr/2001/05/LATOUCHE/1754>.

LATOUCHE, Serge, 2005. *Décoloniser l'imaginaire la pensée créative contre l'économie de l'absurde*. Lyon : Parangon. ISBN 978-2-84190-208-8.

- LAUFER, Romain et PARADEISE, Catherine, 1982. *Le prince bureaucrate : Machiavel au pays du marketing*. Paris : Flammarion. ISBN 2-08-064401-7. JF2112.P8 L38 1982
- LAULAN, Anne-Marie, 2013. Communication et diversité culturelle. In : *Revue française des sciences de l'information et de la communication* [en ligne]. 1 janvier 2013. n° 2. [Consulté le 6 août 2017]. DOI 10.4000/rfsic.277. Disponible à l'adresse : <https://rfsic.revues.org/277>.
- LAVAL, Mathilde et LEYLE, David, 2015. *Panorama des actions d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale menées en France par les porteurs de micro-projets* [en ligne]. 2015. France : Agence des micro-projets. Disponible à l'adresse : <https://mediatheque.agencemicroprojets.org/wp-content/uploads/EtudeECSE-RapportDefinitif-aout2015.pdf>.
- LAVILLE, Jean-Louis, 2010. *Politique de l'association*. Paris : Seuil. Economie humaine. ISBN 978-2-02-084829-9.
- LAVILLE, Jean-Louis, 2011. Grand résumé de Politique de l'association, Paris, Éditions du Seuil, 2010. Suivi d'une discussion par Daniel Cefaï et Matthieu de Nanteuil. In : *SociologieS* [en ligne]. 2011. [Consulté le 13 septembre 2015]. Disponible à l'adresse : <https://sociologies.revues.org/3588>.
- LAVILLE, Jean-Louis et CATTANI, Antonio David, 2005. *Dictionnaire de l'autre économie*. Paris : Desclée de Brouwer. ISBN 978-2-220-05534-3.
- LAVILLE, Jean-Louis et CATTANI, Antonio David, 2008. *Dictionnaire de l'autre économie*. Paris : Gallimard. ISBN 978-2-07-031916-9.
- LAVILLE, Jean-Louis et SALMON, Anne, 2015. *Associations et action publique*. Paris : Desclée de Brouwer. ISBN 978-2-220-06605-9.
- LAVILLE, Jean-Louis et YVERGNIAUX, Alain, 2009. Balises pour un projet de gauche. Solidarité démocratique, développement durable, économie plurielle | Institut Polanyi | France. In : *Institut Polanyi* [en ligne]. 2009. [Consulté le 20 mars 2017]. Disponible à l'adresse : <http://institutpolanyi.fr/balises-pour-un-projet-de-gauche-solidarite-democratique-developpement-durable-economie-plurielle/>.
- LE GRAND, Jean-Louis, 2006. *Implexité : implications et complexité* [en ligne]. 2006. [Consulté le 31 juillet 2018]. Disponible à l'adresse : http://www.barbier-rd.nom.fr/journal/article.php?id_article=656.
- LE MAREC, Joëlle, BABOU, Igor et CHANTRAINE, Olivier, 2015. Le marketing jusqu'à la nausée. In : *Club de Mediapart* [en ligne]. 2015. [Consulté le 30 août 2017]. Disponible à l'adresse : <https://blogs.mediapart.fr/olchantraine/blog/221215/le-marketing-jusqua-la-nausee>.
- LEENER, Philippe De, 2013. Le partenariat contre l'altérité ? Comment, sous couvert de partenariat, le déni de ce qui rend autre l'autre se renouvelle dans les impensés de la solidarité internationale. In : *Mondes en développement* [en ligne]. 15 avril 2013. n° 161, p. 79-92. [Consulté le 24 mars 2016]. Disponible à l'adresse : http://www.cairn.info/sicd.clermont-universite.fr/resume.php?ID_ARTICLE=MED_161_0079.
- LEFORT, Claude, 1986. *Essais sur le politique : XIXe-XXe siècles*. Paris : Seuil. Collection Esprit. ISBN 978-2-02-009174-9.

- LÉGAL, Jean-Baptiste et DELOUVÉE, Sylvain, 2008. *Stéréotypes, préjugés et discrimination*. Paris : Dunod. Les Topos. ISBN 978-2-10-051730-5.
- LEHMANS, Anne, 2018. Repenser le stéréotype. In : *30 ans d'indisciplines : 1988-2018*. Paris : CNRS éditions. Hermès, 80. p. 216-219. ISBN 978-2-271-11880-6.
- LEHMANS, Anne et LIQUÈTE, Vincent, 2019. Introduction. In : *Hermès, La Revue* [en ligne]. 2019. n° 83, p. 9-11. [Consulté le 8 septembre 2019]. Disponible à l'adresse : <https://www.cnrseditions.fr/catalogue/revues/hermes-83-les-stereotypes-encore-et-toujours/>.
- LEPASTIER, Samuel, 2013. *L'incommunication*. Paris : CNRS éditions. ISBN 978-2-271-07913-8.
- LETONTURIER, Éric, VALADE, Bernard et WOLTON, Dominique, 2015. *Le XXe siècle saisi par la communication. Vol. 2, Vol. 2.* Paris : CNRS éd. Hermès, La Revue. ISBN 978-2-271-08605-1.
- LIQUÈTE, Vincent et LEHMANS, Anne, 2019. *Les stéréotypes, encore et toujours* [en ligne]. CNRS Editions. CNRS Éditions. [Consulté le 15 juin 2019]. Hermès, La Revue, 83. ISBN 978-2-271-12641-2. Disponible à l'adresse : <http://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2019-1.htm>.
- LITS, Marc, 2014. L'espace public : concept fondateur de la communication. In : *Hermès, La Revue* [en ligne]. 15 décembre 2014. Vol. n° 70, n° 3, p. 77-81. [Consulté le 25 août 2019]. Disponible à l'adresse : <http://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2014-3-page-77.htm>.
- LIU, Michel, 2012. La recherche-action et la constitution d'acteurs réseaux. In : *La Recherche-action et les transformations sociales*. Paris : L'Harmattan. p. 159-181. ISBN 978-2-296-00745-1.
- LOURAU, René, 2015. *Actes manqués de la recherche*. FeniXX. ISBN 978-2-13-067133-6.
- MAGDELAINE-ANDRIANJAFITRIMO, Valérie et IDELSON, Bernard, 2017. Communauté interprétative. In : *Publictionnaire. Dictionnaire encyclopédique et critique des publics*. [en ligne]. 2017. [Consulté le 25 mars 2018]. Disponible à l'adresse : <http://publictionnaire.humanum.fr/notice/communaute-interpretative/>.
- MAIGRET, Éric, 2007. *Sociologie de la communication et des médias*. Paris : A. Colin. ISBN 978-2-200-34669-0.
- MASSIAH, Gustave, 2010. *Une stratégie altermondialiste*. Paris : Découverte. ISBN 978-2-7071-6541-1.
- MASSIAH, Gustave, 2013. Education populaire et solidarité internationale - GRAINE Poitou-Charentes. In : *Réseau d'éducation à l'environnement en Poitou-Charentes* [en ligne]. 2013. [Consulté le 14 août 2018]. Disponible à l'adresse : <http://www.grainepec.org/Education-populaire-et-solidarite>.
- MATHIEU, Lilian, 2015. Sociologie des engagements ou sociologie engagée ? In : *SociologieS* [en ligne]. 2 novembre 2015. [Consulté le 2 décembre 2015]. Disponible à l'adresse : <http://sociologies.revues.org.sicd.clermont-universite.fr/5150>.
- MATTELART, Tristan, 2013. Les théories de la mondialisation culturelle : des théories de la diversité, Globalisation Theories as Theories of Cultural Diversity. In : *Hermès, La Revue* [en ligne]. 11 novembre 2013. n° 51, p. 17-22. [Consulté le 2 août 2017]. Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2008-2-page-17.htm>.

- MAUREL, Christian, 2010. *Education populaire et puissance d'agir : Les processus culturels de l'émancipation*. Editions L'Harmattan. ISBN 978-2-296-25484-8.
- MAUSS, Marcel, 2002. *Essai sur le don : forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*. Chicoutimi : Les classiques des sciences sociales.
- MBEMBE, Achille et SARR, Felwine, 2017. *Ecrire l'Afrique-monde*. Dakar, Sénégal : Philippe Rey - Jimsaan. Les ateliers de la pensée. ISBN 978-2-84876-601-0.
- MCCARTHY, Edmund Jerome, 1960. *Basic Marketing : A Managerial Approach*. R.D. Irwin.
- MÉADEL, Cécile, 2009. *La réception*. Paris : CNRS. Les essentiels d'Hermès. ISBN 978-2-271-06851-4.
- MERCIER, Arnaud (éd.), 2017. *La communication politique*. Édition revue et augmentée. Paris : CNRS Editions. Les essentiels d'Hermès. ISBN 978-2-271-11505-8.
- MESNARD, Philippe, 2002. *La victime écran : la représentation humanitaire en question*. Paris : Textuel. ISBN 978-2-84597-045-8.
- MESNIER, Pierre-Marie et MISSOTTE, Philippe, 2003. *La recherche-action : une autre manière de chercher, se former, transformer*. Ed. L'Harmattan. ISBN 978-2-7475-4603-4.
- METZGER, Jean-Paul, 2004. *Le partage des savoirs : logiques, contraintes et crises*. Paris : L'harmattan. ISBN 978-2-7475-6256-0.
- MINARY, Jean-Pierre, 2012. L'intervention psychosociologique et la recherche-action dans le travail social : science, subjectivité et transformation sociale. In : *La recherche-action et les transformations sociales*. Paris : L'harmattan. ISBN 978-2-296-00745-1.
- MOINET, Nicolas, 2012. Arrogance and the interplay of un-communication and strategic deception. In : [en ligne]. 2012. Disponible à l'adresse : <http://hdl.handle.net/2042/48420>.
- MONTMOLLIN, Germaine de, 2014. Le changement d'attitude. In : *Psychologie sociale*. Paris : Presses universitaires de France. p. 89-136. ISBN 978-2-13-063344-0.
- MORILLON, Laurent, 2008. De l'idylle au détournement, quels apports des CIFRE en Sciences de l'Information et de la Communication. In : *Congrès de la SFSIC* [en ligne]. Paris : s.n. 2008. [Consulté le 10 septembre 2018]. Disponible à l'adresse : http://sfsic.org/congres_2008/spip.php?article42.
- MORIN, Edgar, 1986. *La connaissance de la connaissance*. Paris : Seuil. La Méthode, 3. ISBN 2-02-009257-3.
- MORIN, Edgar, 2004. *Ethique*. Paris : Seuil. La méthode, 6. ISBN 2-02-078638-9.
- MORIN, Edgar, 2005. *Introduction à la pensée complexe*. [Paris] : Seuil. ISBN 978-2-02-066837-8.
- MORIN, Edgar, 2018. Communication et complexité. In : *Hermès, La Revue*. 2018. n° 80, p. 130-133.
- MORIN, Edgar et KERN, Anne-Brigitte, 2010. *Terre-Patrie*. Paris : Éd. du Seuil. ISBN 978-2-7578-1874-9.

- MORVAN, Alexia, 2011. *Pour une éducation populaire politique. A partir d'une recherche-action en Bretagne* [en ligne]. [Consulté le 19 avril 2016]. Disponible à l'adresse : <http://la-trouvaille.org/wp-content/uploads/2015/10/These-education-populaire-politique-Alexia-Morvan.pdf>.
- MOSCOVICI, Serge, 1993. Des représentations collectives aux représentations sociales. In : *Les représentations sociales*. Paris : Presses universitaires de France. p. 80-101. ISBN 2-13-045615-4.
- MOSCOVICI, Serge, 2005. Le regard psychosocial. In : *Hermès* [en ligne]. 2005. Vol. 41, p. 17-24. [Consulté le 6 décembre 2015]. Disponible à l'adresse : <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00493571/>.
- MOSCOVICI, Serge, 2014. *Psychologie sociale*. Paris : Presses universitaires de France. ISBN 978-2-13-063344-0.
- MOURRE, Michel, 1996. *Dictionnaire encyclopédique d'histoire*. Bordas.
- MOUSLI, Marc, 2005. Éloge du conflit. Mary Parker Follett et le conflit constructif. In : *Négociations* [en ligne]. 2005. Vol. no 4, n° 2, p. 21-33. [Consulté le 29 juillet 2019]. Disponible à l'adresse : <http://www.cairn.info/revue-negociations-2005-2-page-21.htm>.
- MUCCHIELLI, Alex, 2000. *La nouvelle communication : épistémologie des sciences de l'information-communication*. Paris : A. Colin. ISBN 2-200-01696-4.
- MUCCHIELLI, Alex, 2004. *Dictionnaire des méthodes qualitatives : en sciences humaines et sociales*. Paris : Colin. ISBN 978-2-200-26829-9.
- NESTOR, Jean, 2016. *Un don doit-il être gratuit ? : solidarité et philanthropie*. Rennes : Presses universitaires de Rennes. ISBN 978-2-7535-4350-8.
- NGUYÊN-DUY, Véronique et LUCKERHOFF, Jason, 2007. Constructivisme/positivisme : où en sommes-nous avec cette opposition ? In : *Recherches Qualitatives* [en ligne]. 2007. n° 5, p. 4-17. [Consulté le 26 janvier 2019]. Disponible à l'adresse : <https://docplayer.fr/244077-Constructivisme-positivisme-ou-en-sommes-nous-avec-cette-opposition.html>.
- NUSSBAUM, Martha, 2012. Patriotisme et cosmopolitisme. In : *Cahiers philosophiques* [en ligne]. 15 novembre 2012. n° 128, p. 99-110. [Consulté le 4 août 2017]. Disponible à l'adresse : <http://www.cairn.info/revue-cahiers-philosophiques-2012-1-page-99.html>.
- OLIVESI, Stéphane, 2015. *Les ancrages sociaux de la réception*. Grenoble : PUG. Politiques de communication, la Revue, 4.
- OLIVIER DE SARDAN, Jean-Pierre, 2000. Le « je » méthodologique. Implication et explicitation dans l'enquête de terrain. In : *Revue française de sociologie* [en ligne]. 2000. Vol. 41, n° 3, p. 417-445. [Consulté le 23 septembre 2018]. DOI 10.2307/3322540. Disponible à l'adresse : http://www.persee.fr/doc/rfsoc_0035-2969_2000_num_41_3_5289.
- OLLIVIER, Bruno, 2007. *Les sciences de la communication : théories et acquis*. Paris : Armand Colin. ISBN 978-2-200-34628-7.
- OLLIVIER, Bruno, 2009. *Les identités collectives à l'heure de la mondialisation*. Paris : CNRS Éd. Les essentiels d'Hermès. ISBN 978-2-271-06790-6.

- ORFALI, Birgitta, 2005. Communication et psychologie sociale : un système de « poupées russes ». In : [en ligne]. 2005. n° 41, p. 9-14. [Consulté le 6 décembre 2015]. Disponible à l'adresse : http://documents.irevues.inist.fr/bitstream/handle/2042/8945/HERMES_2005_41_9.pdf?sequence=1&isAllowed=y.
- ORFALI, Birgitta, 2015. Serge Moscovici (1925-2014). In : *Hermes, La Revue* [en ligne]. 4 juin 2015. Vol. n° 71, n° 1, p. 305-307. [Consulté le 8 septembre 2019]. Disponible à l'adresse : <http://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2015-1-page-305.htm>.
- PAILLÉ, Pierre, 2004. Recherche-action. In : *Dictionnaire des méthodes qualitatives : en sciences humaines et sociales*. 2. Paris : Colin. p. 223-225. ISBN 978-2-200-26829-9.
- PANIKKAR, Raimon, 2014. *Pluriversum : pour une démocratie des cultures*. Paris : Cerf. ISBN 978-2-204-09910-3.
- PAQUOT, Thierry, 2007. *Habiter, le propre de l'humain : villes, territoires et philosophie*. Paris : La Découverte. Armillaire. ISBN 978-2-7071-5320-3.
- PARTANT, François, 1982. *La fin du développement - Naissance d'une alternative ?*. Paris : La Découverte/Maspero.
- PECH, Thierry et PADIS, Marc-Olivier, 2004. *Les multinationales du coeur : les ONG, la politique et le marché*. [Paris] : Seuil. ISBN 2-02-063256-X.
- PEINADO, Manuela Mesa, 2011. Reflexiones sobre el modelo de las Cinco Generaciones de Educación para el Desarrollo.
- PELTIER, Philippe, 1995. B. Juillerat, La révocation des Tambaran. Les Banaro et Richard Thurnwald revisités. In : *Homme* [en ligne]. 1995. Vol. 35, n° 133, p. 158-161. [Consulté le 29 avril 2019]. Disponible à l'adresse : https://www.persee.fr/doc/hom_0439-4216_1995_num_35_133_369893.
- PERROUX, François, 1966. Les blocages de la croissance et du développement. La croissance, le développement, les progrès, le progrès (définitions). In : *Tiers-Monde* [en ligne]. 1966. Vol. 7, n° 26, p. 239-250. [Consulté le 15 mai 2017]. DOI 10.3406/tiers.1966.2200. Disponible à l'adresse : http://www.persee.fr/doc/tiers_0040-7356_1966_num_7_26_2200.
- PIERMAT*TEO, Anthony et GUIMELLI, Christian, 2012. Expression de la zone muette des représentations sociales en situation d'entretien et structure discursive : une étude exploratoire. In : *Les Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale* [en ligne]. 1 juin 2012. Vol. Numéro 94, n° 2, p. 223-247. [Consulté le 12 août 2015]. Disponible à l'adresse : http://www.cairn.info/sicd.clermont-universite.fr/resume.php?ID_ARTICLE=CIPS_094_0223.
- PLIHON, Dominique, 2008. L'altermondialisme, version moderne de l'anticapitalisme ? In : *Actuel Marx* [en ligne]. 2008. Vol. 44, n° 2, p. 31. [Consulté le 6 février 2017]. DOI 10.3917/amx.044.0031. Disponible à l'adresse : <http://www.cairn.info/revue-actuel-marx-2008-2-page-31.htm>.
- POLANYI, Karl, 2017. *La grande transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps*. Gallimard. ISBN 978-2-07-012474-9.

PORTA, Donatella Della, 2008. L'altermondialisme et la recherche sur les mouvements sociaux. Quelques réflexions. In : RENI, Ciro et GÜNCE DEMIRHISAR, Deniz (trad.), *Cultures & Conflits*. 20 juillet 2008. n°70, p. 13-31. DOI 10.4000/conflits.12293.

PROUDHON, Pierre-Joseph, 1953. Mutuellisme et fédéralisme. In : *Mutuellisme et fédéralisme, textes présentés choisis et commentés par Joseph Lajugie* [en ligne]. Librairie Dalloz. Paris : s.n. Collection des grands économistes. [Consulté le 26 avril 2019]. Disponible à l'adresse : http://monde-nouveau.net/IMG/pdf/Proudhon_-_Mutuellisme_federalisme.pdf.

QUÉRÉ, Louis, 1991. D'un modèle épistémologique de la communication à un modèle praxéologique. In : *Réseaux* [en ligne]. 1991. Vol. 9, n° 46, p. 69-90. [Consulté le 19 octobre 2017]. DOI 10.3406/reso.1991.1832. Disponible à l'adresse : http://www.persee.fr/sicd.clermont-universite.fr/doc/reso_0751-7971_1991_num_9_46_1832.

QUIJANO, Aníbal, 1994. Colonialité du pouvoir et démocratie en Amérique latine. In : *Multitudes* [en ligne]. 1994. [Consulté le 24 février 2017]. Disponible à l'adresse : <http://www.multitudes.net/Colonialite-du-pouvoir-et/>.

RANCIÈRE, Jacques, 2000. *Le partage du sensible : esthétique et politique*. Paris : Fabrique : Diffusion Les Belles Lettres. ISBN 978-2-913372-05-4. BH301.P64 R35 2000

RASOLOFO-DISTLER, Fana et ZAWADZKI, Cindy, 2011. Proposition d'un cadre conceptuel pour les CIFRE : illustration par deux thèses soutenues en contrôle de gestion. In : *HAL archives ouvertes* [en ligne]. mai 2011. Disponible à l'adresse : <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00645990>.

RASSE, Paul, 2013. *La diversité culturelle*. Paris : CNRS éditions. Collection « Les essentiels d'Hermès ». ISBN 978-2-271-07621-2.

RATEAU, Patrick, ERNST-VINTILA, Andreea et DELOUVÉE, Sylvain, 2012. Michel-Louis Rouquette et le modèle de l'architecture de la pensée sociale/Michel-Louis Rouquette and the social thinking architecture model. In : *Psicologia e Saber Social* [en ligne]. 1 juin 2012. Vol. 1, n° 1, p. 53-65. [Consulté le 12 avril 2016]. DOI 10.12957/psi.saber.soc.2012.3245. Disponible à l'adresse : <http://www.e-publicacoes.uerj.br/index.php/psi-sabersocial/article/view/3245>.

RATEAU, Patrick et MONACO, Grégory Lo, 2013. La théorie des représentations sociales : orientations conceptuelles, champs d'applications et méthodes (The Theory of Social Representations: Conceptual approaches, fields of application and methods). In : *CES Psicología* [en ligne]. 14 juin 2013. Vol. 6, n° 1, p. 1-21. [Consulté le 12 avril 2016]. Disponible à l'adresse : <http://revistas.ces.edu.co/index.php/psicologia/article/view/2561>.

RAVAULT, René-Jean, 1984. *Le modèle victimisant et la théorie du récepteur actif dans l'étude des communications internationales et de leurs conséquences* [en ligne]. [Consulté le 15 septembre 2019]. Disponible à l'adresse : <https://www.torontopubliclibrary.ca/detail.jsp?Entt=RDM1698220&R=1698220>.

RAVAULT, René-Jean, 2006. Préface. In : *Solidarités renouvelées : faut-il tuer le messager ?* Québec : Presses de l'Université du Québec. p. IX-XV. ISBN 978-2-7605-1409-6.

RAVAULT, René-Jean, 2016. Une conception cosmopolitique de la communication pour transformer la globalisation en « Terre patrie » ! In : *Cahiers du GERACII*. 2016. Vol. 1, n° 1, p. 16.

- REFRAMING THE MESSAGE, 2015. *Reframing the message, course material and toolbox*. 2015. Danemark : CISU.
- RENAUD, Patrick, MONDADA, Lorenza et BERGER, Guy, 2003. Interaction et complémentarité de la recherche-action et de la recherche académique. In : *La recherche-action : une autre manière de chercher, se former, transformer*. Paris : L'Harmattan. p. 315-321. ISBN 978-2-7475-4603-4.
- RICARD LANATA, Xavier, 2018. Pluraliser les mondes et perdre le monde ? In : *Terrestres* [en ligne]. 15 novembre 2018. [Consulté le 22 août 2019]. Disponible à l'adresse : <https://www.terrestres.org/2018/11/15/pluraliser-les-mondes-et-perdre-le-monde/>.
- RICCEUR, Paul, 1990. *Soi-même comme un autre*. Paris : Seuil. L'Ordre philosophique. ISBN 978-2-02-011458-5. MLCS 99/00659 (B)
- RIST, Gilbert, 2001. *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*. 2. éd., mise à jour et augmentée d'une postface. Paris : Presses de Sciences Po. Collection Références inédites. ISBN 978-2-7246-0864-9.
- ROBERT, Jean-Louis, 2014. « Le Manifeste des soixante », ou l'affirmation de la classe ouvrière. In : *L'Humanité* [en ligne]. 2014. [Consulté le 28 avril 2019]. Disponible à l'adresse : <https://www.humanite.fr/tribunes/le-manifeste-des-soixante-ou-l-affirmation-de-la-c-559084>.
- ROBERT, Pascal, 2005. De la communication à l'incommunication ? In : *Communication et langages* [en ligne]. 2005. Vol. 146, n° 1, p. 3-18. [Consulté le 18 octobre 2017]. Disponible à l'adresse : http://www.persee.fr/sicd.clermont-universite.fr/doc/colan_0336-1500_2005_num_146_1_3372.
- ROBERT, Pascal, 2017. *De l'incommunication au miroir de la bande dessinée*. Clermont-Ferrand : Presses Universitaires Blaise Pascal. ISBN 978-2-84516-748-3.
- RODRIGUEZ, Sandra, 2006. *Solidarités renouvelées : faut-il tuer le messager ?* Québec : Presses de l'Université du Québec. ISBN 978-2-7605-1409-6.
- ROSA, Hartmut, 2014. *Accélération : une critique sociale du temps*. Paris : La Découverte. ISBN 978-2-7071-7709-4.
- ROUET, Gilles, 2014. Le management et la communication : de l'instrumentalisation à l'intégration. In : *Hermès, La Revue* [en ligne]. 15 décembre 2014. Vol. n° 70, n° 3, p. 111-114. [Consulté le 11 novembre 2019]. Disponible à l'adresse : <http://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2014-3-page-111.htm>.
- ROUQUETTE, Sébastien, 2009. *L'analyse des sites internet : une radiographie du cybersp@ce*. Bruxelles : [Paris] : De Boeck ; INA. Collection Médias recherches. Série Études. ISBN 978-2-8041-0450-4.
- ROUSSELET, Micheline, 1996. *Les tiers mondes*. Paris : Le Monde Ed. ISBN 978-2-501-02051-0.
- ROUSSIAU, Nicolas et BONARDI, Christine, 2001. *Les représentations sociales* [en ligne]. [Consulté le 19 juin 2017]. Disponible à l'adresse : https://www.researchgate.net/publication/298415950_Les_representations_sociales.
- ROVIELLO, Anne-Marie, 2013. La communication et la question de l'universel, Communication and the question of the universal. In : *Hermès, La Revue* [en ligne]. 22 octobre 2013. n° 10,

p. 173-181. [Consulté le 19 juillet 2017]. Disponible à l'adresse : <http://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-1992-1-p-173.htm>.

RYFMAN, Philippe, 2008. Tournant symbolique, crise de l'humanitaire ou crise de la représentation ? In : *Humanitaire. Enjeux, pratiques, débats* [en ligne]. 1 avril 2008. n° 18. [Consulté le 10 février 2016]. Disponible à l'adresse : <http://humanitaire.revues.org/sicd.clermont-universite.fr/307>.

RYFMAN, Philippe, 2013. Les ONG françaises de développement et humanitaires : une autre « exception française » en Europe ? In : *Mondes en développement* [en ligne]. 15 avril 2013. n° 161, p. 63-78. [Consulté le 29 octobre 2016]. Disponible à l'adresse : http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=MED_161_0063.

RYFMAN, Philippe, 2016. *Une histoire de l'humanitaire*. Paris : la Découverte. ISBN 978-2-7071-8887-8.

SANTOS, Boaventura de Sousa, 2011. Épistémologies du Sud. In : *Études rurales* [en ligne]. 1 août 2011. n° 187, p. 21-49. [Consulté le 13 avril 2017]. Disponible à l'adresse : <http://etudesrurales.revues.org/9351>.

SANTOS, Boaventura de Sousa, 2016. *Épistémologies du Sud : Mouvements citoyens et polémique sur la science*. Paris : Desclée De Brouwer. ISBN 978-2-220-08142-7.

SARR, Felwine, 2016. *Afrotopia*. Paris : Philippe Rey. ISBN 978-2-84876-502-0.

SEDDA, Paola, 2017. Approche critique : quelle appropriation par les SIC ? In : *Revue française des sciences de l'information et de la communication* [en ligne]. 1 août 2017. n° 11. [Consulté le 8 décembre 2018]. DOI 10.4000/rfsic.3115. Disponible à l'adresse : <http://journals.openedition.org/rfsic/3115>.

SÉGUR, Céline, 2017. *Réception* [en ligne]. 5 septembre 2017. Publicationnaire. Dictionnaire encyclopédique et critique des publics. [Consulté le 23 mars 2018]. Disponible à l'adresse : <http://publicationnaire.huma-num.fr/notice/reception/>.

SERVET, Jean-Michel, 2010. Le principe de réciprocité chez Karl Polanyi, contribution à une définition de l'économie solidaire, The principle of reciprocity by Karl POLANYI. Contribution to a definition of solidarity-based economy, El principio de reciprocidad en Karl POLANYI. Contribución a una definición de la economía solidaria. In : *Revue Tiers Monde* [en ligne]. 1 janvier 2010. n° 190, p. 255-273. [Consulté le 26 octobre 2017]. Disponible à l'adresse : <https://www-cairn-info.sicd.clermont-universite.fr/revue-tiers-monde-2007-2-page-255.htm>.

SIMMEL, Georg, 2003. *Le conflit*. Belval [France : Circé. ISBN 978-2-908024-83-8.

SOMMIER, Isabelle, 2006. La galaxie altermondialiste : un espace coopératif fait de rivalités. In : *Humanitaire. Enjeux, pratiques, débats*. 2006. n° 15, p. 42-48.

SOULEYMANE BACHIR DIAGNE, 2017. Pour un universel vraiment universel. In : *Ecrire l'Afrique-monde*. Dakar, Sénégal : Philippe Rey - Jimsaan. Les ateliers de la pensée. p. 73-78. ISBN 978-2-84876-601-0.

- STENGERS, Isabelle, 2002. Un engagement pour le possible. In : *Cosmopolitiques* [en ligne]. 2002. Vol. 1, p. 27–36. [Consulté le 30 juillet 2017]. Disponible à l'adresse : <http://www.cosmopolitiques.com/sites/default/files/1-stengers.pdf>.
- STIEGLER, Barbara, 2019. Entretien : « On sous-estime l'hégémonie culturelle du néolibéralisme ». In : *Alternatives Economiques* [en ligne]. 2019. n° 390. [Consulté le 2 mai 2019]. Disponible à l'adresse : <https://www.alternatives-economiques.fr/on-estime-lhegemonie-culturelle-neoliberalisme/00088862>.
- TALEB, Mohammed, 2014. *L'écologie vue du Sud : pour un anticapitalisme éthique, culturel et spirituel*. Paris : Sang de la terre. ISBN 978-2-86985-320-1.
- THIEVENAZ, Joris, 2017. *De l'étonnement à l'apprentissage : Enquêter pour mieux comprendre*. Bruxelles : De Boeck Supérieur. ISBN 978-2-8073-0711-7.
- TOURAINÉ, Alain, 1982. *Solidarité*. Paris : Fayard. Mouvements, 1. ISBN 978-2-213-01181-3.
- TROUVELOT, Sandrine, 2017. Associations : lesquelles méritent vos dons ? 123 organismes passés au crible. In : *Capital.fr* [en ligne]. 19 décembre 2017. [Consulté le 1 octobre 2019]. Disponible à l'adresse : <https://www.capital.fr/economie-politique/associations-lesquelles-meritent-vos-dons-1261693>.
- VACCARO, Antoine, 2019. Baisse de la générosité des Français, un problème de fiscalité ou déficit de récit ? In : *Défis Humanitaires* [en ligne]. 28 janvier 2019. [Consulté le 29 août 2019]. Disponible à l'adresse : <https://defishumanitaires.com/2019/01/28/baisse-de-la-generosite-des-francais-un-probleme-de-fiscalite-ou-deficit-de-recit/>.
- VIVERET, Patrick, 2006a. 3. Qualité démocratique et construction des désaccords. In : *Sur le vif* [en ligne]. 1 janvier 2006. p. 32-34. [Consulté le 10 janvier 2016]. Disponible à l'adresse : http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=DEC_CAILL_2006_01_0032.
- VIVERET, Patrick, 2006b. Qualité démocratique et construction des désaccords. In : *Quelle démocratie voulons-nous ?* [en ligne]. La Découverte. Sur le vif. p. 32-34. [Consulté le 26 juillet 2019]. ISBN 978-2-7071-4800-1. Disponible à l'adresse : <http://www.cairn.info/quelle-democratie-voulons-nous--9782707148001-page-32.htm>.
- WALLERSTEIN, Immanuel, 2008. *L'universalisme européen : de la colonisation au droit d'ingérence*. Paris : Demopolis. ISBN 978-2-35457-012-5.
- WOLTON, Dominique, 1997. *Penser la communication*. [Paris] : Flammarion. ISBN 978-2-08-081413-5.
- WOLTON, Dominique, 2003. *L'autre mondialisation*. Paris : Flammarion. ISBN 978-2-08-210273-5.
- WOLTON, Dominique, 2005. *Il faut sauver la communication*. Paris : Flammarion. ISBN 978-2-08-210448-7.
- WOLTON, Dominique, 2008. Conclusion générale : de la diversité à la cohabitation culturelle. In : *Hermès, La Revue* [en ligne]. 2008. Vol. 51, n° 2, p. 195–204. [Consulté le 6 janvier 2016]. Disponible à l'adresse : http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=HERM_051_0195.

- WOLTON, Dominique, 2009. *Informier n'est pas communiquer*. Paris : CNRS éditions. ISBN 978-2-271-06820-0.
- WOLTON, Dominique, 2011. Des stéréotypes coloniaux aux regards post-coloniaux : l'indispensable évolution des imaginaires. In : *Culture post-coloniale : 1961 - 2006 ; traces et mémoires coloniales en France*. Paris : Ed. Autrement. Collection Mémoires Histoire, 126. p. 255-267. ISBN 978-2-7467-3050-2.
- WOLTON, Dominique, 2012. *Indiscipliné : Trente-cinq ans de recherches*. Paris : Odile Jacob. ISBN 978-2-7381-2747-1.
- WOLTON, Dominique, 2014. Communication, l'impensé du xxe siècle. In : *Hermès, La Revue* [en ligne]. 15 décembre 2014. Vol. n° 70, n° 3, p. 13-20. [Consulté le 2 septembre 2019]. Disponible à l'adresse : <http://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2014-3-page-13.htm>.
- WOLTON, Dominique, 2019. Ouverture. In : *Hermès, La Revue* [en ligne]. 2019. n° 83, p. 12-33. [Consulté le 8 septembre 2019]. Disponible à l'adresse : <https://www.cnrseditions.fr/catalogue/revues/hermes-83-les-stereotypes-encore-et-toujours/>.
- YALA, Amina, 2005. *Volontaire en ONG : l'aventure ambiguë*. Paris : C.L. Mayer. ISBN 2-84377-109-9.
- ZASK, Joëlle, 2001. Pourquoi un public en démocratie ? Dewey versus Lippmann. In : *Hermès* [en ligne]. 2001. n° 31, p. 63. [Consulté le 15 mai 2019]. DOI 10.4267/2042/14544. Disponible à l'adresse : <http://hdl.handle.net/2042/14544>.
- ZASK, Joëlle, 2008. Le public chez Dewey : une union sociale plurielle. In : *Tracés. Revue de Sciences humaines* [en ligne]. 1 décembre 2008. n° 15, p. 169-189. [Consulté le 15 mai 2019]. DOI 10.4000/traces.753. Disponible à l'adresse : <http://journals.openedition.org/traces/753>.
- ZASK, Joëlle, 2011. *Participer : essai sur les formes démocratiques de la participation*. Lormont : Le Bord de l'eau. Les voies du politique. ISBN 978-2-35687-137-4.
- ZASK, Joëlle, 2015. *Introduction à John Dewey* [en ligne]. [Consulté le 15 mai 2019]. ISBN 978-2-7071-8319-4. Disponible à l'adresse : <http://www.cairn.info/Introduction-a-john-dewey--9782707183194.htm.htm>.
- ZÉMOR, Pierre, 2017. *Pour une autre communication politique et une démocratie mieux communicante* [en ligne]. Pour une autre communication politique. [Consulté le 9 septembre 2018]. Disponible à l'adresse : <https://www.pouruneautrecommunicationpolitique.com/>.

Liste des sigles

ACF : Action Contre la Faim

ANRT : Association Nationale Recherche Technologie

ASI : Association de Solidarité Internationale

CCFD-TS : Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement – Terre solidaire

CERAPCOOP : Centre de ressources et d'appui à la coopération et à la solidarité internationale
Auvergne

CFSI : Comité Français pour la Solidarité Internationale

CIEDEL : Centre International d'Études pour le Développement Local

CIFRE : Convention Industrielle de Formation par la REcherche

CRID : Centre de Recherche et d'Information pour le Développement Collectif d'organisations
de solidarité internationale et de mobilisation citoyenne

CSI : Communication de solidarité internationale

ECSI : Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale

Educasol : plateforme française d'éducation à la solidarité internationale

F3e : réseau associatif dédié à la méthodologie des actions de solidarité internationale ou de
coopération décentralisée

FAO : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture

FSM : Forum social Mondial

GREF : Groupement des éducateurs sans frontières

HI : Handicap international

ISCC : Institut des sciences de la communication du CNRS

IRIS : Institut des Relations Internationales et Stratégique

La Cimade : Comité Inter-Mouvements Auprès des Evacués

MAUSS : Mouvement anti-utilitariste en sciences sociales

MSF : Médecins Sans Frontières

ODD : Objectifs de Développement Durable

OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement

ONG : Organisation Non Gouvernementale

OXFAM : Oxford Committee for Famine Relief

RESACCOOP : Réseau d'appui à la coopération internationale Rhône-Alpes puis Auvergne Rhône-Alpes

RITIMO : Réseau d'Information Tiers-Monde des centres de documentation pour le développement

SC : Secours Catholique

SP : Secours Populaire

Table des tableaux

Tableau 1 - Structure des représentations sociales selon J-C. Abric (2003).....	119
Tableau 2 - dispositif méthodologique de la recherche-action.....	124
Tableau 3 - Structure des représentation sociales de la solidarité internationale des communicant·es, méthode « <i>sans substitution</i> » (Abric, 2003) : « <i>Que vous évoque la solidarité internationale ?</i> ».....	160
Tableau 4 - Structure de la représentation sociale de la solidarité internationale des communicant·es, méthode « <i>avec substitution</i> » : « <i>Qu'évoque, selon vous, la solidarité internationale pour le grand public ?</i> » et zone muette (Abric, 2003).....	161
Tableau 5 - Structure de la représentation sociale de la solidarité internationale des communicant·es, cumul des méthodes « <i>avec</i> » et sans substitution » (Abric, 2003).....	162
Tableau 6 - Choix des produits communicationnels, ACF	179
Tableau 7 - Choix des produits communicationnels, HI	180
Tableau 8 - Choix des produits communicationnels, MSF	181
Tableau 9 - Choix des produits communicationnels, CCFD	182
Tableau 10 - Choix des produits communicationnels, Secours catholique.....	182
Tableau 11 - Choix des produits communicationnels, Secours populaire.....	183
Tableau 12 - Choix des produits communicationnels, CFSI	184
Tableau 13 - Choix des produits communicationnels, CFSI	185
Tableau 14 - Choix des produits communicationnels, RITIMO	185
Tableau 15 - Vidéo ACF « <i>Prof La Mort</i> » jugée négativement par la direction communication (Annexe 23- « ACF B »).....	204
Tableau 16 - Affiche ACF « <i>Leila, cent francs plus tard</i> » jugée positivement par la direction communication (Annexe 23- « ACF A »).....	206
Tableau 17 - Vidéo MSF « <i>l'injuste prix</i> » jugée positivement par la direction communication (Annexe 23- « MSF A »).....	207
Tableau 18 - Vidéo MSF « <i>pas une cible</i> » jugée négativement par la direction communication (Annexe 23- « MSF B »).....	208
Tableau 19 - Affiche HI « <i>prix Nobel</i> » jugée positivement par la direction communication (Annexe 23- « HI A »).....	209
Tableau 20 - Affiche HI « <i>600 000 victimes amputées de leurs droits</i> » jugée négativement par la direction communication (Annexe 23- « HI B »).....	210
Tableau 21 - Affiche CCFD « <i>tu mangeras quand tu seras compétitif</i> » jugée positivement par la direction communication (Annexe 23- « CCFD A »).....	211
Tableau 22 - Mailing CCFD « <i>tout le monde peut faire un geste</i> » jugée négativement par la direction communication (Annexe 23- « CCFD B »).....	212
Tableau 23 – Affiche Secours populaire « <i>mondialisons la solidarité</i> » jugée positivement par la direction communication (Annexe 23- « SPA »).....	213

Tableau 24 – Vidéo Secours populaire « <i>Merçi</i> » jugée négativement par la direction communication (Annexe 23- « SP B »).....	214
Tableau 25 - Affiche Secours catholique « <i>pour aider les plus pauvres</i> » jugée négativement par la direction communication (Annexe 23- « SC B »).....	215
Tableau 26 - Visuel Secours catholique jugé positivement par la direction communication (Annexe 23- « SCA »).....	216
Tableau 27 - Visuel RITIMO « <i>délinquante</i> » jugé positivement par la direction communication (Annexe 23- « RITIMO A »)	218
Tableau 28 - Visuel RITIMO « <i>choisir ou subir</i> » jugé négativement par la direction communication (Annexe 23- « RITIMO B »)	220
Tableau 29 - Mailing CFSI jugée positivement par la direction communication (Annexe 23- « CFSI A »).....	221
Tableau 30 - Mailing CFSI jugée négativement par la direction communication (Annexe 23- « CFSI B »).....	222
Tableau 31 - Affiche CRID « <i>Semaine de la solidarité internationale (2015)</i> » jugée positivement par la direction communication (Annexe 23- « CRID A »).....	223
Tableau 32 - Affiche CRID « <i>Semaine de la solidarité internationale</i> » (2014) jugée négativement par la direction communication (Annexe 23- « CRID B »).....	224
Tableau 33 - Les jugements des produits communicationnels par les communicants et par les publics	241
Tableau 34 – Polarité négative de la production et critiques négatives de la réception	242
Tableau 35 - Polarité positive pour la production et critiques positives de la réception	243
Tableau 36 – Contradiction jugement production et critiques réception	245
Tableau 37 – Jugement tranché de la production et critiques ambivalentes de la production	247
Tableau 38 - Récapitulatif des divergences par branche.....	248
Tableau 39 - Récapitulatif des convergences par branche.....	248

Table des figures

Figure 1 - Synonymes « <i>solidarité</i> ». Source : CNRTL	41
Figure 2 - Synonymes « <i>international</i> ». Source : CNRTL.....	44
Figure 3 – Contenus des représentations sociales de la solidarité internationale des groupes militants	193
Figure 4 - Représentations sociales de la solidarité internationale des groupes citoyens.....	195
Figure 5 – Contenus des représentations sociales de la solidarité internationale des publics militants et citoyens	197
Figure 6 – Contenus des représentations sociales de la solidarité internationales des militant·es 2015 et 2018.....	200
Figure 7 - Représentations attribuées aux publics par les communicant·es et représentations effectives des militant·es	234
Figure 8 – Contenus des représentations sociales attribués aux publics par les communicant·es et contenus des représentations sociales des citoyen·nes	235
Figure 9 - Contenus des représentations sociales attribués aux publics par les communicant·es et contenus des représentations sociales des relais d’opinion	236
Figure 10 - Noyau central de la représentation sociale de la solidarité internationale relais d’opinion (2015), méthode « <i>sans substitution</i> » : « <i>Que vous évoque la solidarité internationale ?</i> ».....	239
Figure 11 - Noyau central de la représentation sociale de la solidarité internationale des militant·es (2015), méthode « <i>sans substitution</i> » : « <i>Que vous évoque la solidarité internationale ?</i> ».....	239
Figure 12 - Noyau central de la représentation sociale de la solidarité internationale des communicant·es, méthode « <i>avec substitution</i> » : « <i>qu’évoque, selon vous, la solidarité internationale pour le grand public ?</i> ».....	239
Figure 13 - Noyau central de la représentation sociale de la solidarité internationale des relais d’opinion (2015) méthode « <i>avec substitution</i> » : « <i>Qu’évoque, selon vous, la solidarité internationale pour le grand public ?</i> ».....	239
Figure 14 - Noyau central de la représentation sociale de la solidarité internationale des militant·es (2015) méthode « <i>avec substitution</i> » : « <i>Qu’évoque, selon vous, la solidarité internationale pour le grand public ?</i> ».....	239

Table des matières

SOMMAIRE	5
INTRODUCTION GENERALE	7
I. UNE RECHERCHE-ACTION.....	10
1. <i>De l'action à la recherche-action</i>	11
1.1 Une recherche qui émerge de remises en question	11
1.2 Une recherche appliquée, imbriquée, impliquée et engagée	17
2. <i>La scientificité de la recherche</i>	19
2.1 Un autre paradigme scientifique ?	20
2.2 Des conséquences méthodologiques.....	24
II. ... EN SCIENCES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	27
1. <i>Un objet et une approche communicationnelle</i>	28
2. <i>Les problèmes posés par la communication de solidarité internationale</i>	30
PREMIERE PARTIE. MENER L'ENQUETE : CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE	35
INTRODUCTION DE LA PREMIERE PARTIE	36
CHAPITRE I. UNE HISTOIRE AMBIVALENTE DE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE	38
1. <i>Entre réciprocité et philanthropie</i>	39
1.1 La solidarité internationale, une définition d'abord réciprocaire	39
1.2 Un courant philanthropique couramment convoqué... ..	45
1.3 mais aussi un courant réciprocaire issu de l'associationnisme.....	50
1.3.1 L'associationnisme, un concept clé du 19 ^e siècle	51
1.3.2 Une approche sociale et égalitaire qui se prolonge dans l'altermondialisme	56
2. <i>Trois branches de la solidarité internationale</i>	58
2.1 L'humanitaire, une assistance médicale.....	58
2.2 Le développement, de l'aide au partenariat.....	61
2.3 L'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale, entre promotion et esprit critique.....	68
<i>Conclusion du chapitre I</i>	71
CHAPITRE II. UNE APPROCHE COMMUNICATIONNELLE DE L'ENQUETE	73
1. <i>Étudier la communication dans l'espace public français par le prisme des représentations sociales</i>	74
1.1 Deux pôles communicationnels en interaction	75
1.2 Étudier les représentations sociales pour étudier la communication.....	79
2. <i>Articuler deux disciplines qui tentent de réhabiliter l'individu-acteur sans nier les ancrages sociaux</i>	84
2.1 Les sciences de l'information et de la communication	85
2.2 La psychologie sociale.....	89
2.2.1 Psychologie sociale et SIC : deux disciplines potentiellement compatibles.....	89
2.2.2 ... en particulier grâce au concept de représentation sociale qui s'inscrit dans une perspective constructiviste.....	92
<i>Conclusion du chapitre II</i>	94

CHAPITRE III. LA MISE EN ŒUVRE DE L'ENQUETE.....	96
1. <i>Les méthodologies pour identifier le trouble et mener des expérimentations.....</i>	97
1.1 La production médiatique de solidarité internationale.....	97
1.1.1 Les initiatives de solidarité internationale étudiées.....	97
1.1.2 S'intéresser aux aspirations sociales pour comprendre la communication politique.....	100
1.1.3 Étudier les représentations sociales pour étudier la production... ..	102
1.2 Étudier la réception avec les représentations sociales.....	103
1.2.1 L'identification des problèmes de communication.....	103
1.2.2 Les expérimentations menées.....	108
2. <i>Les outils mobilisés pour mener l'enquête.....</i>	110
2.1 Les outils usuels en sciences de l'information et de la communication..	111
2.1.1 Les entretiens.....	111
2.1.2 L'analyse de contenus.....	116
2.2 Des outils issus de la psychologie sociale.....	118
<i>Conclusion du chapitre III.....</i>	123
CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE	126
DEUXIEME PARTIE. LA CONFIRMATION DU TROUBLE DE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE ET DE SA COMMUNICATION	128
INTRODUCTION DE LA DEUXIEME PARTIE.....	129
CHAPITRE IV. LA COMMUNICATION DE SOLIDARITE INTERNATIONALE : LA PRODUCTION	132
1. <i>Les aspirations et représentations sociales de la solidarité internationale...</i>	133
1.1 Les aspirations sociales des ASI selon les sites Internet : un décalage entre valeurs et discours.....	133
1.1.1 Les associations d'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale.....	134
1.1.2 Les associations de développement.....	137
1.1.3 Les associations humanitaires.....	140
1.2 Les représentations sociales des communicant·es par branches de la solidarité internationale.....	142
1.2.1 La solidarité internationale pour les communicant·es des associations ECSI	143
1.2.2 La solidarité internationale pour les communicant·es des associations de développement.....	150
1.2.3 La solidarité internationale pour les communicant·es des associations humanitaires.	154
1.3 Les représentations sociales de l'ensemble des communicant·es.....	159
Conclusion de la première section	164
2. <i>Les pratiques de communication externe.....</i>	165
2.1 Présentation technique.....	166
2.1.1 Les associations humanitaires.....	166
2.1.2 Les associations de développement.....	168
2.1.3 Les associations d' ECSI	170
2.2 Les pratiques communicationnelles selon les communicant·es	172
2.2.1 Les associations humanitaires.....	172
2.2.2 Les associations de développement.....	174
2.2.3 Les associations d' ECSI	176
2.3 Les produits communicationnels proposés par les communicant·es et soumis à la réception.....	178
2.3.1 Les associations humanitaires.....	178

2.3.2 Les associations de développement.....	182
2.3.3 Les associations d' ECSI	184
Conclusion de la seconde section	186
<i>Conclusion du chapitre IV</i>	187
CHAPITRE V. LA COMMUNICATION DE SOLIDARITE INTERNATIONALE : LA RECEPTION	189
1. <i>Les représentations sociales du point de vue de la réception</i>	190
1.1 L'étude collective des représentations sociales des militant·es et des citoyen·nes	191
1.1.1 La solidarité internationale pour les militant·es : entre aide et échange réciprocaire.....	191
1.1.2 La solidarité internationale pour les citoyen·nes est associée à l'aide.....	194
1.2 Leçons communes : des représentations sociales entre philanthropie et réciprocité.....	196
1.1.1 Les cartes mentales des publics récepteurs.....	197
1.2.2 Une comparaison entre l'étude collective militant·es (2018) et les études individuelles issues de l'enquête préliminaire (2015).....	199
2. <i>L'interprétation de produits communicationnels par les publics militants et citoyens</i>	202
2.1 Les produits communicationnels par branches et en fonction des publics 203	
2.1.1 Les produits communicationnels humanitaires.....	203
2.1.2 Les produits communicationnels de développement.....	211
2.1.3 Les produits communicationnels d' ECSI	217
2.2 Leçons communes.....	225
2.2.1 Des produits communicationnels assez mal accueillis par les publics.....	225
2.2.2 Des études de réception des produits communicationnels permettant d'interroger les représentations sociales.....	226
<i>Conclusion du chapitre V</i>	228
CHAPITRE VI. LES DECALAGES ET SIMILITUDES ENTRE PRODUCTION ET RECEPTION	230
1. <i>Les représentations sociales, convergences et divergences entre production et réception</i>	231
1.1 Comparaison entre les contenus des représentations sociales attribuées aux publics par les communicant·es et les représentations sociales effectives des publics	233
1.1.1 Comparaison entre les contenus attribués aux publics par les communicant·es et les représentations sociales effectives des militant·es.....	233
1.1.2 Comparaison entre les contenus des représentations sociales des communicant·es et des citoyen·nes.....	235
1.1.3 Comparaison des contenus communicants et relais d'opinion (2015).....	236
1.2 Comparaison entre les structures des représentations sociales attribuées aux publics par les communicants et les représentations sociales effectives des publics.....	238
Conclusion de la première section	239
2. <i>Les produits communicationnels : écarts entre les intentions de la production et la réception</i>	240
2.1 Les écarts de jugement entre la production et la réception.....	241
2.2 La CSI ne semble pas toujours servir les aspirations sociales de la solidarité internationale ni atteindre les objectifs communicationnels.....	250

2.2.1 La communication de solidarité internationale par le prisme des produits communicationnels diffusés	250
2.2.2 La mise à mal de croyances de la production concernant la communication de solidarité internationale	253
Conclusion de la deuxième section.....	257
<i>Conclusion du chapitre VI</i>	258
CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE	259
TROISIEME PARTIE. LES PISTES : SUGGESTIONS DE SOLUTIONS, EXPERIMENTATIONS ET PREMIERES EVALUATIONS.....	262
INTRODUCTION DE LA TROISIEME PARTIE.....	263
CHAPITRE VII. VERS UNE SOLIDARITE INTERNATIONALE MUTUELLE ET PLURIVERSELLE	265
1. <i>Une solidarité internationale réciprocaire ?</i>	266
1.1 La réciprocité dans les théories du don.....	267
1.2 La mutualité, une autre voie pour penser la réciprocité.....	272
1.3 La mutualité à l'échelle internationale	275
Conclusion de la première section	281
2. <i>Une solidarité mutuelle pluriverselle et acoloniale</i>	282
2.1 Sortir d'un universalisme colonialitaire.....	282
2.2 Le cosmopolitisme ou la citoyenneté mondiale.....	289
2.3 La voie d'un pluriversalisme s'appuyant sur l'interterritorialité	294
2.3.1 Un universalisme (vraiment) universel	294
2.3.2 Une communication interculturelle.....	298
Conclusion de la deuxième section.....	302
<i>Conclusion du chapitre VII</i>	303
CHAPITRE VIII. VERS UNE COMMUNICATION DE SOLIDARITE INTERNATIONALE DEMOCRATIQUE DANS L'ESPACE PUBLIC FRANÇAIS	305
1. <i>Communiquer pour développer la démocratie</i>	306
1.1 D'une communication gestionnaire à une communication politique démocratique.....	306
1.2 Communiquer pour développer ses compétences démocratiques.....	311
Conclusion de la première section	316
2. <i>Partir du principe que l'incompréhension est toujours présente</i>	316
2.1 D'un modèle communicationnel basé sur la transmission et la persuasion.....	317
2.2 ... à l'incommunication.....	322
Conclusion de la deuxième section.....	327
<i>Conclusion du chapitre VIII</i>	328
CHAPITRE IX. DES PISTES OPERATIONNELLES POUR UNE COMMUNICATION POLITIQUE ET UNE SOLIDARITE INTERNATIONALE SANS DOMINATION	329
1. <i>Questionner les représentations sociales, construire les désaccords et partager les savoirs</i>	331
1.1 Interroger les représentations sociales	331
1.1.1 Les expérimentations	332
1.1.2 Des préconisations	336
1.2 Passer de la transmission à la construction des désaccords.....	338
1.2.1 L'expérimentation des émissions radiophoniques du Grin	339
1.2.2 Des préconisations	342
1.3 Passer d'une « éducation à » au partage des savoirs	344
1.3.1 Les expérimentations	345
1.3.2 Des préconisations	347
Conclusion de la première section	349

2. <i>Penser la communication comme une recherche-action (collective)</i>	351
2.1 Évaluer la communication avec des études de réception.....	352
2.1.1 Les expérimentations	353
2.1.2 Des préconisations	353
2.2 Concevoir la communication comme une recherche-action collective.....	354
2.2.1 Les expérimentations	355
2.2.2 Des préconisations	356
2.3 Accompagner à la recherche-action.....	358
2.3.1 Les expérimentations	358
2.3.2 Des préconisations	360
Conclusion de la seconde section	361
<i>Conclusion du chapitre IX</i>	361
CONCLUSION DE LA TROISIEME PARTIE	363
CONCLUSION GENERALE	365
I. LES LIMITES	368
II. LES APPORTS.....	372
III. LES PISTES POUR L'AVENIR.....	376
BIBLIOGRAPHIE.....	377
LISTES DES SIGLES	400
LISTES DES TABLEAUX.....	402
TABLE DES FIGURES.....	404
TABLE DES MATIERES.....	405